



Textes relatifs à la protection juridique des majeurs

Décembre 2011

SOMMAIRE

LOI N° 2007-308 REFORMANT LA PROTECTION JURIDIQUE DES MAJEURS VERSION DECEMBRE 2011	4
CIRCULAIRE GENERALE DE LA CHANCELLERIE	78
DECRET PRIS EN APPLICATION DE LA LOI DU 5 MARS 2007.....	128
MANDAT DE PROTECTION FUTURE	129
Décret n°2007-1702 du 30 novembre 2007, relatif au modèle de mandat de protection future sous seing privé	129
Arrêté du 23 décembre 2009, relatif à la notice d'information jointe au modèle de mandat de protection future sous seing privé	139
PROCEDURE PENALE	154
Décret n°2007-1658 du 23 novembre 2007, modifiant le code de procédure pénale et relatif à la poursuite, à l'instruction et au jugement des infractions commises par des majeurs protégés.....	154
Circulaire DACG n°2007-07 du 6 avril 2007, relative à une première information concernant les dispositions de procédure pénale de la loi n°2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs.....	157
PROCEDURE CIVILE	159
Décret n°2008-1276 du 5 décembre 2008, relatif à la protection juridique des mineurs et des majeurs et modifiant le code de procédure civile.....	159
Décret n° 2009-398 du 10 avril 2009 relatif à la communication de pièces entre le juge aux affaires familiales, le juge des enfants et le juge des tutelles	173
Décret n° 2009-1628 du 23 décembre 2009 relatif à l'appel contre les décisions du juge des tutelles et les délibérations du conseil de famille et modifiant diverses dispositions concernant la protection juridique des mineurs et des majeurs.....	175
Tableaux récapitulatifs de Thierry VERHEYDE, Conseiller de la cour d'Appel de DOUAI	180
Arrêté du 22 février 2011 relatif à la communication par voie électronique en matière de protection judiciaire des majeurs	184
CERTIFICAT MEDICAL	188
Extrait du décret n°2008-1276 du 5 décembre 2008, relatif à la protection juridique des mineurs et des majeurs et modifiant le code de procédure civile	188
Décret n°2008-1485 du 22 décembre 2008, relatif à la tarification des certificats et avis médicaux établis dans le cadre des mesures judiciaires de protection juridique des majeurs	189
GESTION PATRIMONIALE	191
Article L132-9 du code des assurances en matière d'assurance-vie, modifié par la loi n°2007-1775 du 17 décembre 2007	191
Décret n°2008-1484 du 22 décembre 2008, relatif aux actes de gestion du patrimoine des personnes placées en curatelle ou en tutelle, et pris en application des articles 452, 496 et 502 du code civil	193
VERIFICATION DES COMPTES.....	201
Décret n° 2011-1470 du 8 novembre 2011 relatif à l'assistance du greffier en chef en matière de vérification des comptes de tutelle par un huissier de justice.....	201
ENQUETES SOCIALES	203
Décret n° 2011-54 du 13 janvier 2011 Modifiant le décret n° 2009-285 du 12 mars 2009 relatif aux enquêteurs sociaux et à la tarification des enquêtes sociales en matière civile	203
Arrêté du 13 janvier 2011 pris en application de l'article 12 du décret n° 2009-285 du 12 mars 2009 relatif aux enquêteurs sociaux et à la tarification des enquêtes sociales en matière civile.....	208
PROTECTION INTERNATIONALE DES ADULTES.....	210
Décret n°2008-1547 du 30 décembre 2008, portant publication de la convention sur la protection internationale des adultes, faite à La Haye le 13 janvier 2000, signée par la France le 13 juillet 2001 (1) ratifiée le 18 septembre 2008.....	210
Circulaire de la Chancellerie relative à l'entrée en application de la Convention de La Haye	226
MESURE D'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL PERSONNALISE	236
Décret n°2008-1498 du 22 décembre 2008, fixant les listes de prestations sociales mentionnées aux articles L271-8 et L361-1 du code de l'action sociale et des familles et à l'article 495-4 du code civil et le plafond de la contribution des bénéficiaires de la mesure d'accompagnement social personnalisé	236

Décret n°2008-1506 du 30 décembre 2008, relatif à la mesure d'accompagnement social personnalisé et à la mesure d'accompagnement judiciaire.....	239
MANDATAIRES JUDICIAIRES A LA PROTECTION DES MAJEURS ET DELEGUES AUX PRESTATIONS FAMILIALES	242
Décret n° 2008-1546 du 31 décembre 2008 relatif à l'entrée en vigueur de décrets et d'arrêtés.....	242
Décret n°2008-1508 du 30 décembre 2008, relatif aux conditions d'âge, de formation et d'expérience professionnelle devant être satisfaites par les mandataires judiciaires à la protection des majeurs et par les délégués aux prestations familiales.....	243
Décret n°2008-1504 du 30 décembre 2008, relatif à la prestation de serment mentionnée aux articles L471-2 et L474-1, à l'autorisation et au règlement de fonctionnement des services mentionnés aux 14° du I de l'article L312-1 et à l'autorisation des services mentionnés au 15° du I de l'article L312-1 du code de l'action sociale et des familles.....	246
Extrait du décret n° 2011-936 du 1er août 2011 relatif à la rémunération des mandataires judiciaires et à diverses mesures de simplification en matière de protection juridique des majeurs	249
Décret n°2008-1512 du 30 décembre 2008, fixant les modalités d'inscription sur les listes prévues aux articles L471-2, L471-3, L474-1 et L474-2 du code de l'action sociale et des familles.....	250
Décret n°2008-1511 du 30 décembre 2008, portant diverses dispositions relatives aux mandataires judiciaires à la protection des majeurs et aux délégués aux prestations familiales.....	255
Décret n°2008-1505 du 30 décembre 2008, relatif à la déclaration prévue à l'article L472-6 du code de l'action sociale et des familles.....	257
Décret n°2008-1553 du 31 décembre 2008, relatif à l'exercice à titre individuel de l'activité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs et de l'activité de délégué aux prestations familiales	260
Arrêté du 2 janvier 2009, relatif à la formation complémentaire préparant aux certificats nationaux de compétence de mandataire judiciaire à la protection des majeurs et de délégué aux prestations familiales.....	265
Arrêté du 25 juin 2009, relatif au formulaire de demande d'agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs.....	295
FINANCEMENT	296
Décret n°2008-1500 du 30 décembre 2008, relatif à la réglementation financière et budgétaire des établissements et services sociaux et médico-sociaux	296
Décret n° 2011-710 du 21 juin 2011, relatif à l'assiette et au versement de la participation des personnes protégées au financement de leur mesure de protection.....	301
Décret 2010-1404 du 22 novembre 2010, fixant le barème national de l'indemnité complémentaire allouée à titre exceptionnel aux mandataires judiciaires à la protection des majeurs	303
Décret n° 2011-936 du 1er août 2011 relatif à la rémunération des mandataires judiciaires et à diverses mesures de simplification en matière de protection juridique des majeurs.....	305
Arrêté du 31 décembre 2008, relatif aux tarifs mensuels pour l'exercice à titre individuel de l'activité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs et de l'activité de délégué aux prestations familiales.....	311
Arrêté du 09 juillet 2009, fixant les indicateurs des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs et à l'activité de délégué aux prestations familiales et leur mode de calcul pris en application de l'article R 419-29 du CASF.....	312
Arrêté du 3 août 2011 relatif à la rémunération des personnes physiques exerçant l'activité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs à titre individuel	314
DROITS DES USAGERS	317
Décret n°2008-1556 du 31 décembre 2008, relatif aux droits des usagers des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales	317
Décret n°2008-1504 du 30 décembre 2008, extrait relatif au règlement de fonctionnement	328
L'INFORMATION DES TUTEURS FAMILIAUX	329
Décret n°2008-1507 du 30 décembre 2008, relatif à l'information et au soutien des personnes appelées à exercer ou exerçant une mesure de protection juridique des majeurs en application de l'article 449 du code civil.....	329
MESURE JUDICIAIRE D'AIDE A LA GESTION DU BUDGET FAMILIAL (MJAGBF).....	332
Décret n°2008-1486 du 30 décembre 2008, relatif au placement des mineurs et à la MJAGBF.....	332

LOI N° 2007-308
REFORMANT LA PROTECTION JURIDIQUE DES MAJEURS
VERSION DECEMBRE 2011

TITRE I^{er}
DISPOSITIONS MODIFIANT LE CODE CIVIL

LIVRE I^{er}
Des personnes

TITRE XI
De la majorité et des majeurs protégés par la loi

CHAPITRE I^{er} : Des dispositions générales

Article 414 - La majorité est fixée à dix-huit ans accomplis ; à cet âge, chacun est capable d'exercer les droits dont il a la jouissance.

Section 1 : Des dispositions indépendantes des mesures de protection

Article 414-1 - Pour faire un acte valable, il faut être sain d'esprit. C'est à ceux qui agissent en nullité pour cette cause de prouver l'existence d'un trouble mental au moment de l'acte.

Article 414-2 - De son vivant, l'action en nullité n'appartient qu'à l'intéressé.

Après sa mort, les actes faits par lui, autres que la donation entre vifs et le testament, ne peuvent être attaqués par ses héritiers, pour insanité d'esprit, que dans les cas suivants :

- 1° Si l'acte porte en lui-même la preuve d'un trouble mental ;
- 2° S'il a été fait alors que l'intéressé était placé sous sauvegarde de justice ;
- 3° Si une action a été introduite avant son décès aux fins d'ouverture d'une curatelle ou d'une tutelle ou si effet a été donné au mandat de protection future.

L'action en nullité s'éteint par le délai de cinq ans prévu à l'article 1304.

Article 414-3 - Celui qui a causé un dommage à autrui alors qu'il était sous l'empire d'un trouble mental n'en est pas moins obligé à réparation.

Section 2 : Des dispositions communes aux majeurs protégés

Article 415 - Les personnes majeures reçoivent la protection de leur personne et de leurs biens que leur état ou leur situation rend nécessaire selon les modalités prévues au présent titre.

Cette protection est instaurée et assurée dans le respect des libertés individuelles, des droits fondamentaux et de la dignité de la personne.

Elle a pour finalité l'intérêt de la personne protégée. Elle favorise, dans la mesure du possible, l'autonomie de celle-ci.

Elle est un devoir des familles et de la collectivité publique.

Article 416 - Le juge des tutelles et le procureur de la République exercent une surveillance générale des mesures de protection dans leur ressort.

Ils peuvent visiter ou faire visiter les personnes protégées et celles qui font l'objet d'une demande de protection, quelle que soit la mesure prononcée ou sollicitée.

Les personnes chargées de la protection sont tenues de déférer à leur convocation et de leur communiquer toute information qu'ils requièrent.

Article 417 - Le juge des tutelles peut prononcer des injonctions contre les personnes chargées de la protection et condamner à l'amende civile prévue par le code de procédure civile celles qui n'y ont pas déféré.

Il peut les dessaisir de leur mission en cas de manquement caractérisé dans l'exercice de celle-ci, après les avoir entendues ou appelées.

Il peut, dans les mêmes conditions, demander au procureur de la République de solliciter la radiation d'un mandataire judiciaire à la protection des majeurs de la liste prévue à l'article L. 471-2 du code de l'action sociale et des familles.

Article 418 - Sans préjudice de l'application des règles de la gestion d'affaires, le décès de la personne protégée met fin à la mission de la personne chargée de la protection.

Article 419 - Les personnes autres que le mandataire judiciaire à la protection des majeurs exercent à titre gratuit les mesures judiciaires de protection. Toutefois, le juge des tutelles ou le conseil de famille s'il a été constitué peut autoriser, selon l'importance des biens gérés ou la difficulté d'exercer la mesure, le versement d'une indemnité à la personne chargée de la protection. Il en fixe le montant. Cette indemnité est à la charge de la personne protégée.

Si la mesure judiciaire de protection est exercée par un mandataire judiciaire à la protection des majeurs, son financement est à la charge totale ou partielle de la personne protégée en fonction de ses ressources et selon les modalités prévues par le code de l'action sociale et des familles.

Lorsque le financement de la mesure ne peut être intégralement assuré par la personne protégée, il est pris en charge par la collectivité publique, selon des modalités de calcul communes à tous les mandataires judiciaires à la protection des majeurs et tenant compte des conditions de mise en œuvre de la mesure, quelles que soient les sources de financement. Ces modalités sont fixées par décret.

A titre exceptionnel, le juge ou le conseil de famille s'il a été constitué peut, après avoir recueilli l'avis du procureur de la République, allouer au mandataire judiciaire à la protection des majeurs, pour l'accomplissement d'un acte ou d'une série d'actes requis par la mesure de protection et impliquant des diligences particulièrement longues ou complexes, une indemnité en complément des sommes perçues au titre des deux alinéas précédents lorsqu'elles s'avèrent manifestement insuffisantes. Cette indemnité est à la charge de la personne protégée.

Le mandat de protection future s'exerce à titre gratuit sauf stipulations contraires.

Article 420 - Sous réserve des aides ou subventions accordées par les collectivités publiques aux personnes morales pour leur fonctionnement général, les mandataires judiciaires à la protection des majeurs ne peuvent, à quelque titre et sous quelque forme que ce soit, percevoir aucune autre somme ou bénéficier d'aucun avantage financier en relation directe ou indirecte avec les missions dont ils ont la charge.

Ils ne peuvent délivrer un mandat de recherche des héritiers de la personne protégée qu'après autorisation du juge des tutelles.

Article 421 - Tous les organes de la mesure de protection judiciaire sont responsables du dommage résultant d'une faute quelconque qu'ils commettent dans l'exercice de leur fonction. Toutefois, sauf cas de curatelle renforcée, le curateur et le subrogé curateur n'engagent leur responsabilité, du fait des actes accomplis avec leur assistance, qu'en cas de dol ou de faute lourde.

Article 422 - Lorsque la faute à l'origine du dommage a été commise dans l'organisation et le fonctionnement de la mesure de protection par le juge des tutelles, le greffier en chef du tribunal d'instance ou le greffier, l'action en responsabilité diligentée par la personne protégée ou ayant été protégée ou par ses héritiers est dirigée contre l'Etat qui dispose d'une action récursoire.

Lorsque la faute à l'origine du dommage a été commise par le mandataire judiciaire à la protection des majeurs, l'action en responsabilité peut être dirigée contre celui-ci ou contre l'Etat qui dispose d'une action récursoire.

Article 423 - L'action en responsabilité se prescrit par cinq ans à compter de la fin de la mesure de protection alors même que la gestion aurait continué au-delà. Toutefois, lorsque la curatelle a cessé par l'ouverture d'une mesure de tutelle, le délai ne court qu'à compter de l'expiration de cette dernière.

Article 424 - Le mandataire de protection future engage sa responsabilité pour l'exercice de son mandat dans les conditions prévues à l'article 1992.

CHAPITRE II : Des mesures de protection juridique des majeurs

Section 1 : Des dispositions générales

Article 425 - Toute personne dans l'impossibilité de pourvoir seule à ses intérêts en raison d'une altération, médicalement constatée, soit de ses facultés mentales, soit de ses facultés corporelles de nature à empêcher l'expression de sa volonté peut bénéficier d'une mesure de protection juridique prévue au présent chapitre.

S'il n'en est disposé autrement, la mesure est destinée à la protection tant de la personne que des intérêts patrimoniaux de celle-ci. Elle peut toutefois être limitée expressément à l'une de ces deux missions.

Article 426 - Le logement de la personne protégée et les meubles dont il est garni, qu'il s'agisse d'une résidence principale ou secondaire, sont conservés à la disposition de celle-ci aussi longtemps qu'il est possible.

Le pouvoir d'administrer les biens mentionnés au premier alinéa ne permet que des conventions de jouissance précaire qui cessent, malgré toutes dispositions ou stipulations contraires, dès le retour de la personne protégée dans son logement.

S'il devient nécessaire ou s'il est de l'intérêt de la personne protégée qu'il soit disposé des droits relatifs à son logement ou à son mobilier par l'aliénation, la résiliation ou la conclusion d'un bail, l'acte est autorisé par le juge ou par le conseil de famille s'il a été constitué, sans préjudice des formalités que peut requérir la nature des biens. L'avis préalable d'un médecin inscrit sur la liste prévue à l'article 431 est requis si l'acte a pour finalité l'accueil de l'intéressé dans un établissement. Dans tous les cas, les souvenirs, les objets à caractère personnel, ceux indispensables aux personnes handicapées ou destinés aux soins des personnes malades sont gardés à la disposition de l'intéressé, le cas échéant par les soins de l'établissement dans lequel celui-ci est hébergé.

Article 427 - La personne chargée de la mesure de protection ne peut procéder ni à la modification des comptes ou livrets ouverts au nom de la personne protégée, ni à l'ouverture d'un autre compte ou livret auprès d'un établissement habilité à recevoir des fonds du public.

Le juge des tutelles ou le conseil de famille s'il a été constitué peut toutefois l'y autoriser si l'intérêt de la personne protégée le commande.

Un compte est ouvert au nom de la personne protégée auprès de la Caisse des dépôts et consignations par la personne chargée de la protection si le juge ou le conseil de famille s'il a été constitué l'estime nécessaire.

Lorsque la personne protégée n'est titulaire d'aucun compte ou livret, la personne chargée de la mesure de protection lui en ouvre un.

Les opérations bancaires d'encaissement, de paiement et de gestion patrimoniale effectuées au nom et pour le compte de la personne protégée sont réalisées exclusivement au moyen des comptes ouverts au nom de celle-ci, sous réserve des dispositions applicables aux mesures de protection confiées aux personnes ou services préposés des établissements de santé et des établissements sociaux ou médico-sociaux soumis aux règles de la comptabilité publique.

Les fruits, produits et plus-values générés par les fonds et les valeurs appartenant à la personne protégée lui reviennent exclusivement.

Si la personne protégée a fait l'objet d'une interdiction d'émettre des chèques, la personne chargée de la mesure de protection peut néanmoins, avec l'autorisation du juge ou du conseil de famille s'il a été constitué, faire fonctionner sous sa signature les comptes dont la personne protégée est titulaire et disposer de tous les moyens de paiement habituels.

Section 2 : Des dispositions communes aux mesures judiciaires

Article 428 - La mesure de protection ne peut être ordonnée par le juge qu'en cas de nécessité et lorsqu'il ne peut être suffisamment pourvu aux intérêts de la personne par l'application des règles du droit commun de la représentation, de celles relatives aux droits et devoirs respectifs des époux et des règles des régimes matrimoniaux, en particulier celles prévues aux articles 217, 219, 1426 et 1429, par une autre mesure de protection judiciaire moins contraignante ou par le mandat de protection future conclu par l'intéressé.

La mesure est proportionnée et individualisée en fonction du degré d'altération des facultés personnelles de l'intéressé.

Article 429 - La mesure de protection judiciaire peut être ouverte pour un mineur émancipé comme pour un majeur.

Pour un mineur non émancipé, la demande peut être introduite et jugée dans la dernière année de sa minorité. La mesure de protection judiciaire ne prend toutefois effet que du jour de sa majorité.

Article 430 - La demande d'ouverture de la mesure peut être présentée au juge par la personne qu'il y a lieu de protéger ou, selon le cas, par son conjoint, le partenaire avec qui elle a conclu un pacte civil de solidarité ou son concubin, à moins que la vie commune ait cessé entre eux, ou par un parent ou un allié, une personne entretenant avec le majeur des liens étroits et stables, ou la personne qui exerce à son égard une mesure de protection juridique.

Elle peut être également présentée par le procureur de la République soit d'office, soit à la demande d'un tiers.

Article 431 - La demande est accompagnée, à peine d'irrecevabilité, d'un certificat circonstancié rédigé par un médecin choisi sur une liste établie par le procureur de la République.

Le coût de ce certificat est fixé par décret en Conseil d'Etat.

Article 431-1 - Pour l'application du dernier alinéa de l'article 426 et de l'article 431, le médecin inscrit sur la liste mentionnée à l'article 431 peut solliciter l'avis du médecin traitant de la personne qu'il y a lieu de protéger.

Article 432 - Le juge statue, la personne entendue ou appelée. L'intéressé peut être accompagné par un avocat ou, sous réserve de l'accord du juge, par toute autre personne de son choix.

Le juge peut toutefois, par décision spécialement motivée et sur avis du médecin mentionné à l'article 431, décider qu'il n'y a pas lieu de procéder à l'audition de l'intéressé si celle-ci est de nature à porter atteinte à sa santé ou s'il est hors d'état d'exprimer sa volonté.

Section 3 : De la sauvegarde de justice

Article 433 - Le juge peut placer sous sauvegarde de justice la personne qui, pour l'une des causes prévues à l'article 425, a besoin d'une protection juridique temporaire ou d'être représentée pour l'accomplissement de certains actes déterminés.

Cette mesure peut aussi être prononcée par le juge, saisi d'une procédure de curatelle ou de tutelle, pour la durée de l'instance.

Par dérogation à l'article 432, le juge peut, en cas d'urgence, statuer sans avoir procédé à l'audition de la personne. En ce cas, il entend celle-ci dans les meilleurs délais, sauf si, sur avis médical, son audition est de nature à porter préjudice à sa santé ou si elle est hors d'état d'exprimer sa volonté.

Article 434 - La sauvegarde de justice peut également résulter d'une déclaration faite au procureur de la République dans les conditions prévues par l'article L. 3211-6 du code de la santé publique.

Article 435 - La personne placée sous sauvegarde de justice conserve l'exercice de ses droits. Toutefois, elle ne peut, à peine de nullité, faire un acte pour lequel un mandataire spécial a été désigné en application de l'article 437.

Les actes qu'elle a passés et les engagements qu'elle a contractés pendant la durée de la mesure peuvent être rescindés pour simple lésion ou réduits en cas d'excès alors même qu'ils pourraient être annulés en vertu de l'article 414-1. Les tribunaux prennent notamment en considération l'utilité ou l'inutilité de l'opération, l'importance ou la consistance du patrimoine de la personne protégée et la bonne ou mauvaise foi de ceux avec qui elle a contracté.

L'action en nullité, en rescision ou en réduction n'appartient qu'à la personne protégée et, après sa mort, à ses héritiers. Elle s'éteint par le délai de cinq ans prévu à l'article 1304.

Article 436 - Le mandat par lequel la personne protégée a chargé une autre personne de l'administration de ses biens continue à produire ses effets pendant la sauvegarde de justice à moins qu'il ne soit révoqué ou suspendu par le juge des tutelles, le mandataire étant entendu ou appelé.

En l'absence de mandat, les règles de la gestion d'affaires sont applicables.

Ceux qui ont qualité pour demander l'ouverture d'une curatelle ou d'une tutelle sont tenus d'accomplir les actes conservatoires indispensables à la préservation du patrimoine de la personne protégée dès lors qu'ils ont connaissance tant de leur urgence que de l'ouverture de la mesure de sauvegarde. Les mêmes dispositions sont applicables à la personne ou à l'établissement qui héberge la personne placée sous sauvegarde.

Article 437 - S'il y a lieu d'agir en dehors des cas définis à l'article 436, tout intéressé peut en donner avis au juge.

Le juge peut désigner un mandataire spécial, dans les conditions et selon les modalités prévues aux articles 445 et 448 à 451, à l'effet d'accomplir un ou plusieurs actes déterminés, même de disposition, rendus nécessaires par la gestion du patrimoine de la personne protégée. Le mandataire peut, notamment, recevoir mission d'exercer les actions prévues à l'article 435.

Le mandataire spécial est tenu de rendre compte de l'exécution de son mandat à la personne protégée et au juge dans les conditions prévues aux articles 510 à 515.

Article 438 - Le mandataire spécial peut également se voir confier une mission de protection de la personne dans le respect des articles 457-1 à 463.

Article 439 - Sous peine de caducité, la mesure de sauvegarde de justice ne peut excéder un an, renouvelable une fois dans les conditions fixées au quatrième alinéa de l'article 442.

Lorsque la sauvegarde de justice a été prononcée en application de l'article 433, le juge peut, à tout moment, en ordonner la mainlevée si le besoin de protection temporaire cesse.

Lorsque la sauvegarde de justice a été ouverte en application de l'article 434, elle peut prendre fin par déclaration faite au procureur de la République si le besoin de protection temporaire cesse ou par radiation de la déclaration médicale sur décision du procureur de la République.

Dans tous les cas, à défaut de mainlevée, de déclaration de cessation ou de radiation de la déclaration médicale, la sauvegarde de justice prend fin à l'expiration du délai ou après l'accomplissement des actes pour lesquels elle a été ordonnée. Elle prend également fin par l'ouverture d'une mesure de curatelle ou de tutelle à partir du jour où la nouvelle mesure de protection juridique prend effet.

Section 4 : De la curatelle et de la tutelle

Article 440 - La personne qui, sans être hors d'état d'agir elle-même, a besoin, pour l'une des causes prévues à l'article 425, d'être assistée ou contrôlée d'une manière continue dans les actes importants de la vie civile peut être placée en curatelle.

La curatelle n'est prononcée que s'il est établi que la sauvegarde de justice ne peut assurer une protection suffisante.

La personne qui, pour l'une des causes prévues à l'article 425, doit être représentée d'une manière continue dans les actes de la vie civile, peut être placée en tutelle.

La tutelle n'est prononcée que s'il est établi que ni la sauvegarde de justice, ni la curatelle ne peuvent assurer une protection suffisante.

Sous-section 1 : De la durée de la mesure

Article 441 - Le juge fixe la durée de la mesure sans que celle-ci puisse excéder cinq ans.

Article 442 - Le juge peut renouveler la mesure pour une même durée.

Toutefois, lorsque l'altération des facultés personnelles de l'intéressé décrite à l'article 425 n'apparaît manifestement pas susceptible de connaître une amélioration selon les données acquises de la science, le juge peut, par décision spécialement motivée et sur avis conforme du médecin mentionné à l'article 431, renouveler la mesure pour une durée plus longue qu'il détermine.

Le juge peut, à tout moment, mettre fin à la mesure, la modifier ou lui substituer une autre mesure prévue au présent titre, après avoir recueilli l'avis de la personne chargée de la mesure de protection.

Il statue d'office ou à la requête d'une des personnes mentionnées à l'article 430, au vu d'un certificat médical et dans les conditions prévues à l'article 432. Il ne peut toutefois renforcer le régime de protection de l'intéressé que s'il est saisi d'une requête en ce sens satisfaisant aux articles 430 et 431.

Article 443 - La mesure prend fin, en l'absence de renouvellement, à l'expiration du délai fixé, en cas de jugement de mainlevée passé en force de chose jugée ou en cas de décès de l'intéressé.

Sans préjudice des articles 3 et 15, le juge peut également y mettre fin lorsque la personne protégée réside hors du territoire national, si cet éloignement empêche le suivi et le contrôle de la mesure.

Sous-section 2 : De la publicité de la mesure

Article 444 - Les jugements portant ouverture, modification ou mainlevée de la curatelle ou de la tutelle ne sont opposables aux tiers que deux mois après que la mention en a été portée en marge de l'acte de naissance de la personne protégée selon les modalités prévues par le code de procédure civile.

Toutefois, même en l'absence de cette mention, ils sont opposables aux tiers qui en ont personnellement connaissance.

Sous-section 3 : Des organes de protection

Article 445 - Modifié par LOI n° 2008-776 du 4 août 2008 - Article 18 (V)

Les charges curatélaires et tutélaires sont soumises aux conditions prévues pour les charges tutélaires des mineurs par les articles 395 à 397. Toutefois, les pouvoirs dévolus par l'article 397 au conseil de famille sont exercés par le juge en l'absence de constitution de cet organe.

Les membres des professions médicales et de la pharmacie, ainsi que les auxiliaires médicaux ne peuvent exercer une charge curatélair ou tutélair à l'égard de leurs patients.

Le fiduciaire désigné par le contrat de fiducie ne peut exercer une charge curatélair ou tutélair à l'égard du constituant.

Paragraphe 1 : Du curateur et du tuteur

Article 446 - Un curateur ou un tuteur est désigné pour la personne protégée dans les conditions prévues au présent paragraphe et sous réserve des pouvoirs conférés au conseil de famille s'il a été constitué.

Article 447 - Le curateur ou le tuteur est désigné par le juge.

Celui-ci peut, en considération de la situation de la personne protégée, des aptitudes des intéressés et de la consistance du patrimoine à administrer, désigner plusieurs curateurs ou plusieurs tuteurs pour exercer en commun la mesure de protection. Chaque curateur ou tuteur est réputé, à l'égard des tiers, avoir reçu des autres le pouvoir de faire seul les actes pour lesquels un tuteur n'aurait besoin d'aucune autorisation.

Le juge peut diviser la mesure de protection entre un curateur ou un tuteur chargé de la protection de la personne et un curateur ou un tuteur chargé de la gestion patrimoniale. Il peut confier la gestion de certains biens à un curateur ou à un tuteur adjoint.

A moins que le juge en ait décidé autrement, les personnes désignées en application de l'alinéa précédent sont indépendantes et ne sont pas responsables l'une envers l'autre. Elles s'informent toutefois des décisions qu'elles prennent.

Article 448 - La désignation par une personne d'une ou plusieurs personnes chargées d'exercer les fonctions de curateur ou de tuteur pour le cas où elle serait placée en curatelle ou en tutelle s'impose au juge, sauf si la personne désignée refuse la mission ou est dans l'impossibilité de l'exercer ou si l'intérêt de la personne protégée commande de l'écarter. En cas de difficulté, le juge statue.

Il en est de même lorsque les parents ou le dernier vivant des père et mère, ne faisant pas l'objet d'une mesure de curatelle ou de tutelle, qui exercent l'autorité parentale sur leur enfant mineur ou assument la charge matérielle et affective de leur enfant majeur désignent une ou plusieurs personnes chargées d'exercer les fonctions de curateur ou de tuteur à compter du jour où eux-mêmes décéderont ou ne pourront plus continuer à prendre soin de l'intéressé.

Article 449 - Modifié par LOI n° 2009-526 du 12 mai 2009 - Article 116

A défaut de désignation faite en application de l'article 448, le juge nomme, comme curateur ou tuteur, le conjoint de la personne protégée, le partenaire avec qui elle a conclu un pacte civil de solidarité ou son concubin, à moins que la vie commune ait cessé entre eux ou qu'une autre cause empêche de lui confier la mesure.

A défaut de nomination faite en application de l'alinéa précédent et sous la dernière réserve qui y est mentionnée, le juge désigne un parent, un allié ou une personne résidant avec le majeur protégé ou entretenant avec lui des liens étroits et stables.

Le juge prend en considération les sentiments exprimés par celui-ci, ses relations habituelles, l'intérêt porté à son égard et les recommandations éventuelles de ses parents et alliés ainsi que de son entourage.

Article 450 - Lorsqu'aucun membre de la famille ou aucun proche ne peut assumer la curatelle ou la tutelle, le juge désigne un mandataire judiciaire à la protection des majeurs inscrit sur la liste prévue à l'article L. 471-2 du code de l'action sociale et des familles. Ce mandataire ne peut refuser d'accomplir les actes urgents que commande l'intérêt de la personne protégée, notamment les actes conservatoires indispensables à la préservation de son patrimoine.

Article 451 - Si l'intérêt de la personne hébergée ou soignée dans un établissement de santé ou dans un établissement social ou médico-social le justifie, le juge peut désigner, en qualité de curateur ou de tuteur, une personne ou un service préposé de l'établissement inscrit sur la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs au titre du 1° ou du 3° de l'article L. 471-2 du code de l'action sociale et des familles, qui exerce ses fonctions dans les conditions fixées par décret en Conseil d'Etat.

La mission confiée au mandataire s'étend à la protection de la personne, sauf décision contraire du juge.

Article 452 - La curatelle et la tutelle sont des charges personnelles.

Le curateur et le tuteur peuvent toutefois s'adjoindre, sous leur propre responsabilité, le concours de tiers majeurs ne faisant pas l'objet d'une mesure de protection juridique pour l'accomplissement de certains actes dont la liste est fixée par décret en Conseil d'Etat.

Article 453 - Nul n'est tenu de conserver la curatelle ou la tutelle d'une personne au-delà de cinq ans, à l'exception du conjoint, du partenaire du pacte civil de solidarité et des enfants de l'intéressé ainsi que des mandataires judiciaires à la protection des majeurs.

Paragraphe 2 : Du subrogé curateur et du subrogé tuteur

Article 454 - Le juge peut, s'il l'estime nécessaire et sous réserve des pouvoirs du conseil de famille s'il a été constitué, désigner un subrogé curateur ou un subrogé tuteur.

Si le curateur ou le tuteur est parent ou allié de la personne protégée dans une branche, le subrogé curateur ou le subrogé tuteur est choisi, dans la mesure du possible, dans l'autre branche.

Lorsqu'aucun membre de la famille ou aucun proche ne peut assumer les fonctions de subrogé curateur ou de subrogé tuteur, un mandataire judiciaire à la protection des majeurs inscrit sur la liste prévue à l'article L. 471-2 du code de l'action sociale et des familles peut être désigné.

A peine d'engager sa responsabilité à l'égard de la personne protégée, le subrogé curateur ou le subrogé tuteur surveille les actes passés par le curateur ou par le tuteur en cette qualité et informe sans délai le juge s'il constate des fautes dans l'exercice de sa mission.

Le subrogé curateur ou le subrogé tuteur assiste ou représente, selon le cas, la personne protégée lorsque les intérêts de celle-ci sont en opposition avec ceux du curateur ou du tuteur ou lorsque l'un ou l'autre ne peut lui apporter son assistance ou agir pour son compte en raison des limitations de sa mission.

Il est informé et consulté par le curateur ou le tuteur avant tout acte grave accompli par celui-ci.

La charge du subrogé curateur ou du subrogé tuteur cesse en même temps que celle du curateur ou du tuteur. Le subrogé curateur ou le subrogé tuteur est toutefois tenu de provoquer le remplacement du curateur ou du tuteur en cas de cessation des fonctions de celui-ci sous peine d'engager sa responsabilité à l'égard de la personne protégée.

Paragraphe 3 : Du curateur ad hoc et du tuteur ad hoc

Article 455 - En l'absence de subrogé curateur ou de subrogé tuteur, le curateur ou le tuteur dont les intérêts sont, à l'occasion d'un acte ou d'une série d'actes, en opposition avec ceux de la personne

protégée ou qui ne peut lui apporter son assistance ou agir pour son compte en raison des limitations de sa mission fait nommer par le juge ou par le conseil de famille s'il a été constitué un curateur ou un tuteur ad hoc.

Cette nomination peut également être faite à la demande du procureur de la République, de tout intéressé ou d'office.

Paragraphe 4 : Du conseil de famille des majeurs en tutelle

Article 456 - Le juge peut organiser la tutelle avec un conseil de famille si les nécessités de la protection de la personne ou la consistance de son patrimoine le justifient et si la composition de sa famille et de son entourage le permet.

Le juge désigne les membres du conseil de famille en considération des sentiments exprimés par la personne protégée, de ses relations habituelles, de l'intérêt porté à son égard et des recommandations éventuelles de ses parents et alliés ainsi que de son entourage.

Le conseil de famille désigne le tuteur, le subrogé tuteur et, le cas échéant, le tuteur ad hoc conformément aux articles 446 à 455.

Il est fait application des règles prescrites pour le conseil de famille des mineurs, à l'exclusion de celles prévues à l'article 398, au quatrième alinéa de l'article 399 et au premier alinéa de l'article 401. Pour l'application du troisième alinéa de l'article 402, le délai court, lorsque l'action est exercée par le majeur protégé, à compter du jour où la mesure de protection prend fin.

Article 457 - Le juge peut autoriser le conseil de famille à se réunir et délibérer hors de sa présence lorsque ce dernier a désigné un mandataire judiciaire à la protection des majeurs comme tuteur ou subrogé tuteur. Le conseil de famille désigne alors un président et un secrétaire parmi ses membres, à l'exclusion du tuteur et du subrogé tuteur.

Le président du conseil de famille transmet préalablement au juge l'ordre du jour de chaque réunion.

Les décisions prises par le conseil de famille ne prennent effet qu'à défaut d'opposition formée par le juge, dans les conditions fixées par le code de procédure civile.

Le président exerce les missions dévolues au juge pour la convocation, la réunion et la délibération du conseil de famille. Le juge peut toutefois, à tout moment, convoquer une réunion du conseil de famille sous sa présidence.

Sous-section 4 : Des effets de la curatelle et de la tutelle quant à la protection de la personne

Article 457-1 - La personne protégée reçoit de la personne chargée de sa protection, selon des modalités adaptées à son état et sans préjudice des informations que les tiers sont tenus de lui dispenser en vertu de la loi, toutes informations sur sa situation personnelle, les actes concernés, leur utilité, leur degré d'urgence, leurs effets et les conséquences d'un refus de sa part.

Article 458 - Sous réserve des dispositions particulières prévues par la loi, l'accomplissement des actes dont la nature implique un consentement strictement personnel ne peut jamais donner lieu à assistance ou représentation de la personne protégée.

Sont réputés strictement personnels la déclaration de naissance d'un enfant, sa reconnaissance, les actes de l'autorité parentale relatifs à la personne d'un enfant, la déclaration du choix ou du changement du nom d'un enfant et le consentement donné à sa propre adoption ou à celle de son enfant.

Article 459 - Modifié par LOI n° 2009-526 du 12 mai 2009 - Article 116

Hors les cas prévus à l'article 458, la personne protégée prend seule les décisions relatives à sa personne dans la mesure où son état le permet.

Lorsque l'état de la personne protégée ne lui permet pas de prendre seule une décision personnelle éclairée, le juge ou le conseil de famille s'il a été constitué peut prévoir qu'elle bénéficiera, pour l'ensemble des actes relatifs à sa personne ou ceux d'entre eux qu'il énumère, de l'assistance de la personne chargée de sa protection. Au cas où cette assistance ne suffirait pas, il peut, le cas échéant après l'ouverture d'une mesure de tutelle, autoriser le tuteur à représenter l'intéressé.

Toutefois, sauf urgence, la personne chargée de la protection du majeur ne peut, sans l'autorisation du juge ou du conseil de famille s'il a été constitué, prendre une décision ayant pour effet de porter gravement atteinte à l'intégrité corporelle de la personne protégée ou à l'intimité de sa vie privée.

La personne chargée de la protection du majeur peut prendre à l'égard de celui-ci les mesures de protection strictement nécessaires pour mettre fin au danger que son propre comportement ferait courir à l'intéressé. Elle en informe sans délai le juge ou le conseil de famille s'il a été constitué.

Article 459-1 - Modifié par LOI n° 2009-526 du 12 mai 2009 - Article 116

L'application de la présente sous-section ne peut avoir pour effet de déroger aux dispositions particulières prévues par le code de la santé publique et le code de l'action sociale et des familles prévoyant l'intervention d'un représentant légal.

Toutefois, lorsque la mesure a été confiée à une personne ou un service préposé d'un établissement de santé ou d'un établissement social ou médico-social dans les conditions prévues à l'article 451, et que cette personne ou ce service doit soit prendre une décision nécessitant l'autorisation du juge ou du conseil de famille en application du troisième alinéa de l'article 459, soit accomplir au bénéfice de la personne protégée une diligence ou un acte pour lequel le code de la santé publique prévoit l'intervention du juge, ce dernier peut décider, s'il estime qu'il existe un conflit d'intérêts, d'en confier la charge au subrogé curateur ou au subrogé tuteur, s'il a été nommé, et à défaut à un curateur ou à un tuteur ad hoc.

Article 459-2 - La personne protégée choisit le lieu de sa résidence.

Elle entretient librement des relations personnelles avec tout tiers, parent ou non. Elle a le droit d'être visitée et, le cas échéant, hébergée par ceux-ci.

En cas de difficulté, le juge ou le conseil de famille s'il a été constitué statue.

Article 460 - Le mariage d'une personne en curatelle n'est permis qu'avec l'autorisation du curateur ou, à défaut, celle du juge.

Le mariage d'une personne en tutelle n'est permis qu'avec l'autorisation du juge ou du conseil de famille s'il a été constitué et après audition des futurs conjoints et recueil, le cas échéant, de l'avis des parents et de l'entourage.

Article 461 - Modifié par LOI n° 2011-331 du 28 mars 2011 - Article 12

La personne en curatelle ne peut, sans l'assistance du curateur, signer la convention par laquelle elle conclut un pacte civil de solidarité. Aucune assistance n'est requise lors de la déclaration conjointe au greffe du tribunal d'instance ou devant le notaire instrumentaire prévue au premier alinéa de l'article 515-3.

Les dispositions de l'alinéa précédent sont applicables en cas de modification de la convention.

La personne en curatelle peut rompre le pacte civil de solidarité par déclaration conjointe ou par décision unilatérale. L'assistance de son curateur n'est requise que pour procéder à la signification prévue au cinquième alinéa de l'article 515-7.

La personne en curatelle est assistée de son curateur dans les opérations prévues aux dixième et onzième alinéas de l'article 515-7.

Pour l'application du présent article, le curateur est réputé en opposition d'intérêts avec la personne protégée lorsque la curatelle est confiée à son partenaire.

Article 462 - Modifié par LOI n° 2011-331 du 28 mars 2011 - Article 12

La conclusion d'un pacte civil de solidarité par une personne en tutelle est soumise à l'autorisation du juge ou du conseil de famille s'il a été constitué, après audition des futurs partenaires et recueil, le cas échéant, de l'avis des parents et de l'entourage.

L'intéressé est assisté de son tuteur lors de la signature de la convention. Aucune assistance ni représentation ne sont requises lors de la déclaration conjointe au greffe du tribunal d'instance ou devant le notaire instrumentaire prévue au premier alinéa de l'article 515-3.

Les dispositions des alinéas précédents sont applicables en cas de modification de la convention.

La personne en tutelle peut rompre le pacte civil de solidarité par déclaration conjointe ou par décision unilatérale. La formalité de signification prévue au cinquième alinéa de l'article 515-7 est opérée à la diligence du tuteur. Lorsque l'initiative de la rupture émane de l'autre partenaire, cette signification est faite à la personne du tuteur.

La rupture unilatérale du pacte civil de solidarité peut également intervenir sur l'initiative du tuteur, autorisé par le juge ou le conseil de famille s'il a été constitué, après audition de l'intéressé et recueil, le cas échéant, de l'avis des parents et de l'entourage.

Aucune assistance ni représentation ne sont requises pour l'accomplissement des formalités relatives à la rupture par déclaration conjointe.

La personne en tutelle est représentée par son tuteur dans les opérations prévues aux dixième et onzième alinéas de l'article 515-7.

Pour l'application du présent article, le tuteur est réputé en opposition d'intérêts avec la personne protégée lorsque la tutelle est confiée à son partenaire.

Article 463 - A l'ouverture de la mesure ou, à défaut, ultérieurement, le juge ou le conseil de famille s'il a été constitué décide des conditions dans lesquelles le curateur ou le tuteur chargé d'une mission de protection de la personne rend compte des diligences qu'il accomplit à ce titre.

Sous-section 5 : De la régularité des actes

Article 464 - Les obligations résultant des actes accomplis par la personne protégée moins de deux ans avant la publicité du jugement d'ouverture de la mesure de protection peuvent être réduites sur la seule preuve que son inaptitude à défendre ses intérêts, par suite de l'altération de ses facultés personnelles, était notoire ou connue du cocontractant à l'époque où les actes ont été passés.

Ces actes peuvent, dans les mêmes conditions, être annulés s'il est justifié d'un préjudice subi par la personne protégée.

Par dérogation à l'article 2252, l'action doit être introduite dans les cinq ans de la date du jugement d'ouverture de la mesure.

Article 465 - A compter de la publicité du jugement d'ouverture, l'irrégularité des actes accomplis par la personne protégée ou par la personne chargée de la protection est sanctionnée dans les conditions suivantes :

1° Si la personne protégée a accompli seule un acte qu'elle pouvait faire sans l'assistance ou la représentation de la personne chargée de sa protection, l'acte reste sujet aux actions en rescision ou en réduction prévues à l'article 435 comme s'il avait été accompli par une personne placée sous sauvegarde de justice, à moins qu'il ait été expressément autorisé par le juge ou par le conseil de famille s'il a été constitué ;

2° Si la personne protégée a accompli seule un acte pour lequel elle aurait dû être assistée, l'acte ne peut être annulé que s'il est établi que la personne protégée a subi un préjudice ;

3° Si la personne protégée a accompli seule un acte pour lequel elle aurait dû être représentée, l'acte est nul de plein droit sans qu'il soit nécessaire de justifier d'un préjudice ;

4° Si le tuteur ou le curateur a accompli seul un acte qui aurait dû être fait par la personne protégée soit seule, soit avec son assistance ou qui ne pouvait être accompli qu'avec l'autorisation du juge ou du conseil de famille s'il a été constitué, l'acte est nul de plein droit sans qu'il soit nécessaire de justifier d'un préjudice.

Le curateur ou le tuteur peut, avec l'autorisation du juge ou du conseil de famille s'il a été constitué, engager seul l'action en nullité, en rescision ou en réduction des actes prévus aux 1°, 2° et 3°.

Dans tous les cas, l'action s'éteint par le délai de cinq ans prévu à l'article 1304.

Pendant ce délai et tant que la mesure de protection est ouverte, l'acte prévu au 4° peut être confirmé avec l'autorisation du juge ou du conseil de famille s'il a été constitué.

Article 466 - Les articles 464 et 465 ne font pas obstacle à l'application des articles 414-1 et 414-2.

Sous-section 6 : Des actes faits dans la curatelle

Article 467 - La personne en curatelle ne peut, sans l'assistance du curateur, faire aucun acte qui, en cas de tutelle, requerrait une autorisation du juge ou du conseil de famille.

Lors de la conclusion d'un acte écrit, l'assistance du curateur se manifeste par l'apposition de sa signature à côté de celle de la personne protégée.

A peine de nullité, toute signification faite à cette dernière l'est également au curateur.

Article 468 - *Modifié par LOI n° 2008-776 du 4 août 2008 - Article 18 (V)*

Les capitaux revenant à la personne en curatelle sont versés directement sur un compte ouvert à son seul nom et mentionnant son régime de protection, auprès d'un établissement habilité à recevoir des fonds du public.

La personne en curatelle ne peut, sans l'assistance du curateur conclure un contrat de fiducie ni faire emploi de ses capitaux.

Cette assistance est également requise pour introduire une action en justice ou y défendre.

Article 469 - Le curateur ne peut se substituer à la personne en curatelle pour agir en son nom.

Toutefois, le curateur peut, s'il constate que la personne en curatelle compromet gravement ses intérêts, saisir le juge pour être autorisé à accomplir seul un acte déterminé ou provoquer l'ouverture de la tutelle.

Si le curateur refuse son assistance à un acte pour lequel son concours est requis, la personne en curatelle peut demander au juge l'autorisation de l'accomplir seule.

Article 470 - La personne en curatelle peut librement tester sous réserve des dispositions de l'article 901.

Elle ne peut faire de donation qu'avec l'assistance du curateur.

Le curateur est réputé en opposition d'intérêts avec la personne protégée lorsqu'il est bénéficiaire de la donation.

Article 471 - A tout moment, le juge peut, par dérogation à l'article 467, énumérer certains actes que la personne en curatelle a la capacité de faire seule ou, à l'inverse, ajouter d'autres actes à ceux pour lesquels l'assistance du curateur est exigée.

Article 472 - Le juge peut également, à tout moment, ordonner une curatelle renforcée. Dans ce cas, le curateur perçoit seul les revenus de la personne en curatelle sur un compte ouvert au nom de cette dernière. Il assure lui-même le règlement des dépenses auprès des tiers et dépose l'excédent sur un compte laissé à la disposition de l'intéressé ou le verse entre ses mains.

Sans préjudice des dispositions de l'article 459-2, le juge peut autoriser le curateur à conclure seul un bail d'habitation ou une convention d'hébergement assurant le logement de la personne protégée.

La curatelle renforcée est soumise aux dispositions des articles 503 et 510 à 515.

Sous-section 7 : Des actes faits dans la tutelle

Article 473 - Sous réserve des cas où la loi ou l'usage autorise la personne en tutelle à agir elle-même, le tuteur la représente dans tous les actes de la vie civile.

Toutefois, le juge peut, dans le jugement d'ouverture ou ultérieurement, énumérer certains actes que la personne en tutelle aura la capacité de faire seule ou avec l'assistance du tuteur.

Article 474 - La personne en tutelle est représentée dans les actes nécessaires à la gestion de son patrimoine dans les conditions et selon les modalités prévues au titre XII.

Article 475 - La personne en tutelle est représentée en justice par le tuteur.

Celui-ci ne peut agir, en demande ou en défense, pour faire valoir les droits extra-patrimoniaux de la personne protégée qu'après autorisation ou sur injonction du juge ou du conseil de famille s'il a été constitué. Le juge ou le conseil de famille peut enjoindre également au tuteur de se désister de l'instance ou de l'action ou de transiger.

Article 476 - La personne en tutelle peut, avec l'autorisation du juge ou du conseil de famille s'il a été constitué, être assistée ou au besoin représentée par le tuteur pour faire des donations.

Elle ne peut faire seule son testament après l'ouverture de la tutelle qu'avec l'autorisation du juge ou du conseil de famille s'il a été constitué, à peine de nullité de l'acte. Le tuteur ne peut ni l'assister ni la représenter à cette occasion.

Toutefois, elle peut seule révoquer le testament fait avant ou après l'ouverture de la tutelle.

Le testament fait antérieurement à l'ouverture de la tutelle reste valable à moins qu'il ne soit établi que, depuis cette ouverture, la cause qui avait déterminé le testateur à disposer a disparu.

Section 5 : Du mandat de protection future

Sous-section 1 : Des dispositions communes

Article 477 - Toute personne majeure ou mineure émancipée ne faisant pas l'objet d'une mesure de tutelle peut charger une ou plusieurs personnes, par un même mandat, de la représenter pour le cas où, pour l'une des causes prévues à l'article 425, elle ne pourrait plus pourvoir seule à ses intérêts.

La personne en curatelle ne peut conclure un mandat de protection future qu'avec l'assistance de son curateur.

Les parents ou le dernier vivant des père et mère, ne faisant pas l'objet d'une mesure de curatelle ou de tutelle, qui exercent l'autorité parentale sur leur enfant mineur ou assument la charge matérielle et affective de leur enfant majeur peuvent, pour le cas où cet enfant ne pourrait plus pourvoir seul à ses intérêts pour l'une des causes prévues à l'article 425, désigner un ou plusieurs mandataires chargés de le représenter. Cette désignation prend effet à compter du jour où le mandant décède ou ne peut plus prendre soin de l'intéressé.

Le mandat est conclu par acte notarié ou par acte sous seing privé. Toutefois, le mandat prévu au troisième alinéa ne peut être conclu que par acte notarié.

Article 478 - Le mandat de protection future est soumis aux dispositions des articles 1984 à 2010 qui ne sont pas incompatibles avec celles de la présente section.

Article 479 - Lorsque le mandat s'étend à la protection de la personne, les droits et obligations du mandataire sont définis par les articles 457-1 à 459-2. Toute stipulation contraire est réputée non écrite.

Le mandat peut prévoir que le mandataire exercera les missions que le code de la santé publique et le code de l'action sociale et des familles confient au représentant de la personne en tutelle ou à la personne de confiance.

Le mandat fixe les modalités de contrôle de son exécution.

Article 480 - Modifié par LOI n° 2011-525 du 17 mai 2011 - Article 195

Le mandataire peut être toute personne physique choisie par le mandant ou une personne morale inscrite sur la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs prévue à l'article L. 471-2 du code de l'action sociale et des familles.

Le mandataire doit, pendant toute l'exécution du mandat, jouir de la capacité civile et remplir les conditions prévues pour les charges tutélaires par l'article 395 et les deux derniers alinéas de l'article 445 du présent code.

Il ne peut, pendant cette exécution, être déchargé de ses fonctions qu'avec l'autorisation du juge des tutelles.

Article 481 - Le mandat prend effet lorsqu'il est établi que le mandant ne peut plus pourvoir seul à ses intérêts. Celui-ci en reçoit notification dans les conditions prévues par le code de procédure civile.

A cette fin, le mandataire produit au greffe du tribunal d'instance le mandat et un certificat médical émanant d'un médecin choisi sur la liste mentionnée à l'article 431 établissant que le mandant se trouve dans l'une des situations prévues à l'article 425. Le greffier vise le mandat et date sa prise d'effet, puis le restitue au mandataire.

Article 482 - Le mandataire exécute personnellement le mandat. Toutefois, il peut se substituer un tiers pour les actes de gestion du patrimoine mais seulement à titre spécial.

Le mandataire répond de la personne qu'il s'est substitué dans les conditions de l'article 1994.

Article 483 - Le mandat mis à exécution prend fin par :

- 1° Le rétablissement des facultés personnelles de l'intéressé constaté à la demande du mandant ou du mandataire, dans les formes prévues à l'article 481 ;
- 2° Le décès de la personne protégée ou son placement en curatelle ou en tutelle, sauf décision contraire du juge qui ouvre la mesure ;
- 3° Le décès du mandataire, son placement sous une mesure de protection ou sa déconfiture ;
- 4° Sa révocation prononcée par le juge des tutelles à la demande de tout intéressé, lorsqu'il s'avère que les conditions prévues par l'article 425 ne sont pas réunies, lorsque les règles du droit commun de la représentation ou celles relatives aux droits et devoirs respectifs des époux et aux régimes matrimoniaux apparaissent suffisantes pour qu'il soit pourvu aux intérêts de la personne par son conjoint avec qui la communauté de vie n'a pas cessé ou lorsque l'exécution du mandat est de nature à porter atteinte aux intérêts du mandant.

Le juge peut également suspendre les effets du mandat pour le temps d'une mesure de sauvegarde de justice.

Article 484 - Tout intéressé peut saisir le juge des tutelles aux fins de contester la mise en œuvre du mandat ou de voir statuer sur les conditions et modalités de son exécution.

Article 485 - Le juge qui met fin au mandat peut ouvrir une mesure de protection juridique dans les conditions et selon les modalités prévues aux sections 1 à 4 du présent chapitre.

Lorsque la mise en œuvre du mandat ne permet pas, en raison de son champ d'application, de protéger suffisamment les intérêts personnels ou patrimoniaux de la personne, le juge peut ouvrir une mesure de protection juridique complémentaire confiée, le cas échéant, au mandataire de protection future. Il peut aussi autoriser ce dernier ou un mandataire ad hoc à accomplir un ou plusieurs actes déterminés non couverts par le mandat.

Le mandataire de protection future et les personnes désignées par le juge sont indépendants et ne sont pas responsables l'un envers l'autre ; ils s'informent toutefois des décisions qu'ils prennent.

Article 486 - Le mandataire chargé de l'administration des biens de la personne protégée fait procéder à leur inventaire lors de l'ouverture de la mesure. Il assure son actualisation au cours du mandat afin de maintenir à jour l'état du patrimoine.

Il établit annuellement le compte de sa gestion qui est vérifié selon les modalités définies par le mandat et que le juge peut en tout état de cause faire vérifier selon les modalités prévues à l'article 511.

Article 487 - A l'expiration du mandat et dans les cinq ans qui suivent, le mandataire tient à la disposition de la personne qui est amenée à poursuivre la gestion, de la personne protégée si elle a recouvré ses facultés ou de ses héritiers l'inventaire des biens et les actualisations auxquelles il a donné lieu ainsi que les cinq derniers comptes de gestion et les pièces nécessaires pour continuer celle-ci ou assurer la liquidation de la succession de la personne protégée.

Article 488 - Les actes passés et les engagements contractés par une personne faisant l'objet d'un mandat de protection future mis à exécution, pendant la durée du mandat, peuvent être rescindés pour simple lésion ou réduits en cas d'excès alors même qu'ils pourraient être annulés en vertu de l'article 414-1. Les tribunaux prennent notamment en considération l'utilité ou l'inutilité de l'opération, l'importance ou la consistance du patrimoine de la personne protégée et la bonne ou mauvaise foi de ceux avec qui elle a contracté.

L'action n'appartient qu'à la personne protégée et, après sa mort, à ses héritiers. Elle s'éteint par le délai de cinq ans prévu à l'article 1304.

Sous-section 2 : Du mandat notarié

Article 489 - Lorsque le mandat est établi par acte authentique, il est reçu par un notaire choisi par le mandant. L'acceptation du mandataire est faite dans les mêmes formes.

Tant que le mandat n'a pas pris effet, le mandant peut le modifier dans les mêmes formes ou le révoquer en notifiant sa révocation au mandataire et au notaire et le mandataire peut y renoncer en notifiant sa renonciation au mandant et au notaire.

Article 490 - Par dérogation à l'article 1988, le mandat, même conçu en termes généraux, inclut tous les actes patrimoniaux que le tuteur a le pouvoir d'accomplir seul ou avec une autorisation.

Toutefois, le mandataire ne peut accomplir un acte de disposition à titre gratuit qu'avec l'autorisation du juge des tutelles.

Article 491 - Pour l'application du second alinéa de l'article 486, le mandataire rend compte au notaire qui a établi le mandat en lui adressant ses comptes, auxquels sont annexées toutes pièces justificatives utiles. Celui-ci en assure la conservation ainsi que celle de l'inventaire des biens et de ses actualisations.

Le notaire saisit le juge des tutelles de tout mouvement de fonds et de tout acte non justifiés ou n'apparaissant pas conformes aux stipulations du mandat.

Sous-section 3 : Du mandat sous seing privé

Article 492 - Le mandat établi sous seing privé est daté et signé de la main du mandant. Il est soit contresigné par un avocat, soit établi selon un modèle défini par décret en Conseil d'Etat.

Le mandataire accepte le mandat en y apposant sa signature.

Tant que le mandat n'a pas reçu exécution, le mandant peut le modifier ou le révoquer dans les mêmes formes et le mandataire peut y renoncer en notifiant sa renonciation au mandant.

Article 492-1 - Le mandat n'acquiert date certaine que dans les conditions de l'article 1328.

Article 493 - Le mandat est limité, quant à la gestion du patrimoine, aux actes qu'un tuteur peut faire sans autorisation.

Si l'accomplissement d'un acte qui est soumis à autorisation ou qui n'est pas prévu par le mandat s'avère nécessaire dans l'intérêt du mandant, le mandataire saisit le juge des tutelles pour le voir ordonner.

Article 494 - Pour l'application du dernier alinéa de l'article 486, le mandataire conserve l'inventaire des biens et ses actualisations, les cinq derniers comptes de gestion, les pièces justificatives ainsi que celles nécessaires à la continuation de celle-ci.

Il est tenu de les présenter au juge des tutelles ou au procureur de la République dans les conditions prévues à l'article 416.

CHAPITRE III : De la mesure d'accompagnement judiciaire

Article 495 - Lorsque les mesures mises en œuvre en application des articles L. 271-1 à L. 271-5 du code de l'action sociale et des familles au profit d'une personne majeure n'ont pas permis une gestion satisfaisante par celle-ci de ses prestations sociales et que sa santé ou sa sécurité en est compromise, le juge des tutelles peut ordonner une mesure d'accompagnement judiciaire destinée à rétablir l'autonomie de l'intéressé dans la gestion de ses ressources.

Il n'y a pas lieu de prononcer cette mesure à l'égard d'une personne mariée lorsque l'application des règles relatives aux droits et devoirs respectifs des époux et aux régimes matrimoniaux permet une gestion satisfaisante des prestations sociales de l'intéressé par son conjoint.

Article 495-1 - La mesure d'accompagnement judiciaire ne peut être prononcée si la personne bénéficie d'une mesure de protection juridique prévue au chapitre II du présent titre.

Le prononcé d'une mesure de protection juridique met fin de plein droit à la mesure d'accompagnement judiciaire.

Article 495-2 - La mesure d'accompagnement judiciaire ne peut être prononcée qu'à la demande du procureur de la République qui en apprécie l'opportunité au vu du rapport des services sociaux prévu à l'article L. 271-6 du code de l'action sociale et des familles.

Le juge statue, la personne entendue ou appelée.

Article 495-3 - Sous réserve des dispositions de l'article 495-7, la mesure d'accompagnement judiciaire n'entraîne aucune incapacité.

Article 495-4 - La mesure d'accompagnement judiciaire porte sur la gestion des prestations sociales choisies par le juge, lors du prononcé de celle-ci, dans une liste fixée par décret.

Le juge statue sur les difficultés qui pourraient survenir dans la mise en œuvre de la mesure. A tout moment, il peut, d'office ou à la demande de la personne protégée, du mandataire judiciaire à la protection des majeurs ou du procureur de la République, en modifier l'étendue ou y mettre fin, après avoir entendu ou appelé la personne.

Article 495-5 - Modifié par LOI n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 - Article 14

Les prestations pour lesquelles le juge des enfants a ordonné la mesure prévue à l'article 375-9-1 sont exclues de plein droit de la mesure d'accompagnement judiciaire.

Les personnes chargées respectivement de l'exécution d'une mesure prévue à l'article 375-9-1 et d'une mesure d'accompagnement judiciaire pour un même foyer s'informent mutuellement des décisions qu'elles prennent.

Article 495-6 - Seul un mandataire judiciaire à la protection des majeurs inscrit sur la liste prévue à l'article L. 471-2 du code de l'action sociale et des familles peut être désigné par le juge pour exercer la mesure d'accompagnement judiciaire.

Article 495-7 - Le mandataire judiciaire à la protection des majeurs perçoit les prestations incluses dans la mesure d'accompagnement judiciaire sur un compte ouvert au nom de la personne auprès d'un établissement habilité à recevoir des fonds du public, dans les conditions prévues au premier alinéa de l'article 472, sous réserve des dispositions applicables aux mesures de protection confiées aux personnes ou services préposés des établissements de santé et des établissements sociaux ou médico-sociaux soumis aux règles de la comptabilité publique.

Il gère ces prestations dans l'intérêt de la personne en tenant compte de son avis et de sa situation familiale.

Il exerce auprès de celle-ci une action éducative tendant à rétablir les conditions d'une gestion autonome des prestations sociales.

Article 495-8 - Le juge fixe la durée de la mesure qui ne peut excéder deux ans. Il peut, à la demande de la personne protégée, du mandataire ou du procureur de la République, la renouveler par décision spécialement motivée sans que la durée totale puisse excéder quatre ans.

Article 495-9 - Les dispositions du titre XII relatives à l'établissement, la vérification et l'approbation des comptes et à la prescription qui ne sont pas incompatibles avec celles du présent chapitre sont applicables à la gestion des prestations sociales prévues à l'article 495-7.

TITRE XII

De la gestion du patrimoine des mineurs et majeurs en tutelle

CHAPITRE Ier : Des modalités de la gestion

Article 496 - Le tuteur représente la personne protégée dans les actes nécessaires à la gestion de son patrimoine.

Il est tenu d'apporter, dans celle-ci, des soins prudents, diligents et avisés, dans le seul intérêt de la personne protégée.

La liste des actes qui sont regardés, pour l'application du présent titre, comme des actes d'administration relatifs à la gestion courante du patrimoine et comme des actes de disposition qui engagent celui-ci de manière durable et substantielle est fixée par décret en Conseil d'Etat.

Article 497 - Lorsqu'un subrogé tuteur a été nommé, celui-ci atteste auprès du juge du bon déroulement des opérations que le tuteur a l'obligation d'accomplir.

Il en est notamment ainsi de l'emploi ou du remploi des capitaux opéré conformément aux prescriptions du conseil de famille ou, à défaut, du juge.

Article 498 - Les capitaux revenant à la personne protégée sont versés directement sur un compte ouvert à son seul nom et mentionnant la mesure de tutelle, auprès d'un établissement habilité à recevoir des fonds du public.

Lorsque la mesure de tutelle est confiée aux personnes ou services préposés des établissements de santé et des établissements sociaux ou médico-sociaux soumis aux règles de la comptabilité publique, cette obligation de versement est réalisée dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat.

Article 499 - Les tiers peuvent informer le juge des actes ou omissions du tuteur qui leur paraissent de nature à porter préjudice aux intérêts de la personne protégée.

Ils ne sont pas garants de l'emploi des capitaux. Toutefois, si à l'occasion de cet emploi ils ont connaissance d'actes ou omissions qui compromettent manifestement l'intérêt de la personne protégée, ils en avisent le juge.

La tierce opposition contre les autorisations du conseil de famille ou du juge ne peut être exercée que par les créanciers de la personne protégée et en cas de fraude à leurs droits.

Section 1 : Des décisions du conseil de famille ou du juge

Article 500 - Sur proposition du tuteur, le conseil de famille ou, à défaut, le juge arrête le budget de la tutelle en déterminant, en fonction de l'importance des biens de la personne protégée et des opérations qu'implique leur gestion, les sommes annuellement nécessaires à l'entretien de celle-ci et au remboursement des frais d'administration de ses biens.

Le conseil de famille ou, à défaut, le juge peut autoriser le tuteur à inclure dans les frais de gestion la rémunération des administrateurs particuliers dont il demande le concours sous sa propre responsabilité.

Le conseil de famille ou, à défaut, le juge peut autoriser le tuteur à conclure un contrat pour la gestion des valeurs mobilières et instruments financiers de la personne protégée. Il choisit le tiers contractant en considération de son expérience professionnelle et de sa solvabilité. Le contrat peut, à tout moment et nonobstant toute stipulation contraire, être résilié au nom de la personne protégée.

Article 501 - Le conseil de famille ou, à défaut, le juge détermine la somme à partir de laquelle commence, pour le tuteur, l'obligation d'employer les capitaux liquides et l'excédent des revenus.

Le conseil de famille ou, à défaut, le juge prescrit toutes les mesures qu'il juge utiles quant à l'emploi ou au remploi des fonds soit par avance, soit à l'occasion de chaque opération. L'emploi ou le remploi est réalisé par le tuteur dans le délai fixé par la décision qui l'ordonne et de la manière qu'elle prescrit. Passé ce délai, le tuteur peut être déclaré débiteur des intérêts.

Le conseil de famille ou, à défaut, le juge peut ordonner que certains fonds soient déposés sur un compte indisponible.

Les comptes de gestion du patrimoine de la personne protégée sont exclusivement ouverts, si le conseil de famille ou, à défaut, le juge l'estime nécessaire compte tenu de la situation de celle-ci, auprès de la Caisse des dépôts et consignations.

Article 502 - Le conseil de famille ou, à défaut, le juge statue sur les autorisations que le tuteur sollicite pour les actes qu'il ne peut accomplir seul.

Toutefois, les autorisations du conseil de famille peuvent être suppléées par celles du juge si les actes portent sur des biens dont la valeur en capital n'excède pas une somme fixée par décret.

Section 2 : Des actes du tuteur

Paragraphe 1 : Des actes que le tuteur accomplit sans autorisation

Article 503 - Dans les trois mois de l'ouverture de la tutelle, le tuteur fait procéder, en présence du subrogé tuteur s'il a été désigné, à un inventaire des biens de la personne protégée et le transmet au juge. Il en assure l'actualisation au cours de la mesure.

Il peut obtenir communication de tous renseignements et documents nécessaires à l'établissement de l'inventaire auprès de toute personne publique ou privée, sans que puisse lui être opposé le secret professionnel ou le secret bancaire.

Si l'inventaire n'a pas été établi ou se révèle incomplet ou inexact, la personne protégée et, après son décès, ses héritiers peuvent faire la preuve de la valeur et de la consistance de ses biens par tous moyens.

Article 504 - Le tuteur accomplit seul les actes conservatoires et, sous réserve des dispositions du second alinéa de l'article 473, les actes d'administration nécessaires à la gestion du patrimoine de la personne protégée.

Il agit seul en justice pour faire valoir les droits patrimoniaux de la personne protégée.

Les baux consentis par le tuteur ne confèrent au preneur, à l'encontre de la personne protégée devenue capable, aucun droit de renouvellement et aucun droit à se maintenir dans les lieux à l'expiration du bail, quand bien même il existerait des dispositions légales contraires. Ces dispositions ne sont toutefois pas applicables aux baux consentis avant l'ouverture de la tutelle et renouvelés par le tuteur.

Paragraphe 2 : Des actes que le tuteur accomplit avec une autorisation

Article 505 - Le tuteur ne peut, sans y être autorisé par le conseil de famille ou, à défaut, le juge, faire des actes de disposition au nom de la personne protégée.

L'autorisation détermine les stipulations et, le cas échéant, le prix ou la mise à prix pour lequel l'acte est passé. L'autorisation n'est pas exigée en cas de vente forcée sur décision judiciaire ou en cas de vente amiable sur autorisation du juge.

L'autorisation de vendre ou d'apporter en société un immeuble, un fonds de commerce ou des instruments financiers non admis à la négociation sur un marché réglementé ne peut être donnée qu'après la réalisation d'une mesure d'instruction exécutée par un technicien ou le recueil de l'avis d'au moins deux professionnels qualifiés.

En cas d'urgence, le juge peut, par décision spécialement motivée prise à la requête du tuteur, autoriser, en lieu et place du conseil de famille, la vente d'instruments financiers à charge qu'il en soit rendu compte sans délai au conseil qui décide du emploi.

Article 506 - Le tuteur ne peut transiger ou compromettre au nom de la personne protégée qu'après avoir fait approuver par le conseil de famille ou, à défaut, par le juge les clauses de la transaction ou du compromis et, le cas échéant, la clause compromissoire.

Article 507 - Le partage à l'égard d'une personne protégée peut être fait à l'amiable sur autorisation du conseil de famille ou, à défaut, du juge, qui désigne, s'il y a lieu, un notaire pour y procéder. Il peut n'être que partiel.

L'état liquidatif est soumis à l'approbation du conseil de famille ou, à défaut, du juge.

Le partage peut également être fait en justice conformément aux articles 840 et 842. Tout autre partage est considéré comme provisionnel.

Article 507-1 - Par dérogation à l'article 768, le tuteur ne peut accepter une succession échue à la personne protégée qu'à concurrence de l'actif net. Toutefois, le conseil de famille ou, à défaut, le juge peut, par une délibération ou une décision spéciale, l'autoriser à accepter purement et simplement si l'actif dépasse manifestement le passif.

Le tuteur ne peut renoncer à une succession échue à la personne protégée sans une autorisation du conseil de famille ou, à défaut, du juge.

Article 507-2 - Dans le cas où la succession à laquelle il a été renoncé au nom de la personne protégée n'a pas été acceptée par un autre héritier et tant que l'Etat n'a pas été envoyé en possession, la renonciation peut être révoquée soit par le tuteur autorisé à cet effet par une nouvelle délibération du conseil de famille ou, à défaut, une nouvelle décision du juge, soit par la personne protégée devenue capable. Le second alinéa de l'article 807 est applicable.

Article 508 - A titre exceptionnel et dans l'intérêt de la personne protégée, le tuteur qui n'est pas mandataire judiciaire à la protection des majeurs peut, sur autorisation du conseil de famille ou, à défaut, du juge, acheter les biens de celle-ci ou les prendre à bail ou à ferme.

Pour la conclusion de l'acte, le tuteur est réputé être en opposition d'intérêts avec la personne protégée.

Paragraphe 3 : Des actes que le tuteur ne peut accomplir

Article 509 - Modifié par LOI n° 2008-776 du 4 août 2008 - Article 18 (V)

Le tuteur ne peut, même avec une autorisation :

- 1° Accomplir des actes qui emportent une aliénation gratuite des biens ou des droits de la personne protégée sauf ce qui est dit à propos des donations, tels que la remise de dette, la renonciation gratuite à un droit acquis, la renonciation anticipée à l'action en réduction visée aux articles 929 à 930-5, la mainlevée d'hypothèque ou de sûreté sans paiement ou la constitution gratuite d'une servitude ou d'une sûreté pour garantir la dette d'un tiers ;
- 2° Acquérir d'un tiers un droit ou une créance que ce dernier détient contre la personne protégée ;
- 3° Exercer le commerce ou une profession libérale au nom de la personne protégée ;
- 4° Acheter les biens de la personne protégée ainsi que les prendre à bail ou à ferme, sous réserve des dispositions de l'article 508 ;
- 5° Transférer dans un patrimoine fiduciaire les biens ou droits d'un majeur protégé.

CHAPITRE II : De l'établissement, de la vérification et de l'approbation des comptes

Article 510 - Le tuteur établit chaque année un compte de sa gestion auquel sont annexées toutes les pièces justificatives utiles.

A cette fin, il sollicite des établissements auprès desquels un ou plusieurs comptes sont ouverts au nom de la personne protégée un relevé annuel de ceux-ci, sans que puisse lui être opposé le secret professionnel ou le secret bancaire.

Le tuteur est tenu d'assurer la confidentialité du compte de gestion. Toutefois, une copie du compte et des pièces justificatives est remise chaque année par le tuteur à la personne protégée lorsqu'elle est âgée d'au moins seize ans, ainsi qu'au subrogé tuteur s'il a été nommé et, si le tuteur l'estime utile, aux autres personnes chargées de la protection de l'intéressé.

En outre, le juge peut, après avoir entendu la personne protégée et recueilli son accord, si elle a atteint l'âge précité et si son état le permet, autoriser le conjoint, le partenaire du pacte civil de solidarité qu'elle a conclu, un parent, un allié de celle-ci ou un de ses proches, s'ils justifient d'un intérêt légitime, à se faire communiquer à leur charge par le tuteur une copie du compte et des pièces justificatives ou une partie de ces documents.

Article 511 - Modifié par LOI n° 2009-526 du 12 mai 2009 - Article 13 (V)

Le tuteur soumet chaque année le compte de gestion, accompagné des pièces justificatives, en vue de sa vérification, au greffier en chef :

- 1° Du tribunal de grande instance, s'agissant des mesures de protection juridique des mineurs ;
 - 2° Du tribunal d'instance, s'agissant des mesures de protection juridique des majeurs.
- Lorsqu'un subrogé tuteur a été nommé, il vérifie le compte avant de le transmettre avec ses observations au greffier en chef.

Pour la vérification du compte, le greffier en chef peut faire usage du droit de communication prévu au deuxième alinéa de l'article 510. Il peut être assisté dans sa mission de contrôle des comptes dans les conditions fixées par le code de procédure civile.

S'il refuse d'approuver le compte, le greffier en chef dresse un rapport des difficultés rencontrées qu'il transmet au juge. Celui-ci statue sur la conformité du compte.

Le juge peut décider que la mission de vérification et d'approbation des comptes dévolue au greffier en chef sera exercée par le subrogé tuteur s'il en a été nommé un.

Lorsqu'il est fait application de l'article 457, le juge peut décider que le conseil de famille vérifiera et approuvera les comptes en lieu et place du greffier en chef.

Article 512 - Lorsque la tutelle n'a pas été confiée à un mandataire judiciaire à la protection des majeurs, le juge peut, par dérogation aux articles 510 et 511 et en considération de la modicité des revenus et du patrimoine de la personne protégée, dispenser le tuteur d'établir le compte de gestion et de soumettre celui-ci à l'approbation du greffier en chef.

Article 513 - Si les ressources de la personne protégée le permettent et si l'importance et la composition de son patrimoine le justifient, le juge peut décider, en considération de l'intérêt patrimonial en cause, que la mission de vérification et d'approbation du compte de gestion sera exercée, aux frais de l'intéressée et selon les modalités qu'il fixe, par un technicien.

Article 514 - Lorsque sa mission prend fin pour quelque cause que ce soit, le tuteur établit un compte de gestion des opérations intervenues depuis l'établissement du dernier compte annuel et le soumet à la vérification et à l'approbation prévues aux articles 511 et 513.

En outre, dans les trois mois qui suivent la fin de sa mission, le tuteur ou ses héritiers s'il est décédé remettent une copie des cinq derniers comptes de gestion et du compte mentionné au premier alinéa du présent article, selon le cas, à la personne devenue capable si elle n'en a pas déjà été destinataire, à la personne nouvellement chargée de la mesure de gestion ou aux héritiers de la personne protégée.

Les alinéas précédents ne sont pas applicables dans le cas prévu à l'article 512.

Dans tous les cas, le tuteur remet aux personnes mentionnées au deuxième alinéa du présent article les pièces nécessaires pour continuer la gestion ou assurer la liquidation de la succession, ainsi que l'inventaire initial et les actualisations auxquelles il a donné lieu.

CHAPITRE III : De la prescription

Article 515 - L'action en reddition de comptes, en revendication ou en paiement diligentée par la personne protégée ou ayant été protégée ou par ses héritiers relativement aux faits de la tutelle se prescrit par cinq ans à compter de la fin de la mesure, alors même que la gestion aurait continué au-delà.

Article 909 du Code civil - Les membres des professions médicales et de la pharmacie, ainsi que les auxiliaires médicaux qui ont prodigué des soins à une personne pendant la maladie dont elle meurt ne peuvent profiter des dispositions entre vifs ou testamentaires qu'elle aurait faites en leur faveur pendant le cours de celle-ci.

Les mandataires judiciaires à la protection des majeurs et les personnes morales au nom desquelles ils exercent leurs fonctions ne peuvent pareillement profiter des dispositions entre vifs ou testamentaires que les personnes dont ils assurent la protection auraient faites en leur faveur quelle que soit la date de la libéralité.

Sont exceptées :

1° Les dispositions rémunératoires faites à titre particulier, eu égard aux facultés du disposant et aux services rendus ;

2° Les dispositions universelles, dans le cas de parenté jusqu'au quatrième degré inclusivement, pourvu toutefois que le décédé n'ait pas d'héritiers en ligne directe ; à moins que celui au profit de qui la disposition a été faite ne soit lui-même du nombre de ces héritiers.

Les mêmes règles seront observées à l'égard du ministre du culte.

Article 249 du Code civil - Si une demande en divorce doit être formée au nom d'un majeur en tutelle, elle est présentée par le tuteur, avec l'autorisation du conseil de famille s'il a été institué ou du juge des tutelles. Elle est formée après avis médical et, dans la mesure du possible, après audition de l'intéressé, selon le cas, par le conseil de famille ou le juge.

Le majeur en curatelle exerce l'action lui-même avec l'assistance du curateur.

Article 249-1 - Si l'époux contre lequel la demande est formée est en tutelle, l'action est exercée contre le tuteur ; s'il est en curatelle, il se défend lui-même, avec l'assistance du curateur.

Article 249-2 - Le tuteur ou un curateur ad hoc est nommé lorsque la tutelle ou la curatelle avait été confiée au conjoint de la personne protégée.

Article 249-3 - Si l'un des époux se trouve placé sous la sauvegarde de justice, la demande en divorce ne peut être examinée qu'après organisation de la tutelle ou de la curatelle. Toutefois, le juge peut prendre les mesures provisoires prévues aux articles 254 et 255 et les mesures urgentes prévues à l'article 257.

Article 249-4 - Lorsque l'un des époux se trouve placé sous l'un des régimes de protection prévus au chapitre II du titre XI du présent livre, aucune demande en divorce par consentement mutuel ou pour acceptation du principe de la rupture du mariage ne peut être présentée.

Article 1304 du Code civil - Dans tous les cas où l'action en nullité ou en rescision d'une convention n'est pas limitée à un moindre temps par une loi particulière, cette action dure cinq ans. Ce temps ne court dans le cas de violence que du jour où elle a cessé ; dans le cas d'erreur ou de dol, du jour où ils ont été découverts.

Le temps ne court, à l'égard des actes faits par un mineur, que du jour de la majorité ou de l'émancipation ; et à l'égard des actes faits par un majeur protégé, que du jour où il en a eu connaissance, alors qu'il était en situation de les refaire valablement. Il ne court contre les héritiers de la personne en tutelle ou en curatelle que du jour du décès, s'il n'a commencé à courir auparavant.

Article 1399 du Code civil - Le majeur en tutelle ou en curatelle ne peut passer de conventions matrimoniales sans être assisté, dans le contrat, par son tuteur ou son curateur.

A défaut de cette assistance, l'annulation des conventions peut être poursuivie dans l'année du mariage, soit par la personne protégée elle-même, soit par ceux dont le consentement était requis, soit par le tuteur ou le curateur.

Sous-section 3 : Des règles particulières à l'hypothèque légale des personnes en tutelle

Article 2409 du Code civil - A l'ouverture de toute tutelle, le conseil de famille ou, à défaut le juge, après avoir entendu le tuteur, décide si une inscription doit être requise sur les immeubles du tuteur. Dans l'affirmative, il fixe la somme pour laquelle il sera pris inscription et désigne les immeubles qui en seront grevés. Dans la négative, il peut, toutefois, décider que l'inscription de l'hypothèque sera remplacée par la constitution d'un gage, dont il détermine lui-même les conditions.

Au cours de la tutelle, le conseil de famille ou, à défaut, le juge peut toujours ordonner, lorsque les intérêts du mineur ou du majeur en tutelle paraissent l'exiger, qu'il sera pris, soit une première inscription, soit des inscriptions complémentaires, ou qu'un gage sera constitué.

Les inscriptions prévues par le présent article sont prises à la requête du greffier du juge des tutelles, et les frais en sont imputés au compte de la tutelle.

Article 2410 - Le pupille, après sa majorité ou son émancipation, ou le majeur en tutelle, après la mainlevée de la tutelle des majeurs, peut requérir, dans le délai d'un an, l'inscription de son hypothèque légale ou une inscription complémentaire.

Ce droit peut, en outre, être exercé par les héritiers du pupille ou du majeur en tutelle dans le même délai, et, au cas de décès de la personne protégée avant cessation de la tutelle ou mainlevée de la tutelle des majeurs, dans l'année du décès.

Article 2411 - Pendant la minorité et la tutelle des majeurs, l'inscription prise en vertu de l'article 2409 doit être renouvelée, conformément à l'article 2434 du Code civil, par le greffier du tribunal d'instance.

Article 1397 du Code civil - Après deux années d'application du régime matrimonial, les époux peuvent convenir, dans l'intérêt de la famille, de le modifier, ou même d'en changer entièrement, par un acte notarié. A peine de nullité, l'acte notarié contient la liquidation du régime matrimonial modifié si elle est nécessaire.

Les personnes qui avaient été parties dans le contrat modifié et les enfants majeurs de chaque époux sont informés personnellement de la modification envisagée. Chacun d'eux peut s'opposer à la modification dans le délai de trois mois.

Les créanciers sont informés de la modification envisagée par la publication d'un avis dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans l'arrondissement ou le département du domicile des époux. Chacun d'eux peut s'opposer à la modification dans les trois mois suivant la publication.

En cas d'opposition, l'acte notarié est soumis à l'homologation du tribunal du domicile des époux. La demande et la décision d'homologation sont publiées dans les conditions et sous les sanctions prévues au code de procédure civile.

Lorsque l'un ou l'autre des époux a des enfants mineurs, l'acte notarié est obligatoirement soumis à l'homologation du tribunal du domicile des époux.

Le changement a effet entre les parties à la date de l'acte ou du jugement qui le prévoit et, à l'égard des tiers, trois mois après que mention en a été portée en marge de l'acte de mariage. Toutefois, en l'absence même de cette mention, le changement n'en est pas moins opposable aux tiers si, dans les actes passés avec eux, les époux ont déclaré avoir modifié leur régime matrimonial.

Lorsque l'un ou l'autre des époux fait l'objet d'une mesure de protection juridique dans les conditions prévues au titre XI du livre Ier, le changement ou la modification du régime matrimonial est soumis à l'autorisation préalable du juge des tutelles ou du conseil de famille s'il a été constitué.

Il est fait mention de la modification sur la minute du contrat de mariage modifié.

Les créanciers non opposants, s'il a été fait fraude à leurs droits, peuvent attaquer le changement de régime matrimonial dans les conditions de l'article 1167.

Les modalités d'application du présent article sont déterminées par décret en Conseil d'Etat.

TITRE II

DISPOSITIONS MODIFIANT LE CODE DE L'ACTION SOCIALE ET DES FAMILLES ET LE CODE DE LA SANTE PUBLIQUE

PARTIE LEGISLATIVE

LIVRE II

Différentes formes d'aides et d'actions sociales

TITRE VII

Accompagnement de la personne en matière sociale et budgétaire

CHAPITRE unique : Mesure d'accompagnement social personnalisé

Article L271-1 - Modifié par LOI n° 2009-526 du 12 mai 2009 - Article 116

Toute personne majeure qui perçoit des prestations sociales et dont la santé ou la sécurité est menacée par les difficultés qu'elle éprouve à gérer ses ressources peut bénéficier d'une mesure d'accompagnement social personnalisé qui comporte une aide à la gestion de ses prestations sociales et un accompagnement social individualisé.

Cette mesure prend la forme d'un contrat conclu entre l'intéressé et le département, représenté par le président du conseil général, et repose sur des engagements réciproques.

La mesure d'accompagnement social personnalisé peut également être ouverte à l'issue d'une mesure d'accompagnement judiciaire arrivée à échéance, au bénéfice d'une personne répondant aux conditions prévues par le premier alinéa.

Article L271-2 - Le contrat prévoit des actions en faveur de l'insertion sociale et tendant à rétablir les conditions d'une gestion autonome des prestations sociales. Les services sociaux qui sont chargés de ces actions s'assurent de leur coordination avec les mesures d'action sociale qui pourraient être déjà mises en œuvre.

Le bénéficiaire du contrat peut autoriser le département à percevoir et à gérer pour son compte tout ou partie des prestations sociales qu'il perçoit, en les affectant en priorité au paiement du loyer et des charges locatives en cours.

Le contrat est conclu pour une durée de six mois à deux ans et peut être modifié par avenant. Il peut être renouvelé, après avoir fait l'objet d'une évaluation préalable, sans que la durée totale de la mesure d'accompagnement social personnalisé puisse excéder quatre ans.

Article L271-3 - Modifié par LOI n° 2009-526 du 12 mai 2009 - Article 116

Le département peut déléguer, par convention, la mise en œuvre de la mesure d'accompagnement social personnalisé à une autre collectivité territoriale, à un établissement public de coopération intercommunale ou à un centre communal ou intercommunal d'action sociale, une association ou un organisme à but non lucratif ou un organisme débiteur de prestations sociales.

Article L271-4 - Une contribution peut être demandée à la personne ayant conclu un contrat d'accompagnement social personnalisé. Son montant est arrêté par le président du conseil général en fonction des ressources de l'intéressé et dans la limite d'un plafond fixé par décret, dans les conditions prévues par le règlement départemental d'aide sociale.

Article L271-5 - En cas de refus par l'intéressé du contrat d'accompagnement social personnalisé ou de non-respect de ses clauses, le président du conseil général peut demander au juge d'instance que soit

procédé au versement direct, chaque mois, au bailleur, des prestations sociales dont l'intéressé est bénéficiaire à hauteur du montant du loyer et des charges locatives dont il est redevable.

Cette procédure ne peut être mise en œuvre que si l'intéressé ne s'est pas acquitté de ses obligations locatives depuis au moins deux mois.

Elle ne peut avoir pour effet de le priver des ressources nécessaires à sa subsistance et à celle des personnes dont il assume la charge effective et permanente.

Le juge fixe la durée du prélèvement dans la limite de deux ans renouvelables sans que la durée totale de celui-ci puisse excéder quatre ans.

Le président du conseil général peut à tout moment saisir le juge pour mettre fin à la mesure.

Article L271-6 - Lorsque les actions prévues au présent chapitre n'ont pas permis à leur bénéficiaire de surmonter ses difficultés à gérer les prestations sociales qui en ont fait l'objet et que sa santé ou sa sécurité en est compromise, le président du conseil général transmet au procureur de la République un rapport comportant une évaluation de la situation sociale et pécuniaire de la personne ainsi qu'un bilan des actions personnalisées menées auprès d'elle en application des articles L. 271-1 à L. 271-5. Il joint à ce rapport, sous pli cacheté, les informations dont il dispose sur la situation médicale du bénéficiaire.

Si, au vu de ces éléments, le procureur de la République saisit le juge des tutelles aux fins du prononcé d'une sauvegarde de justice ou de l'ouverture d'une curatelle, d'une tutelle ou d'une mesure d'accompagnement judiciaire, il en informe le président du conseil général.

Article L271-7 - Chaque département transmet à l'Etat les données agrégées portant sur la mise en œuvre des dispositions du présent chapitre.

Un arrêté conjoint des ministres chargés de l'action sociale et des collectivités territoriales fixe la liste de ces données ainsi que les modalités de leur transmission.

Les résultats de l'exploitation des données recueillies sont transmis aux départements et font l'objet de publications régulières.

Article L271-8 - Les modalités d'application du présent chapitre sont fixées par décret en Conseil d'Etat.

Toutefois, le plafond de la contribution mentionnée à l'article L. 271-4 et la liste des prestations sociales susceptibles de faire l'objet des mesures prévues aux articles L. 271-1 et L. 271-5 sont fixés par décret.

LIVRE III

Action sociale et médico-sociale mise en œuvre par des établissements et des services

TITRE Ier

Etablissements et services soumis à autorisation

CHAPITRE Ier : Dispositions générales

Section 1 : Missions

Article L311-1 - Modifié par LOI n° 2011-525 du 17 mai 2011 - Article 191

L'action sociale et médico-sociale, au sens du présent code, s'inscrit dans les missions d'intérêt général et d'utilité sociale suivantes :

1° Evaluation et prévention des risques sociaux et médico-sociaux, information, investigation, conseil, orientation, formation, médiation et réparation ;

- 2° Protection administrative ou judiciaire de l'enfance et de la famille, de la jeunesse, des personnes handicapées, des personnes âgées ou en difficulté ;
- 3° Actions éducatives, médico-éducatives, médicales, thérapeutiques, pédagogiques et de formation adaptées aux besoins de la personne, à son niveau de développement, à ses potentialités, à l'évolution de son état ainsi qu'à son âge ;
- 4° Actions d'intégration scolaire, d'adaptation, de réadaptation, d'insertion, de réinsertion sociales et professionnelles, d'aide à la vie active, d'information et de conseil sur les aides techniques ainsi que d'aide au travail ;
- 5° Actions d'assistance dans les divers actes de la vie, de soutien, de soins et d'accompagnement, y compris à titre palliatif ;
- 6° Actions contribuant au développement social et culturel, et à l'insertion par l'activité économique.
- Ces missions sont accomplies par des personnes physiques ou des institutions sociales et médico-sociales.

Sont des institutions sociales et médico-sociales au sens du présent code les personnes morales de droit public ou privé gestionnaires d'une manière permanente des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés à l'article L. 312-1.

Sont qualifiés d'établissements et services sociaux et médico-sociaux privés d'intérêt collectif les établissements et services privés qui :

- exercent leurs missions sociales et médico-sociales dans un cadre non lucratif et dont la gestion est désintéressée ou exercent leurs missions dans un cadre lucratif mais en ayant conclu une convention d'aide sociale prévue au présent code pour une capacité autorisée déterminée par décret ;
- inscrivent leur action dans le cadre d'un projet institutionnel validé par l'organe délibérant de la personne morale de droit privé gestionnaire, qui décrit les modalités selon lesquelles les établissements et services qu'elle administre organisent leur action en vue de répondre aux besoins sociaux et médico-sociaux émergents ou non satisfaits, d'une part, et de limiter le reste à charge des personnes accueillies ou accompagnées, dès lors qu'une participation financière est prévue par les textes en vigueur, d'autre part ;
- publient leurs comptes annuels certifiés ;
- établissent, le cas échéant, des coopérations avec d'autres établissements et services sociaux et médico-sociaux pour organiser une réponse coordonnée et de proximité aux besoins de la population dans les différents territoires, dans un objectif de continuité et de décloisonnement des interventions sociales et médico-sociales réalisées au bénéfice des personnes accueillies ou accompagnées.

Les personnes morales de droit privé gestionnaires d'établissements et services sociaux et médico-sociaux privés adoptent le statut d'intérêt collectif par une délibération de leur organe délibérant transmise à l'autorité ayant compétence pour délivrer l'autorisation. La qualité d'établissement et service social et médico-social privé d'intérêt collectif se perd soit par une nouvelle délibération de l'organe délibérant de la personne morale de droit privé gestionnaire, transmise à l'autorité ayant enregistré l'engagement initial dans l'intérêt collectif social et médico-social, soit du fait d'une appréciation de l'autorité ayant délivré l'autorisation, dans des conditions de procédure définies par décret.

Les modalités d'application du présent article sont déterminées, en tant que de besoin, par décret en Conseil d'Etat.

Article L311-2 - Une charte nationale est établie conjointement par les fédérations et organismes représentatifs des personnes morales publiques et privées gestionnaires d'établissements et de services sociaux et médico-sociaux. Cette charte porte sur les principes éthiques et déontologiques afférents aux modes de fonctionnement et d'intervention, aux pratiques de l'action sociale et médico-sociale et aux garanties de bon fonctionnement statutaire que les adhérents des fédérations et organismes précités sont invités à respecter par un engagement écrit.

Elle est publiée par arrêté du ministre chargé des affaires sociales.

Section 2 : Droits des usagers

Article L311-3 - Modifié par LOI n° 2011-525 du 17 mai 2011 - Article 141

L'exercice des droits et libertés individuels est garanti à toute personne prise en charge par des établissements et services sociaux et médico-sociaux. Dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, lui sont assurés :

- 1° Le respect de sa dignité, de son intégrité, de sa vie privée, de son intimité et de sa sécurité ;

2° Sous réserve des pouvoirs reconnus à l'autorité judiciaire et des nécessités liées à la protection des mineurs en danger et des majeurs protégés, le libre choix entre les prestations adaptées qui lui sont offertes soit dans le cadre d'un service à son domicile, soit dans le cadre d'une admission au sein d'un établissement spécialisé ;

3° Une prise en charge et un accompagnement individualisé de qualité favorisant son développement, son autonomie et son insertion, adaptés à son âge et à ses besoins, respectant son consentement éclairé qui doit systématiquement être recherché lorsque la personne est apte à exprimer sa volonté et à participer à la décision. A défaut, le consentement de son représentant légal doit être recherché ;

4° La confidentialité des informations la concernant ;

5° L'accès à toute information ou document relatif à sa prise en charge, sauf dispositions législatives contraires ;

6° Une information sur ses droits fondamentaux et les protections particulières légales et contractuelles dont elle bénéficie, ainsi que sur les voies de recours à sa disposition ;

7° La participation directe ou avec l'aide de son représentant légal à la conception et à la mise en œuvre du projet d'accueil et d'accompagnement qui la concerne.

Article L311-4 - Modifié par Ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 - Article 18

Afin de garantir l'exercice effectif des droits mentionnés à l'article L. 311-3 et notamment de prévenir tout risque de maltraitance, lors de son accueil dans un établissement ou dans un service social ou médico-social, il est remis à la personne ou à son représentant légal un livret d'accueil auquel sont annexés :

a) Une charte des droits et libertés de la personne accueillie, arrêtée par les ministres compétents après consultation de la section sociale du Comité national de l'organisation sanitaire et sociale mentionné à l'article L. 6121-7 du code de la santé publique ;

b) Le règlement de fonctionnement défini à l'article L. 311-7.

Un contrat de séjour est conclu ou un document individuel de prise en charge est élaboré avec la participation de la personne accueillie ou de son représentant légal. Ce contrat ou document définit les objectifs et la nature de la prise en charge ou de l'accompagnement dans le respect des principes déontologiques et éthiques, des recommandations de bonnes pratiques professionnelles et du projet d'établissement ou de service. Il détaille la liste et la nature des prestations offertes ainsi que leur coût prévisionnel.

Le contenu minimal du contrat de séjour ou du document individuel de prise en charge est fixé par voie réglementaire selon les catégories d'établissements, de services et de personnes accueillies.

Lorsqu'il est conclu dans les établissements et services d'aide par le travail mentionnés au a du 5° du I de l'article L. 312-1, le contrat de séjour prévu à l'alinéa précédent est dénommé " contrat de soutien et d'aide par le travail ". Ce contrat doit être conforme à un modèle de contrat établi par décret.

Article L311-5 - Modifié par Ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 - Article 18

Toute personne prise en charge par un établissement ou un service social ou médico-social ou son représentant légal peut faire appel, en vue de l'aider à faire valoir ses droits, à une personne qualifiée qu'elle choisit sur une liste établie conjointement par le représentant de l'Etat dans le département, le directeur général de l'agence régionale de santé et le président du conseil général. La personne qualifiée rend compte de ses interventions aux autorités chargées du contrôle des établissements ou services concernés, à l'intéressé ou à son représentant légal dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat.

Article L311-6 - Afin d'associer les personnes bénéficiaires des prestations au fonctionnement de l'établissement ou du service, il est institué soit un conseil de la vie sociale, soit d'autres formes de participation. Les catégories d'établissements ou de services qui doivent mettre en œuvre obligatoirement le conseil de la vie sociale sont précisées par décret.

Ce décret précise également, d'une part, la composition et les compétences de ce conseil et, d'autre part, les autres formes de participation possibles.

Article L311-7 - Dans chaque établissement et service social ou médico-social, il est élaboré un règlement de fonctionnement qui définit les droits de la personne accueillie et les obligations et devoirs nécessaires au respect des règles de vie collective au sein de l'établissement ou du service.

Le règlement de fonctionnement est établi après consultation du conseil de la vie sociale ou, le cas échéant, après mise en œuvre d'une autre forme de participation.

Les dispositions minimales devant figurer dans ce règlement ainsi que les modalités de son établissement et de sa révision sont fixées par décret en Conseil d'Etat.

Article L311-8 - Pour chaque établissement ou service social ou médico-social, il est élaboré un projet d'établissement ou de service, qui définit ses objectifs, notamment en matière de coordination, de coopération et d'évaluation des activités et de la qualité des prestations, ainsi que ses modalités d'organisation et de fonctionnement. Le cas échéant, ce projet identifie les services de l'établissement ou du service social ou médico-social au sein desquels sont dispensés des soins palliatifs et précise les mesures qui doivent être prises en application des dispositions des conventions pluriannuelles visées à l'article L. 313-12. Ce projet est établi pour une durée maximale de cinq ans après consultation du conseil de la vie sociale ou, le cas échéant, après mise en œuvre d'une autre forme de participation.

Article L311-9 - Modifié par LOI n° 2009-323 du 25 mars 2009 - Article 69

En vue d'assurer le respect du droit à une vie familiale des membres des familles accueillies dans les établissements ou services mentionnés aux 1°, 8° et 13° du I de l'article L. 312-1, ces établissements ou services doivent rechercher une solution évitant la séparation de ces personnes ou, si une telle solution ne peut être trouvée, établir, de concert avec les personnes accueillies, un projet propre à permettre leur réunion dans les plus brefs délais, et assurer le suivi de ce projet jusqu'à ce qu'il aboutisse.

Dans ce but, chaque plan départemental d'accueil, d'hébergement et d'insertion des personnes sans domicile évalue les besoins en accueil familial du département et prévoit les moyens pour y répondre.

Article L311-10 - Les adaptations des dispositions de la présente section rendues nécessaires par la mise en œuvre des mesures de protection judiciaire des majeurs sont fixées par les articles L. 471-6 à L. 471-8.

Article L311-11 - Les dispositions du présent chapitre s'appliquent sans préjudice de celles qui figurent au chapitre III du titre III du livre VI du code de la construction et de l'habitation.

CHAPITRE II : Organisation de l'action sociale et médico-sociale

Section 1 : Etablissements et services sociaux et médico-sociaux

Article L312-1 - Modifié par LOI n° 2011-901 du 28 juillet 2011 - Article 15

I.-Sont des établissements et services sociaux et médico-sociaux, au sens du présent code, les établissements et les services, dotés ou non d'une personnalité morale propre, énumérés ci-après :

1° Les établissements ou services prenant en charge habituellement, y compris au titre de la prévention, des mineurs et des majeurs de moins de vingt et un ans relevant des articles L. 221-1, L. 222-3 et L. 222-5 ;

2° Les établissements ou services d'enseignement qui assurent, à titre principal, une éducation adaptée et un accompagnement social ou médico-social aux mineurs ou jeunes adultes handicapés ou présentant des difficultés d'adaptation ;

3° Les centres d'action médico-sociale précoce mentionnés à l'article L. 2132-4 du code de la santé publique ;

4° Les établissements ou services mettant en œuvre les mesures éducatives ordonnées par l'autorité judiciaire en application de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante ou des articles 375 à 375-8 du code civil ou concernant des majeurs de moins de vingt et un ans ou les mesures d'investigation préalables aux mesures d'assistance éducative prévues au code de procédure civile et par l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante ;

5° Les établissements ou services :

a) D'aide par le travail, à l'exception des structures conventionnées pour les activités visées à l'article L. 322-4-16 du code du travail et des entreprises adaptées définies aux articles L. 323-30 et suivants du même code ;

b) De réadaptation, de pré orientation et de rééducation professionnelle mentionnés à l'article L. 323-15 du code du travail ;

6° Les établissements et les services qui accueillent des personnes âgées ou qui leur apportent à domicile une assistance dans les actes quotidiens de la vie, des prestations de soins ou une aide à l'insertion sociale ;

- 7° Les établissements et les services, y compris les foyers d'accueil médicalisé, qui accueillent des personnes adultes handicapées, quel que soit leur degré de handicap ou leur âge, ou des personnes atteintes de pathologies chroniques, qui leur apportent à domicile une assistance dans les actes quotidiens de la vie, des prestations de soins ou une aide à l'insertion sociale ou bien qui leur assurent un accompagnement médico-social en milieu ouvert ;
- 8° Les établissements ou services comportant ou non un hébergement, assurant l'accueil, notamment dans les situations d'urgence, le soutien ou l'accompagnement social, l'adaptation à la vie active ou l'insertion sociale et professionnelle des personnes ou des familles en difficulté ou en situation de détresse ;
- 9° Les établissements ou services qui assurent l'accueil et l'accompagnement de personnes confrontées à des difficultés spécifiques en vue de favoriser l'adaptation à la vie active et l'aide à l'insertion sociale et professionnelle ou d'assurer des prestations de soins et de suivi médical, dont les centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie, les centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogue, les structures dénommées " lits halte soins santé " et les appartements de coordination thérapeutique ;
- 10° Les foyers de jeunes travailleurs qui relèvent des dispositions des articles L. 351-2 et L. 353-2 du code de la construction et de l'habitation ;
- 11° Les établissements ou services, dénommés selon les cas centres de ressources, centres d'information et de coordination ou centres prestataires de services de proximité, mettant en œuvre des actions de dépistage, d'aide, de soutien, de formation ou d'information, de conseil, d'expertise ou de coordination au bénéfice d'usagers, ou d'autres établissements et services ;
- 12° Les établissements ou services à caractère expérimental ;
- 13° Les centres d'accueil pour demandeurs d'asile mentionnés à l'article L. 348-1 ;
- 14° Les services mettant en œuvre les mesures de protection des majeurs ordonnées par l'autorité judiciaire au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle, de la tutelle ou de la mesure d'accompagnement judiciaire ;
- 15° Les services mettant en œuvre les mesures judiciaires d'aide à la gestion du budget familial.

Les établissements et services sociaux et médico-sociaux délivrent des prestations à domicile, en milieu de vie ordinaire, en accueil familial ou dans une structure de prise en charge. Ils assurent l'accueil à titre permanent, temporaire ou selon un mode séquentiel, à temps complet ou partiel, avec ou sans hébergement, en internat, semi-internat ou externat.

II.-Les conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement des établissements et services relevant des catégories mentionnées au présent article, à l'exception du 12° du I, sont définies par décret après avis de la section sociale du Comité national de l'organisation sanitaire et sociale.

Les établissements mentionnés aux 1°, 2°, 6° et 7° du I s'organisent en unités de vie favorisant le confort et la qualité de séjour des personnes accueillies, dans des conditions et des délais fixés par décret.

Les établissements et services mentionnés au 1° du même I s'organisent de manière à garantir la sécurité de chacun des mineurs ou des majeurs de moins de vingt et un ans qui y sont accueillis.

Les prestations délivrées par les établissements et services mentionnés aux 1° à 15° du I sont réalisées par des équipes pluridisciplinaires qualifiées. Ces établissements et services sont dirigés par des professionnels dont le niveau de qualification est fixé par décret et après consultation de la branche professionnelle ou, à défaut, des fédérations ou organismes représentatifs des organismes gestionnaires d'établissements et services sociaux et médico-sociaux concernés.

Les associations qui organisent l'intervention des bénévoles dans les établissements sociaux et médico-sociaux publics ou privés doivent conclure avec ces établissements une convention qui détermine les modalités de cette intervention.

III.-Les lieux de vie et d'accueil qui ne constituent pas des établissements et services sociaux ou médico-sociaux au sens du I doivent faire application des articles L. 311-4 à L. 311-8. Ils sont également soumis à l'autorisation mentionnée à l'article L. 313-1 et aux dispositions des articles L. 313-13 à L. 313-25, dès lors qu'ils ne relèvent ni des dispositions prévues au titre II du livre IV relatives aux assistants maternels, ni de celles relatives aux particuliers accueillant des personnes âgées ou handicapées prévues au titre IV dudit livre. Un décret fixe le nombre minimal et maximal des personnes que ces structures peuvent accueillir et leurs règles de financement et de tarification.

IV.-Les équipes de prévention spécialisée relevant du 1° du I ne sont pas soumises aux dispositions des articles L. 311-4 à L. 311-7. Ces dispositions ne s'appliquent pas non plus aux mesures d'investigation

préalables aux mesures d'assistance éducative prévues au code de procédure civile et par l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante.

V. — Participent de la formation professionnelle les actions de préformation, de formation et de préparation à la vie professionnelle menées dans les établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés aux 2°, a du 5° et 12° du I du présent article accueillant des jeunes handicapés ou présentant des difficultés d'adaptation et au 4° du même I, ainsi que dans les établissements et services conventionnés ou habilités par la protection judiciaire de la jeunesse.

Section 2 : Organismes consultatifs

Article L312-3 - Modifié par LOI n° 2009-879 du 21 juillet 2009 - article 124 (V)

La section sociale du Comité national de l'organisation sanitaire et sociale mentionné à l'article L. 6121-7 du code de la santé publique se réunit au moins une fois par an en formation élargie en vue :

- 1° D'évaluer les besoins sociaux et médico-sociaux et d'analyser leur évolution ;
- 2° De proposer des priorités pour l'action sociale et médico-sociale.

Tous les cinq ans, elle élabore un rapport qui est transmis à la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie, au Gouvernement et aux autorités locales concernées.

La section sociale du Comité national de l'organisation sanitaire et sociale est consultée par le ministre chargé des affaires sociales sur les problèmes communs aux établissements et services mentionnés à l'article L. 312-1, notamment sur les questions concernant leur fonctionnement administratif et financier.

NOTA:

Loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009, art 131 II : Les 3°, 8°, 9° et 10° du I de l'article 124, en tant qu'ils créent la commission d'appel à projet, qu'ils suppriment le comité régional de l'organisation sociale et médico-sociale et définissent une nouvelle procédure d'autorisation, s'appliquent aux nouvelles demandes d'autorisation, d'extension ou de transformation des établissements et services médico-sociaux déposées à compter de la date prévue au I du présent article (1er juillet 2010).

Les mandats des membres des comités régionaux de l'organisation sociale et médico-sociale, en cours ou arrivant à échéance au cours de l'année 2009 ou de l'année 2010, restent en vigueur pour l'examen des demandes déposées jusqu'à la date mentionnée au I de cet article et ce pour une durée maximale de six mois à compter de la date mentionnée au I de cet article

Section 3 : Schémas d'organisation sociale et médico-sociale

Article L312-4 - Modifié par Ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 - Article 18

Les schémas d'organisation sociale et médico-sociale, établis pour une période maximum de cinq ans en cohérence avec les autres schémas mentionnés au 2° de l'article L. 1434-2 du code de la santé publique :

- 1° Apprécient la nature, le niveau et l'évolution des besoins sociaux et médico-sociaux de la population ;
- 2° Dressent le bilan quantitatif et qualitatif de l'offre sociale et médico-sociale existante ;
- 3° Déterminent les perspectives et les objectifs de développement de l'offre sociale et médico-sociale et, notamment, ceux nécessitant des interventions sous forme de création, transformation ou suppression d'établissements et services et, le cas échéant, d'accueils familiaux relevant du titre IV du livre IV ;
- 4° Précisent le cadre de la coopération et de la coordination entre les établissements et services mentionnés à l'article L. 312-1, à l'exception des structures expérimentales prévues au 12° du I de cet article, ainsi qu'avec les établissements de santé définis à l'article L. 6111-1 du code de la santé publique ou tout autre organisme public ou privé, afin de satisfaire tout ou partie des besoins mentionnés au 1° ;
- 5° Définissent les critères d'évaluation des actions mises en œuvre dans le cadre de ces schémas.

Un document annexé aux schémas définis au présent article peut préciser, pour leur période de validité, la programmation pluriannuelle des établissements et services sociaux et médico-sociaux qu'il serait nécessaire de créer, de transformer ou de supprimer afin de satisfaire les perspectives et objectifs définis au 3°.

Les schémas peuvent être révisés à tout moment à l'initiative de l'autorité compétente pour l'adopter.

Article L312-5 - Modifié par LOI n° 2011-940 du 10 août 2011 - Article 40

Les schémas d'organisation sociale et médico-sociale sont établis dans les conditions suivantes :

1° Les ministres chargés des personnes âgées et des personnes handicapées établissent, sur proposition de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie lorsqu'il entre dans son champ de compétences et après avis du Comité national de l'organisation sanitaire et sociale, un schéma au niveau national pour les établissements ou services accueillant des catégories de personnes, dont la liste est fixée par décret, pour lesquelles les besoins ne peuvent être appréciés qu'à ce niveau ; l'Assemblée des départements de France est tenue informée de ce schéma national ;

2° Le représentant de l'Etat dans la région établit les schémas régionaux relatifs :

a) Aux centres d'accueil pour demandeurs d'asile mentionnés au 13° du I de l'article L. 312-1 ;

b) Aux services mentionnés aux 14° et 15° du I de l'article L. 312-1 et aux personnes physiques mentionnées aux articles L. 472-1, L. 472-5, L. 472-6 et L. 474-4 ;

Ces schémas sont arrêtés après consultation des unions, fédérations et regroupements représentatifs des usagers et des gestionnaires de ces établissements et services dans des conditions définies par décret.

3° Le directeur général de l'agence régionale de santé établit le schéma prévu à l'article L. 1434-12 du code de la santé publique ;

4° Le président du conseil général élabore les schémas, adoptés par le conseil général, pour les établissements et services, autres que ceux devant figurer dans les schémas nationaux, mentionnés aux 1° et 4° du I de l'article L. 312-1 du présent code. Pour cette dernière catégorie, il prend en compte les orientations fixées par le représentant de l'Etat dans le département.

Les schémas relatifs aux personnes handicapées ou en perte d'autonomie sont arrêtés par le président du conseil général, après concertation avec le représentant de l'Etat dans le département et avec l'agence régionale de santé, dans le cadre de la commission prévue au 2° de l'article L. 1432-1 du code de la santé publique. Les représentants des organisations professionnelles représentant les acteurs du secteur du handicap ou de la perte d'autonomie dans le département ainsi que les représentants des usagers sont également consultés, pour avis, sur le contenu de ces schémas. Les modalités de ces consultations sont définies par décret. L'objectif de ces schémas est d'assurer l'organisation territoriale de l'offre de services de proximité et leur accessibilité.

Article L312-5-1 - Modifié par LOI n° 2009-879 du 21 juillet 2009 - Article 124 (V)

Pour les établissements et services mentionnés aux 2°, 3°, 5°, 6°, 7°, 11° et 12° du I de l'article L. 312-1 qui accueillent des personnes handicapées ou des personnes âgées, le directeur général de l'agence régionale de santé établit un programme interdépartemental d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie composé d'objectifs de programmation pour la mise en œuvre du schéma régional mentionné au 3° de l'article L. 312-5. Ce programme dresse, pour la part des prestations financées sur décision tarifaire du directeur général de l'agence régionale de santé, les priorités de financement des créations, extensions ou transformations d'établissements ou de services au niveau régional.

NOTA:

Loi n° 2007-1786 du 19 décembre 2007, article 46 II : Le présent II entre en vigueur à la même date que les dispositions conventionnelles prises en application du 8° de l'article L. 162-12-2 du code de la sécurité sociale.

Article L312-5-2 - Le programme interdépartemental mentionné à l'article L. 312-5-1 comporte, en annexe :

- pour l'année considérée, les dotations fixées en application de l'article L. 314-3 ;

- le cas échéant, au titre de l'une ou l'autre des deux années suivantes, les dotations fixées en application de l'article L. 314-3-4.

Article L312-5-3 - Modifié par LOI n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 - Article 2 (V)

I.-Un plan d'accueil, d'hébergement et d'insertion des personnes sans domicile, inclus dans le plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées, est établi dans chaque département. Ce plan est élaboré par le représentant de l'Etat dans le département en association avec les collectivités territoriales et leurs groupements compétents en matière de programme local de l'habitat ainsi qu'avec les autres personnes morales concernées, notamment les associations, les caisses d'allocations familiales et les organismes d'habitations à loyer modéré.

Ce plan couvre l'ensemble des places d'hébergement, des capacités d'accueil de jour, des centres d'accueil pour demandeurs d'asile, des logements temporaires, à offrir dans des locaux présentant des conditions d'hygiène et de confort respectant la dignité humaine, des services d'accompagnement social, faisant l'objet d'une convention avec l'Etat, des actions d'adaptation à la vie active et d'insertion sociale et professionnelle des personnes et familles en difficulté ou en situation de détresse, ainsi que des différentes composantes du dispositif de veille sociale mentionné à l'article L. 345-2.

Ce plan, établi pour une période maximale de cinq ans :

- 1° Apprécie la nature, le niveau et l'évolution des besoins de la population sans domicile ou en situation de grande précarité ;
- 2° Dresse le bilan qualitatif et quantitatif de l'offre existante ;
- 3° Détermine les besoins en logement social ou adapté des personnes prises en charge dans l'ensemble du dispositif d'accueil, d'hébergement et d'insertion ;
- 4° Détermine les perspectives et les objectifs de développement ou de transformation de l'offre ;
- 5° Précise le cadre de la coopération et de la coordination entre les établissements et services qu'il couvre et avec ceux mentionnés à l'article L. 312-1 ;
- 6° Définit les critères d'évaluation des actions mises en œuvre dans son cadre.

Un plan régional d'accueil, d'hébergement et d'insertion des personnes sans domicile est élaboré pour l'Ile-de-France par le représentant de l'Etat dans la région, dans les conditions prévues au premier alinéa du présent I. Il a pour objet d'assurer la cohérence entre les plans départementaux et la coordination de leur application, afin de permettre notamment la mise en œuvre effective du dispositif régional de veille sociale et de gestion des places d'hébergement prévu à l'article L. 345-2-1.

II.-La capacité à atteindre est au minimum d'une place d'hébergement par tranche de 2 000 habitants pour les communes membres d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont la population est supérieure à 50 000 habitants ainsi que pour les communes dont la population est au moins égale à 3 500 habitants et qui sont comprises, au sens du recensement général de la population, dans une agglomération de plus de 50 000 habitants comprenant au moins une commune de plus de 15 000 habitants. Cette capacité est portée à une place par tranche de 1 000 habitants dans les communes visées à la phrase précédente et comprises, au sens du recensement général de la population, dans une agglomération de plus de 100 000 habitants.

III.-Les places d'hébergement retenues pour l'application du présent article sont :

- 1° Les places des établissements prévus au 8° du I de l'article L. 312-1 ;
- 2° Les places des centres d'accueil pour demandeurs d'asile définis à l'article L. 348-1 ;
- 3° Les places des structures d'hébergement destinées aux personnes sans domicile faisant l'objet d'une convention avec l'Etat ou une collectivité territoriale, à l'exception de celles conventionnées au titre de l'article L. 851-1 du code de la sécurité sociale ;
- 4° Les logements des résidences hôtelières à vocation sociale définies à l'article L. 631-11 du code de la construction et de l'habitation qui sont destinés aux personnes mentionnées au II de l'article L. 301-1 du même code ;
- 5° Les logements mentionnés au second alinéa de l'article L. 321-10 du code de la construction et de l'habitation.

IV.-Ne sont pas soumises au prélèvement prévu au VI :

- 1° Les communes bénéficiant de la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale prévue par l'article L. 2334-15 du code général des collectivités territoriales ;
- 2° Les communes membres d'un établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de programme local de l'habitat lorsque la somme des places d'hébergement situées sur le territoire de l'établissement public est égale ou supérieure à la somme des capacités à atteindre, prévues au II, de ces communes ;
- 3° Les communes qui ne sont pas membres d'un établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de programme local de l'habitat, lorsqu'elles appartiennent à une même agglomération au sens du recensement général de la population et décident, par convention et en cohérence avec le plan d'accueil, d'hébergement et d'insertion des personnes sans domicile, de se regrouper lorsque la somme des places d'hébergement situées sur leur territoire est égale ou supérieure à la somme des capacités à atteindre, prévues au II, de ces communes.

V.-Le représentant de l'Etat dans le département notifie chaque année, avant le 1er septembre, à chacune des communes mentionnées au II un état des places d'hébergement disponibles au 1er janvier de l'année en cours. La commune dispose de deux mois pour présenter ses observations. Après examen de ces

observations, le représentant de l'Etat dans le département notifie, avant le 31 décembre, le nombre de places d'hébergement retenues pour l'application du II.

VI.-A compter du 1er janvier 2010, il est effectué chaque année, par neuvième des mois de mars à novembre, un prélèvement sur les ressources fiscales des communes dans lesquelles le nombre de places d'hébergement est inférieur aux obligations mentionnées au II.

Ce prélèvement est égal à deux fois le potentiel fiscal par habitant défini à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales multiplié par le nombre de places d'hébergement manquantes par rapport aux obligations mentionnées au II du présent article, sans pouvoir excéder 5 % du montant des dépenses réelles de fonctionnement de la commune constatées dans le compte administratif afférent au pénultième exercice.

Le prélèvement n'est pas effectué si son montant est inférieur à la somme de 3 812 €.

Le produit de la taxe foncière sur les propriétés bâties, de la taxe foncière sur les propriétés non bâties, de la taxe d'habitation et de la cotisation foncière des entreprises inscrit à la section de fonctionnement du budget des communes soumises au prélèvement institué au présent article est diminué du montant de ce prélèvement. Celui-ci est imputé sur les attributions mentionnées au premier alinéa de l'article L. 2332-2 du code général des collectivités territoriales.

Le produit du prélèvement est reversé dans les mêmes conditions que celui mentionné à l'article L. 302-7 du code de la construction et de l'habitation.

Une fraction du prélèvement, dans la limite de 15 %, peut être affectée à des associations pour le financement des services mobiles d'aide aux personnes sans abri.

VII.-Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités d'application du présent article.

Section 4 : Coordination des interventions

Article L312-6 - Afin de coordonner la mise en œuvre des actions sociales et médico-sociales menées dans chaque département et de garantir, notamment, la continuité de la prise en charge ou de l'accompagnement des personnes accueillies, une convention pluriannuelle conclue entre les autorités compétentes, au titre desquelles figurent les centres communaux d'action sociale et les centres intercommunaux gestionnaires d'établissements sociaux ou médico-sociaux, définit les objectifs à atteindre, les procédures de concertation et les moyens mobilisés à cet effet, notamment dans le cadre des schémas départementaux mentionnés au 2° de l'article L. 312-5.

Article L312-7 - Modifié par LOI n° 2011-940 du 10 août 2011 - Article 34

Afin de favoriser leur coordination, leur complémentarité et garantir la continuité des prises en charge et de l'accompagnement, notamment dans le cadre de réseaux sociaux ou médico-sociaux coordonnés, les établissements et services mentionnés à l'article L. 312-1 ou les personnes physiques ou morales qui peuvent être gestionnaires au sens de l'article L. 311-1 ainsi que les personnes morales ou physiques concourant à la réalisation de leurs missions peuvent :

1° Conclure des conventions entre eux, avec des établissements de santé ou avec des établissements publics locaux d'enseignement et des établissements d'enseignement privés ;

2° Créer des groupements d'intérêt économique et des groupements d'intérêt public et y participer, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat ;

3° Créer des groupements de coopération sociale ou médico-sociale. Outre les missions dévolues aux catégories de groupements mentionnées au 2°, le groupement de coopération peut :

a) Permettre les interventions communes des professionnels des secteurs sociaux, médico-sociaux et sanitaires, des professionnels salariés du groupement ainsi que des professionnels associés par convention ;

b) Etre autorisé ou agréé au titre de l'article L. 7232-1 du code du travail, à la demande des membres, à exercer directement les missions et prestations des établissements et services énoncés à l'article L. 312-1 et à assurer directement, à la demande de l'un ou plusieurs de ses membres, l'exploitation de l'autorisation ou de l'agrément au titre de l'article L. 7232-1 précité après accord de l'autorité l'ayant délivrée ;

c) Etre chargé de procéder aux fusions et regroupements mentionnés au 4° du présent article ;

d) Créer des réseaux sociaux ou médico-sociaux avec les personnes mentionnées au premier alinéa et adhérer à ces mêmes réseaux ou aux réseaux et groupements de coopération ou d'intérêt public prévus au code de la santé publique ;

e) Etre chargé pour le compte de ses membres des activités de pharmacie à usage interne mentionnées à l'article L. 5126-1 du code de la santé publique.

Le groupement de coopération sociale ou médico-sociale n'a pas la qualité d'établissement social ou médico-social.

Ils peuvent être constitués entre professionnels des secteurs sociaux et médico-sociaux et sanitaires, entre ces professionnels, les établissements et personnes mentionnés au premier alinéa et les établissements de santé mentionnés à l'article L. 6111-1 du code de la santé publique. Peuvent y être associés, par conventions, des professionnels médicaux et paramédicaux du secteur libéral ou du secteur public n'exerçant pas dans les établissements et services des membres adhérents.

Les dispositions du chapitre III du titre III du livre Ier de la sixième partie du code de la santé publique sont applicables, sous réserve des dispositions du présent code, aux groupements de coopération sociale ou médico-sociale.

Les actions du groupement réalisées au profit d'un seul de ses membres sont financées par celui-ci sur le budget correspondant.

4° Procéder à des regroupements ou à des fusions.

Les établissements de santé publics et privés et, dans les conditions prévues par le présent article, les organismes agréés au titre de l'article L. 7232-1 du code du travail peuvent adhérer à l'une des formules de coopération mentionnées au présent article.

Les établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés à l'article L. 312-1 peuvent conclure avec des établissements de santé des conventions de coopération.

Afin de favoriser les réponses aux besoins et leur adaptation, les schémas d'organisation sociale et médico-sociale peuvent envisager les opérations de coopération, de regroupement ou de fusion compatibles avec les objectifs de développement de l'offre sociale.

La convention constitutive des groupements de coopération définit notamment l'ensemble des règles de gouvernance et de fonctionnement. Elle peut prévoir des instances de consultation du personnel.

Les mesures d'application du présent article sont, en tant que de besoin, déterminées par décret en Conseil d'Etat.

Section 5 : Evaluation et systèmes d'information

Article L312-8 - Modifié par LOI n° 2011-302 du 22 mars 2011 - Article 5 (V)

Les établissements et services mentionnés à l'article L. 312-1 procèdent à des évaluations de leurs activités et de la qualité des prestations qu'ils délivrent, au regard notamment de procédures, de références et de recommandations de bonnes pratiques professionnelles validées ou, en cas de carence, élaborées, selon les catégories d'établissements ou de services, par l'Agence nationale de l'évaluation et de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux. Les résultats des évaluations sont communiqués à l'autorité ayant délivré l'autorisation. Les établissements et services rendent compte de la démarche d'évaluation interne engagée. Le rythme des évaluations et les modalités de restitution de la démarche d'évaluation sont fixés par décret.

Par dérogation aux dispositions du premier alinéa, les établissements et services mentionnés à l'article L. 312-1 autorisés et ouverts avant la date de promulgation de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires communiquent les résultats d'au moins une évaluation interne dans un délai fixé par décret.

Les établissements et services font procéder à l'évaluation de leurs activités et de la qualité des prestations qu'ils délivrent par un organisme extérieur. Les organismes habilités à y procéder doivent respecter un cahier des charges fixé par décret. La liste de ces organismes est établie par l'Agence nationale de l'évaluation et de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux. Les résultats de cette évaluation sont également communiqués à l'autorité ayant délivré l'autorisation.

Les établissements et services mentionnés à l'article L. 312-1 sont tenus de procéder à deux évaluations externes entre la date de l'autorisation et le renouvellement de celle-ci. Le calendrier de ces évaluations est fixé par décret.

Par dérogation aux dispositions de l'alinéa précédent, les établissements et services mentionnés à l'article L. 312-1 autorisés et ouverts avant la date de promulgation de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires procèdent au moins à une évaluation externe au plus tard deux ans avant la date de renouvellement de leur autorisation.

Un organisme ne peut procéder à des évaluations que pour les catégories d'établissements et de services pour lesquels les procédures, références et recommandations de bonnes pratiques professionnelles ont été validées ou élaborées par l'Agence nationale de l'évaluation et de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux.

En cas de certification par des organismes visés à l'article L. 115-28 du code de la consommation, un décret détermine les conditions dans lesquelles cette certification peut être prise en compte dans le cadre de l'évaluation externe.

La disposition prévue à l'alinéa précédent entre en vigueur à compter du 1er janvier 2011.

L'Agence nationale de l'évaluation et de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux prend ses décisions après avis d'un conseil scientifique indépendant dont la composition est fixée par décret. Elle est un groupement d'intérêt public constitué entre l'Etat, la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie et d'autres personnes morales conformément aux articles L. 341-1 à L. 341-4 du code de la recherche, sous réserve des dispositions suivantes :

1° Les ressources de l'agence sont notamment constituées par :

- a) Des subventions de l'Etat ;
- b) Une dotation globale versée par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie ;
- c) Abrogé.

Un décret en Conseil d'Etat détermine les modalités d'application du présent 1° ;

2° Outre les personnes mentionnées à l'article L. 341-4 du code de la recherche, le personnel de l'agence peut comprendre des fonctionnaires régis par le statut général de la fonction publique de l'Etat, de la fonction publique territoriale ou de la fonction publique hospitalière, placés en position de détachement, des agents contractuels de droit public régis par les dispositions applicables aux agents non titulaires de la fonction publique de l'Etat, de la fonction publique territoriale ou de la fonction publique hospitalière, recrutés par l'agence, ainsi que des agents contractuels de droit privé également recrutés par l'agence ;

3° Le directeur de l'agence est nommé par décret.

Les organismes et les personnes légalement établis dans un autre Etat membre de l'Union européenne ou partie à l'accord sur l'Espace économique européen pour y exercer une activité d'évaluation de même nature que celle mentionnée au troisième alinéa peuvent l'exercer de façon temporaire et occasionnelle sur le territoire national, sous réserve du respect du cahier des charges mentionné au troisième alinéa et de la déclaration préalable de leur activité à l'Agence nationale de l'évaluation et de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux. Cette déclaration entraîne l'inscription sur la liste établie par l'agence. Un décret précise les conditions d'application du présent alinéa.

Article L312-9 - Modifié par LOI n° 2011-525 du 17 mai 2011 - Article 141

Les établissements et services mentionnés à l'article L. 312-1 se dotent de systèmes d'information conçus de manière à assurer le respect de la protection des données à caractère nominatif.

Lorsqu'ils relèvent de son domaine de compétence, les établissements et services mentionnés à l'alinéa précédent transmettent à la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie les données nécessaires à l'étude mentionnée au 11° du I de l'article L. 14-10-1 dans des conditions fixées par voie réglementaire.

Section 1 : Autorisation et agrément

Article L313-1 - Modifié par LOI n° 2011-940 du 10 août 2011 - Article 38 (V)

Sauf pour les établissements et services mentionnés au 4° du I de l'article L. 312-1, l'autorisation est accordée pour une durée de quinze ans. Le renouvellement, total ou partiel, est exclusivement subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée au deuxième alinéa de l'article L. 312-8.

Toute autorisation est caduque si elle n'a pas reçu un commencement d'exécution dans un délai fixé par décret à compter de sa date de notification.

Lorsque l'autorisation est accordée à une personne physique ou morale de droit privé, elle ne peut être cédée qu'avec l'accord de l'autorité compétente concernée. Cette autorité assure la publicité de cette décision dans la forme qui lui est applicable pour la publication des actes et décisions à caractère administratif.

Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement d'un établissement ou d'un service soumis à autorisation doit être porté à la connaissance de l'autorité compétente.

Les dispositions du présent article sont applicables aux couples ou aux personnes qui accueillent habituellement de manière temporaire ou permanente, à temps complet ou partiel, à leur domicile, à titre onéreux, plus de trois personnes âgées ou handicapées adultes.

Article L313-1-1 - Modifié par LOI n° 2011-940 du 10 août 2011 - Article 38 (V)

I.-Les projets, y compris expérimentaux, de création, de transformation et d'extension d'établissements ou de services sociaux et médico-sociaux relevant de l'article L. 312-1 ainsi que les projets de lieux de vie et d'accueil sont autorisés par les autorités compétentes en vertu de l'article L. 313-3.

Lorsque les projets font appel partiellement ou intégralement à des financements publics, ces autorités délivrent l'autorisation après avis d'une commission de sélection d'appel à projet social ou médico-social qui associe des représentants des usagers. L'avis de cette dernière n'est toutefois pas requis en cas d'extension inférieure à un seuil. Une partie des appels à projets doit être réservée à la présentation de projets expérimentaux ou innovants répondant à un cahier des charges allégé. Les financements publics mentionnés au présent alinéa s'entendent de ceux qu'apportent directement ou indirectement, en vertu de dispositions législatives ou réglementaires, les personnes morales de droit public ou les organismes de sécurité sociale en vue de supporter en tout ou partie des dépenses de fonctionnement.

Si des établissements ou services créés sans recours à des financements publics présentent des projets de transformation ou d'extension faisant appel à de tels financements, la procédure prévue à l'alinéa précédent s'applique.

Les conditions d'application du présent article sont définies par décret en Conseil d'Etat, à l'exception du seuil mentionné au deuxième alinéa, qui l'est par décret.

Le décret en Conseil d'Etat susvisé définit notamment les règles de publicité, les modalités de l'appel à projet et le contenu de son cahier des charges, ainsi que les modalités d'examen et de sélection des projets présentés, afin de garantir une mise en concurrence sincère, loyale et équitable et la qualité de l'accueil et de l'accompagnement.

II.-Les opérations de regroupement d'établissements et services préexistants sont exonérées de la procédure visée au I, si elles n'entraînent pas des extensions de capacités supérieures aux seuils prévus au I et si elles ne modifient pas les missions des établissements et services concernés au sens du III.

Un décret définit les modalités de réception et d'examen desdits projets par les autorités chargées de la délivrance de ces autorisations.

III.-Les transformations sans modification de la catégorie de prise en charge au sens du I de l'article L. 312-1 sont exonérées de la procédure d'appel à projet.

Article L313-1-2 - Modifié par Ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 - Article 18

La création, la transformation et l'extension des services d'aide et d'accompagnement à domicile mentionnés aux 1°, 6° et 7° du I de l'article L. 312-1 sont soumises, à la demande de l'organisme gestionnaire :

- 1° Soit à l'autorisation prévue à la présente section ;
- 2° Soit à l'agrément prévu à l'article L. 7232-1 du code du travail.

Les services auxquels un agrément est délivré en vertu du 2° sont tenus de conclure un contrat dans les mêmes conditions que celles prévues au premier alinéa de l'article L. 342-2. Les dispositions des articles L. 311-3 et L. 311-4 relatives au livret d'accueil et de l'article L. 331-1 leur sont applicables. Les conditions et les délais dans lesquels sont applicables à ces services les dispositions de l'article L. 312-8 sont fixés par décret.

Les services mentionnés au premier alinéa peuvent, même en l'absence d'habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale, intervenir auprès des bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie.

Article L313-2 - Modifié par Ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 - Article 18

Les demandes d'autorisation relatives aux établissements et services sociaux qui ne sont pas soumis à l'avis d'une commission de sélection d'appel à projet social ou médico-social et médico-sociaux sont présentées par la personne physique ou la personne morale de droit public ou de droit privé qui en assure ou est susceptible d'en assurer la gestion.

L'absence de réponse dans le délai de six mois suivant la date de dépôt de la demande vaut rejet de celle-ci.

Lorsque, dans un délai de deux mois, le demandeur le sollicite, les motifs justifiant ce rejet lui sont notifiés dans un délai d'un mois. Dans ce cas, le délai du recours contentieux contre la décision de rejet est prorogé jusqu'à l'expiration d'un délai de deux mois suivant le jour où les motifs lui auront été notifiés.

A défaut de notification des motifs justifiant le rejet de la demande, l'autorisation est réputée acquise.

Article L313-3 - Modifié par LOI n° 2011-940 du 10 août 2011 - Article 47 (V)

L'autorisation est délivrée :

- a) Par le président du conseil général, pour les établissements et services mentionnés aux 1°, 6°, 7°, 8°, 11° et 12° du I et au III de l'article L. 312-1 lorsque les prestations qu'ils dispensent sont susceptibles d'être prises en charge par l'aide sociale départementale ou lorsque leurs interventions relèvent d'une compétence dévolue par la loi au département ;
- b) Par le directeur général de l'agence régionale de santé pour les établissements et services mentionnés aux 2°, b du 5°, 6°, 7°, 9°, 11° et 12° du I de l'article L. 312-1 et pour les lieux de vie et d'accueil mentionnés au III du même article, lorsque les prestations qu'ils dispensent sont susceptibles d'être prises en charge par les organismes d'assurance maladie, ainsi que pour les établissements et services mentionnés au a du 5° du I du même article ;
- c) Par l'autorité compétente de l'Etat pour les établissements et services mentionnés aux 4°, 8°, 11°, 12° et 13° du I de l'article L. 312-1 ainsi que, après avis conforme du procureur de la République, pour les services mentionnés aux 14° et 15° du I de l'article L. 312-1 ;
- d) Conjointement par le président du conseil général et le directeur général de l'agence régionale de santé pour les établissements et services dont l'autorisation relève simultanément du a et du b du présent article ainsi que ceux dont l'autorisation relève du 3° du I et du III de l'article L. 312-1 ;
- e) Conjointement par l'autorité compétente de l'Etat et le président du conseil général pour les établissements et services dont l'autorisation relève simultanément du a et du c du présent article ainsi que ceux dont l'autorisation relève du 4° du I et du III de l'article L. 312-1 ;
- f) Conjointement par l'autorité compétente de l'Etat et le directeur général de l'agence régionale de santé pour les établissements et services dont l'autorisation relève simultanément du b et du c du présent article

NOTA:

Loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009, art 131 II : Les 3°, 8°, 9° et 10° du I de l'article 124, en tant qu'ils créent la commission d'appel à projet, qu'ils suppriment le comité régional de l'organisation sociale et médico-sociale et définissent une nouvelle procédure d'autorisation, s'appliquent aux nouvelles demandes d'autorisation, d'extension ou de transformation des établissements et services médico-sociaux déposées à compter de la date prévue au I du présent article (1er juillet 2010).

Les mandats des membres des comités régionaux de l'organisation sociale et médico-sociale, en cours ou arrivant à échéance au cours de l'année 2009 ou de l'année 2010, restent en vigueur pour l'examen des demandes déposées jusqu'à la date mentionnée au I de cet article et ce pour une durée maximale de six mois à compter de la date mentionnée au I de cet article.

Article L313-4 - Modifié par Ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 - Article 18

L'autorisation est accordée si le projet :

1° Est compatible avec les objectifs et répond aux besoins sociaux et médico-sociaux fixés par le schéma d'organisation sociale et médico-sociale dont il relève et, pour les établissements visés au b du 5° du I de l'article L. 312-1, aux besoins et débouchés recensés en matière de formation professionnelle ;

2° Satisfait aux règles d'organisation et de fonctionnement prévues par le présent code et prévoit les démarches d'évaluation et les systèmes d'information respectivement prévus aux articles L. 312-8 et L. 312-9 ;

3° Répond au cahier des charges établi, dans des conditions fixées par décret, par les autorités qui délivrent l'autorisation, sauf en ce qui concerne les projets visés au II de l'article L. 313-1-1 ;

4° Est compatible, lorsqu'il en relève, avec le programme interdépartemental mentionné à l'article L. 312-5-1, et présente un coût de fonctionnement en année pleine compatible avec le montant des dotations mentionnées, selon le cas, aux articles L. 312-5-2, L. 313-8, L. 314-3, L. 314-3-2 et L. 314-4, au titre de l'exercice au cours duquel prend effet cette autorisation.

L'autorisation fixe l'exercice au cours de laquelle elle prend effet.

L'autorisation, ou son renouvellement, peuvent être assortis de conditions particulières imposées dans l'intérêt des personnes accueillies.

Pour les projets ne relevant pas de financements publics, l'autorisation est accordée si le projet satisfait aux règles d'organisation et de fonctionnement prévues au présent code, et prévoit les démarches d'évaluation.

NOTA:

Loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009, art 131 II : Les 3°, 8°, 9° et 10° du I de l'article 124, en tant qu'ils créent la commission d'appel à projet, qu'ils suppriment le comité régional de l'organisation sociale et médico-sociale et définissent une nouvelle procédure d'autorisation, s'appliquent aux nouvelles demandes d'autorisation, d'extension ou de transformation des établissements et services médico-sociaux déposées à compter de la date prévue au I du présent article (1er juillet 2010).

Les mandats des membres des comités régionaux de l'organisation sociale et médico-sociale, en cours ou arrivant à échéance au cours de l'année 2009 ou de l'année 2010, restent en vigueur pour l'examen des demandes déposées jusqu'à la date mentionnée au I de cet article et ce pour une durée maximale de six mois à compter de la date mentionnée au I de cet article

Article L313-5 - L'autorisation est réputée renouvelée par tacite reconduction sauf si, au moins un an avant la date du renouvellement, l'autorité compétente, au vu de l'évaluation externe, enjoint à l'établissement ou au service de présenter dans un délai de six mois une demande de renouvellement.

La demande de renouvellement est déposée dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat. L'absence de notification d'une réponse par l'autorité compétente dans les six mois qui suivent la réception de la demande vaut renouvellement de l'autorisation.

Lorsqu'une autorisation a fait l'objet de modifications ultérieures, ou a été suivie d'une ou plusieurs autorisations complémentaires, la date d'échéance du renouvellement mentionnée au premier alinéa est fixée par référence à la date de délivrance de la première autorisation.

Article L313-6 - Modifié par Ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 - Article 18

L'autorisation mentionnée à l'article L. 313-1-1 ou son renouvellement sont valables sous réserve du résultat d'une visite de conformité aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement mentionnées au II de l'article L. 312-1 dont les modalités sont fixées par décret et,

s'agissant des établissements accueillant des personnes âgées dépendantes, de la conclusion de la convention tripartite mentionnée à l'article L. 313-12.

Ils valent, sauf mention contraire, habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale et, lorsque l'autorisation est accordée par le représentant de l'Etat ou le directeur général de l'agence régionale de santé, seul ou conjointement avec le président du conseil général, autorisation de dispenser des prestations prises en charge par l'Etat ou les organismes de sécurité sociale.

Article L313-7 - Modifié par Ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 - Article 18

Les autorisations des établissements et services à caractère expérimental mentionnés au 12° du I de l'article L. 312-1 sont accordées pour une durée déterminée, qui ne peut être supérieure à cinq ans. Elles sont renouvelables une fois au vu des résultats positifs d'une évaluation. Au terme de la période ouverte par le renouvellement et au vu d'une nouvelle évaluation positive, l'établissement ou le service relève alors de l'autorisation à durée déterminée mentionnée à l'article L. 313-1.

Article L313-8 - L'habilitation et l'autorisation mentionnées au deuxième alinéa de l'article L. 313-6 peuvent être refusées pour tout ou partie de la capacité prévue, lorsque les coûts de fonctionnement sont manifestement hors de proportion avec le service rendu ou avec ceux des établissements fournissant des services analogues.

Il en est de même lorsqu'ils sont susceptibles d'entraîner, pour les budgets des collectivités territoriales, des charges injustifiées ou excessives, compte tenu d'un objectif annuel ou pluriannuel d'évolution des dépenses délibéré par la collectivité concernée en fonction de ses obligations légales, de ses priorités en matière d'action sociale et des orientations des schémas départementaux mentionnés à l'article L. 312-5.

Il en est de même lorsqu'ils sont susceptibles d'entraîner pour le budget de l'Etat des charges injustifiées ou excessives compte tenu des enveloppes de crédits définies à l'article L. 314-4.

Il en est de même lorsqu'ils sont susceptibles d'entraîner, pour les budgets des organismes de sécurité sociale, des charges injustifiées ou excessives, compte tenu des objectifs et dotations définis à l'article L. 314-3 et à l'article L. 314-3-2.

Article L313-8-1 - L'habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale peut être assortie d'une convention.

L'habilitation précise obligatoirement :

- 1° Les catégories de bénéficiaires et la capacité d'accueil de l'établissement ou du service ;
- 2° Les objectifs poursuivis et les moyens mis en œuvre ;
- 3° La nature et la forme des documents administratifs, financiers et comptables, ainsi que les renseignements statistiques qui doivent être communiqués à la collectivité publique.

Lorsqu'elles ne figurent pas dans l'habilitation, doivent figurer obligatoirement dans la convention les dispositions suivantes :

- 1° Les critères d'évaluation des actions conduites ;
- 2° La nature des liens de la coordination avec les autres organismes à caractère social, médico-social et sanitaire ;
- 3° Les conditions dans lesquelles des avances sont accordées par la collectivité publique à l'établissement ou au service ;
- 4° Les conditions, les délais et les formes dans lesquels la convention peut être renouvelée ou dénoncée ;
- 5° Les modalités de conciliation en cas de divergence sur l'interprétation des dispositions conventionnelles.

La convention est publiée dans un délai de deux mois à compter de sa signature.

L'établissement ou le service habilité est tenu, dans la limite de sa spécialité et de sa capacité autorisée, d'accueillir toute personne qui s'adresse à lui.

Article L313-9 - L'habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale peut être retirée pour des motifs fondés sur :

- 1° L'évolution des besoins ;
- 2° La méconnaissance d'une disposition substantielle de l'habilitation ou de la convention ;
- 3° La disproportion entre le coût de fonctionnement et les services rendus ;

4° La charge excessive, au sens des dispositions de l'article L. 313-8, qu'elle représente pour la collectivité publique ou les organismes assurant le financement ;
5° Pour les centres d'accueil pour demandeurs d'asile mentionnés au 13° du I de l'article L. 312-1, la méconnaissance des dispositions de l'article L. 348-1 et du I de l'article L. 348-2 relatives aux personnes pouvant être accueillies dans ces centres.

Dans le cas prévu au 1°, l'autorité qui a délivré l'habilitation doit, préalablement à toute décision, demander à l'établissement ou au service de modifier sa capacité en fonction de l'évolution des besoins. Dans les cas prévus aux 2° à 5°, l'autorité doit demander à l'établissement ou au service de prendre les mesures nécessaires pour respecter l'habilitation ou la convention ou réduire les coûts ou charges au niveau moyen. La demande, notifiée à l'intéressé, est motivée. Elle précise le délai dans lequel l'établissement ou le service est tenu de prendre les dispositions requises. Ce délai ne peut être inférieur à six mois.

A l'expiration du délai, l'habilitation peut être retirée à l'établissement ou au service en tout ou partie. Cette décision prend effet au terme d'un délai de six mois.

Il est tenu compte des conséquences financières de cette décision dans la fixation des moyens alloués à l'établissement ou au service. Les catégories de dépenses imputables à cette décision et leur niveau de prise en charge par l'autorité compétente sont fixées par voie réglementaire.

L'autorisation de dispenser des soins remboursables aux assurés sociaux peut être retirée pour les mêmes motifs que ceux énumérés aux 1°, 3° et 4°.

Section 2 : Habilitation à recevoir des mineurs confiés par l'autorité judiciaire

Article L313-10 - L'habilitation à recevoir des mineurs confiés habituellement par l'autorité judiciaire, soit au titre de la législation relative à l'enfance délinquante, soit au titre de celle relative à l'assistance éducative, est délivrée par le représentant de l'Etat dans le département après avis du président du conseil général, pour tout ou partie du service ou de l'établissement. L'habilitation au titre de l'enfance délinquante et celle au titre de l'assistance éducative peuvent être délivrées simultanément par une même décision.

Section 3 : Contrats ou conventions pluriannuels

Article L313-11 - Sans préjudice des dispositions de l'article L. 313-12, des contrats pluriannuels peuvent être conclus entre les personnes physiques et morales gestionnaires d'établissements et services et la ou les autorités chargées de l'autorisation et, le cas échéant, les organismes de protection sociale, afin notamment de permettre la réalisation des objectifs retenus par le schéma d'organisation sociale et médico-sociale dont ils relèvent, la mise en œuvre du projet d'établissement ou de service ou de la coopération des actions sociales et médico-sociales.

Ces contrats fixent les obligations respectives des parties signataires et prévoient les moyens nécessaires à la réalisation des objectifs poursuivis, sur une durée maximale de cinq ans notamment dans le cadre de la tarification. Dans ce cas, les tarifs annuels ne sont pas soumis à la procédure budgétaire annuelle prévue aux II et III de l'article L. 314-7.

Ces contrats peuvent concerner plusieurs établissements et services.

Article L313-12 - Modifié par Ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 - Article 18

I. - Les établissements assurant l'hébergement des personnes âgées mentionnées au 6° du I de l'article L. 312-1 du présent code et les établissements de santé autorisés à dispenser des soins de longue durée qui accueillent un nombre de personnes âgées dépendantes dans une proportion supérieure à un seuil fixé par décret ne peuvent accueillir des personnes âgées remplissant les conditions de perte d'autonomie mentionnées à l'article L. 232-2 que s'ils ont passé au plus tard le 31 décembre 2007 une convention pluriannuelle avec le président du conseil général et le directeur général de l'agence régionale de santé, qui respecte le cahier des charges établi par arrêté ministériel, après avis des organismes nationaux d'assurance maladie et des représentants des présidents de conseils généraux. La convention pluriannuelle

identifie, le cas échéant, les services au sein desquels sont dispensés des soins palliatifs et définit, pour chacun d'entre eux, le nombre de référents en soins palliatifs qu'il convient de former ainsi que le nombre de lits qui doivent être identifiés comme des lits de soins palliatifs. Par dérogation, les établissements et services qui atteignent ensemble, en raison tant de leur taille que des produits de leur tarification, un seuil fixé par arrêté des ministres chargés des affaires sociales et de l'assurance maladie font l'objet d'un contrat d'objectifs et de moyens signé avec leur personne morale gestionnaire, qui comporte notamment des objectifs de qualité de prise en charge à atteindre.

Si la convention pluriannuelle n'est pas conclue avant la date prévue au précédent alinéa, les autorités de tarification compétentes procèdent, chacune en ce qui la concerne, à la tarification des établissements retardataires et leur fixent par voie d'arrêté les objectifs à atteindre.

A compter du 1^{er} janvier 2008, les établissements mentionnés à l'alinéa précédent perçoivent, jusqu'à la date de prise d'effet de la convention pluriannuelle mentionnée à l'alinéa précédent :

- 1° Un forfait global de soins, correspondant au montant du forfait de soins attribué par l'autorité compétente de l'Etat au titre de l'exercice 2007 lorsqu'ils ont été autorisés à dispenser des soins aux assurés sociaux ;
- 2° Un forfait global de soins dont le montant maximum est déterminé sur la base du groupe iso-ressources moyen pondéré de l'établissement, de sa capacité et d'un tarif soins à la place fixé par arrêté ministériel lorsqu'ils ne sont pas autorisés à dispenser des soins aux assurés sociaux ;
- 3° Des tarifs journaliers afférents à la dépendance dont les montants sont fixés par le président du conseil général en application du 2° de l'article L. 314-2 du présent code ;
- 4° Des tarifs journaliers afférents à l'hébergement, fixés par le président du conseil général dans les établissements habilités à l'aide sociale, calculés en prenant en compte les produits mentionnés aux 1° et 2° du présent I.

Les établissements et services, qui font l'objet d'un contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens, peuvent disposer pour son élaboration et sa mise en œuvre des outils méthodologiques fournis par l'Agence nationale d'appui à la performance des établissements de santé et médico-sociaux et s'appuyer sur les recommandations de l'Agence nationale de l'évaluation et de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux.

I. bis. - Les établissements relevant de façon combinée du 6° du I de l'article L. 312-1 du présent code et de l'article L. 633-1 du code de la construction et de l'habitation qui, d'une part, ne bénéficient pas au 31 décembre 2005 d'une autorisation de dispenser des soins aux assurés sociaux et, d'autre part, accueillent un nombre de personnes âgées dépendantes dans une proportion supérieure au seuil mentionné au I et dans une proportion inférieure à un seuil fixé par décret, peuvent déroger à l'obligation de passer une convention pluriannuelle avec le président du conseil général et l'autorité compétente de l'Etat et aux règles mentionnées aux 1° et 2° de l'article L. 314-2.

Lorsqu'un établissement opte pour la dérogation prévue à l'alinéa précédent, les résidents bénéficient, le cas échéant, de l'allocation personnalisée d'autonomie dans les conditions prévues aux articles L. 232-3 à L. 232-7.

Lorsqu'un établissement opte pour la convention pluriannuelle mentionnée au I, celle-ci peut ne porter que sur la capacité d'accueil correspondant à l'hébergement de personnes âgées dépendantes. Un décret définit le niveau de dépendance des résidents concernés ainsi que les conditions architecturales requises.

Pour les établissements qui n'ont pas été autorisés à dispenser des soins et ayant opté pour la dérogation mentionnée au premier alinéa, ainsi que pour la partie de la capacité d'accueil non couverte par la convention en application du troisième alinéa, le cas échéant, les modalités de prise en compte et de maintien des financements de l'assurance maladie sont fixées par décret.

Les établissements mentionnés au premier alinéa, ayant opté pour la dérogation, doivent répondre à des critères de fonctionnement, notamment de qualité, définis par un cahier des charges fixé par arrêté du ministre chargé des personnes âgées.

Les établissements mentionnés au premier alinéa exercent leur droit d'option dans des conditions et à une date fixées par décret.

I ter. - Les établissements relevant de façon combinée du 6° du I de l'article L. 312-1 du présent code et de l'article L. 633-1 du code de la construction et de l'habitation qui, d'une part, bénéficient au 31 décembre 2007 d'une autorisation de dispenser des soins aux assurés sociaux et, d'autre part, accueillent

des personnes âgées dépendantes dans une proportion inférieure au deuxième seuil mentionné au premier alinéa du I bis sont autorisés à passer la convention pluriannuelle prévue au I pour une partie seulement de leur capacité d'accueil correspondant à l'hébergement de personnes âgées dépendantes. Les résidents hébergés dans la capacité d'accueil non couverte par la convention bénéficient, le cas échéant, de l'allocation personnalisée d'autonomie selon les modalités prévues aux articles L. 232-3 à L. 232-7.

Les établissements relevant de façon combinée du 6° du I de l'article L. 312-1 du présent code et de l'article L. 633-1 du code de la construction et de l'habitation qui, d'une part, ne bénéficient pas au 31 décembre 2007 d'une autorisation de dispenser des soins aux assurés sociaux et, d'autre part, accueillent un nombre de personnes âgées dans une proportion inférieure au seuil mentionné au I conservent, au-delà du 31 décembre 2007, dans la limite du financement des dépenses relatives à la rémunération des personnels de soins salariés par les établissements et aux charges sociales et fiscales y afférentes, le montant des forfaits de soins attribués par l'autorité compétente de l'Etat au titre de l'exercice 2007. Ces forfaits sont revalorisés annuellement dans la limite du taux de reconduction des moyens retenu au titre de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie applicable aux établissements mentionnés au 3° de l'article L. 314-3-1 du code de l'action sociale et des familles. Les résidents hébergés dans ces établissements bénéficient, le cas échéant, de l'allocation personnalisée d'autonomie selon les modalités prévues aux articles L. 232-3 à L. 232-7.

II. - Les établissements mentionnés au I dont la capacité est inférieure à un seuil fixé par décret ont la possibilité de déroger aux règles mentionnées au 1° de l'article L. 314-2. Dans ces établissements, les modalités de tarification des prestations remboursables aux assurés sociaux sont fixées par décret.

III. - Les établissements accueillant un nombre de personnes âgées dépendantes inférieur au seuil mentionné au I doivent répondre à des critères de fonctionnement, notamment de qualité, définis par un cahier des charges fixé par arrêté du ministre chargé des personnes âgées.

IV. - (Abrogé)

V. - Le personnel des établissements mentionnés au I comprend un médecin coordonnateur. Le médecin coordonnateur contribue, auprès des professionnels de santé exerçant dans l'établissement, à la bonne adaptation aux impératifs gériatriques des prescriptions de médicaments et des produits et prestations inscrits sur la liste mentionnée à l'article L. 165-1 du code de la sécurité sociale. A cette fin, il élabore une liste, par classe pharmaco-thérapeutique, des médicaments à utiliser préférentiellement, en collaboration avec les médecins traitants des résidents et avec le pharmacien chargé de la gérance de la pharmacie à usage intérieur ou le pharmacien d'officine référent mentionné au premier alinéa de l'article L. 5126-6-1 du code de la santé publique. Ses autres missions sont définies par décret. Le médecin coordonnateur de l'établissement est associé à l'élaboration et à la mise en œuvre des contrats prévus à l'article L. 183-1-1 du code de la sécurité sociale. Le personnel des établissements publics mentionnés au I peut comprendre des médecins, des biologistes, des odontologistes et des pharmaciens visés par l'article L. 6152-1 du code de la santé publique. Les établissements privés mentionnés au I peuvent faire appel à ces praticiens dans les conditions prévues par les statuts de ces derniers.

Article L313-12-1 - Modifié par Ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 - Article 18

L'autorité administrative chargée de l'autorisation, de l'habilitation à l'aide sociale ou de la tarification des services mentionnés aux 1°, 6° et 7° du I de l'article L. 312-1, qui dispensent des prestations d'aide à domicile ou le directeur général de l'agence régionale de santé s'agissant de tels services qui dispensent des soins infirmiers peut conclure une convention avec un ou plusieurs groupements départementaux ayant la personnalité morale, afin de solliciter les autorisations et habilitations et d'obtenir une tarification pour le compte de ses adhérents.

Article L313-12-2 - Modifié par LOI n° 2011-940 du 10 août 2011 - Article 47 (V)

Les établissements et services mentionnés aux 2°, 5°, 7°, 8°, 9°, 11°, 14° et 15° du I de l'article L. 312-1, relevant de la compétence tarifaire exclusive du directeur général de l'agence régionale de santé ou du représentant de l'Etat dans la région et qui atteignent ensemble, en raison tant de leur taille que des produits de leur tarification, un seuil fixé par arrêté des ministres chargés des affaires sociales et de l'assurance maladie, font l'objet pour leur financement d'un contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens signé entre leur personne morale gestionnaire et l'autorité chargée de la tarification. Ce contrat comporte notamment des objectifs de qualité de prise en charge à atteindre.

Les établissements et services, qui font l'objet d'un contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens, peuvent disposer pour son élaboration et sa mise en œuvre des outils méthodologiques fournis par l'Agence nationale d'appui à la performance des établissements de santé et médico-sociaux et s'appuyer sur les recommandations de l'Agence nationale de l'évaluation et de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux.

Section 4 : Contrôle

Article L313-13 - Modifié par Ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 - Article 18

Le contrôle des établissements et services sociaux et médico-sociaux et des lieux de vie et d'accueil est exercé par l'autorité qui a délivré l'autorisation.

Dans les établissements et services sociaux autorisés par le représentant de l'Etat, les contrôles prévus au présent livre sont effectués par les personnels, placés sous son autorité ou sous celle de l'agence régionale de santé, mentionnés aux articles L. 1421-1 et L. 1435-7 du code de la santé publique ou par les personnels des services déconcentrés de la protection judiciaire de la jeunesse.

Dans les établissements et services médico-sociaux autorisés par le directeur général de l'agence régionale de santé, les contrôles prévus au présent livre sont effectués par les personnels de l'agence régionale de santé mentionnés aux articles L. 1421-1 et L. 1435-7 du code de la santé publique.

Dans les établissements et services autorisés par le président du conseil général, les contrôles prévus à la présente section sont effectués par les agents départementaux mentionnés à l'article L. 133-2 du présent code, dans les conditions définies à cet article. Toutefois, ces contrôles peuvent être également exercés, de façon séparée ou conjointe avec ces agents, par les agents mentionnés au deuxième alinéa du présent article.

Dans les établissements et services médico-sociaux autorisés conjointement par le président du conseil général et par le directeur général de l'agence régionale de santé, les contrôles prévus à la présente section sont effectués par les agents départementaux et les personnels de l'agence régionale de santé mentionnés aux articles L. 1421-1 et L. 1435-7 du code de la santé publique, dans la limite de leurs compétences respectives.

Quelle que soit l'autorité qui a délivré l'autorisation, le représentant de l'Etat dans le département peut, à tout moment, diligenter les contrôles prévus au titre III du présent livre. Il dispose à cette fin des moyens d'inspection et de contrôle de l'agence régionale de santé pour l'exercice de ses compétences.

Lorsque le contrôle a pour objet d'apprécier l'état de santé, la sécurité, l'intégrité ou le bien-être physique ou moral des bénéficiaires accueillis dans les établissements et services sociaux ou médico-sociaux et les lieux de vie et d'accueil, il est procédé, dans le respect de l'article L. 331-3, à des visites d'inspection conduites, en fonction de la nature du contrôle, par un médecin inspecteur de santé publique ou par un inspecteur de l'action sanitaire et sociale.

Les agents mentionnés à l'alinéa précédent, habilités et assermentés à cet effet dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat, recherchent et constatent les infractions définies au présent code par des procès-verbaux transmis au procureur de la République, qui font foi jusqu'à preuve du contraire. Ils peuvent, au titre des contrôles mentionnés au présent article et aux articles L. 313-16, L. 331-3, L. 331-5 et L. 331-7, effectuer des saisies dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat.

Article L313-14 - Modifié par Ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 - Article 18

Dès que sont constatés dans l'établissement ou le service des infractions aux lois et règlements ou des dysfonctionnements dans la gestion ou l'organisation susceptibles d'affecter la prise en charge ou l'accompagnement des usagers ou le respect de leurs droits, l'autorité qui a délivré l'autorisation adresse au gestionnaire de l'établissement ou du service une injonction d'y remédier, dans un délai qu'elle fixe. Ce délai doit être raisonnable et adapté à l'objectif recherché. Elle en informe les représentants des usagers, des familles et du personnel et, le cas échéant, le représentant de l'Etat dans le département.

Cette injonction peut inclure des mesures de réorganisation et, le cas échéant, des mesures individuelles conservatoires, dans les conditions prévues par le code du travail ou par les accords collectifs.

S'il n'est pas satisfait à l'injonction, l'autorité compétente peut désigner un administrateur provisoire de l'établissement pour une durée qui ne peut être supérieure à six mois renouvelable une fois. Celui-ci accomplit, au nom de l'autorité compétente et pour le compte de l'établissement ou du service, les actes d'administration urgents ou nécessaires pour mettre fin aux dysfonctionnements ou irrégularités constatés.

Dans le cas des établissements et services soumis à autorisation conjointe, la procédure prévue aux alinéas précédents est engagée à l'initiative de l'une ou de l'autre des autorités compétentes.

Dans le cas des services mentionnés aux 14° et 15° du I de l'article L. 312-1, l'injonction prévue au premier alinéa du présent article peut être demandée par le procureur de la République.

Article L313-14-1 - Modifié par Ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 - Article 18

Dans les établissements et services sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L. 312-1, à l'exception du 10°, gérés par des organismes de droit privé à but non lucratif, lorsque la situation financière fait apparaître un déséquilibre financier significatif et prolongé ou lorsque sont constatés des dysfonctionnements dans la gestion de ces établissements et de ces services, et sans préjudice des dispositions relatives au contrôle des établissements et services prévues au présent code, l'autorité de tarification compétente adresse à la personne morale gestionnaire une injonction de remédier au déséquilibre financier ou aux dysfonctionnements constatés et de produire un plan de redressement adapté, dans un délai qu'elle fixe. Ce délai doit être raisonnable et adapté à l'objectif recherché.

Les modalités de retour à l'équilibre financier donnent lieu à la signature d'un avenant au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens prévu à l'article L. 313-11.

S'il n'est pas satisfait à l'injonction, ou en cas de refus de l'organisme gestionnaire de signer la convention susmentionnée, l'autorité de tarification compétente peut désigner un administrateur provisoire de l'établissement pour une durée qui ne peut être supérieure à une période de six mois renouvelable une fois. Si l'organisme gestionnaire gère également des établissements de santé, l'administrateur provisoire est désigné conjointement avec le directeur général de l'agence régionale de santé. L'administrateur doit satisfaire aux conditions définies aux deuxième, troisième et quatrième alinéas de l'article L. 811-2 du code de commerce.

L'administrateur provisoire accomplit, pour le compte des établissements et services, les actes d'administration urgents ou nécessaires pour mettre fin aux dysfonctionnements ou irrégularités constatés ainsi que la préparation et la mise en œuvre d'un plan de redressement.

La rémunération de l'administrateur est assurée par les établissements gérés par l'organisme et répartie entre les établissements ou services au prorata des charges d'exploitation de chacun d'eux.

L'administrateur justifie, pour ses missions, d'une assurance couvrant les conséquences financières de la responsabilité conformément à l'article L. 814-5 du code de commerce, prise en charge dans les mêmes conditions que la rémunération.

En cas d'échec de l'administration provisoire, l'autorité de tarification compétente peut saisir le commissaire aux comptes pour la mise en œuvre des dispositions de l'article L. 612-3 du même code.

Article L313-15 - Modifié par Ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 - Article 18

L'autorité compétente met fin à l'activité de tout service ou établissement créé, transformé ou ayant fait l'objet d'une extension sans l'autorisation prévue à cet effet.

Lorsque l'activité relève d'une autorisation conjointe de l'autorité compétente de l'Etat et du président du conseil général, la décision de fermeture est prise conjointement par ces deux autorités et mise en œuvre par le représentant de l'Etat dans le département avec le concours du président du conseil général. En cas de désaccord entre ces deux autorités, la décision de fermeture peut être prise et mise en œuvre par le représentant de l'Etat dans le département.

Lorsque l'activité relève d'une autorisation conjointe du directeur général de l'agence régionale de santé et du président du conseil général, la décision de fermeture est prise conjointement par ces deux autorités et mise en œuvre par le directeur général de l'agence régionale de santé avec le concours du président du conseil général. En cas de désaccord entre ces deux autorités, la décision de fermeture peut être prise et mise en œuvre par le représentant de l'Etat dans le département.

L'autorité compétente met en œuvre la décision de fermeture selon les modalités prévues aux articles L. 331-5, L. 331-6 et L. 331-7.

Article L313-16 - Modifié par Ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 - Article 18

L'autorité qui a délivré l'autorisation ou, le cas échéant, le représentant de l'Etat dans le département dans les conditions prévues au présent article prononce la fermeture, totale ou partielle, provisoire ou définitive, d'un service ou établissement dans les conditions prévues aux articles L. 313-17 et L. 313-18 :

1° Lorsque les conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement prévues au II de l'article L. 312-1 ne sont pas respectées ;

2° Lorsque sont constatées dans l'établissement ou le service et du fait de celui-ci des infractions aux lois et règlements susceptibles d'entraîner la mise en cause de la responsabilité civile de l'établissement ou du service ou de la responsabilité pénale de ses dirigeants ou de la personne morale gestionnaire.

Lorsque l'autorité qui a délivré l'autorisation est le président du conseil général et en cas de carence de ce dernier, le représentant de l'Etat dans le département peut, après mise en demeure restée sans résultat, prononcer la fermeture de l'établissement ou du service. En cas d'urgence, le représentant de l'Etat peut, sans mise en demeure adressée au préalable, prononcer par arrêté motivé et à titre provisoire la fermeture totale ou partielle de l'établissement ou du service.

Lorsque l'établissement ou le service relève d'une autorisation conjointe du représentant de l'Etat dans le département ou du directeur général de l'agence régionale de santé et du président du conseil général, la décision de fermeture de cet établissement ou de ce service est prise conjointement par ces deux autorités. En cas de désaccord entre ces deux autorités, la décision de fermeture peut être prise par le représentant de l'Etat dans le département.

Lorsque le service relève du 14° ou du 15° du I de l'article L. 312-1, la décision de fermeture de ce service est prise par le représentant de l'Etat dans le département sur avis du procureur de la République ou à la demande de celui-ci. En cas d'urgence, le représentant de l'Etat dans le département peut, sans injonction préalable et, le cas échéant, d'office, prononcer par arrêté motivé et à titre provisoire la fermeture totale ou partielle de ce service. Le procureur de la République est informé de la fermeture du service.

Le directeur général de l'agence régionale de santé peut en outre prononcer la fermeture totale ou partielle, définitive ou provisoire d'un service ou établissement relevant de sa compétence exclusive selon les modalités prévues à l'article L. 331-5 et L. 331-6, lorsque les conditions d'installation, d'organisation ou de fonctionnement menacent ou compromettent la santé, la sécurité ou le bien-être physique ou moral des personnes accueillies.

Article L313-17 - Modifié par Ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 - Article 18

En cas de fermeture d'un établissement ou d'un service, l'autorité ou les autorités qui ont délivré l'autorisation prennent les mesures nécessaires au placement des personnes qui y étaient accueillies. Elles peuvent mettre en œuvre la procédure prévue à l'article L. 313-14.

Article L313-18 - Modifié par Ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 - Article 18

La fermeture définitive du service, de l'établissement ou du lieu de vie et d'accueil vaut retrait de l'autorisation prévue à l'article L. 313-1.

Cette autorisation peut être transférée par l'autorité qui l'a délivrée à une collectivité publique ou un établissement privé poursuivant un but similaire, lorsque la fermeture définitive a été prononcée sur l'un des motifs énumérés aux articles L. 313-16, L. 331-5 et L. 331-7. En cas d'autorisation conjointe, ce transfert est prononcé à l'initiative de l'une ou l'autre des autorités compétentes, pour ce qui la concerne, ou d'un accord commun.

Article L313-19 - Modifié par Ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 - Article 18

En cas de fermeture définitive d'un établissement ou d'un service géré par une personne morale de droit public ou de droit privé celle-ci reverse à une collectivité publique ou à un établissement privé

poursuivant un but similaire les sommes affectées à l'établissement ou service fermé, apportées par l'Etat, par l'agence régionale de santé, les collectivités territoriales et leurs établissements publics ou par les organismes de sécurité sociale, énumérées ci-après :

1° Les subventions d'investissement non amortissables, grevées de droits, ayant permis le financement de l'actif immobilisé de l'établissement ou du service. Ces subventions sont revalorisées selon des modalités fixées par décret ;

2° Les réserves de trésorerie de l'établissement ou du service constituées par majoration des produits de tarification et affectation des excédents d'exploitation réalisés avec les produits de la tarification ;

3° Des excédents d'exploitation provenant de la tarification affectés à l'investissement de l'établissement ou du service, revalorisés dans les conditions prévues au 1° ;

4° Les provisions pour risques et charges, les provisions réglementées et les provisions pour dépréciation de l'actif circulant constituées grâce aux produits de la tarification et non employées le jour de la fermeture.

La collectivité publique ou l'établissement privé attributaire des sommes précitées peut être :

a) Choisi par le gestionnaire de l'établissement ou du service fermé, avec l'accord de l'autorité ou des autorités ayant délivré l'autorisation du lieu d'implantation de cet établissement ou service ;

b) Désigné par l'autorité compétente de l'Etat dans le département, en cas d'absence de choix du gestionnaire ou de refus par l'autorité ou les autorités mentionnées au a.

L'organisme gestionnaire de l'établissement ou du service fermé peut, avec l'accord de l'autorité de tarification concernée, s'acquitter des obligations prévues aux 1° et 3° en procédant à la dévolution de l'actif net immobilisé de l'établissement ou du service.

Article L313-20 - Modifié par Ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 - Article 18

L'autorité judiciaire et les services relevant de l'autorité du garde des sceaux, ministre de la justice, exercent, sans préjudice des pouvoirs reconnus au président du conseil général, un contrôle sur les établissements et services mentionnés au 4° du I de l'article 312-1.

Section 5 : Dispositions pénales

Article L313-21 - Modifié par LOI n° 2011-525 du 17 mai 2011 - Article 177

Les infractions aux dispositions des article L. 311-4 à L. 311-9 et du quatrième alinéa de l'article L. 313-1-2 en ce qui concerne le contrat et le livret d'accueil du présent code sont constatées et poursuivies dans les conditions fixées par les article L. 450-1, L. 450-2, L. 450-3, L. 450-7, L. 450-8 et L. 470-5 du code de commerce.

Article L313-22 - Modifié par Ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 - Article 18

Est puni d'un emprisonnement de trois mois et d'une amende de 3 750 euros :

1° La création, la transformation et l'extension des établissements et services énumérés à l'article L. 312-1, sans avoir obtenu l'autorisation prévue à l'article L. 313-1 ou l'agrément prévu au troisième alinéa de l'article L. 313-1-2 ;

2° La cession de l'autorisation prévue à l'article L. 313-1 sans l'accord préalable de l'autorité administrative qui l'a délivrée ;

3° Le fait d'apporter un changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement d'un établissement ou service soumis à autorisation sans la porter à la connaissance de l'autorité.

Les personnes physiques coupables des infractions au présent article encourent également la peine complémentaire d'interdiction, suivant les modalités de l'article L. 131-27 du code pénal, d'exploiter ou de diriger tout établissement ou service soumis aux dispositions du présent titre.

Article L313-22-1 - Est puni des peines prévues à l'article L. 1425-1 du code de la santé publique le fait de faire obstacle au contrôle prévu à la section 4 du chapitre III du titre Ier et au titre III du livre III.

Article L313-23 - Modifié par Ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 - Article 18

Est puni d'un emprisonnement de trois mois et d'une amende de 3 750 euros le fait d'accueillir, dans les établissements assurant l'hébergement des personnes âgées mentionnés au 6° de l'article L. 312-1 et dans les établissements de santé autorisés à dispenser des soins de longue durée, des personnes âgées remplissant les conditions de dépendance mentionnées au premier alinéa de l'article L. 232-1, sans avoir passé la convention prévue au I de l'article L. 313-12.

Les personnes physiques reconnues coupables de l'infraction prévue au présent article encourent également la peine complémentaire d'interdiction, suivant les modalités prévues à l'article L. 131-27 du code pénal, d'exploiter ou de diriger tout établissement soumis aux dispositions de l'article L. 312-1 ainsi que d'accueillir des personnes âgées dans le cadre du titre IV du livre IV du présent code.

Section 5 bis : Dispositions relatives à l'organisation du travail

Article L313-23-1 - Nonobstant les dispositions des articles L. 212-1 et L. 220-1 du code du travail, un accord collectif de travail peut prévoir que, dans les établissements et services visés aux 2°, 3°, 5°, 7° et, le cas échéant, 12° du I de l'article L. 312-1 du présent code qui hébergent des personnes handicapées, l'amplitude des journées de travail des salariés chargés d'accompagner les résidents peut atteindre quinze heures, sans que leur durée quotidienne de travail effectif excède douze heures. Cet accord fixe également les contreparties minimales dont bénéficient les salariés concernés, notamment sous forme de périodes équivalentes de repos compensateur.

A défaut d'accord, un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions dans lesquelles il est possible de déroger à l'amplitude des journées de travail dans les limites fixées au premier alinéa et les contreparties minimales afférentes.

Article L313-23-2 - Nonobstant les dispositions de l'article L. 212-1 du code du travail, la durée quotidienne de travail effectif des salariés chargés d'accompagner les personnes handicapées accueillies dans les établissements et services visés aux 2°, 3°, 5°, 7° et, le cas échéant, 12° du I de l'article L. 312-1 du présent code peut excéder douze heures lorsque cela est justifié par l'organisation des transferts et sorties de ces personnes et si une convention de branche, un accord professionnel ou un accord d'entreprise ou d'établissement le prévoit.

Article L313-23-3 - Créé par LOI n° 2009-879 du 21 juillet 2009 - Article 124 (V)

Avant le 30 juin 2010, le Gouvernement remet au Parlement un rapport relatif à la mise en œuvre d'un service minimum dans le secteur médico-social au regard des contraintes constitutionnelles. Ce rapport est précédé d'une concertation approfondie avec les partenaires sociaux et les acteurs du secteur.

Section 6 : Dispositions communes

Article L313-24 - Dans les établissements et services mentionnés à l'article L. 312-1, le fait qu'un salarié ou un agent a témoigné de mauvais traitements ou privations infligés à une personne accueillie ou relaté de tels agissements ne peut être pris en considération pour décider de mesures défavorables le concernant en matière d'embauche, de rémunération, de formation, d'affectation, de qualification, de classification, de promotion professionnelle, de mutation ou de renouvellement du contrat de travail, ou pour décider la résiliation du contrat de travail ou une sanction disciplinaire.

En cas de licenciement, le juge peut prononcer la réintégration du salarié concerné si celui-ci le demande.

Ces dispositions sont applicables aux salariés de l'accueillant familial visé à l'article L. 441-1.

Article L313-24-1 - Modifié par Ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 - Article 18

La protection prévue à l'article 11 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires est mise en œuvre au bénéfice des personnels de direction des établissements mentionnés aux 2°, 3°, 4°, 5° et 6° de l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière par le représentant de l'Etat dans le département et le

directeur général de l'agence régionale de santé pour les établissements et services relevant de sa compétence exclusive ou conjointe où l'établissement d'affectation a son siège.

Article L313-24-2 - Créé par LOI n° 2009-879 du 21 juillet 2009 - Article 11

Le représentant de l'Etat ou le directeur général de l'agence régionale de santé peut demander à deux ou plusieurs établissements autonomes relevant de sa compétence exclusive ou conjointe mentionnés aux 3°, 5° et 6° de l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière de conclure une convention de direction commune lorsque ces établissements n'ont pas préalablement, et à leur initiative, sollicité ce type de coopération. Cette demande, qui vise à mieux répondre aux besoins de la population et à garantir la qualité de la prise en charge des personnes qu'ils accueillent, doit être motivée. Elle comprend l'avis du président du conseil général concerné lorsque la demande porte sur un établissement relevant d'une compétence conjointe. Les assemblées délibérantes des établissements concernés rendent alors un avis motivé sur cette demande dans un délai de trois mois.

Article L313-25 - I. - Les administrateurs et les cadres dirigeants salariés au sens de l'article L. 212-15-1 du code du travail d'une personne morale de droit privé à but non lucratif gérant un établissement social et médico-social, les directeurs des établissements sociaux et médico-sociaux relevant de l'article L. 312-1 déclarent les conventions passées directement ou par personne interposée avec la personne morale dans les cas prévus aux deux premiers alinéas de l'article L. 612-5 du code de commerce et dans les conditions fixées par ce même article

Il en est de même pour les conventions auxquelles sont parties les membres de la famille des administrateurs, des cadres dirigeants et des directeurs des établissements sociaux et médico-sociaux qui sont salariés par le même organisme gestionnaire dans lequel exercent ces administrateurs et ces cadres dirigeants.

II. - Les financements apportés par un établissement social ou médico-social soit en espèces, soit en nature sous forme de mise à disposition de locaux, de personnels ou de moyens techniques, entrant dans le calcul des tarifs fixés par les autorités de tarification, sont évalués par le directeur ou la personne qualifiée pour représenter l'établissement. Ce dernier communique ces informations aux autorités de tarification concernées qui peuvent exercer leur contrôle sur ces associations ainsi financées.

Les contrôles des autorités de tarification peuvent s'étendre, d'une part, aux autres activités de l'organisme gestionnaire et, d'autre part, aux sociétés et filiales créées par l'organisme gestionnaire de l'établissement ou du service social ou médico-social et qui sont des prestataires de services de ce dernier.

Article L313-26 - Modifié par LOI n° 2009-879 du 21 juillet 2009 - Article 124 (V)

Au sein des établissements et services mentionnés à l'article L. 312-1, lorsque les personnes ne disposent pas d'une autonomie suffisante pour prendre seules le traitement prescrit par un médecin à l'exclusion de tout autre, l'aide à la prise de ce traitement constitue une modalité d'accompagnement de la personne dans les actes de sa vie courante.

L'aide à la prise des médicaments peut, à ce titre, être assurée par toute personne chargée de l'aide aux actes de la vie courante dès lors que, compte tenu de la nature du médicament, le mode de prise ne présente ni difficulté d'administration ni d'apprentissage particulier.

Le libellé de la prescription médicale permet, selon qu'il est fait ou non référence à la nécessité de l'intervention d'auxiliaires médicaux, de distinguer s'il s'agit ou non d'un acte de la vie courante.

Des protocoles de soins sont élaborés avec l'équipe soignante afin que les personnes chargées de l'aide à la prise des médicaments soient informées des doses prescrites et du moment de la prise.

Article L313-27 - Créé par LOI n° 2009-879 du 21 juillet 2009 - Article 124 (V)

Sauf disposition contraire, les modalités d'application du présent chapitre sont déterminées par décret en Conseil d'Etat.

CHAPITRE IV : Dispositions financières

Section 1 : Règles de compétences en matière tarifaire

Article L314-1 - Modifié par Ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 - Article 18

I. - La tarification des prestations fournies par les établissements et services financés par le budget de l'Etat ou par les organismes de sécurité sociale est arrêtée chaque année respectivement par le représentant de l'Etat dans la région ou, pour les établissements et services relevant du b de l'article L. 313-3, le directeur général de l'agence régionale de santé.

II. - La tarification des prestations fournies par les établissements et services habilités à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale du département est arrêtée chaque année par le président du conseil général.

Le président du conseil général peut fixer dans le cadre d'un contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens les modalités d'actualisation sur la durée du contrat des tarifs à la charge de l'aide sociale départementale.

III. - La tarification des prestations fournies par les établissements et services mentionnés au 4° du I de l'article L. 312-1 est arrêtée :

- a) Conjointement par le représentant de l'Etat dans le département et le président du conseil général, lorsque le financement des prestations est assuré en tout ou partie par le département ;
- b) Par le représentant de l'Etat dans le département, lorsque le financement des prestations est assuré exclusivement par le budget de l'Etat.

IV. - La tarification des centres d'action médico-sociale précoce mentionnés à l'article L. 2132-4 du code de la santé publique est arrêtée conjointement par le directeur général de l'agence régionale de santé et le président du conseil général.

V. - La tarification des foyers d'accueil médicalisés et des services d'accompagnement médico-social pour adultes handicapés mentionnés au 7° du I de l'article L. 312-1 est arrêtée :

- a) Pour les prestations de soins remboursables aux assurés sociaux, par le directeur général de l'agence régionale de santé ;
- b) Pour les prestations relatives à l'hébergement et à l'accompagnement à la vie sociale, par le président du conseil général.

VI. - Dans les cas de compétence conjointe, en cas de désaccord entre le représentant de l'Etat, ou le directeur général de l'agence régionale de santé et le président du conseil général, chaque autorité précitée fixe par arrêté le tarif relevant de sa compétence et le soumet au tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dont la décision s'impose à ces deux autorités.

VII. - Le pouvoir de tarification peut être confié à un autre département que celui d'implantation d'un établissement, par convention signée entre plusieurs départements utilisateurs de cet établissement.

VIII. - La tarification des prestations fournies par les services mentionnés au 14° du I de l'article L. 312-1, à l'exception de ceux financés selon les modalités prévues aux II et III de l'article L. 361-1, est arrêtée chaque année par le représentant de l'Etat dans la région, après avis des principaux organismes financeurs dont la liste est fixée par décret en Conseil d'Etat.

IX. - La tarification des prestations fournies par les services mentionnés au 15° du I de l'article L. 312-1 est arrêtée chaque année par le représentant de l'Etat dans la région, après avis des principaux organismes financeurs dont la liste est fixée par décret en Conseil d'Etat.

Article L314-2 - Modifié par Ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 - Article 18

Les établissements et services mentionnés au I de l'article L. 313-12 sont financés par :

1° Un forfait global relatif aux soins prenant en compte le niveau de dépendance moyen et les besoins en soins médico-techniques des résidents, déterminé par arrêté du directeur général de l'agence régionale de santé en application d'un barème et de règles de calcul fixés, d'une part, par un arrêté des ministres

chargés de la sécurité sociale et des personnes âgées, en application du II de l'article L. 314-3 et, d'autre part, par un arrêté des ministres chargés de la santé et de la sécurité sociale, pris en application du troisième alinéa de l'article L. 174-6 du code de la sécurité sociale ;

2° Un forfait global relatif à la dépendance, prenant en compte le niveau de dépendance moyen des résidents, fixé par un arrêté du président du conseil général et versé aux établissements par ce dernier au titre de l'allocation personnalisée d'autonomie mentionnée à l'article L. 232-8 ;

3° Des tarifs journaliers afférents aux prestations relatives à l'hébergement, fixés par le président du conseil général, dans des conditions précisées par décret et opposables aux bénéficiaires de l'aide sociale accueillis dans des établissements habilités totalement ou partiellement à l'aide sociale à l'hébergement des personnes âgées. Ce décret détermine le contenu des tarifs journaliers afférents aux prestations relatives à l'hébergement qui ne peuvent comporter des dépenses intégrées dans les tarifs relatifs aux soins et à la dépendance cités respectivement aux 1° et 2°.

Pour les établissements mentionnés à l'article L. 342-1, à l'exception de ceux mentionnés au 4°, les prestations relatives à l'hébergement sont fixées et contrôlées dans les conditions prévues par les articles L. 342-2 à L. 342-6.

Les tarifs correspondant à des prestations complémentaires et librement acceptées et acquittées par les résidents, à la condition qu'elles ne relèvent pas des tarifs cités aux 1°, 2° et 3°, constituent des suppléments aux tarifs journaliers afférents à l'hébergement. Ils doivent être établis par l'organe délibérant de la personne morale gestionnaire pour chaque catégorie homogène de prestation faisant l'objet d'un paiement par les résidents ou leurs représentants au sein de l'établissement. Les tarifs des suppléments aux tarifs journaliers doivent être communiqués aux titulaires d'un contrat de séjour ou à leurs représentants et portés à la connaissance du président du conseil général et du public dans des conditions fixées par décret.

Pour les établissements mentionnés à l'article L. 342-1 et les résidents non admis à l'aide sociale dans les établissements relevant du 6° du I de l'article L. 312-1 du présent code et dans les établissements de santé dispensant des soins de longue durée, les prestations relatives aux suppléments aux tarifs journaliers afférents à l'hébergement sont fixées et contrôlées dans les conditions prévues par les articles L. 342-2 à L. 342-6 du présent code.

Section 2 : Règles budgétaires et de financement

Article L314-3 - Modifié par LOI n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 - Article 79

I.-Le financement de celles des prestations des établissements et services mentionnés à l'article L. 314-3-1 qui sont à la charge des organismes de sécurité sociale est soumis à un objectif de dépenses.

Cet objectif est fixé chaque année par arrêté des ministres chargés de la sécurité sociale, de l'action sociale, de l'économie et du budget en fonction, d'une part, d'une contribution des régimes d'assurance maladie fixée par le même arrêté au sein de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie voté par le Parlement et, d'autre part, du montant prévisionnel des produits mentionnés aux 1° et 2° de l'article L. 14-10-4 ainsi, le cas échéant, que de tout ou partie du montant prévisionnel de l'excédent de la section mentionnée au I de l'article L. 14-10-5.

Il prend en compte l'impact des éventuelles modifications des règles de tarification des prestations, ainsi que celui des changements de régime de financement des établissements et services concernés. Il peut être corrigé en fin d'année pour prendre en compte ces évolutions réalisées en cours d'année, sur la base d'un rapport public remis chaque année par le Gouvernement au Parlement au plus tard le 1er octobre.

Sur la base de cet objectif, les mêmes ministres arrêtent, dans les quinze jours qui suivent la publication de la loi de financement de la sécurité sociale, le montant total annuel des dépenses prises en compte pour le calcul des dotations globales, forfaits, prix de journée et tarifs afférents aux prestations mentionnées au premier alinéa.

II.-Le montant annuel mentionné au dernier alinéa du I ainsi que le montant des dotations prévues au troisième alinéa de l'article L. 312-5-2 sont répartis par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie en dotations régionales limitatives.

Les montants de ces dotations sont fixés en fonction des besoins des personnes handicapées et âgées dépendantes, tels qu'ils résultent des programmes interdépartementaux mentionnés à l'article L. 312-5-1, et des priorités définies au niveau national en matière d'accompagnement des personnes handicapées et des personnes âgées. Ils intègrent l'objectif de réduction progressive des inégalités dans l'allocation des ressources entre régions et l'objectif de réduction des inégalités dans l'allocation de ressources entre établissements et services relevant de mêmes catégories, et peuvent à ce titre prendre en compte l'activité et le coût moyen des établissements et services. Dans ce cadre, le ministre chargé de la sécurité sociale peut fixer, par arrêtés annuels, les tarifs plafonds ou les règles de calcul desdits tarifs plafonds pour les différentes catégories d'établissements sociaux et médico-sociaux ainsi que les règles permettant de ramener les tarifs pratiqués au niveau des tarifs plafonds.

III.-(Abrogé).

Article L314-3-1 - Modifié par LOI n° 2009-1646 du 24 décembre 2009 - Article 55 (V)

Relèvent de l'objectif géré, en application de l'article L. 314-3, par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie :

- 1° Les établissements et services mentionnés aux 2°, 3°, b du 5° et 7° du I de l'article L. 312-1 ;
- 2° Les établissements et services mentionnés aux 11° et 12° du I du même article qui accueillent des personnes handicapées ou âgées dépendantes ;
- 3° Les établissements et services mentionnés au 6° du I de l'article L. 312-1 du présent code ;
- 4° Les établissements pour personnes handicapées qui exercent légalement leur activité en Suisse ou dans un Etat membre de l'Union européenne ou partie à l'accord sur l'Espace économique européen, et qui servent des prestations à des enfants et adolescents handicapés ou aux jeunes adultes mentionnés aux deuxième et troisième alinéas de l'article L. 242-4, dans le cadre de conventions passées avec les organismes français de sécurité sociale gérant des régimes obligatoires d'assurance maladie dont ceux-ci relèvent en qualité d'ayants droit ou d'assurés.

NOTA:

LOI n° 2009-1646 du 24 décembre 2009 art 55 IV : les présentes dispositions sont applicables aux dépenses constatées à compter du 1er janvier 2010.

Article L314-3-2 - Modifié par Ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 - Article 18

Chaque année, dans les quinze jours suivant la publication de la loi de financement de la sécurité sociale, les ministres chargés de la sécurité sociale, de l'action sociale, de l'économie et du budget arrêtent, d'une part, l'objectif de dépenses correspondant au financement, par les régimes obligatoires d'assurance maladie, des établissements et des actions expérimentales mentionnés à l'article L. 314-3-3 et, d'autre part, le montant total annuel des dépenses prises en compte pour le calcul des dotations globales, forfaits, prix de journée et tarifs afférents aux prestations servies par ces mêmes établissements.

L'objectif susmentionné est fixé en fonction de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie voté par le Parlement. Il prend en compte l'impact des éventuelles modifications des règles de tarification des prestations, ainsi que celui des changements de régime de financement des établissements et services concernés. Il peut être corrigé en fin d'année pour prendre en compte ces évolutions réalisées en cours d'année.

Le montant total annuel susmentionné est constitué en dotations régionales limitatives. Le montant de ces dotations est fixé par les ministres chargés de l'action sociale et de la sécurité sociale, en fonction des besoins de la population, des orientations définies par les schémas prévus à l'article L. 312-5, des priorités définies au niveau national, en tenant compte de l'activité et des coûts moyens des établissements et services, et d'un objectif de réduction progressive des inégalités dans l'allocation des ressources entre régions.

Article L314-3-3 - Relèvent de l'objectif et du montant total mentionnés à l'article L. 314-3-2 les établissements suivants :

Les appartements de coordination thérapeutique, les centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogue, les centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie et les structures dénommées lits halte soins santé mentionnés au 9° du I de l'article L. 312-1 du présent code.

Relèvent également du même objectif les actions expérimentales de caractère médical et social mentionnées à l'article L. 162-31 du code de la sécurité sociale.

Article L314-3-4 - I. - L'arrêté mentionné au dernier alinéa du I de l'article L. 314-3 fixe le cas échéant, pour les établissements mentionnés à cet article ou pour certaines catégories d'entre eux, le montant indicatif de leurs crédits de fonctionnement prévisionnels, conformément aux objectifs figurant pour les quatre années à venir dans le rapport mentionné à l'article LO 111-4 du code de la sécurité sociale.

Article L314-4 - Modifié par Ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 - Article 18

Le montant total annuel des dépenses des établissements et services mentionnés aux a du 5°, aux 8°, 13° et 14° du I de l'article L. 312-1, qui sont à la charge de l'Etat, et, corrélativement, le montant total annuel des dépenses prises en compte pour le calcul des dotations globales de fonctionnement de ces établissements et services sont déterminés par le total du montant limitatif inscrit à ce titre dans la loi de finances de l'année de l'exercice considéré et, à titre complémentaire, s'agissant des établissements et services mentionnés au a du 5° du I de l'article L. 312-1, des crédits inscrits à ce titre dans le budget du même exercice de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie.

Ce montant total annuel est constitué en dotations régionales limitatives. Le montant de ces dotations régionales est fixé par le ministre chargé de l'action sociale, en fonction des besoins de la population, des priorités définies au niveau national en matière de politique médico-sociale, en tenant compte de l'activité et des coûts moyens des établissements et services et d'un objectif de réduction progressive des inégalités dans l'allocation des ressources entre régions. A cet effet, un arrêté interministériel fixe, annuellement, les tarifs plafonds ou les règles de calcul desdits tarifs plafonds pour les différentes catégories d'établissements sociaux et médico-sociaux mentionnés au premier alinéa, ainsi que les règles permettant de ramener les tarifs pratiqués au niveau des tarifs plafonds.

Article L314-5 - Modifié par Ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 - Article 18

Pour chaque établissement et service, l'autorité compétente en matière de tarification peut modifier le montant global des recettes et dépenses prévisionnelles, mentionnées au 3° du I de l'article L. 314-7, qui sont à la charge de l'Etat ou des organismes de sécurité sociale, compte tenu du montant des dotations régionales définies ci-dessus ; la même procédure s'applique en cas de révision, au titre du même exercice, des dotations régionales initiales.

L'autorité compétente en matière de tarification peut également supprimer ou diminuer les prévisions de dépenses qu'il estime injustifiées ou excessives compte tenu, d'une part, des conditions de satisfaction des besoins de la population, telles qu'elles résultent notamment des orientations des schémas prévus à l'article L. 312-5, d'autre part, de l'évolution de l'activité et des coûts des établissements et services appréciés par rapport au fonctionnement des autres équipements comparables dans la région.

Des conventions conclues entre le représentant de l'Etat dans la région, les représentants de l'Etat dans les départements, le directeur général de l'agence régionale de santé et les gestionnaires d'établissement et de service et, le cas échéant, formules de coopération mentionnées aux 2° et 3° de l'article L. 312-7 précisent, dans une perspective pluriannuelle, les objectifs prévisionnels et les critères d'évaluation de l'activité et des coûts des prestations imputables à l'aide sociale de l'Etat dans les établissements et service concernés.

Article L314-6 - Modifié par LOI n° 2008-1330 du 17 décembre 2008 - Article 63

Les conventions collectives de travail, conventions d'entreprise ou d'établissement et accords de retraite applicables aux salariés des établissements et services sociaux et médico-sociaux à but non lucratif dont les dépenses de fonctionnement sont, en vertu de dispositions législatives ou réglementaires, supportées, en tout ou partie, directement ou indirectement, soit par des personnes morales de droit public, soit par des organismes de sécurité sociale, ne prennent effet qu'après agrément donné par le ministre compétent après avis d'une commission où sont représentés des élus locaux et dans des conditions fixées par voie réglementaire. Ces conventions ou accords s'imposent aux autorités compétentes en matière de tarification, à l'exception des conventions collectives de travail et conventions d'entreprise ou d'établissement applicables au personnel des établissements assurant l'hébergement des personnes âgées et ayant signé un contrat pluriannuel mentionné à l'article L. 313-11 ou une convention pluriannuelle mentionnée à l'article L. 313-12.

Les ministres chargés de la sécurité sociale et de l'action sociale établissent annuellement, avant le 1er mars de l'année en cours, un rapport relatif aux agréments des conventions et accords mentionnés à l'alinéa précédent, pour l'année écoulée, et aux orientations en matière d'agrément des accords pour l'année en cours. Ils fixent, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat, les paramètres d'évolution de la masse salariale pour l'année en cours, liés notamment à la diversité des financeurs et aux modalités de prise en charge des personnes, qui sont opposables aux parties négociant les conventions susmentionnées.

Ce rapport est transmis au Parlement, au comité des finances locales et aux partenaires sociaux concernés selon des modalités fixées par décret.

Article L314-7 - Modifié par Ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 - Article 18

I. - Dans les établissements et services mentionnés au I de l'article L. 312-1, sont soumis à l'accord de l'autorité compétente en matière de tarification :

- 1° Les emprunts dont la durée est supérieure à un an ;
- 2° Les programmes d'investissement et leurs plans de financement ;
- 3° Les prévisions de charges et de produits d'exploitation permettant de déterminer les tarifs des prestations prises en charge par l'Etat, les départements ou les organismes de sécurité sociale, ainsi que les affectations de résultats qui en découlent.

Les dispositions mentionnées aux 1° et 2° ne sont pas applicables aux établissements visés à l'article L. 342-1.

Un décret en Conseil d'Etat précise les conditions dans lesquelles ces charges, produits et résultats sont retracés dans des comptes distincts, en fonction de la nature des prestations, de leur tarification et de leur financement.

II. - Le montant global des dépenses autorisées des établissements et services mentionnés au I de l'article L. 312-1 et au I de l'article L. 313-12 sont fixés par l'autorité compétente en matière de tarification, au terme d'une procédure contradictoire, au plus tard soixante jours à compter de la date de notification des dotations mentionnées, selon le cas, aux articles L. 313-8, et L. 314-3 à L. 314-5, selon des modalités fixées par décret en Conseil d'Etat.

Les décisions mentionnées aux 1° et 2° du I sont opposables à l'autorité compétente en matière de tarification si celle-ci n'a pas fait connaître son opposition dans un délai fixé par décret en Conseil d'Etat. Il en va de même des décisions modificatives concernant les prévisions de charges ou de produits mentionnées au 3° du I qui interviennent après la fixation des tarifs.

III. - L'autorité compétente en matière de tarification ne peut modifier que :

- 1° Les prévisions de charges ou de produits insuffisantes ou qui ne sont pas compatibles avec les dotations de financement fixées dans les conditions prévues, selon le cas, aux articles L. 313-8, et L. 314-3 à L. 314-5 ;
- 2° Les prévisions de charges qui sont manifestement hors de proportion avec le service rendu ou avec les coûts des établissements et services fournissant des prestations comparables en termes de qualité de prise en charge ou d'accompagnement.

La décision de modification doit être motivée.

IV - Sauf dans le cas où une convention conclue en vertu du deuxième alinéa de l'article L. 313-11 prévoit des dispositions tarifaires, les dépenses de l'établissement ou du service imputables à des décisions n'ayant pas fait l'objet des procédures mentionnées au présent article ne sont pas opposables aux collectivités publiques et organismes de sécurité sociale.

IV bis. - Dans le cas où les tarifs n'ont pas été arrêtés avant le 1er janvier de l'exercice en cause, et jusqu'à l'intervention de la décision fixant le montant de ces tarifs, les recettes relatives à la facturation desdits tarifs journaliers sont liquidées et perçues dans les conditions en vigueur au cours de l'exercice précédent.

Les tarifs de l'exercice dont la date d'effet est précisée dans l'arrêté tarifaire sont calculés en prenant en compte, en application du précédent alinéa, les produits facturés sur la base de l'exercice précédent entre le 1er janvier et ladite date d'effet.

V. - La personne physique ou morale gestionnaire de l'établissement ou du service tient à la disposition de l'autorité compétente en matière de tarification tout élément d'information comptable ou financier relatif à l'activité de l'établissement ou du service, ainsi que tous états et comptes annuels consolidés relatifs à l'activité de la personne morale gestionnaire.

VI. - Les budgets des établissements et services sociaux et médico-sociaux peuvent prendre en compte, éventuellement suivant une répartition établie en fonction du niveau respectif de ces budgets, les dépenses relatives aux frais du siège social de l'organisme gestionnaire pour la part de ces dépenses utiles à la réalisation de leur mission dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat.

En application de l'article L. 313-11, l'autorisation de ces frais de siège social peut être effectuée dans le cadre d'un contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens. Au titre de l'autorisation des financements mentionnés à l'alinéa précédent, les contrôles sur les sièges sociaux des organismes gestionnaires d'établissements et services sociaux et médico-sociaux s'effectuent dans les conditions prévues à la section 4 du chapitre III du titre Ier du livre III et au titre III du livre III.

Article L314-7-1 - Créé par LOI n° 2008-1330 du 17 décembre 2008 - Article 63

Les deux premiers alinéas de l'article L. 314-5 ainsi que le 3° du I, le premier alinéa du II et le III de l'article L. 314-7 ne s'appliquent pas aux établissements et services dont les tarifs ou les règles de calcul des tarifs sont fixés par arrêtés des ministres chargés de la sécurité sociale et des affaires sociales. Les documents budgétaires mentionnés au 3° du I de l'article L. 314-7 sont remplacés, pour ces établissements, par un état des prévisions de recettes et de dépenses dont le modèle est fixé par arrêté des ministres chargés de la santé et des affaires sociales. Ces documents sont transmis à l'autorité de tarification dès réception de la notification des tarifs de l'exercice.

Article L314-8 - Modifié par LOI n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 - Article 80

Les modalités de fixation de la tarification des établissements et services mentionnés au I de l'article L. 312-1 sont déterminées par un décret en Conseil d'Etat qui prévoit notamment :

1° Les conditions et modalités de la tarification de certains établissements ou services, sous forme de prix de journée, tarifs de prestations ou forfaits journaliers et les modalités de globalisation des financements sous forme de forfaits annuels ou de dotations globales ;

2° Les conditions dans lesquelles les personnes accueillies temporairement peuvent être dispensées d'acquitter tout ou partie des frais afférents à leur prise en charge.

L'accueil temporaire est défini par voie réglementaire. Dans un délai de six mois à compter de la promulgation de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires, un décret adapte les dispositions du présent code aux modalités de fonctionnement et de tarification de l'accueil temporaire des personnes accueillies dans les établissements et services mentionnés au 6° du I de l'article L. 312-1. Une évaluation du fonctionnement de ces établissements et services fait l'objet d'un rapport remis au Parlement avant le 15 octobre 2012.

Les dépenses de fonctionnement des appartements de coordination thérapeutique mentionnés au 9° du I de l'article L. 312-1 sont prises en charge par les régimes d'assurance maladie, sans préjudice d'une participation des collectivités locales.

Les dépenses médico-sociales des centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie et des structures dénommées "lits halte soins santé" relevant des catégories d'établissements mentionnées au 9° du I de l'article L. 312-1 sont prises en charge par l'assurance maladie sans préjudice d'autres participations, notamment des collectivités locales, et sans qu'il soit fait application des dispositions du code de la sécurité sociale et du code rural et de la pêche maritime relatives à l'ouverture du droit aux prestations couvertes par les régimes de base, au remboursement de la part garantie par l'assurance maladie, à la participation de l'assuré aux tarifs servant de base aux remboursements, ainsi qu'au forfait mentionné à l'article L. 174-4 du code de la sécurité sociale.

Dans les établissements et services mentionnés au 6° du I de l'article L. 312-1 qui ne disposent pas de pharmacie à usage intérieur ou qui ne sont pas membres d'un groupement de coopération sanitaire, les prestations de soins mentionnées au 1° de l'article L. 314-2 ne comprennent pas l'achat, la fourniture, la prise en charge et l'utilisation de médicaments inscrits sur la liste des spécialités pharmaceutiques remboursables mentionnées à l'article L. 162-17 du code de la sécurité sociale, ni ceux des produits et

prestations mentionnés à l'article L. 165-1 du même code, à l'exception de certains dispositifs médicaux dont la liste est fixée par arrêté. Ces dispositions s'appliquent à compter du 1er janvier 2008. Elles sont applicables aux conventions mentionnées au I de l'article L. 313-12 en cours à cette date.

Des expérimentations relatives aux dépenses de médicaments et à leur prise en charge sont menées, à compter du 1er janvier 2009 et pour une période n'excédant pas quatre ans, dans les établissements et services mentionnés au 6° du I de l'article L. 312-1 qui ne disposent pas de pharmacie à usage intérieur ou qui ne sont pas membres d'un groupement de coopération sanitaire. Ces expérimentations sont réalisées sur le fondement d'une estimation quantitative et qualitative de l'activité de ces établissements et services réalisée. Au titre de ces expérimentations, les prestations de soins mentionnées au 1° de l'article L. 314-2 peuvent comprendre l'achat, la fourniture, la prise en charge et l'utilisation des médicaments inscrits sur la liste des spécialités pharmaceutiques remboursables aux assurés sociaux prévue au premier alinéa de l'article L. 162-17 du code de la sécurité sociale.

Le Gouvernement remet au Parlement un rapport d'évaluation de ces expérimentations avant le 1er octobre 2012. Ce rapport porte également sur la lutte contre l'iatrogénie.

En fonction du bilan des expérimentations présenté par le Gouvernement, et au plus tard le 1er janvier 2013, dans les établissements et services mentionnés au I de l'article L. 313-12 du présent code, les prestations de soins mentionnées au 1° de l'article L. 314-2 comprennent l'achat, la fourniture, la prise en charge et l'utilisation des médicaments inscrits sur la liste des spécialités pharmaceutiques remboursables aux assurés sociaux prévue au premier alinéa de l'article L. 162-17 du code de la sécurité sociale. Elles comprennent également l'achat, la fourniture, la prise en charge et l'utilisation des dispositifs médicaux, produits et prestations mentionnés à l'article L. 165-1 du même code ou, pour les établissements et services qui ne disposent pas de pharmacie à usage intérieur ou qui ne partagent pas la pharmacie à usage intérieur d'un groupement de coopération sanitaire, de certains d'entre eux dont la liste est fixée par arrêté.

Un arrêté des ministres chargés de la santé et de la sécurité sociale fixe la liste des spécialités pharmaceutiques, bénéficiant d'une autorisation de mise sur le marché et dispensées aux assurés hébergés dans les établissements mentionnés au 6° du I de l'article L. 312-1 du présent code, qui peuvent être prises en charge par les régimes obligatoires d'assurance maladie en sus des prestations de soins mentionnées au 1° de l'article L. 314-2. Ces spécialités pharmaceutiques sont prises en charge dans les conditions de droit commun prévues par la section 4 du chapitre II du titre VI du livre Ier du code de la sécurité sociale. Les dépenses relatives à ces spécialités pharmaceutiques relèvent de l'objectif mentionné à l'article L. 314-3-1 du présent code.

Article L314-9 - Modifié par LOI n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 - Article 81

Les montants des éléments de tarification afférents aux soins mentionnés au 1° de l'article L. 314-2 sont modulés selon l'état de la personne accueillie au moyen de la grille nationale mentionnée à l'article L. 232-2 et du référentiel mentionné au deuxième alinéa du III de l'article 46 de la loi n° 2005-1579 du 19 décembre 2005 de financement de la sécurité sociale pour 2006.

Les montants des éléments de tarification afférents à la dépendance mentionnés au 2° de l'article L. 314-2 sont modulés selon l'état de la personne accueillie au moyen de la grille nationale mentionnée à l'article L. 232-2.

La convention pluriannuelle mentionnée au I de l'article L. 313-12 précise la périodicité de la révision du niveau de perte d'autonomie des résidents selon la grille nationale mentionnée à l'article L. 232-2.

L'évaluation de la perte d'autonomie des résidents de chaque établissement réalisée à l'aide de la grille nationale mentionnée à l'article L. 232-2 est transmise, pour contrôle et validation, à un médecin appartenant à une équipe médico-sociale du département et à un médecin de l'agence régionale de santé territorialement compétente désigné par le directeur général de l'agence régionale de santé.

L'évaluation des besoins en soins requis des résidents de chaque établissement réalisée à l'aide du référentiel mentionné au III de l'article 46 de la loi n° 2005-1579 du 19 décembre 2005 précitée est transmise, pour contrôle et validation, à un médecin de l'agence régionale de santé territorialement compétente désigné par le directeur général de l'agence régionale de santé.

Une commission régionale de coordination médicale dont la composition, les missions et les modalités d'organisation et de fonctionnement sont définies par un décret en Conseil d'Etat, détermine le classement

définitif, en cas de désaccord entre les deux médecins mentionnés au quatrième alinéa du présent article et en cas de désaccord entre le médecin coordonnateur de l'établissement et le ou les médecins chargés du contrôle et de la validation du niveau de perte d'autonomie des résidents ou de leurs besoins en soins requis.

Lorsqu'un établissement hébergeant des personnes âgées dépendantes conteste la répartition des résidents qu'il accueille selon les niveaux de perte d'autonomie ou des besoins en soins requis arrêtés dans les conditions mentionnées ci-dessus, il peut introduire un recours devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale mentionné à l'article L. 351-1.

Section 3 : Dispositions diverses

Article L314-10 - Les personnes qui s'absentent temporairement, de façon occasionnelle ou périodique, de l'établissement où elles sont accueillies peuvent être dispensées d'acquitter tout ou partie de leurs frais d'hébergement.

Les conditions d'application du présent article, qui peuvent être variables selon la nature de l'établissement et le mode de prise en charge desdits frais, sont soit fixées par voie réglementaire lorsqu'il s'agit d'établissements dont le financement est assuré grâce à une participation directe ou indirecte de l'Etat ou d'organismes de sécurité sociale, soit déterminées par le règlement départemental d'aide sociale lorsqu'il s'agit d'établissements dont le département assure seul le financement.

Article L314-11 - Les dépenses de soins paramédicaux dispensés par des professionnels de statut libéral ou salarié dans le cadre d'une action de maintien à domicile par les établissements et services mentionnés aux 8°, 9°, 11° et 13° du I de l'article L. 312-1 peuvent être prises en charge par les organismes d'assurance maladie suivant une formule forfaitaire et, dans ce cas, réglées directement par ces organismes aux institutions dans les conditions fixées par voie réglementaire.

La participation de l'assuré social aux dépenses de soins paramédicaux dispensés par les établissements et services précités peut être réduite ou supprimée dans des conditions fixées par voie réglementaire.

Article L314-12 - *Modifié par LOI n° 2011-940 du 10 août 2011 - Article 7*

Des conditions particulières d'exercice des professionnels de santé exerçant à titre libéral destinées notamment à assurer l'organisation, la coordination et l'évaluation des soins, l'information et la formation sont mises en œuvre dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes.

Ces conditions peuvent porter sur des modes de rémunération particuliers autres que le paiement à l'acte et sur le paiement direct des professionnels par l'établissement.

Un contrat portant sur ces conditions d'exercice est conclu entre le professionnel et l'établissement.

Sont présumés ne pas être liés par un contrat de travail avec l'établissement les professionnels intervenant dans les conditions prévues au présent article.

Article L314-13 - Sauf disposition contraire, les modalités d'application du présent chapitre sont déterminées par décret en Conseil d'Etat.

CHAPITRE V : Dispositions propres aux établissements et services sociaux et médico-sociaux relevant de personnes morales de droit public

Section 1 : Dispositions générales

Article L315-1 - Les interventions à but social et médico-social des personnes morales de droit public sont assurées soit par des établissements publics communaux, intercommunaux, départementaux, interdépartementaux ou nationaux, soit par des services non personnalisés.

Article L315-2 - Modifié par Ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 - Article 18

Les établissements et les services sociaux et médico-sociaux publics sont créés par arrêté du ou des ministres compétents, par délibération de la ou des collectivités territoriales compétentes ou d'un groupement ou par délibération du conseil d'administration d'un établissement public.

Lorsque les prestations qu'ils fournissent sont éligibles à une prise en charge par l'aide sociale de l'Etat ou par les organismes de sécurité sociale, l'avis du représentant de l'Etat ou du directeur général de l'agence régionale de santé est recueilli préalablement à la délibération mentionnée au premier alinéa.

Lorsque les prestations qu'ils fournissent sont éligibles à une prise en charge par l'aide sociale départementale, l'avis du président du conseil général est recueilli préalablement à la délibération mentionnée au premier alinéa.

La procédure d'appel à projet prévue à l'article L. 313-1-1 n'est pas applicable aux établissements et services du secteur public de la protection judiciaire de la jeunesse pour les investigations et mesures éducatives ordonnées par le juge qui ne peuvent être mises en œuvre, en application de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante, par les autres établissements et services mentionnés au 4° de l'article L. 312-1.

Article L315-3 - Lorsque les établissements ou services ne sont pas dotés de la personnalité juridique, le projet d'établissement ou de service mentionné à l'article L. 311-8 détermine les modalités de leur individualisation fonctionnelle et budgétaire.

Article L315-4 - La visite de conformité mentionnée à l'article 313-6 est opérée, après achèvement des travaux, par l'organe exécutif de la collectivité territoriale qui l'a créé ou, lorsque l'établissement a été créé par délibération de plusieurs collectivités territoriales, par l'organe exécutif de la collectivité territoriale sur le territoire de laquelle il est implanté.

Article L315-5 - Les établissements publics locaux et les services non personnalisés peuvent être habilités à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale ou autorisés à dispenser des soins remboursables aux assurés sociaux.

Pour les établissements mentionnés aux 1° et 7° du I de l'article L. 312-1, l'habilitation est délivrée par le président du conseil général. Pour les établissements et services mentionnés aux 2° et 6° du I de l'article L. 312-1, l'habilitation est délivrée par le président du conseil général ou par le représentant de l'Etat dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat. Pour les autres établissements, elle est délivrée, s'il y a lieu, par le représentant de l'Etat. Celui-ci est, dans tous les cas, compétent pour autoriser les établissements ou services à dispenser des soins remboursables aux assurés sociaux en application de l'article L. 162-21 du code de la sécurité sociale.

L'habilitation ou l'autorisation peut être refusée ou retirée pour les motifs et selon les modalités énoncés aux articles L. 313-8 et L. 313-9 du présent code.

Article L315-6 - Les établissements publics locaux et les services non personnalisés peuvent être fermés totalement ou partiellement, à titre provisoire ou définitif, pour les motifs énoncés à l'article L. 313-16, par le représentant de l'Etat dans le département.

Article L315-7 - Sans préjudice de l'application des dispositions de l'article L. 6111-3 du code de la santé publique, les établissements mentionnés aux 2°, a du 5°, 6°, 7°, 8° et 13° du I de l'article L. 312-1 du présent code, ainsi que les maisons d'enfants à caractère social, qui relèvent des personnes morales de droit public à l'exception des établissements relevant de l'Office national des anciens combattants, de l'institution de gestion sociale des armées et des maisons de retraite rattachées au centre d'action sociale de la ville de Paris, constituent des établissements publics.

Ceux de ces établissements qui, à la date du 30 juin 1975, fonctionnaient comme des services non personnalisés des personnes morales de droit public sont érigés en établissements publics ou rattachés à un établissement public de même nature.

Les dispositions des alinéas précédents ne s'appliquent pas aux établissements qui sont créés ou gérés par des centres communaux ou intercommunaux d'action sociale, ni aux établissements qui sont gérés par des établissements publics de santé. Dans certains cas et à leur demande, les établissements à caractère

social érigés en établissements publics peuvent passer des conventions de gestion avec des établissements publics.

Article L315-8 - Les établissements relevant des services départementaux de l'aide sociale à l'enfance et les maisons d'enfants à caractère social mentionnés au 4° de l'article 2 du chapitre Ier du titre IV du statut général des fonctionnaires de l'Etat et des collectivités territoriales sont dotés, lorsqu'ils n'ont pas la personnalité morale, d'une commission de surveillance nommée par le président du conseil général et d'un directeur nommé, après avis du président du conseil général, par l'autorité compétente de l'Etat.

Lorsqu'ils constituent des établissements publics, ils sont administrés par un conseil d'administration assisté d'un directeur nommé, après avis du président du conseil d'administration, par l'autorité compétente de l'Etat.

Section 2 : Statut des établissements publics sociaux et médico-sociaux dotés de la personnalité juridique

Article L315-9 - Les établissements publics sociaux et médico-sociaux sont communaux, intercommunaux, départementaux, interdépartementaux ou nationaux. Ils sont administrés par un conseil d'administration et dirigés par un directeur nommé par l'autorité compétente de l'Etat après avis du président du conseil d'administration.

Article L315-10 - I. - Le conseil d'administration des établissements publics sociaux ou médico-sociaux locaux comprend :

- 1° Des représentants de la ou des collectivités territoriales de rattachement ou de leurs groupements ;
- 2° Un représentant de la collectivité territoriale d'implantation si elle n'est pas représentée au titre du 1° ;
- 3° Un ou des représentants des départements qui supportent, en tout ou partie, les frais de prise en charge des personnes accueillies ;
- 4° Des représentants des usagers ;
- 5° Des représentants du personnel ;
- 6° Des personnalités qualifiées.

La composition et les modalités de désignation des membres du conseil d'administration sont fixées par décret en Conseil d'Etat.

Le conseil d'administration des établissements communaux est présidé par le maire. Le conseil d'administration des établissements départementaux est présidé par le président du conseil général. Le conseil d'administration des établissements intercommunaux est présidé par le président de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale.

Toutefois, sur proposition du président du conseil général, du maire ou du président de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale, selon le cas, la présidence du conseil d'administration est assurée par un représentant élu en son sein, respectivement, par le conseil général, le conseil municipal ou l'organe délibérant précité.

II. - L'acte constitutif de chaque établissement public social ou médico-social national fixe la composition de son conseil d'administration. Le conseil d'administration d'un établissement public social ou médico-social national doit comprendre des représentants des usagers et du personnel.

Article L315-11 - Nul ne peut être membre d'un conseil d'administration :

- 1° A plus d'un des titres mentionnés à l'article L. 315-10 ;
- 2° S'il encourt l'une des incapacités prévues par les articles L. 5 et L. 6 du code électoral ;
- 3° S'il est personnellement ou par l'intermédiaire de son conjoint, de son concubin ou de la personne avec qui il a conclu un pacte civil de solidarité, de ses ascendants ou descendants en ligne directe, directement ou indirectement intéressé à la gestion de l'établissement social ou médico-social concerné ;
- 4° S'il est fournisseur de biens ou de services, lié à l'établissement par contrat ;
- 5° S'il est lié à l'établissement par contrat, sauf s'il s'agit des représentants du personnel ;
- 6° S'il a été lui-même directeur dudit établissement.

En cas d'incompatibilité applicable au président du conseil général ou au maire, la présidence est dévolue à un représentant élu, désigné en son sein, respectivement par le conseil général ou le conseil municipal.

Article L315-12 - Modifié par Ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 - Article 18

Le conseil d'administration des établissements publics sociaux ou médico-sociaux définit la politique générale de l'établissement et délibère sur :

- 1° Le projet d'établissement ou de service mentionné à l'article L. 311-7, ainsi que les contrats pluriannuels mentionnés à l'article L. 313-11 et les conventions d'aide sociale mentionnées au II de l'article L. 342-3-1 ;
- 2° Les programmes d'investissement ;
- 3° Le rapport d'activité ;
- 4° Le budget et les décisions modificatives, les crédits supplémentaires et la tarification des prestations des établissements ne relevant pas de l'article L. 314-7-1 ;
- 5° Les comptes financiers, les décisions d'affectation des résultats ou les propositions d'affectation desdits résultats, lorsque leurs financements sont majoritairement apportés par une collectivité publique ou les organismes de sécurité sociale ;
- 6° Les décisions affectant l'organisation ou l'activité de l'établissement ;
- 7° Le tableau des emplois du personnel ;
- 8° La participation à des actions de coopération et de coordination ;
- 9° Les acquisitions, aliénations, échanges d'immeubles et leur affectation et les conditions des baux de plus de dix-huit ans ;
- 10° Les emprunts ;
- 11° Le règlement de fonctionnement ;
- 12° L'acceptation et le refus de dons et legs ;
- 13° Les actions en justice et les transactions ;
- 14° Les règles concernant l'emploi des diverses catégories de personnel, pour autant qu'elles n'ont pas été fixées par des dispositions législatives ou réglementaires.

Article L315-13 - Modifié par LOI n° 2010-751 du 5 juillet 2010 - Article 26

Dans chaque établissement public social ou médico-social est institué un comité technique d'établissement présidé par le directeur. Celui-ci peut être suppléé par un membre des corps des personnels de direction.

Le comité est composé de représentants des personnels de l'établissement, à l'exception des personnels mentionnés à l'avant-dernier alinéa de l'article 2 et au sixième alinéa de l'article 4 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière. Ces représentants sont élus par collèges en fonction des catégories mentionnées à l'article 4 de la même loi, au scrutin de liste avec représentation proportionnelle dans les conditions définies à l'article 9 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires. Par dérogation, en cas d'insuffisance des effectifs, ces représentants peuvent être désignés après une consultation du personnel dans les conditions prévues par décret en Conseil d'Etat.

Le comité technique d'établissement est obligatoirement consulté sur :

- 1° Le projet d'établissement et les programmes d'investissement relatifs aux travaux et aux équipements matériels ;
- 2° Le budget, les crédits supplémentaires et les comptes, la tarification des prestations servies et le tableau des emplois du personnel et ses modifications ;
- 3° Les créations, suppressions et transformations de services ;
- 4° Les conditions et l'organisation du travail dans l'établissement, notamment les programmes de modernisation des méthodes et techniques de travail et leurs incidences sur la situation du personnel ;
- 5° Les règles concernant l'emploi des diverses catégories de personnels, pour autant qu'elles n'ont pas été fixées par des dispositions législatives ou réglementaires ;
- 6° Les critères de répartition de certaines primes et indemnités ;
- 7° La politique générale de formation du personnel et notamment le plan de formation ;
- 8° Le bilan social, le cas échéant ;
- 9° La participation aux actions de coopération et de coordination mentionnées à la section 4 du chapitre II du titre Ier du livre III du présent titre.

Les modalités d'application du présent article et notamment le nombre de membres titulaires et suppléants du comité technique d'établissement ainsi que les règles de fonctionnement de ce comité sont fixés par décret en Conseil d'Etat.

Un décret définit les moyens dont dispose le comité technique d'établissement pour exercer ses missions.

Article L315-14 - Modifié par LOI n° 2009-879 du 21 juillet 2009 - Article 124 (V)

Sans préjudice de l'application des dispositions prévues à l'article L. 314-7, les délibérations mentionnées à l'article L. 315-12 sont exécutoires de plein droit dès qu'il a été procédé à leur transmission au représentant de l'Etat dans le département.

Le représentant de l'Etat dans le département saisit la chambre régionale des comptes des délibérations dont il estime qu'elles entraînent des dépenses de nature à menacer l'équilibre budgétaire de l'établissement, dans les quinze jours suivant leur transmission. Il informe sans délai l'établissement de cette saisine, qu'il peut assortir d'un sursis à exécution. Sur avis conforme de la chambre régionale des comptes, rendu dans un délai de trente jours suivant la saisine, le représentant de l'Etat dans le département peut annuler la délibération.

Le représentant de l'Etat dans le département défère au tribunal administratif les délibérations qu'il estime contraires à la légalité dans les deux mois suivant leur transmission. Il en informe sans délai l'établissement et lui communique toute précision sur les illégalités invoquées. Il peut assortir son recours d'une demande de suspension ; il est fait droit à cette demande si l'un des moyens invoqués paraît, en l'état de l'instruction, propre à créer un doute sérieux quant à la légalité de la délibération attaquée.

Pour les établissements médico-sociaux dont l'autorisation relève de la compétence du directeur général de l'agence régionale de santé, soit exclusive soit conjointe avec le président du conseil général, les délibérations mentionnées au premier alinéa sont transmises au directeur général de l'agence régionale de santé. Dans ce cas, les compétences du représentant de l'Etat dans le département définies au présent article sont exercées par le directeur général de l'agence régionale de santé.

Les modalités d'application du présent article sont déterminées par décret en Conseil d'Etat.

Article L315-15 - I. - Le budget et les décisions modificatives mentionnés au 4° de l'article L. 315-12 sont préparés et présentés par le directeur. Le budget de l'année est voté par le conseil d'administration et transmis au plus tard le 31 octobre précédant l'exercice auquel il se rapporte. Le cas échéant, il est établi en cohérence avec le contrat pluriannuel mentionné à l'article L. 313-11.

Les autorisations de dépenses et les prévisions de recettes qui figurent au budget sont présentées et votées par groupes fonctionnels, dont la composition est conforme à une nomenclature fixée par arrêté. Les décisions modificatives sont présentées et votées dans les mêmes formes.

Les délibérations relatives au budget et aux décisions modificatives sont transmises sans délai aux autorités compétentes en matière de tarification en vue de leur approbation, dans les conditions fixées par l'article L. 314-7.

II. - Les comptes financiers mentionnés au 5° de l'article L. 315-12 sont adoptés par le conseil d'administration et transmis aux autorités compétentes en matière de tarification au plus tard le 30 avril de l'année suivant l'exercice auquel ils se rapportent.

Article L315-16 - Modifié par Ordonnance n° 2010-420 du 27 avril 2010 - Article 100

Les comptables des établissements publics sociaux et médico-sociaux sont des comptables publics de l'Etat ayant qualité de comptables principaux.

Lorsque le comptable de l'établissement notifie à l'ordonnateur sa décision de suspendre une dépense, celui-ci peut lui adresser un ordre de réquisition. Le comptable est tenu de s'y conformer, sauf en cas :

- 1° D'insuffisance de fonds disponibles ;
- 2° De dépenses ordonnancées sur des crédits irrégulièrement ouverts ou insuffisants ou sur des crédits autres que ceux sur lesquels elle devrait être imputée ;
- 3° D'absence de justification de service fait ou de défaut de caractère libératoire du règlement.

L'ordre de réquisition est porté à la connaissance du conseil d'administration de l'établissement et notifié au directeur départemental des finances publiques, qui le transmet à la chambre régionale des comptes.

En cas de réquisition, le comptable est déchargé de sa responsabilité.

Le comptable assiste, avec voix consultative, au conseil d'administration de l'établissement lorsque celui-ci délibère sur des affaires de sa compétence.

A la demande de l'ordonnateur, le comptable informe ce dernier de la situation de paiement des mandats et du recouvrement des titres de recettes, de la situation de trésorerie et de tout élément utile à la bonne gestion de l'établissement. Il paie les mandats dans l'ordre de priorité indiqué par l'ordonnateur.

Les établissements publics sociaux et médico-sociaux peuvent exercer leur recours, s'il y a lieu, contre les résidents, contre leurs débiteurs et contre les personnes désignées par les articles 205, 206, 207 et 212 du code civil. Ces recours relèvent de la compétence du juge aux affaires familiales.

Article L315-17 - Modifié par LOI n° 2009-879 du 21 juillet 2009 - Article 11

Le directeur représente l'établissement en justice et dans tous les actes de la vie civile.

Il prépare les travaux du conseil d'administration et lui soumet le projet d'établissement mentionné à l'article L. 311-8.

Il est chargé de l'exécution des décisions du conseil d'administration et met en œuvre les actions approuvées par celui-ci. Il est compétent pour régler les affaires de l'établissement autres que celles qui sont énumérées à l'article L. 315-12. Il assure la gestion et la conduite générale de l'établissement et en tient le conseil d'administration informé.

Il veille à la réalisation du projet d'établissement ou de service et à son évaluation.

Il nomme le personnel, à l'exception des personnels titulaires des instituts nationaux de jeunes sourds et de l'Institut national des jeunes aveugles, propose au directeur général du Centre national de gestion la nomination dans leur emploi des directeurs adjoints et, le cas échéant, des directeurs des soins, et exerce son autorité sur l'ensemble de celui-ci. La commission administrative paritaire nationale compétente émet un avis sur les propositions précitées soumises au directeur général du Centre national de gestion.

Le directeur peut déléguer sa signature dans des conditions et sur des matières définies par décret. Pour l'exercice de certaines des attributions du conseil d'administration définies par décret, le directeur peut recevoir délégation du président du conseil d'administration.

Article L315-18 - Le régime administratif, budgétaire, financier et comptable des établissements publics sociaux et médico-sociaux nationaux ainsi que les modalités du contrôle de l'Etat sur ces établissements sont déterminés par décret en Conseil d'Etat compte tenu de la nature particulière de leur mission.

Article L315-19 - Les dispositions de l'article L. 1618-2 du code général des collectivités territoriales relatives aux dérogations à l'obligation de dépôt auprès de l'Etat des fonds des collectivités territoriales et de leurs établissements publics sont applicables aux établissements publics sociaux et médico-sociaux sous réserve des dispositions suivantes :

Les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 du même code relèvent de la compétence du directeur de l'établissement public social et médico-social qui informe chaque année le conseil d'administration des résultats des opérations réalisées.

TITRE III

Dispositions communes aux établissements soumis à autorisation et à déclaration

Chapitre unique

Article L331-1 - Modifié par Ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 - Article 18

Le contrôle des établissements, services, lieux de vie ou d'accueil, autorisés, agréés ou déclarés dans les conditions du présent code, est exercé notamment par les membres de l'inspection générale des affaires sociales. Ce contrôle tend, notamment, à s'assurer de la sécurité des personnes accueillies.

Article L331-2 - Il est tenu dans tout établissement un registre, coté et paraphé dans les conditions fixées par voie réglementaire, où sont portées les indications relatives à l'identité des personnes séjournant dans l'établissement, la date de leur entrée et celle de leur sortie.

Ce registre est tenu en permanence à la disposition des autorités judiciaires et administratives compétentes.

Toute personne appelée par ses fonctions à prendre connaissance de ce registre est tenue au secret professionnel dans les conditions et sous les peines fixées par l'article 226-13 du code pénal.

Article L331-3 - Les personnes responsables d'un établissement sont tenues de fournir aux autorités et agents chargés du contrôle tous renseignements qui leur sont demandés relatifs aux points mentionnés dans la déclaration d'ouverture et à l'identité des personnes hébergées.

Elles sont également tenues de laisser pénétrer dans l'établissement, à toute heure du jour et de la nuit, les autorités et agents chargés du contrôle. Ceux-ci peuvent visiter tous les locaux, se faire présenter toute personne hébergée et demander tous renseignements nécessaires pour apprécier les conditions matérielles et morales de fonctionnement de l'établissement. Ils peuvent se faire accompagner, le cas échéant, par l'homme de l'art compétent en la matière. Ils signent le registre mentionné à l'article L. 331-2 et y consignent leurs constatations et observations.

Toutefois, sans préjudice des dispositions du titre II du livre Ier du code de procédure pénale, et sauf exceptions prévues par la loi, il ne pourra être procédé aux visites de nuit prévues à l'alinéa précédent, si elles doivent commencer après vingt et une heures et avant six heures, qu'en cas d'appel provenant de l'intérieur de l'établissement, ou sur plainte ou réclamation, ou sur autorisation du procureur de la République. En cas de visite de nuit, les motifs de l'inspection doivent être portés par écrit à la connaissance du directeur de l'établissement.

Les contrôles s'effectuent dans les conditions prévues à l'article L. 1421-3 du code de la santé publique avec le concours des professionnels mentionnés à l'article L. 1421-1 du même code.

Les personnes chargées du contrôle sont tenues au secret professionnel dans les conditions et sous les peines fixées par l'article 226-13 du code pénal.

Article L331-4 - Les personnes physiques ou morales propriétaires, administrateurs ou employés des établissements, les bénévoles qui interviennent en leur sein et les associations auxquelles ces derniers adhèrent ne peuvent profiter des dispositions entre vifs ou testamentaires faites en leur faveur par des personnes hébergées dans le ou les établissements qu'elles exploitent ou dans lesquels elles sont employées que dans les conditions fixées à l'article 909 du code civil.
L'article 911 dudit code est, en outre, applicable aux libéralités en cause.

Article L331-5 - *Modifié par LOI n° 2009-526 du 12 mai 2009 - Article 116*

Sans préjudice de l'application des dispositions prévues à l'article L. 313-16 si la santé, la sécurité ou le bien-être moral ou physique des personnes hébergées sont menacés ou compromis par les conditions d'installation, d'organisation ou de fonctionnement de l'établissement, le représentant de l'Etat enjoint aux responsables de celui-ci de remédier aux insuffisances, inconvénients ou abus dans le délai qu'il leur fixe à cet effet.

S'il n'a pas été satisfait à l'injonction dans ce délai, le représentant de l'Etat ordonne la fermeture totale ou partielle, définitive ou provisoire, de l'établissement.

En cas d'urgence ou lorsque le responsable de l'établissement refuse de se soumettre au contrôle prévu à l'article L. 331-3, le représentant de l'Etat peut, sans injonction préalable, prononcer par arrêté motivé et à titre provisoire une mesure de fermeture immédiate.

En cas de décision de fermeture prise par le président du conseil général, le représentant de l'Etat dans le département exécute cette décision en appliquant, avec le concours de celui-ci, les dispositions prévues à l'article L. 331-6.

Lorsque le service relève du 14° ou du 15° du I de l'article L. 312-1 :

- 1° L'injonction prévue au premier alinéa peut être demandée par le procureur de la République ;
- 2° La décision de fermeture prévue au deuxième alinéa est prise par le représentant de l'Etat dans le

département sur avis du procureur de la République ou à la demande de celui-ci. Le procureur de la République est informé de la fermeture du service.

Article L331-6 - En cas de fermeture d'un établissement, volontaire ou ordonnée en vertu de l'article L. 331-5, le représentant de l'Etat dans le département prend les mesures nécessaires en vue de pourvoir à l'accueil des personnes qui y étaient hébergées. Il peut également désigner un administrateur provisoire de l'établissement pour une durée qui ne peut être supérieure à six mois. Cet administrateur accomplit, au nom du représentant de l'Etat dans le département et pour le compte de l'établissement, les actes d'administration nécessaires à son fonctionnement, ainsi que les travaux urgents exigés par la sécurité des personnes hébergées.

Article L331-6-1 - Les établissements et les services relevant du présent titre sont également soumis aux dispositions de la section 4 du chapitre III du titre Ier du livre III du présent code.

Article L331-7 - Le représentant de l'Etat dans le département ou le président du conseil général, en vertu de sa mission de surveillance des mineurs du département, peut adresser des injonctions aux établissements et personnes morales de droit privé mentionnés à l'article L. 321-1 et au 1° de l'article L. 312-1.

Le représentant de l'Etat dans le département peut fermer l'établissement en cas de violation des dispositions relatives à l'obligation scolaire ou à l'emploi des jeunes ou lorsqu'il estime que la santé, la moralité ou l'éducation des mineurs sont menacées.

En cas d'urgence, le représentant de l'Etat dans le département peut prononcer une mesure de fermeture immédiate par arrêté motivé et à titre provisoire.

En cas de fermeture d'un établissement, les créances que peuvent détenir les mineurs sur ce dernier sont garanties par un privilège général sur les meubles et par une hypothèque légale sur les immeubles appartenant à l'établissement précité, inscrite à la conservation des hypothèques à la requête du représentant de l'Etat dans le département ou du président du conseil général.

Article L331-8 - Les dispositions du présent titre sont applicables aux établissements du type de ceux mentionnés à l'article L. 321-1 et créés par des collectivités publiques.

Le pouvoir de fermeture mentionné à l'article L. 331-7 est exercé par le représentant de l'Etat dans le département.

Article L331-9 - *Modifié par Ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 - Article 18*

Sauf disposition contraire, les modalités d'application du présent chapitre sont prises par décret en Conseil d'Etat.

TITRE VI

Financement de la protection judiciaire des majeurs

CHAPITRE unique : Dispositions financières

Article L361-1 - *Modifié par Ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 - Article 18*

I. - Déduction faite de la participation financière du majeur protégé en application de l'article L. 471-5, les services mentionnés au 14° du I de l'article L. 312-1 qui ne relèvent pas des II et III du présent article bénéficient :

1° D'un financement de l'Etat lorsque le bénéficiaire de la mesure de protection ordonnée par l'autorité judiciaire au titre du mandat spécial dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle ou de la tutelle ne perçoit pas de prestation sociale, perçoit une ou plusieurs prestations sociales à la charge du seul département ou perçoit plusieurs prestations sociales dont celle dont le montant est le plus élevé est à la charge du département ;

2° D'un financement de l'organisme qui verse la seule prestation sociale ou la prestation sociale au montant le plus élevé que perçoit le bénéficiaire de la mesure de protection ordonnée par l'autorité

judiciaire au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle ou de la tutelle ;

3° D'un financement de la collectivité publique débitrice ou de l'organisme qui verse la seule prestation sociale ou la prestation sociale au montant le plus élevé que perçoit le bénéficiaire d'une mesure d'accompagnement judiciaire ordonnée par l'autorité judiciaire.

La liste des prestations sociales visées aux 1° et 2° est fixée par décret. Les prestations sociales mentionnées au 3° sont celles qui font l'objet de la mesure d'accompagnement judiciaire.

Les financements prévus au présent I sont versés sous forme d'une dotation globale. Son montant est déterminé en fonction d'indicateurs liés, en particulier, à la charge de travail résultant de l'exécution des mesures de protection.

II. - Pour l'exercice de la mesure de protection ordonnée par l'autorité judiciaire au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle, de la tutelle ou de la mesure d'accompagnement judiciaire, les services mentionnés au 14° du I de l'article L. 312-1 qui sont gérés par des établissements mentionnés aux a, b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale et dispensant les soins mentionnés à l'article L. 3221-1 du code de la santé publique bénéficient d'un financement de la dotation annuelle mentionnée à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale, déduction faite des prélèvements opérés par ces services sur les ressources du majeur protégé.

III. - Les charges d'exploitation ainsi que les prélèvements sur les ressources du majeur protégé, réalisés en application de l'article L. 471-5, sont budgétés et retracés dans le budget ou l'état de recettes et de dépenses :

1° Des établissements mentionnés aux 6° et 7° du I de l'article L. 312-1, qui gèrent des services mentionnés au 14° du I du même article ;

2° Des établissements de santé, publics ou privés, mentionnés aux a, b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale, qui dispensent des soins de longue durée et gèrent des services mentionnés au 14° du I de l'article L. 312-1 du présent code.

Article L361-2 - Les services mentionnés au 15° du I de l'article L. 312-1 qui mettent en œuvre une mesure ordonnée par l'autorité judiciaire en application de l'article 375-9-1 du code civil bénéficient d'un financement de l'organisme de sécurité sociale qui verse la prestation faisant l'objet de la mesure. Lorsque plusieurs prestations sociales font l'objet de ladite mesure, la charge incombe à l'organisme versant la prestation sociale dont le montant est le plus élevé.

Le financement prévu au premier alinéa est versé sous forme d'une dotation globale. Son montant est déterminé en fonction d'indicateurs liés, en particulier, à la charge de travail résultant de l'exécution des mesures de protection.

Article L361-3 - Les modalités d'application du présent chapitre sont fixées par décret en Conseil d'Etat.

LIVRE IV **Professions et activités sociales**

TITRE VII **Mandataires judiciaires à la protection des majeurs** **et délégués aux prestations familiales**

CHAPITRE 1^{er} : Dispositions communes aux mandataires judiciaires à la protection des majeurs

Article L471-1 - Les mandataires judiciaires à la protection des majeurs exercent à titre habituel les mesures de protection des majeurs que le juge des tutelles leur confie au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle, de la tutelle ou de la mesure d'accompagnement judiciaire.

Article L471-2 - Les mandataires judiciaires à la protection des majeurs sont inscrits sur une liste dressée et tenue à jour par le représentant de l'Etat dans le département.

Cette liste comprend :

1° Les services mentionnés au 14° du I de l'article L. 312-1 ;

2° Les personnes agréées au titre de l'article L. 472-1 ;

3° Les personnes désignées dans la déclaration prévue à l'article L. 472-6.

Les personnes inscrites sur cette liste prêtent serment dans des conditions prévues par décret en Conseil d'Etat.

Article L471-3 - Dans le respect des dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les services mentionnés au 14° du I de l'article L. 312-1, dont l'autorisation fait l'objet d'un retrait en application de l'article L. 313-18, ainsi que les mandataires judiciaires à la protection des majeurs, dont l'agrément prévu à l'article L. 472-1 ou, selon les cas, la déclaration prévue à l'article L. 472-6, fait l'objet d'une suspension, d'un retrait ou d'une annulation sont répertoriés dans une liste nationale, tenue à jour. Outre le représentant de l'Etat dans le département, le procureur de la République peut consulter cette liste.

Article L471-4 - Les mandataires judiciaires à la protection des majeurs doivent satisfaire à des conditions de moralité, d'âge, de formation certifiée par l'Etat et d'expérience professionnelle.

Lorsque le mandat judiciaire à la protection des majeurs a été confié à un service mentionné au 14° du I de l'article L. 312-1, les conditions prévues au premier alinéa sont exigées des personnes physiques appartenant à ce service qui ont reçu délégation de celui-ci pour assurer la mise en œuvre de la mesure. Ce service informe le représentant de l'Etat dans le département des méthodes de recrutement suivies pour se conformer aux dispositions du présent article et des règles internes qu'il s'est fixées pour le contrôle de ses agents dans l'exercice de leur mission.

Article L471-5 - Le coût des mesures exercées par les mandataires judiciaires à la protection des majeurs et ordonnées par l'autorité judiciaire au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle, de la tutelle ou de la mesure d'accompagnement judiciaire est à la charge totale ou partielle de la personne protégée en fonction de ses ressources. Lorsqu'il n'est pas intégralement supporté par la personne protégée, il est pris en charge dans les conditions fixées par les articles L. 361-1, L. 472-3 et L. 472-9.

A titre exceptionnel, le juge peut, après avoir recueilli l'avis du procureur de la République, allouer au mandataire judiciaire à la protection des majeurs, pour l'accomplissement d'un acte ou d'une série d'actes requis par l'exercice de la mesure de protection et impliquant des diligences particulièrement longues ou complexes, une indemnité en complément des sommes perçues au titre du premier alinéa lorsqu'elles s'avèrent manifestement insuffisantes. Cette indemnité est à la charge de la personne et est fixée par le juge en application d'un barème national établi par décret.

Article L471-6 - Afin de garantir l'exercice effectif des droits et libertés de la personne protégée, notamment de prévenir tout risque de maltraitance, le mandataire judiciaire à la protection des majeurs remet à la personne protégée ou, dès lors que l'état de cette dernière ne lui permet pas d'en mesurer la portée, à un membre du conseil de famille s'il a été constitué ou, à défaut, à un parent, un allié ou une personne de son entourage dont il connaît l'existence, une notice d'information à laquelle est annexée une charte des droits de la personne protégée.

Article L471-7 - Afin de garantir l'exercice effectif des droits mentionnés aux articles L. 311-3 à L. 311-9, lorsque le représentant légal d'un usager d'un établissement mentionné à l'article L. 472-6 est un mandataire judiciaire à la protection des majeurs mentionné au même article :

1° Les documents mentionnés aux trois premiers alinéas de l'article L. 311-4 sont personnellement remis à la personne protégée ou, dès lors que l'état de cette dernière ne lui permet pas d'en mesurer la portée, à un membre du conseil de famille s'il a été constitué ou, à défaut, à un parent, un allié ou une personne de son entourage dont l'existence est connue ;

2° La participation directe de la personne à l'élaboration du document individuel de prise en charge mentionné à l'article L. 311-4 est requise à moins que son état ne lui permette pas d'exprimer une volonté éclairée ;

3° La faculté mentionnée à l'article L. 311-5 est exercée directement par l'intéressé. Lorsque son état ne lui permet pas d'exprimer une volonté éclairée, elle est exercée par un membre du conseil de famille s'il a été constitué ou, à défaut, par un parent, un allié ou une personne de son entourage dont l'existence est connue ;

4° L'association des personnes protégées au fonctionnement du service ou de l'établissement leur est garantie par leur participation directe au conseil de la vie sociale prévu à l'article L. 311-6 ou, lorsque leur état ne le leur permet pas, par d'autres formes de participation prévues par le même article

Le présent article s'applique lorsque le représentant légal d'un usager d'un établissement ou d'un service social ou médico-social mentionné au I de l'article L. 312-1 est un mandataire judiciaire à la protection des majeurs mentionné au 14° du même I, géré par cet établissement ou ce service ou par le gestionnaire de cet établissement ou de ce service s'il n'est pas doté d'une personnalité morale propre.

Article L471-8 - Afin de garantir l'exercice effectif des droits mentionnés aux articles L. 311-3 à L. 311-9, lorsque le mandataire judiciaire à la protection des majeurs est un service mentionné au 14° du I de l'article L. 312-1 :

1° La notice d'information prévue à l'article L. 471-6 et le règlement de fonctionnement prévu à l'article L. 311-7 sont remis dans les conditions définies au 1° de l'article L. 471-7 ;

2° Le 3° de l'article L. 471-7 est applicable ;

3° Pour satisfaire aux dispositions du quatrième alinéa de l'article L. 311-4, il est également remis à la personne, dans les conditions définies au 1° de l'article L. 471-7, un document individuel de protection des majeurs qui définit les objectifs et la nature de la mesure de protection dans le respect des principes déontologiques et éthiques, des recommandations de bonnes pratiques professionnelles et du projet de service. Il détaille la liste et la nature des prestations offertes ainsi que le montant prévisionnel des prélèvements opérés sur les ressources de la personne protégée. Le contenu minimal de ce document est fixé par décret. Copie en est, dans tous les cas, adressée à la personne ;

4° Les personnes protégées sont associées au fonctionnement de l'établissement ou du service par leur participation directe au conseil de la vie sociale prévu à l'article L. 311-6 ou, lorsque leur état ne le leur permet pas, par d'autres formes de participation prévues par le même article.

Article L471-9 - Les modalités d'application de l'article L. 471-5 ainsi que les adaptations apportées à la mise en œuvre de l'article L. 311-5 par l'article L. 471-7 sont fixées par décret en Conseil d'Etat.

CHAPITRE II : Personnes physiques mandataires judiciaires à la protection des majeurs

Section 1 : Activité exercée à titre individuel

Article L472-1 - Les personnes physiques qui exercent à titre individuel et habituel les mesures de protection des majeurs ordonnées par l'autorité judiciaire au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle, de la tutelle ou de la mesure d'accompagnement judiciaire font l'objet, préalablement à leur inscription sur la liste prévue à l'article L. 471-2, d'un agrément en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs.

L'agrément est délivré par le représentant de l'Etat dans le département, après vérification que la personne satisfait aux conditions prévues par les articles L. 471-4 et L. 472-2 et avis conforme du procureur de la République.

L'agrément doit s'inscrire dans les objectifs et répondre aux besoins fixés par le schéma régional d'organisation sociale et médico-sociale prévu à l'article L. 312-5.

Tout changement affectant les conditions prévues par les articles L. 471-4 et L. 472-2 ainsi que la nature des mesures que les personnes physiques exercent à titre individuel comme mandataire judiciaire à la protection des majeurs justifie un nouvel agrément dans les conditions prévues aux alinéas précédents.

Article L472-2 - Le bénéficiaire de l'agrément doit justifier de garanties des conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile en raison des dommages subis par les personnes qu'il prend en charge.

Article L472-3 - Les mandats judiciaires à la protection des majeurs exercés en application de la présente section bénéficient d'un financement fixé dans les conditions prévues aux premier à cinquième alinéas du I de l'article L. 361-1. La rémunération des personnes physiques mandataires judiciaires à la protection des majeurs est déterminée en fonction d'indicateurs liés, en particulier, à la charge de travail résultant de l'exécution des mesures de protection dont elles ont la charge.

Article L472-4 - Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités d'application de la présente section.

Section 2 : Activité exercée en qualité de préposé d'établissement hébergeant des majeurs

Article L472-5 - Lorsqu'ils sont publics, les établissements mentionnés aux 6° et 7° du I de l'article L. 312-1 qui hébergent des personnes adultes handicapées ou des personnes âgées et dont la capacité d'accueil est supérieure à un seuil fixé par décret sont tenus de désigner un ou plusieurs agents comme mandataires judiciaires à la protection des majeurs pour exercer les mesures ordonnées par l'autorité judiciaire au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle, de la tutelle ou de la mesure d'accompagnement judiciaire.

Ils peuvent toutefois confier l'exercice de ces mesures à un service mentionné au 14° du I de l'article L. 312-1, géré par eux-mêmes ou par un syndicat inter hospitalier, un groupement d'intérêt public, un groupement de coopération sanitaire ou un groupement de coopération sociale ou médico-sociale dont ils sont membres.

Ils peuvent également recourir, par voie de convention, aux prestations d'un autre établissement disposant d'un service mentionné au 14° du I de l'article L. 312-1 ou d'un ou de plusieurs agents mentionnés au premier alinéa du présent article et déclarés auprès du représentant de l'Etat.

Article L472-6 - Un établissement mentionné au 6° ou au 7° du I de l'article L. 312-1 ne peut désigner l'un de ses agents en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs que si un exercice indépendant des mesures de protection qui lui sont confiées par le juge peut être assuré de manière effective.

L'agent désigné doit satisfaire aux conditions prévues à l'article L. 471-4.

La désignation opérée en application du premier alinéa est soumise à déclaration préalable auprès du représentant de l'Etat dans le département. Celui-ci informe sans délai le procureur de la République des déclarations qu'il a reçues.

Les conditions d'application du présent article sont fixées par décret en Conseil d'Etat.

Article L472-7 - Tout changement affectant les conditions prévues par l'article L. 471-4, la nature des mesures exercées ainsi que l'identité des préposés d'établissements d'hébergement désignés comme mandataires judiciaires à la protection des majeurs justifie une nouvelle déclaration dans les conditions prévues à l'article L. 472-6.

Article L472-8 - Le représentant de l'Etat dans le département peut, sur avis conforme du procureur de la République ou à la demande de celui-ci, faire opposition à la déclaration opérée en application du troisième alinéa de l'article L. 472-6 ou de l'article L. 472-7, dans un délai de deux mois à compter de sa réception, s'il apparaît que l'intéressé ne satisfait pas aux conditions prévues à l'article L. 471-4 ou au premier alinéa de l'article L. 472-6. Il en est de même si les conditions d'exercice du mandat ne permettent pas de garantir que le respect de la santé, de la sécurité et du bien-être physique et moral de la personne protégée sera assuré.

Article L472-9 - Les mandats judiciaires à la protection des majeurs exercés par les agents désignés par un établissement mentionné au 6° ou au 7° du I de l'article L. 312-1 bénéficient, selon des modalités déterminées par décret en Conseil d'Etat, d'un financement fixé dans les conditions prévues :

1° Au II de l'article L. 361-1 lorsqu'ils sont mis en œuvre par les préposés des établissements mentionnés au même II ;

2° Au III du même article lorsqu'ils sont mis en œuvre par les préposés des établissements mentionnés au même III.

Section 3 : Dispositions communes

Article L472-10 - Sans préjudice des dispositions des articles 416 et 417 du code civil, le représentant de l'Etat dans le département exerce un contrôle de l'activité des mandataires judiciaires à la protection des majeurs.

En cas de violation par le mandataire judiciaire à la protection des majeurs des lois et règlements ou lorsque la santé, la sécurité ou le bien-être physique ou moral de la personne protégée est menacé ou compromis par les conditions d'exercice de la mesure de protection judiciaire, le représentant de l'Etat dans le département, après avoir entendu l'intéressé, lui adresse, d'office ou à la demande du procureur

de la République, une injonction assortie d'un délai circonstancié qu'il fixe. Il en est de même lorsque l'indépendance du préposé d'un établissement mentionné au premier alinéa de l'article L. 472-6 dans l'exercice des mesures de protection qui lui sont confiées par le juge n'est pas effective.

S'il n'est pas satisfait à l'injonction dans le délai fixé, le représentant de l'Etat dans le département, sur avis conforme du procureur de la République ou à la demande de celui-ci, retire l'agrément prévu à l'article L. 472-1 ou annule les effets de la déclaration prévue à l'article L. 472-6.

En cas d'urgence, l'agrément ou la déclaration peut être suspendu, sans injonction préalable et, au besoin, d'office, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat.

Le procureur de la République est informé de la suspension, du retrait ou de l'annulation visés aux deux alinéas précédents.

CHAPITRE III : Dispositions pénales communes aux mandataires judiciaires à la protection des majeurs

Article L473-1 - Le fait d'exercer une activité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs sans avoir été agréé au titre de l'article L. 472-1 ou déclaré au sens de l'article L. 472-6 ou malgré la suspension, le retrait ou l'annulation prononcé en application de l'article L. 472-10 ou le retrait d'autorisation prévu à l'article L. 313-18 est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 Euros d'amende.

Article L473-2 - Le fait, pour un établissement mentionné au 6° ou au 7° du I de l'article L. 312-1, de désigner l'un de ses agents sans effectuer la déclaration prévue à l'article L. 472-6, de le maintenir dans l'exercice de ses fonctions malgré l'opposition prévue par l'article L. 472-8 ou la suspension ou l'annulation de la déclaration prévue à l'article L. 472-10 ou de modifier son activité sans effectuer la déclaration prévue par l'article L. 472-7 est puni de 30 000 Euros d'amende.

Article L473-3 - Les personnes physiques coupables des infractions prévues au présent chapitre encourent également les peines suivantes :

- 1° L'interdiction, suivant les modalités prévues par l'article 131-27 du code pénal, d'exploiter ou de diriger un établissement mentionné au 6° ou au 7° du I de l'article L. 312-1 du présent code ou d'exercer une activité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs ;
- 2° L'affichage ou la diffusion de la décision prononcée dans les conditions prévues par l'article 131-35 du code pénal.

Article L473-4 - Modifié par LOI n° 2009-526 du 12 mai 2009 - Article 125

Les personnes morales reconnues pénalement responsables, dans les conditions prévues à l'article 121-2 du code pénal, des infractions prévues au présent chapitre encourent, outre l'amende suivant les modalités prévues par l'article 131-38 du code pénal, les peines suivantes :

- 1° (Abrogé) ;
- 2° L'interdiction, pour une durée de cinq ans au plus, d'exploiter ou de diriger un établissement mentionné au 6° ou au 7° du I de l'article L. 312-1 du présent code, ou d'exercer une activité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs ;
- 3° La peine mentionnée au 9° de l'article 131-39 du code pénal.

CHAPITRE IV : Délégués aux prestations familiales

Article L474-1 - Les délégués aux prestations familiales exercent à titre habituel les mesures ordonnées par l'autorité judiciaire en application de l'article 375-9-1 du code civil.

Ils sont inscrits sur une liste dressée et tenue à jour par le représentant de l'Etat dans le département qui comprend :

- 1° Les services mentionnés au 15° du I de l'article L. 312-1 ;
- 2° Les personnes agréées au titre de l'article L. 474-4.

Les personnes inscrites sur cette liste prêtent serment dans des conditions définies par décret en Conseil d'Etat.

Article L474-2 - Modifié par LOI n° 2009-526 du 12 mai 2009 - Article 116

Dans le respect des dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les services mentionnés au 15° du I de l'article L. 312-1, dont l'autorisation fait l'objet d'un retrait en application de l'article L. 313-18, ainsi que les délégués aux prestations familiales, dont l'agrément prévu à l'article L. 474-4 fait l'objet d'une suspension ou d'un retrait, sont répertoriés dans une liste nationale tenue à jour. Outre le représentant de l'Etat dans le département, le procureur de la République peut consulter cette liste.

Article L474-3 - Les délégués aux prestations familiales doivent satisfaire à des conditions de moralité, d'âge, de formation certifiée par l'Etat et d'expérience professionnelle.

Lorsque la mesure judiciaire d'aide à la gestion du budget familial a été confiée à un service mentionné au 15° du I de l'article L. 312-1, les conditions du premier alinéa sont exigées des personnes physiques appartenant à ce service qui ont reçu délégation de celui-ci pour assurer la mise en œuvre de la mesure. Ce service informe le représentant de l'Etat dans le département des méthodes de recrutement suivies pour se conformer aux dispositions du présent article et des règles internes qu'il s'est fixées pour le contrôle de ses agents dans l'exercice de leur mission.

Article L474-4 - Modifié par LOI n° 2009-526 du 12 mai 2009 - Article 116

Pour être inscrites sur la liste mentionnée à l'article L. 474-1, les personnes physiques qui exercent à titre individuel et habituel les mesures ordonnées par l'autorité judiciaire en application de l'article 375-9-1 du code civil font l'objet d'un agrément délivré par le représentant de l'Etat dans le département.

Cet agrément est délivré après avis conforme du procureur de la République et vérification que la personne satisfait aux conditions prévues par l'article L. 474-3 et justifie de garanties contre les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile en raison des dommages subis par les personnes qu'elle prend en charge.

L'agrément doit s'inscrire dans les objectifs et répondre aux besoins fixés par le schéma régional d'organisation sociale et médico-sociale prévu à l'article L. 312-5.

Tout changement affectant les conditions mentionnées au deuxième alinéa justifie un nouvel agrément dans les conditions prévues par le présent article

Les dispositions du présent article sont précisées par un décret en Conseil d'Etat.

Article L474-5 - Le représentant de l'Etat dans le département exerce un contrôle de l'activité des délégués aux prestations familiales.

En cas de violation par le délégué aux prestations familiales des lois et règlements ou lorsque la santé, la sécurité, la moralité, l'éducation ou le développement du mineur protégé est menacé ou compromis par les conditions d'exercice de la mesure prévue à l'article 375-9-1 du code civil, le représentant de l'Etat dans le département, après avoir entendu l'intéressé, lui adresse, d'office ou à la demande du procureur de la République, une injonction assortie d'un délai circonstancié qu'il fixe.

S'il n'est pas satisfait à l'injonction dans le délai fixé, le représentant de l'Etat dans le département retire l'agrément prévu à l'article L. 474-4, sur avis conforme du procureur de la République ou à la demande de celui-ci.

En cas d'urgence, l'agrément peut être suspendu, sans injonction préalable et, au besoin d'office, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat.

Le procureur de la République est informé de la suspension ou du retrait visés aux deux alinéas précédents.

Article L474-6 - Le fait d'exercer une activité de délégué aux prestations familiales sans avoir été agréé au titre de l'article L. 474-4, ou malgré la suspension ou le retrait dont l'agrément a fait l'objet en application de l'article L. 474-5, ou malgré le retrait de l'autorisation en application de l'article L. 313-18, est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 Euros d'amende.

Article L474-7 - Les personnes physiques coupables des infractions prévues au présent chapitre encourrent également les peines suivantes :

- 1° L'interdiction, suivant les modalités prévues par l'article 131-27 du code pénal, d'exercer une activité de délégué aux prestations familiales ;
2° L'affichage ou la diffusion de la décision prononcée dans les conditions prévues par l'article 131-35 du code pénal.

Article L474-8 - Les mesures ordonnées par l'autorité judiciaire en application de l'article 375-9-1 du code civil et mises en œuvre par des personnes physiques bénéficient d'un financement fixé dans les conditions prévues au premier alinéa de l'article L. 361-2.

Article L215-4 - Les personnes appelées à exercer ou exerçant une mesure de protection juridique en application de l'article 449 du code civil bénéficient, à leur demande, d'une information qui leur est dispensée dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat.

TITRE III

DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES

CODE ELECTORAL

Article L5 - Lorsqu'il ouvre ou renouvelle une mesure de tutelle, le juge statue sur le maintien ou la suppression du droit de vote de la personne protégée.

CODE DE LA SANTE PUBLIQUE

Article L6111-4 - *Modifié par Ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 - Article 1*

Le chapitre Ier, les sections 2 et 3 du chapitre II et le chapitre III du titre VII du livre IV du code de l'action sociale et des familles sont applicables aux établissements de santé publics ou privés mentionnés aux a, b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale autorisés à dispenser des soins de longue durée ou de psychiatrie et qui hébergent, dans ce cadre, un nombre de personnes excédant un seuil défini par décret.

Toutefois, pour leur application à ces établissements :

- 1° Les droits des usagers sont ceux prévus par les dispositions du titre Ier du livre Ier de la première partie du présent code ;
2° Les références faites, dans l'article L. 472-5 du code de l'action sociale et des familles, aux établissements mentionnés aux 6° et 7° du I de l'article L. 312-1 et, dans les articles L. 472-6, L. 472-9 et L. 473-2 à L. 473-4 du même code, aux établissements mentionnés aux 6° et 7° du I de l'article L. 312-1, lorsqu'ils sont publics, sont remplacées par la référence aux établissements de santé mentionnés aux a, b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale qui dispensent avec hébergement des soins de longue durée ou de psychiatrie.

CODE DE L'ORGANISATION JUDICIAIRE

Article L221-9 - *Modifié par LOI n° 2009-526 du 12 mai 2009 - Article 13 (V)*

Le juge des tutelles connaît :

- 1° De la sauvegarde de justice, de la curatelle, de la tutelle des majeurs et de la mesure d'accompagnement judiciaire ;
2° Des actions relatives à l'exercice du mandat de protection future ;
3° Des demandes formées par un époux, lorsque son conjoint est hors d'état de manifester sa volonté, aux fins d'être autorisé à passer seul un acte pour lequel le concours ou le consentement de ce dernier serait nécessaire, ou aux fins d'être habilité à le représenter ;
4° De la constatation de la présomption d'absence.

Article L252-1 - *Modifié par LOI n° 2011-525 du 17 mai 2011 - Article 85*

Il y a au moins un juge des enfants au siège de chaque tribunal pour enfants.

Le juge des enfants peut être suppléé, en cas d'absence ou d'empêchement, ou remplacé provisoirement par un magistrat du siège désigné par le président du tribunal de grande instance.

Article L252-2 - Le juge des enfants est compétent en matière d'assistance éducative.

Article L252-3 - Le juge des enfants est compétent en matière d'organisation ou de prolongation d'une action de protection judiciaire à l'égard des mineurs émancipés ou des majeurs âgés de vingt et un ans ou moins.

Article L252-4 - *Modifié par LOI n° 2009-526 du 12 mai 2009 - Article 116*

Le juge des enfants connaît de la mesure judiciaire d'aide à la gestion du budget familial.

Article L252-5 - En matière pénale, le juge des enfants connaît, dans les conditions définies par l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante, des délits et des contraventions de cinquième classe commis par les mineurs.

CODE DES ASSURANCES

Article L132-1 - La vie d'une personne peut être assurée par elle-même ou par un tiers.

Plusieurs personnes peuvent contracter une assurance réciproque sur la tête de chacune d'elles par un seul et même acte.

Article L132-2 - L'assurance en cas de décès contractée par un tiers sur la tête de l'assuré est nulle, si ce dernier n'y a pas donné son consentement par écrit avec indication du capital ou de la rente initialement garantis.

Le consentement de l'assuré doit, à peine de nullité, être donné par écrit, pour toute cession ou constitution de gage et pour transfert du bénéfice du contrat souscrit sur sa tête par un tiers. Les dispositions du premier alinéa ne sont pas applicables aux contrats d'assurance de groupe à adhésion obligatoire.

Article L132-3 - Il est défendu à toute personne de contracter une assurance en cas de décès sur la tête d'un mineur âgé de moins de douze ans, d'un majeur en tutelle, d'une personne placée dans un établissement psychiatrique d'hospitalisation.

Toute assurance contractée en violation de cette prohibition est nulle.

La nullité est prononcée sur la demande de l'assureur, du souscripteur de la police ou du représentant de l'incapable.

Les primes payées doivent être intégralement restituées.

L'assureur et le souscripteur sont en outre passibles, pour chaque assurance conclue sciemment en violation de cette interdiction, d'une amende de 4 500 euros.

Ces dispositions ne mettent point obstacle dans l'assurance en cas de décès, au remboursement des primes payées en exécution d'un contrat d'assurance en cas de vie, souscrit sur la tête d'une des personnes mentionnées au premier alinéa ci-dessus ou au remboursement du seul montant des primes payées, en exécution d'un contrat d'assurance de survie, souscrit au bénéfice d'une des personnes mentionnées au premier alinéa ci-dessus.

Article L132-4 - Une assurance en cas de décès ne peut être contractée par une autre personne sur la tête d'un mineur parvenu à l'âge de douze ans sans l'autorisation de celui de ses parents qui est investi de l'autorité parentale, de son tuteur ou de son curateur.

Cette autorisation ne dispense pas du consentement personnel de l'incapable.

A défaut de cette autorisation et de ce consentement, la nullité du contrat est prononcée à la demande de tout intéressé.

Article L132-4-1 - Créé par LOI n° 2007-1775 du 17 décembre 2007 - Article 9

Lorsqu'une tutelle a été ouverte à l'égard du stipulant, la souscription ou le rachat d'un contrat d'assurance sur la vie ainsi que la désignation ou la substitution du bénéficiaire ne peuvent être accomplis qu'avec l'autorisation du juge des tutelles ou du conseil de famille s'il a été constitué. Après l'ouverture d'une curatelle, ces mêmes actes ne peuvent être accomplis qu'avec l'assistance du curateur.

Pour l'application du premier alinéa, lorsque le bénéficiaire du contrat d'assurance sur la vie est le curateur ou le tuteur, il est réputé être en opposition d'intérêts avec la personne protégée.

L'acceptation du bénéfice d'un contrat d'assurance sur la vie conclu moins de deux ans avant la publicité du jugement d'ouverture de la curatelle ou de la tutelle du stipulant peut être annulée sur la seule preuve que l'incapacité était notoire ou connue du cocontractant à l'époque où les actes ont été passés.

NOTA:

Loi 2007-1775 du 17 décembre 2007 article 9 : Les dispositions du présent article s'appliquent aux contrats en cours à la date de publication de la présente loi.

CODE DE LA MUTUALITE

Article L223-1 - Les dispositions du présent chapitre s'appliquent aux opérations des mutuelles et des unions mentionnées au b du 1° du I de l'article L. 111-1.

Article L223-2 - En matière d'assurance sur la vie, les sommes garanties et les conditions d'affectation des excédents techniques et financiers sont fixées par le bulletin d'adhésion ou le contrat collectif.

En matière d'assurance sur la vie ou d'opérations de capitalisation, le capital ou la rente garantis peuvent être exprimés en unités de compte constituées de valeurs mobilières ou d'actifs offrant une protection suffisante de l'épargne investie et figurant sur une liste dressée par décret en Conseil d'Etat.

Le membre participant ou le bénéficiaire obtient le règlement en espèces ; il peut cependant opter pour la remise de titres ou de parts lorsque ceux-ci sont négociables et ne confèrent pas directement le droit de vote à l'assemblée générale des actionnaires d'une société inscrite à la cote officielle d'un marché réglementé de valeurs mobilières.

Article L223-3 - La vie d'une personne peut être assurée par elle-même ou par un tiers.

Plusieurs personnes peuvent contracter une assurance réciproque sur la tête de chacune d'elles par un seul et même acte.

Article L223-4 - L'assurance en cas de décès contractée par un membre honoraire sur la tête du membre participant est nulle si ce dernier n'y a pas donné son consentement par écrit avec indication du capital ou de la rente initialement garantis. Ce consentement est également requis en cas de modification du capital ou de la rente garantis.

Le consentement du membre participant doit, à peine de nullité, être donné par écrit, pour toute cession ou constitution de gage et pour transfert du bénéfice de la garantie souscrite sur sa tête par un membre honoraire.

Les dispositions du premier alinéa du présent article ne s'appliquent pas aux opérations collectives à adhésion obligatoire.

Article L223-5 - L'assurance en cas de décès ne peut être contractée sur la tête d'un mineur âgé de moins de douze ans, d'un majeur en tutelle, d'une personne placée dans un établissement psychiatrique d'hospitalisation.

Toute adhésion réalisée en violation de cette prohibition est nulle.

La nullité est prononcée sur la demande de la mutuelle ou de l'union, du cotisant, du représentant de l'incapable ou de l'intéressé.

Les cotisations payées doivent être intégralement restituées.

La mutuelle ou l'union et le cotisant sont en outre passibles, pour chaque garantie octroyée sciemment en violation de cette interdiction, de 4 500 euros d'amende.

Ces dispositions ne mettent pas obstacle, dans l'assurance en cas de décès, au remboursement du capital ou des rentes versées en exécution d'une garantie en cas de vie souscrite sur la tête d'une des personnes mentionnées au premier alinéa.

Article L223-6 - Par dérogation aux articles L. 223-4 et L. 223-5, le représentant légal d'un majeur en tutelle peut adhérer au nom de celui-ci à un contrat collectif afférent au risque décès conclu pour l'exécution d'une convention de travail ou d'un accord d'entreprise, d'un accord ratifié par la majorité des intéressés ou d'une décision unilatérale de l'employeur.

Article L223-7 - Une garantie en cas de décès ne peut être contractée sur la tête d'un mineur parvenu à l'âge de douze ans par une personne autre que celui de ses parents qui est investi de l'autorité parentale, son tuteur ou son curateur sans l'autorisation de l'un de ceux-ci.

Cette autorisation ne dispense pas du consentement personnel du mineur.

A défaut de cette autorisation et de ce consentement, la nullité de la garantie est prononcée à la demande de tout intéressé.

Article L223-7-1 - Créé par LOI n° 2007-1775 du 17 décembre 2007 - Article 9

Lorsqu'une tutelle a été ouverte à l'égard du stipulant, la souscription ou le rachat d'un contrat d'assurance sur la vie ainsi que la désignation ou la substitution du bénéficiaire ne peuvent être accomplis qu'avec l'autorisation du juge des tutelles ou du conseil de famille s'il a été constitué. Après l'ouverture d'une curatelle, ces mêmes actes ne peuvent être accomplis qu'avec l'assistance du curateur.

Pour l'application du premier alinéa, lorsque le bénéficiaire du contrat d'assurance sur la vie est le curateur ou le tuteur, il est réputé être en opposition d'intérêts avec la personne protégée.

L'acceptation du bénéfice d'un contrat d'assurance sur la vie conclu moins de deux ans avant la publicité du jugement d'ouverture de la curatelle ou de la tutelle du stipulant peut être annulée sur la seule preuve que l'incapacité était notoire ou connue du cocontractant à l'époque où les actes ont été passés.

NOTA:

Loi 2007-1775 du 17 décembre 2007 article 9 : Les dispositions du présent article s'appliquent aux contrats en cours à la date de publication de la présente loi.

CODE DE PROCEDURE PENALE

Article 706-112 - Le présent titre est applicable à toute personne majeure dont il est établi au cours de la procédure qu'elle fait l'objet d'une mesure de protection juridique dans les conditions prévues au titre XI du livre Ier du code civil.

Article 706-113 - Modifié par LOI n° 2008-174 du 25 février 2008 - Article 4

Le procureur de la République ou le juge d'instruction avise le curateur ou le tuteur, ainsi que le juge des tutelles, des poursuites dont la personne fait l'objet. Il en est de même si la personne fait l'objet d'une alternative aux poursuites consistant en la réparation du dommage ou en une médiation, d'une composition pénale ou d'une comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité ou si elle est entendue comme témoin assisté.

Le curateur ou le tuteur peut prendre connaissance des pièces de la procédure dans les mêmes conditions que celles prévues pour la personne poursuivie.

Si la personne est placée en détention provisoire, le curateur ou le tuteur bénéficie de plein droit d'un permis de visite.

Le procureur de la République ou le juge d'instruction avise le curateur ou le tuteur des décisions de non-lieu, de relaxe, d'acquittement, d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental, ou de condamnation dont la personne fait l'objet.

Le curateur ou le tuteur est avisé de la date d'audience. Lorsqu'il est présent à l'audience, il est entendu par la juridiction en qualité de témoin.

Article 706-114 - S'il existe des raisons plausibles de présumer que le curateur ou le tuteur est coauteur ou complice de l'infraction, et faute de subrogé curateur ou de subrogé tuteur, le procureur de la République ou le juge d'instruction demande au juge des tutelles la désignation d'un tuteur ou curateur ad hoc. Il en est de même si le tuteur ou le curateur est victime de l'infraction. A défaut, le président du tribunal de grande instance désigne un représentant ad hoc pour assister la personne au cours de la procédure pénale.

Article 706-115 - La personne poursuivie doit être soumise avant tout jugement au fond à une expertise médicale afin d'évaluer sa responsabilité pénale au moment des faits.

Article 706-116 - La personne poursuivie doit être assistée par un avocat.

A défaut de choix d'un avocat par la personne poursuivie ou son curateur ou son tuteur, le procureur de la République ou le juge d'instruction fait désigner par le bâtonnier un avocat, l'intéressé étant informé que les frais seront à sa charge sauf s'il remplit les conditions d'accès à l'aide juridictionnelle.

Article 706-117 - Le procureur de la République ou le juge d'instruction avise le juge des tutelles des poursuites concernant une personne dont il est établi qu'elle bénéficie d'une mesure de sauvegarde de justice. Le juge des tutelles peut alors désigner un mandataire spécial qui dispose, au cours de la procédure, des prérogatives confiées au curateur ou au tuteur par l'article 706-113. Ces prérogatives sont également reconnues au mandataire de protection future.

Article 706-118 - Un décret fixe, en tant que de besoin, les modalités d'application du présent titre.

CIRCULAIRE GENERALE DE LA CHANCELLERIE

REPUBLIQUE FRANCAISE

Ministère de la Justice

Direction des Affaires Civiles
et du Sceau
Sous-direction du droit civil

LE GARDE DES SCAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE
à
MESDAMES ET MESSIEURS
LES PREMIERS PRESIDENTS DES COURS D'APPEL
ET LES PRESIDENTS
DES TRIBUNAUX SUPERIEURS D'APPEL
MESDAMES ET MESSIEURS
LES PROCUREURS GENERAUX PRES LES COURS D'APPEL
ET LES PROCUREURS PRES LES TRIBUNAUX SUPERIEURS D'APPEL
MONSIEUR LE DIRECTEUR DE L'ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE
MONSIEUR LE DIRECTEUR DE L'ECOLE NATIONALE DES GREFFES

N° NOR : JUSC0901677C

N° CIRCULAIRE : CIV/01/09

REFERENCE DE CLASSEMENT : 8-09/ C1/ 2-1-2 / MCD

TITRE DETAILLE : Application des dispositions législatives et réglementaires issues de la réforme du droit de la protection juridique des mineurs et des majeurs

MOTS CLES : Réforme de la protection juridique - application - nouvelles dispositions

TEXTES SOURCES : Loi du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique de majeurs (n° 2007-308).

MODALITES DE DIFFUSION

Diffusion intranet

Transmission en un exemplaire à chaque destinataire à charge pour lui d'en assurer la diffusion auprès des chefs de juridiction, des juges des tutelles et des greffiers en chef

SOMMAIRE

I- Les changements apportés aux mesures judiciaires de protection juridique

A- Les changements apportés à la procédure

1- Les nouvelles missions du procureur de la République

1.1 Dans les mesures de protection juridique

1-1-1 L'établissement de la liste des médecins

1-1-2 L'avis conforme sur la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs

1-1-3 Les signalements et leur traitement

a) Le renvoi à saisir directement le juge

b) Le recueil de renseignements complémentaires

c) La réorientation vers les services sociaux

d) Le classement

e) La requête au juge des tutelles

• Conditions de fond

• Conditions de forme

1.2 Dans la mesure d'accompagnement judiciaire (la «MAJ»)

- 2- La saisine du juge des tutelles
 - 2-1 La compétence territoriale
 - 2-1-1 Le critère de la résidence habituelle
 - a) Un nouveau critère, conséquence de la Convention de la Haye du 13 janvier 2000
 - b) Une Convention dont l'impact dépasse la compétence territoriale
 - 2-1-2 Le critère du domicile du tuteur
 - 2.2 La restriction des cas de saisine d'office
 - 2.2.1 L'exclusion de la saisine d'office lors de l'ouverture et de l'aggravation d'une mesure de protection
 - 2.2.2 Le maintien de la saisine d'office dans les autres cas
 - 2.2.3 Le cas particulier de la fin d'un mandat de protection future
 - 2.2.4 L'extension de la liste des personnes ayant qualité pour saisir le juge d'une demande d'ouverture
- 3- L'instruction du dossier
 - 3-1 Les éléments médicaux
 - 3-1-1 Le certificat médical circonstancié
 - 3-1-2 L'avis médical
 - 3-2 Les auditions
 - 3-2-1 L'audition du majeur
 - 3-2-2 L'audition d'autres personnes susceptibles d'être concernées par la procédure
 - 3-3 La consultation et la copie du dossier
 - 3-3-1 La consultation du dossier
 - 3-3-2 Les copies de pièces
 - 3-3-3 Les copies de décisions
 - 3-4 Le nouveau délai de réponse aux requêtes
- 4- Le conseil de famille
 - 4-1 Une modalité d'organisation de la tutelle des majeurs qui devient l'exception
 - 4-2 Des dispositions légales et réglementaires à la fois constantes et modernisées
 - 4-3 Le conseil de famille «sans juge»
- 5- La désignation de la personne chargée de la protection
 - 5-1 La priorité aux liens familiaux, d'affection ou de confiance
 - 5-2 Les mandataires judiciaires à la protection des majeurs
 - 5-3 De nouvelles configurations tutélaires : des mesures faisant intervenir une ou plusieurs personnes
- 6- Les nouveaux cas de fin des mesures de curatelle et de tutelle
 - 6-1 L'expiration du délai
 - 6-2 L'éloignement hors du territoire national
- 7- Les voies de recours
 - 7-1 Des dispositions à droit constant mais simplifiées ou actualisées
 - 7-2 Des dispositions nouvelles et pragmatiques

B- Les changements apportés au contenu des mesures de protection

- 1- La sauvegarde de justice
 - 1.1 Quelques nouveautés dans les dispositifs de sauvegarde médicale et de sauvegarde prise pendant la durée de l'instance
 - 1-2 L'instauration d'une troisième sauvegarde
 - 1.3 La publicité restreinte de la mention au répertoire spécial
- 2- La curatelle
- 3- La curatelle renforcée
 - 3-1 Les comptes et la gestion des revenus et capitaux
 - 3-2 Le pouvoir de représentation du curateur
 - 3-3 Les modalités de contrôle de la gestion du curateur
- 4- La tutelle
- 5- La protection de la personne
 - 5-1 L'information de la personne protégée
 - 5-2 Le consentement de la personne protégée
 - 5-3 L'encadrement de certains actes
 - 5-4 Liberté totale de la personne mais arbitrage du juge
 - 5-5 Le contrôle du conflit d'intérêts par le juge
- 6- La gestion du patrimoine
 - 6-1 Les actes particulièrement encadrés
 - 6-1-1 Ceux touchant le logement
 - 6.1.2 Ceux concernant les comptes

- 6.1.3 Ceux relatifs au contrat d'assurance-vie
- 6-2 La liste des actes d'administration et de disposition
- 6-3 Modifications relatives à divers actes concernant la gestion du patrimoine

C- Les changements apportés dans le contrôle des mesures de protection

- 1- Le nouveau principe de la révision périodique des mesures de protection
 - 1-1 La durée déterminée des mesures
 - 1-2 L'obligation de réviser la mesure
- 1.3 Conditions de la révision
- 2- Le rapport des actes à la personne
- 3- Le contrôle des comptes
 - 3-1 L'accès aux comptes
 - 3-2 Les modalités de vérification et d'approbation
 - 3-3 Reddition de comptes, remise et archivage

II - Les deux mesures innovantes de la loi du 5 mars 2007

A- La mesure d'accompagnement judiciaire

- 1- Le dispositif administratif
 - 1.1 La mesure d'accompagnement social personnalisé
 - 1-2 La mesure sociale complémentaire de versement direct des prestations sociales au bailleur
 - 1-3 L'échec du dispositif
- 2- La mesure d'accompagnement judiciaire

B- Le mandat de protection future

- 1- Dispositions communes
 - 1-1 Les parties au mandat
 - a) Le mandant
 - Le mandat pour soi-même
 - Le mandat pour autrui
 - b) Le ou les mandataires
 - 1.2 Le contenu du mandat
 - 1.3 La mise en œuvre du mandat
 - 1.4 Les obligations du mandataire
 - 1.5 La modification et la fin du mandat
 - 1.6 Les conditions et modalités de l'intervention judiciaire
- 2- Le mandat sous seing-privé
 - a) Conditions de forme
 - b) Contenu spécifique
- 3- Le mandat notarié
 - a) Conditions de forme
 - b) Contenu spécifique

III - Les dispositions transitoires de la loi du 5 mars 2007

A- La révision des mesures ouvertes avant l'entrée en vigueur de la loi

- 1- L'application des articles 441 et 442 aux mesures ouvertes avant le 1er janvier 2009
- 2- Les mesures prises avant le 1er janvier 2009 doivent être revues par le juge dans les cinq ans sous peine de caducité
- 3- Les mesures prises avant le 1er janvier 2009 ne doivent être mise en conformité avec les nouvelles exigences de la loi que lors de leur révision par le juge

B- Le sort des tutelles aux prestations sociales et le prononcé des mesures d'accompagnement judiciaires

- 1- La caducité des mesures de tutelles aux prestations sociales prononcées avant le 1er janvier 2009
- 2- Le prononcé d'une mesure d'accompagnement judiciaire à la place d'une mesure de tutelle aux prestations sociales ouverte avant le 1er janvier 2009
- 3- Le prononcé d'une mesure juridique (sauvegarde de justice, curatelle, tutelle) n'est plus possible si une mesure de tutelle aux prestations sociales est en cours

IV - Les applications informatiques et les trames

A- Tribunaux d'instance

B- Parquets

INTRODUCTION

La loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs a réformé le droit des régimes de protection juridique, en confortant les principes fondamentaux qui le sous-tendent. Elle consacre les grands principes de nécessité, de subsidiarité et de proportionnalité des mesures, et met la personne vulnérable au cœur du dispositif de protection.

Innovante par la création d'une protection conventionnelle avec le mandat de protection future, elle l'est aussi en instaurant un dispositif d'accompagnement social afin de répondre à ce besoin de protection qui ne nécessite pas une restriction des droits.

En outre, parce que la protection des personnes vulnérables, lorsqu'elle n'est ne peut être confiée aux familles, doit relever de personnes qualifiées, compétentes et responsables, la réforme organise et régit toute l'activité tutélaire.

Ces changements résultent tant de la loi du 5 mars 2007 elle-même que de ses décrets d'application.

Qu'ils touchent à la nature des régimes, au contenu même des mesures, aux modalités procédurales ou aux organes tutélaires, ils suscitent légitimement des interrogations.

La présente circulaire a pour objectif d'y répondre.

Elle a été élaborée à la suite des discussions et débats auxquels la Chancellerie a participé, soit dans le cadre de formations déconcentrées dans les cours d'appel, soit lors de la présentation de la réforme aux associations tutélaires et familiales, au niveau local ou national, soit de façon informelle, au fil des rencontres avec les praticiens, les magistrats et les médecins, ou bien à travers des échanges sur internet.

Cette circulaire n'est pas une présentation exhaustive de la réforme. Elle vise à présenter les changements et innovations apportés par les textes. Elle est donc centrée sur les modifications introduites par rapport à la loi de 1968, venant modifier les pratiques et les réflexes, pouvant dans certains cas surprendre le juge des tutelles ou le procureur de la République, ainsi que le médecin, la famille et le tuteur professionnel.

* * *

Celles des dispositions de la loi n°2007-308 du 5 mars 2007 qui modifient le code civil sont complétées :

- par le décret n°2007-1702 du 30 novembre 2007 relatif au mandat de protection future sous seing privé,
- par le décret n°2008-1276 du 5 décembre 2008 relatif à la protection juridique des mineurs et des majeurs et modifiant le code de procédure civile, lequel remplace les dispositions des chapitres X et XI du titre I du livre III du code de procédure civile, relatifs désormais à «la protection juridique des mineurs et des majeurs» et à «la mesure d'accompagnement judiciaire»,
- par le décret n°2008-1484 du 22 décembre 2008 relatif aux actes de gestion du patrimoine des personnes placées en curatelle ou en tutelle et pris en application des articles 452, 496 et 502 du code civil,
- par le décret n°2008-1485 du 22 décembre 2008 relatif à la tarification des certificats et avis médicaux établis dans le cadre des mesures judiciaires de protection juridique des majeurs.

En outre, d'autres décrets d'application des dispositions de la loi du 5 mars 2007 ont été élaborés par le ministère en charge des affaires sociales.

I- Les changements apportés aux mesures judiciaires de protection juridique

La réforme du 5 mars 2007 apporte des modifications aux mesures de protection, tant au niveau de la procédure (A), que du contenu des mesures (B) et de leur contrôle (C).

A- Les changements apportés à la procédure

Ces changements concernent le rôle du procureur de la République (1), la saisine du juge des tutelles (2), l'instruction d'une demande (3), le conseil de famille (4), les personnes chargées de la protection (5), les nouveaux cas de fin des mesures de curatelle et de tutelle (6), et les voies de recours (7).

1- Les nouvelles missions du procureur de la République

Le rôle du parquet dans la protection des majeurs vulnérables devient essentiel, à l'instar de celui qu'il a progressivement acquis en matière de protection de l'enfance. Les innovations de la réforme du 5 mars

2007 et le contexte démographique et sociologique dans lequel elle s'insère justifient l'identification d'un parquet de la protection des majeurs vulnérables au sein d'un parquet civil. Ces nouvelles missions se retrouvent tant dans les mesures de protection juridique (1-1) que dans la mesure d'accompagnement judiciaire (1-2).

1-1 Dans les mesures de protection juridique

1-1-1 L'établissement de la liste des médecins

Un pouvoir exclusif consacré - Le parquet dispose du pouvoir exclusif de dresser la liste des médecins qui peuvent être choisis pour établir les certificats médicaux nécessaires à l'ouverture des mesures de protection : il n'a plus à consulter le préfet. En outre, aucune disposition n'impose désormais l'annualisation de la liste : celle-ci peut donc être reconduite ou amendée en considération des candidatures et des besoins, à la libre appréciation du parquet.

Par ailleurs, la réforme de 2007 n'impose plus de retenir des médecins «spécialistes» exclusivement, ainsi que le prescrivait l'article 490-3 du code civil issu de la loi de 1968. En effet, l'article 431 nouveau du code civil ne se réfère qu'à «un médecin», élargissant ainsi à l'ensemble des spécialités médicales la possibilité d'être inscrit sur la liste. Le parquet pourra donc retenir la candidature de tout médecin, dès lors que celui-ci justifiera, tant par ses qualifications professionnelles que par des formations complémentaires ou par son expérience et sa pratique de terrain, d'une compétence et d'un intérêt particulier à l'égard de la protection des personnes vulnérables. Généralistes, gériatres, psychiatres, qu'ils soignent plus particulièrement les personnes âgées, celles atteintes de handicaps moteurs ou mentaux, ou celles souffrant de troubles psychiatriques, pourront figurer sur la liste. Face aux difficultés que pose la démographie médicale dans certains départements, le parquet doit encourager les candidatures de médecins, au besoin en prenant l'initiative de rencontres ou de réunions d'information avec le corps médical, les juges des tutelles et les associations tutélaires locales.

1-1-2 L'avis conforme sur la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs

Des compétences réparties entre parquet et préfet - Le nouvel article L.471-2 du code de l'action sociale et des familles confie «au représentant de l'Etat dans le département», et non plus au procureur de la République, la charge de dresser et de tenir à jour la liste des personnes, physiques et morales, désormais dénommées «mandataires judiciaires à la protection des majeurs», qui exercent à titre habituel les mesures de protection des majeurs confiées par le juge des tutelles (mandat spécial dans la sauvegarde de justice, curatelle, tutelle, et mesure d'accompagnement judiciaire). Qu'il s'agisse des services (structures associatives), des préposés d'établissements (de soins ou d'hébergement) ou de personnes exerçant à titre individuel («gérants privés»), leur inscription sur la liste relève de la responsabilité du préfet, après instruction des candidatures par ses services. Toutefois, ces inscriptions sont soumises à l'avis conforme du procureur de la République près le tribunal de grande instance du chef lieu de département (articles L.313-3, L.472-1 et L.472-8, et R.313-10-1, R.472-3 et R.472-15 du code de l'action sociale et des familles). Celui-ci n'a donc plus la charge d'établir ces listes et ne partage aucune des compétences confiées au préfet par le code de l'action sociale et des familles, mais il conserve un «droit de veto», si, à la lumière tant des éléments transmis par les services préfectoraux que de ceux dont il dispose (B1 du casier judiciaire, enquête de moralité, éventuelle enquête préliminaire, avis des juges des tutelles...), le demandeur à l'inscription sur la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs ne lui paraît pas répondre aux critères nécessaires à l'exercice des fonctions. En outre, le procureur de la République peut, à tout moment, d'office ou à la demande du juge des tutelles (article 417 du code civil), solliciter du préfet la radiation de la liste d'un mandataire judiciaire à la protection des majeurs, s'il a connaissance d'une violation par le mandataire des lois et règlements ou lorsque la santé, la sécurité ou le bien-être physique ou moral de la personne protégée est menacé ou compromis par les conditions d'exercice de la mesure de protection judiciaire. Cette radiation a lieu dans le cadre de la procédure prévue à l'article L.472-10 du code de l'action sociale et des familles. Cette même procédure est applicable lorsque l'indépendance d'un préposé d'établissement n'est pas effective dans l'exercice de la mesure de protection qui lui est confiée.

1-1-3 Les signalements et leur traitement

Des signalements qui ne peuvent plus être adressés au juge - Si le ministère public figurait déjà, dans la loi de 1968, parmi les requérants susceptibles de saisir le juge d'une demande de mise sous protection, la réforme de 2007 accroît son rôle en supprimant la saisine d'office du juge des tutelles.

En effet, les signalements, jusqu'à présent envoyés par les services sociaux, établissements de soins ou médico-sociaux, au juge des tutelles, qui pouvait se saisir d'office pour ouvrir une mesure, doivent désormais être systématiquement adressés, ou réorientés par le juge, au parquet. De même, les

signalements ou requêtes incomplètes transmises par les familles, les proches ou l'entourage plus large d'une personne vulnérable, doivent être adressés au parquet puisque le juge ne peut y donner suite.

Un nouveau pouvoir d'opportunité en matière civile - Le procureur de la République, désormais saisi de l'ensemble de ces signalements, dispose du même pouvoir d'opportunité qu'en matière d'assistance éducative quant à la suite à leur donner, conformément à l'article 430, dernier alinéa in fine.

Plusieurs options s'offrent à lui, qui varient selon l'auteur de la saisine : selon qu'il est saisi par les personnes habilitées à solliciter du juge de tutelles l'ouverture d'une mesure de protection ou par des tiers n'ayant pas cette qualité, le parquet pourra soit renvoyer l'auteur vers le juge des tutelles, soit conserver sa saisine et en apprécier le contenu, au besoin en recueillant des éléments complémentaires, puis opter pour une réorientation vers les services sociaux, un classement ou une requête au juge.

a) Le renvoi à saisir directement le juge

Une orientation des requérants à privilégier - Les personnes visées par l'article 430 du code civil ont qualité pour saisir directement le juge des tutelles d'une demande d'ouverture d'une mesure de protection. Le parquet peut donc renvoyer ces personnes à saisir le juge, au besoin en leur rappelant les pièces à fournir à l'appui de leur requête (notamment le certificat médical du médecin inscrit sur la liste), voire en leur remettant un formulaire-type de requête.

Ce renvoi doit être envisagé le plus souvent possible ; les exceptions relèvent d'une appréciation concrète par le parquet au regard de critères propres à chaque situation. En effet, le parquet, tout comme les juges des tutelles sous l'empire de la loi de 1968, peut être destinataire de signalements ou requêtes incomplètes des proches pour deux types de motifs :

- afin de faire porter la charge, ou au moins l'avance, du coût du certificat médical sur frais de justice,
- en raison de la situation familiale, notamment dans le cadre d'une fratrie en désaccord, n'incitant pas l'un des proches à assumer la responsabilité d'une requête, son poids psychologique et le sentiment de culpabilité qui peut l'accompagner.

Il appartient donc au parquet de vérifier au cas par cas, à travers le contenu du signalement ou de la requête, si les personnes ayant normalement qualité pour saisir le juge des tutelles elles-mêmes sont fondées à voir le parquet se substituer à elles, en raison, soit de l'impécuniosité de la personne vulnérable (ce qui peut justifier que le certificat médical soit pris en charge sur frais de justice), soit d'un contexte familial difficile (la demande de protection faite par le parquet étant alors neutre), soit de tout autre motif que le parquet prend en considération.

b) Le recueil de renseignements complémentaires

Des éléments pour étayer le signalement - Lorsqu'un signalement présente des éléments sur la situation d'une personne vulnérable qui apparaissent inquiétants mais insuffisants pour fonder une requête au juge de tutelles, le parquet peut solliciter des renseignements complémentaires, notamment auprès des services sociaux.

Ces renseignements peuvent porter sur l'état du logement de la personne, sur l'environnement familial, social et professionnel, et peuvent permettre de savoir si la personne bénéficie ou a bénéficié d'une mesure d'accompagnement social personnalisé (cf. infra).

c) La réorientation vers les services sociaux

Des situations qui relèvent d'abord d'une action sociale - Les éléments du signalement ou les informations complémentaires peuvent conduire le parquet à réorienter la personne vulnérable ou l'auteur de la saisine vers les services du conseil général, afin que soit envisagée la mise en place d'une mesure d'accompagnement social personnalisé. En effet, le parquet va être saisi, désormais plus souvent en raison de la suppression de la saisine d'office du juge, de signalements concernant des personnes qui ne souffrent pas d'altération caractérisée de leurs facultés mentales ou corporelles, mais qui adoptent des comportements autrefois visés par l'article 488 alinéa 3 du code civil ancien, qui mentionnait « intempérance, oisiveté ou prodigalité ».

Ces faits, qui pouvaient alors, sous l'empire de la loi de 1968, justifier le prononcé d'une mesure de curatelle par le juge, ne le permettent plus avec la réforme de 2007. Ils peuvent en revanche justifier l'intervention des services du conseil général afin de mettre en œuvre une mesure d'accompagnement social personnalisé (MASP), puis, en cas d'échec avéré de celle-ci, le prononcé d'une mesure d'accompagnement judiciaire (MAJ) par le juge des tutelles (cf. infra). S'il n'appartient juridiquement pas au parquet de « saisir » le conseil général d'une demande de MASP, il peut, s'il l'estime nécessaire, inviter la personne vulnérable ou l'auteur du signalement la concernant à se rapprocher de services sociaux en vue de la mise en place d'une telle mesure, voire de toute autre mesure sociale plus adaptée.

d) Le classement

En l'absence manifeste de nécessité - Le parquet peut considérer, au vu des éléments du signalement, ou des renseignements complémentaires obtenus, qu'une mesure de protection n'est pas nécessaire ou

que la personne vulnérable a, certes, besoin d'être protégée, mais que d'autres dispositifs de protection permettraient ou permettent déjà d'assurer cette protection.

Il en est ainsi si le parquet constate que des procurations suffisantes sont en place auprès des proches et fonctionnent dans de bonnes conditions ; de même si la personne vulnérable est mariée et que l'autre époux a déjà diligemment une procédure en application des articles 217 ou 219 du code civil ; ou bien, si le parquet est informé qu'un mandat de protection future a été mis en œuvre et qu'il n'a pas connaissance de difficultés de fonctionnement.

e) La requête au juge des tutelles

Il n'appartient pas au parquet d'instruire un dossier de mise sous protection mais de transmettre au juge les éléments pertinents qui permettront ensuite une instruction plus rapide et plus efficace de la demande par celui-ci.

Pour saisir le juge, des conditions de fond et de forme s'imposent au parquet.

• Conditions de fond

Une protection nécessaire et sans autre alternative - Le parquet doit avoir constaté qu'une protection est nécessaire, et il doit être convaincu qu'une mesure judiciaire est la seule solution permettant de protéger la personne. Conformément aux principes de nécessité et de subsidiarité posés par l'article 428 du code civil, il doit disposer :

- de la preuve médicale que la personne vulnérable est atteinte d'une altération de ses facultés dans les termes de l'article 425 du code civil ; il doit donc adresser au médecin inscrit sur la liste prévue à l'article 431 une requête à fin d'établissement du certificat médical circonstancié prévu par cet article (cf. infra sur les conditions d'établissement et de prise en charge de ce certificat). Ce pouvoir de requérir du médecin qu'il examine une personne à protéger est expressément reconnu au parquet par les articles 416 du code civil et 1212 du code de procédure civile ;

- d'éléments minimum sur les faits de la vie de la personne qui peuvent révéler la nécessité d'une protection (problèmes graves de mobilité, troubles importants de la mémoire, achats inutiles ou disproportionnés répétés, dilapidation des revenus, confiance ou défiance excessive envers les tiers, manque de soin grave, insalubrité ou absence totale d'hygiène comme dans l'hypothèse du syndrome de Diogène...) ;

- d'éléments, dans la mesure du possible, sur la situation familiale, sociale, financière et patrimoniale de la personne vulnérable qui permettent d'établir qu'il n'y a pas d'autre solution que de saisir le juge des tutelles ;

• Conditions de forme

Des exigences communes aux autres requérants - Une requête complète est nécessaire, répondant à l'ensemble des conditions posées par les articles 1218 et 1218-1 du code de procédure civile.

Deux conditions prévues à l'article 1218 du code de procédure civile s'imposent au parquet, comme à tout requérant, «sous peine d'irrecevabilité» :

- il joint à sa requête le certificat circonstancié rédigé par le médecin inscrit sur la liste prévue à l'article 431 du code civil ;

- il précise l'identité de la personne à protéger, et l'énoncé des faits qui motivent la demande de protection au regard de l'article 428 du code civil.

Les autres conditions, décrites à l'article 1218-1 du code de procédure civile et non prévues à peine d'irrecevabilité, sont :

- la mention des personnes appartenant à l'entourage de la personne à protéger et qui sont visées par l'article 430 alinéa 1er du code civil,

- le nom de son médecin traitant, dans la mesure où son existence est connue du requérant,

- la description, dans la mesure du possible, d'éléments concernant la situation familiale, financière et patrimoniale de la personne à protéger.

1-2. Dans la mesure d'accompagnement judiciaire (la «MAJ»)

Un rôle nouveau et incontournable - Cette nouvelle mesure fait l'objet d'une présentation complète dans la seconde partie de la circulaire. Il convient néanmoins de souligner dès maintenant la nouveauté et l'importance du rôle du procureur de la République dans cette mesure, puisque celui-ci, d'une part, se voit confier un monopole de saisine du juge aux fins de mise en place de la MAJ, d'autre part, doit tenir informé le président du conseil général de la suite qu'il donne à la saisine des services départementaux aux fins d'ouverture d'une MAJ.

L'exclusivité des demandes d'ouverture de MAJ - Lorsque la mesure administrative d'accompagnement social personnalisé (la «MASP»), menée par les services sociaux du département, a échoué ou n'a pu être

mise en place, le président du conseil général peut saisir le procureur de la République d'un rapport d'évaluation, et ce, aux fins d'ouverture d'une mesure d'accompagnement judiciaire (article L. 271-6 du code de l'action sociale et des familles). Le procureur de la République apprécie alors l'opportunité de saisir le juge des tutelles d'une mesure judiciaire mais à caractère social, la «mesure d'accompagnement judiciaire». Le parquet est le seul à pouvoir solliciter du juge une telle mesure sociale. Il joue un rôle de filtre qui suppose qu'il a pu apprécier le contenu du rapport d'évaluation transmis, et en conséquence, il considère soit qu'une MAJ ne serait pas utile ou pertinente, soit qu'il a besoin d'éléments d'information complémentaires, soit que la saisine du juge des tutelles s'impose. L'obligation d'informer le président du conseil général - Quelle que soit la décision prise, le procureur doit en informer le président du conseil général, conformément aux articles L. 271-6 alinéa 2 du code de l'action sociale et des familles et 1262 du code de procédure civile.

Il importe en effet pour les services sociaux de connaître le sort réservé à leur demande d'ouverture de MAJ afin de pouvoir anticiper une nouvelle prise en charge, dans le champ de l'action sociale, des personnes que le parquet ne confierait pas à la justice. Cette information peut être faite par tout moyen.

2- La saisine du juge des tutelles

Les changements apportés par la réforme à la saisine du juge des tutelles touchent à la compétence territoriale (2-1) et à la restriction des cas de saisine d'office (2-2).

2-1 La compétence territoriale

Le code de procédure civile est modifié : le critère du lieu où demeure la personne est remplacé par celui de la résidence habituelle (2-1-1), mais la souplesse de la compétence territoriale est maintenue avec le critère du domicile du tuteur (2-1-2).

2-1-1 Le critère de la résidence habituelle

a) Un nouveau critère, conséquence de la Convention de la Haye du 13 janvier 2000

L'alignement du droit interne sur le droit international - L'article 1211 du code de procédure civile dans sa rédaction issue de la loi de 1968 prévoyait la compétence territoriale du juge des tutelles au regard «du lieu où demeure» le mineur ou le majeur à protéger ou protégé. Le nouvel article 1211 prévoit désormais que «le juge des tutelles territorialement compétent est celui de la résidence habituelle de la personne à protéger ou protégée ou celui du domicile du tuteur». Ce nouveau critère de la «résidence habituelle» du majeur est lié à la ratification par la France le 17 septembre 2008 de la Convention de la Haye sur la protection internationale des adultes du 13 janvier 2000, qui pose dans son article 5 le principe de la compétence des autorités de l'Etat où réside habituellement l'adulte. Le critère de compétence du juge français a donc été modifié en conséquence en droit interne, étant souligné que cette Convention entre en vigueur en même temps que la réforme française, le 1er janvier 2009.

b) Une Convention dont l'impact dépasse la compétence territoriale

Une Convention qui simplifie la protection des ressortissants étrangers - La Convention de la Haye étant applicable à l'ensemble des ressortissants étrangers pour lesquels une mesure de protection est nécessaire, elle devrait permettre de limiter les questionnements sur la légitimité du juge français à intervenir lorsqu'il est saisi de la situation d'un majeur vulnérable de nationalité étrangère sur le sol français.

En posant le principe de la compétence du juge de la résidence - Certes, la Convention prévoit de multiples autres chefs de compétence qui viennent concurrencer la compétence de principe, mais ceux-ci sont laissés à l'appréciation des autorités de la résidence habituelle.

Ainsi, les autorités de l'Etat dont l'adulte possède la nationalité peuvent être également compétentes pour prendre des mesures tendant à sa protection, mais sous réserve que les autorités de la résidence habituelle n'aient pas déjà pris les mesures que la protection de l'adulte commande.

De même, si tel est l'intérêt de la personne protégée, les autorités de la résidence habituelle peuvent déléguer leur compétence à l'autorité d'un autre Etat contractant pour prendre une mesure de protection ; en outre, les autorités d'un Etat dans lequel se trouvent les biens de l'adulte peuvent prendre des mesures de protection relatives à ces biens.

En retenant comme loi applicable celle du juge saisi - La Convention retient le principe selon lequel toute autorité prenant une mesure de protection applique son droit interne.

Néanmoins, il lui est laissé un large pouvoir d'appliquer la loi d'un autre Etat avec lequel la situation présente un lien étroit, si la protection de la personne de l'adulte le nécessite, et ce, y compris la loi d'un Etat qui ne serait pas contractant.

Enfin, lorsqu'une mesure prise dans un Etat contractant doit être mise en œuvre dans un autre Etat, c'est la loi de ce dernier Etat qui détermine les conditions d'application de la mesure.

Mais qui ne déroge pas aux autres instruments internationaux liant les Etats - La Convention du 13 janvier 2000 n'exclut pas l'application d'autres normes et en particulier des conventions bilatérales liant les Etats contractants, qui contiennent des dispositions relatives aux majeurs vulnérables (article 49 de la convention). En conséquence, lorsqu'une personne à protéger est ressortissante d'un Etat qui a conclu avec la France une convention bilatérale, -telle la convention bilatérale franco-marocaine du 10 août 1981, relative au statut des personnes et de la famille et à la coopération judiciaire -, celle-ci prévaut, «à moins qu'une déclaration contraire ne soit faite par les Etats liés par de tels instruments».

Pour une présentation plus complète de la Convention de la Haye du 13 janvier 2000, cf. la circulaire en date du 6 janvier 2009 (réf : CIV/14/08- NOR JUSC0830965R) disponible sur l'intranet au lien suivant : http://intranet.justice.gouv.fr/site/dacs/art_pix/1_circulaire_NOR_JUS_C0830965R.pdf

2-1-2 Le critère du domicile du tuteur

Une souplesse pour maintenir les équilibres géographiques actuels - La réforme n'a pas modifié l'article 108-3 du code civil qui prévoit que «le majeur en tutelle est domicilié chez son tuteur». Le domicile du tuteur est donc conservé, à l'article 1211 du code de procédure civile, comme un critère possible de compétence du juge. En effet, la souplesse est nécessaire si l'on veut éviter que l'application du strict critère de la résidence habituelle du majeur génère des transferts de compétence vers certains tribunaux d'instance, en particulier ceux qui ont dans leur ressort des établissements de soins, ou d'hébergement accueillant des personnes vulnérables, âgées, handicapées ou atteintes de troubles psychiatriques.

Un dessaisissement non obligatoire, qui reste soumis à l'appréciation du juge - Ce critère permet donc au juge de ne pas obligatoirement se dessaisir lorsque le majeur qui résidait, par exemple, dans le même ressort que son tuteur, réside, définitivement ou pour une période inconnue mais probablement très longue, dans un établissement situé dans un autre ressort. Le juge reste libre d'apprécier, comme auparavant, la pertinence et l'opportunité du maintien de sa compétence. Cette souplesse lui permet de prendre la décision qui lui apparaît la plus adaptée à la situation du majeur protégé, en particulier lorsqu'est soulevée (par la personne protégée, ou le tuteur désigné ou les personnes visées à l'article 430 du code civil), lors de l'ouverture de mesure, son incompétence territoriale, ou lorsqu'en cours de mesure, lui est adressée une requête en dessaisissement au profit d'un autre juge des tutelles.

2-2 La restriction des cas de saisine d'office

La réforme ne supprime pas complètement la saisine d'office du juge. Elle l'exclut désormais pour l'ouverture d'une mise sous protection (2-2-1) mais la maintient dans de nombreuses autres hypothèses (2-2-2), y compris dans le cadre du fonctionnement du mandat de protection future (2-2-3). En outre, la restriction apportée à la saisine d'office du juge lors de l'ouverture d'une mesure est compensée par l'allongement de la liste des personnes habilitées à le saisir à cette fin (2-2-4).

2.2.1 L'exclusion de la saisine d'office lors de l'ouverture et du renforcement d'une mesure de protection

Suppression de la saisine d'office pour l'ouverture d'une mesure - L'article 430 du code civil est sans ambiguïté sur la suppression de la possibilité pour le juge des tutelles de se saisir d'office lorsque lui est adressé un signalement ou une requête incomplète. Il ne peut désormais, contrairement à la possibilité que lui offrait l'article 490 du code civil sous l'empire de la loi de 1968, donner suite aux signalements émanant des services sociaux, des établissements de soins ou d'hébergement ou encore des médecins de famille. Il devra donc renvoyer les «signalants» à s'adresser au procureur de la République ou à se rapprocher des familles ou des proches ayant qualité pour demander une ouverture de mesure (personnes énumérées à l'article 430 du code civil). Par ailleurs, lorsqu'il est saisi d'une requête incomplète émanant de la famille ou d'un proche, ou du procureur de la République, il doit, soit rendre une ordonnance d'irrecevabilité, soit renvoyer la requête à son auteur en invitant le requérant à régulariser et compléter sa demande, en particulier lorsque le certificat médical circonstancié n'est pas joint à la requête.

Impossible renforcement de la mesure sans requête préalable - L'alinéa 4 de l'article 442 du code civil encadre désormais strictement les conditions dans lesquelles le juge peut renforcer, c'est-à-dire aggraver, une mesure de protection. En effet, le texte exige que le juge qui prononce une telle décision, ait été «saisi d'une requête en ce sens satisfaisant aux articles 430 et 431», c'est-à-dire, non seulement d'une requête comportant un certificat établi par un médecin choisi sur la liste du procureur de la République

(cf. supra), mais d'une requête formulée par l'une des personnes visées à l'article 430 du code civil : la famille, les proches et le parquet. Le législateur signifie par cette exigence sa volonté que l'aggravation d'une mesure de protection fasse l'objet de regards croisés : le juge doit être saisi par un tiers, ce qui permet d'enrichir son appréciation. Par renforcement ou aggravation, il convient d'entendre toute mesure qui accroît la restriction des droits par rapport à la mesure prise antérieurement : ainsi une curatelle renforcée prononcée alors que la personne était sous curatelle simple, doit être considérée comme un renforcement de la mesure, alors que si elle succède à une mesure de tutelle, elle est considérée comme une mesure d'allègement. De même, par exemple, à l'occasion du renouvellement d'une tutelle, la suppression (désormais expressément décidée par le juge) du droit de vote doit être considérée comme une aggravation de la mesure, alors que si la personne le retrouve après en avoir été privé, il s'agit d'un allègement de la mesure.

Ne sont pas considérés comme des renforcements de mesure, les aménagements de la curatelle et de la tutelle prévus aux articles 471 et 473 alinéa 2 qui permettent au juge soit d'autoriser le majeur en curatelle ou en tutelle à exercer seul certains droits, soit d'autoriser le majeur en tutelle à exercer certains droits avec l'assistance de son tuteur. Il s'agit en effet de décisions qui «allègent» la restriction des droits, permettant leur exercice par le majeur. Ces décisions peuvent être prises d'office ou sur requête d'une des personnes mentionnées à l'article 430 du code civil et au vu d'un certificat médical émanant de tout médecin.

2.2.2 Le maintien de la saisine d'office dans les autres cas

La saisine d'office est conservée par ailleurs - La suppression de la saisine d'office est limitée à l'ouverture et au renforcement d'une mesure de protection. En effet, aux termes de l'article 442 du code civil, il est prévu que lorsque le juge renouvelle, en mettant fin, modifiant (par exemple en changeant le curateur ou le tuteur) ou substituant une mesure à une autre (sauf pour la renforcer), «il statue d'office ou à la requête d'une des personnes mentionnées à l'article 430». Le juge reste donc libre d'intervenir à tout moment dans le déroulement de la mesure, sous réserve des conditions imposées en cas de renforcement de la mesure, qui sont les mêmes que pour son ouverture. La saisine d'office du juge pour l'ouverture d'une mesure est en outre conservée à l'occasion de la révocation du mandat de protection future par le juge, qui peut alors, aux termes de l'article 485 du code civil, «ouvrir une mesure de protection juridique». Le nouvel article 1217 du code de procédure civile en tire les conséquences, en prescrivant la saisine du juge par requête, «hors les cas prévus aux articles 442 et 485 du code civil».

2.2.3 Le cas particulier de la fin d'un mandat de protection future

Le juge peut révoquer un mandat et ouvrir une mesure de protection - L'article 485 du code civil prévoit que «le juge qui met fin au mandat peut ouvrir une mesure de protection juridique dans les conditions et selon les modalités prévues aux sections 1 à 4 du présent chapitre», c'est-à-dire aux articles 425 à 476 du code civil. En conséquence, quels que soient les motifs et le fondement de la saisine initiale du juge (en application des articles 479, 480, 484 ou 493 du code civil) qui l'ont conduit à intervenir dans le déroulement du mandat de protection future, le juge peut, soit à la requête d'un tiers visé par l'article 430, soit d'office ainsi que le permet l'article 442, et conformément aux modalités procédurales figurant aux articles 1259-3 à 1260 du code de procédure civile, prononcer soit une mesure de sauvegarde de justice avec mandat spécial, soit une mesure de curatelle, soit une mesure de tutelle. Le juge rend un jugement en ce sens après avoir rendu un jugement révoquant le mandat de protection future, les deux procédures étant autonomes sur le plan juridique et procédural.

2.2.4 L'extension de la liste des personnes ayant qualité pour saisir le juge d'une demande d'ouverture

Une liste adaptée aux nouvelles configurations familiales - La suppression de la saisine d'office du juge pour l'ouverture d'une mesure est contrebalancée par l'extension de la liste des personnes ayant qualité pour saisir le juge. Ainsi, le nouvel article 430 du code civil autorise non seulement, à l'instar de l'ancien article 493, le conjoint de la personne protégée, ses parents (ascendants, descendants, collatéraux), et le ministère public à saisir le juge, mais également le partenaire avec lequel elle a conclu un pacte civil de solidarité, son concubin - sauf si la vie commune a cessé - un allié, une personne «entretenant avec elle des liens étroits et stables» (définition qu'il appartiendra au juge d'apprécier in concreto), et toute personne exerçant une mesure de protection juridique, c'est-à-dire le mandataire spécial désigné dans le cadre de la sauvegarde de justice, le curateur, le tuteur, le mandataire de protection future.

Une liste appliquant le principe de subsidiarité - Cette liste ne comprend pas le mandataire à la protection des majeurs qui exerce une mesure d'accompagnement judiciaire ; il s'agit en effet d'éviter que les services sociaux aient la possibilité de saisir directement le juge, ce qui limiterait les garanties

procédurales que la réforme instaure pour assurer un meilleur respect du principe de subsidiarité. Le mandataire exerçant une mesure d'accompagnement judiciaire qui estime que le besoin de protection de la personne a évolué et qui souhaite obtenir la transformation de la MAJ devra donc saisir le procureur de la République, qui vérifiera la pertinence de la requête et appréciera la suite à lui donner.

3- L'instruction du dossier

Les changements apportés à la procédure d'instruction d'une mesure ou d'une requête concernent les éléments médicaux (3-1), l'audition du majeur (3-2), la consultation et la copie du dossier (3-3), et le nouveau délai de réponse aux requêtes (3-4).

3-1 Les éléments médicaux

Ces éléments sont, d'une part, le certificat médical circonstancié prévu par l'article 431 du code civil (3-1-1), d'autre part, l'avis médical prévu par les articles 426 et 432 du code civil (3-1-2).

3-1-1 Le certificat médical circonstancié

L'irrecevabilité consacrée par la loi d'une requête sans certificat - Sous l'empire de la loi de 1968, ni le code civil ni le code de procédure civile ne prévoyaient expressément l'irrecevabilité d'une requête en ouverture d'une mesure de protection en cas d'absence du certificat médical ; la jurisprudence avait progressivement mais sûrement reconnu un caractère de «formalité substantielle» à la production de ce certificat, sans toutefois l'exiger pour les demandes de protection présentées par le parquet. Désormais, l'article 431 du code civil impose à tout requérant d'une demande d'ouverture d'une mesure de protection juridique, y compris lorsque la requête est présentée par le procureur de la République, d'accompagner la demande «à peine d'irrecevabilité», d'un certificat médical circonstancié.

Un certificat établi par tout médecin inscrit sur la liste prévue à l'article 431 du code civil - Ce certificat doit être rédigé par un médecin choisi sur une liste établie par le procureur de la République. Ainsi qu'il a été indiqué dans le paragraphe 1-1 ci-dessus, tout médecin peut désormais être inscrit sur la liste établie par le procureur de la République, sans qu'il s'agisse obligatoirement d'un «spécialiste» (cf. supra).

Un certificat médical décrit par le code de procédure civile - Afin d'unifier le contenu des certificats médicaux, de recentrer la mission du médecin sur les éléments de diagnostic et de pronostic de l'altération strictement nécessaires et indispensables à la prise de décision judiciaire, et dans le but également de faciliter l'établissement de ces certificats lorsqu'ils sont demandés par les proches de la personne à protéger (donc sans décision judiciaire prescrivant le contenu de la mission), l'article 1219 du code de procédure civile encadre avec précision le contenu du certificat médical circonstancié et dispose désormais : «Le certificat médical circonstancié prévu par l'article 431 du code civil :

1° décrit avec précision l'altération des facultés de la personne à protéger ou protégée,
2° donne au juge tout élément d'information sur l'évolution prévisible de cette altération,
3° précise les conséquences de cette altération sur la nécessité d'une assistance ou d'une représentation de la personne dans les actes de la vie civile, tant patrimoniaux qu'à caractère personnel, ainsi que sur l'exercice de son droit de vote.

Ce certificat indique si l'audition de la personne est de nature à porter atteinte à sa santé ou si elle est hors d'état d'exprimer sa volonté.

Ce certificat est remis par le médecin au demandeur sous pli cacheté à l'attention exclusive du procureur de la République ou du juge des tutelles.»

Un certificat qui comprend de nouvelles rubriques - Les nouveautés que présente ce certificat sont donc :

- la nécessité que figurent des éléments de pronostic car, en raison de l'obligation pour le juge de fixer la durée de la mesure, celui-ci a besoin d'éléments concernant la possible ou l'improbable évolution de l'altération constatée ;

- l'avis du médecin sur les conséquences de l'altération sur l'exercice du droit de vote par la personne protégée, puisqu'en raison de la modification de l'article L. 5 du code électoral, le juge doit, lorsqu'il ouvre ou renouvelle une mesure de tutelle, «statuer sur le maintien ou la suppression du droit de vote de la personne protégée». A défaut de décision, la personne protégée est réputée conserver son droit de vote ; la volonté du législateur en réformant ce texte a été, en effet, d'inverser la règle, en posant la liberté de voter comme principe, sa suppression comme exception ;

- l'avis du médecin sur la dispense d'audition de la personne protégée, non seulement si cette audition est de nature à porter atteinte à sa santé (ce qui figurait déjà à l'article 1247 du code de procédure civile dans sa rédaction issue de la loi de 1968), mais également, désormais, si la personne «est hors d'état d'exprimer sa volonté» (article 432 alinéa 2 du code civil) ;

- la remise du certificat par le médecin au demandeur sous pli cacheté, en raison des exigences de confidentialité que requiert le contenu même du certificat.

Un certificat circonstancié impératif dans des cas limités - L'obligation de produire le certificat médical circonstancié, prévu à l'article 431 du code civil et décrit à l'article 1219 du code de procédure civile, ne s'impose que dans les cas suivants :

- lors de l'ouverture d'une demande de protection (article 431 du code civil),
- lors d'un réexamen ou du renouvellement à échéance de la mesure de protection, si celle-ci est aggravée, comme par exemple lorsqu'à la suite d'une curatelle le juge prononce une tutelle (article 442 alinéa 4 in fine du code civil),
- lors d'un réexamen ou du renouvellement à échéance de la mesure, si le juge fixe une durée supérieure à cinq ans (article 442 alinéa 2 du code civil).

Les exigences posées par l'article 1219 du code de procédure civile ne s'imposent donc qu'au médecin choisi sur la liste du procureur de la République, dans les hypothèses ci-dessus évoquées. Elles ne s'appliquent pas, en revanche, aux certificats rédigés par d'autres médecins sollicités à l'occasion d'un maintien, d'un allègement ou d'une mainlevée de la mesure de protection. Néanmoins, le contenu ainsi réglementé peut inspirer utilement le médecin saisi ; la décision judiciaire ne s'en trouvera que mieux fondée et adaptée à la situation du majeur.

Un certificat médical qui peut être établi avec l'avis du médecin traitant - Si la réforme de 2007 a diminué le rôle du médecin traitant de la personne à protéger ou protégée en renforçant celui du médecin inscrit sur la liste du procureur, elle permet à ce dernier de solliciter l'avis du médecin traitant dans les situations les plus importantes de la vie du majeur protégé (article 431-1 du code civil) : lors de l'établissement du certificat médical nécessaire pour l'ouverture et le renouvellement d'une mesure (hypothèses visées par les articles 431 et 442 du code civil) et lorsqu'il est envisagé de disposer des droits relatifs à l'habitation de la personne protégée en raison du départ de celle-ci dans un établissement (hypothèse visée à l'article 426 dernier alinéa).

Un certificat médical circonstancié tarifé - Dans un souci d'harmonisation des tarifs pratiqués sur l'ensemble du territoire national et de transparence du coût de ceux pris en charge sur frais de justice, qu'ils soient avancés ou définitivement assumés par l'Etat, le législateur a prévu, par l'article 431 alinéa 2 du code civil, la tarification de ce certificat circonstancié par décret en Conseil d'Etat. En conséquence, le décret n°2008-1485 du 22 décembre 2008 retient une tarification unique de 160 €. A ce montant maximum, le médecin ajoute les frais de déplacement. Le tarif du certificat de carence est en outre fixé à 30 €. Ces tarifs s'imposent aux médecins inscrits sur la liste du procureur de la République lorsqu'ils sont sollicités pour établir le certificat médical circonstancié dans les hypothèses visées aux articles 431 et 442 décrites au paragraphe ci-dessus.

Un certificat dont le coût est pris en charge selon des principes constants - La loi du 5 mars 2007 conserve les mêmes conditions d'avance des frais et de prise en charge définitive du certificat médical que celles qui étaient prévues par la loi de 1968, en les précisant :

- le principe du règlement direct et définitif du coût : la personne à protéger ou protégée assumant par principe l'ensemble des frais afférents à la procédure et à la mesure de protection (article R. 217 alinéa 1er du code de procédure pénale), elle règle directement le médecin lorsque celui-ci est sollicité par elle-même ou par ses proches aux fins de l'ouverture ou du renouvellement d'une mesure de protection.
- l'exception de l'avance des frais : lorsque le médecin est sollicité par le procureur de la République (généralement, lors de l'ouverture d'une mesure) ou par le juge des tutelles (lors du renouvellement de la mesure), le coût du certificat est avancé sur frais de justice (articles 1256 du code de procédure civile et R. 93 du code de procédure pénale).
- l'exception de la prise en charge définitive par l'Etat : ces frais avancés seront soit pris en charge définitivement par l'Etat, soit recouvrés auprès de la personne protégée selon les procédures et sous les garanties prévues en matière d'amende pénale, selon la décision prise par le juge des tutelles à l'issue de la procédure (articles 1256 du code de procédure civile et R. 217 alinéa 3 du code de procédure pénale), celui-ci pouvant, en considération de l'insolvabilité de la personne, mettre définitivement les frais de la procédure à la charge de l'Etat.

3-1-2 L'avis médical

Un rôle du médecin plus circonscrit, tarifé différemment - Outre les situations décrites ci-dessus où un certificat circonstancié doit être établi par le médecin inscrit sur la liste du procureur de la République, la nouvelle loi prévoit des hypothèses où ce même médecin doit émettre un simple avis :

- lorsque le juge autorise la personne en charge de la mesure de protection à disposer des droits relatifs au logement ou au mobilier de la personne protégée dans le but de permettre son accueil dans un établissement (article 426 du code civil),

- lorsque qu'il décide de ne pas entendre la personne protégée si l'audition «est de nature à porter atteinte à sa santé ou si elle est hors d'état d'exprimer sa volonté» (article 432 du code civil), en particulier lors de l'ouverture de la mesure si cet avis sur l'audition ne figure pas dans le certificat circonstancié joint à la requête, ainsi que lorsque le juge est saisi d'une requête relative à la protection de la personne même du majeur protégé (article 1220-3 du code de procédure civile).

Dans ces cas, le médecin devra appliquer le tarif prévu pour l'avis médical par le décret n°2008-1485 du 22 décembre 2008, et qui est fixé à 25 €, ce qui correspond au coût d'une consultation de médecine générale. Les modalités de délivrance, d'avance par le Trésor et de prise en charge définitive sont identiques à celles du certificat circonstancié développées ci-dessus.

3-2 Les auditions

Les nouveautés apportées par la réforme concernent les contours de l'audition de la personne à protéger ou protégée (3-2-1), et les conditions dans lesquelles d'autres personnes sont susceptibles de s'exprimer (3-2-2).

3-2-1 L'audition du majeur

Un principe inscrit dans la loi - En posant pour principe l'audition de la personne à protéger, à l'article 432 du code civil, le législateur de 2007 a entendu donner une place centrale au recueil de l'avis de la personne dès l'ouverture de la procédure de mise sous protection et, par renvoi de l'article 442 à l'article 432, lors du renouvellement de la mesure.

La consécration de ce principe dans la loi ne modifie néanmoins pas la pratique majoritairement suivie en la matière, puisque, en dehors des dispenses d'audition permises par les textes issus de la loi de 1968, les juges entendaient systématiquement les personnes à protéger avant l'audience de jugement de la mesure de protection. La réforme y ajoute l'audition du majeur lors du réexamen de la mesure en vue de son renouvellement.

Des modalités peu modifiées - Les conditions procédurales de l'audition de la personne à protéger ou protégée sont déclinées aux articles 1220 à 1220-4 du code de procédure civile.

L'article 1220 reprend les dispositions de l'ancien article 1235 issu de la loi de 1968, mais supprime le caractère facultatif de l'assistance du greffier, coordonnant ainsi cette disposition avec celle, figurant désormais à l'article 1220-1 du code précité, qui prévoit qu'il est dressé procès-verbal (donc par le greffier présent, en application de l'article R.123-13 du code de l'organisation judiciaire) de l'audition de la personne à protéger ou protégée, et ce, quel que soit le lieu où se déroule cette audition ; cette nécessaire coordination des textes ne modifiera pas la pratique d'un grand nombre de juges des tutelles qui, depuis longtemps, procèdent systématiquement à l'audition du majeur avec le greffier, en tout lieu.

Par ailleurs, l'audition du majeur lors de l'audience de jugement est prévue à l'article 1226 du code de procédure civile ; néanmoins, dès lors que celui-ci a pu être «appelé ou entendu» dans le cours de la procédure et qu'il a été convoqué à l'audience, s'il ne souhaite pas s'exprimer une nouvelle fois, sa présence demeure non indispensable à l'audience de jugement.

L'audition obligatoire du majeur en cas de requête touchant à sa personne - Conformément à l'esprit de la réforme qui recentre la protection sur la personne elle-même, et dans la logique des articles 457-1 et suivants du code civil, le code de procédure civile précise en son article 1220-3 que le principe de l'audition du majeur posé à l'article 432 du code civil s'impose lorsque le juge est saisi, au cours de la mesure, d'une requête touchant à la protection de la personne même du majeur. Il en est ainsi, en particulier, lorsque la requête est présentée en application du dernier alinéa de l'article 459 du code civil, c'est-à-dire lorsque la personne en charge de la mesure (mandataire spécial, curateur, tuteur ou mandataire de protection future), doit «prendre une décision ayant pour effet de porter gravement atteinte à l'intégrité corporelle de la personne protégée ou à l'intimité de sa vie privée». La personne protégée doit donc, préalablement à la décision du juge, être entendue ou appelée, sauf s'il est établi, par les éléments du dossier ou ceux joints à la requête, que son audition est de nature à porter atteinte à sa santé ou si elle est hors d'état d'exprimer sa volonté.

Des cas plus étendus de dispense d'audition - Les dispositions issues de la loi de 1968 autorisaient le juge des tutelles à se dispenser de l'audition d'un majeur uniquement lorsque cette audition était «de nature à porter préjudice à sa santé», ce risque devant être constaté par le certificat du médecin spécialiste (article 1247 ancien du code de procédure civile). Le nouvel article 432 du code civil, dans son dernier alinéa, étend cette dispense aux cas où la personne à protéger ou protégée «est hors d'état d'exprimer sa volonté». En toute hypothèse, ces situations rendant possible la dispense d'audition de la personne, elles doivent faire l'objet de l'avis d'un médecin choisi sur la liste du procureur. Ce nouveau cas de dispense est susceptible de concerner les personnes qui se trouvent dans l'impossibilité de communiquer, en raison

de la nature ou de l'ampleur de l'altération de leurs facultés mentales ou corporelles (par exemple, en cas d'atteinte de la maladie d'Alzheimer à un stade très avancé, ou encore du fait de lésions cérébrales importantes, ou en cas de coma). Néanmoins, même dans ce type de situation, il peut être utile pour le juge de rencontrer la personne, notamment chez elle ou dans l'établissement de résidence, car d'autres éléments que l'audition peuvent participer à la prise de décision (par exemple, l'état de grande solitude affective constatée à travers l'absence de photo de proches et d'objets personnels dans une chambre de maison de retraite est de nature à orienter le choix du tuteur par le juge vers un professionnel qui, en raison de sa disponibilité ou de sa personnalité, pourra constituer un repère et un lien avec la vie et le monde extérieur pour la personne seule).

3-2-2 L'audition d'autres personnes susceptibles d'être concernées par la procédure

Confirmation du pouvoir d'appréciation du juge, à une nouvelle exception près - Le nouvel article 1220-4 du code de procédure civile maintient la liberté du juge d'apprécier l'opportunité d'entendre les personnes de l'entourage de la personne vulnérable, celles visées à l'article 430 du code civil. Néanmoins, le juge est obligé d'entendre toute personne visée à l'article 430 précité qui demande «à exercer la mesure de protection». Cette obligation vise à limiter les contestations ultérieures du jugement de mise sous protection, notamment au regard du choix de la personne désignée pour exercer la mesure. Cette nouvelle disposition est déjà, en pratique, appliquée par de nombreux juges des tutelles, notamment lorsqu'un conflit familial divise les fratries.

Rappel du possible renvoi au débat contradictoire - L'article 1213 du code de procédure civile, qui figure dans les dispositions générales applicables aux mesures judiciaires, rappelle au juge des tutelles qu'il dispose du pouvoir de soumettre toute décision, sur requête ou d'office, à un débat contradictoire. Cette nouvelle disposition, qui n'a pas vocation à être généralisée, vise à appeler plus particulièrement l'attention des juges sur l'utilité d'un tel débat permettant aux personnes susceptibles d'être affectées ou intéressées par la décision de s'exprimer, et de faire état de tout élément d'explication ou de preuve pertinent et utile à la prise de décision.

Un tel débat peut être opportun dans les cas suivants :

- les demandes d'autorisation ou d'habilitation d'un époux (articles 217 et 219 du code civil),
- les décisions concernant les empêchements, retraits et remplacements des membres du conseil de famille autres que le tuteur et le subrogé-tuteur (article 397 alinéa 2 du code civil),
- les injonctions, condamnations à une amende civile, dessaisissement des personnes chargées d'une mesure de protection (article 417 du code civil),
- les autorisations données à la personne chargée d'une mesure de protection, en matière d'atteinte grave à l'intégrité corporelle ou à l'intimité de la vie privée (article 459 alinéa 4 du code civil),
- les décisions en matière de résidence et de relations avec les tiers de la personne protégée (article 459-2 du code civil),
- l'autorisation donnée au curateur ou au curatelaire d'agir seul (article 469 alinéas 2 et 3 du code civil),
- la révocation du mandat de protection future (article 483, 4° du code civil),
- la contestation de la mise en œuvre du mandat de protection future ou de ses conditions et modalités d'exécution (article 484 du code civil).

3-3 La consultation et la copie du dossier

Des assouplissements nécessaires mais encadrés - Les modalités d'accès au dossier étaient, sous l'empire de la loi de 1968, réduites à celles figurant à l'article 1250 du code de procédure civile, outre les dispositions limitées en matière de délivrance des décisions de justice. Les modifications apportées au code de procédure civile par le décret n°2008-1276 du 5 décembre 2008 résultent du souci à la fois de répondre aux attentes des familles et des tiers, qui déplorent souvent le défaut d'information, et de protéger l'intimité de la vie privée des personnes protégées, y compris en ce qui concerne la gestion de leur patrimoine ; elles élargissent les conditions d'accès au dossier tout en les encadrant strictement.

3-3-1 La consultation du dossier

Avant le jugement ouvrant une mesure de protection - L'article 1222 du code de procédure civile permet la consultation du dossier :

- par le requérant et son éventuel avocat, sans condition,
- par toute personne visée par l'article 430 du code civil, et son éventuel avocat, sur autorisation expresse du juge des tutelles, en raison d'un intérêt légitime justifié. La décision du juge autorisant ou refusant cette consultation est une mesure d'administration judiciaire. Par conséquent, aucun formalisme n'est imposé, et elle n'est pas susceptible de recours (article 1224 du code de procédure civile).

A tout moment de la procédure - Que ce soit avant comme après le jugement ouvrant ou modifiant une mesure de protection, l'article 1222-1 du code de procédure civile permet la consultation du dossier, sous réserve d'une demande écrite au juge et sans aucune autre condition que celles liées au fonctionnement du service du greffe (la demande écrite a pour seul objectif d'organiser des plages horaires de consultation des dossiers au greffe du tribunal) :

- par le majeur à protéger ou protégé, et son éventuel avocat,
- par la ou les personnes en charge de la mesure de protection.

Les précautions possibles en cas de consultation par le majeur - A l'instar de ce qui est prévu pour le mineur et son entourage en matière d'assistance éducative (article 1187 du code de procédure civile, alinéa 4), l'article 1222-1 précité prévoit dans son alinéa 2 que, lorsque le majeur à protéger ou protégé demande à consulter le dossier, le juge peut, au préalable, «exclure tout ou partie des pièces de la consultation si celle-ci est susceptible de lui causer un préjudice psychique grave». Les juges savent depuis longtemps les conséquences graves que peut entraîner sur une personne vulnérable, qui connaît une fragilité psychique ou des troubles psychiatriques importants, la lecture d'un certificat médical qui contient des indications précises sur son état de santé et sur sa personnalité. Les perturbations préjudiciables, que la prise de connaissance directe et brutale de ces éléments est susceptible d'entraîner sur les personnes concernées par la protection, justifient ce devoir de vigilance du juge et son droit de «trier» les éléments consultables par la personne vulnérable.

L'ordonnance excluant certaines pièces de la consultation doit être motivée par le juge, et notifiée au majeur à protéger ou protégé, qui peut en interjeter appel. Cette exclusion ne concerne, bien sûr, pas l'avocat éventuel du majeur qui peut consulter l'entier dossier.

Des précautions semblables à l'égard du mineur sous tutelle - Afin de protéger le mineur sous tutelle, ses parents et son tuteur contre «tout danger physique ou moral grave», la consultation de son dossier est soumise aux mêmes strictes conditions que celles posées en matière d'assistance éducative par l'article 1187 du code de procédure civile. Cela résulte du nouvel article 1222-2 du code de procédure civile.

3-3-2 Les copies de pièces

La délivrance sans restriction à l'avocat du majeur, mais réservée exclusivement à son usage - Aux termes de l'article 1223 du code de procédure civile, l'avocat du majeur à protéger ou protégé doit pouvoir obtenir toute copie des pièces du dossier, sans aucune restriction. En revanche, à l'instar de ce qui est déjà prévu en matière d'assistance éducative à l'article 1187 du code précité modifié par le décret n°2002-361 du 15 mars 2002, l'avocat ne peut communiquer les copies obtenues ou une reproduction de celles-ci à son client ou à un tiers. S'il est de l'intérêt du majeur que des pièces de son dossier de protection puissent être communiquées dans une procédure judiciaire (pénale, par exemple), il appartiendra à l'avocat de solliciter de la juridiction compétente que les pièces soient versées aux débats par le juge des tutelles.

La délivrance encadrée du compte de gestion - Répondant à une demande des familles en faveur d'une plus grande transparence dans la gestion du patrimoine des personnes protégées, le législateur de 2007 a prévu les conditions de communication d'une copie du compte de gestion et des pièces justificatives à l'article 510 du code civil :

- le tuteur doit les remettre chaque année, sans condition ni restriction, à la personne protégée, mineur de seize ans au moins ou majeur, et au subrogé-tuteur s'il en a été nommé un ;
- le tuteur peut les remettre chaque année, s'il l'estime utile, aux autres personnes chargées de la protection du mineur ou du majeur (par exemple, au tuteur à la personne, aux membres du conseil de famille...) ;
- le juge des tutelles peut autoriser leur communication, par le tuteur, en tout ou partie, s'ils justifient d'un intérêt légitime, au conjoint, au partenaire du pacte civil de solidarité conclu par la personne protégée, à un parent, à un allié ou un proche de celle-ci, et ce, aux frais du demandeur.

La délivrance sur autorisation des autres pièces du dossier - Aux termes de l'article 1223-1 du code de procédure civile, après le prononcé du jugement de mise sous protection, le juge des tutelles peut autoriser la délivrance de copies de pièces du dossier, sur justification d'un intérêt légitime :

- au majeur protégé,
- à la personne chargée de la mesure de protection.

La décision du juge autorisant ou refusant cette délivrance de copies est une mesure d'administration judiciaire, et n'est donc pas susceptible d'appel (article 1224 du code de procédure civile).

3-3-3 Les copies de décisions

Le nouveau rôle du juge des tutelles - L'article 1223-2 du code de procédure civile reprend les mêmes dispositions que celles qui figuraient aux articles 1213 et 1219 anciens, et prévoit que la délivrance de copies de délibérations du conseil de famille et des décisions de justice afférentes à la mesure de protection n'est possible «qu'aux parties et aux personnes investies des charges tutélaires concernées par ces délibérations et décisions». Néanmoins, le nouvel article confie désormais au juge des tutelles, et non plus au président du tribunal de grande instance, le pouvoir d'autoriser un tiers «justifiant d'un intérêt légitime» à en obtenir des extraits. La décision du juge autorisant ou refusant cette délivrance d'extraits de délibération ou de décision de justice est une mesure d'administration judiciaire. Par conséquent, aucun formalisme n'est imposé et elle n'est pas susceptible d'appel (article 1224 du code de procédure civile).

3-4 Le nouveau délai de réponse aux requêtes

Un principe participant à une bonne gestion des mesures - Afin de permettre qu'une réponse aux requêtes liées au fonctionnement de la mesure soit apportée dans des délais compatibles avec une bonne gestion de la mesure de protection, le nouvel article 1229 du code de procédure civile prévoit que le juge doit répondre aux requêtes qui lui sont adressées pendant le cours d'une mesure de protection, - donc postérieurement à son ouverture -, dans les trois mois de la réception de celles-ci. Cette disposition n'étant pas assortie de sanctions, elle revêt avant tout un caractère incitatif. Elle s'inspire du principe existant déjà en matière de prorogation de délibéré au dernier alinéa de l'article 450 du code de procédure civile. Sont ainsi visées, notamment, les demandes d'autorisation d'accomplir des actes de disposition (vente d'immeuble, acceptation de succession...), et les actes touchant à la protection de la personne (en particulier ceux mentionnés aux articles 459 dernier alinéa, 459-1 et 459-2 du code civil).

Des exceptions liées aux nécessités et contraintes de la décision judiciaire - Ce délai ne s'applique néanmoins pas si le juge est amené à recueillir des éléments d'information nécessaires à la prise de décision, s'il ordonne la production de pièces complémentaires, recourt à une mesure d'instruction ou à toute autre investigation. Il importe en effet que ce délai posé comme un principe de bonne administration et de bonne gestion des mesures de protection ne nuise pas à la qualité des réponses apportées par les magistrats. Dès lors, si des investigations sont diligentées par le juge, quelle que soit leur nature, le délai de trois mois n'est plus applicable. Le juge doit cependant, avant l'expiration du délai de trois mois, aviser le requérant de ce qu'il ordonne de telles investigations, et il doit lui indiquer la date prévisible, à laquelle il estime pouvoir rendre sa décision. En résumé, que le juge statue sur la requête ou qu'il avise le requérant des investigations diligentées et de la date prévisible de la décision, une réponse doit être apportée à l'auteur de la requête dans les trois mois.

4- Le conseil de famille

La loi du 5 mars 2007 a :

- inversé le principe posé par la loi de 1968 qui faisait de la constitution du conseil de famille la règle en matière d'organisation de la tutelle des majeurs (4-1),
- repris et modernisé les dispositions applicables au conseil de famille (4-2),
- créé un conseil de famille sans juge (4-3).

4-1 Une modalité d'organisation de la tutelle des majeurs qui devient l'exception

La prise en considération par la loi d'un principe de réalité - La pratique avait largement anticipé l'inversion des principes posés par la loi de 1968 : la lourdeur de la mise en place et du fonctionnement du conseil de famille en faisait, statistiquement, une modalité d'organisation de la tutelle de plus en plus rare (0,3% des tutelles). Désormais, l'article 456 du code civil subordonne l'institution d'un conseil de famille à deux conditions cumulatives : «si les nécessités de la protection de la personne ou la consistance de son patrimoine le justifient et si la composition de sa famille ou de son entourage le permet». La loi donne au juge un très large pouvoir d'appréciation de l'opportunité d'organiser ou non un conseil de famille, quelles que soient les demandes ou velléités de l'entourage de la personne protégée. Cette modalité, si la famille du majeur n'est pas trop dispersée, présente l'avantage de constituer une instance délibérative collégiale, au sein de laquelle le juge joue un rôle d'influence plus que de décision.

4-2 Des dispositions légales et réglementaires à la fois constantes et modernisées

Des principes repris pour l'essentiel - Les dispositions applicables au conseil de famille se retrouvent, comme sous l'empire de l'ancienne loi, réparties entre le code civil (articles 397 à 405 et 456 et 457) et le code de procédure civile (art 1234 à 1235). Elles sont en grande partie communes aux mineurs et aux majeurs. Elles correspondent largement à celles qui figuraient, sous la loi de 1968, dans le code civil, et

que le législateur de 2007 a considéré comme relevant de la matière réglementaire. Les dispositions retenues ont été conservées dans leur principe, regroupées pour certaines, et ont fait l'objet d'une simplification rédactionnelle.

Des règles actualisées - Des changements sont néanmoins apportés par la réforme, dans un souci de pragmatisme, et de renforcement du contradictoire :

- le conseil de famille, désormais comme le juge des tutelles, peut statuer sur les empêchements, retraits et remplacements qui concernent le tuteur ou le subrogé tuteur (article 397 du code civil, auquel renvoie l'article 456) ;
- le retrait d'une charge tutélaire ne peut être effectué sans que son titulaire ait été entendu ou appelé : cela s'applique non seulement au tuteur et au subrogé tuteur mais désormais aussi aux membres du conseil de famille (article 397 du code civil) ;
- le juge doit désigner au moins quatre membres (il n'y a plus de maximum) dans le conseil de famille, y compris le subrogé tuteur et désormais le tuteur (mais non le juge), ce qui abaisse le plancher puisque le tuteur n'était pas membre du conseil de famille auparavant (article 399 du code civil, auquel renvoie l'article 456) ;
- les critères de choix des membres du conseil de famille d'un majeur vont au-delà des conditions d'aptitude et de proximité prévues pour la constitution du conseil de famille du mineur, puisqu'ils sont alignés sur ceux prévus à l'article 449 du code civil pour la désignation du tuteur choisi parmi les proches : le juge doit tenir compte des sentiments exprimés par le majeur, de ses relations habituelles, de l'intérêt porté à son égard et des recommandations éventuelles de sa famille et de son entourage (article 456 alinéa 2) ;
- le régime des excuses, considéré comme désuet et inadapté (actuels articles 434 et suivants du code civil), n'est pas repris ;
- la possibilité pour les membres du conseil de famille d'être représentés est supprimée, leur présence étant désormais exigée : en effet, l'évolution des compositions familiales ne permet pas de maintenir la possibilité de représentation, notamment pour les couples, dans des conditions de stabilité et de sécurité juridique satisfaisantes (article 1234-2 du code de procédure civile) ;
- les amendes sont également supprimées car inadaptées et sans effet ; la sanction pour absence au conseil de famille, sans excuse légitime, est la suppression de la charge tutélaire (article 1234-2 du code de procédure civile) ;
- la règle de vote au sein du conseil de famille est précisée (article 1234-5 du code précité).

4-3 Le conseil de famille «sans juge»

Une innovation dans le fonctionnement du conseil de famille - La loi du 5 mars 2007 a prévu qu'à certaines conditions, le conseil de famille du majeur peut se réunir hors la présence du juge (article 457 nouveau du code civil). Il s'agit d'une modalité particulière et ponctuelle (donc non pérenne, ni a fortiori définitive) du fonctionnement d'un conseil de famille constitué préalablement selon les règles classiques décrites ci-dessus, mais dont le tuteur ou le subrogé tuteur est un mandataire judiciaire à la protection des majeurs. En effet, aux termes des articles 399 alinéa 3 et 456 alinéa 2 du code civil, le juge des tutelles peut désigner comme membres du conseil de famille, non seulement les parents, alliés, mais également toute personne qui manifeste ou porte un intérêt à l'égard de la personne protégée ; cette disposition permet au juge de considérer plus largement l'entourage de la personne, en tenant compte des professionnels qui ont, soit, à un moment donné, été désignés pour exercer seuls la mesure de protection du majeur concerné, soit ont été sollicités à plusieurs reprises pour avis par les membres de la famille et ont pu nouer des liens, informels mais réels et constructifs avec la personne protégée.

Le juge est libre d'autoriser ou de refuser cette modalité de fonctionnement, il peut la suggérer si elle lui paraît adaptée à la situation, notamment lorsque le conseil de famille est composé de proches du majeur entre lesquels existent une réelle capacité de dialogue et une confiance mutuelle, dans un souci commun de veiller au mieux sur la personne et sur les intérêts du majeur protégé ; la présence du juge n'est pas utile lorsqu'un climat de «bienveillance» familiale règne et permet de prendre les décisions nécessaires sans conflit ni contradiction d'intérêts, la présence du mandataire judiciaire à la protection des majeurs pouvant constituer une sorte de garantie de compétence sur certaines questions, et l'avantage d'un avis neutre.

Une procédure précise mais simple - La procédure permettant la mise en place et le fonctionnement de ce conseil est précisée par l'article 457 du code civil et par les articles 1237 à 1238 du code de procédure civile. Cette procédure a été voulue simple et claire, dans un souci pédagogique, puisqu'elle a vocation à être mise en œuvre par les familles.

Le juge autorise le conseil de famille à se réunir et à délibérer hors de sa présence, pour des motifs qu'il apprécie librement. Sa décision n'est pas susceptible de recours (article 1237 du code de procédure civile). Quand le conseil est autorisé à se réunir sans le juge, il désigne en son sein un président et un

secrétaire qui ne peuvent être ni le tuteur ni le subrogé tuteur, ce qui exclut donc de la présidence et du secrétariat du conseil le mandataire judiciaire à la protection des majeurs. L'ordre du jour de la réunion doit être préalablement transmis au juge par le président ; aucun délai ni aucune formalité ne sont imposés pour cette transmission, mais il paraît prudent d'inviter le président désigné à transmettre cet ordre du jour dans les huit jours qui précèdent la réunion, et ce, par lettre recommandée ou remise au greffe. Le président désigné exerce les mêmes missions que celles dévolues au juge en ce qui concerne la convocation, la réunion et la délibération du conseil de famille : il choisit le lieu (hors du tribunal, au domicile de l'un des membres du conseil de famille, par exemple), la date et l'ordre du jour, qui peut contenir des suggestions des membres du conseil ou de la personne protégée elle-même ; il établit ou fait établir par le secrétaire désigné les convocations des membres du conseil à la réunion.

Le juge peut toujours, et à tout moment, convoquer une réunion du conseil de famille sous sa présidence (article 457 dernier alinéa du code civil).

Des décisions susceptibles d'opposition - Les décisions prises par le conseil font l'objet d'une délibération signée par tous les membres présents à la réunion ; cette délibération est remise au greffe ou lui est adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception par le président désigné (article 1237-1 du code de procédure civile). Tout membre du conseil de famille peut s'opposer à la délibération dans les quinze jours de celle-ci, par requête auprès du juge. Le juge peut s'opposer également à la délibération dans le délai de quinze jours de la remise ou de la réception de la lettre recommandée. Qu'il statue à la suite d'une requête en opposition d'un membre du conseil de famille ou qu'il forme lui-même opposition à la délibération, le juge rend une ordonnance, non susceptible de recours, par laquelle il convoque et réunit à nouveau, dans le délai d'un mois, le conseil de famille dont il assure alors la présidence, et ce, aux fins de délibérer à nouveau sur le même objet que la délibération critiquée. Pour la suite de cette procédure, les règles du droit commun du fonctionnement du conseil de famille sont alors applicables (articles 1234-1 à 1235, 1239-3 et 1239-4 du code de procédure civile). A défaut d'opposition contre la délibération du conseil de famille autorisé à se réunir et à délibérer hors de la présence du juge, celle-ci prend effet à l'expiration du délai de quinze jours de sa réception par le juge (article 457 alinéa 3 du code civil et article 1238 alinéa 1er du code de procédure civile).

5- La désignation de la personne chargée de la protection

La réforme confirme la priorité familiale posée par la loi de 1968 dans le choix de la personne chargée de la mesure de protection (5-1). Le législateur de 2007, néanmoins conscient des difficultés limitant ou empêchant le choix familial, a souhaité réorganiser et réglementer l'activité tutélaire non familiale et l'a unifiée en créant les «mandataires judiciaires à la protection des majeurs» (5-2). La loi nouvelle élargit par ailleurs l'éventail des configurations en permettant de confier la même mission de protection à plusieurs personnes ou de répartir les rôles dans l'exercice de la mesure (5-3).

5-1 La priorité aux liens familiaux, d'affection ou de confiance

Le primat de la volonté individuelle anticipée - Alors que pour les mineurs, la désignation anticipée d'un éventuel tuteur était déjà possible sous l'empire de la loi de 1968, rien de comparable ne figurait dans la loi pour les majeurs. La réforme comble cette lacune par les dispositions de l'article 448 du code civil. Désormais, toute personne majeure peut procéder à la désignation anticipée d'un éventuel curateur ou tuteur, et ce, dans les formes prévues à l'article 1255 du code de procédure civile : par une déclaration devant notaire ou par un acte écrit en entier, de la main de son auteur qu'est le majeur concerné, et daté et signé par celui-ci.

Cette désignation s'imposera au juge saisi, sauf si celui-ci constate que la personne désignée refuse la mission, ou se trouve dans l'impossibilité de l'exercer, ou qu'il est dans l'intérêt du majeur d'écarter la personne désignée, notamment si les relations entre cette personne et le majeur ou ses proches sont conflictuelles, empreintes de méfiance ou intéressées.

Le juge conserve donc sa pleine liberté d'appréciation et d'évaluation de l'intérêt du majeur, y compris dans l'hypothèse où le majeur a conclu un mandat de protection future mais que celui-ci n'a pas été mis en œuvre. En effet, lorsque le juge saisi d'une demande de protection, souhaite savoir si le majeur a passé un mandat de protection future afin de respecter sa volonté ou à tout le moins, de connaître ses intentions, il doit, quand bien même est avéré qu'un mandat a été conclu, vérifier par l'instruction de la demande de protection, les raisons pour lesquelles ce mandat n'a pas été mis en œuvre alors que le mandant est touché par une altération de ses facultés. Si dans le cadre des auditions de la personne vulnérable mais surtout de son entourage, le juge ne rencontre pas le mandataire - soit qu'il ne se fasse pas connaître malgré la dégradation de l'état de santé du mandant, soit que nul ne mentionne son existence parmi les proches du mandant - la question se pose sérieusement de l'intérêt pour le mandant que le mandataire, désigné des années auparavant, puisse se voir confier la protection de sa personne et

de ses biens. Le choix fait par le mandant à une époque où il nouait des relations de pleine confiance avec le mandataire, peut ne plus être dans son intérêt le jour venu de la nécessité de la protection.

L'importance de la volonté parentale - Cette désignation anticipée est également permise, aux termes de l'article 448 alinéa 2 du code civil, pour les parents d'un enfant mineur ou majeur à charge, dont l'état de santé mentale ou physique pourrait nécessiter une mesure de curatelle ou de tutelle après le décès de ses parents ou en cas d'incapacité de ceux-ci. Les mêmes formes que celles décrites ci-dessus sont requises pour cette désignation, étant précisé que dans ce cas, «le majeur concerné», visé par l'article 1255 du code de procédure civile, doit s'entendre de l'auteur de l'acte que sont le ou les parents de la personne à protéger ; cette désignation anticipée s'impose au juge dans les mêmes conditions que celles décrites au paragraphe précédent.

Cette disposition se différencie de la tutelle testamentaire prévue à l'article 403 du code civil ; en effet, la désignation anticipée du tuteur par les parents d'un mineur telle que prévue à l'article 403 est prise en compte dans le cadre de la tutelle d'un mineur devenu orphelin, tutelle qui prend fin à la majorité de l'enfant.

La désignation anticipée prévue par l'alinéa 2 de l'article 448, si elle peut être effectuée par les parents pendant la minorité de leur enfant, ne peut être prise en compte que dans le cadre de la curatelle ou de la tutelle qui sera prononcée au bénéfice de l'enfant devenu majeur. Cette disposition vise à répondre aux inquiétudes des parents d'enfants gravement handicapés qui, préoccupés de l'avenir et du devenir de ceux-ci, souhaitent pouvoir choisir la personne qui leur paraît la plus à même d'assumer une mesure d'assistance ou de représentation de l'enfant après sa majorité, lorsqu'eux-mêmes ne pourront plus le faire.

Le choix du juge soumis à un ordre de priorité des liens de famille ou d'alliance - Que ce soit en curatelle ou en tutelle, le juge des tutelles choisit, dans la famille et parmi les proches du majeur, la personne la plus à même d'exercer la mesure de protection. L'évolution des compositions familiales, et notamment des couples, justifie que l'article 449 du code civil envisage désormais toutes les situations conjugales.

Ce texte guide le choix du juge en déclinant le principe de subsidiarité, en ordre de priorité comme suit :

- le conjoint du majeur, le partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité, ou son concubin sauf si la vie commune a cessé entre eux ou si une autre cause empêche de lui confier la mesure,
- un parent, ascendant, descendant, ou collatéral,
- un allié ou une personne résidant avec le majeur et entretenant avec lui des liens étroits et stables.

L'exclusion de proches qui ne résident pas avec le majeur ? - Alors que la loi de 1968 donnait au juge la liberté, en matière de curatelle, de désigner, outre le conjoint de la personne protégée, «tous autres curateurs» (ancien article 509-1 in fine), le nouvel article 449 du code civil limite ce choix à la liste susmentionnée, et dans son alinéa 2 in fine, exclut la possibilité pour le juge de désigner comme curateur ou tuteur une personne proche du majeur mais qui ne réside pas avec lui (un ami de longue date, un voisin attentionné, ...).

Dès lors, lorsque les mesures de curatelle, ouvertes avant l'entrée en vigueur de la loi, dans lesquelles le curateur désigné n'entre plus dans la catégorie des personnes pouvant être désignées par le juge, devront être renouvelées, le juge devra changer le curateur, sauf si la personne en curatelle, dans la perspective de ce renouvellement, a procédé à la désignation anticipée de son futur curateur ou tuteur, prévue par l'article 448 du code civil, dans les formes requises par l'article 1255 du code de procédure civile.

Le choix du juge guidé par la volonté du majeur à protéger - En l'absence de désignation anticipée du curateur ou du tuteur, ou si celle-ci doit être écartée pour les motifs visés par la loi, le choix de la personne chargée d'exercer la mesure de protection doit être fait par le juge en considération «des sentiments exprimés» par le majeur, de «ses relations habituelles, de l'intérêt porté à son égard et des recommandations éventuelles de ses parents et alliés ainsi que de son entourage» (article 449 du code civil). Ces éléments sont recueillis lors de l'audition du majeur et de toute autre personne (article 1220-4 du code de procédure civile).

5-2 Les mandataires judiciaires à la protection des majeurs

L'unification des acteurs tutélaires par la loi - Lorsque le juge ne peut désigner une personne figurant parmi les membres de la famille ou les proches de la personne à protéger ou protégée, il désigne un mandataire judiciaire à la protection des majeurs (article 450 du code civil). Cette dénomination regroupe désormais l'ensemble des personnes qui, aux termes de l'article L.471-1 du code de l'action sociale et des familles, «exercent à titre habituel les mesures de protection des majeurs que le juge des tutelles leur confie au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle, de la tutelle ou de la mesure d'accompagnement judiciaire». Ces mandataires sont inscrits sur une liste unique, dressée et tenue à jour par le préfet du département, après avis

conforme du procureur de la République (cf. supra sur le rôle du procureur de la République dans l'établissement de la liste). Ils rassemblent l'ensemble des intervenants tutélaires qui, avant la réforme de 2007, se répartissaient entre différentes catégories, hétérogènes et disparates, et qui ne relevaient ni du même mode de recrutement, ni des mêmes critères de désignation, ni des mêmes modalités d'agrément et de financement. Il s'agissait :

- des gérants de tutelle bénévoles,
- des gérants de tutelle hospitaliers,
- des gérants de tutelle privés,
- des associations, type UDAF.

La volonté de professionnaliser l'activité tutélaire - Le législateur de 2007 vient répondre aux critiques formulées à l'encontre de ces intervenants non familiaux, en termes de compétence, de qualification et de déontologie. La réforme inclut désormais l'ensemble de l'activité tutélaire dans le droit commun de l'action sociale et médico-sociale. En conséquence, l'inscription des mandataires judiciaires à la protection des majeurs sur la liste prévue à l'article L. 471-2 du code de l'action sociale et des familles est soumise à des conditions strictes et identiques de formation ou d'expérience, de compétence, de moralité, d'agrément ou d'autorisation selon qu'ils exercent à titre individuel ou dans un cadre associatif ou institutionnel, et d'assurance ou de garantie de responsabilité ; ces conditions répondent à un niveau d'exigence correspondant à une véritable professionnalisation. Elles sont vérifiées par les services départementaux des préfectures et soumises également au contrôle du procureur de la République. Les nouveaux mandataires judiciaires à la protection des majeurs inscrits sur la liste obéissent en outre, dans le cadre de l'exercice de leur mission, à des règles communes de contrôle et de sanctions administratives et pénales en cas de défaillance ou de faute.

L'harmonisation de la rémunération des mandataires et du financement de l'activité - Le principe posé par l'article 419 du code civil, et repris par l'article L.471-5 alinéa 1er du code de l'action sociale et des familles, est que la personne protégée finance sa protection, totalement ou partiellement, dans la mesure de ses moyens. En l'absence de ressources suffisantes, un financement public subsidiaire assure la rémunération du mandataire désigné.

Ce financement public est désormais unifié et défini selon des critères plus équitables, plus précis et plus clairs. En ce qui concerne les personnes morales (associations), il repose désormais sur un principe de dotation globale, ce qui correspond à un budget mensuel par structure, calculé à partir d'indicateurs d'activité annuels. Pour les personnes physiques (gérants privés), ce principe n'est pas retenu et le système de rémunération sur la base d'un tarif mensuel forfaitaire par mesure maintenu. Les décrets au rapport du ministre en charge des affaires sociales précisent l'ensemble des dispositifs de rémunération et de financement.

Maintien du principe de l'indemnité complémentaire fixée par le juge mais dans des conditions restrictives, «à titre exceptionnel» - L'article L. 471-5 précité dispose, en son alinéa 2, que le juge peut allouer au mandataire judiciaire à la protection des majeurs une indemnité complémentaire à la rémunération décrite ci-dessus. Cette indemnité est subordonnée, aux termes de ce texte :

- à l'existence des circonstances exceptionnelles : le mandataire ne peut la solliciter que très ponctuellement, et il ne s'agit pas, comme avant la réforme, d'en faire un complément de rémunération afin de compenser les incohérences ou les insuffisances du financement des mesures auxquelles la loi de 2007 a mis un terme ;
- au respect de conditions de forme : l'avis du procureur de la République doit être recueilli ;
- à la preuve de conditions de fond : elle est fondée sur la preuve de la nécessité pour le mandataire d'accomplir des actes «impliquant des diligences particulièrement longues ou complexes», indispensables à l'exercice de la mesure de protection ; il peut s'agir notamment du règlement d'une succession importante et conflictuelle entre des héritiers parmi lesquels se trouve le majeur protégé (qui nécessite des rendez-vous répétés chez le notaire, des réunions familiales difficiles, une étude précise du contenu de la déclaration de succession et de ses incidences fiscales et financières sur le patrimoine du majeur), ou de la gestion de nombreux biens immobiliers ou fonciers, ou bien de celle d'un portefeuille important pour lequel il n'y a pas de contrat de gestion de patrimoine confié à un tiers professionnel en application de l'article 500 alinéa 3, ou encore, de la vente d'un patrimoine indivis important hors du territoire national.

L'indemnité complémentaire est fixée selon un barème national établi par un décret d'application au rapport du ministre en charge des affaires sociales.

Le cas particulier des personnes physiques exerçant à titre individuel - En vertu du décret n° 2008-1553 du 31 décembre 2008 relatif à l'exercice individuel de l'activité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs, ceux qui sont plus communément appelés les «gérants privés» bénéficient de conditions de fonctionnement qui, en raison du caractère «libéral» de leur activité, sont moins encadrées. Les juges des tutelles ont besoin de disposer d'un panel large d'intervenants qualifiés, afin de choisir la structure ou la

personne compétente la plus adaptée à une situation donnée ; le contenu et le niveau d'exigence de la protection d'une personne vulnérable est très variable, notamment en ce qui concerne la protection des biens qui nécessite un niveau de qualification et de disponibilité qui peut être étroitement lié à la composition et à l'importance du patrimoine. Lorsque ce patrimoine est complexe, étendu ou disparate et nécessite un suivi plus important qu'à l'ordinaire, le juge est enclin à en confier la gestion à un gérant privé qui non seulement a déjà fait preuve de compétence, mais sait aussi se rendre disponible, dans la logique du caractère libéral de son activité. Il est donc très utile voire indispensable que les juges puissent continuer de leur confier des mesures méritant leur implication et leurs compétences spécifiques.

Néanmoins, en l'absence de seuil d'activité limitant le nombre de dossiers gérés par une même personne physique, la vigilance des juges des tutelles doit être appelée sur le nombre de dossiers qu'ils confient à chaque gérant privé, afin de garantir que la mesure soit exercée dans de bonnes conditions, notamment au regard des nouvelles exigences posées par le code civil en ce qui concerne la protection de la personne, qui suppose écoute, disponibilité, et vigilance. Le juge peut ainsi être amené à limiter le nombre de dossiers suivis par une seule personne.

Pour cela, le décret d'application, relevant du ministre en charge des affaires sociales, relatif à l'exercice à titre individuel de l'activité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs, prévoit que les gérants privés communiquent chaque semestre au juge des tutelles le nombre de dossiers qu'ils suivent dans leur cabinet. Cet indicateur d'activité doit permettre au juge de répartir les dossiers de protection selon une configuration équilibrée, permettant à chaque mandataire d'exercer sa mission dans les meilleures conditions, en tenant compte de la responsabilité qui s'y attache.

5-3 De nouvelles configurations tutélaires : des mesures faisant intervenir une ou plusieurs personnes

Alors que sous l'empire de la loi de 1968, le juge des tutelles ne pouvait opter qu'entre la constitution d'un conseil de famille complet et la désignation d'un tuteur ou curateur unique, le nouvel article 447 du code civil élargit les dispositifs offerts, permettant au juge de désigner une ou plusieurs personnes comme curateurs ou tuteurs, et le nouvel article 454 permet la désignation d'un subrogé curateur ou subrogé tuteur, ce qui était jusqu'à présent réservé aux mesures organisées avec un conseil de famille.

Une mission commune ou divisée entre plusieurs personnes - Au regard de la situation de la personne protégée, de la consistance de son patrimoine et des aptitudes des candidats à l'exercice de la mission de protection, le juge peut désigner un seul curateur ou tuteur, ou plusieurs, exerçant en commun la mesure de protection. Dans ce dernier cas, à chaque curateur ou tuteur est confiée la même mission : chacun dispose des mêmes prérogatives dans l'exercice de la mesure, et lorsqu'il agit seul, il est considéré, à l'égard des tiers, avoir reçu du ou des autres curateurs ou tuteurs le pouvoir de faire seul les actes d'administration. Cette double désignation vient, notamment, répondre aux attentes des parents d'enfants majeurs gravement handicapés qui déploraient de devoir choisir lequel, du père ou de la mère, devait être désigné comme tuteur lorsqu'une mesure de protection était nécessaire ; désormais, les deux parents peuvent être désignés.

Par ailleurs, la réforme reprend le dispositif figurant à l'ancien article 417 du code civil qui permet au juge de diviser la mesure entre une personne en charge de la gestion du patrimoine et une autre en charge de la protection de la personne, tenant compte ainsi des qualifications ou compétences, de la disponibilité au quotidien ou encore de liens privilégiés entre les personnes désignées et la personne protégée. Dans cette optique, le juge peut également confier la gestion de certains biens à un curateur ou tuteur adjoint, répartissant d'une autre façon, en fonction de la configuration patrimoniale et familiale, les tâches et charges afférentes à la gestion patrimoniale. Dans ces hypothèses, les personnes désignées sont indépendantes et ne sont pas responsables l'une envers l'autre, sauf autre décision du juge ; en tout état de cause, elles ont un devoir d'information mutuelle.

Ces différentes possibilités devraient faciliter la prise en charge familiale, soit en associant plusieurs personnes afin de rendre la charge moins lourde, soit en répartissant les tâches entre les membres d'une même famille en fonction des affinités ou de la disponibilité de chacun, soit en divisant la mesure entre un proche du majeur plus à même d'assurer la protection de la personne et un mandataire judiciaire à la protection des majeurs plus qualifié pour gérer le patrimoine.

Une mission de surveillance et de suppléance en amont du juge - Alors que la loi de 1968 ne prévoyait la désignation d'un subrogé tuteur que lorsque la tutelle était organisée avec un conseil de famille, la réforme élargit cette possible désignation à toutes les configurations d'organisation de la protection : curatelle comme tutelle, avec ou sans conseil de famille. Le même double rôle de surveillance générale et de suppléance ponctuelle est dévolu au subrogé curateur ou au subrogé tuteur : au terme de l'article 454 alinéa 4, il surveille les actes passés par le curateur ou le tuteur et doit informer le juge sans délai s'il constate des fautes, et ce, sous peine d'engager sa responsabilité à l'égard de la personne protégée. En

outre, il assiste ou représente cette dernière lorsque le curateur ou tuteur est en opposition d'intérêts avec elle, ou lorsque les limitations de sa mission ne lui permettent pas de l'assister ou de la représenter. A ces missions classiques déjà prévues dans l'ancien article 420 du code civil, la réforme de 2007 y ajoute l'obligation pour le curateur ou le tuteur d'informer et de consulter son subrogé avant d'accomplir «tout acte grave», ces termes renvoyant à des notions déjà connues, décrites par la jurisprudence ou la doctrine ; en outre, le décret relatif à la liste des actes d'administration et de disposition devrait aider les acteurs de la protection à mieux cerner le contenu d'un «acte grave».

La désignation d'un subrogé curateur ou subrogé tuteur dans une mesure de protection confiée à un membre de la famille peut permettre au juge, en particulier lorsque des tensions existent, d'instituer un système de contrôle interne à la famille, participant à diminuer les éventuelles suspicions, et ce, sans la lourdeur de l'organisation d'un conseil de famille.

6- Les nouveaux cas de fin des mesures de curatelle et de tutelle

L'article 443 du code civil dispose que la mesure prend fin non seulement dans le cas d'un jugement de mainlevée et dans celui du décès du majeur protégé, mais désormais aussi «en l'absence de renouvellement, à l'expiration du délai fixé» (6-1) et si l'éloignement de la personne protégée résidant hors du territoire national «empêche le suivi et le contrôle de la mesure» (6-2).

6-1 L'expiration du délai

Des effets juridiques sans la nécessité d'un jugement - Corollaire de la durée déterminée de la mesure de protection imposée par l'article 441 du code civil, la sanction de son non renouvellement dans le délai fixé par le jugement prononçant la mesure est posée dès le début de l'article 443 du même code : c'est la fin de plein droit de la mesure, donc le retour à la pleine capacité pour le majeur. La mesure prend fin par l'effet même de la loi, sans qu'il soit juridiquement nécessaire qu'un jugement soit pris, de la même façon que lors du décès de la personne protégée.

L'expiration de la durée maximum de la mesure est, en effet, à l'instar du décès de la personne protégée ou encore de l'accomplissement des actes pour lesquels une sauvegarde de justice a été ordonnée (article 439 du code civil) un événement ayant, par lui-même, des effets juridiques sans qu'un jugement doive le constater. Afin, néanmoins, de permettre une publicité de ce retour à la pleine capacité du majeur, alors qu'aucune décision judiciaire n'est prononcée et donc aucune mention au répertoire civil effectuée, le nouvel article 1233 du code de procédure civile prévoit que lorsqu'une mesure de protection a pris fin par l'expiration du délai fixé, avis en est donné par tout moyen par le greffe du tribunal d'instance, saisi par tout intéressé, au greffe du tribunal de grande instance dans le ressort duquel est née la personne protégée aux fins de conservation au répertoire civil et de publicité par mention en marge de l'acte de naissance. Le retour à la pleine capacité du majeur sera ainsi opposable aux tiers.

6-2 L'éloignement hors du territoire national

Un principe de réalité - Qu'il s'agisse d'un majeur de nationalité française ou étrangère, le départ d'une personne protégée hors du territoire national, de façon durable, peut être source de difficultés importantes. En effet, l'éloignement géographique du majeur rend quasiment impossible le suivi et le contrôle des actes touchant à sa personne, et ce, alors que les exigences posées par les nouvelles dispositions des articles 457-1 à 462 du code civil nécessitent que la personne en charge de sa protection informe le juge et recueille son consentement ; en outre, pour les actes les plus importants, le juge doit également entendre la personne protégée avant de les autoriser. Par ailleurs, lorsque le patrimoine est complexe ou conséquent, et a été transféré, ou progressivement constitué, dans le pays étranger de résidence du majeur protégé, le contrôle de sa gestion peut soulever des difficultés liées à la compréhension de documents en langue étrangère ou à l'impossibilité d'entendre le majeur sur certains choix essentiels (ventes immobilières, donations...). Ces difficultés ou obstacles à l'exercice effectif du suivi et du contrôle des mesures peuvent être source d'abus, générer la détérioration de la situation personnelle ou patrimoniale du majeur et être à l'origine de préjudices graves pour celui-ci ; la responsabilité du service public de la justice, voire celle du juge lui-même, sont susceptibles d'être engagées.

C'est pourquoi, le juge peut désormais mettre fin à une mesure de protection en prenant un jugement de mainlevée motivé par les circonstances et les conditions de l'éloignement géographique qui empêchent l'effectivité du suivi et du contrôle de la mesure. Cette disposition de l'article 443 du code civil s'inscrit dans le cadre des principes posés par la Convention de la Haye du 13 janvier 2000 sur la protection internationale des adultes, qui privilégie la compétence du juge de la résidence habituelle de l'adulte (cf. supra).

7- Les voies de recours

Elles ne font pas l'objet d'une réforme importante mais d'une simplification (7-1), à laquelle s'ajoutent quelques nouveautés qui répondent à un souci d'efficacité (7-2).

7-1 Des dispositions à droit constant mais simplifiées ou actualisées

Ouverture du recours à davantage de personnes - Le recours demeure ouvert, dans les mêmes conditions que sous l'ancien texte, au requérant lorsque le juge refuse d'ouvrir une mesure de protection (article 1239-2 du code de procédure civile), aux membres du conseil de famille et au juge des tutelles s'agissant des délibérations du conseil de famille (article 1239-3 du code précité), ainsi qu'au procureur de la République, et aux personnes auxquelles la décision est notifiée (articles 1240 et 1241 du code de procédure civile).

Néanmoins, la liste des personnes pouvant former un recours, prévue à l'article 1239 alinéa 2 du code précité, est élargie, puisqu'elle vise les personnes mentionnées à l'article 430 du code civil, plus nombreuses que celles qui étaient visées par l'ancien article 493. Suite à la réforme du partage issue de la loi du 23 juin 2006 portant réforme des successions et des libéralités et à celle du 5 mars 2007, une nouvelle disposition mentionne les personnes qui peuvent former un recours contre la décision du juge des tutelles ou du conseil de famille autorisant le partage amiable (article 1239-1 du code de procédure civile).

En outre, l'article 1250 du code de procédure civile confirme la possibilité d'un recours, ouvert aux personnes mentionnées aux articles 1230 et 1230-1 (requérant, personne en charge de la protection, majeur protégé, procureur de la République, aux personnes désignées par le juge) contre la désignation du mandataire spécial désigné dans le cadre d'une sauvegarde de justice ou contre le contenu de ses pouvoirs.

Précision du point de départ du délai - Le point de départ du délai de recours à l'encontre des ordonnances du juge et à l'encontre des délibérations du conseil de famille est précisé à l'égard de chaque type de recours (1241 à 1241-2 du code de procédure civile).

Suppression de l'enregistrement - Les modalités d'enregistrement des recours sur un répertoire tenu par le greffe ne sont pas reprises car les dispositions de droit commun des articles 726 et suivants du code de procédure civile s'appliquent (article 1239 du code de procédure civile).

7-2 Des dispositions nouvelles et pragmatiques

Un recours désormais formé au greffe du tribunal de grande instance - L'article 1242 du code de procédure civile précise que l'ensemble des recours, tant sur le principe de la mesure que sur la personne désignée pour l'exercer, est désormais formé par requête remise ou adressée au greffe du tribunal de grande instance. Ce greffe est désormais compétent pour délivrer les certificats de non recours, conformément à l'article 505 du même code.

Principe de réalité et de continuité de la mesure - Une nouvelle disposition donne au juge des tutelles le pouvoir de prendre toute décision nécessaire à la préservation des droits et intérêts de la personne protégée pendant le délai d'examen du recours, mettant ainsi en œuvre le principe de continuité des mesures et tenant compte de la réalité des mesures de protection, susceptibles d'évolution à tout moment (article 1246 alinéa 3 du code de procédure civile).

Etendue du recours - L'article 1243 du code de procédure civile impose à l'auteur d'un recours qui en restreint l'étendue de le préciser. En effet, en pratique, il peut être important pour le juge de savoir si la mesure contestée est susceptible d'être remise en cause dans son principe même ou seulement en ce qui concerne le choix du régime ou encore le choix de la personne à laquelle est confiée l'exercice de la mesure de protection.

Suspension de l'exécution provisoire - Afin de combler un vide juridique, l'article 1232 prévoit les modalités de suspension de l'exécution provisoire en cas de recours. Elles s'inspirent directement des dispositions de l'article 524 du code de procédure civile, dont la jurisprudence faisait jusqu'à présent application, à défaut de règle particulière aux mesures de protection.

B - Les changements apportés au contenu des mesures de protection

Les changements concernent la sauvegarde de justice (1), la curatelle (2), la curatelle renforcée (3), la tutelle (4), la protection de la personne (5) et la gestion du patrimoine (6).

1- La sauvegarde de justice

Les nouveautés portent sur quelques aspects de la sauvegarde de justice médicale et de celle prise pour la durée de l'instance (1-1), ainsi que sur l'instauration d'un troisième dispositif de sauvegarde de justice (1-2) et sur la mention dans le code de procédure civile de l'accès au répertoire civil (1-3).

1.1 Quelques nouveautés dans les dispositifs de sauvegarde médicale et de sauvegarde prise pendant la durée de l'instance

La sauvegarde dite «médicale» : maintien du principe et nouveautés dans la durée et les modalités de renouvellement - La réforme maintient le dispositif prévu à l'article 434 du code civil, en conservant les mêmes conditions d'ouverture : il s'agit d'une déclaration médicale faite au procureur de la République dans les conditions prévues à l'article L. 3211-6 du code de la santé publique. Les deux hypothèses de déclaration de sauvegarde de justice sont maintenues. D'une part, celle, facultative, du médecin traitant qui constate que la personne a besoin d'être protégée et qui accompagne sa déclaration au procureur de la République de l'avis conforme d'un médecin psychiatre. D'autre part, celle obligatoire du médecin de l'établissement de soins (psychiatrique ou non) qui constate le besoin de protection d'une personne hospitalisée.

Cette mesure peut être désormais prise pour une durée n'excédant pas un an renouvelable une fois, mais ce renouvellement ne peut intervenir que par voie judiciaire (article 439 alinéa 1er du code civil qui renvoie à l'article 442 alinéa 4 du code civil). Le juge des tutelles, soit d'office soit sur requête du parquet ou d'une des autres personnes visées à l'article 430 du code civil, au vu d'un certificat médical, et après audition du majeur (sauf dérogation permise, en cas d'urgence, par l'article 433 alinéa 3 du code civil), peut prononcer le renouvellement de la sauvegarde de justice pour une durée totale qui ne peut dépasser deux ans (ce qui suppose de tenir compte de la durée de la sauvegarde de justice initiale).

Cette mesure de sauvegarde de justice peut prendre fin soit par une nouvelle déclaration du médecin au procureur attestant que la situation qui avait justifié la déclaration de sauvegarde a cessé, soit par la radiation de la déclaration médicale sur décision du procureur (article 439 alinéa 3 du code civil). En toute hypothèse, elle cesse à l'expiration du délai d'un an, éventuellement renouvelé, ou par l'ouverture d'une mesure de curatelle ou de tutelle à partir du jour où celle-ci prend effet.

La sauvegarde pour «la durée de l'instance» : maintien du principe et nouveautés dans la durée, l'audition obligatoire de la personne, le contenu du mandat spécial et l'obligation de rendre compte du mandataire - Le juge saisi d'une demande d'ouverture de curatelle ou de tutelle peut toujours prononcer une mesure de sauvegarde de justice pendant la procédure, jusqu'au prononcé définitif de la mesure elle-même.

Cette mesure ne peut désormais être prononcée qu'après l'audition de la personne à protéger, sauf urgence justifiant que l'audition soit différée (article 433 alinéa 3), et sauf si les conditions de dispense de l'audition décrites par l'article 432 du code civil sont établies par un avis médical.

Elle ne peut excéder un an, non renouvelable puisqu'elle est soumise à la caducité de la requête en ouverture d'une mesure de protection juridique, prévue à l'article 1227 du code de procédure civile, qui demeure encourue un an après la saisine du juge. En toute hypothèse, cette mesure de sauvegarde prend fin en cas de mainlevée prononcée par le juge, ainsi qu'à l'issue du jugement prononçant soit l'ouverture d'une mesure de curatelle ou de tutelle, soit le rejet d'une telle mesure.

Pendant cette mesure de sauvegarde, le juge peut désormais confier au mandataire spécial, éventuellement désigné, des actes déterminés (article 433 du code civil), y compris touchant à la protection de la personne (article 438 du code civil). En outre, le mandataire désigné doit systématiquement (et non plus seulement si le juge le demande) rendre compte de l'exécution de son mandat dans les mêmes conditions et selon les mêmes modalités que celles prévues en matière de tutelle (article 437 dernier alinéa du code civil).

1-2 L'instauration d'une troisième sauvegarde

La nouvelle sauvegarde de justice dite rénovée - La sauvegarde de justice peut désormais être prononcée comme une mesure à part entière, lorsque le juge constate que la personne «a besoin d'une protection juridique temporaire ou d'être représentée pour l'accomplissement de certains actes déterminés» (article 433 du code civil) ; elle peut donc ne plus s'inscrire dans le cadre exclusif de l'instruction d'une curatelle ou d'une tutelle. Comme la précédente, elle est décidée par le juge en raison de l'altération des facultés de la personne à protéger, prévue à l'article 425 du code civil et constatée par le certificat médical joint à la requête initiale en ouverture d'une mesure de protection juridique. A l'instar de la sauvegarde prise pour la durée de l'instance, elle ne peut être prononcée qu'après l'audition de la personne concernée, sauf urgence ou conditions de dispense de l'audition établies conformément à l'article 432 du code civil.

Le juge peut désigner un mandataire spécial auquel il confie l'accomplissement d'actes déterminés, d'administration ou de disposition du patrimoine, ainsi que des actes importants touchant à la protection de la personne.

Un dispositif pour faciliter les transitions à certains âges de la vie - Cette mesure présente des avantages qui devraient favoriser son prononcé, en particulier dans les périodes de transition dans la vie des personnes vulnérables, notamment lorsque l'environnement familial de la personne s'avère présent et bienveillant. En effet, cette sauvegarde permet, lorsqu'une famille s'entend bien, s'est organisée et réparti la prise en charge du majeur (âgé ou souffrant d'un handicap ancien) à travers un système de procurations, de ne pas l'obliger à recourir à la mesure lourde et longue de la tutelle, uniquement en raison d'un acte ou d'une série d'actes personnels importants (changement de résidence avec éloignement géographique ou modification importante de l'environnement social et relationnel...) ou d'actes de disposition ponctuels (vente du domicile ou de la maison de campagne, déblocage d'un placement, acceptation d'une succession) à accomplir et qui ne peuvent l'être en raison de l'inaptitude de fait du majeur à apposer sa signature ou à en discerner pleinement le contenu et les enjeux.

Avec cette nouvelle disposition, ces actes pourront être effectués pendant le temps nécessaire et suffisant (d'un an ou deux maximum) de la mesure de sauvegarde de justice, avec toute la sécurité juridique requise, tant au regard de la protection des intérêts patrimoniaux qu'à l'égard de la vérification, autant que possible, de la volonté de la personne protégée. Le mandataire en rendra compte dans les conditions évoquées dans le paragraphe ci-dessus. Le juge pourra constater ensuite, au vu des actes accomplis, que la mesure n'est plus nécessaire, qu'éventuellement la protection de la personne est assurée par d'autres moyens (procurations, règles des régimes matrimoniaux, mandat de protection future) et il ordonnera la mainlevée de la mesure de sauvegarde. En toute hypothèse, cette mesure prend fin soit à l'expiration du délai maximum, soit, si le juge l'a indiqué dans le jugement prononçant la mesure, à l'issue de l'accomplissement des actes déterminés pour laquelle elle a été ordonnée.

1-3 La publicité restreinte de la mention au répertoire spécial

Mention sur le répertoire spécial du parquet et conditions du droit d'accès - Le principe de la mention de toute sauvegarde sur ce répertoire est repris à l'article 1251 du code de procédure civile. Le droit d'accès à ce répertoire, qui figurait à l'article 10 de la loi du 3 janvier 1968, est désormais codifié à l'article 1251-1 du même code : le procureur de la République peut délivrer copie de toute déclaration de sauvegarde mentionnée sur le répertoire :

- aux autorités judiciaires,
- aux personnes énumérées à l'article 430 du code civil, qui ont qualité pour demander l'ouverture d'une mesure de protection juridique,
- aux avocats, avoués, notaires et huissiers de justice, dès lors que ceux-ci justifient en avoir l'utilité dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions.

Ainsi, l'absence de publicité de la sauvegarde de justice, qui ne peut faire l'objet d'une inscription au répertoire civil, est compensée, notamment dans l'intérêt des professionnels et pour assurer la sécurité juridique des actes notariés, par cette publicité restreinte au répertoire spécial.

2- La curatelle

La mesure de curatelle, tout comme la tutelle présentée plus loin, ne fait pas l'objet de nombreux changements, mais de quelques améliorations de son fonctionnement. En outre, la curatelle «pour prodigalité, oisiveté et intempérance» est supprimée.

Maintien des grands principes et nouveautés dans son fonctionnement - La loi nouvelle rappelle que la curatelle demeure un régime d'assistance et non de représentation, mais le texte précise désormais que cette assistance se manifeste, dans un acte écrit, par l'apposition de la signature du curateur.

Si le principe selon lequel le curateur ne peut agir seul est réaffirmé, l'article 469 du code civil innove en permettant au curateur de solliciter du juge l'autorisation d'accomplir un acte déterminé au nom du majeur protégé si celui-ci compromet gravement ses intérêts, permettant ainsi une sorte de parenthèse de «représentation» dans le cours de la curatelle. Cette autorisation ne peut être qu'exceptionnelle. Si ce comportement persiste, le curateur peut saisir le juge d'une demande d'ouverture d'une mesure de tutelle.

Le principe de l'assistance du curateur pour l'emploi des capitaux est rappelé à l'article 468 alinéa 2, mais, conformément au principe de l'individualisation des comptes posé par l'article 427 du code civil, la perception des capitaux est soustraite du champ de l'assistance : ils doivent être versés directement sur un compte ouvert au seul nom de la personne protégée, mentionnant néanmoins son régime de protection.

L'aménagement de la curatelle : à tout moment, dans le respect des dispositions de l'article 442 - La réforme reprend le principe posé à l'ancien article 511, permettant au juge d'étendre ou de réduire la capacité de la personne sous curatelle (article 471 du code civil).

Mais, désormais, le juge peut procéder à cet aménagement à tout moment, soit à l'ouverture de la mesure, soit ultérieurement d'office ou sur requête. En outre, il n'est plus contraint, pour décider un aménagement de la curatelle, de solliciter l'avis du médecin traitant, mais il est tenu d'appliquer le principe posé à l'article 442 du code civil, qui fixe la procédure de modification d'une mesure, prévoyant notamment un certificat du médecin inscrit sur la liste du procureur en cas d'aggravation de la mesure.

Disparition de la curatelle «pour prodigalité, intempérance, oisiveté» - Lors de l'examen par le Parlement du projet de loi de réforme, les rapporteurs des commissions des lois ont souligné que la curatelle «pour prodigalité, intempérance et oisiveté» présentait le risque d'entraîner les personnes qui rencontrent des difficultés économiques, sociales ou financières vers un régime de protection juridique emportant une privation de leurs droits disproportionnée et constituant un frein à leur autonomie. Ils ont estimé qu'avec l'instauration de la mesure d'accompagnement social personnalisé et de la mesure d'accompagnement judiciaire, «la curatelle doit retrouver sa véritable place». A partir du 1er janvier 2009, lors du réexamen par le juge de la mesure, sa mainlevée devra être ordonnée au visa de la loi nouvelle, le juge conservant néanmoins la possibilité, au vu d'un certificat médical, de «convertir» cette mesure en une autre mesure de protection juridique adaptée. Si les difficultés de la personne ne sont pas liées à une altération avérée de ses facultés, et si elle perçoit des prestations sociales, le juge pourra l'inviter à contacter les services sociaux aux fins de mettre en place une mesure d'accompagnement social personnalisé.

3- La curatelle renforcée

Cette mesure, très souvent ordonnée dans la pratique, est désormais prévue à l'article 472 du code civil, qui apporte une innovation en permettant au juge de la prononcer «à tout moment» et non plus seulement dans le cadre de l'ouverture d'une mesure, ou à échéance de celle-ci.

La curatelle renforcée est reprise dans ses principes par la loi nouvelle, pour ce qui est de son contenu et de son fonctionnement, et connaît deux types de changement : ceux qui concernent les comptes et la gestion des revenus et capitaux (3-1), ceux touchant au pouvoir de représentation du curateur (3-2) ; en outre, sont précisées les modalités de contrôle de la gestion du curateur (3-3).

3-1 Les comptes et la gestion des revenus et capitaux

L'autorisation systématique d'ouverture d'un compte géré par le curateur - L'article 472 précité prévoit que «le curateur perçoit seul les revenus de la personne en curatelle sur un compte ouvert au nom de cette dernière». Il convient en conséquence, en raison du nouvel article 427 du même code qui ne permet l'ouverture d'un autre compte de la personne protégée qu'avec l'autorisation du juge, dans l'intérêt de celle-ci, de prévoir systématiquement, dans le jugement prononçant la curatelle renforcée, l'autorisation donnée au curateur d'ouvrir un nouveau compte, au nom de la personne protégée mais exclusivement géré par le curateur. Les trames de décision mises à disposition ont intégré cet impératif afin d'éviter au curateur non muni de cette autorisation de revenir vers le juge ultérieurement, retardant ainsi la mise en place de la mesure.

Le sort de l'excédent au terme de l'article 472 - L'article 472 précité dispose que le curateur «assure lui-même le règlement des dépenses auprès des tiers et dépose l'excédent sur un compte laissé à la disposition de l'intéressé ou le verse entre ses mains». L'ancien article 512 du code civil se limitait à préciser que l'excédent était déposé «sur un compte ouvert chez un dépositaire agréé», laissant les juges et les curateurs libres d'affecter ces sommes sur un compte d'épargne ou sur un compte laissé à la disposition de la personne protégée.

Dans le rapport fait au nom de la commission des lois du Sénat lors de l'examen de la réforme au Parlement, par le sénateur Henri de Richemont, il est indiqué que «la curatelle renforcée est une mesure lourde. Le majeur n'a plus accès directement à ses revenus : le curateur gère, paye les factures, place les économies, devient l'interlocuteur de la banque et des divers créanciers...» (Page 180 du rapport). La notion même de «dépenses» visée par le législateur dans le nouvel article 472 peut impliquer la constitution «d'économies» donc d'épargne, dès lors que ces économies ne sont que le provisionnement de dépenses courantes fixes (logement, énergie, impôts, assurances, etc..) ou prévisibles (déménagement, voyages, procès, santé, équipement médical de la personne ou du lieu de résidence, etc.). L'excédent, qui doit être mis à la disposition de la personne protégée, peut dès lors, être considéré comme la somme restant après que toutes ces dépenses nécessaires à ses besoins ont été provisionnées.

Ce provisionnement des dépenses ne peut nuire au train de vie de la personne protégée, ni permettre que le curateur constitue une épargne au nom de la personne protégée, dans un but autre que celui de

participer à son bien-être présent et à venir. Comme la tutelle, la curatelle ne peut viser la préservation des intérêts successoraux.

L'encadrement possible de la libre disposition des fonds- Si la situation tant patrimoniale, financière que personnelle du majeur sous curatelle le justifie, le juge peut encadrer la libre disposition des comptes. En effet, en application de l'article 471 décrit ci-dessus qui lui permet d'aménager la curatelle en augmentant ou en diminuant la capacité du majeur protégé, le juge peut imposer l'assistance du curateur pour certains actes, et en particulier pour la gestion des comptes laissés à la disposition du majeur, diminuant ainsi le risque, notamment lorsque les sommes disponibles sont importantes, que la liberté de gestion laissée au majeur favorise la dilapidation de ses revenus, soit par des affectations disproportionnées mettant en péril sa capacité à subvenir à ses besoins, soit par l'immixtion de tiers mal intentionnés ou incompetents parvenant à le dépouiller de ses ressources.

3-2 Le pouvoir de représentation du curateur

Pour conclure un bail - Outre ce qui a été exposé ci-dessus à propos de l'article 469 alinéa 2 qui permet à tout curateur (dans une curatelle simple, aménagée ou renforcée) de solliciter l'autorisation du juge de représenter le majeur pour l'accomplissement d'un acte lorsque celui-ci compromet gravement ses intérêts, l'article 472 alinéa 2 permet au juge, dans le cas d'une curatelle renforcée, d'autoriser le curateur à conclure un bail d'habitation ou une convention d'hébergement assurant le logement de la personne protégée, au nom de celle-ci.

Cette disposition s'inscrit dans la volonté de répondre aux situations d'urgence et de précarité, où la première des protections est celle de loger sans délai les personnes vulnérables.

Néanmoins, ce pouvoir du curateur doit être appliqué de telle sorte qu'il ne porte pas atteinte au droit, posé à l'article 459-2 du code civil, de la personne protégée de choisir librement son logement.

3-3 Les modalités de contrôle de la gestion du curateur

Les mêmes exigences qu'en tutelle - Si l'ancien article 509-2 du code civil rendait applicables à la charge de curateur les dispositions relatives aux charges tutélaires, le nouvel article 472 dernier alinéa pose clairement l'application à la personne en charge d'une mesure de curatelle renforcée des dispositions concernant l'inventaire, l'établissement et le contrôle des comptes prévues aux articles 503, et 510 à 515 du code civil. Ses comptes seront donc établis et contrôlés comme ceux d'un tuteur.

4- La tutelle

La réforme n'a que très peu modifié le contenu de cette mesure, réaffirmant les grands principes et les modalités de fonctionnement qui figuraient dans la loi de 1968. Quelques apports sont à souligner.

L'allègement de la tutelle : à tout moment, sans avis du médecin traitant - A l'instar de ce qui est prévu pour l'aménagement de la curatelle, l'allègement de la mesure de tutelle peut être effectué par le juge à tout moment (lors de l'ouverture ou ultérieurement) et l'avis du médecin traitant n'est plus obligatoire (article 473 alinéa 2 du code civil).

Acquiescement au jugement - Si l'ensemble des dispositions concernant les actions en justice menées ou défendues par le tuteur ne sont pas modifiées, la réforme a supprimé l'interdiction qui était faite au tuteur, par l'ancien article 464 du code civil, d'acquiescer au jugement sans autorisation du juge ou du conseil de famille.

Donations - La personne en tutelle peut désormais faire des donations à toute personne de son choix, sur autorisation du juge ou du conseil de famille ; les donations ne sont plus limitées aux descendants, au conjoint et aux frères et sœurs, et ne sont plus restreintes à des avances sur héritage. Néanmoins, l'article 909 du code civil prohibe toute donation d'une personne protégée au profit d'un mandataire judiciaire à la protection des majeurs. Saisi d'une requête aux fins d'autoriser une donation, le juge (ou le conseil de famille) appréciera (après avoir ordonné un examen médical ou une expertise, s'il l'estime nécessaire et proportionné à l'importance de la donation) dans quelle mesure le discernement de la personne en tutelle justifie qu'elle soit seulement assistée ou bien qu'elle soit représentée à l'acte de donation (article 476 alinéa 1er du code civil).

Testament - La réforme a supprimé la nullité des testaments établis après l'ouverture d'une mesure de tutelle par la personne protégée : celle-ci peut désormais tester après ouverture de la mesure sur autorisation du juge (ou du conseil de famille) ; son tuteur ne peut, à cette occasion, ni l'assister ni la représenter.

La personne en tutelle peut révoquer seule son testament, sans autorisation, ni assistance, ni représentation, la loi du 5 mars 2007 ayant sur ce point confirmé le principe posé par la loi du 23 juin 2006 portant réforme des successions et des libéralités. Comme pour les donations, les mandataires judiciaires à la protection des majeurs ne peuvent profiter de dispositions testamentaires d'une personne dont ils ont assuré la protection.

5- La protection de la personne

La loi du 5 mars 2007 donne valeur législative aux principes dégagés par l'arrêt du 18 avril 1989 de la Cour de cassation, selon lequel la protection juridique a pour finalité aussi bien la protection de la personne même du majeur que celle de ses biens (articles 415 et 425 du code civil). A défaut de précision du juge des tutelles dans son jugement d'ouverture, la protection couvre donc la personne et les biens (alinéa 2 de l'article 425), mais le juge peut la limiter à l'une ou à l'autre.

Le principe posé par la réforme en matière de protection de la personne est celui de l'autonomie du majeur (article 459 alinéa 1er). Il s'agit d'une protection de la personne qui produit des effets indépendamment du régime de représentation ; il n'y a pas de tutelle à la personne comme il y a une tutelle aux biens, et l'autonomie du majeur prime, sauf décision spéciale du juge des tutelles.

Ce principe figure en tête des dispositions générales applicables aux mesures de protection juridique. Il se décline à travers l'importance donnée à l'information de la personne protégée (5-1), à son consentement (5-2), au contrôle des actes personnels par le juge (5-3) et aux conflits d'intérêts (5-4).

5-1 L'information de la personne protégée

Une information complète et adaptée - Parce qu'il ne peut y avoir de consentement éclairé sans une information complète et précise, l'article 457-1 du code civil pose en tête des principes gouvernant la protection de la personne, le droit à l'information de la personne protégée «sur sa situation personnelle, les actes concernés, leur utilité, leur degré d'urgence, leurs effets et les conséquences d'un refus de sa part». L'information doit être délivrée par la personne chargée d'exercer la mesure de protection. Cette dernière doit adapter l'information à la personnalité et à la capacité de discernement du majeur protégé.

Une information qui n'exonère pas les tiers de leurs obligations propres - Mais le devoir d'informer le majeur protégé qui pèse sur la personne exerçant la mesure de protection ne dispense pas les tiers de leurs propres obligations d'information dans leurs relations avec le majeur protégé, sur les sujets ou dans les matières qui les concernent. Ainsi, par exemple, un médecin prodiguant des soins à une personne sous tutelle ne saurait se prévaloir du rôle et du devoir du tuteur pour s'exonérer de son obligation d'information à l'égard de son patient.

5-2 Le consentement de la personne protégée

Les actes strictement personnels - La loi écarte la notion d'assistance ou de représentation de la personne pour les actes «strictement personnels» dont l'article 458 du code civil donne une liste non exhaustive : la déclaration de naissance et la reconnaissance d'un enfant, les actes de l'autorité parentale relatifs à la personne de l'enfant, la déclaration du choix ou du changement de nom d'un enfant, le consentement donné à sa propre adoption ou à celle de son enfant. Le consentement de la personne protégée est un élément constitutif de l'acte.

Conformément à la jurisprudence antérieure, si l'état de la personne ne lui permet pas de consentir, ces actes ne peuvent pas être accomplis, sauf ceux pouvant faire l'objet d'une décision judiciaire, comme la déclaration de naissance (article 55 du code civil). Ces dispositions sont donc dérogoires aux principes d'assistance ou de représentation du majeur prévus respectivement aux articles 467 et 473 du code civil.

Un principe applicable quelque soit le régime de protection - Quelle que soit la mesure de protection (sauvegarde de justice, curatelle, tutelle, mandat de protection future), et si la décision de placement sous ce régime ne limite pas expressément la protection à celle des biens, l'article 459 alinéa 1er du code civil pose le principe d'autonomie de la personne, selon lequel le majeur protégé prend lui-même les décisions touchant à sa personne. La loi pose ainsi l'obligation de laisser le majeur protégé prendre seul les décisions touchant à sa personne et, à tout le moins, impose le recueil «a priori» du consentement de la personne protégée par la personne en charge de la protection.

Une prise en compte graduée des limites du discernement et de l'aptitude à consentir - Néanmoins, l'article 459 alinéa 2 du code civil permet au juge d'adapter l'exigence du consentement à la réalité de la personne et de le prendre en compte «dans la mesure» permise par son état. Si la personne protégée ne peut prendre une décision éclairée, le juge pourra prévoir, dès l'ouverture de la mesure ou ultérieurement en fonction de l'évolution de son état de santé, que le curateur ou le tuteur devra l'assister, ou que le

tuteur devra la représenter dans les actes touchant à sa personne ; ainsi même dans le cadre d'une mesure de tutelle, le juge peut limiter le rôle du tuteur à une assistance pour ce qui concerne la protection de la personne.

Le juge peut prévoir que cette assistance ou cette représentation sera nécessaire pour l'ensemble des actes touchant à la personne ou pour certains d'entre eux seulement, ou pour une série d'actes. Il statuera au vu des éléments médicaux du dossier, figurant dans le certificat médical circonstancié, ou recueillis ultérieurement par l'intermédiaire de la personne protégée elle-même ou par son curateur ou tuteur.

En conséquence, si le juge n'a pas pris de décision encadrant spécifiquement la protection de la personne (par une assistance ou une représentation) comme décrit ci-dessus, le principe d'autonomie de la personne s'applique et il n'y a ni assistance ni représentation possible du majeur.

5-3 L'encadrement de certains actes

Des textes spécifiques prévoient un encadrement systématique de certains actes. L'application du code de la santé publique - Selon l'article 459-1 du code civil, les dispositions particulières prévues par le code de la santé publique, ainsi que par le code de l'action sociale et des familles, qui prévoient l'intervention d'un représentant légal, demeurent intégralement applicables.

L'autorisation du juge pour les actes les plus graves - Aux termes du dernier alinéa de l'article 459 du code civil, la personne en charge d'une mesure de protection ne peut, sans l'autorisation du juge ou du conseil de famille, «prendre une décision qui aurait pour effet de porter gravement atteinte à l'intégrité corporelle de la personne protégée ou à l'intimité de sa vie privée». Cette disposition couvre de nombreux actes touchant à la santé de la personne, comme les interventions chirurgicales, ainsi que ceux impliquant une immixtion du curateur ou du tuteur dans la vie affective de la personne protégée ou concernant le droit à l'image de la personne protégée.

Il convient de préciser que cette autorisation du juge ne sera requise que si la personne ne peut elle-même consentir à l'acte ; en conséquence, si le juge n'a pas indiqué, dans le jugement d'ouverture ou dans une décision ultérieure, que la personne, conformément aux dispositions prévues à l'article 459 alinéa 2, devait être assistée, voire représentée, pour l'ensemble des actes relatifs à sa personne ou pour certains d'entre eux, le curateur ou le tuteur n'aura pas à solliciter l'autorisation du juge, la personne prenant seule les décisions la concernant, en application de l'alinéa 1er de l'article 459 du code civil.

Un régime d'autorisation et des conditions d'assistance précises pour le mariage et le pacs - Les articles 460 à 462 du code civil définissent de manière précise le régime des autorisations nécessaires et les conditions d'assistance des personnes protégées lors de leur mariage ou de la conclusion d'un pacte civil de solidarité. Ces règles sont les suivantes :

- **Mariage**

- Curatelle : autorisation du curateur ou à défaut du juge

- Tutelle : audition des futurs conjoints par le juge + autorisation du juge ou du conseil de famille + recueil, le cas échéant, de l'avis des père et mère et de l'entourage (fratrie, proches), étant souligné qu'il ne s'agit plus d'un accord des parents mais d'un simple avis et que l'avis du médecin traitant n'a plus à être recueilli.

L'audition du futur époux protégé par l'officier de l'état civil, conformément aux dispositions de l'article 63 du code civil, se fait hors la présence du tuteur ou du curateur.

- **Pacs**

- Curatelle : assistance du curateur pour :

- o signer la convention par laquelle la personne protégée conclut un pacte civil de solidarité ou lui apporte des modifications,
- o faire procéder à la signification de la rupture unilatérale du pacte,
- o procéder aux opérations de liquidation des droits et obligations du pacte ; aucune assistance par le curateur lors de l'enregistrement de la déclaration conjointe au greffe du tribunal d'instance, ni lors de la rupture du pacte par déclaration conjointe ou unilatérale ;

- Tutelle : audition des futurs partenaires par le juge + autorisation du juge ou du conseil de famille + recueil, le cas échéant, de l'avis des père et mère et de l'entourage (fratrie, proches), et de l'entourage pour la conclusion du pacte ; assistance du tuteur pour la signature et la modification de la convention ; aucune assistance ni représentation lors de la déclaration conjointe au greffe du tribunal d'instance, ni lors de la rupture du pacs par déclaration conjointe ou unilatérale ; représentation par le tuteur pour procéder à la signification de la rupture unilatérale du pacs et pour recevoir cette signification lorsque la rupture est à l'initiative de l'autre partenaire, et pour procéder aux opérations de liquidation des droits et obligations du pacs ; initiative possible du tuteur (et donc représentation), autorisé par le juge ou le conseil de famille, pour procéder à la rupture unilatérale du pacs, après audition par le juge de la personne protégée et, le cas échéant, de ses père et mère et de l'entourage (fratrie, proches).

Qu'il s'agisse d'une curatelle ou d'une tutelle, lorsque le conjoint ou le partenaire du pacte civil de solidarité est le curateur ou le tuteur, il est réputé être en opposition d'intérêts avec la personne protégée : le juge devra nommer un curateur ou tuteur ad hoc pour les actes ou diligences nécessitant son assistance ou qui doivent lui être notifiés.

5-4 Liberté totale de la personne mais arbitrage du juge

Résidence et relations avec les tiers - Ces droits font partie de ceux soumis au consentement de la personne protégée, prévu par l'article 459 alinéa 1er du code civil, et évoqué ci-dessus.

Mais, afin de mettre en valeur les droits de la personne protégée dans le choix du lieu de sa résidence et dans ses relations avec les tiers, notamment au sein de la famille, et de clarifier le rôle du juge dans les conflits pouvant naître sur ces questions, l'article 459-2 du code civil prévoit spécialement que la personne protégée choisit le lieu de sa résidence, est libre d'entretenir des relations avec tout tiers, dans sa famille ou à l'extérieur, et qu'elle peut recevoir leur visite ou être hébergée chez eux-ci.

En cas de conflit, le juge (ou le conseil de famille) peut être saisi par le majeur protégé ou la personne en charge de sa protection. Aux termes du nouvel article 1213 du code de procédure civile, il peut alors, soit à la demande de tout intéressé ayant un intérêt à agir (par exemple, un membre de la famille exclu par d'autres de toute relations avec le majeur, ou un des enfants du majeur qui s'oppose à ce que celui-ci vive au domicile d'un autre de ses enfants...) ou d'office, provoquer un débat contradictoire, c'est-à-dire une audience (non publique) à laquelle sont convoquées les personnes concernées par le litige, afin d'exprimer leurs demandes et arguments. Le juge statue ensuite, et sa décision, notifiée selon les modalités prévues par l'article 1230 du code de procédure civile, est susceptible de recours dans les conditions prévues aux articles 1239 et 1239-3 et suivants du même code.

Mais ce renvoi à un débat contradictoire est une simple faculté offerte au juge, qui peut se contenter d'arbitrer le litige qui lui est soumis en répondant à la requête dans les trois mois de sa saisine (article 1229 du code précité - cf. supra 3-4 de la section A).

5-5 Le contrôle du conflit d'intérêts par le juge

Une vigilance justifiée par la nature des actes et la position du préposé - Si l'article 459-1 du code civil rappelle que les dispositions relatives à la protection de la personne ne peuvent déroger à celles figurant dans le code de la santé publique prévoyant l'intervention d'un représentant légal (cf. supra), il ajoute que les diligences et actes graves prévus par ce code ne peuvent être accomplis par un préposé chargé d'une mesure de protection qu'avec l'autorisation spéciale du juge des tutelles. Le juge, lorsqu'il est saisi d'une requête tendant à obtenir une telle autorisation, doit vérifier que le préposé concerné agit en toute indépendance vis-à-vis de son employeur et qu'il n'existe pas de conflit entre les intérêts du majeur que le préposé a mission de protéger, et ceux de l'employeur auquel le préposé est subordonné.

Cette vérification par le juge de l'existence d'un conflit d'intérêts existe déjà dans la pratique, les magistrats veillant à ce que la nécessité invoquée par un tuteur d'accomplir un acte médical soit exclusivement justifiée par l'état de santé du majeur protégé et ne vise pas à répondre aux besoins de rentabilité de l'établissement où réside le majeur et pour lequel travaille le préposé.

6- La gestion du patrimoine

La réforme distingue certains actes et les encadre particulièrement, s'agissant de ceux touchant au logement, aux comptes et aux contrats d'assurance-vie (6-1). Elle crée une liste des actes d'administration et de disposition (6-2). Elle modifie les règles concernant l'inventaire, le partage, le mandat de recherche d'héritiers, les actes pouvant être confiés à un tiers et revalorise le montant de la valeur des biens pour lesquels l'autorisation du conseil de famille peut être suppléée par celle du juge (6-3).

6-1 Les actes particulièrement encadrés

6-1-1 Les actes touchant le logement

Le logement a toujours été considéré comme un point d'ancrage du majeur protégé dans la société, et à ce titre, comme justifiant une protection renforcée. La loi nouvelle consacre cette protection.

Liberté de choix et urgence d'un toit - Le principe posé à l'article 459-2 du code civil (cf. supra) est que le majeur choisit librement le lieu de sa résidence ; toute opposition d'un tiers, fût-il un membre de sa famille ou un proche, est inopérante. Si un conflit sur cette question divise la famille du majeur et perturbe ce dernier, le juge peut être saisi, soit par la personne protégée soit par la personne en charge de la protection ; le juge statue, arbitrant dans l'intérêt exclusif de la personne protégée.

Néanmoins, tenant compte des situations où, malgré le prononcé d'une mesure de curatelle renforcée, le majeur protégé refuse d'effectuer toute diligence aux fins de se loger, ce qui est susceptible d'aggraver sa situation sanitaire et sociale, le législateur a prévu que le juge peut autoriser le curateur à conclure seul un bail d'habitation ou une convention d'hébergement (par exemple, dans un foyer) assurant le logement de la personne protégée (article 472 du code civil).

Préservation de la résidence : office du juge et avis médical - L'article 426 du code civil consacre la préservation de la résidence principale comme de la résidence secondaire de la personne protégée, ainsi que des meubles les garnissant : les organes chargés de la protection doivent agir de telle sorte que la personne protégée puisse les conserver le plus longtemps possible, que ce soit au regard de son état de santé, de ses besoins et de ses possibilités matérielles. Ces résidences et meubles ne peuvent faire l'objet que de conventions de jouissance précaire devant cesser dès le retour de la personne chez elle. Lorsqu'il est nécessaire de résilier un bail ou de vendre le bien immobilier, qu'il s'agisse de la résidence principale ou secondaire, l'autorisation du juge demeure nécessaire, mais sans l'avis du médecin traitant, contrairement à ce que prévoyait l'ancien article 490-2.

Cependant, lorsque l'acte en question a pour finalité l'accueil du majeur protégé dans un établissement, l'autorisation du juge doit être précédée d'un avis en ce sens d'un médecin inscrit sur la liste du procureur de la République prévue à l'article 431 du code civil.

En tout hypothèse, l'article 426 ajoute désormais l'obligation de garder à la disposition de la personne protégée, non seulement ses souvenirs, ses objets personnels, mais également «ceux indispensables aux personnes handicapées ou destinés aux soins des personnes malades», cette obligation pesant expressément sur l'établissement hébergeant le majeur.

6.1.2 Les actes concernant les comptes

Fermeté du principe de protection - Afin de mettre un terme définitif à la pratique dénoncée des comptes-pivots, le législateur de 2007 institue le principe de la protection du compte bancaire à l'article 427 du code civil. Celui-ci prévoit que, désormais, la personne chargée de la mesure de protection ne peut procéder ni à la modification des comptes ou livrets ouverts au nom de la personne protégée, ni à l'ouverture d'un autre compte ou livret auprès d'un établissement habilité à recevoir des fonds publics. Il s'agit plus particulièrement, pour les personnes chargées d'exercer les mesures dans le cadre de structures (associations, établissements), d'individualiser les comptes des majeurs protégés et de maintenir les banques choisies par eux.

Appréciation par le juge de l'intérêt du majeur - L'article 427 permet, cependant, un aménagement possible : si l'intérêt de la personne protégée le commande, le juge peut autoriser la personne en charge de la protection à déroger à ces principes.

L'intérêt de la personne protégée doit être apprécié par le juge au regard de la personnalité du majeur : le principe vise à ne pas perturber les personnes, notamment âgées ou souffrant d'un handicap, en les obligeant, à la suite du prononcé de la mesure, à changer d'interlocuteur ou de guichet bancaire ; les habitudes prises par les personnes vulnérables constituent des repères importants qu'il ne faut envisager de modifier qu'avec précaution et pour de justes motifs.

Cet intérêt peut aussi être évalué dans ses aspects économiques : la multiplication ou la dispersion des comptes entre plusieurs établissements peut être source de coûts (frais de virements, frais de gestion...) et de perte de temps et d'efficacité, qui peuvent nuire économiquement aux intérêts du majeur, et peuvent justifier que le juge autorise une certaine rationalisation de la situation bancaire.

6-1-3 Ceux relatifs au contrat d'assurance-vie

Des placements fréquents - L'un des placements à long terme les plus répandus dans notre pays est l'assurance vie, en raison de sa double vocation : celle de faire fructifier des capitaux, et celle de permettre la transmission du capital aux héritiers, grâce à la désignation d'un bénéficiaire qui, au décès du souscripteur, sera destinataire des fonds, pour une très grande partie hors droits de succession. Mais ce placement présente une caractéristique qui le rendait extrêmement dangereux pour les personnes vulnérables : le bénéficiaire désigné par le souscripteur pouvait "accepter" cette désignation, et par cet acte formel, bloquer toute possibilité pour le souscripteur, non seulement, de changer de bénéficiaire mais aussi de décider de récupérer ses fonds. Des abus ont été dénoncés par les familles découvrant, souvent au décès du majeur, la souscription d'un contrat d'assurance vie au profit d'un tiers.

Désormais placés sous surveillance - La loi du 5 mars 2007, complétée par la loi n°2007-1775 du 17 décembre 2007, qui a réformé le régime de l'assurance vie de manière générale, a considérablement atténué ces risques.

Il en résulte un nouvel article L. 132-4-1 du code des assurances aux termes duquel :

- la souscription ou le rachat d'un contrat d'assurance sur la vie sont désormais possibles, pour un majeur en tutelle avec l'autorisation du juge (ou du conseil de famille), pour un majeur en curatelle avec l'assistance du curateur ;

- la désignation ou la substitution du bénéficiaire ne peuvent être accomplies pour un majeur en tutelle qu'avec l'autorisation du juge des tutelles (ou du conseil de famille), et pour un majeur en curatelle, qu'avec l'assistance du curateur ; néanmoins, aux termes de l'article L. 132-9 du code précité, il est prévu que pour un majeur en tutelle comme pour un majeur en curatelle, la révocation du bénéficiaire ne peut intervenir qu'avec l'autorisation du juge des tutelles (ou du conseil de famille). Cette dernière disposition, qui peut sembler entrer en contradiction avec l'article L.132-4-1, devrait être prochainement modifiée pour être mise en cohérence.

Dans les deux hypothèses, l'article L. 132-4-1 (?) précité dispose que lorsque le bénéficiaire du contrat d'assurance sur la vie est le curateur ou le tuteur, il est réputé être en opposition d'intérêts avec la personne protégée ; dès lors, le juge désignera un tuteur ad hoc lorsqu'il sera saisi d'une requête, et le curateur sollicitera du juge la désignation d'un curateur ad hoc pour assister la personne protégée à sa place.

En outre, il est prévu que l'acceptation du bénéfice d'un contrat d'assurance sur la vie conclu moins de deux ans avant la publicité du jugement d'ouverture de la curatelle ou de la tutelle du stipulant peut être annulée sur la seule preuve que l'incapacité était notoire ou connue du cocontractant à l'époque où les actes ont été passés.

Enfin, en tout état de cause, toute personne, protégée ou non, ayant souscrit un contrat d'assurance vie et désigné un bénéficiaire devra donner son accord à l'acceptation du bénéfice du contrat par son bénéficiaire et pourra, même en cas d'acceptation de ce dernier, "racheter le contrat" c'est-à-dire récupérer les fonds, sous réserve de l'accord du bénéficiaire (article L. 132-9, I, alinéa 1er in fine).

6-2 La liste des actes d'administration et de disposition

Un décret pour clarifier et classer - Le fonctionnement des régimes de protection repose sur la distinction essentielle entre ces deux types d'actes, les actes d'administration pouvant être accomplis par le seul tuteur ou par la personne en curatelle, les actes de disposition, par le tuteur autorisé par le juge ou par la personne en curatelle assistée du curateur. Or cette distinction essentielle reposait jusqu'à la réforme sur des critères fluctuants ou flous, tantôt précisés par la jurisprudence ou la doctrine, tantôt relevant d'une appréciation fondée sur le caractère important ou courant de l'acte. Pour mettre fin à l'insécurité juridique qui en résultait, une liste est désormais dressée par le décret n°2008-1484 en date du 22 décembre 2008, relatif aux actes de gestion du patrimoine des personnes placées en curatelle ou en tutelle, pris en application des articles 452, 496 et 502 du code civil.

Le décret pose les critères de la définition de chacun de ces deux types d'actes et comporte deux listes :

- une première liste où figurent les actes qui sont impérativement classés soit dans la catégorie des actes d'administration, soit dans celle des actes de disposition ;

- une seconde liste où figurent des actes classés dans l'une ou l'autre des deux catégories, mais que le tuteur peut, en raison des circonstances de l'espèce, classer dans l'autre catégorie ; par exemple, le paiement des dettes est classé dans la liste des actes d'administration puisqu'il s'agit d'une obligation légale que le tuteur doit exécuter au nom de la personne protégée sans que le juge ait à l'autoriser, mais si ce paiement nécessite une amputation importante du patrimoine de la personne, il devient un acte de disposition pour lequel le tuteur sollicitera l'autorisation du juge. Cette seconde liste prend en compte la nécessité d'une certaine souplesse des critères, afin de tenir compte de la multiplicité des situations concrètes qui peuvent se présenter ; cette liste n'est donc ni impérative ni exhaustive.

6-3 Modifications relatives à divers actes concernant la gestion du patrimoine

Le budget de la tutelle - L'ancien article 454 du code civil prévoyait le principe d'un budget de la tutelle établi par le conseil de famille, tant pour la tutelle d'un mineur que pour celle d'un majeur. Le nouvel article 500 reprend ce principe mais le rend applicable aux mesures où la tutelle du majeur s'exerce sans conseil de famille, c'est-à-dire dans la majorité des situations. Aux termes de cet article 500, le juge des tutelles «arrête le budget de la tutelle» sur proposition du tuteur. Le juge, au vu de la requête du tuteur et des pièces justificatives utiles, prévoit ainsi dans le jugement d'ouverture, ou le jugement renouvelant la tutelle, ou par une ordonnance ultérieure en cas de changement (en raison de l'évolution de la situation de la personne protégée), les sommes qui sont nécessaires pour une année, à l'entretien de la personne protégée, et au remboursement des frais d'administration de ses biens.

Cette disposition doit permettre tant au juge qu'au tuteur de mesurer, dès le début de la protection, la répartition des revenus entre d'une part le règlement des charges fixes, incompressibles, mais aussi prévisibles du majeur, et d'autre part, celles laissées sur un compte indisponible ou au contraire à la libre disposition du majeur. Ce budget permettra au juge saisi par le majeur de courriers réitérés sollicitant l'augmentation de «son argent de poche» de vérifier leur pertinence.

L'inventaire - L'inventaire prévu à l'article 503 du code civil pour les tutelles est désormais réglementé par l'article 1253 du code de procédure civile, tant dans son déroulement contradictoire que dans son contenu minimal. Cet inventaire peut être réalisé par le tuteur, en présence de deux témoins majeurs qui ne sont pas au service de la personne protégée (donc ni un employé, ni un soignant de celle-ci, mais tout parent, allié, ami, ou voisin). Il peut aussi être réalisé par un officier public ou ministériel, la présence de deux témoins n'étant alors pas nécessaire. L'inventaire est également obligatoire, et soumis aux mêmes modalités, en matière de curatelle renforcée (article 472 alinéa 3), ainsi que lors de la mise en œuvre du mandat de protection future (cf. infra). Il n'est pas obligatoire en matière curatelle simple.

Le partage - L'article 507 reprend l'ancien article 466 modifié par la loi n°2006-728 du 23 juin 2006 portant réforme des successions et des libéralités, en le rendant expressément applicable aux majeurs protégés. La loi précitée de 2006 a simplifié la procédure de partage en la déjudiciarisant partiellement. Ainsi, la nécessité d'une autorisation préalable du conseil de famille ou du juge des tutelles subsiste, mais l'homologation judiciaire du partage est, en revanche, supprimée. Cette formalité est remplacée par une approbation de l'état liquidatif par le conseil de famille ou le juge des tutelles ; faute de remplir ces conditions, le partage amiable ne vaut que comme partage provisionnel. L'article 1239-1 du code de procédure civile prévoit que le recours à l'encontre d'une délibération du conseil de famille ou d'une décision du juge des tutelles rendue en matière de partage amiable est ouvert à l'administrateur légal ou au tuteur - selon que le partage concerne un mineur ou un majeur protégé -, aux membres du conseil de famille et aux autres parties intéressées au partage.

Enfin, l'article 507 du code civil confirme que le partage judiciaire est maintenu à titre subsidiaire.

Le mandat de recherche d'héritiers - L'article 420 dernier alinéa du code civil donne au mandataire judiciaire à la protection des majeurs la possibilité de délivrer un mandat de recherche des héritiers de la personne protégée, avec l'autorisation préalable du juge. L'article 1215 du code de procédure civile en régit les modalités. Ainsi, lors du décès de la personne protégée, si celle-ci n'a pas d'héritier connu, le mandataire saisit d'abord le notaire du défunt en vue du règlement de la succession, ou le président de la chambre départementale des notaires afin que celui-ci désigne un notaire. Si le notaire chargé du règlement de la succession ne parvient pas à identifier les héritiers du défunt, un mandat de recherche des héritiers peut être alors délivré, soit par le notaire lui-même, soit par le mandataire judiciaire à la protection des majeurs autorisé par le juge des tutelles. Cette disposition vise à contrôler les relations entre les généalogistes et les mandataires judiciaires à la protection des majeurs, notamment afin d'éviter des conventions pré-successorales contraires aux dispositions prévues par l'article 36 de la loi n°2006-728 du 23 juin 2006 (cf. cet article sous l'article 892 du code civil).

Le contrat de gestion de patrimoine - L'article 500 alinéa 3 du code civil permet désormais expressément au juge d'autoriser un tuteur à conclure un contrat pour la gestion du patrimoine financier de la personne protégée. Cette disposition répond au besoin de pouvoir confier à des professionnels particulièrement qualifiés la gestion des portefeuilles importants de certains majeurs protégés. En effet, un tuteur, qu'il soit familial ou mandataire judiciaire à la protection de majeurs, n'a pas vocation à être un gestionnaire de patrimoine ; ses compétences en la matière, et sa rémunération, ne sont pas les mêmes que celles d'un professionnel travaillant dans un établissement financier et rémunéré par ses clients.

Les actes pouvant être confiés à un tiers - L'article 452 permet au curateur ou au tuteur de s'adjoindre le concours de tiers pour accomplir certains actes, qui, aux termes de l'article 4 du décret n°2008-1484 du 22 décembre 2008, relatif aux actes de gestion du patrimoine des personnes placées en curatelle ou en tutelle, pris en application des articles 452, 496 et 502 du code civil, sont des actes d'administration qui n'emportent ni paiement ni encaissement de sommes d'argent par ou pour la personne protégée ; la liste des actes d'administration figure dans les annexes 1 et 2 du décret précité, et il appartient donc au curateur ou au tuteur de ne s'adjoindre un tiers que pour ceux qui n'ont pas d'incidence financière sur le patrimoine de la personne protégée, outre les actes conservatoires que toute personne peut diligenter. Les tiers agissent sous la responsabilité du curateur ou du tuteur. Les actes autorisés par le juge en suppléance du conseil de famille - Pris en application de l'article 502 du code civil, le décret n°2008-1484 du 22 décembre 2008 précité revalorise à hauteur de 50.000 € le montant maximum de la valeur d'un bien sur lequel le juge peut autoriser un acte en lieu et place du conseil de famille. Cette valeur était fixée par l'article 8 du décret n°65-961 du 5 novembre 1965 à 15.300 €. Son augmentation vise à faciliter le déroulement des mesures et à en accélérer le fonctionnement, en n'imposant la réunion d'un conseil de famille que lorsque les enjeux financiers le nécessitent.

C- Les changements apportés dans le contrôle des mesures de protection

Les changements concernent la révision périodique des mesures (1), le rapport des actes touchant à la personne (2), et le contrôle des comptes de gestion (3).

1- Le nouveau principe de la révision périodique des mesures de protection

L'une des innovations majeures de la réforme du 5 mars 2007 est celle de la fin des mesures à durée indéterminée (1-1), qui laisse place au principe de leur révision périodique (1-2), dans des conditions précises (1-3).

1-1 La durée déterminée des mesures

Une durée de cinq années ou plus - L'article 441 du code civil impose au juge de fixer la durée de la mesure. Celle-ci ne peut être supérieure à cinq ans lorsqu'il s'agit de l'ouverture de la mesure.

Aux termes de l'article 442 alinéa 1er, la mesure ainsi prononcée peut être renouvelée pour une même durée de cinq ans. Néanmoins, si l'altération des facultés de la personne «n'apparaît manifestement pas susceptible de connaître une amélioration selon les données acquises de la science», ce qui doit être constaté par le médecin inscrit sur la liste du procureur de la République, le juge peut, «par décision spécialement motivée», renouveler la mesure pour une durée supérieure, qu'il est libre de fixer, aucun maximum n'étant prévu par la loi.

1-2 L'obligation de réviser la mesure

Une obligation sanctionnée par la caducité de la mesure - Quelle que soit sa durée, la mesure doit être révisée par le juge. Si le juge n'a pas prononcé son renouvellement au terme de la durée fixée, la mesure est caduque : la personne retrouve sa pleine capacité par l'effet même de la loi, sans qu'il soit nécessaire qu'un jugement le constate (cf. supra I, A, 6-1).

1-3 Conditions de la révision

En vertu de l'article 442 du code civil, les conditions de révision varient selon que la mesure prononcée aggrave la précédente ou pas.

En cas d'aggravation de la mesure de protection - Si la mesure est aggravée, le juge doit avoir été saisi par l'une des personnes énumérées à l'article 430, et le certificat médical prévu par l'article 431 du code civil doit avoir été joint à la requête aux fins d'aggravation de la mesure (alinéa 4 in fine de l'article 442 précité). Lorsque cette aggravation n'est apparue nécessaire qu'après que le juge a d'office convoqué la personne protégée aux fins de procéder à son audition, ou que seul un certificat médical rédigé par un médecin non inscrit sur la liste prévue à l'article 431 précité figure au dossier, le juge doit surseoir à statuer et renvoyer le dossier à une audience ultérieure en sollicitant soit du parquet, soit de la personne en charge de la mesure de protection, d'établir une requête aux fins d'aggravation de la mesure ou de faire examiner la personne protégée par le médecin inscrit sur la liste prévue à l'article 431 du code civil.

Dans les autres cas de révision de la mesure - Si la mesure est levée, allégée, ou modifiée dans son contenu (sans pour autant que cela renforce le régime de protection en diminuant ou restreignant les droits de la personne protégée), ou si la mesure est simplement renouvelée en étant maintenue telle quelle, le juge statue soit d'office, soit sur saisine de l'une des personnes énumérées à l'article 430 du code civil, et au vu d'un certificat médical rédigé par tout médecin.

Modalités procédurales - Dans toutes les hypothèses de révision des mesures décrites ci-dessus, la procédure applicable est identique à celle prévue pour l'ouverture décrite aux articles 1220 à 1221, 1225 et 1226 du code de procédure civile (auditions, mesures d'instructions, communication du dossier au ministère public, audience de jugement).

Néanmoins, l'audition du requérant prévue par l'article 1226 s'entend du requérant au renouvellement de la mesure, et n'a donc pas d'objet lorsque la procédure de révision est mise en œuvre d'office par le juge. En outre, lors de cette procédure, l'audition de la personne en charge de la mesure de protection doit être effectuée par le juge, conformément à l'article 442 alinéa 3 du code civil.

Inscription au répertoire civil - Les modalités de publicité prévues pour les jugements d'ouverture d'une mesure sont applicables aux jugements pris à l'issue d'une procédure de révision (articles 444 du code civil et 1233 du code de procédure civile).

2- Le rapport des actes à la personne

Périmètre et périodicité décidés par le juge - La protection de la personne fait l'objet d'un dispositif nouveau et impératif prévu aux articles 457-1 à 462 du code civil. Il est caractérisé par la place centrale de la volonté de la personne protégée, la recherche systématique de son consentement, la restriction très graduée de ses droits, l'encadrement des actes graves accomplis par le tuteur, les autorisations obligatoires et l'arbitrage du juge.

L'ensemble des démarches, diligences, et actes touchant à cette protection, doivent faire l'objet d'un compte rendu dans des conditions et selon des modalités librement déterminées par le juge, ou le conseil de famille s'il a été constitué, qu'il s'agisse de la périodicité, du contenu ou de la précision du rapport (article 463 du code civil).

3- Le contrôle des comptes

De nouvelles dispositions, prévues aux articles 510 et 511 du code de procédure civile, portent sur l'accès aux comptes du majeur (3-1), les modalités de vérification et d'approbation (3-2), la possible dispense de les établir (3-3), et les conditions de leur conservation et de leur archivage (3-4).

3-1 L'accès aux comptes

La transmission systématique au majeur et au subrogé tuteur - Le premier nouveau principe à souligner est celui prévu à l'article 510 alinéa 3, qui impose la transmission chaque année à toute personne protégée âgée de seize ans au moins, par la personne en charge de la protection, d'une copie du compte de gestion, accompagné de toutes les pièces justificatives. Cette transmission est également faite au subrogé tuteur s'il a été nommé.

La transmission encadrée aux autres personnes chargées de la protection et aux proches du majeur - Le tuteur peut par ailleurs transmettre une même copie du compte et des pièces justificatives aux autres personnes chargées de la protection s'il l'estime utile (par exemple, les membres du conseil de famille, s'il est constitué).

Le juge des tutelles peut autoriser, s'ils justifient d'un intérêt légitime, certains membres de la famille (conjoint, partenaire du pacs, parent, allié ou proche) à en obtenir communication, et ce, après avoir entendu la personne protégée et recueilli son accord, si celle-ci est âgée de seize ans au moins et si son état le permet (article 510 alinéa 4 du code civil). Les personnes autorisées peuvent avoir communication, par le tuteur, de l'entière copie du compte et de ses pièces justificatives, ou d'une partie seulement de ces documents, et ce, à leurs frais.

3-2 Les modalités de vérification et d'approbation

La non-opposabilité du secret professionnel ou bancaire - Qu'il s'agisse du tuteur pour l'établissement des comptes ou du greffier en chef pour leur vérification, les établissements auprès desquels sont ouverts le ou les comptes de la personne protégée doivent leur transmettre un relevé annuel de ceux-ci, sans pouvoir leur opposer le secret. Si certains établissements ont déjà une telle pratique, cette nouvelle disposition de l'article 510 alinéa 2 et 511 alinéa 3 du code civil va permettre de la généraliser et de faciliter ainsi le travail d'établissement du compte de gestion, qui sera plus lisible.

Un éventail plus large de possibilités - Les nouveaux principes relatifs à la vérification et à l'approbation des comptes se déclinent comme suit :

- maintien par principe des compétences du greffier en chef, mais celui-ci pourra, le cas échéant, être assisté dans sa mission de contrôle dans des conditions qui seront prévues par le code de procédure civile (article 511 alinéa 3) ;
- vérification du compte par le subrogé tuteur quand il existe, avant que celui-ci ne le transmette, avec ses observations, au greffier en chef, (article 511 alinéa 2) ;
- possibilité pour le juge de confier entièrement la vérification et l'approbation du compte au subrogé tuteur (article 511 alinéa 5) ;
- possibilité pour le juge de confier entièrement la vérification et l'approbation du compte au conseil de famille lorsque celui-ci est autorisé à se réunir sans le juge conformément à l'article 457 du code civil (article 511 alinéa 6) ;
- possibilité pour le juge de confier entièrement la vérification et l'approbation du compte à un technicien (expert comptable, notamment) aux frais de la personne protégée, si les ressources de celle-ci le permettent et si l'importance de son patrimoine le justifie ; le juge fixe les modalités de la mission du technicien (article 513 du code civil).

Le juge, recours en cas de contestation - Dans tous les cas précités, quelles que soient la personne et les modalités de vérification et d'approbation des comptes, le juge demeure le recours pour toute contestation. Il peut donc être saisi par toute personne chargée d'une mission de vérification et d'approbation qui refuse d'approuver le compte de gestion ; cette saisine du juge est faite au moyen de la transmission d'un rapport des difficultés rencontrées (article 511 alinéa 4).

Un nouveau principe de dispense - Aux termes de l'article 512 du code civil, lorsque la mesure a été confiée à un tuteur familial, le juge peut le dispenser d'établir le compte de gestion et de le soumettre à l'approbation du greffier en chef, en raison de la «modicité des revenus et du patrimoine de la personne protégée». Cette disposition doit permettre au juge de prendre plus particulièrement en compte la situation des majeurs lourdement atteints d'un handicap de naissance et qui demeurent au quotidien à la charge affective, morale et matérielle de leurs parents ; ces derniers pourvoient, souvent bien au-delà du montant de l'allocation adulte handicapé allouée au majeur, aux besoins de celui-ci, et il paraît alors inadapté de devoir leur demander des comptes sur la gestion des faibles ressources de l'enfant qu'ils assument presque totalement.

3-3 Reddition de comptes, remise et archivage

Reddition des comptes - A la différence de ce qui était prévu par la loi de 1968, la loi de 2007 impose au tuteur, non plus de faire un «récapitulatif des comptes» lorsque sa mission prend fin, mais d'établir le compte de sa gestion depuis l'établissement du dernier compte annuel (article 514 alinéa 1er du code civil).

Remise des comptes - Dans les trois mois suivant la fin de sa mission, le tuteur (ou ses héritiers) remet une copie des cinq derniers comptes annuels de gestion et du dernier compte, soit au majeur qui a retrouvé sa pleine capacité, soit au nouveau tuteur ou curateur, soit aux héritiers de la personne protégée ; il joint à ces copies de comptes, les pièces nécessaires à la continuation de la gestion ou à la liquidation de la succession, outre l'inventaire et ses actualisations (article 514 alinéa 2).

Archivage et responsabilité du service public de la justice - Parce que les comptes de gestion sont toujours susceptibles, par principe aux termes de l'article 511 du code civil, de voir leur conformité soumise à la décision du juge, comme indiqué ci-dessus, toute personne chargée de les vérifier et de les approuver doit en conséquence en transmettre chaque année un exemplaire au tribunal. Cette disposition, prévue à l'article 1254 du code de procédure civile, permet de s'assurer qu'en cas de mise en cause du fonctionnement du service public de la justice concernant le contrôle des comptes, il puisse être fait état de documents complets et non falsifiés. Il s'agit d'une forme d'archivage nécessaire compte tenu de la délégation, permise par la loi, du pouvoir de contrôle des comptes, alors que la responsabilité de l'Etat pourra toujours être recherchée.

II - Les deux mesures innovantes de la loi du 5 mars 2007

La réforme a créé deux dispositifs innovants, l'un organisant l'accompagnement des personnes en difficultés socio-économiques, en maintenant, dans des conditions restrictives, leur accompagnement judiciaire (A), l'autre constituant une mesure conventionnelle de protection, le mandat de protection future (B).

A- La mesure d'accompagnement judiciaire

Cette mesure est précédée d'un dispositif administratif confié au département, dont il est nécessaire de présenter les grandes lignes (1), avant de décrire le dispositif judiciaire contrôlé par le juge des tutelles (2).

1- Le dispositif administratif

Un dispositif en réponse à des problématiques qui ne relèvent pas de l'institution judiciaire - La loi a créé dans le code de l'action sociale et des familles un dispositif administratif d'accompagnement social dont l'objectif est d'éviter le placement sous protection judiciaire de personnes qui n'en relèvent pas. En effet, en l'absence d'altération de ses facultés mentales ou corporelles médicalement constatées, une personne ne peut être soumise à une restriction de ses droits et libertés individuelles mais peut néanmoins avoir besoin d'une aide adaptée afin de gérer et de préserver au mieux ses intérêts. Dans cette optique, le nouveau dispositif doit permettre de limiter le recours aux mesures judiciaires tout en répondant de façon plus efficace aux besoins des personnes en difficultés. C'est donc dans cette perspective et en se référant au savoir-faire des départements que la mise en œuvre de ces mesures d'accompagnement social est confiée aux services du conseil général. Cependant, le département peut, par convention, déléguer la

mise en œuvre de ces mesures d'accompagnement social à une autre collectivité territoriale ou à un organisme privé ou public.

1-1 La mesure d'accompagnement social personnalisé

Un dispositif contractuel nouveau - La principale mesure du nouveau dispositif social départemental est la mesure d'accompagnement social personnalisé (MASP). L'article L. 271-1 du code de l'action sociale et des familles dispose : «Toute personne majeure qui perçoit des prestations sociales et dont la santé ou la sécurité est menacée par les difficultés qu'elle éprouve à gérer ses ressources peut bénéficier [de cette mesure] qui comporte une aide à la gestion de ses prestations sociales et un accompagnement social individualisé». Pour la mise en œuvre de la MASP, un contrat est conclu, pour une durée de six mois, renouvelable sur quatre ans maximum, entre la personne, bénéficiaire de prestations sociales, et le département. Ce contrat repose sur des engagements réciproques. Il comporte des actions en faveur de l'insertion sociale et permettant l'autonomie financière de l'intéressé, coordonnées avec les autres actions sociales dont il bénéficie déjà ou dont il pourrait bénéficier. L'intéressé peut autoriser le département à percevoir et à gérer pour son compte tout ou partie des prestations sociales devant lui revenir, en les affectant en priorité au paiement du loyer et des charges locatives en cours. Une contribution établie dans les conditions prévues par le règlement départemental d'aide sociale dans la limite d'un plafond fixé par voie réglementaire peut être demandée au bénéficiaire de la MASP.

1-2 La mesure sociale complémentaire de versement direct des prestations sociales au bailleur

Une mesure contraignante mais circonscrite - Dans le cas où l'intéressé refuse de signer le contrat précité ou s'il n'en respecte pas les clauses, le président du conseil général peut, notamment afin de prévenir une expulsion locative, solliciter du juge d'instance l'autorisation de verser, chaque mois, le montant du loyer et des charges locatives en cours, directement au bailleur par prélèvement sur les prestations sociales dues à l'intéressé. Cette procédure est une parenthèse contraignante dans le déroulement de la MASP, et ne peut être mise en œuvre que si l'intéressé est resté au moins deux mois sans s'acquitter de ses obligations locatives. Le juge d'instance, saisi par le président du conseil général, fixe la durée de la mesure dans la limite de deux ans. Il peut la renouveler, sans que la durée totale puisse dépasser quatre ans. Il est néanmoins expressément prévu que cette procédure ne peut avoir pour effet de priver la personne des ressources nécessaires à sa subsistance et à celle des personnes dont elle assume la charge effective et permanente. Le président du conseil général peut à tout moment saisir le juge pour mettre fin à la mesure. La procédure est prévue aux articles R.271-6 et suivants du code de l'action sociale et des familles, à la suite du décret, relevant du ministre en charge des affaires sociales, fixant les règles relatives à la procédure de versement direct du bailleur des prestations sociales prévues par l'article L.271-5 du code de l'action sociale et des familles et au contrat prévu à l'article L.271-1 du même code ; il s'agit d'une procédure simplifiée, rapide mais contradictoire à l'égard du bénéficiaire des prestations.

1-3 L'hypothèse d'un échec du dispositif

Le rapport d'évaluation et la saisine du procureur de la République - Lorsque la MASP n'a pas permis à son bénéficiaire d'assurer seul la gestion de ses prestations sociales et que sa santé ou sa sécurité sont compromises, le président du conseil général apprécie l'opportunité de transmettre au procureur de la République le rapport circonstancié d'évaluation, aux fins d'ouverture d'une mesure d'accompagnement judiciaire (MAJ) ou d'une autre mesure de protection judiciaire des majeurs. Cette disposition résulte de l'article L. 271-6 du code de l'action sociale et des familles.

Le rapport doit comporter une évaluation de la situation sociale de l'intéressé, une information sur sa situation pécuniaire, un bilan des actions d'accompagnement social dont il a pu bénéficier, en particulier de la MASP, ainsi qu'une proposition sur l'orientation du majeur vers une mesure de protection judiciaire. Le rapport peut aussi comporter des informations médicales concernant le bénéficiaire des prestations, ces informations étant alors transmises au procureur sous pli cacheté.

Au vu de ces éléments, et d'un éventuel complément d'enquête, le procureur de la République apprécie l'opportunité de saisir le juge des tutelles, soit d'une mesure de protection civile (sauvegarde de justice, tutelle, curatelle) soit d'une mesure judiciaire mais à caractère social, la «mesure d'accompagnement judiciaire».

2- La mesure d'accompagnement judiciaire

Une «T.P.S.A» rénovée - Cette mesure se substitue à l'actuelle tutelle aux prestations sociales créée en 1966, inscrite dans le code de la sécurité sociale. Elle devrait néanmoins connaître une application plus limitée compte tenu de l'existence du préalable obligatoire de la mesure d'accompagnement social

personnalisé. Elle est par ailleurs prise pour une durée limitée de deux ans maximum, renouvelable une seule fois pour une durée totale qui ne peut excéder quatre ans.

La mesure d'accompagnement judiciaire (MAJ) est un dispositif de gestion budgétaire et d'accompagnement social contraignant, puisque ordonné par le juge des tutelles (article 495 à 495-9 du code civil). C'est une mesure de gestion limitée aux prestations sociales, sans aucune des incapacités attachées à la curatelle ou à la tutelle (article 495 dernier alinéa du code civil). Elle est donc très semblable, tant dans son contenu que dans son déroulement, à la tutelle aux prestations sociales abrogée par la réforme. Cette mesure prive seulement la personne du droit de gérer elle-même ses prestations sociales. Cette limitation de droits est ordonnée par le juge. Sa mise en œuvre donne lieu à un contrôle des comptes de gestion du mandataire à la protection, selon les modalités prévues pour les mesures de protection juridique ; elle peut susciter la mise en jeu des mêmes responsabilités et est financée selon les mêmes règles (article 495-9 du code civil).

Mais d'application restreinte par des conditions strictes et une durée limitée - Afin de maîtriser le flux des mesures judiciaires limitatives de droit, il est prévu qu'une mesure d'accompagnement judiciaire ne puisse être ordonnée que si la mesure administrative d'accompagnement (la MASP) a été au préalable proposée à la personne en difficulté sociale.

Et ce n'est qu'en cas d'échec de cette mesure administrative qu'une mesure judiciaire pourra être prononcée (article 495 alinéa 1 du code civil).

Par ailleurs, cette mesure d'accompagnement judiciaire est subsidiaire par rapport à l'application des règles du régime matrimonial, puisque l'alinéa 2 de l'article 495 du code civil dispose : «il n'y a pas lieu de prononcer cette mesure à l'égard d'une personne mariée lorsque l'application des règles relatives aux droits et devoirs respectifs des époux et aux régimes matrimoniaux permet une gestion satisfaisante des prestations sociales de l'intéressé par son conjoint».

La mesure d'accompagnement judiciaire porte sur les prestations sociales désignées par le juge (article 495-4). Elle est prononcée pour un temps déterminé qui ne peut excéder deux ans et peut être renouvelée de telle sorte que sa durée ne puisse au total dépasser quatre ans (art 495-8).

Confiée à un professionnel qualifié - Dans le cadre de la MAJ, le juge désigne un mandataire à la protection des majeurs. Celui-ci doit percevoir les prestations versées à la personne concernée et les gérer pour son compte : il doit donc être autorisé, et ce, dès sa désignation par le juge, à ouvrir un nouveau compte au nom de la personne protégée, comme en matière de curatelle renforcée. Le mandataire assure dans le même temps une action éducative auprès de la personne afin de l'aider à rétablir son autonomie dans la gestion de ses prestations sociales (article 495-6 et 495-7).

Il doit établir un compte annuel de sa gestion, qui est soumis à la vérification du greffier en chef (article 495-9).

Compte tenu de la nature sociale et du caractère éducatif et pédagogique de ces fonctions, elles ne peuvent être confiées à un membre de la famille ou à un proche du bénéficiaire des prestations, mais exclusivement à une personne qualifiée, un mandataire judiciaire à la protection des majeurs. Inscrit sur la liste dressée par le préfet sur avis conforme du procureur, celui-ci répond aux critères de compétence nécessités par ce type particulier d'activité à la fois sociale et contraignante pour la personne.

Un juge aux pouvoirs circonscrits - Cette mesure d'accompagnement judiciaire ne pourra plus se superposer à une mesure de curatelle ou de tutelle, comme c'était le cas avant la réforme ; le prononcé d'une mesure de protection juridique par le juge met fin de plein droit à la mesure d'accompagnement judiciaire antérieurement prise et celle-ci ne peut être prononcée si une mesure civile est déjà ouverte (article 495-1 du code civil). En outre, si le juge dispose ainsi d'un éventail gradué de mesures de protection, qu'il applique en fonction des difficultés de la personne et de ses besoins de protection, il ne peut plus passer de l'une à l'autre d'office : ainsi, lorsque dans le cadre d'une mesure d'accompagnement judiciaire, il constate, ou est alerté par le mandataire désigné, que la personne protégée aurait davantage besoin d'une protection juridique de type curatelle ou tutelle, il ne peut ouvrir d'office une telle mesure. Il doit en effet renvoyer le mandataire soit vers le procureur de la République, soit vers la famille ou les proches du majeur, afin que ceux-ci saisisse le juge des tutelles d'une requête complète aux fins d'ouverture d'une mesure juridique.

Selon une procédure figurant désormais dans le code de procédure civile - La mesure d'accompagnement judiciaire, parce qu'elle n'entraîne pas d'incapacité pour la personne mais se limite à une contrainte dans la gestion des prestations sociales, fait l'objet d'une procédure simplifiée, tout en permettant à la personne de faire valoir ses droits. La procédure prévue correspond en grande partie à celle actuellement en vigueur en matière de tutelle aux prestations sociales. Cette procédure figure aux articles 1262-1 à 1263 du code de procédure civile.

Le juge des tutelles compétent est, à l'instar du droit commun de la protection, celui dans le ressort duquel se trouve la résidence habituelle de la personne qui perçoit les prestations sociales. Saisi par une

simple requête du procureur de la République, à laquelle est joint le rapport circonstancié d'évaluation mentionné ci-dessus, prévu à l'article L. 271-6 du code de l'action sociale et des familles, le juge est libre de recueillir toutes les informations complémentaires qu'il estime utiles à sa prise de décision. Il use alors de son pouvoir d'instruction, visé à l'article 1221 du code de procédure civile.

Cette liberté se retrouve aussi dans le pouvoir pour le juge de faire convoquer à l'audience toute personne dont il estime l'audition utile, comme le conjoint ou un proche de la personne concernée. Quant au majeur, il doit être obligatoirement convoqué à l'audience par le greffe par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Jusqu'à la décision du juge, il peut consulter le dossier au greffe, sur demande écrite et dans le cadre des restrictions imposées par les nécessités et contraintes de fonctionnement du service du tribunal. Le juge n'a plus à solliciter l'avis du procureur comme c'était le cas dans les tutelles aux prestations sociales.

L'audience n'est pas publique. Elle doit être fixée dans le mois qui suit le dépôt de la requête.

La décision du juge n'est pas susceptible d'opposition. Elle est notifiée à la personne qui perçoit les prestations sociales et, lorsqu'il a été désigné, au mandataire judiciaire à la protection des majeurs. Ces modalités procédurales prévues aux articles 1262-3 à 1262-5 du code de procédure civile sont également applicables lorsque le juge statue sur les difficultés survenant lors de l'exécution de la mesure, conformément à l'article 1262-6 du même code.

La personne qui perçoit les prestations sociales et le procureur peuvent interjeter appel de la décision ; le délai d'appel est de quinze jours et l'appel relève de la procédure sans représentation obligatoire. L'arrêt de la cour est notifié dans les mêmes conditions que la décision du juge des tutelles.

B- Le mandat de protection future

Un instrument juridique nouveau - Si la loi de 1968 contenait déjà des exigences importantes quant à la prise en compte de la volonté de la personne vulnérable dans le processus de sa protection, aucun dispositif ne permettait d'anticiper l'organisation d'une protection éventuelle, ni même de désigner à l'avance la personne en charge de celle-ci, contrairement à ce qui était prévu pour les mineurs (articles 397 et 398 anciens du code civils). Le droit commun des procurations ou mandats ne permettait pas de répondre à toutes les nécessités et exigences de la protection d'une personne vulnérable.

Une protection conventionnelle - Le législateur de 2007 rénove le dispositif de protection juridique en franchissant le pas d'une protection conventionnelle. S'inspirant plus particulièrement du mandat d'incapacité québécois, la réforme introduit dans le code civil des dispositions organisant une protection juridique «sans juge», et instaure le «mandat de protection future». Ce mandat permet à une personne d'organiser à l'avance sa propre protection juridique pour le jour où elle ne pourra plus pourvoir seule à ses intérêts en raison d'une altération de ses facultés personnelles, ce dispositif évitant l'ouverture d'une mesure judiciaire. Si, techniquement, le droit commun du mandat est adapté, ce nouvel outil fait l'objet de dispositions spécifiques, de fond et de forme, marquées particulièrement par la volonté du législateur de ne pas «judiciariser» ce nouveau dispositif de protection (art 477 à 494 du code civil).

Ce mandat, qui peut être passé sous des formes différentes, soit sous seing-privé (2), soit par acte notarié (3), est soumis à des dispositions communes qui s'imposent, quelle que soit sa forme (1).

1- Dispositions communes

Elles concernent les parties au mandat (1-1), le contenu de celui-ci (1-2), sa mise en œuvre (1-3), les obligations du mandataire (1-4), la modification et la fin du mandat (1-5) et les conditions et modalités de l'intervention judiciaire dans cette protection conventionnelle (1-6).

1.1- Les parties au mandat

Il s'agit du mandant (a) et du mandataire (b).

a) Le mandant

Il varie selon qu'il s'agit d'un mandat fait pour soi-même ou d'un mandat fait pour son enfant lorsqu'il sera majeur

• Le mandat pour soi-même

Tout majeur capable ou mineur émancipé - La seule condition pour qu'un majeur puisse établir un mandat est de ne pas être en tutelle. Il peut alors conclure un mandat de protection future pour lui-même, et charger une ou plusieurs personnes, par un même mandat, de le représenter pour le cas où il ne pourrait plus, en raison de l'une des causes médicales prévues par l'article 425 du code civil, pourvoir seul à ses intérêts (article 477 du code civil).

Le cas de la curatelle - Une personne sous curatelle peut conclure un mandat avec l'assistance de son curateur (article 477 al. 2). Cette assistance se matérialise par la cosignature du curateur. Cette disposition est susceptible de concerner une personne dont l'état de santé a nécessité la saisine du juge mais dont la gravité relative a permis de limiter la protection à une mesure d'assistance. Cette personne conserve ainsi la possibilité d'anticiper sur l'éventuelle dégradation de son état et d'organiser les conditions et les modalités d'une protection qui pourrait devoir s'intensifier, en devenant plus contraignante et restrictive de droits.

• **Le mandat pour autrui**

Le ou les parents d'un enfant - L'article 477 alinéa 3 du code civil prévoit un dispositif original de stipulation pour autrui. Ainsi, est-il prévu : «Les parents ou le dernier vivant des père et mère, ne faisant pas l'objet d'une mesure de curatelle ou de tutelle, qui exercent l'autorité parentale sur leur enfant mineur ou assument la charge matérielle et affective de leur enfant majeur peuvent, pour le cas où cet enfant ne pourrait plus pourvoir seul à ses intérêts pour l'une de causes prévues à l'article 425, désigner un ou plusieurs mandataires chargés de le représenter. Cette désignation prend effet à compter du jour où le mandant décède ou ne peut plus prendre soin de l'intéressé».

Outre l'ensemble des conditions de fond décrites ci-dessous, ce mandat pour autrui est soumis à une condition impérative de forme : il doit être conclu par acte notarié (article 477 al. 4).

Le mandant n'est pas le bénéficiaire - Ce mandat a la particularité d'être conclu par un mandant qui n'en sera pas le bénéficiaire, et dans un contexte familial très précis. Ainsi, le mandant ne peut être que les deux parents (ensemble), ou le dernier vivant de ceux-ci, d'une personne souffrant d'un handicap répondant aux conditions de l'altération des facultés visée par l'article 425 du code civil. Cette personne est le bénéficiaire du mandat passé par ses parents, et si son information voire son adhésion au contenu du mandat, ou à tout le moins au choix du mandataire désigné, ne sont pas des conditions de validité du mandat, elles doivent être recherchées par les auteurs du mandat, conformément aux dispositions communes aux majeurs protégés figurant à l'article 415 du code civil, relatives au respect des libertés individuelles, des droits fondamentaux et de la dignité de la personne.

Le mandat ne peut être mis en œuvre avant la majorité du bénéficiaire - Ce mandat peut être établi par le mandant lorsque son enfant est majeur, ainsi que durant la minorité de celui-ci, mais sa mise en œuvre ne sera possible qu'après la majorité de l'enfant. En effet, le mandat de protection future pour autrui n'est nullement un dispositif dérogatoire aux règles du droit commun de la minorité ; si, durant la minorité de l'enfant bénéficiaire d'un mandat conclu par ses parents, ceux-ci décèdent ou se trouvent dans l'incapacité de s'occuper de lui, les dispositions sur la minorité prévues au chapitre 1er du titre X du livre 1er du code civil s'appliquent. Le mandat conclu par les parents ne pourra être mis en œuvre qu'à la majorité de l'enfant bénéficiaire, dans les conditions et selon les modalités décrites ci-après.

Un dispositif attendu par les familles touchées par le handicap - Ce dispositif vise à répondre concrètement aux situations des parents d'enfants atteints de handicaps graves, qui demeurent à leur charge tant matérielle que morale et affective au quotidien, après leur majorité. Ces parents qui gèrent et administrent les biens de leur enfant handicapé mineur dans le cadre des pouvoirs conférés par l'exercice de l'autorité parentale, se retrouvent juridiquement dans une situation difficile à la majorité de cet enfant puisque, dépourvus de toute autorité et de tout pouvoir légal sur l'enfant devenu majeur, ils ne peuvent qu'accomplir des actes courants au titre de la gestion d'affaires pour le compte de celui-ci. Et, lorsque des décisions importantes dans la gestion du patrimoine de l'enfant majeur s'imposent (qui nécessitent des actes de disposition, comme par exemple à l'occasion de la vente d'un bien indivis), la saisine du juge des tutelles est incontournable ; une mesure de tutelle est alors prononcée. Ces parents redoutent généralement ce qui pourra survenir à leur enfant handicapé après leur propre décès.

Le mandant de protection future pour autrui permet à ces parents d'organiser à l'avance la protection de leur enfant majeur, en choisissant la personne (éventuellement l'autre parent) chargée de sa représentation et en organisant les modalités de cette protection, tant au niveau de la personne même de l'enfant majeur, de son lieu de vie, de ses relations familiales, que de son patrimoine. Le recours au juge et à la mise sous tutelle peut désormais être évité.

b) **Le ou les mandataires**

Toute personne physique - Ainsi que le prévoit l'article 480 du code civil, le mandataire peut être toute personne physique librement choisie par le mandant, membre de sa famille, ami, proche, relation professionnelle..., sans qu'aucune hiérarchie ne s'impose au mandant, contrairement à celle qui s'impose lors de la désignation de la personne en charge d'une mesure judiciaire (sauvegarde de justice avec mandat spécial, curatelle et tutelle), où le choix du juge est encadré par les articles 445 et 448 à 451 du code civil, ainsi que cela a été évoqué précédemment (cf. supra page...).

Des personnes morales figurant sur une liste - Le mandataire peut également être toute personne morale inscrite sur la liste des «mandataires judiciaires à la protection des majeurs» prévue à l'article L. 471-2 du code de l'action sociale et des familles.

Cette exigence concernant les personnes morales permet d'assurer un certain professionnalisme, tant au niveau des compétences nécessaires, des conditions de moralité que des garanties financières (assurance-responsabilité) de la part de mandataires choisis en dehors de l'entourage.

Pluralité possible de mandataires - Un ou plusieurs mandataires peuvent être désignés par le mandant (article 477 al. 1er du code civil), qu'il s'agisse d'un mandat pour soi-même ou pour autrui. Il peut en effet être adapté à la situation familiale et personnelle du mandant ou du bénéficiaire du mandat, et il peut être opportun en raison des qualifications et disponibilités diverses des personnes susceptibles d'être mandataires, que la protection soit, par exemple, répartie entre deux mandataires différents, l'un en charge de la personne et l'autre du patrimoine.

1.2 Le contenu du mandat

Il porte sur la nature de la protection et son étendue (a), les modalités de son contrôle (b) et de son éventuelle rémunération (c), la liberté de le remettre en question étant réciproque pour les parties (d).

a) Nature et étendue de la protection

Une protection à géométrie variable - La protection juridique confiée au mandataire désigné par le mandant peut porter à la fois sur la protection patrimoniale et la protection personnelle, ou sur l'une seulement de ces protections, à l'instar des mesures judiciaires de protection (articles 415 et 425 alinéa 2 du code civil).

Le mandat peut être général ou spécial et, en ce cas, ne porter que sur un aspect de la protection, comme par exemple ne prévoir que la gestion d'un seul bien déterminé (actuel article 1987 du code civil applicable en vertu de l'article 478 alinéa 1er).

Dépendant de la forme choisie s'agissant du patrimoine - Selon la forme du mandat, le champ de protection patrimoniale diffère :

- dans le cadre d'un mandat notarié, le champ d'application de la protection juridique est très étendu puisqu'il peut comprendre les actes de disposition du patrimoine, sauf à titre gratuit (art 490 du code civil) ;
- le champ d'application du mandat sous seing privé est limité aux seuls actes conservatoires ou de gestion courante (art 493 du code civil), c'est-à-dire à l'ensemble des actes d'administration.

Strictement prescrite et encadrée s'agissant de la personne - Dans les deux types de mandat, les dispositions relatives à la protection de la personne ne peuvent jamais déroger aux règles prescrites pour la protection judiciaire de la personne dans le cadre des articles 457-1 à 459-2 du code civil. Ce principe est en effet strictement posé par l'article 479 du code civil.

Ainsi, le mandant continuera de prendre lui-même, dans la mesure où son état le permet, les décisions personnelles le concernant, et ce, après avoir reçu toute information utile, adaptée à sa capacité de compréhension, de la part du mandataire (article 457-1). Les actes impliquant un consentement strictement personnel ne pourront jamais être accomplis avec l'assistance du mandataire, ni par celui-ci au nom du mandant (article 458).

Ce n'est qu'en cas d'impossibilité pour le mandant de prendre une décision éclairée que le juge pourra prévoir l'assistance voire autoriser la représentation par le mandataire de la personne protégée (article 459-1).

Toute stipulation contraire aux dispositions du code civil énoncées ci-dessus est réputée non-écrite : les parties au mandat n'ont aucune possibilité de déroger aux principes qui s'imposent à la mission du mandataire en matière de protection de la personne. En revanche, peuvent être prévus spécifiquement par le mandat les choix du mandant sur tel ou tel aspect de sa vie personnelle (lieu de résidence, départ en maison de retraite, relations privilégiées, etc.).

Le juge peut donc être amené à intervenir dans le fonctionnement de ce dispositif non judiciaire ; le législateur a en effet estimé que les exigences et les impératifs de la protection de la personne justifiaient, voire imposaient, le contrôle du juge.

Soumise au droit commun du mandat compatible avec les règles spéciales - Le mandat de protection future est soumis aux dispositions applicables au mandat prévues par le code civil à ses articles 1984 à 2010, sous réserves des règles spéciales figurant aux articles 477 à 494.

b) Modalités du contrôle du mandat

Le principe incontournable du contrôle du mandat - Le mandat doit contenir les modalités de contrôle de son exécution (article 479 alinéa 3 du code civil). Ces modalités peuvent varier selon que le mandat est conclu sous seing privé ou par acte notarié. Toute latitude est offerte en ce qui concerne les modalités de contrôle du mandat notarié et de celui sous seing-privé avec avocat ; les professionnels que sont les membres du notariat et du barreau ont toute liberté pour imaginer et élaborer des dispositifs assurant que le mandataire rende compte à une personne, physique ou morale, de l'ensemble de sa mission.

Néanmoins, dans le cadre du mandat notarié, l'article 491 du code civil prévoit que le notaire ayant établi le mandat doit être systématiquement destinataire des comptes de gestion annuels et de leurs pièces justificatives utiles, qu'il en assure la conservation, ainsi que celle de l'inventaire et de ses actualisations, et qu'il doit saisir le juge des tutelles de tout mouvement de fonds et de tout acte non justifiés ou n'apparaissant pas conforme aux stipulations du mandat. Cette modalité de contrôle imposée par la loi n'exclut pas que d'autres dispositifs complémentaires soient prévus par le mandat.

Concernant le mandat sous seing-privé «établi selon un modèle défini par décret en Conseil d'Etat» (article 492 du code civil), le décret n°2007-1702 du 30 novembre 2007 pris en application de ce texte impose la désignation d'une ou plusieurs personnes, physique(s) ou morale(s), en charge de contrôler le mandataire.

c) Principe de gratuité mais liberté de rémunération

Le principe relatif de la gratuité du mandat - C'est dans les dispositions communes aux majeurs protégés que se trouve posé, au dernier alinéa de l'article 419 du code civil, le principe de l'exercice à titre gratuit du mandat de protection future. Mais cet article autorise les stipulations contraires, et les parties sont libres de prévoir une rémunération ou une indemnisation du mandataire ou de la personne chargée du contrôle de l'exécution du mandat.

Le décret précité du 30 novembre 2007 relatif au mandat de protection future sous seing-privé prévoit plusieurs possibilités, décrites avec précision et offrant certaines options, dans le formulaire d'établissement du mandat.

d) Remise en cause des volontés

La liberté réciproque des parties de revenir sur leur volonté - Tant que le mandat n'a pas été mis en œuvre, le mandant peut modifier ou révoquer le mandat, en en avisant le mandataire, et ce dernier peut également renoncer à sa mission. Les parties se notifient mutuellement toute décision en ce sens, et font de même, le cas échéant, à l'égard du notaire.

Mais après la mise en œuvre du mandat, la modification ou la révocation du mandat ne peut intervenir que sur décision du juge saisi par les parties ou par tout intéressé (cf. infra).

1.3 La mise en œuvre du mandat

En cas d'altération avérée des facultés du mandant - Quelle que soit la forme du mandat - sous seing-privé ou notarié - «le mandat prend effet lorsqu'il est établi que le mandant ne peut plus pourvoir seul à ses intérêts» conformément à l'article 481 du code civil : c'est donc une cause médicale prouvée qui entraîne sa mise en œuvre. Le mandataire qui constate que l'état de santé du mandant ne lui permet plus de pourvoir à la gestion de ses intérêts, se rend avec lui chez un médecin choisi sur la liste établie par le procureur de la République et prévue à l'article 431 du code civil. Ce médecin établit alors, s'il y a lieu, un certificat constatant que le mandant se trouve dans l'une des situations prévues par l'article 425 du code civil.

Ce certificat doit être établi par un médecin inscrit sur la liste du procureur de la République, mais son contenu n'est pas soumis aux prescriptions de l'article 1219 du code de procédure civile, et son coût n'est pas tarifé, contrairement au certificat circonstancié visé par l'article 431 précité et nécessaire à l'ouverture ou à l'aggravation d'une mesure de protection.

Le mandataire se présente au greffe du tribunal d'instance - Le mandataire se rend devant le greffier du tribunal d'instance dans le ressort duquel réside le mandant, accompagné de ce dernier, sauf si l'état de santé de celui-ci ne lui permet pas d'être présent, ce qui doit être attesté par le certificat médical. Aux termes de l'article 1258 du code de procédure civile, le mandataire doit présenter au greffier les pièces suivantes:

- l'original du mandat ou sa copie authentique, signé du mandant et du mandataire,
- le certificat médical datant de deux mois au plus, émanant d'un médecin inscrit sur la liste mentionnée à l'article 431 du code civil et établissant que le mandant se trouve dans l'une des situations prévues à l'article 425 du code précité,
- une pièce d'identité du mandataire et une du mandant,
- un justificatif de la résidence habituelle du mandant.

Les particularités du mandat de protection future pour autrui - Dans le cas du mandat de protection future pour autrui, décrit à l'alinéa 3 de l'article 477 du code civil, le mandataire ne peut mettre en œuvre le mandat que si plusieurs conditions touchant à la fois au mandant et au mandataire sont remplies. Ainsi, le mandataire doit constater que le mandant se trouve :

- soit atteint d'une altération de ses facultés, et il sollicite, d'un médecin inscrit sur la liste du procureur, le certificat médical l'établissant,
- soit décédé, et il doit obtenir un certificat de décès auprès de la mairie compétente.

Le mandataire se rend devant le greffier du tribunal d'instance avec le bénéficiaire, majeur, du mandat (sauf si son état de santé ne lui permet pas d'être présent) ; il doit, préalablement faire examiner le bénéficiaire du mandat par un médecin inscrit sur la liste du procureur afin d'obtenir le certificat établissant l'altération de ses facultés. Il convient de rappeler que, si le mandant est décédé avant la majorité de l'enfant pour le compte duquel il avait établi un mandat de protection future, ce mandat ne pourra être mis en œuvre qu'à la majorité de cet enfant, et que, dans l'intervalle, les règles du droit commun de la minorité s'appliquent. Par ailleurs, le tribunal d'instance compétent est celui dans le ressort duquel se trouve la résidence du bénéficiaire du mandat.

En conséquence de ces conditions particulières, et aux termes de l'article 1258-1 du code de procédure civile, les pièces présentées par le mandataire au greffier sont les suivantes :

- la copie authentique du mandat (car ce mandat ne peut être valablement établi que par acte notarié), signé du mandant et du mandataire,
- un certificat de décès du mandant ou un certificat médical datant de deux mois au plus, émanant d'un médecin inscrit sur la liste mentionnée à l'article 431 du code civil et établissant que le mandant se trouve dans l'une des situations prévues à l'article 425 du code précité,
- un certificat médical datant de deux mois au plus, émanant d'un médecin inscrit sur la liste mentionnée à l'article 431 du code civil et établissant que l'enfant majeur du mandant désigné comme le bénéficiaire du mandat se trouve dans l'une des situations prévues à l'article 425 du code précité,
- une pièce d'identité du mandataire et une du bénéficiaire du mandat,
- un justificatif de la résidence habituelle du bénéficiaire du mandat.

Les vérifications faites par le greffier - Le rôle dévolu au greffier du tribunal d'instance a quelques similitudes avec celui qui lui a été confié pour le pacs. Il ne s'agit pas pour celui-ci d'instruire le dossier. En effet, aux termes de l'article 1258-2 du code de procédure civile, à la lecture de l'ensemble des pièces produites (mandat, certificat médical, pièces d'identité), le greffier vérifie que :

- le mandant et le mandataire étaient majeurs ou mineurs émancipés lors de la signature du mandat,
- les modalités de contrôle, quelles qu'elles soient (confiées à une personne physique, à un organisme privé, un professionnel qualifié...) sont expressément indiquées dans le mandat, sans toutefois contrôler le contenu de ces modalités,
- si le mandant a indiqué dans le mandat être sous curatelle, la signature du curateur y figure,
- s'il s'agit d'un mandat sous seing-privé établi avec un avocat, la signature de celui-ci apparaît,
- s'il s'agit d'un mandat de protection future pour autrui, il est établi par acte notarié et non sous seing privé,
- si le mandataire est une personne morale, il justifie qu'il est inscrit sur la liste tenue par le préfet du département, et prévue à l'article L. 471-2 du code de l'action sociale et des familles.

Le visa du greffier du tribunal d'instance - Si l'ensemble de ces conditions sont remplies, le greffier paraphe chaque page du mandat, mentionne à la fin de l'acte que celui-ci prend effet à compter de la date du jour de sa présentation, et il appose son visa. Il le restitue au mandataire avec les pièces produites, et celui-ci peut alors le mettre en œuvre. Aucun enregistrement du mandat ou des données y figurant, autre qu'à des fins statistiques, n'est effectué par le greffier. Il ne reste donc au tribunal aucune trace du mandat permettant de l'identifier ou de le retrouver ultérieurement.

Le refus du greffier de viser le mandant - Si les conditions précitées ne lui paraissent pas remplies, le greffier peut refuser de viser le mandat (article 1258-3 alinéa 2 et 3 du code de procédure civile) ; il le restitue au mandataire, sans le viser, avec les pièces jointes. Ce dernier peut adresser alors une requête au juge des tutelles, afin de contester le refus du greffier. Il s'agit d'une requête sans forme particulière. Le juge peut se prononcer sans débat et sa décision n'est pas susceptible d'appel. Si le juge estime que le mandat est régulier et que les conditions requises pour sa mise en œuvre sont remplies, il rend une ordonnance le constatant. Cette décision est alors présentée par le mandataire au greffier qui doit procéder à la mise en œuvre du mandat, conformément au paragraphe ci-dessus. Si le juge, à l'instar du greffier, estime que les conditions de la mise en œuvre du mandat ne sont pas remplies, il rend une ordonnance de rejet de la requête.

Un fonctionnement semblable à celui d'une procuration - Une fois le mandat visé par le greffier, il peut être mis en œuvre. Au préalable, si le mandant ou le bénéficiaire du mandat n'a pas comparu devant le

greffier, il doit être informé par le mandataire de la prise d'effet du mandat de protection future par lettre recommandée avec demande d'avis de réception (article 1258-4 du code de procédure civile). Le mandataire représente alors le mandant ou le bénéficiaire du mandat dans tous les actes prévus dans le mandat : ce dernier fonctionne comme une procuration générale, présentée par le mandataire au tiers à chaque fois que cela est nécessaire pour la gestion des intérêts du mandant ou du bénéficiaire du mandat.

L'absence de publicité du mandat - Il n'existe aucun enregistrement nominatif du mandat, ni au greffe du tribunal ni ailleurs. En effet, le mandat de protection future ne constitue pas un régime d'incapacité : même après la mise en œuvre du mandat, le mandant ne perd pas sa capacité (sauf pour révoquer le mandat, ce qu'il ne peut plus faire lui-même). Il peut continuer à agir dans tous les actes de la vie civile, et notamment continuer à passer des actes graves sur son patrimoine. Le mandat de protection future, comme toute procuration, met en présence deux personnes en mesure et en capacité d'agir sur le même périmètre patrimonial.

1.4 Les obligations du mandataire

Elles recouvrent l'acceptation du mandat, les conditions de capacité et celles exigées par les charges tutélaires, ainsi que certaines modalités impératives d'exécution de la mission et de compte rendu des actes. Il en découle une responsabilité pour faute dans les conditions du droit commun du mandat.

L'acceptation, condition de validité du mandat - Le (ou les) mandataire(s) désigné(s) doit accepter expressément le mandat (article 489 et 492 troisième alinéa du code civil). Il doit en effet avoir pleinement connaissance de ce à quoi il s'engage. Cette obligation d'acceptation du mandataire constitue une condition de validité du mandat.

Capacité et exigences prévues pour les charges tutélaires - Le mandataire doit, pendant toute l'exécution du mandat, jouir de la capacité civile et remplir les conditions prévues pour les charges tutélaires par le code civil (article 395 et 445 dernier alinéa du code civil) :

- ne pas être mineur non émancipé,
- ne pas bénéficier d'une mesure de protection juridique,
- ne pas avoir fait l'objet d'un retrait de l'autorité parentale,
- ne pas avoir été condamné à une interdiction d'exercice des charges tutélaires en application de l'article 131-26 du code pénal,
- ne pas être le médecin, le pharmacien ni l'auxiliaire médical du mandant.

Principe de l'exécution personnelle du mandat - Le mandataire doit exécuter personnellement sa mission ; il lui est néanmoins possible de se substituer un tiers pour des actes de gestion du patrimoine (un acte ou une série d'actes de même nature) et seulement à titre spécial. Néanmoins, le mandataire répondra de la personne à laquelle il s'est substitué dans les conditions de l'article 1994 du code civil (article 492 du code civil).

Inventaire et comptes à rendre - Le mandataire a une obligation d'inventaire lors de la mise en œuvre du mandat. Il peut recourir à un tiers ou à un professionnel, et doit assurer l'actualisation de cet inventaire afin de maintenir à jour l'état du patrimoine (article 486 alinéa 1er du code civil).

Il doit rendre périodiquement compte de sa gestion selon les modalités fixées par le mandat ; le juge peut toujours lui demander de produire ses comptes de gestion afin qu'ils soient vérifiés par le greffier en chef (article 486 alinéa 2 et 511 du code civil).

Une responsabilité soumise au régime du droit commun du mandat - Le mandataire est responsable de ses fautes de gestion, volontaires ou non, dans le cadre des dispositions applicables au mandat conventionnel de l'article 1992 du code civil (article 424 du code civil).

1.5 La modification et la fin du mandat

Avant sa mise en œuvre - Qu'il s'agisse du mandat de protection future pour soi-même ou de celui établi pour autrui, tant qu'il n'a pas été mis en œuvre, le mandant peut le modifier ou le révoquer à tout moment, et ce, en respectant un parallélisme des formes (articles 489 alinéa 3 et 492 alinéa 3 du code civil - cf. infra, formes du mandat). Après sa mise en œuvre, le mandant ne peut plus modifier ou révoquer son mandat. Son seul recours est la saisine du juge. Quant au mandataire, il peut renoncer au mandat non mis en œuvre en informant le mandant ; après la prise d'effet du mandat, seul le juge peut le décharger de ses fonctions (article 480 alinéa 3 du code civil).

Après sa prise d'effet - Les cas dans lesquels il peut être mis fin au mandat de protection future sont strictement prévus par l'article 483 du code civil qui dispose que le mandat mis en œuvre peut prendre fin par :

- le rétablissement des facultés personnelles de la personne constaté au moyen d'un certificat médical remis au greffier du tribunal d'instance,
- le décès de la personne protégée ou son placement en curatelle ou en tutelle, sauf décision contraire du juge qui ouvre la mesure,
- le décès du mandataire, son placement sous protection juridique ou sa déconfiture,
- la révocation du mandat sur décision du juge des tutelles.

Le rétablissement des facultés personnelles de la personne protégée - L'altération des facultés étant la cause essentielle de la protection juridique, il est logique que la disparition de cette cause entraîne la fin de la protection. Ainsi, pour le mandat de protection future, tout comme l'altération des facultés est constatée par un certificat médical de deux mois au plus, établi par un médecin choisi sur la liste mentionnée à l'article 431 du code civil, la fin de cette altération est constatée selon le même processus (art 1259 du code de procédure civile).

Néanmoins, le médecin qui certifie ainsi le rétablissement des facultés de la personne protégée peut être saisi non plus seulement par le mandataire, mais aussi par le mandant ou le bénéficiaire du mandat qui, de fait, se trouve en état de diligenter la procédure mettant un terme au mandat.

Le mandant, le bénéficiaire du mandat ou le mandataire se présente au greffe du tribunal d'instance pour faire constater la fin du mandat au vu de ce certificat. Si le certificat médical établit que la personne protégée ne se trouve plus dans l'une des situations prévues à l'article 425 du même code, le greffier mentionne sur le mandat que celui-ci prend fin à compter de la date de sa présentation au greffe, y appose son visa et le restitue au comparant avec le certificat produit.

En revanche, si le greffier estime que le certificat médical ne remplit pas les conditions requises (il n'émane pas d'un médecin inscrit sur la liste du procureur, ou il n'indique pas que l'altération des facultés personnelles telle que décrites par l'article 425 du code civil a disparu, ou il est produit par un tiers), il restitue, sans le viser, le mandat, ainsi que le certificat produit, au comparant. Dans ce cas, ce dernier peut saisir le juge par requête, lequel peut se prononcer sans débat, par une décision non susceptible d'appel. Si le juge estime que le rétablissement des facultés personnelles de la personne protégée est régulièrement établi, il rend une ordonnance le constatant et, au vu de cette décision qui lui est présentée par le comparant, le greffier procède conformément au paragraphe ci-dessus.

Au terme de l'article 1259-1 du code de procédure civile, le comparant doit aviser la personne protégée ou le mandataire, qui n'a pas comparu devant le greffier, de la fin de l'exécution du mandat par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Le décès de la personne protégée - Comme dans le cadre d'une mesure de protection judiciaire, le décès de la personne protégée met fin au mandat de protection future, et donc à toutes les missions confiées au mandataire. Celui-ci ne peut se voir confier par le mandat de protection future une mission qui tendrait à participer d'une façon ou d'une autre à la gestion de la succession de la personne protégée ; une telle mission ne peut être prévue que dans le strict cadre du mandat posthume issu de la loi n°2006-728 du 23 juin 2006, ayant réformé les successions et les libéralités, et tel que prévu aux articles 812 et suivants du code civil.

Le décès du mandataire - En raison du caractère intuitu personae du mandat, le décès d'un mandataire qui est une personne physique entraîne la fin du mandat. Néanmoins, ce principe trouve exception si le mandat, en prévision de cette hypothèse, stipule le remplacement du mandataire défunt par un autre, désigné expressément et ayant accepté sa mission éventuelle.

En outre, lorsque le mandataire désigné est une personne morale, société ou association par exemple, la liquidation ou la dissolution de l'entité juridique met fin au mandat.

L'intervention du juge des tutelles - Comme indiqué ci-dessus, le juge des tutelles peut mettre fin au mandat en le révoquant, et ce, dans le cadre de diverses hypothèses ; mais il peut aussi le compléter ou lui substituer une mesure de protection judiciaire.

1.6 Les conditions et modalités de l'intervention judiciaire

Les cas de saisine du juge des tutelles - La loi prévoit plusieurs hypothèses où le juge des tutelles peut ou doit être saisi, toujours après la mise en œuvre du mandat :

- en matière de protection de la personne elle-même, lorsque le mandataire doit «prendre une décision ayant pour effet de porter gravement atteinte à l'intégrité corporelle de la personne protégée ou à l'intimité de sa vie privée», ou lorsque des difficultés surgissent sur le choix du lieu de résidence de la

personne protégée ou dans ses relations avec les tiers, le mandataire doit, en application des articles 459 dernier alinéa, 459-2 et 479 du code civil, solliciter l'autorisation ou l'arbitrage du juge ;

- lorsque le mandataire souhaite être déchargé de ses fonctions alors que le mandat a été mis en œuvre, il doit saisir le juge des tutelles pour y être autorisé, conformément à l'article 480 dernier alinéa du code civil ;

- lorsqu'une personne conteste la mise en œuvre du mandat ou les conditions et modalités de son exécution, elle saisit le juge qui statue, en application de l'article 484 du code civil ;

- lorsque le mandataire estime nécessaire d'accomplir, dans l'intérêt du mandant, un acte soumis à autorisation ou non prévu par le mandat, il doit saisir le juge pour le voir ordonné (article 493 du code civil).

Une procédure simplifiée - Cette procédure est prévue aux articles 1259-3 à 1259-5 du code de procédure civile. La compétence territoriale du juge est déterminée par la résidence habituelle de la personne protégée. La saisine du juge s'effectue par une simple requête remise ou adressée au greffe, qui indique les nom, prénom et adresse de la personne protégée et du mandataire.

Dans les quinze jours de la requête, le greffe adresse une convocation à l'audience à la personne protégée et au mandataire par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, à laquelle est jointe une copie de la requête. Mais s'il apparaît à la lecture de la requête que seule la dernière adresse de la personne protégée ou du mandataire est connue, le greffe invite le requérant à procéder par voie de signification. Par ailleurs, le requérant est convoqué par le greffe, par lettre simple ou verbalement, contre émargement.

La procédure est orale. A l'audience, les parties se défendent elles-mêmes, ou peuvent être assistées ou représentées par un avocat. La décision est notifiée par le greffe par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, sauf décision du juge qui ordonne qu'elle le soit par acte d'huissier. L'exécution provisoire de la décision peut être ordonnée ou interrompue selon les mêmes modalités que celle des décisions prises dans le cadre des mesures de protection judiciaire (article 1232 du code de procédure civile). La décision est susceptible de recours devant le tribunal de grande instance dans les quinze jours de sa notification. Le recours est ouvert aux parties ainsi qu'aux personnes visées à l'article 430 du code civil, même non intervenues à l'instance (article 1239 du code de procédure civile).

Néanmoins, lorsque le juge autorise, en application des articles 485 et 493 du code civil, le mandataire de protection future ou un mandataire ad hoc à accomplir des actes non couverts par le mandat, le recours à l'encontre de cette décision n'est ouvert qu'au mandant, au mandataire, à la personne chargée du contrôle de l'exécution du mandat et à ceux dont elle modifie les droits ou les charges (article 1259-5 du code précité).

Les décisions que peut prendre le juge - Quelle que soit la raison à l'origine de la saisine du juge et le fondement juridique de la requête (contestation de la mise en œuvre du mandat, autorisation d'accomplir un acte touchant à la protection de la personne, demande du mandataire à être déchargé de ses fonctions...), le juge qui statue peut être amené à prendre des décisions diverses :

- il peut se limiter à répondre à la requête : il autorise ou rejette la demande d'autorisation, et son intervention peut alors être qualifiée de « ponctuelle » (c'est d'ailleurs le terme retenu par l'application informatique du logiciel utilisé par les greffes des services de tutelles) ;

- il peut compléter le mandat s'il estime qu'il ne couvre pas suffisamment les besoins de protection du mandant ou du bénéficiaire du mandat, ou qu'il ne pourvoit pas assez aux intérêts personnels ou patrimoniaux du majeur ;

- il peut le suspendre pendant une mesure de sauvegarde de justice, soit dès le prononcé de celle-ci, soit ultérieurement lorsque l'existence du mandat est portée à sa connaissance ;

- il peut le révoquer s'il estime que les conditions de sa mise en œuvre ne sont pas remplies (par exemple que le mandant n'est pas atteint d'altération de ses facultés) ;

- il peut le révoquer et ouvrir, d'office, une mesure de protection judiciaire. Cela peut plus particulièrement être le cas s'il fait droit à la demande d'un mandataire qui sollicite d'être déchargé de ses fonctions après la mise en œuvre du mandat.

Dans les deux dernières hypothèses évoquées, lorsque le juge met fin au mandat de protection future, sa décision doit être notifiée au mandataire et au mandant ou au bénéficiaire du mandat par lettre recommandée avec demande d'avis de réception (art 1259-4 du code de procédure civile).

2- Le mandat sous seing-privé

Les particularités du mandat sous seing privé tiennent à ses conditions de forme et à certains aspects de son contenu.

a) Conditions de forme

Deux types de mandats sous seing privé - Ce mandat, daté et signé de la main du mandant, peut être :

- soit établi selon un modèle obligatoire défini par décret (article 492 du code civil). Ce modèle est l'objet du décret n°2007-1702 du 30 novembre 2007 qui consiste en un formulaire à remplir ; il est complété par un arrêté du même jour, qui correspond à la notice explicative, contenant à la fois des informations sous forme de réponse à des questions, et des instructions précises pour établir le mandat ; s'y trouve joint également un glossaire juridique à destination du public. Il peut être rempli par le mandant et le mandataire seuls ou avec l'aide d'un avocat. Le mandataire l'accepte en y apposant sa signature.

- soit établi avec l'aide d'un avocat, ce qui permet d'offrir aux parties un conseil complet sur les formalités, le contenu et les effets du mandat dans une matière encore peu familière du grand public, et portant sur un outil juridique très novateur.

En outre, l'avocat permet aux parties d'élaborer un mandat qui s'exonère des contraintes posées par le modèle réglementaire afin d'être le plus adapté possible à la situation du mandant et le plus conforme à sa volonté. Le rôle de l'avocat trouve son sens dans l'élaboration d'un outil pertinent, qui concilie principes du code civil et liberté contractuelle.

Enfin, l'intervention de l'avocat implique l'engagement de sa responsabilité professionnelle.

Ce mandat, ainsi que cela a été évoqué précédemment (cf. supra), peut, tant qu'il n'a pas reçu exécution, être modifié ou révoqué par le mandant dans les mêmes formes que celles qui ont prévalu à son établissement, et le mandataire peut y renoncer en notifiant sa renonciation au mandant.

En tout hypothèse, il n'acquiert date certaine que par son enregistrement par l'administration fiscale, ainsi que par tous les autres modes prévus par l'article 1328 du code civil.

b) Contenu spécifique

Limite du champ d'application et principes impératifs - Les pouvoirs donnés par ce mandat au mandataire sont limités, en ce qui concerne la protection du patrimoine, aux actes qu'un tuteur peut faire sans autorisation, c'est-à-dire aux actes d'administration. Néanmoins, dans ce cadre, s'il s'avère nécessaire, dans l'intérêt du mandant, d'accomplir un acte soumis à autorisation (acte de disposition) ou non prévu par le mandat, le mandataire saisit le juge des tutelles afin qu'il soit ordonné.

En sus des exigences décrites dans les dispositions communes, le décret du 30 novembre 2007 instaurant le modèle du mandat prévoit la désignation dans le mandat d'un tiers chargé de contrôler l'exécution de la mission du mandataire, et y figure également une rubrique concernant la rémunération du mandataire et du tiers contrôleur. Lorsque le mandat est établi avec l'aide d'un avocat, la déclinaison du principe de l'indication des modalités de contrôle du mandat, comme celui de la rémunération du mandataire ou des tiers chargés de contrôler l'exécution du mandat, relèvent de la liberté contractuelle.

Les obligations du mandataire - En sus des obligations communes à toute forme de mandat, le mandataire doit conserver l'inventaire des biens et ses actualisations, les cinq derniers comptes de gestion, les pièces justificatives ainsi que celles nécessaires à la continuation de la gestion. Il est tenu de les présenter au juge des tutelles ou au procureur de la République lorsque, dans l'exercice de leur mission de surveillance générale des mesures de protection de leur ressort, ils lui en réclament la communication, dans les conditions prévues à l'article 416 du code civil.

3- Le mandat notarié

a) Conditions de forme

Un acte authentique - Il s'agit de l'établissement d'un acte authentique, reçu par un notaire choisi par le mandant. Le mandataire l'accepte dans les mêmes formes.

b) Contenu spécifique

Un large champ d'application sur le patrimoine - Le mandataire peut se voir confier l'accomplissement de tout acte relatif à la gestion du patrimoine, actes d'administration, mais également actes de disposition (article 490 du code civil), à l'exception cependant des actes de disposition à titre gratuit, qui devront être autorisés par le juge.

Par dérogation à l'article 1988 du code civil, le mandat, même conçu en termes généraux, inclut tous les actes patrimoniaux que le tuteur a le pouvoir d'accomplir seul ou avec une autorisation. L'importance des pouvoirs consentis au mandataire peut néanmoins être réduite expressément dans le mandat, notamment par l'exclusion d'actes déterminés ou de biens précis.

Le rôle de surveillance du notaire - Le notaire sera destinataire des comptes de la part du mandataire, en assurera la conservation, ainsi que celle de l'inventaire, et informera le juge des tutelles, par simple courrier, de tout mouvement de fonds et de tout acte n'apparaissant pas conformes à l'intérêt du majeur. Le mandataire a ainsi l'obligation de lui adresser chaque année ses comptes accompagnés des pièces justificatives. Ainsi, si le notaire est chargé d'une mission de conservation des pièces transmises et

d'information du juge des tutelles en cas d'actes injustifiés ou anormaux, à la différence du greffier en chef du tribunal d'instance pour une tutelle (article 511), il n'a pas à contrôler les comptes. Il appartient en effet au juge des tutelles, le cas échéant après avoir été informé d'une irrégularité par le notaire, de faire vérifier les comptes comme s'il s'agissait d'une tutelle : il adresse alors au mandataire une injonction de communiquer ses comptes et pièces justificatives (articles 416, 417 et 486 du code civil).

La responsabilité du notaire dans ce devoir de vigilance est importante. Elle l'est autant que son rôle d'information et de conseil dans le contenu et les effets du mandat qui peut, comme indiqué ci-dessus, couvrir tous les actes graves de la gestion patrimoniale. C'est en raison de l'importance du rôle du notaire et de la sécurité juridique offerte par la forme notariée que le mandat de protection future pour autrui, décrit précédemment (cf. supra) doit être conclu par acte authentique.

III - Les dispositions transitoires de la loi du 5 mars 2007

La loi entre en vigueur le 1er janvier 2009.

Ses dispositions transitoires sont prévues par son article 45. Elles appellent les précisions suivantes.

A- La révision des mesures ouvertes avant l'entrée en vigueur de la loi

L'article 45 dispose en son II : «Au 1er janvier 2009, elle [la loi] s'applique aux mesures de protection ouvertes antérieurement sous les conditions suivantes :

1° Les articles 441 et 442 du code civil sont applicables aux mesures ouvertes avant l'entrée en vigueur de la présente loi à l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de la date de publication de celle-ci, sans préjudice des demandes de mainlevée qui pourront être présentées avant ce délai et de la révision des mesures faites à l'occasion d'une saisine du juge dans ces dossiers. A défaut de renouvellement dans le délai précité, les mesures prennent fin de plein droit ;»

Il en résulte les conséquences suivantes.

1) L'application des articles 441 et 442 aux mesures ouvertes avant le 1er janvier 2009

Les rapports parlementaires indiquent expressément que la durée désormais limitée des mesures a pour but d'obliger le juge à revoir la mesure (cf. rapport A.N. n°3557 du 10 janvier 2007, et rapport SENAT n°212 (2006-2007) du 7 février 2007). L'objectif est double, fondé sur une préoccupation à la fois humaine et juridique : que la personne protégée rencontre le juge plus d'une seule fois au cours de la protection, et que le juge vérifie périodiquement la nécessité et la pertinence de la mesure prise.

Lorsque le juge revoit une mesure ouverte avant le 1er janvier 2009, s'il décide de la renouveler, c'est-à-dire de la maintenir (qu'il modifie ou non son régime), non seulement il en fixe la durée, conformément à l'article 441, mais il peut fixer une durée supérieure à cinq ans en application de l'article 442 (s'il dispose du certificat médical circonstancié qui le permet) ; il se trouve, en effet, dans une situation de révision de la mesure initiale, et non dans le cas de son ouverture.

2) Les mesures prises avant le 1er janvier 2009 doivent être revues par le juge dans les cinq ans sous peine de caducité

L'article 45 impose que ces mesures soient revues dans un délai de cinq ans sous peine de prendre fin de plein droit. Cet article fait partir le point de départ du délai de caducité de cinq ans à compter du jour de la publication de la loi, c'est-à-dire le 7 mars 2007. Il convient cependant de signaler que, dans le cadre de la proposition de loi n°1085 et 1145 de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures, adoptée à l'Assemblée Nationale en première lecture en octobre 2008, un amendement repoussant ce point de départ au jour de l'entrée en vigueur de la réforme a été voté ; si ce texte est définitivement adopté par le Parlement, la caducité des mesures ouvertes avant le 1er janvier 2009 sera donc encourue à compter du 1er janvier 2014 seulement.

3) Les mesures prises avant le 1er janvier 2009 ne doivent être mises en conformité avec les nouvelles exigences de la loi que lors de leur révision par le juge

Ce n'est que lors de la révision de ces mesures que le juge devra leur appliquer les nouvelles exigences de la loi du 5 mars 2007 ; il pourra également leur appliquer les nouvelles possibilités offertes par celle-ci.

Il y a lieu de souligner que les mesures de curatelle ouvertes en application de l'ancien article 488, «pour prodigalité, intempérance ou oisiveté», devront être levées par le juge lors de leur révision, à moins qu'elles ne soient transformées en d'autres mesures judiciaires de protection juridique, conformément aux dispositions de l'article 442.

A défaut d'avoir été revues par le juge, ces curatelles prendront automatiquement fin à l'expiration du délai de caducité évoqué ci-dessus.

B- Le sort des tutelles aux prestations sociales et le prononcé des mesures d'accompagnement judiciaires

L'article 32 de loi du 5 mars 2007 abroge le chapitre VII du titre VI du livre 1er du code de la sécurité sociale consacré aux mesures de tutelles aux prestations sociales.

L'article 45 dispose en son II : «Au 1er janvier 2009, elle [la loi] s'applique aux mesures de protection ouvertes antérieurement sous les conditions suivantes : [...]

2° Les mesures de tutelle aux prestations sociales ne sont caduques de plein droit qu'au terme de la troisième année qui suit la date d'entrée en vigueur de la présente loi, à moins que le juge en prononce la caducité avant cette date lors d'un réexamen de la mesure, d'office ou sur demande de la personne protégée.

Lors de ce réexamen, le juge peut ordonner une mesure d'accompagnement judiciaire alors même que les conditions du premier alinéa de l'article 495 du code civil ne seraient pas réunies ;»

1) La caducité des mesures de tutelle aux prestations sociales prononcées avant le 1er janvier 2009

Les mesures de tutelles aux prestations sociales prononcées avant le 1er janvier 2009 prennent automatiquement fin le 1er janvier 2012.

Avant cette date, elles peuvent être réexaminées par le juge (les dispositions procédurales les concernant, prévues aux articles R.167-1 et suivants du code de la sécurité sociale, n'étant abrogées qu'à compter du 1er janvier 2012) ; le juge peut alors soit en modifier le contenu (étendue des prestations, tuteur désigné) soit les lever.

2) Le prononcé d'une mesure d'accompagnement judiciaire à la place d'une mesure de tutelle aux prestations sociales ouverte avant le 1er janvier 2009

Avant le 1er janvier 2012, si le juge revoit une mesure de tutelle aux prestations sociales, il peut ordonner une mesure d'accompagnement judiciaire : il n'est pas obligé de renvoyer la personne bénéficiaire des prestations à contacter les services sociaux du département pour essayer de mettre en place une mesure administrative d'accompagnement social personnalisé (cf. supra, la «MASP»). Le juge doit cependant respecter la procédure prévue désormais par les articles 1262-2 alinéa 2 et 3 à 1263 du code de procédure civile. Il doit donc convoquer le majeur avant l'échéance de la TPSA s'il souhaite prononcer une MAJ ; il n'y a pas de «reconduction tacite» de la TPSA qui disparaît, ni de «conversion automatique» de la TPSA en MAJ.

A partir du 1er janvier 2012, cette forme de «transformation» de la tutelle aux prestations sociales en mesure d'accompagnement judiciaire, sans passage par la MASP, ne sera plus possible : les tutelles aux prestations sociales prendront fin de plein droit à cette date, et le juge ne pourra désormais prononcer de mesure d'accompagnement judiciaire qu'à la suite d'une mesure d'accompagnement social personnalisé, sur saisine exclusive du procureur de la République (cf. articles 495 et suivants du code civil et 1262 à 1263 du code de procédure civile).

3) Le prononcé d'une mesure juridique (sauvegarde de justice, curatelle, tutelle) n'est plus possible si une mesure de tutelle aux prestations sociales est en cours

Si les «doubles» mesures (TPSA-curatelle) pouvaient être prononcées sous l'empire de l'ancienne loi, ce cumul est expressément prohibé par le nouvel article 495-1 du code civil concernant la mesure d'accompagnement judiciaire, la MAJ, qui vient remplacer la TPSA. Il apparaît donc contraire à l'esprit même de la réforme de continuer à cumuler les mesures et de prononcer une mesure juridique lorsqu'une TPSA est en cours. En outre, un tel cumul est susceptible de générer des difficultés de financement de ces mesures «en doublon».

IV - Les applications informatiques et les trames

L'ensemble des textes relevant du ministère de la Justice relatifs à la réforme est disponible sur le site du bureau du droit des personnes et de la famille de la Direction des affaires civiles et du Sceau à la rubrique «incapacité et protection des majeurs», à l'adresse suivante :

<http://intranet.justice.gouv.fr/site/dacs/index.php?rubrique=1729&ssrubrique=2187>

A- Tribunaux d'instance

Un jeu complet de trames, intégrant les nouveautés de la loi du 5 mars 2007, est livré en même temps que la diffusion de la version 7 de TUTI.

S'agissant des trames créées localement, si la juridiction souhaite les conserver, il conviendra que chaque administrateur procède à son niveau tant aux modifications des trames dans Corel, afin de les rendre conformes aux nouvelles dispositions législatives et réglementaires, qu'éventuellement à sa déclaration dans TUTIREF.

Enfin, un manuel, intégralement refondu et présenté sous forme de fiches relatif à TUTI et TUTIREF, sera accessible sur le site de l'informatique DSJ, à l'adresse suivante : http://intranet.dsj.intranet.justice.gouv.fr/intranet/index.php?id=dsj&goto=info_basdoc&modalin=oui «Les applications en juridictions», TUTIMAJ, Manuel.

B- Parquets

Un jeu de trames spécifique au Parquet civil et un mode opératoire incluant un condensé d'enregistrement des procédures et de paramétrage du logiciel ACP (application d'initiative locale) est diffusé auprès des sites qui en sont dotés par la Société Esabora qui est propriétaire de ce logiciel.

Les documents sont également en ligne sur l'intranet DSJ pour les juridictions qui ne disposent pas de cet outil mais qui souhaitent utiliser les modèles qui ont été conçus, à l'adresse suivante :

http://intranet.dsj.intranet.justice.gouv.fr/intranet/index.php?id=dsj&goto=info_basdoc&modalin=oui

Vous voudrez bien informer la Chancellerie, sous le double timbre de la Direction des affaires civiles et du Sceau et de la Direction des services judiciaires, des difficultés que vous pourriez rencontrer dans la mise en œuvre de la présente circulaire.

Pascale FOMBEUR

Directrice des affaires civiles et du Sceau

Correspondants Chancellerie

- Pour des questions d'ordre juridique :

Direction des affaires civiles et du Sceau - Sous-direction du droit civil - Bureau du droit des personnes et de la famille (tél : 01.44.77.60.45 / 61.76 - télécopie : 01.44.77.22.76)

- Pour des questions concernant les instructions organisationnelles et informatiques des greffes : Direction des services judiciaires - Sous-direction des greffes - Bureau des greffes (tél. : 01.44.77.64.64 - télécopie : 01.44.77.64.63 - mél : DSJ-B3@justice.gouv.fr)

Direction des services judiciaires - Sous-direction de l'organisation judiciaire et de la programmation - Bureau de l'informatisation des juridictions : numéro vert : 0800 550 180

DECRETS
PRIS EN APPLICATION
DE LA LOI DU 5 MARS 2007

MANDAT DE PROTECTION FUTURE

Décret n° 2007-1702 du 30 novembre 2007, relatif au modèle de mandat de protection future sous seing privé

Le Premier ministre,
Sur le rapport de la garde des sceaux, ministre de la justice,
Vu le code civil, notamment l'article 492 dans sa rédaction issue de la loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 ;
Vu la loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment le III de son article 45 ;
Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu,

DECRETE

Article 1

Lorsqu'il n'est pas contresigné par un avocat, le mandat de protection future sous seing privé prévu par l'article 492 du code civil, dans sa rédaction issue de la loi du 5 mars 2007 susvisée, est établi conformément au modèle figurant en annexe au présent décret.

Article 2

Une notice d'information destinée à faciliter l'établissement du mandat est fixée par arrêté du garde des sceaux, ministre de la justice.

Elle comporte une mention liminaire, en caractère apparent, rappelant que le mandat de protection future ne peut prendre effet que dans les conditions prévues au premier alinéa de l'article 481 du code civil, dans sa rédaction issue de la loi du 5 mars 2007 susvisée, et qu'à compter, au plus tôt, du 1er janvier 2009.

Article 3

La garde des Sceaux, ministre de la justice, est chargée de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 30 novembre 2007.

Par le Premier ministre François Fillon
La garde des sceaux, ministre de la justice, Rachida Dati

Annexe du décret

Le mandat de protection future ne peut prendre effet que lorsqu'il est établi que le mandant ne peut plus pourvoir seul à ses intérêts et à compter, au plus tôt, du 1er janvier 2009.

MANDAT DE PROTECTION FUTURE **(Articles 477 à 488 et 492 à 494 du code civil)**

Identité du mandant

Madame Mademoiselle Monsieur

Mon nom de famille (de naissance) :

Mon nom d'usage (ex. : nom marital) :

Mes prénoms (dans l'ordre de l'état civil) :

Ma date de naissance :

Mon lieu de naissance :

Code postal :

Commune :

Pays :

La date du jugement de mon émancipation (le cas échéant) :

Mon adresse :

Code postal :

Commune :

Pays :

Je déclare ne pas bénéficier à ce jour d'une mesure de tutelle (recopiez cette phrase de votre main) :

Je sais que je peux choisir de protéger ma personne, mon patrimoine ou les deux à la fois.

1. Je fais le choix d'une protection de ma personne :

Je désigne comme mandataire chargé de la protection de ma personne :

A. — Identité du mandataire chargé de la protection de ma personne :

Madame Mademoiselle Monsieur

Son nom de famille :

Son nom d'usage (ex. : nom marital) :

Ses prénoms (dans l'ordre de l'état civil) :

Lien de parenté (le cas échéant) :

Sa date de naissance :

Son lieu de naissance :

Code postal :

Commune :

Pays :

Son adresse :

Code postal :

Commune :

Pays :

B. — Définition des pouvoirs du (ou des) mandataire (s) chargé (s) de la protection de ma personne :

Mon mandataire veillera sur ma personne selon les modalités fixées aux articles 457-1 à 459-2 du code civil, dont j'ai pris connaissance et qui recevront obligatoirement application, sans dérogation possible :

Article 457-1. — La personne protégée reçoit de la personne chargée de sa protection, selon des modalités adaptées à son état et sans préjudice des informations que les tiers sont tenus de lui dispenser en vertu de la loi, toutes informations sur sa situation personnelle, les actes concernés, leur utilité, leur degré d'urgence, leurs effets et les conséquences d'un refus de sa part

Article 458. — Sous réserve des dispositions particulières prévues par la loi, l'accomplissement des actes dont la nature implique un consentement strictement personnel ne peut jamais donner lieu à assistance ou représentation de la personne protégée. Sont réputés strictement personnels la déclaration de naissance d'un enfant, sa reconnaissance, les actes de l'autorité parentale relatifs à la personne d'un enfant, la déclaration du choix ou du changement du nom d'un enfant et le consentement donné à sa propre adoption ou à celle de son enfant.

Article 459. — Hors les cas prévus à l'article 458, la personne protégée prend seule les décisions relatives à sa personne dans la mesure où son état le permet.

Lorsque l'état de la personne protégée ne lui permet pas de prendre seule une décision personnelle éclairée, le juge ou le conseil de famille s'il a été constitué peut prévoir qu'elle bénéficiera, pour l'ensemble des actes relatifs à sa personne ou ceux d'entre eux qu'il énumère, de l'assistance de la personne chargée de sa protection. Au cas où cette assistance ne suffirait pas, il peut, le cas échéant après l'ouverture d'une mesure de tutelle, autoriser le tuteur à représenter l'intéressé.

La personne chargée de la protection du majeur peut prendre à l'égard de celui-ci les mesures de protection strictement nécessaires pour mettre fin au danger que, du fait de son comportement, l'intéressé ferait courir à lui-même. Elle en informe sans délai le juge ou le conseil de famille s'il a été constitué.

Toutefois, sauf urgence, la personne chargée de la protection du majeur ne peut, sans l'autorisation du juge ou du conseil de famille s'il a été constitué, prendre une décision ayant pour effet de porter gravement atteinte à l'intégrité corporelle de la personne protégée ou à l'intimité de sa vie privée.

Article 459-1. — L'application de la présente sous-section ne peut avoir pour effet de déroger aux dispositions particulières prévues par le code de la santé publique et le code de l'action sociale et des familles prévoyant l'intervention d'un représentant légal.

Toutefois, lorsque la mesure de protection a été confiée à une personne ou un service préposé d'un établissement de santé ou d'un établissement social ou médico-social dans les conditions prévues à l'article 451, l'accomplissement des diligences et actes graves prévus par le code de la santé publique qui touchent à la personne et dont la liste est fixée par décret en Conseil d'Etat est subordonné à une autorisation spéciale du juge. Celui-ci peut décider, notamment s'il estime qu'il existe un conflit d'intérêts, d'en confier la charge au subrogé curateur ou au subrogé tuteur, s'il a été nommé, et, à défaut, à un curateur ou à un tuteur ad hoc.

Article 459-2. — La personne protégée choisit le lieu de sa résidence. Elle entretient librement des relations personnelles avec tout tiers, parent ou non. Elle a le droit d'être visitée et, le cas échéant, hébergée par ceux-ci.

En cas de difficulté, le juge ou le conseil de famille s'il a été constitué statue.

C. — Définition des pouvoirs de mon mandataire pour ce qui concerne ma santé et ma prise en charge sociale ou médico-sociale :

(Cochez la ou les options choisies et recopiez-les de votre main.)

Option 1 : mon mandataire exercera les missions que le code de la santé publique et le code de l'action sociale et des familles confient au représentant de la personne en tutelle » (voir notice jointe) :

Option 2 : mon mandataire exercera les missions que le code de la santé publique et le code de l'action sociale et des familles confient à la personne de confiance » (voir notice jointe) :

Option 3 : mon mandataire n'exercera aucune des missions prévues par le code de la santé publique et le code de l'action sociale et des familles.

D. — J'ajoute les précisions complémentaires suivantes, que je juge utiles, sur les conditions de protection de ma personne (voir exemples en notice jointe) :

2. Je fais le choix d'une protection de mon patrimoine :

Je désigne comme mandataire chargé de la protection de mon patrimoine :

A. — Identité du mandataire chargé de la protection de mon patrimoine :

Si vous avez désigné un mandataire pour la protection de votre personne, vous pouvez choisir le même mandataire pour la protection de votre patrimoine.

Madame Mademoiselle Monsieur

Son nom de famille :

Son nom d'usage (ex. : nom marital) :

Ses prénoms (dans l'ordre de l'état civil) :

Lien de parenté (le cas échéant) :

Sa date de naissance :

Son lieu de naissance :

Code postal :

Commune :

Pays :

Son adresse :

Code postal :

Commune :

Pays :

B. — Définition des pouvoirs de mon mandataire chargé de la protection de mon patrimoine :

(Cochez l'option choisie et recopiez-la de votre main.)

Option 1 : mon mandataire veillera à mes intérêts patrimoniaux et me représentera pour l'administration de l'ensemble de mon patrimoine :

Option 2 : mon mandataire veillera à mes intérêts patrimoniaux et me représentera exclusivement pour l'administration des biens suivants (à compléter) :

Je souhaite ajouter les précisions suivantes :

Mon mandataire veillera sur mes animaux domestiques (précisez) :

Précisions complémentaires que vous souhaitez apporter (voir exemples en notice jointe) :

3. Modalités d'exécution du mandat :

A. — Inventaire de mes biens :

A son entrée en fonction, le mandataire chargé de la protection de mon patrimoine en dressera un inventaire. Il en assurera l'actualisation au cours du mandat.

Nota. — Le mandataire conservera l'inventaire et ses actualisations ainsi que les pièces justificatives, il sera tenu de les présenter au juge des tutelles ou au procureur de la République qui lui en ferait la demande. S'il quitte ses fonctions, il devra remettre ces documents à la personne qui lui succédera dans la mission de protection de mon patrimoine.

B.-Rémunération de mon ou de mes mandataires :

1. Rémunération du mandataire chargé de la protection de ma personne (cochez l'option choisie) :

Option 1 : le mandataire chargé de la protection de ma personne accepte de remplir sa mission gratuitement.

Option 2 : le mandataire chargé de la protection de ma personne ne sera pas rémunéré mais, s'il supporte des frais et des charges nécessaires à l'accomplissement de sa mission, le remboursement de ces frais se fera sur mon patrimoine sur justificatifs.

Option 3 : le mandataire chargé de la protection de ma personne sera rémunéré ainsi qu'il suit (cochez l'option définissant le mode de rémunération et fixez la rémunération de votre main) :

Une somme annuelle forfaitaire de ... euros TTC

Une somme mensuelle de ... euros TTC

Une rémunération fixée de la façon suivante :

2. Rémunération du mandataire chargé de la protection de mon patrimoine (cochez l'option choisie) :

Option 1 : le mandataire chargé de la protection de mon patrimoine accepte de remplir sa mission gratuitement.

Option 2 : le mandataire chargé de la protection de mon patrimoine ne sera pas rémunéré mais, s'il supporte des frais et des charges nécessaires à l'accomplissement de sa mission, le remboursement de ces frais se fera sur mon patrimoine sur justificatifs.

Option 3 : le mandataire chargé de la protection de mon patrimoine sera rémunéré ainsi qu'il suit (cochez l'option définissant le mode de rémunération et fixez la rémunération de votre main) :

Une somme annuelle forfaitaire de ... euros TTC

Une somme mensuelle de ... euros TTC

Une rémunération fixée de la façon suivante :

4. Modalités de contrôle du mandat :

A.-Contrôle de l'activité du mandataire chargé de la protection de ma personne :

Le mandataire chargé de la protection de ma personne rendra compte par écrit, au moins chaque année, de l'accomplissement de sa mission, à la personne chargée du contrôle de l'exécution du mandat, que je désigne ci-dessous :

Je choisis et désigne une personne physique (1)

Je désigne une personne morale [en ce cas aller directement au (2)]

1. Je choisis une personne physique :

Je peux désigner toute personne de mon choix.

Madame Mademoiselle Monsieur

Son nom de famille :

Son nom d'usage (ex. : nom marital) :

Ses prénoms (dans l'ordre de l'état civil) :

Sa date de naissance :

Son lieu de naissance :

Code postal :

Commune :

Pays :

Son adresse :

Code postal :

Commune :

Pays

2. Je choisis une personne morale :

Je peux désigner toute personne de mon choix.

Dénomination :

Forme juridique :

Nom et prénom usuel de son représentant légal :

Adresse du siège social : Code postal :

Commune :

Pays :

B.-Contrôle de l'activité du mandataire chargé de la protection de mon patrimoine :

Le mandataire que j'ai chargé de la protection de mon patrimoine établira, chaque année, un compte de gestion qu'il remettra pour vérification à la personne que je choisis et désigne ci-dessous.

1. Je désigne la même personne physique ou la même personne morale pour contrôler l'exécution des

missions de protection de ma personne et de protection de mon patrimoine confiées à mon mandataire.

2. Je désigne une personne physique pour contrôler l'exécution de la mission de protection de mon patrimoine.

Je peux désigner toute personne de mon choix.

Madame Mademoiselle Monsieur

Son nom de famille :

Son nom d'usage (ex. : nom marital) :

Ses prénoms (dans l'ordre de l'état civil) :

Sa date de naissance :

Son lieu de naissance :

Code postal :

Commune :

Pays :

Son adresse :

Code postal :

Commune :

Pays :

3. Je désigne une personne morale pour contrôler l'exécution de la mission de protection de mon patrimoine.

Je peux désigner toute personne de mon choix.

Dénomination :

Forme juridique :

Nom et prénom usuel de son représentant légal :

Adresse du siège social :

Code postal :

Commune

Pays :

C.-Rémunération de la (ou des) personne (s) désignée (s) pour contrôler l'activité du mandataire :

Si vous avez désigné un contrôleur pour la protection de votre personne et un contrôleur pour la protection de votre patrimoine, vous pouvez opter de manière différente pour la rémunération de chacun d'eux.

1. Contrôle du mandat de protection de ma personne (cochez l'option choisie) :

Option 1 : le contrôleur de mon (ou mes) mandataire (s) accepte de remplir sa mission gratuitement.

Option 2 : le contrôleur de mon (ou mes) mandataire (s) ne sera pas rémunéré mais, s'il supporte des frais et des charges nécessaires à l'accomplissement de sa mission, le remboursement de ses frais se fera sur mon patrimoine sur justificatifs.

Option 3 : le contrôleur de mon (ou mes) mandataire (s) sera rémunéré ainsi qu'il suit (cochez l'option définissant le mode de rémunération et fixez la rémunération de votre main) :

Une somme annuelle forfaitaire de ... euros TTC

Une somme mensuelle de ... euros TTC

Une rémunération fixée de la façon suivante :

2. Contrôle du mandat de protection de mon patrimoine (cochez l'option choisie) :

Option 1 : le contrôleur de mon (ou mes) mandataire (s) accepte de remplir sa mission gratuitement.

Option 2 : le contrôleur de mon (ou mes) mandataire (s) ne sera pas rémunéré mais, s'il supporte des frais et des charges nécessaires à l'accomplissement de sa mission, le remboursement de ses frais se fera sur mon patrimoine sur justificatifs.

Option 3 : le contrôleur de mon (ou mes) mandataire (s) sera rémunéré ainsi qu'il suit (cochez l'option définissant le mode de rémunération et fixez la rémunération de votre main) :

Une somme annuelle forfaitaire de ... euros TTC
Une somme mensuelle de ... euros TTC
Une rémunération fixée de la façon suivante :

5. Signatures et acceptations du mandat :

A.-Signature du mandant :

J'appose ma signature sur le mandat, après avoir pris connaissance des informations contenues dans la notice jointe, ainsi que des paragraphes suivants :

1° Je suis informé (e) que ce mandat prendra effet s'il est présenté au greffe du tribunal d'instance de mon domicile par mon ou mes mandataires, accompagné d'un certificat médical émanant d'un médecin inscrit sur la liste dressée par le procureur de la République et attestant de l'altération soit de mes facultés mentales, soit de mes facultés corporelles, de nature à empêcher l'expression de ma volonté.

2° Je suis informé (e) que, tant que le mandat n'a pas été mis en œuvre, je peux le modifier, en remplissant un nouvel exemplaire du formulaire, ou le révoquer en notifiant cette révocation à mon mandataire. Dans les deux cas, l'ancien formulaire doit être barré à chaque page.

3° Je reconnais avoir pris connaissance du fait que, lorsque les formalités prévues au paragraphe 1° ci-dessus auront été accomplies, je ne pourrai plus modifier ou révoquer moi-même le mandat, mais je pourrai alors m'adresser au juge des tutelles de mon domicile pour qu'il se prononce si je conteste sa mise en œuvre ou son exécution.

4° Je suis informé (e) que je dois conserver l'un des exemplaires originaux du présent mandat et en remettre un exemplaire original à chacune des personnes désignées comme mandataires chargés de la protection de ma personne et / ou de mon patrimoine et une copie à chacune des personnes désignées pour le contrôle de l'exécution des mandats de protection de ma personne et / ou de mon patrimoine.

5° Je suis informé (e) que, pour donner date certaine à ce mandat, je dois le faire enregistrer à la recette des impôts de mon domicile.

Mandat établi le

A :

Code postal :

Commune :

Pays :

Par : prénoms (dans l'ordre de l'état civil) :

Nom de famille :

Nom d'usage (ex. : nom marital) :

Votre signature :

Si je bénéficie d'une curatelle, mon curateur doit cosigner le mandat :

Remplissez le paragraphe 1 si votre curateur est une personne physique ou le paragraphe 2 si votre curateur est une personne morale.

Assisté (e) de mon curateur :

1. Prénoms (dans l'ordre de l'état civil) :

Nom de famille :

Nom d'usage :

Domicilié :

Code postal :

Commune :

Pays :

Ou

2. Si mon curateur est une personne morale :

Sa dénomination :
L'adresse de son siège social :
Code postal :
Commune :
Pays :

Son représentant légal qui signera le présent acte :

Madame Mademoiselle Monsieur
Prénom usuel :
Nom de famille :
Nom d'usage :

Fait le à
Signature du curateur :

B.-Acceptation du mandat de protection future par le mandataire chargé de la protection de la personne du mandant :

Je soussigné (e)

Prénoms (dans l'ordre de l'état civil) :
Nom de famille :
Nom d'usage :
Adresse :
Code postal :
Commune :
Pays :

Désigné (e) en qualité de mandataire de protection future de la personne du mandant,

Déclare ce qui suit :

1° Je reconnais avoir pris connaissance du présent mandat de protection future et de toutes les informations concernant l'étendue de mes obligations et de mes devoirs, tels que fixés par les textes et rappelés dans la notice annexée au présent formulaire.

2° Je suis informé (e) de ce que je dois, pendant toute l'exécution du mandat, disposer de tous mes droits civils et remplir les conditions prévues pour les charges tutélaires fixées par le code civil et que je ne peux être déchargé (e) de mes fonctions de mandataire qu'avec l'autorisation du juge des tutelles.

3° Je suis informé (e) des conditions fixées par l'article 483 du code civil, dans lesquelles le présent mandat prend fin.

Même après sa mise à exécution, il cessera, notamment, du fait du rétablissement des facultés personnelles du mandant, constaté à la demande de ce dernier ou du mandataire dans les formes prévues à l'article 481 du même code.

4° Je suis informé (e) que je dois conserver un exemplaire original du présent mandat, qui m'aura été remis.

J'accepte le mandat qui m'est confié (recopiez de votre main).

Fait le à
Signature du mandataire chargé de la protection de la personne du mandant :

C.-Acceptation du mandat de protection future par le mandataire chargé de la protection du patrimoine du mandant :

Je soussigné (e)

Prénoms (dans l'ordre de l'état civil) :
Nom de famille :

Nom d'usage :
Adresse :
Code postal :
Commune :
Pays :

Désigné (e) en qualité de mandataire de protection future du patrimoine du mandant

Déclare ce qui suit :

1° Je reconnais avoir pris connaissance du présent mandat de protection future, et de toutes les informations concernant l'étendue de mes obligations et de mes devoirs, tels que fixés par les textes et rappelés dans la notice jointe au présent formulaire.

2° Je suis informé (e) de ce que je dois, pendant toute l'exécution du mandat, disposer de tous mes droits civils et remplir les conditions prévues pour les charges tutélaires fixées par le code civil et que je ne peux être déchargé (e) de mes fonctions de mandataire qu'avec l'autorisation du juge des tutelles.

3° Je suis informé (e) des conditions fixées par l'article 483 du code civil, dans lesquelles le présent mandat prend fin.

Même après sa mise à exécution, il cessera, notamment, du fait du rétablissement des facultés personnelles du mandant, constaté à la demande de ce dernier ou du mandataire dans les formes prévues à l'article 481 du même code.

4° Je suis informé (e) que je dois conserver un exemplaire original du présent mandat, qui m'aura été remis.

J'accepte le mandat qui m'est confié (recopiez de votre main).

Fait le à

Signature du mandataire chargé de la protection du patrimoine du mandant :

D.-Acceptation de sa mission par la personne désignée pour le contrôle de l'activité du mandataire chargé de la protection de la personne du mandant :

Je soussigné (e)

Prénoms (dans l'ordre de l'état civil) :
Nom de famille :
Nom d'usage :
Adresse :
Code postal :
Commune :
Pays :

Cochez l'option correspondant à votre situation :

Désigné (e) pour le contrôle de l'activité du mandataire de protection future de la personne du mandant.

Représentant la personne morale désignée pour le contrôle de l'activité du mandataire de protection future de la personne du mandant.

Déclare ce qui suit :

1° Je reconnais avoir pris connaissance du présent mandat de protection future, et de toutes les informations concernant l'étendue de mon contrôle rappelé dans la notice jointe.

2° Je suis informé (e) des conditions fixées par l'article 483 du code civil, dans lesquelles le présent mandat prend fin.

Même après sa mise à exécution, il cessera notamment du fait du rétablissement des facultés personnelles du mandant, constaté à la demande de ce dernier ou du mandataire dans les formes prévues à l'article

481 du même code.

3° Je suis informé (e) que je dois recevoir une copie du présent mandat.

J'accepte la mission de contrôle qui m'est confiée (recopiez de votre main).

Fait le à

Signature de la personne chargée du contrôle du mandataire chargé de protection future de la personne du mandant :

E.-Acceptation de sa mission par la personne désignée pour le contrôle de l'activité du mandataire chargé de la protection du patrimoine du mandant :

Je soussigné (e)

Prénoms (dans l'ordre de l'état civil) :

Nom de famille :

Nom d'usage :

Adresse :

Code postal :

Commune :

Pays :

Cochez l'option correspondant à votre situation :

Désigné (e) pour le contrôle de l'activité du mandataire de protection future du patrimoine du mandant.

Représentant la personne morale désignée pour le contrôle de l'activité du mandataire de protection future du patrimoine du mandant,

Déclare ce qui suit :

1° Je reconnais avoir pris connaissance du présent mandat de protection future, et de toutes les informations concernant l'étendue de mon contrôle rappelé dans la notice jointe.

2° Je suis informé (e) des conditions fixées par l'article 483 du code civil, dans lesquelles le présent mandat prend fin.

Même après sa mise à exécution, il cessera, notamment, du fait du rétablissement des facultés personnelles du mandant, constaté à la demande de ce dernier ou du mandataire dans les formes prévues à l'article 481 du même code.

3° Je suis informé (e) que je dois recevoir une copie du présent mandat.

J'accepte la mission de contrôle qui m'est confiée (recopiez de votre main).

Fait le à

Signature de la personne chargée du contrôle du mandataire chargé de protection future du patrimoine du mandant :

Nombre d'exemplaires originaux du présent mandat (l'inscrire en toutes lettres) :

Le présent mandat annule tout mandat de protection future fait antérieurement une fois mis en œuvre, il mettra fin à toute procuration consentie à autrui, portant sur les événements du patrimoine du mandant visés dans le présent mandat.

Date certaine du présent mandat :

Attention ! Cette partie est à remplir par la recette des impôts.

Mention d'enregistrement :

Nota.- Vous devez signer toutes les pages.

**Arrêté du 23 décembre 2009,
relatif à la notice d'information jointe au modèle de mandat de protection future
sous seing privé**

La ministre d'Etat, garde des sceaux, ministre de la justice et des libertés,

Vu le code civil, notamment son article 492 ;

Vu la loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment le III de son article 45 ;

Vu le décret n° 2007-1702 du 30 novembre 2007 modifié relatif au modèle de mandat de protection future sous seing privé,

ARRETE

Article 1

Le contenu de la notice d'information prévue à l'article 2 du décret susvisé du 30 novembre 2007 est établi conformément au document annexé au présent arrêté.

Article 2

L'arrêté du 30 novembre 2007 relatif à la notice d'information jointe au modèle de mandat de protection future sous seing privé est abrogé.

Article 3

Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la République française.

A N N E X E

NOTICE D'INFORMATION DU MANDAT DE PROTECTION FUTURE SOUS SEING PRIVÉ (ARTICLE 492 DU CODE CIVIL)

Cette notice est à lire attentivement par le mandant et le mandataire avant de remplir le formulaire auquel elle est jointe

Le mandat de protection future ne peut prendre effet que s'il est établi que le mandant ne peut plus pourvoir seul à ses intérêts

I. - Quelques questions pour commencer

Qu'est-ce que le mandat de protection future ?

C'est un contrat qui vous permet d'organiser à l'avance la protection de votre personne et de vos biens et de désigner la ou les personnes qui en seront chargées, pour le jour où votre état de santé ne vous permettra plus de le faire vous-même.

Que signifie « protection future » ?

Vous chargez une ou plusieurs personnes de votre choix de faire les actes nécessaires à votre protection, lorsque vous ne serez plus en état, physique ou mental, de le faire. Vous pouvez décider que cette protection concernera votre patrimoine et votre personne, ou seulement l'un des deux.

La protection de votre personne porte sur l'ensemble des questions relatives à votre vie personnelle, votre santé, vos relations aux autres, votre logement, vos déplacements, vos loisirs, etc. Les règles applicables à la protection de la personne sont précisément définies par les articles 457-1 à 459-2 du code civil (voir plus loin).

La protection de votre patrimoine concerne l'ensemble des actes d'administration de vos biens. Vous pouvez limiter cette protection à certains biens ou la prévoir pour l'ensemble de vos biens.

Comment établir le mandat de protection future ?

Vous êtes « le mandant » et vous allez à ce titre établir vous-même votre mandat en utilisant le formulaire joint à la présente notice : vous allez remplir l'ensemble des rubriques prévues. Vous devez remplir autant d'exemplaires en original qu'il y a de mandataires et établir une copie pour chaque personne chargée du contrôle de l'activité du ou des mandataires.

La personne que vous aurez désignée et qui deviendra votre « mandataire », doit, si elle accepte de remplir la mission que vous lui confiez, indiquer expressément sur ce mandat qu'elle l'accepte.

Qui peut être désigné comme mandataire ?

Vous pouvez désigner toute personne physique de votre choix (membre de votre famille, proche, mandataire judiciaire à la protection des majeurs...).

Vous pouvez aussi désigner une personne morale mais celle-ci doit être inscrite sur la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs établie par le préfet.

Comment donner une date certaine au mandat une fois établi et signé ?

Il suffit de le faire enregistrer par l'administration fiscale en présentant les exemplaires originaux du mandat à la recette des impôts de votre domicile.

L'intérêt de la démarche est que l'on ne pourra pas contester la date à laquelle vous avez établi le mandat.

Quels seront les effets de ce mandat ?

Tant que vous conservez vos facultés, le mandat ne produit aucun effet.

Lorsque le mandataire constate que votre état de santé ne vous permet plus de prendre soin de votre personne ou de vous occuper de vos affaires, il effectue les démarches nécessaires pour que le mandat prenne effet.

Il sollicite alors qu'un médecin, inscrit sur la liste dressée par le procureur de la République, vous examine et délivre un certificat médical constatant votre inaptitude (cette liste des médecins est disponible dans les tribunaux d'instance).

Le mandataire va ensuite présenter le mandat et le certificat médical au greffier du tribunal d'instance de votre domicile.

Le greffier vérifiera que :

- les conditions prévues par la loi sont remplies : âge des parties au jour de l'établissement du mandat, désignation d'une personne en charge du contrôle de l'activité du mandataire, cosignature du curateur du mandant s'il se trouve sous curatelle lors de l'établissement du mandat ;
- le mandat est accompagné des pièces requises : certificat médical datant de moins de deux mois constatant l'altération des facultés du mandant, pièce d'identité du mandant et du mandataire, justificatif de la résidence habituelle du mandant.

Après ces vérifications, le greffier apposera son visa sur le mandat et le restituera au mandataire qui pourra alors le mettre en œuvre.

Une fois que le mandat est mis en œuvre, que se passe-t-il ?

Le mandat ne vous fait perdre ni vos droits ni votre capacité juridique mais permet à votre mandataire d'agir à votre place et en votre nom dans votre intérêt.

Ce mandat fonctionne comme une procuration : le mandataire vous représente et veille à vos intérêts pour les actes relatifs à votre personne et pour ceux concernant l'administration de votre patrimoine. Mais le mandataire n'a aucun pouvoir pour faire des actes de disposition sur vos biens (par exemple, il ne peut pas faire vendre votre maison).

Si un acte de disposition, ou un acte non prévu par le mandat, apparaît nécessaire dans votre intérêt, il peut être ordonné par le juge des tutelles sur demande de votre mandataire.

En pratique, le mandataire présente ce mandat aux tiers pour agir en votre nom à chaque fois que cela est nécessaire, dans les actes concernant votre vie personnelle et l'administration de votre patrimoine. Mais vous conservez la capacité de faire vous-même ces actes si vous le souhaitez et dans la mesure où votre état de santé le permet.

Si votre état vous permet de le comprendre, votre mandataire doit vous informer des actes qu'il diligente en votre nom ou dans votre intérêt.

Il doit également vous rendre compte tous les ans de la gestion de votre patrimoine.

Qui contrôle le mandat ?

En choisissant votre mandataire, vous devez aussi désigner la personne qui contrôlera son action. Il peut s'agir d'une personne physique ou morale de votre choix.

Cette personne doit accepter la mission qui lui est confiée et doit recevoir une copie du mandat.

En cas de difficulté, toute personne, y compris vous-même, peut saisir le juge des tutelles.

Celui-ci a le pouvoir de contrôler, de compléter ou même de révoquer le mandat s'il l'estime insuffisant ou contraire à vos intérêts.

Quelle est la responsabilité du mandataire ?

Il doit exécuter la mission qui lui est confiée conformément à ce qui est prévu dans le mandat et plus globalement par les règles du code civil.

Il doit établir un inventaire de votre patrimoine lors de la mise en œuvre du mandat.

Il doit rendre compte annuellement de sa mission à la ou aux personnes que vous désignez dans le présent mandat pour contrôler cette mission : le mandataire établit un compte de gestion du patrimoine (utilisation des revenus, actes d'administration des biens) et un rapport écrit sur les actes liés à la protection de la personne elle-même (santé, logement, relations avec les tiers...).

Votre mandataire peut confier un ou plusieurs actes déterminés de gestion du patrimoine à un tiers ; en ce cas il doit vous en informer et il sera responsable des actes effectués par ce tiers.

La responsabilité de votre mandataire peut être mise en cause en cas de mauvaise exécution, d'insuffisance ou de faute dans l'exercice de sa mission (article 1991 et 1992 du code civil). S'il est reconnu responsable d'un préjudice à votre égard, il peut être condamné à vous indemniser.

Lorsque le mandat prendra fin, pour quelque cause que ce soit, le mandataire remettra l'inventaire actualisé de votre patrimoine, l'ensemble des cinq derniers comptes de gestion et les pièces justificatives, selon les cas : à vous-même si vous avez retrouvé vos facultés, à la nouvelle personne qui assurera votre protection ou à vos héritiers. Cela, afin de vous permettre de reprendre en main la gestion de vos biens et de votre vie personnelle ou, après votre décès, de faciliter le règlement de votre succession.

Y a-t-il des frais financiers à prévoir ?

Etablissement du mandat : les frais incontournables sont ceux liés à l'enregistrement auprès de la recette des impôts pour donner une date certaine à chaque exemplaire original de votre mandat. Ces frais, de l'ordre de 125 €, sont à votre charge.

Mise en œuvre du mandat : le coût du certificat médical constatant l'altération de vos facultés est à votre charge. Toutefois, aucun frais n'est requis lors de l'apposition du visa par le greffe du tribunal d'instance.

Exécution du mandat : le mandat de protection future s'exerce, en principe, à titre gratuit. Vous pouvez cependant prévoir dans le mandat une rémunération ou une indemnisation de votre ou de vos mandataires, ainsi que de la ou des personnes chargées du contrôle de l'exécution du mandat par le ou les mandataires.

Le mandat peut-il être modifié ou prendre fin ?

Tant qu'il n'est pas mis en œuvre :

- vous pouvez toujours modifier vous-même votre mandat ou le révoquer ;
- tout mandataire peut renoncer à sa mission ;
- toute personne chargée du contrôle du mandat peut renoncer à sa mission.

Une fois le mandat mis en œuvre :

- vous ne pouvez plus le révoquer. Mais si vous contestez la mise en œuvre ou les conditions d'exécution du mandat, vous pouvez demander au juge des tutelles de se prononcer ;
- le mandataire ainsi que la personne chargée du contrôle de l'exécution du mandat ne peuvent plus renoncer à leur mission par eux-mêmes mais ils peuvent demander au juge des tutelles d'en être déchargés ;
- tout intéressé peut contester la mise en œuvre ou les conditions d'exécution du mandat devant le juge des tutelles ; celui-ci peut, à cette occasion, mettre fin au mandat ;
- si vous retrouvez vos facultés, le mandataire devra faire viser au greffe du tribunal le certificat médical qui en justifie. Il est alors mis fin à votre mandat de protection future, sans autre formalité.

Les explications qui suivent doivent vous permettre de répondre avec plus de précision aux questions que vous vous posez sur le mandat de protection future et de remplir le formulaire auquel la présente notice est jointe.

II. — Les règles régissant le mandat de protection future

Votre mandataire

Désignation du ou des mandataires [1-A et 2-A]

Vous pouvez désigner un ou plusieurs mandataires.

Vous pouvez confier la protection de votre personne et de votre patrimoine à un seul et même mandataire.

Vous pouvez aussi confier la protection de votre personne à un mandataire, celle de votre patrimoine à un autre.

Vous pouvez également confier à un ou plusieurs mandataires à la fois chacune de ces protections. Dans ce cas, vous devez ajouter des intercalaires dans le formulaire à la suite de la page 2 ou de la page 6 selon le cas.

Vous pouvez enfin ne confier qu'une seule de ces deux protections à un ou plusieurs mandataires.

Mais vous devez savoir que s'il devient nécessaire de vous protéger davantage que ce qui est prévu dans votre mandat, le juge des tutelles pourra intervenir à la demande de tout intéressé.

Ce juge pourra ainsi décider d'étendre la protection à votre personne ou à votre patrimoine selon le cas, en prenant une mesure judiciaire complétant le mandat de protection future.

Qualité de la personne désignée [1-A et 2-A]

Vous pouvez désigner toute personne physique de votre entourage en laquelle vous avez confiance et qui vous semble avoir les compétences nécessaires pour assurer votre protection le moment venu. Vous pouvez également désigner un professionnel (avocat, notaire, syndic d'immeuble, etc.).

Vous pouvez aussi désigner une personne morale, mais celle-ci doit être inscrite sur la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs établie par le préfet. Cette liste est disponible dans les tribunaux d'instance et les préfectures.

Les pouvoirs de votre mandataire

Protection de la personne [1-B, C et D]

Le principe incontournable

Si vous confiez à votre mandataire la protection de votre personne, celui-ci devra respecter les droits et obligations du mandataire définis par les articles 457-1 à 459-2 du code civil (figurant dans le formulaire et repris en fin de notice).

Toute indication du mandat qui serait contraire à ces articles ne sera pas valable.

L'option supplémentaire

Vous pouvez décider de confier en plus à votre mandataire le pouvoir d'exercer les missions que le code de la santé publique et le code de l'action sociale et des familles confient au représentant de la personne en tutelle ou à la personne de confiance, mais dans ce dernier cas, cela n'est possible que si le mandataire désigné est une personne physique.

Si vous lui confiez les missions exercées par le représentant d'une personne en tutelle cela signifie que votre mandataire pourra consentir à votre place à certains actes médicaux importants (comme par exemple une recherche biomédicale), lorsque vous ne serez plus du tout en état de le faire vous-même (option 1).

Si vous lui confiez les missions exercées par la personne de confiance, cela signifie qu'il sera consulté à l'occasion de tout acte médical lorsque vous ne serez plus du tout en état d'exprimer votre volonté, mais

il ne donnera qu'un avis et ne pourra, en aucun cas, consentir à votre place (option 2).

Si vous optez pour l'une ou pour l'autre de ces deux hypothèses, vous l'indiquez en cochant et recopiant dans l'espace prévu à cet effet l'option 1 ou 2 choisie.

Si vous ne souhaitez pas que votre mandataire exerce l'une ou l'autre de ces missions, vous cochez et recopiez l'option 3.

✦ Les précisions possibles

Vous pouvez indiquer vos souhaits concernant votre logement ou vos conditions d'hébergement. Vous pouvez ainsi donner des indications concernant votre maintien à domicile dans la mesure du possible et vos préférences si vous deviez, au vu de votre état de santé, être hébergé dans un milieu de vie plus sécurisé et mieux adapté à vos besoins.

Vous pouvez aussi indiquer vos souhaits particuliers concernant le maintien des relations personnelles avec les tiers, parents ou non.

Vous pouvez également indiquer vos souhaits concernant vos loisirs et vacances.

Vous pouvez, à l'inverse, ne rien ajouter ou préciser ; vous indiquez alors la mention « néant » dans l'espace réservé à cet effet.

Protection du patrimoine [2-B]

✦ Le principe

Le mandataire ne peut exercer que la mission que vous lui confiez en votre qualité de mandant. Cette mission s'exerce dans la limite des pouvoirs reconnus par la loi au mandataire : il doit effectuer tous les actes d'administration et de gestion, nécessaires et utiles aux biens du mandant, c'est-à-dire les gérer, les préserver, percevoir et placer leurs revenus.

Le mandataire ne peut effectuer aucun acte de disposition du patrimoine, c'est-à-dire qu'il ne pourra pas, notamment, vendre ou donner vos biens.

Néanmoins, si l'accomplissement d'un acte de disposition ou d'un acte qui n'est pas prévu par le mandat s'avère nécessaire dans votre intérêt, le mandataire pourra saisir le juge des tutelles pour le solliciter ; le juge appréciera alors si votre intérêt nécessite que soit ordonnée, par exemple, la vente de l'un de vos biens.

Si vous souhaitez que votre mandataire ait des pouvoirs plus étendus et qu'il puisse, par exemple, vendre vos biens à un tiers, il faut que votre mandat de protection future soit établi par un notaire, conformément aux dispositions correspondantes du code civil.

✦ Les options

Si vous donnez à votre mandataire un pouvoir d'administration sur l'ensemble du patrimoine, cela signifie que vous confiez à votre mandataire le pouvoir d'administrer tous vos biens. Dans ce cas, vous cochez l'option 1 et vous la recopiez dans l'espace prévu à cet effet.

Si vous donnez à votre mandataire des pouvoirs d'administration limités à certains biens ou à certains actes sur vos biens, il faut préciser quels sont ces biens et ces actes. Dans ce cas, vous cochez l'option 2 et vous la recopiez dans l'espace prévu à cet effet en indiquant les biens concernés.

Vous pouvez également confier à votre mandataire le soin de veiller sur votre animal domestique ; dans ce cas vous devez le préciser dans sa mission.

L'exécution et le contrôle du mandat [3]

Inventaire [A]

Lors de son entrée en fonction, le mandataire chargé de la protection du patrimoine devra procéder à un inventaire de tous vos biens meubles et immeubles. Cet inventaire devra être actualisé au cours du

mandat afin de maintenir à jour l'état du patrimoine.

Les formes de cet inventaire sont libres. Votre mandataire pourra opter pour toute solution adaptée à la situation particulière de votre patrimoine (inventaire sous seing privé ou confié à un professionnel).

Rémunération du mandataire [B-1-2]

Attention : Le mandataire n'est rémunéré qu'à compter de la mise en œuvre du mandat.

Le mandant et le mandataire doivent se mettre d'accord sur les conditions financières du mandat :

- soit il est totalement gratuit, et vous cochez et recopiez alors l'option 1 dans l'espace prévu à cet effet ;
- soit le mandataire peut se faire rembourser sur le patrimoine du mandant, sur justificatifs, les frais qu'il engage pour le compte ou dans l'intérêt de celui-ci, et vous cochez et recopiez alors l'option 2 dans l'espace prévu à cet effet ;
- soit (en plus ou non des remboursements évoqués ci-dessus), il est prévu une rémunération. Vous cochez alors l'option 3 et fixez la rémunération de votre main, dans l'espace prévu à cet effet. Il peut s'agir d'une indemnité forfaitaire, d'une rémunération dont vous fixez le montant et la périodicité ou d'une rémunération que vous déterminez différemment (cette rémunération peut par exemple être liée à la disponibilité du mandataire ou être proportionnelle au temps consacré à la gestion de votre patrimoine ou aux actes concernant votre personne ou encore être indexée).

Ces modalités financières doivent être précisées pour tout mandataire désigné :

- si vous avez désigné un seul mandataire pour protéger votre personne et votre patrimoine, ATTENTION vous devez remplir les rubriques B-1 et B-2 afin de préciser votre choix pour chacune des deux protections. Vous pouvez décider que l'une des deux protections est exercée gratuitement et pas l'autre, ou que les deux sont exercées gratuitement. Vous pouvez aussi décider que chaque mission de protection est rémunérée. Dans ce dernier cas, les montants indiqués dans les rubriques B-1 et B-2 se cumulent ;
- si vous avez désigné un mandataire différent pour chaque protection, vous remplissez chacune des rubriques B-1 et B-2 en choisissant des rémunérations identiques ou différentes pour chacun des mandataires désignés.

Contrôle de l'activité du mandataire [4A et 4B]

Le mandataire chargé de la protection de votre personne doit établir par écrit un rapport des actes diligentés dans le cadre de cette protection, qui doit être contrôlé par une personne désignée par le mandat. Vous devez donc indiquer avec précision qui est cette personne.

Le mandataire chargé de la protection de votre patrimoine doit établir par écrit tous les ans un compte de gestion qui doit être contrôlé par une personne désignée par le mandat. Vous devez donc indiquer avec précision qui est cette personne.

Si un seul mandataire est désigné pour assurer ces deux protections, il doit rendre compte de son activité pour chacune d'elles.

Vous pouvez désigner la ou les mêmes personnes ou des personnes différentes en charge de contrôler le compte de gestion et le rapport des actes diligentés dans le cadre de la protection de la personne.

Vous pouvez désigner une ou des personnes physiques ou une ou des personnes morales. En toute hypothèse, votre choix est libre.

Mais la personne désignée ne peut être ni le juge ni le fonctionnaire du greffe.

Vous devez remettre à chaque personne désignée pour exercer le contrôle du mandataire une copie de votre mandat de protection future.

Cette personne doit accepter sa mission, ainsi que cela est expressément prévu dans le formulaire.

En tout état de cause, le juge des tutelles a un pouvoir de vérification d'office du compte de gestion, qu'il

met en œuvre s'il l'estime nécessaire.

Rémunération de la personne désignée pour contrôler l'activité du mandataire [4C]

La mission de contrôle confiée à la ou aux personnes désignées à cet effet peut s'exercer dans les conditions financières suivantes :

- soit cette mission est totalement gratuite et vous cochez et recopiez alors l'option 1 dans l'espace prévu à cet effet ;
- soit la personne désignée pour exercer ce contrôle peut se faire rembourser sur le patrimoine du mandant, sur justificatifs, les frais qu'elle engage pour le compte ou dans l'intérêt de celui-ci, et vous cochez et recopiez alors l'option 2 dans l'espace prévu à cet effet ;
- soit (en plus ou non des remboursements évoqués ci-dessus), il est prévu une rémunération. Vous cochez alors l'option 3 et fixez la rémunération de votre main dans l'espace prévu à cet effet. Il peut s'agir d'une indemnité forfaitaire, d'une rémunération dont vous fixez le montant et la périodicité ou d'une rémunération que vous déterminez différemment (cette rémunération peut par exemple être liée à la disponibilité du mandataire ou être proportionnelle au temps consacré à la gestion de votre patrimoine ou aux actes concernant votre personne ou encore être indexée).

Ces modalités financières doivent être précisées pour chaque personne désignée pour exercer le contrôle de l'activité du ou des mandataires.

Conservation des documents

Afin de permettre au juge des tutelles de faire vérifier le compte de gestion, en tout état de cause et selon les modalités prévues par l'article 511 du code civil, le mandataire devra conserver l'inventaire des biens et ses actualisations, les cinq derniers comptes de gestion, les pièces justificatives ainsi que celles nécessaires à la continuation de la gestion du patrimoine. Le mandataire est tenu de les présenter au juge des tutelles ou au procureur de la République dès que ceux-ci le requièrent.

A l'expiration du mandat et dans les cinq ans qui suivent, le mandataire tiendra à la disposition de la personne qui est amenée à poursuivre la gestion de votre patrimoine, à votre disposition si vous avez recouvré vos facultés ou à vos héritiers, l'inventaire des biens et ses actualisations, les cinq derniers comptes de gestion et les pièces nécessaires pour continuer celle-ci ou assurer la liquidation de la succession du mandant.

Signature et acceptation du mandat [5]

Vous devez signer de votre main chaque page de chacun des exemplaires originaux du mandat et dater, également de votre main, chacun de ces exemplaires en dernière page.

Si vous êtes sous curatelle, votre curateur doit apposer également sa signature à côté de la vôtre, à la fin du formulaire.

Vous devez conserver l'un des exemplaires originaux du mandat.

Votre mandataire doit également dater et signer son acceptation de sa main, à la fin du formulaire.

Il conserve un exemplaire original du mandat.

La ou les personnes désignées pour contrôler le compte de gestion et le rapport des actes diligentés dans le cadre de la protection de la personne doivent également accepter leur mission en l'indiquant dans l'espace prévu à cet effet à la fin du formulaire. Cette ou ces personnes doivent aussi dater et signer le formulaire, en dernière page, et reçoivent une copie du mandat.

En outre, si vous souhaitez donner date certaine au mandat, un exemplaire original supplémentaire doit être établi pour permettre son enregistrement à la recette des impôts. Cet enregistrement vous est conseillé. Dès qu'il sera réalisé, il fixera avec certitude la date de validité de votre mandat vis-à-vis des tiers.

Modification ou révocation du mandat avant sa mise en œuvre

Seul vous-même en qualité de mandant pouvez modifier ou révoquer le mandat selon des formes précisées

ci-après et tant que le mandat n'est pas mis en œuvre.

Le mandataire peut renoncer au mandat dans les formes précisées ci-après tant que le mandat n'est pas mis en œuvre.

La personne chargée de la mission de contrôle peut également renoncer à sa mission avant la mise en œuvre du mandat.

✚ Modification du mandat

Si vous souhaitez modifier votre mandat, vous devez le révoquer et en établir un autre.

Pour cela, vous barrez chaque page de votre mandat en y indiquant en caractères très apparents la mention « RÉVOQUÉ », et en y apposant à côté date et signature, le tout de manière manuscrite.

Puis vous remplissez, avec votre mandataire, un nouveau formulaire qui devient le nouveau mandat seul valide, que vous établissez en autant d'exemplaires originaux que de mandataires désignés, plus vous-même, ainsi que, le cas échéant, pour l'enregistrement à la recette des impôts. Vous établissez ce nouveau mandat en suivant les indications de la présente notice, comme lorsque vous aviez établi votre premier mandat.

Vous conservez l'un des exemplaires et votre mandataire conserve l'autre.

✚ Révocation du mandat

Si vous souhaitez révoquer votre mandat, vous en barrez chaque page en y indiquant en caractères très apparents la mention « RÉVOQUÉ », en datant et apposant votre signature sur chaque page, le tout de manière manuscrite.

Vous devez notifier, par lettre recommandée avec accusé de réception, cette décision au(x) mandataire(s) et au(x) personne(s) désignée(s) pour contrôler l'exécution du mandat.

✚ Renonciation au mandat

Tout mandataire peut renoncer au mandat : il en informe le mandant et la ou les personnes chargées du contrôle de l'exécution, par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, le mandat n'a plus d'existence.

Toute personne chargée du contrôle du mandat peut également renoncer à sa mission ; elle doit en informer le mandant et le mandataire par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans ce dernier cas, le mandant et le mandataire doivent modifier le mandat en désignant une nouvelle personne en charge du contrôle.

Pour cela, ils doivent révoquer le mandat et en établir un nouveau, sur un nouveau formulaire, dans les mêmes conditions que celles requises pour l'établissement du mandat précédent.

Cessation du mandat après sa mise en œuvre

Le mandat prend fin de droit dans les situations suivantes :

- si vous retrouvez vos facultés, ce qui doit être constaté par un certificat établi par un médecin inscrit sur la liste dressée par le procureur de la République, et présenté par le mandataire ou par vous-même au greffe du tribunal d'instance, qui appose son visa sur le mandat ;
- si vous décédez ou si vous êtes placé sous mesure de curatelle ou de tutelle ;
- si le mandataire décède, se trouve placé sous mesure de protection ou se retrouve en faillite personnelle.

Le juge des tutelles peut mettre fin au mandat, sur demande de toute personne, s'il constate :

- que vous n'avez pas d'altération de vos facultés, et que c'est par erreur ou par fraude que le mandat a été mis en œuvre ;

- que vous pouvez être suffisamment représenté dans le cadre des règles de droit commun (procuration) ou de celles du mariage (devoirs entre époux) ;
- que l'exécution du mandat peut porter atteinte à vos intérêts (par exemple, votre mandataire s'est éloigné de vous et n'est plus en mesure de savoir ou de comprendre ce qui doit être fait pour vous aider ou pour préserver vos biens).

La demande est présentée par écrit, sans forme particulière, au juge.

A N N E X E S

- Glossaire
- Extraits du code civil (article 457-1 à 459-2 et 477 à 494).
- Article 45-III de la loi du n° 2007-308 du 5 mars 2007.

Actes d'administration : tous les actes permettant de gérer les biens, en dehors des actes qui aboutissent à leur vente, leur cession gratuite, leur perte ou leur destruction. Ces actes doivent permettre de conserver les biens dans le patrimoine d'une personne et éventuellement de les valoriser ou de leur faire générer des revenus.

Actes de disposition : tous les actes qui aboutissent à ce que les biens sortent du patrimoine d'une personne, c'est-à-dire qu'elle n'en soit plus propriétaire. Ce sont des actes graves.

Altération des facultés : diminution des aptitudes d'une personne à exprimer sa volonté au quotidien, à faire ou comprendre les actes de la vie courante, et les événements de sa vie personnelle.

Autorité parentale : ensemble des droits et devoirs des parents à l'égard de leurs enfants.

Capacité juridique : elle permet à une personne de faire des actes qui ont des effets juridiques. Les actes juridiques faits par une personne sans capacité juridique ne sont pas valides (exemple : acte de vente signé par un mineur).

Consentement : accord d'une personne.

Compte de gestion : description de la situation financière d'une personne (revenus et dépenses) sur une période donnée.

Curatelle : mesure de protection d'une personne qui nécessite qu'elle soit assistée par son curateur pour réaliser certains actes de sa vie civile. Le curateur qui assiste la personne, signe avec elle.

Facultés : aptitudes d'une personne à faire, exprimer ou comprendre les actes et événements de sa vie.

Greffier du tribunal d'instance : fonctionnaire chargé d'assister le juge d'instance et qui doit viser le mandat de protection future.

Inventaire : liste de tous les biens d'une personne.

Médecin agréé : médecin figurant sur la liste établie par le procureur de la République, liste sur laquelle sont inscrits tous les médecins qualifiés et reconnus officiellement pour établir des certificats médicaux qui constatent qu'une personne souffre d'une altération de ses facultés.

Mesure judiciaire (de protection) : mesure prise par le juge pour protéger une personne. Il existe trois types de mesure de protection : la sauvegarde de justice, la curatelle, la tutelle, appliquées selon le besoin croissant de protection.

Patrimoine : ensemble des droits et des obligations d'une personne qui sont appréciables en argent (droits immobiliers, droits mobiliers, salaires, revenus, dettes, créances, etc...).

Personne de confiance : selon le code de la santé publique, il s'agit d'une personne désignée par un patient (c'est-à-dire une personne malade) pour l'accompagner dans ses démarches médicales ; si le patient n'a plus sa lucidité, la personne de confiance doit être consultée par le personnel médical avant toute intervention ou traitement du patient, mais elle ne consent pas à sa place.

Personne morale : il peut s'agir d'une association ou d'une société, pour laquelle travaillent des personnes physiques.

Rapport des actes diligentés : dans le cadre de la protection de la personne, il s'agit du recensement et de la description des actes importants faits par le mandataire et qui concernent la personne même du mandant (exemples : actes médicaux, changement de logement, déplacement à l'étranger, procédure devant la justice...).

Représentant de la personne en tutelle : il s'agit du « représentant légal » ou du « tuteur » qui, selon le code de la santé publique, doit recevoir certaines informations liées à l'état de santé de la personne sous tutelle. Son consentement ou son avis est nécessaire pour l'accomplissement de certains actes médicaux

(par exemple, recherche biomédicale sur la personne sous tutelle, utilisation d'organes prélevés à l'occasion d'une intervention chirurgicale, stérilisation à visée contraceptive).

Révoquer : mettre fin, annuler.

Tutelle : mesure de protection d'une personne qui nécessite qu'elle soit représentée par son tuteur pour réaliser presque tous les actes de sa vie civile. Le tuteur agit et signe à la place de la personne en tutelle.

ARTICLES DU CODE CIVIL CONCERNANT LA PROTECTION DE LA PERSONNE

Article 457-1. - La personne protégée reçoit de la personne chargée de sa protection, selon des modalités adaptées à son état et sans préjudice des informations que les tiers sont tenus de lui dispenser en vertu de la loi, toutes informations sur sa situation personnelle, les actes concernés, leur utilité, leur degré d'urgence, leurs effets et les conséquences d'un refus de sa part.

Article 458. - Sous réserve des dispositions particulières prévues par la loi, l'accomplissement des actes dont la nature implique un consentement strictement personnel ne peut jamais donner lieu à assistance ou représentation de la personne protégée.

Sont réputés strictement personnels la déclaration de naissance d'un enfant, sa reconnaissance, les actes de l'autorité parentale relatifs à la personne d'un enfant, la déclaration du choix ou du changement du nom d'un enfant et le consentement donné à sa propre adoption ou à celle de son enfant.

Article 459. - Hors les cas prévus à l'article 458, la personne protégée prend seule les décisions relatives à sa personne dans la mesure où son état le permet.

Lorsque l'état de la personne protégée ne lui permet pas de prendre seule une décision personnelle éclairée, le juge ou le conseil de famille s'il a été constitué peut prévoir qu'elle bénéficiera, pour l'ensemble des actes relatifs à sa personne ou ceux d'entre eux qu'il énumère, de l'assistance de la personne chargée de sa protection. Au cas où cette assistance ne suffirait pas, il peut, le cas échéant après l'ouverture d'une mesure de tutelle, autoriser le tuteur à représenter l'intéressé.

Toutefois, sauf urgence, la personne chargée de la protection du majeur ne peut, sans l'autorisation du juge ou du conseil de famille s'il a été constitué, prendre une décision ayant pour effet de porter gravement atteinte à l'intégrité corporelle de la personne protégée ou à l'intimité de sa vie privée.

La personne chargée de la protection du majeur peut prendre à l'égard de celui-ci les mesures de protection strictement nécessaires pour mettre fin au danger que son propre comportement ferait courir à l'intéressé. Elle en informe sans délai le juge ou le conseil de famille s'il a été constitué.

Article 459-1. - L'application de la présente sous-section ne peut avoir pour effet de déroger aux dispositions particulières prévues par le code de la santé publique et le code de l'action sociale et des familles prévoyant l'intervention d'un représentant légal.

Toutefois, lorsque la mesure de protection a été confiée à une personne ou un service préposé d'un établissement de santé ou d'un établissement social ou médico-social dans les conditions prévues à l'article 451, et que cette personne ou ce service doit soit prendre une décision nécessitant l'autorisation du juge ou du conseil de famille en application du troisième alinéa de l'article 459, soit accomplir au bénéfice de la personne protégée une diligence ou un acte pour lequel le code de la santé publique prévoit l'intervention du juge, ce dernier peut décider, s'il estime qu'il existe un conflit d'intérêts, d'en confier la charge ou subrogé curateur ou au subrogé tuteur, s'il a été nommé, et à défaut à un curateur ou à un tuteur ad hoc.

Article 459-2. - La personne protégée choisit le lieu de sa résidence.

Elle entretient librement des relations personnelles avec tout tiers, parent ou non. Elle a le droit d'être visitée et, le cas échéant, hébergée par ceux-ci.

En cas de difficulté, le juge ou le conseil de famille, s'il a été constitué, statue.

Section 5
Du mandat de protection future

Sous-section 1
Des dispositions communes

Article 477. - Toute personne majeure ou mineure émancipée ne faisant pas l'objet d'une mesure de tutelle peut charger une ou plusieurs personnes, par un même mandat, de la représenter pour le cas où, pour l'une des causes prévues à l'article 425, elle ne pourrait plus pourvoir seule à ses intérêts.

La personne en curatelle ne peut conclure un mandat de protection future qu'avec l'assistance de son curateur.

Les parents ou le dernier vivant des père et mère, ne faisant pas l'objet d'une mesure de curatelle ou de tutelle, qui exercent l'autorité parentale sur leur enfant mineur ou assument la charge matérielle et affective de leur enfant majeur peuvent, pour le cas où cet enfant ne pourrait plus pourvoir seul à ses intérêts pour l'une des causes prévues à l'article 425 désigner un ou plusieurs mandataires chargés de le représenter. Cette désignation prend effet à compter du jour où le mandant décède ou ne peut plus prendre soin de l'intéressé.

Le mandat est conclu par acte notarié ou par acte sous seing privé. Toutefois, le mandat prévu au troisième alinéa ne peut être conclu que par acte notarié.

Article 478. - Le mandat de protection future est soumis aux dispositions des articles 1984 à 2010 qui ne sont pas incompatibles avec celles de la présente section.

Article 479. - Lorsque le mandat s'étend à la protection de la personne, les droits et obligations du mandataire sont définis par les articles 457-1 à 459-2. Toute stipulation contraire est réputée non écrite.

Le mandat peut prévoir que le mandataire exercera les missions que le code de la santé publique et le code de l'action sociale et des familles confient au représentant de la personne en tutelle ou à la personne de confiance.

Le mandat fixe les modalités de contrôle de son exécution.

Article 480. - Le mandataire peut être toute personne physique choisie par le mandant ou une personne morale inscrite sur la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs prévue à l'article L. 471-2 du code de l'action sociale et des familles.

Le mandataire doit, pendant toute l'exécution du mandat, jouir de la capacité civile et remplir les conditions prévues pour les charges tutélaires par l'article 395 et le dernier alinéa de l'article 445 du présent code.

Il ne peut, pendant cette exécution, être déchargé de ses fonctions qu'avec l'autorisation du juge des tutelles.

Article 481. - Le mandat prend effet lorsqu'il est établi que le mandant ne peut plus pourvoir seul à ses intérêts. Celui-ci en reçoit notification dans les conditions prévues par le code de procédure civile.

A cette fin, le mandataire produit au greffe du tribunal d'instance le mandat et un certificat médical émanant d'un médecin choisi sur la liste mentionnée à l'article 431 établissant que le mandant se trouve dans l'une des situations prévues à l'article 425. Le greffier vise le mandat et date sa prise d'effet, puis le restitue au mandataire.

Article 482. - Le mandataire exécute personnellement le mandat. Toutefois, il peut se substituer un tiers pour les actes de gestion du patrimoine mais seulement à titre spécial.

Le mandataire répond de la personne qu'il s'est substitué dans les conditions de l'article 1994.

Article 483. - Le mandat mis à exécution prend fin par :

1° Le rétablissement des facultés personnelles de l'intéressé constaté à la demande du mandant ou du mandataire, dans les formes prévues à l'article 481 ;

2° Le décès de la personne protégée ou son placement en curatelle ou en tutelle, sauf décision contraire du juge qui ouvre la mesure ;

3° Le décès du mandataire, son placement sous une mesure de protection ou sa déconfiture ;

4° Sa révocation prononcée par le juge des tutelles à la demande de tout intéressé, lorsqu'il s'avère que les conditions prévues par l'article 425 ne sont pas réunies, lorsque les règles du droit commun de la

représentation ou celles relatives aux droits et devoirs respectifs des époux et aux régimes matrimoniaux apparaissent suffisantes pour qu'il soit pourvu aux intérêts de la personne par son conjoint avec qui la communauté de vie n'a pas cessé ou lorsque l'exécution du mandat est de nature à porter atteinte aux intérêts du mandant.

Le juge peut également suspendre les effets du mandat pour le temps d'une mesure de sauvegarde de justice.

Article 484. - Tout intéressé peut saisir le juge des tutelles aux fins de contester la mise en œuvre du mandat ou de voir statuer sur les conditions et modalités de son exécution.

Article 485. - Le juge qui met fin au mandat peut ouvrir une mesure de protection juridique dans les conditions et selon les modalités prévues aux sections 1 à 4 du présent chapitre.

Lorsque la mise en œuvre du mandat ne permet pas, en raison de son champ d'application, de protéger suffisamment les intérêts personnels ou patrimoniaux de la personne, le juge peut ouvrir une mesure de protection juridique complémentaire confiée, le cas échéant, au mandataire de protection future. Il peut aussi autoriser ce dernier ou un mandataire ad hoc à accomplir un ou plusieurs actes déterminés non couverts par le mandat.

Le mandataire de protection future et les personnes désignées par le juge sont indépendants et ne sont pas responsables l'un envers l'autre ; ils s'informent toutefois des décisions qu'ils prennent.

Article 486. - Le mandataire chargé de l'administration des biens de la personne protégée fait procéder à leur inventaire lors de l'ouverture de la mesure. Il assure son actualisation au cours du mandat afin de maintenir à jour l'état du patrimoine.

Il établit annuellement le compte de sa gestion qui est vérifié selon les modalités définies par le mandat et que le juge peut en tout état de cause faire vérifier selon les modalités prévues à l'article 511.

Article 487. - A l'expiration du mandat et dans les cinq ans qui suivent, le mandataire tient à la disposition de la personne qui est amenée à poursuivre la gestion, de la personne protégée si elle a recouvré ses facultés ou de ses héritiers, l'inventaire des biens et les actualisations auxquelles il a donné lieu, ainsi que les cinq derniers comptes de gestion et les pièces nécessaires pour continuer celle-ci ou assurer la liquidation de la succession de la personne protégée.

Article 488. - Les actes passés et les engagements contractés par une personne faisant l'objet d'un mandat de protection future mis à exécution, pendant la durée du mandat, peuvent être rescindés pour simple lésion ou réduits en cas d'excès alors même qu'ils pourraient être annulés en vertu de l'article 414-1. Les tribunaux prennent notamment en considération l'utilité ou l'inutilité de l'opération, l'importance ou la consistance du patrimoine de la personne protégée et la bonne ou mauvaise foi de ceux avec qui elle a contracté.

L'action n'appartient qu'à la personne protégée et, après sa mort, à ses héritiers. Elle s'éteint par le délai de cinq ans prévu à l'article 1304.

Sous-section 2 *Du mandat notarié*

Article 489. - Lorsque le mandat est établi par acte authentique, il est reçu par un notaire choisi par le mandant. L'acceptation du mandataire est faite dans les mêmes formes.

Tant que le mandat n'a pas pris effet, le mandant peut le modifier dans les mêmes formes ou le révoquer en notifiant sa révocation au mandataire et au notaire et le mandataire peut y renoncer en notifiant sa renonciation au mandant et au notaire.

Article 490. - Par dérogation à l'article 1988, le mandat, même conçu en termes généraux, inclut tous les actes patrimoniaux que le tuteur a le pouvoir d'accomplir seul ou avec une autorisation.

Toutefois, le mandataire ne peut accomplir un acte de disposition à titre gratuit qu'avec l'autorisation du juge des tutelles.

Article 491. - Pour l'application du second alinéa de l'article 486, le mandataire rend compte au notaire qui a établi le mandat en lui adressant ses comptes, auxquels sont annexées toutes pièces justificatives utiles. Celui-ci en assure la conservation ainsi que celle de l'inventaire des biens et de ses actualisations.

Le notaire saisit le juge des tutelles de tout mouvement de fonds et de tout acte non justifiés ou n'apparaissant pas conformes aux stipulations du mandat.

Sous-section 3
Du mandat sous seing privé

Article 492. - Le mandat établi sous seing privé est daté et signé de la main du mandant. Il est soit contresigné par un avocat, soit établi selon un modèle défini par décret en Conseil d'Etat.

Le mandataire accepte le mandat en y apposant sa signature.

Tant que le mandat n'a pas reçu exécution, le mandant peut le modifier ou le révoquer dans les mêmes formes et le mandataire peut y renoncer en notifiant sa renonciation au mandant.

Article 492-1. - Le mandat n'acquiert date certaine que dans les conditions de l'article 1328.

Article 493. - Le mandat est limité, quant à la gestion du patrimoine, aux actes qu'un tuteur peut faire sans autorisation.

Si l'accomplissement d'un acte qui est soumis à autorisation ou qui n'est pas prévu par le mandat s'avère nécessaire dans l'intérêt du mandant, le mandataire saisit le juge des tutelles pour le voir ordonner.

Article 494. - Pour l'application du dernier alinéa de l'article 486, le mandataire conserve l'inventaire des biens et ses actualisations, les cinq derniers comptes de gestion, les pièces justificatives ainsi que celles nécessaires à la continuation de celle-ci.

Il est tenu de les présenter au juge des tutelles ou au procureur de la République dans les conditions prévues à l'article 416. »

EXTRAIT DES DISPOSITIONS TRANSITOIRES DE LA LOI DU 5 MARS 2007 PORTANT RÉFORME DE LA PROTECTION JURIDIQUE DES MAJEURS
--

Article 45

[...]

III. - Un mandat de protection future peut être confié à une personne physique dès la publication de la présente loi. Toutefois, ce mandat ne peut prendre effet qu'à compter de la date d'entrée en vigueur de celle-ci. »

Fait à Paris, le 23 décembre 2009.

Pour la ministre et par délégation :

La directrice des affaires civiles et du sceau,

P. FOMBEUR

PROCEDURE PENALE

Décret n° 2007-1658 du 23 novembre 2007, modifiant le code de procédure pénale et relatif à la poursuite, à l'instruction et au jugement des infractions commises par des majeurs protégés

Le Premier ministre,
Sur le rapport de la garde des sceaux, ministre de la justice,
Vu le code civil ;
Vu le code pénal, notamment son article 122-1 ;
Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles 81, 520, 706-112 à 706-118 ;
Vu la loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment son article 45,

DECRETE

Article 1

Après l'article D. 47-13 du code de procédure pénale (troisième partie : Décrets), il est inséré deux titres ainsi rédigés :

TITRE XXVI

Néant

TITRE XXVII

De la poursuite, de l'instruction et du jugement des infractions commises par des majeurs protégés

Article D. 47-14. - Les dispositions des articles 706-113 à 706-117 et des articles du présent titre ne sont applicables aux procédures pénales mentionnées par ces articles que lorsque les éléments recueillis au cours de ces procédures font apparaître que la personne fait l'objet d'une mesure de protection juridique dans les conditions prévues au titre XI du livre Ier du code civil.

Si les éléments de la procédure font apparaître un doute sur l'existence d'une mesure de protection juridique, le procureur de la République, le juge d'instruction ou la juridiction de jugement procède ou fait procéder aux vérifications nécessaires.

Si l'existence de cette mesure n'est connue du juge d'instruction ou de la juridiction de jugement qu'après la mise en mouvement de l'action publique, ces dispositions ne sont applicables qu'à compter de cette date. Il en est de même si la mesure de protection juridique est ordonnée en cours de procédure pénale.

Article D. 47-15. - Sauf si elle est réalisée à l'occasion de son audition comme témoin par procès-verbal au cours de l'enquête ou de l'instruction, l'information du tuteur ou du curateur prévue par le premier alinéa de l'article 706-113 est faite par lettre recommandée ou selon les modalités prévues par l'article 803-1. En cas d'urgence, elle peut être faite par tout moyen.

Article D. 47-16. - Au cours de l'information, le tuteur ou le curateur ne peut obtenir une copie du dossier de la procédure que par l'intermédiaire de l'avocat de la personne mise en examen ou témoin assisté, conformément aux dispositions des articles 114 et 114-1.

Lorsque la personne est citée ou renvoyée devant la juridiction de jugement, ou qu'il est fait application de la procédure alternative de réparation ou de médiation ou de la procédure de composition pénale, le tuteur ou le curateur a droit, à sa demande, à la copie du dossier de la procédure conformément aux dispositions de l'article R. 155. Cette copie lui est délivrée gratuitement.

Article D. 47-17. - Lors de la procédure de réparation, de médiation, de composition pénale, de comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité, la personne peut être assistée de son tuteur ou de son curateur, si celui-ci est présent, lorsqu'elle comparaît devant le procureur de la République, son délégué ou son médiateur, ou devant le magistrat du siège chargé de valider ou d'homologuer la procédure.

Article D. 47-18. - L'information du curateur ou du tuteur des décisions de non-lieu, de relaxe, d'acquiescement ou de condamnation prévue par le quatrième alinéa de l'article 706-113 est faite par lettre recommandée ou selon les modalités prévues par l'article 803-1.

Le curateur ou le tuteur est informé par lettre simple ou selon les modalités prévues par l'article 803-1, par le procureur de la République ou par son délégué, de l'exécution d'une composition pénale.

Article D. 47-19. - Le magistrat saisi du dossier de l'information, au sens de l'article D. 51, peut refuser de délivrer ou retirer le permis de visite au tuteur ou au curateur dans le cas prévu par l'article 706-114, si cette personne est la victime de l'infraction ou s'il existe des raisons plausibles de présumer qu'elle est coauteur ou complice de l'infraction.

Article D. 47-20. - En matière correctionnelle et criminelle, ainsi que pour les contraventions de la cinquième classe, le ministère public avise le curateur ou le tuteur de la date et de l'objet de l'audience par lettre recommandée ou, selon les modalités prévues par l'article 803-1, dix jours au moins avant la date de l'audience.

Le tuteur ou le curateur entendu comme témoin est tenu de prêter serment conformément aux dispositions des articles 331 et 446, sauf dans les cas prévus par les articles 335 ou 448. Les dispositions des articles 325 et 436 ne lui sont pas applicables.

Article D. 47-21. - L'expertise médicale prévue par l'article 706-115 a pour objet de déterminer si l'intéressé était ou non atteint au moment des faits d'un trouble psychique ou neuropsychique ayant aboli ou altéré son discernement ou ayant aboli ou entravé le contrôle de ses actes, afin de permettre à la juridiction saisie d'appliquer les dispositions de l'article 122-1 du code pénal.

Lorsqu'une information est ouverte, et notamment en matière criminelle, il s'agit de l'expertise psychiatrique ordonnée en application du huitième alinéa de l'article 81.

Cette expertise peut être ordonnée dès le stade de l'enquête par le procureur de la République.

Article D. 47-22. - Cette expertise est facultative :

- 1° En cas de procédure d'alternative aux poursuites consistant en la réparation du dommage ou en une médiation ;
- 2° En cas de composition pénale ;
- 3° Lorsque la personne est entendue comme témoin assisté ;
- 4° Lorsqu'il est fait application de la procédure d'ordonnance pénale ;
- 5° En cas de comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité.

Article D. 47-23. - En matière correctionnelle, s'il apparaît des éléments issus de la procédure civile ayant conduit à la mise en œuvre de la mesure de protection juridique, et notamment des certificats médicaux ou des expertises y figurant et qui ont été versés au dossier de la procédure pénale à la demande du ministère public, du juge d'instruction ou du tribunal correctionnel, des indications suffisantes pour apprécier si l'intéressé était ou non atteint au moment des faits d'un trouble psychique ou neuropsychique ayant aboli ou altéré son discernement ou ayant aboli ou entravé le contrôle de ses actes, le juge d'instruction ou le président du tribunal correctionnel peut, sauf opposition de la personne mise en examen ou du prévenu et de son avocat, dire qu'il n'y a pas lieu de soumettre l'intéressé à une expertise, par ordonnance motivée qui peut être prise en même temps que l'ordonnance de règlement ou par jugement motivé qui peut être joint au jugement sur le fond.

Article D. 47-24. - L'expertise prévue par l'article 706-115 peut être confiée à un expert psychiatre ou à un médecin spécialiste figurant sur la liste prévue par l'article 493-1 du code civil. Dans les deux cas, les dispositions du 9° de l'article R. 117 sont alors applicables.

Article D. 47-25. - Lorsqu'en cas d'appel la chambre des appels correctionnels constate que le prévenu a été jugé sans que l'expertise prévue par l'article 706-115 ait été réalisée, hors les cas où elle est facultative ou a été jugée inutile en application des dispositions des articles D. 47-22 ou D. 47-23, elle ordonne qu'il soit procédé à cette expertise.

La chambre renvoie alors l'affaire à une audience ultérieure, puis, au vu du résultat de l'expertise et

conformément aux dispositions de l'article 520, annule le jugement, évoque et statue sur le fond.

Article D. 47-26. - Lorsqu'en cas d'appel la chambre des appels correctionnels constate que le prévenu a été jugé sans être assisté par un avocat conformément aux dispositions de l'article 706-116, son président fait désigner par le bâtonnier un avocat, l'intéressé étant informé que les frais seront à sa charge sauf s'il remplit les conditions d'accès à l'aide juridictionnelle.

La chambre renvoie alors l'affaire à une audience ultérieure à laquelle le prévenu sera assisté par un avocat, puis, conformément aux dispositions de l'article 520, annule le jugement, évoque et statue sur le fond. »

Article 2

La garde des sceaux, ministre de la justice, est chargée de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 23 novembre 2007.

Par le Premier ministre François Fillon

La garde des sceaux, ministre de la justice, Rachida Dati

**Circulaire DACG n° 2007-07 du 6 avril 2007,
relative à une première information concernant les dispositions de procédure pénale
de la loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des
majeurs**

Le garde des sceaux, ministre de la justice, à Mesdames et Messieurs les procureurs généraux près les cours d'appel ; Messieurs les procureurs de la République près les tribunaux supérieurs d'appel ;

Mesdames et Messieurs les procureurs de la République (pour attribution) ;

Mesdames et Messieurs les premiers présidents des cours d'appel ;

Messieurs les présidents des tribunaux supérieurs d'appel ;

Mesdames et Messieurs les présidents des tribunaux de grande instance ;

Monsieur le représentant national auprès d'Eurojust (pour information)

J'ai l'honneur d'appeler votre attention sur les dispositions ci-jointes en copie des articles 706-112 à 716-118 du code de procédure pénale résultant de l'article 36 de la loi du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, qui institue des règles de procédure spécifiques aux majeurs placés sous curatelle ou sous tutelle.

Ces dispositions prévoient notamment l'information du curateur ou du tuteur, qui pourra être entendu comme témoin à l'audience de jugement, l'assistance de la personne poursuivie par un avocat, et une expertise médicale sur la responsabilité de l'intéressé avant jugement.

Conformément à ce qui est prévu par le nouvel article 706-118, un décret - actuellement en cours d'élaboration et qui devrait être publié au Journal officiel dans les prochaines semaines - viendra préciser les modalités d'application des nouvelles dispositions.

Ce décret est toutefois prévu par la loi « en tant que de besoin », et ces dispositions sont donc dès à présent immédiatement applicables aux procédures en cours.

J'attire en conséquence spécialement votre attention sur les dispositions du nouvel article 706-116 prévoyant l'assistance obligatoire de la personne poursuivie par un avocat, dès lors qu'il apparaît dans la procédure, conformément aux dispositions de l'article 706-112, qu'elle est placée sous tutelle ou sous curatelle.

De part sa nature et conformément aux dispositions générales de l'article 802 du code de procédure pénale, le non-respect de cette règle est en effet de nature à entraîner l'annulation de la procédure.

Je précise enfin que si ces nouvelles dispositions sont applicables de plein droit à Mayotte, leur extension dans les îles Wallis-et-Futuna, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie devra en revanche être prévue par ordonnance, conformément aux dispositions de l'article 43 de la loi du 5 mars 2007.

Dès la publication du décret prévu par l'article 706-118, ces dispositions feront l'objet d'une circulaire générale d'application. Je vous serais obligé de bien vouloir veiller à la diffusion de la présente dépêche aux magistrats du siège et du parquet des juridictions de votre ressort et de m'informer des éventuelles difficultés susceptibles de résulter de sa mise en œuvre.

Pour le garde des sceaux, ministre de la justice :

Par délégation, le directeur des affaires criminelles et des grâces, Jean-Marie Huet

TITRE XXVII

De la poursuite, de l'instruction et du jugement des infractions commises par des majeurs protégés

Article 706¹¹². - Le présent titre est applicable à toute personne majeure dont il est établi au cours de la procédure qu'elle fait l'objet d'une mesure de protection juridique dans les conditions prévues au titre XI du livre Ier du code civil.

Article 706¹¹³. - Le procureur de la République ou le juge d'instruction avise le curateur ou le tuteur, ainsi que le juge des tutelles, des poursuites dont la personne fait l'objet. Il en est de même si la personne fait l'objet d'une alternative aux poursuites consistant en la réparation du dommage ou en une médiation,

d'une composition pénale ou d'une comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité ou si elle est entendue comme témoin assisté.

Le curateur ou le tuteur peut prendre connaissance des pièces de la procédure dans les mêmes conditions que celles prévues pour la personne poursuivie.

Si la personne est placée en détention provisoire, le curateur ou le tuteur bénéficie de plein droit d'un permis de visite.

Le procureur de la République ou le juge d'instruction avise le curateur ou le tuteur des décisions de non-lieu, de relaxe, d'acquittement ou de condamnation dont la personne fait l'objet.

Le curateur ou le tuteur est avisé de la date d'audience. Lorsqu'il est présent à l'audience, il est entendu par la juridiction en qualité de témoin.

Article 706¹¹⁴. - S'il existe des raisons plausibles de présumer que le curateur ou le tuteur est coauteur ou complice de l'infraction, et faute de subrogé curateur ou de subrogé tuteur, le procureur de la République ou le juge d'instruction demande au juge des tutelles la désignation d'un tuteur ou curateur ad hoc. Il en est de même si le tuteur ou le curateur est victime de l'infraction. A défaut, le président du tribunal de grande instance désigne un représentant ad hoc pour assister la personne au cours de la procédure pénale.

Article 706¹¹⁵. - La personne poursuivie doit être soumise avant tout jugement au fond à une expertise médicale afin d'évaluer sa responsabilité pénale au moment des faits.

Article 706¹¹⁶. - La personne poursuivie doit être assistée par un avocat. A défaut de choix d'un avocat par la personne poursuivie ou son curateur ou son tuteur, le procureur de la République ou le juge d'instruction fait désigner par le bâtonnier un avocat, l'intéressé étant informé que les frais seront à sa charge sauf s'il remplit les conditions d'accès à l'aide juridictionnelle.

Article 706¹¹⁷. - Le procureur de la République ou le juge d'instruction avise le juge des tutelles des poursuites concernant une personne dont il est établi qu'elle bénéficie d'une mesure de sauvegarde de justice. Le juge des tutelles peut alors désigner un mandataire spécial qui dispose, au cours de la procédure, des prérogatives confiées au curateur ou au tuteur par l'article 706-113. Ces prérogatives sont également reconnues au mandataire de protection future.

Article 706¹¹⁸. - Un décret fixe, en tant que de besoin, les modalités d'application du présent titre. »

PROCEDURE CIVILE

Décret n° 2008-1276 du 5 décembre 2008, relatif à la protection juridique des mineurs et des majeurs et modifiant le code de procédure civile

Le Premier ministre,
Sur le rapport de la garde des sceaux, ministre de la justice,
Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment son article L. 471-2 ;
Vu le code civil ;
Vu le code de procédure civile ;
Vu le code de procédure pénale, notamment son article R. 93 ;
Vu le code de la santé publique, notamment son article L. 3211-6 ;
Vu la loi n° 2006-728 du 23 juin 2006 portant réforme des successions et des libéralités, notamment son article 36 ;
Vu la loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment son article 45 ;
Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu,

DECRETE

Article 1

Le chapitre X du titre Ier du livre III du code de procédure civile est remplacé par les dispositions suivantes:

Chapitre X La protection juridique des mineurs et des majeurs

Section 1 Dispositions relatives aux mesures judiciaires

Sous-section 1 Dispositions générales

Article 1211. — Le juge des tutelles territorialement compétent est celui de la résidence habituelle de la personne à protéger ou protégée ou celui du domicile du tuteur.

Article 1212. — Le juge des tutelles et le procureur de la République ont la faculté de faire examiner par un médecin les majeurs relevant de l'article 416 du code civil.

Article 1213. — A la demande de tout intéressé ou d'office, notamment lorsqu'il est fait application des articles 217 et 219, du deuxième alinéa de l'article 397, de l'article 417, du quatrième alinéa de l'article 459, de l'article 459-2, des deuxième et troisième alinéas de l'article 469, du 4° de l'article 483 ou de l'article 484 du code civil, le juge des tutelles peut ordonner que l'examen de la requête donne lieu à un débat contradictoire.

Article 1214. — Dans toute instance relative à l'ouverture, la modification ou la mainlevée d'une mesure de protection, le majeur à protéger ou protégé peut faire le choix d'un avocat ou demander à la

juridiction saisie que le bâtonnier lui en désigne un d'office. La désignation doit intervenir dans les huit jours de la demande.

Article 1215. — En cas de décès d'un majeur faisant l'objet d'une mesure de protection exercée par un mandataire judiciaire à la protection des majeurs, ce dernier peut, en l'absence d'héritiers connus, saisir le notaire du défunt en vue du règlement de la succession ou, à défaut, demander au président de la chambre départementale des notaires d'en désigner un.

Si le notaire chargé du règlement de la succession ne parvient pas à identifier les héritiers du majeur protégé, le mandataire judiciaire à la protection des majeurs, autorisé à cet effet par le juge des tutelles, ou le notaire, dans les conditions de l'article 36 de la loi du 23 juin 2006 portant réforme des successions et des libéralités, peut délivrer un mandat de recherche des héritiers.

Article 1216. — L'amende civile prévue aux articles 388-3 et 417 du code civil ne peut excéder 3 000 euros. La décision qui la prononce n'est pas susceptible de recours.

Sous-section 2 *La procédure devant le juge des tutelles*

Paragraphe 1 La demande

Article 1217. — Hors les cas prévus aux articles 442 et 485 du code civil, le juge est saisi par requête remise ou adressée au greffe du tribunal d'instance.

Article 1218. — La requête aux fins d'ouverture d'une mesure de protection d'un majeur comporte, à peine d'irrecevabilité :

1° Le certificat médical circonstancié prévu à l'article 431 du code civil ;

2° L'identité de la personne à protéger et l'énoncé des faits qui appellent cette protection au regard de l'article 428 du même code.

Article 1218-1. — La requête prévue à l'article 1218 mentionne également les personnes appartenant à l'entourage du majeur à protéger énumérées au premier alinéa de l'article 430 du code civil ainsi que le nom de son médecin traitant, si son existence est connue du requérant. Celui-ci précise, dans la mesure du possible, les éléments concernant la situation familiale, financière et patrimoniale du majeur.

Le greffier avise le procureur de la République de la procédure engagée, sauf lorsque ce dernier est le requérant.

Article 1219. — Le certificat médical circonstancié prévu par l'article 431 du code civil :

1° Décrit avec précision l'altération des facultés du majeur à protéger ou protégé ;

2° Donne au juge tout élément d'information sur l'évolution prévisible de cette altération ;

3° Précise les conséquences de cette altération sur la nécessité d'une assistance ou d'une représentation du majeur dans les actes de la vie civile, tant patrimoniaux qu'à caractère personnel, ainsi que sur l'exercice de son droit de vote.

Le certificat indique si l'audition du majeur est de nature à porter atteinte à sa santé ou si celui-ci est hors d'état d'exprimer sa volonté.

Le certificat est remis par le médecin au requérant sous pli cacheté, à l'attention exclusive du procureur de la République ou du juge des tutelles.

Paragraphe 2 L'instruction de la demande

Article 1220. — Le juge des tutelles peut, dans tous les cas où il a l'obligation ou il estime utile d'entendre la personne à protéger ou protégée, se déplacer dans toute l'étendue du ressort de la cour d'appel ainsi que dans les départements limitrophes de celui où il exerce ses fonctions. Les mêmes règles sont applicables au juge du tribunal de grande instance en cas de recours.

Article 1220-1. — L'audition de la personne peut avoir lieu au siège du tribunal, au lieu où elle réside habituellement, dans l'établissement de traitement ou d'hébergement ou en tout autre lieu approprié.

L'audition n'est pas publique.

Le juge peut, s'il l'estime opportun, procéder à cette audition en présence du médecin traitant ou de toute autre personne.

Le procureur de la République et, le cas échéant, l'avocat de la personne à protéger ou protégée sont informés de la date et du lieu de l'audition.

Il est dressé procès-verbal de celle-ci.

Article 1220-2. — La décision du juge disant n'y avoir lieu à procéder à l'audition du majeur à protéger ou protégé en application du second alinéa de l'article 432 du code civil est notifiée au requérant et, le cas échéant, à l'avocat du majeur.

Par la même décision, le juge ordonne qu'il soit donné connaissance de la procédure engagée au majeur selon des modalités appropriées à son état.

Il est fait mention au dossier de l'exécution de cette décision.

Article 1220-3. — Le juge des tutelles ne peut statuer sur une requête concernant un majeur protégé et relative à la protection de sa personne qu'après avoir entendu ou appelé celui-ci sauf si l'audition est de nature à porter atteinte à la santé de l'intéressé ou si celui-ci est hors d'état d'exprimer sa volonté.

Article 1220-4. — Le juge procède à l'audition, s'il l'estime opportun, des personnes énumérées à l'article 430 du code civil. Cette audition est de droit lorsqu'elle est sollicitée par une personne demandant à exercer la mesure de protection.

Article 1221. — Le juge peut, soit d'office, soit à la requête des parties ou du ministère public, ordonner toute mesure d'instruction. Il peut notamment faire procéder à une enquête sociale ou à des constatations par toute personne de son choix.

Paragraphe 3 La consultation du dossier et la délivrance de copies

Article 1222. — Jusqu'au prononcé du jugement de mise sous protection, le dossier peut être consulté au greffe par le requérant. Il peut être également consulté, sur autorisation du juge des tutelles, par une des personnes énumérées à l'article 430 du code civil si elle justifie d'un intérêt légitime.

Leurs avocats, si elles en ont constitué un, disposent de la même faculté.

Article 1222-1. — A tout moment de la procédure, le dossier peut être consulté au greffe de la juridiction qui le détient, sur demande écrite et sans autre restriction que les nécessités du service, par le majeur à protéger ou protégé, le cas échéant, par son avocat ainsi que par la ou les personnes chargées de la protection.

Lorsque la demande de consultation du dossier émane du majeur, le juge peut, par ordonnance motivée notifiée à l'intéressé, exclure tout ou partie des pièces de la consultation si celle-ci est susceptible de lui causer un préjudice psychique grave.

Article 1222-2. — La consultation de son dossier par le mineur sous tutelle capable de discernement, par son père, sa mère et son tuteur ne peut se faire que dans les conditions prévues aux deuxième, troisième

et quatrième alinéas de l'article 1187.

Article 1223. — L'avocat du majeur protégé peut se faire délivrer copie de tout ou partie des pièces du dossier. Il ne peut communiquer les copies ainsi obtenues ou leur reproduction à son client ou à un tiers.

Article 1223-1. — Sous réserve des dispositions de l'article 510 du code civil relatives à la communication des comptes de gestion, le juge des tutelles peut, après le prononcé du jugement de mise sous protection, autoriser, sur justification d'un intérêt légitime, la délivrance d'une copie d'une ou plusieurs pièces du dossier au majeur protégé ou à la personne chargée de la mesure de protection.

Article 1223-2. — Il ne peut être délivré copie des délibérations du conseil de famille et des décisions de justice afférentes à la mesure de protection qu'aux parties et aux personnes investies des charges tutélaires concernées par ces délibérations et décisions.

Les personnes justifiant d'un intérêt légitime peuvent également en obtenir des extraits sur autorisation du juge des tutelles.

Article 1224. — Les décisions du juge prévues aux articles 1222, 1223-1 et 1223-2 sont des mesures d'administration judiciaire.

Paragraphe 4

La communication du dossier au ministère public

Article 1225. — Un mois au moins avant la date fixée pour l'audience de jugement de la requête aux fins d'ouverture d'une mesure de protection d'un majeur, le dossier est transmis au procureur de la République.

Au plus tard quinze jours avant cette date, le procureur de la République le renvoie au greffe avec, selon le cas, son avis ou ses conclusions sur l'opportunité et les modalités de la protection.

Ces délais peuvent être réduits par le juge en cas d'urgence.

Paragraphe 5

Les décisions du juge des tutelles

Article 1226. — A l'audience, le juge entend le requérant à l'ouverture de la mesure de protection, le majeur à protéger, sauf application par le juge des dispositions du second alinéa de l'article 432 du code civil et, le cas échéant, le ministère public.

Les avocats des parties, lorsqu'elles en ont constitué un, sont entendus en leurs observations.

L'affaire est instruite et jugée en chambre du conseil.

Article 1227. — La requête aux fins d'ouverture d'une mesure de protection d'un majeur est caduque si le juge des tutelles ne s'est pas prononcé sur celle-ci dans l'année où il en a été saisi.

Article 1228. — Lorsqu'il statue en application de l'article 442 du code civil, le juge procède conformément aux dispositions des articles 1220 à 1221, 1225 et 1226 du présent code.

Article 1229. — Hors les cas où il ordonne un débat contradictoire en application de l'article 1213, le juge statue sur les requêtes qui lui sont adressées après l'ouverture de la mesure de protection par le majeur protégé ou la personne chargée de sa protection dans les trois mois de leur réception à moins qu'elles ne nécessitent le recueil d'éléments d'information, la production de pièces complémentaires, le recours à une mesure d'instruction ou toute autre investigation. Dans ce cas, le juge en avertit le requérant et l'informe de la date prévisible à laquelle la décision sera rendue.

Paragraphe 6

Les notifications

Article 1230. — Toute décision du juge est notifiée, à la diligence du greffe, au requérant, à la personne

chargée de la protection ou à l'administrateur légal et à tous ceux dont elle modifie les droits ou les obligations résultant de la mesure de protection.

En outre, dans le cas du deuxième alinéa de l'article 389-5 du code civil, elle est notifiée au parent qui n'a pas consenti à l'acte et, dans le cas de l'article 502 du même code, au subrogé tuteur.

Article 1230-1. — Le jugement qui statue sur une demande d'ouverture d'une mesure de protection d'un majeur est notifié à la personne protégée elle-même ; avis en est donné au procureur de la République.

Toutefois, le juge peut, par décision spécialement motivée, décider qu'il n'y a pas lieu de notifier le jugement prononçant l'ouverture de la tutelle au majeur protégé si cette information est de nature à porter préjudice à sa santé. Dans ce cas, la notification en est faite à son avocat, s'il en a constitué un, ainsi qu'à la personne que le juge estime la plus qualifiée pour recevoir cette notification.

Le jugement peut être notifié, si le juge l'estime utile, aux personnes qu'il désigne parmi celles que la loi habilite à exercer un recours.

Article 1231. — Les notifications qui doivent être faites à la diligence du greffe le sont par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ; le juge peut, toutefois, décider qu'elles seront faites par acte d'huissier de justice.

La délivrance d'une copie certifiée conforme d'une décision du juge ou d'une délibération du conseil de famille, par le greffe contre récépissé daté et signé, vaut notification dès lors que les voies de recours et les sanctions encourues pour recours abusif sont portées à la connaissance de l'intéressé.

Paragraphe 7 L'exécution de la décision

Article 1232. — A moins que l'exécution provisoire n'ait été ordonnée, le délai de recours et le recours lui-même exercé dans le délai suspendent l'exécution de la décision.

Lorsque l'exécution provisoire a été ordonnée, elle ne peut être arrêtée, en cas de recours, par le président du tribunal de grande instance statuant en référé qu'en cas de violation manifeste des dispositions de l'article 432 du code civil ou lorsque l'exécution provisoire risque d'entraîner des conséquences manifestement excessives.

Article 1233. — Un extrait de toute décision portant ouverture, modification ou mainlevée d'une mesure de curatelle ou de tutelle concernant un majeur est transmis par tout moyen au greffe du tribunal de grande instance dans le ressort duquel est née la personne protégée, à fin de conservation au répertoire civil et de publicité par mention en marge de l'acte de naissance selon les modalités prévues au chapitre III du présent titre.

Lorsque la décision est rendue par le juge des tutelles, la transmission est faite par le greffe du tribunal d'instance dans les quinze jours qui suivent l'expiration des délais de recours.

Lorsque la décision est rendue par le tribunal de grande instance, la transmission est faite par le greffe de ce tribunal dans les quinze jours du jugement.

Lorsqu'une mesure de protection a pris fin par l'expiration du délai fixé, avis en est donné par tout moyen et aux mêmes fins par le greffe du tribunal d'instance, saisi par tout intéressé, au greffe du tribunal de grande instance dans le ressort duquel est née la personne protégée.

Sous-section 3 Le conseil de famille

Paragraphe 1 Dispositions communes aux mineurs et aux majeurs

Article 1234. — Le conseil de famille est convoqué par le juge des tutelles.

Sa réunion est de droit si elle est requise :

- 1° Soit par deux de ses membres ;
- 2° Soit par le tuteur ou le subrogé tuteur ;
- 3° Soit par le mineur lui-même âgé de seize ans révolus ;
- 4° Soit par le majeur protégé.

Le conseil de famille est également convoqué à la demande du mineur âgé de moins de seize ans et capable de discernement, sauf décision contraire spécialement motivée du juge.

Article 1234-1. — La convocation est adressée huit jours au moins avant la date de la réunion.

Article 1234-2. — Les membres du conseil de famille sont tenus de se rendre en personne à la réunion. Ceux qui, sans excuse légitime, ne s'y présenteraient pas peuvent voir leur charge tutélaire retirée par application des dispositions de l'article 396 du code civil.

Article 1234-3. — Le conseil de famille ne peut délibérer que si la moitié au moins de ses membres est présente. Si ce nombre n'est pas atteint, le juge peut soit ajourner la réunion, soit prendre lui-même la décision en cas d'urgence.

Article 1234-4. — Si le juge des tutelles estime que le conseil peut se prononcer sur une délibération sans que la tenue d'une réunion soit nécessaire, il communique à chacun des membres du conseil le texte de la délibération correspondante en y joignant tous éclaircissements utiles.

Chaque membre émet son vote dans le délai et selon les modalités impartis par le juge ; à défaut, il peut voir sa charge tutélaire retirée par application des dispositions de l'article 396 du code civil.

Article 1234-5. — Toute délibération du conseil de famille est prise à la majorité simple des votes exprimés.

Article 1234-6. — Les réunions du conseil de famille ne sont pas publiques. Les membres du conseil de famille sont tenus à l'obligation de secret à l'égard des tiers.

Article 1234-7. — Sauf si le juge l'estime contraire à son intérêt, le mineur ou le majeur protégé peut assister à la réunion du conseil, mais seulement à titre consultatif.

Article 1235. — La délibération du conseil de famille est motivée. Toutes les fois qu'elle n'est pas prise à l'unanimité, l'avis de chacun de ses membres est mentionné dans le procès-verbal.

Paragraphe 2 Dispositions relatives aux mineurs

Article 1236. — Préalablement à la réunion du conseil de famille d'un mineur, le juge procède ou fait procéder à l'audition de celui-ci, s'il est capable de discernement, dans les conditions prévues à l'article 388-1 du code civil.

Paragraphe 3 Dispositions relatives aux majeurs

Article 1237. — La décision du juge autorisant, conformément aux dispositions de l'article 457 du code civil, le conseil de famille à se réunir et à délibérer hors de sa présence est une mesure d'administration judiciaire. Les membres du conseil de famille en sont informés par le greffe.

Article 1237-1. — A l'issue de la réunion de ce conseil, chaque membre présent appose sa signature sur la délibération prise.

Dans les huit jours, le président du conseil remet la délibération au greffe ou la lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Article 1238. — L'opposition du juge à la délibération ainsi prise est formée dans les quinze jours de la

remise ou de la réception de celle-ci, par ordonnance non susceptible de recours.

Tout membre du conseil de famille peut également s'opposer à la délibération dans les quinze jours de celle-ci, par requête au juge.

Dans tous les cas, le juge, par la même ordonnance, convoque et réunit dans le délai d'un mois le conseil de famille dont il assure alors la présidence, afin qu'il soit à nouveau délibéré sur le même objet.

Les articles 1234-1 à 1235, 1239-3 et 1239-4 sont alors applicables.

Sous section 4 *Les voies de recours*

Article 1239. — Sauf disposition contraire, les décisions du juge des tutelles et les délibérations du conseil de famille sont susceptibles de recours.

Le recours est ouvert aux personnes énumérées à l'article 430 du code civil même si elles ne sont pas intervenues à l'instance.

Le recours est porté devant le tribunal de grande instance.

Le délai de recours est de quinze jours.

Article 1239-1. — Dans le cadre du partage amiable prévu aux articles 389-5 et 507 du code civil, le recours contre une délibération du conseil de famille ou une décision du juge des tutelles est ouvert à l'administrateur légal ou au tuteur, aux membres du conseil de famille et aux autres parties intéressées au partage.

Article 1239-2. — Le recours contre la décision qui refuse d'ouvrir une mesure de protection à l'égard d'un majeur n'est ouvert qu'au requérant.

Article 1239-3. — Sans préjudice des dispositions prévues par l'article 1239-1, le recours contre une délibération du conseil de famille est ouvert à tous ses membres et au juge des tutelles, quel qu'ait été leur avis lors de la délibération.

Article 1240. — Le ministère public peut former recours jusqu'à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant la remise de l'avis qui lui a été donné de la délibération prise ou de la décision rendue.

Article 1241. — Le délai de recours contre une décision prononçant une mesure de protection à l'égard d'un majeur court :

- 1° A l'égard du majeur protégé, à compter de la notification prévue à l'article 1230-1 ;
- 2° A l'égard des personnes à qui la décision est notifiée, à compter de cette notification ;
- 3° A l'égard des autres personnes, à compter du jugement.

Article 1241-1. — Le délai de recours contre les ordonnances rendues par le juge des tutelles court à compter de leur notification.

Article 1241-2. — Le délai du recours contre une délibération du conseil de famille court à compter de cette délibération, hors le cas de l'article 1234-4 où il ne court contre les membres du conseil de famille que du jour où la délibération leur a été notifiée.

Article 1242. — Le recours est formé par une requête remise ou adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au greffe du tribunal de grande instance.

La requête contient un bref exposé des motifs du recours et est datée et signée par son auteur.

Les parties ne sont pas tenues de constituer avocat.

La juridiction saisie avise du recours le greffe du tribunal d'instance qui transmet le dossier sans délai.

Article 1242-1. — Lorsque le recours est formé par le juge des tutelles, celui-ci joint au dossier une note exposant les motifs de son recours.

Article 1243. — Lorsque l’auteur du recours restreint celui-ci à l’un des chefs de la décision autre que l’ouverture de la mesure de protection, il le précise.

Article 1244. — Le greffier du tribunal de grande instance avise de la date de l’audience :

1° S’il en a constitué un, l’avocat du requérant, par tout moyen ;

2° L’auteur du recours et les personnes auxquelles la décision ou la délibération a été notifiée, par lettre recommandée avec demande d’avis de réception.

Ces dernières ont le droit d’intervenir devant le tribunal ; celui-ci peut ordonner qu’elles soient appelées en cause par acte d’huissier de justice.

Article 1245. — Le recours est instruit et jugé en chambre du conseil.

Article 1246. — Le tribunal peut, même d’office, substituer une décision nouvelle à celle du juge des tutelles ou à la délibération du conseil de famille.

Sa décision n’est pas susceptible d’appel.

Jusqu’à la clôture des débats devant le tribunal de grande instance, le juge des tutelles et le conseil de famille demeurent compétents pour prendre toute décision ou délibération nécessaire à la préservation des droits et intérêts de la personne protégée. Le greffe du tribunal d’instance transmet immédiatement copie de cette décision ou délibération au greffe du tribunal de grande instance.

Article 1246-1. — La décision du tribunal de grande instance est notifiée à la diligence de son greffe.

Le dossier, auquel est jointe une copie certifiée conforme du jugement, est alors renvoyé sans délai au greffe du tribunal d’instance.

Article 1247. — Si le recours formé contre une décision du juge des tutelles ou une délibération du conseil de famille est rejeté, celui qui l’a introduit, à l’exception du juge, peut être condamné aux dépens et à des dommages-intérêts.

Sous-section 5 La sauvegarde de justice

Article 1248. — La déclaration aux fins de sauvegarde de justice prévue par l’article L. 3211-6 du code de la santé publique est transmise au procureur de la République du lieu de traitement. Celui-ci en avise, le cas échéant, le procureur de la République du lieu de la résidence habituelle du majeur protégé.

Article 1249. — La décision par laquelle le juge des tutelles place un majeur sous sauvegarde de justice en application de l’article 433 du code civil est notifiée au requérant et au majeur protégé et est transmise au procureur de la République. Celui-ci en avise, le cas échéant, le procureur de la République du lieu de la résidence habituelle de l’intéressé ou du lieu de traitement.

Ce placement ne peut faire l’objet d’aucun recours.

Article 1250. — Les personnes mentionnées aux articles 1230 et 1230-1 peuvent former un recours contre la décision par laquelle le juge des tutelles désigne un mandataire spécial par application du deuxième alinéa de l’article 437 du code civil ou modifie ultérieurement les pouvoirs de ce mandataire.

Article 1251. — Le procureur de la République qui reçoit la déclaration aux fins de sauvegarde de justice prévue par l’article L. 3211-6 du code de la santé publique ou la décision du juge des tutelles prévue à l’article 1249 les mentionne sur un répertoire spécialement tenu à cet effet.

La déclaration aux fins de faire cesser la sauvegarde ainsi que les radiations sont portées en marge de la mention initiale.

Les déclarations en renouvellement sont portées à leur date sur le répertoire.

Article 1251-1. — Peuvent obtenir du procureur de la République copie de la déclaration aux fins de sauvegarde de justice mentionnée au premier alinéa de l'article 1251 :

1° Les autorités judiciaires ;

2° Les personnes qui ont qualité, selon l'article 430 du code civil, pour demander l'ouverture d'une mesure de protection ;

3° Les avocats, avoués, notaires et huissiers de justice qui justifient de l'utilité de la déclaration dans le cadre d'un acte relevant de l'exercice de leurs fonctions.

Article 1252. — Lorsque les biens d'un majeur placé sous sauvegarde de justice risquent d'être mis en péril, le procureur de la République ou le juge des tutelles peuvent prendre toutes mesures conservatoires et, notamment, requérir ou ordonner l'apposition des scellés.

Les frais occasionnés par ces mesures sont assimilés aux frais de justice prévus au 3° de l'article R. 93 du code de procédure pénale.

Article 1252-1. — S'il apparaît que la consistance des biens ne justifie pas l'apposition des scellés, le procureur de la République ou le juge des tutelles peuvent requérir du greffier en chef du tribunal d'instance, du commissaire de police, du commandant de la brigade de gendarmerie ou du maire, de dresser un état descriptif du mobilier et, si les lieux sont inoccupés, d'en assurer la clôture et d'en conserver les clés.

Les clés sont restituées, contre récépissé, au majeur protégé dès son retour dans les lieux. Elles ne peuvent être remises à d'autres personnes qu'en vertu d'une autorisation du procureur de la République ou du juge des tutelles.

Sous-section 6 La curatelle et la tutelle

Paragraphe 1 Dispositions communes aux mineurs et aux majeurs

Article 1253. — Les opérations d'inventaire de biens prévues à l'article 503 du code civil sont réalisées en présence de la personne protégée, si son état de santé ou son âge le permet, de son avocat le cas échéant, ainsi que, si l'inventaire n'est pas réalisé par un officier public ou ministériel, de deux témoins majeurs qui ne sont pas au service de la personne protégée ni de la personne exerçant la mesure de protection.

Cet inventaire contient une description des meubles meublants, une estimation des biens immobiliers ainsi que des biens mobiliers ayant une valeur de réalisation supérieure à 1 500 euros, la désignation des espèces en numéraire et un état des comptes bancaires, des placements et des autres valeurs mobilières.

L'inventaire est daté et signé par les personnes présentes.

Article 1254. — Au terme de la mission annuelle de vérification et d'approbation du compte de gestion, un exemplaire de celui-ci est versé au dossier du tribunal par la personne chargée de cette mission.

Paragraphe 2 Dispositions relatives aux majeurs

Article 1255. — La désignation anticipée du curateur ou du tuteur prévue par l'article 448 du code civil ne peut être faite que par une déclaration devant notaire ou par un acte écrit en entier, daté et signé de la main du majeur concerné.

Article 1256. — Lorsque le certificat médical décrit par l'article 431 du code civil est requis par le

procureur de la République ou ordonné par le juge des tutelles, il est pris en charge dans les conditions prévues par le 3° de l'article R. 93 du code de procédure pénale.

Article 1257. — Quand le majeur en curatelle demande une autorisation supplétive, le juge des tutelles ne peut statuer qu'après avoir entendu ou appelé le curateur.

Section 2

Dispositions relatives au mandat de protection future

Article 1258. — Pour la mise en œuvre du mandat de protection future établi en application du premier alinéa de l'article 477 du code civil, le mandataire se présente en personne au greffe du tribunal d'instance dans le ressort duquel réside le mandant, accompagné de ce dernier, sauf s'il est établi, par certificat médical, que sa présence au tribunal est incompatible avec son état de santé.

Le mandataire présente au greffier :

- 1° L'original du mandat ou sa copie authentique, signé du mandant et du mandataire ;
- 2° Un certificat médical datant de deux mois au plus, émanant d'un médecin inscrit sur la liste mentionnée à l'article 431 du code civil et établissant que le mandant se trouve dans l'une des situations prévues à l'article 425 du même code ;
- 3° Une pièce d'identité relative respectivement au mandataire et au mandant ;
- 4° Un justificatif de la résidence habituelle du mandant.

Article 1258-1. — Pour la mise en œuvre du mandat de protection future établi en application du troisième alinéa de l'article 477 du code civil, le mandataire se présente en personne au greffe du tribunal d'instance dans le ressort duquel réside le bénéficiaire du mandat, accompagné de ce dernier, sauf s'il est établi, par certificat médical, que sa présence au tribunal est incompatible avec son état de santé.

Le mandataire présente au greffier :

- 1° La copie authentique du mandat, signé du mandant et du mandataire ;
- 2° Un certificat de décès du mandant ou un certificat médical datant de deux mois au plus, émanant d'un médecin inscrit sur la liste mentionnée à l'article 431 du code civil et établissant que le mandant se trouve dans l'une des situations prévues à l'article 425 du même code ;
- 3° Un certificat médical datant de deux mois au plus, émanant d'un médecin inscrit sur la liste mentionnée à l'article 431 du code civil et établissant que l'enfant majeur du mandant désigné comme le bénéficiaire du mandat se trouve dans l'une des situations prévues à l'article 425 du même code ;
- 4° Une pièce d'identité relative respectivement au mandataire et au bénéficiaire du mandat ;
- 5° Un justificatif de la résidence habituelle du bénéficiaire du mandat.

Article 1258-2. — Le greffier vérifie en outre, au vu des pièces produites, que :

- 1° Le mandant et le mandataire étaient majeurs ou mineurs émancipés à la date d'établissement du mandat ;
- 2° Les modalités du contrôle de l'activité du mandataire sont formellement prévues ;
- 3° L'avocat a contresigné le mandat lorsqu'il a établi celui-ci en application de l'article 492 du code civil ;
- 4° Le curateur a contresigné le mandat si le mandant a indiqué dans celui-ci être placé sous curatelle ;
- 5° Le mandataire, s'il est une personne morale, justifie être inscrit sur la liste prévue à l'article L. 471-2 du code de l'action sociale et des familles.

Article 1258-3. — Si l'ensemble des conditions requises est rempli, le greffier, après avoir paraphé chaque page du mandat, mentionne, en fin d'acte, que celui-ci prend effet à compter de la date de sa présentation au greffe, y appose son visa et le restitue au mandataire, accompagné des pièces produites.

Si le greffier estime les conditions non remplies, il restitue, sans le viser, le mandat au mandataire ainsi que les pièces qui l'accompagnent.

Dans ce cas, le mandataire peut saisir le juge par requête. Celui-ci peut se prononcer sans débat et sa décision n'est pas susceptible d'appel. Si le juge estime les conditions requises remplies, le greffier procède, à la demande du mandataire, conformément au premier alinéa.

Article 1258-4. — Le mandant ou le bénéficiaire du mandat qui n'a pas comparu devant le greffier du tribunal est informé par le mandataire de la prise d'effet du mandat de protection future par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Article 1259. — Le rétablissement des facultés personnelles de la personne protégée est constaté par un certificat médical datant de deux mois au plus, émanant d'un médecin choisi sur la liste mentionnée à l'article 431 du code civil, saisi par le bénéficiaire du mandat, le mandant ou son mandataire et établissant que la personne protégée ne se trouve plus dans l'une des situations prévues à l'article 425 du même code.

Le bénéficiaire du mandat, le mandant ou le mandataire peuvent se présenter à tout moment au greffe du tribunal d'instance pour faire constater la fin du mandat au vu de ce certificat.

Si les conditions prévues au premier alinéa sont remplies, le greffier mentionne sur le mandat que celui-ci prend fin à compter de la date de sa présentation au greffe, y appose son visa et le restitue au comparant avec le certificat produit.

Si le greffier estime les conditions non remplies, il restitue le mandat sans le viser au comparant ainsi que le certificat produit.

Dans ce cas, le bénéficiaire du mandat, le mandant ou le mandataire peut saisir le juge par requête. Celui-ci peut se prononcer sans débat et sa décision n'est pas susceptible d'appel. Si le juge estime les conditions requises remplies, le greffier procède, à la demande du bénéficiaire du mandat, du mandant ou du mandataire, conformément au troisième alinéa.

Article 1259-1. — Le bénéficiaire du mandat, le mandant ou le mandataire qui n'a pas comparu devant le greffier est informé par le comparant de la fin de l'exécution du mandat par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Article 1259-2. — Le juge peut suspendre les effets du mandat de protection future dans la décision d'ouverture d'une mesure de sauvegarde de justice ou, si l'existence du mandat est portée à sa connaissance postérieurement à cette ouverture, par une décision prise en cours de déroulement de la mesure.

Le greffier avise le mandataire et la personne placée sous sauvegarde de justice de cette suspension par lettre simple.

Lorsque la mesure de sauvegarde de justice prend fin, le mandat de protection future reprend effet de plein droit à moins que le juge révoque celui-ci ou ouvre une mesure de protection juridique. Le greffier en avise par tout moyen le mandataire et la personne dont le placement sous sauvegarde de justice a pris fin.

Article 1259-3. — La saisine du juge sur le fondement des articles 479, 480, 484 ou 493 du code civil s'effectue par requête remise ou adressée au greffe. La requête indique les nom, prénom et adresse du mandant et du mandataire.

Le juge territorialement compétent est celui de la résidence habituelle du mandant.

Dans les quinze jours de la requête, le greffe adresse une convocation à l'audience au mandant et au mandataire par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, à laquelle est jointe une copie de la requête.

Toutefois, lorsqu'il résulte de celle-ci que seule la dernière adresse du mandant ou du mandataire est connue, le greffe invite le requérant à procéder par voie de signification.

Le greffe convoque également le requérant par lettre simple ou verbalement, contre émargement.

Les parties se défendent elles-mêmes ; elles ont la faculté de se faire assister ou représenter par un avocat.

La procédure est orale.

Les dispositions des articles 1231, 1232 et 1239 sont applicables.

Article 1259-4. — Lorsque le juge met fin au mandat de protection future, sa décision est notifiée au mandataire et au mandant ou au bénéficiaire du mandat par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Article 1259-5. — La décision du juge autorisant, en application des articles 485 et 493 du code civil, le mandataire de protection future ou un mandataire ad hoc à accomplir des actes non couverts par le mandat n'est susceptible de recours que par le mandant, le mandataire, la personne chargée du contrôle de l'exécution du mandat et ceux dont elle modifie les droits ou les charges.

Article 1260. — Les dispositions de l'article 1253 sont applicables au mandat de protection future.

Section 3

Dispositions applicables aux pupilles de l'Etat

Article 1261. — Par dérogation aux dispositions de l'article 1242, le recours contre les délibérations du conseil de famille des pupilles de l'Etat est formé par requête signée par un avocat et remise ou adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au greffe du tribunal de grande instance.

La procédure prévue aux articles 1244 et 1245 est applicable.

Article 1261-1. — La demande relative au recours contre l'arrêté d'admission en qualité de pupille de l'Etat prévu aux articles L. 224-4 et L. 224-8 du code de l'action sociale et des familles est portée devant le tribunal de grande instance dans le ressort duquel l'arrêté est pris.

Les dispositions des articles 1159 et 1160, du premier alinéa de l'article 1161 et de l'article 1162 sont applicables à la demande et à l'instance.

Le jugement est prononcé en audience publique. Il est notifié par le greffier au demandeur, au tuteur et au président du conseil général.

Les voies de recours sont régies par les dispositions de l'article 1163. »

Article 2

Le chapitre XI du titre Ier du livre III du code de procédure civile est remplacé par les dispositions suivantes :

Chapitre XI

La mesure d'accompagnement judiciaire

Article 1262. — Lorsqu'après avoir reçu le rapport prévu à l'article L. 271-6 du code de l'action sociale et des familles le procureur de la République saisit le juge des tutelles, il en informe aussitôt le président du conseil général par tout moyen. Il en est de même lorsqu'il estime n'y avoir lieu à cette saisine.

Article 1262-1. — Le juge des tutelles territorialement compétent est celui de la résidence habituelle de la personne qui perçoit les prestations sociales.

Article 1262-2. — Le juge des tutelles est saisi par requête du procureur de la République à laquelle est joint le rapport mentionné à l'article 1262.

Le juge recueille toutes informations utiles. Le greffier convoque à l'audience, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la personne qui perçoit les prestations, ainsi que celles dont le juge estime l'audition utile.

Le dossier peut être consulté au greffe jusqu'à ce que le juge ait statué par la personne qui perçoit les prestations, sur demande écrite de sa part et sans autre restriction que les nécessités du service.

Article 1262-3. — L'audience n'est pas publique.

Les tiers ne peuvent obtenir copie des décisions rendues que sur autorisation du juge des tutelles et s'ils justifient d'un intérêt légitime.

Article 1262-4. — Le juge statue dans le mois qui suit le dépôt de la requête.

Sa décision n'est pas susceptible d'opposition.

Article 1262-5. — La décision est notifiée à la personne qui perçoit les prestations et, le cas échéant, au mandataire judiciaire à la protection des majeurs désigné.

Avis en est donné au procureur de la République, au président du conseil général et, le cas échéant, à l'organisme payeur.

Article 1262-6. — Lorsque le juge statue en application du deuxième alinéa de l'article 495-4 du code civil, les articles 1262-3 à 1262-5 du présent code sont applicables.

Article 1262-7. — L'appel est ouvert à la personne qui perçoit les prestations et au procureur de la République.

L'appel est formé, instruit et jugé selon la procédure sans représentation obligatoire.

Le délai d'appel est de quinze jours.

L'arrêt est notifié à la personne qui perçoit les prestations et, le cas échéant, au mandataire judiciaire à la protection des majeurs désigné. Avis en est donné au procureur de la République, au président du conseil général et, le cas échéant, à l'organisme payeur.

Article 1262-8. — Lorsque le juge des tutelles prononce une mesure de protection juridique, il en informe par tout moyen le mandataire judiciaire à la protection des majeurs exerçant la mesure d'accompagnement judiciaire.

Article 1263. — Les dispositions de l'article 1215 sont applicables à la mesure d'accompagnement judiciaire.

Article 3

Au deuxième alinéa de l'article 425 du code de procédure civile, les mots : « de la tutelle des majeurs » sont remplacés par les mots : « des mesures judiciaires de protection juridique des majeurs ».

Article 4

I.-Le présent décret est applicable dans les îles Wallis et Futuna.

II.-Le code de procédure civile est ainsi modifié :

1° A l'article 1513, il est ajouté un 10° ainsi rédigé :

10° “ président du conseil général ” ou “ maire ” par : “ chef du territoire ” ; » ;

2° L'article 1518 du code de procédure civile est ainsi rédigé :

Article 1518. — En l'absence d'adaptations prévues par le présent code, les références opérées par lui à des dispositions qui ne sont pas applicables dans les îles Wallis et Futuna sont remplacées par les références aux dispositions ayant le même objet applicables localement. »

Article 5

Le présent décret entre en vigueur le 1er janvier 2009.

Ses dispositions sont applicables aux procédures en cours. Toutefois, le délai prévu par l'article 1229 ne

court qu'à compter de la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Article 6

La ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales et la garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 5 décembre 2008.

Par le Premier ministre François Fillon

La garde des sceaux, ministre de la justice, Rachida Dati

La ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales, Michèle Alliot-Marie

Décret n° 2009-398 du 10 avril 2009 relatif à la communication de pièces entre le juge aux affaires familiales, le juge des enfants et le juge des tutelles

Le Premier ministre,
Sur le rapport de la garde des sceaux, ministre de la justice,
Vu le code civil, notamment ses articles 373-2-6, 373-2-11, 375, 375-1 et 388-3 ;
Vu le code de procédure civile, notamment ses articles 1070, 1072, 1079, 1181, 1187, 1211 et 1221 ;
Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu,

DECRETE

Article 1

Après l'article 1072 du code de procédure civile, sont insérés deux articles ainsi rédigés :

Article 1072-1.-Lorsqu'il statue sur l'exercice de l'autorité parentale, le juge aux affaires familiales vérifie si une procédure d'assistance éducative est ouverte à l'égard du ou des mineurs. Il peut demander au juge des enfants de lui transmettre copie de pièces du dossier en cours, selon les modalités définies à l'article 1187-1.

Article 1072-2.-Dès lors qu'une procédure d'assistance éducative est ouverte à l'égard du ou des mineurs, une copie de la décision du juge aux affaires familiales est transmise au juge des enfants ainsi que toute pièce que ce dernier estime utile.

Article 2

Après l'article 1187 du même code, il est inséré un article ainsi rédigé :

Article 1187-1.-Le juge des enfants communique au juge aux affaires familiales ou au juge des tutelles les pièces qu'ils sollicitent quand les parties à la procédure devant ces derniers ont qualité pour consulter le dossier en vertu de l'article 1187. Il peut ne pas transmettre certaines pièces lorsque leur production ferait courir un danger physique ou moral grave au mineur, à une partie ou à un tiers.

Dans les conditions prévues aux articles 1072-2 et 1221-2, le juge aux affaires familiales ou le juge des tutelles transmettent copie de leur décision au juge des enfants ainsi que de toute pièce que ce dernier estime utile.

Article 3

Après l'article 1221 du même code, et dans le même paragraphe, sont insérés deux articles ainsi rédigés :

Article 1221-1.-Le juge des tutelles qui connaît de la situation d'un mineur peut vérifier auprès du juge des enfants si une procédure d'assistance éducative est ouverte et demander à ce dernier de lui transmettre copie de pièces du dossier en cours, selon les modalités définies à l'article 1187-1.

Article 1221-2.-Dès lors qu'il est informé qu'une procédure d'assistance éducative est ouverte à l'égard du mineur, le juge des tutelles transmet, à la demande du juge des enfants, copie de toute pièce que ce dernier estime utile.

Article 4

Le présent décret est applicable dans les îles Wallis et Futuna.

Article 5

La ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales et la garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 10 avril 2009.

François Fillon

Par le Premier ministre :

La garde des sceaux, ministre de la justice, Rachida Dati

La ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales, Michèle Alliot-Marie

Décret n° 2009-1628 du 23 décembre 2009 relatif à l'appel contre les décisions du juge des tutelles et les délibérations du conseil de famille et modifiant diverses dispositions concernant la protection juridique des mineurs et des majeurs

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la ministre d'Etat, garde des sceaux, ministre de la justice et des libertés,

Vu le code civil ;

Vu le code de l'organisation judiciaire, notamment son article L. 211-5 ;

Vu le code de procédure civile ;

Vu la loi n° 2009-526 du 12 mai 2009 de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures, notamment le 1° du II et le IV de son article 13 ;

Vu le décret n° 2006-1806 du 23 décembre 2006 relatif à la déclaration, la modification, la dissolution et la publicité du pacte civil de solidarité ;

Vu le décret n° 2007-1702 du 30 novembre 2007 relatif au modèle de mandat de protection future sous seing privé ;

Vu le décret n° 2008-1484 du 22 décembre 2008 relatif aux actes de gestion du patrimoine des personnes placées en curatelle ou en tutelle et pris en application des articles 452, 496 et 502 du code civil ;

Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu,

DECRETE

CHAPITRE IER : DISPOSITIONS MODIFIANT LE CODE DE PROCEDURE CIVILE

Article 1

Le code de procédure civile est modifié conformément aux articles 2 à 17 du présent décret.

SECTION 1 : DISPOSITIONS RELATIVES A L'APPEL DES DECISIONS DU JUGE DES TUTELLES ET DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE FAMILLE

Article 2

La sous-section 4 de la section 1 du chapitre X du titre Ier du livre III du code de procédure civile est remplacée par les dispositions suivantes :

Sous-section 4

L'appel

Article 1239.-Sauf disposition contraire, les décisions du juge des tutelles et les délibérations du conseil de famille sont susceptibles d'appel.

Sans préjudice des dispositions prévues par les articles 1239-1 à 1239-3, l'appel est ouvert aux personnes énumérées à l'article 430 du code civil, même si elles ne sont pas intervenues à l'instance.

Le délai d'appel est de quinze jours.

Les parties ne sont pas tenues de constituer avocat ou avoué.

Article 1239-1.-Dans le cadre du partage amiable prévu aux articles 389-5 et 507 du code civil, l'appel contre une délibération du conseil de famille ou une décision du juge des tutelles est ouvert à l'administrateur légal ou au tuteur, aux membres du conseil de famille et aux autres parties intéressées au partage.

Article 1239-2.-L'appel contre le jugement qui refuse d'ouvrir une mesure de protection à l'égard d'un majeur n'est ouvert qu'au requérant.

Article 1239-3.-Sans préjudice des dispositions prévues par l'article 1239-1, l'appel contre une

délibération du conseil de famille est ouvert à tous ses membres et au juge des tutelles, quel qu'ait été leur avis lors de la délibération.

Article 1240.-Le ministère public peut former appel jusqu'à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant la remise de l'avis qui lui a été donné de la délibération prise ou de la décision rendue.

Article 1241.-Le délai d'appel contre les jugements statuant sur une mesure de protection à l'égard d'un majeur court :

- 1° A l'égard du majeur protégé, à compter de la notification prévue à l'article 1230-1 ;
- 2° A l'égard des personnes à qui le jugement doit être notifié, à compter de cette notification ;
- 3° A l'égard des autres personnes, à compter du jugement.

Article 1241-1.-Le délai d'appel contre les ordonnances rendues par le juge des tutelles court :

- 1° A l'égard des personnes à qui l'ordonnance doit être notifiée, à compter de cette notification ;
- 2° A l'égard des autres personnes, à compter de l'ordonnance.

Article 1241-2.-Le délai d'appel contre une délibération du conseil de famille court à compter de cette délibération, hors le cas de l'article 1234-4 où il ne court contre les membres du conseil de famille que du jour où la délibération leur a été notifiée.

Article 1242.-L'appel est formé par déclaration faite ou adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au greffe de la juridiction de première instance.

Le greffier enregistre l'appel à sa date ; il délivre ou adresse par lettre simple, récépissé de la déclaration.

Il transmet sans délai une copie du dossier à la cour.

Article 1242-1.-Lorsque l'appel est formé par le juge des tutelles, celui-ci joint au dossier une note exposant les motifs de son recours.

Article 1243.-Lorsque l'appelant restreint son appel à l'un des chefs de la décision autre que l'ouverture de la mesure de protection, il le précise.

Article 1244.-Le greffier de la cour convoque à l'audience prévue pour les débats :

- 1° S'il en a constitué un, l'avocat du requérant, par tout moyen ;
 - 2° L'appelant et les personnes auxquelles la décision ou la délibération a été notifiée, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, ainsi que, le cas échéant, leurs avocats.
- Ces dernières ont le droit d'intervenir devant la cour.

Article 1244-1.-La convocation est adressée, dès la fixation de l'audience prévue pour les débats et au moins quinze jours à l'avance, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Une copie de la convocation est adressée aux personnes concernées par lettre simple.

La convocation vaut citation.

Article 1245.-L'appel est instruit et jugé en chambre du conseil.

La procédure est orale.

Les prétentions des parties ou la référence qu'elles font aux prétentions qu'elles auraient formulées par écrit sont notées au dossier ou consignées dans un procès-verbal.

A l'audience, la cour entend l'appelant, le majeur à protéger ou protégé, sauf application par la cour des dispositions du second alinéa de l'article 432 du code civil et, le cas échéant, le ministère public.

Les avocats des parties, lorsqu'elles en ont constitué un, sont entendus en leurs observations.

Article 1245-1.-A moins que l'affaire ne soit jugée dès la première audience, le greffier avise de la date des audiences ultérieures les personnes convoquées qui ne l'auraient pas été verbalement.

Article 1246.-La cour peut, même d'office, substituer une décision nouvelle à celle du juge des tutelles ou à la délibération du conseil de famille.

Jusqu'à la clôture des débats devant la cour, le juge des tutelles et le conseil de famille demeurent compétents pour prendre toute décision ou délibération nécessaire à la préservation des droits et intérêts de la personne protégée. Le greffe de la juridiction de première instance transmet immédiatement copie de cette décision ou délibération au greffe de la cour.

Article 1246-1.-La décision de la cour est notifiée à la diligence de son greffe.

Le dossier, auquel est jointe une copie certifiée conforme de l'arrêt, est alors renvoyé sans délai au greffe

de la juridiction de première instance.

Article 1247.-Si l'appel formé contre une décision du juge des tutelles ou une délibération du conseil de famille est rejeté, celui qui l'a introduit, à l'exception du juge, peut être condamné aux dépens et à des dommages-intérêts. »

SECTION 2 : DISPOSITIONS DIVERSES

Article 3

L'article 1214 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Les intéressés sont informés de ce droit dans l'acte de convocation. »

Article 4

L'article 1217 est ainsi rédigé :

« Article 1217.-Hors les cas prévus aux articles 390, 391, 442 et 485 du code civil, le juge est saisi par requête remise ou adressée au greffe de la juridiction de première instance. »

Article 5

La dernière phrase de l'article 1220 est ainsi rédigée :

« Les mêmes règles sont applicables aux magistrats de la cour d'appel en cas de recours. »

Article 6

Le premier alinéa de l'article 1222 est ainsi rédigé :

« Le dossier peut être consulté au greffe par le requérant jusqu'au prononcé de la décision d'ouverture ou, lorsqu'une modification de la mesure de protection est sollicitée, jusqu'à ce qu'il soit statué sur celle-ci. Il peut être également consulté dans les mêmes conditions et sur autorisation de la juridiction saisie, par une des personnes énumérées à l'article 430 du code civil si elle justifie d'un intérêt légitime. »

Article 7

La première phrase de l'article 1223 est ainsi rédigée :

« L'avocat du majeur à protéger ou protégé peut se faire délivrer copie de tout ou partie des pièces du dossier. »

Article 8

L'article 1228 est ainsi rédigé :

« Article 1228.-Lorsqu'il fait application de l'article 442 du code civil, le juge statue après avoir entendu ou appelé la personne protégée dans les conditions prévues aux articles 1220 à 1220-2 du présent code et recueilli l'avis de la personne chargée de la mesure de protection. Sa décision est notifiée dans les conditions prévues aux articles 1230 à 1231 du même code.

« Toutefois, lorsqu'il y a lieu de renforcer le régime de protection en application du quatrième alinéa de l'article 442 du code civil, il est en outre procédé conformément aux dispositions des articles 1218, 1220-3 à 1221, 1225 et 1226 du présent code. »

Article 9

Au deuxième alinéa de l'article 1230-1, le mot : « tutelle » est remplacé par les mots : « mesure de protection ».

Article 10

L'article 1232 est abrogé.

Article 11

I. – L'article 1233 est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa, les mots : « de régime ou de durée » sont insérés après le mot : « modification ».

2° Le troisième alinéa est ainsi rédigé :

« Lorsque la décision est rendue par la cour d'appel, la transmission est faite par le greffe de cette cour dans les quinze jours de l'arrêt. »

Article 12

Au dernier alinéa de l'article 1238, les références : « , 1239-3 et 1239-4 » sont remplacées par les références : « et 1239-3 ».

Article 13

Le deuxième alinéa de l'article 1251 est ainsi rédigé :

« La déclaration aux fins de faire cesser la sauvegarde, la décision du juge des tutelles mettant fin à celle-ci ainsi que les radiations sont portées en marge de la mention initiale. »

Article 14

Le premier alinéa de l'article 1251-1 est ainsi rédigé :

« Peuvent obtenir du procureur de la République copie de la déclaration aux fins de sauvegarde de justice mentionnée au premier alinéa de l'article 1251 ou de la décision du juge des tutelles prévue à l'article 1249 : »

Article 15

Dans la première phrase du dernier alinéa de l'article 1259, les mots : « du mandant » sont remplacés par les mots : « du mandat ».

Article 16

Les quatre premiers alinéas de l'article 1259-3 sont ainsi rédigés :

« La saisine du juge sur le fondement des articles 479, 480, 484 ou 493 du code civil s'effectue par requête remise ou adressée au greffe. La requête indique les nom, prénom et adresse du mandant ou du bénéficiaire du mandat lorsque celui-ci n'est pas le mandant et du mandataire.

« Le juge territorialement compétent est celui de la résidence habituelle du mandant ou du bénéficiaire du mandat lorsque celui-ci n'est pas le mandant.

« Dans les quinze jours de la requête, le greffe adresse une convocation à l'audience au mandant ou au bénéficiaire du mandat lorsque celui-ci n'est pas le mandant et au mandataire par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, à laquelle est jointe une copie de la requête.

« Toutefois, lorsqu'il résulte de celle-ci que seule la dernière adresse du mandant ou du bénéficiaire du mandat lorsque celui-ci n'est pas le mandant ou du mandataire est connue, le greffe invite le requérant à procéder par voie de signification. »

Article 17

L'article 1259-5 est ainsi rédigé :

« Article 1259-5.-La décision du juge autorisant, en application des articles 485 et 493 du code civil, le mandataire de protection future ou un mandataire ad hoc à accomplir des actes non couverts par le mandat n'est susceptible de recours que par le mandant ou le bénéficiaire du mandat lorsque celui-ci

n'est pas le mandant, le mandataire, la personne chargée du contrôle de l'exécution du mandat et ceux dont elle modifie les droits ou les charges. »

CHAPITRE II : DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES

Article 18

Le modèle du mandat de protection future sous seing privé prévu par l'article 492 du code civil et annexé au décret du 30 novembre 2007 susvisé est remplacé par celui annexé au présent décret.

Article 19

A l'annexe I du décret du 22 décembre 2008 susvisé, le dernier alinéa du paragraphe VI « Actions en justice » de la colonne 2 : Actes de disposition est ainsi rédigé :

« — tout acte de procédure qui emporte perte du droit d'action. »

Article 20

Le premier alinéa de l'article 1er du décret du 23 décembre 2006 susvisé est ainsi rédigé :

« Le greffier du tribunal d'instance dans le ressort duquel les partenaires d'un pacte civil de solidarité fixent leur résidence commune enregistre leur déclaration conjointe. A cette fin, les partenaires produisent l'original de la convention, ou son expédition lorsque la convention a été conclue en la forme authentique, les pièces d'état civil attestant l'absence d'empêchement au regard des articles 515-1 et 515-2 du code civil, et, pour le partenaire de nationalité étrangère né à l'étranger, le certificat délivré par le greffier du tribunal de grande instance de Paris attestant qu'il n'est pas déjà lié à une autre personne par un pacte civil de solidarité. Les partenaires produisent, le cas échéant, les pièces permettant la vérification du respect des dispositions prévues aux articles 461 et 462 du code civil. »

Article 21

Les articles 1er à 17 et 22 du présent décret sont applicables dans les îles Wallis et Futuna.

Article 22

I. - L'article 2 du présent décret entre en vigueur le 1er janvier 2010. Il ne s'applique pas aux recours formés avant cette date.

II. — Au 1er janvier 2010, les dossiers en cours relatifs à la protection juridique des mineurs sont transférés de plein droit au juge aux affaires familiales.

Il n'y a pas lieu de renouveler les actes, formalités et jugements régulièrement intervenus antérieurement au transfert des procédures, à l'exception des actes valant convocation devant le juge des tutelles à une date postérieure au 1er janvier 2010.

Article 23

La ministre d'Etat, garde des sceaux, ministre de la justice et des libertés, et le ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 23 décembre 2009.

François Fillon

Par le Premier ministre :

La ministre d'Etat, garde des sceaux, ministre de la justice et des libertés, Michèle Alliot-Marie

Le ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales, Brice Hortefeux

**Tableaux récapitulatifs de Thierry VERHEYDE,
Conseiller de la cour d'Appel de DOUAI**

PROCEDURE APPLICABLE AUX MESURES DE PROTECTION JUDICIAIRE (sauvegarde de justice, curatelle et tutelle)		
Compétence territoriale	résidence habituelle personnes à protéger (+ domicile du tuteur)	1211 cpc
Requérants	<ul style="list-style-type: none"> - saisine d'office prohibée - personne à protéger - conjoint, concubin, partenaire PACS (sauf si vie commune a cessé) - parent ou allié - personne entretenant liens étroits et stables avec le majeur - personne exerçant mesure antérieure - PR 	430 cc
Contenu requête	<ul style="list-style-type: none"> - certificat médical circonstancié (cf 1219 cpc) émanant d'un médecin inscrit sur liste PR à peine d'irrecevabilité - faits justifiant protection / 428 cc - personnes appartenant à l'entourage du majeur / 430 al.1 cc - nom médecin traitant - situation familiale, financière et patrimoniale du majeur 	431 cc 1218 et 1218-1 cpc
Auditions	<ul style="list-style-type: none"> - obligatoire : majeur, sauf si audition de nature à porter atteinte à sa santé ou s'il est hors d'état de manifester sa volonté, sur avis médecin inscrit, et par décision spécialement motivée, notifiée et susceptible de recours. Idem pour toute requête relative à la protection de la personne - majeur peut être accompagné par avocat, ou sous réserve autorisation JT, par toute personne de son choix - audition non publique, au siège du tribunal, au lieu de résidence habituelle du majeur, dans l'établissement de traitement ou d'hébergement ou dans tout autre lieu approprié, éventuellement en présence du médecin traitant ou de toute autre personne - procès verbal d'audition (→ greffier obligatoire) - toute personne énumérée à 430 cc, si le JT l'estime opportun ; audition obligatoire si sollicitée par personne demandant à exercer mesure - audition obligatoire du curateur lorsque le majeur en curatelle demande autorisation supplétive 	432 cc 1220-2 cpc 1220-3 cpc 432 cc 1220-1 cpc 1220-4 cpc 1257 cpc
Mesures d'instruction	JT peut ordonner toute mesure d'instruction (notamment enquête sociale et constatations)	1221 cpc
Consultation dossier	<ul style="list-style-type: none"> - jusqu'au prononcé du jugement : <ul style="list-style-type: none"> • requérant (+ avocat le cas échéant) • requérant potentiel (cf. art 430 cc) (+ avocat le cas échéant) si intérêt légitime - à tout moment de la procédure : <ul style="list-style-type: none"> • majeur à protéger ou protégé (+ avocat), sauf si consultation susceptible de lui causer préjudice psychique grave • personnes chargées de la protection 	1222 à 1222-4 cpc
Communication Parquet	Un mois au moins avant l'audience de jugement, dossier transmis au PR, qui le retourne 15 jours au moins avant l'audience avec avis ou conclusions sur opportunité et modalités de la protection. Délais pouvant être réduits en urgence.	1225 cpc
Audience	<ul style="list-style-type: none"> - audition du requérant à l'ouverture de la mesure de protection, du majeur à protéger (sauf application de 432 al. 2 cc) et le cas échéant du MP + avocats des parties le cas échéant - affaire instruite et jugée en chambre du conseil 	1226 cpc
Décision	<ul style="list-style-type: none"> - dans l'année de la saisine, à peine de caducité de la requête aux fins d'ouverture - doit préciser le cas échéant la durée de la mesure (5 ans maxi en principe), l'étendue de la protection (biens et/ou personne) et se prononcer sur maintien du droit de vote en cas de tutelle 	1227 cpc 441 cc 425 al.2 cc L5 c élect.
Notification	<ul style="list-style-type: none"> - à la personne protégée, sauf si de nature à porter préjudice à sa santé (auquel cas, à son avocat et à la personne estimée par le JT la plus qualifiée) + avis au PR - au requérant, à la personne chargée de la protection et à ceux dont elle 	1230 et 1230-1 cpc

	<ul style="list-style-type: none"> modifie les droits et obligations résultant de la mesure de protection si le JT l'estime utile, à toutes les personnes qu'il désigne parmi celles que la loi habilite à former un recours 	
Copie décisions et pièces du dossier	<ul style="list-style-type: none"> droit de l'avocat à obtenir copie du dossier ; l'avocat ne peut communiquer ces copies à son client ou à un tiers droit pour la personne protégée et la personne chargée d'une mesure de protection d'obtenir des copies de pièces de dossier, à la condition de justifier d'un intérêt légitime droit à la délivrance de copies de délibérations du conseil de famille et des décisions de justice afférentes à la mesure de protection. Droit ouvert sans restriction aux parties et aux personnes investies des charges tutélaires concernées par ces décisions. Pour les autres personnes, seulement sur autorisation du juge des tutelles, sur justification d'un intérêt légitime, et seulement par extraits 	1223 cpc 1223-1 cpc 1223-2 cpc
Recours	<ul style="list-style-type: none"> devant TGI délai de recours : 15 jours, à compter de la notification pour les personnes auxquelles la décision est notifiée, à compter du jugement pour les autres et à compter de la remise de l'avis pour le MP si décision de refus d'ouverture d'une mesure de protection : ouvert au requérant uniquement si autre décision : ouvert aux personnes énumérées à l'article 430 cc, même si elles ne sont pas intervenues à l'instance formé par requête remise ou adressée au greffe du TGI par 1 RAR, contenant un bref exposé des motifs du recours et chefs de la décision contestés. Avocat pas obligatoire recours suspensif, sauf si exécution provisoire ordonnée ; possibilité de demander arrêt de l'exécution provisoire du président du tribunal de grande instance les décisions du JT relatives à la consultation du dossier et aux copies de pièces de celui-ci ne sont pas susceptibles de recours le placement d'une personne sous SJ n'est pas non plus susceptible de recours ; en revanche, la désignation d'un mandataire spécial et les éventuelles décisions relatives à ce mandat le sont 	1239 cpc 1240 et 1241 cpc 1239-2 cpc 1232 al.2 cpc 1242 et 1243 cpc 1232 cpc 1224 cpc 1249 et 1250 cpc
Remarque	<p>La procédure applicable au renouvellement, à la modification et à la mainlevée est la même que celle de l'ouverture de la mesure.</p> <p>Cependant, en cas d'allègement de la mesure ou de mainlevée, la saisine d'office est permise, et un certificat médical simple suffisent</p>	1228 cpc 442 cc

PROCEDURE APPLICABLE AUX MESURES D'ACCOMPAGNEMENT JUDICIAIRE		
Compétence territoriale	résidence habituelle personne recevant les prestations sociales	1262-1 cpc
Requérants	PR uniquement (pas de saisine d'office)	495-2 cc 1262-2 cpc
Contenu requête	<ul style="list-style-type: none"> Président du CG doit transmettre au PR rapport comportant évaluation situation sociale et pécuniaire de la personne + bilan MASP + infos sur situation médicale PR doit informer président CG saisine ou non du JT 	L 271-6 casf 1262 et 1262-2 cpc
Auditions	<ul style="list-style-type: none"> obligatoire : bénéficiaire des prestations majeur peut être accompagné par avocat, ou sous réserve autorisation JT, par toute personne de son choix toute personne dont l'audition est utile 	495-2 cc 1262-2 al 2 cpc
Mesures d'instruction	JT recueille toutes les informations utiles	1262-2 al 2 cpc
Consultation dossier	Par le bénéficiaire des prestations, jusqu'à la décision, au greffe, sur demande écrite	1262-2 al 3 cpc
Audience	Non publique	1262-3 cpc
Décision	<ul style="list-style-type: none"> dans le mois du dépôt de la requête non susceptible d'opposition doit préciser prestations visées durée MAJ : deux ans maxi, renouvelable dans la limite de 4 ans maxi au total 	1262-4 cpc 495-4 cc 495-8 cc
Notification	<ul style="list-style-type: none"> au bénéficiaire des prestations le cas échéant, au PJPM désigné pour exercer la MAJ avis au PR, au président du CG et le cas échéant, à l'organisme payeur 	1262-5 cpc
Copie décisions	Possible pour les tiers seulement si intérêt légitime et sur autorisation du JT	1263-3 al 2 cpc
Recours	ouverture au bénéficiaire des prestations et au PR	1262-7 cpc

	<ul style="list-style-type: none"> - devant le CA, suivant la procédure sans représentation obligatoire - délai d'appel : 15 jours 	
--	--	--

PROCEDURE APPLICABLE AU MANDAT DE PROTECTION FUTURE		
Mise en œuvre MPF pour soi-même Diligences incombant au mandataire	<p>Mandataire se présente en personne au greffe du tribunal d'instance du lieu de résidence du mandant, accompagné de ce dernier (sauf s'il est établi, par certificat médical, que sa présence au tribunal est incompatible avec son état de santé).</p> <p>Mandataire présente au greffier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - original du mandat ou copie authentique, signé du mandant et du mandataire - certificat médical datant de deux mois au plus, émanant d'un médecin agréé et établissant que le mandant se trouve dans l'une des situations prévues à l'article 425 du code civil - pièce d'identité relative respectivement au mandataire et au mandant - justificatif de la résidence habituelle du mandant 	481 cc 1258 cpc
Mise en œuvre MPF pour autrui Diligences incombant au mandataire	<p>Mandataire se présente en personne au greffe du tribunal d'instance du lieu de résidence du bénéficiaire du mandat, accompagné de ce dernier (sauf s'il est établi, par certificat médical, que sa présence au tribunal est incompatible avec son état de santé).</p> <p>Mandataire présente au greffier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - copie authentique du mandat, signé du mandant et du mandataire - certificat de décès du mandant ou certificat médical datant de deux mois au plus, émanant d'un médecin agréé et établissant que le mandant se trouve dans l'une des situations prévues à l'article 425 du code civil - pièce d'identité relative respectivement au mandataire et au mandant - justificatif de la résidence habituelle du bénéficiaire du mandat 	481 cc 1258-1 cpc
Mise en œuvre MPF Diligences incombant au greffe	<p>Greffier doit vérifier que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - mandant et mandataire étaient majeurs ou mineurs anticipés à la date de l'établissement du mandat - modalités du contrôle de l'activité du mandataire sont formellement prévues - avocat a contresigné le mandat le cas échéant - curateur a contresigné le mandat, si le mandant sous curatelle - mandataire, s'il est une personne morale, justifie être inscrit sur la liste prévue à l'article L 471-2 du code de l'action sociale et des familles <p>Si toutes les conditions sont remplies, greffier mentionne en fin de mandat que celui-ci prend effet à compter date présentation au greffe, paraphe chaque page du mandat et le vise, puis le restitue avec les pièces au mandataire.</p> <p>Notification par le greffe au mandant ou au bénéficiaire du mandat, s'ils n'ont pas comparu, de la prise d'effet du mandat, par 1 RAR.</p> <p>Si conditions non remplies, greffier restitue mandat sans le viser.</p>	1258-2 cpc 481-cc 1258-3 cpc 1258-4 cpc 1258-3 cpc
Recours si refus de visa par greffier pour mise en œuvre du MPF	Si greffier refuse visa, mandataire peut saisir JT par requête. JT peut statuer sans débat. Décision non susceptible d'appel. Si JT estime conditions remplies, greffier doit viser mandat.	1258-3 cpc
Fin du MPF par rétablissement des facultés personnelles de l'intéressé	<p>Nécessité d'un certificat médical émanant d'un médecin agréé</p> <p>Bénéficiaire du mandat, mandant ou mandataire peuvent se présenter à tout moment au greffe du tribunal d'instance pour faire constater la fin du mandat au vu de ce certificat.</p> <p>Si certificat médical conforme est produit, le greffier mentionne sur le mandat que celui-ci prend fin à compter de la date de sa présentation au greffe, y appose son visa et le restitue au comparant avec le certificat produit.</p> <p>Notification par le greffe au mandant, au mandataire ou au bénéficiaire du mandat, s'ils n'ont pas comparu, de la fin de l'exécution du mandat, par 1 RAR.</p> <p>Si le greffier estime les conditions non remplies, il restitue le mandat sans le viser au comparant ainsi que le certificat produit.</p>	483 cc 1259 cpc 1259-1 cpc 1259 cpc

	Recours possible devant JT selon mêmes modalités que pour la mise en œuvre du mandat.	
Révocation du mandat en application du 484 4° cc	Cas : conditions de 425 cc non réunies, application du principe de subsidiarité / droit commun représentation ou régimes matrimoniaux ou exécution du mandat de nature à porter atteinte aux intérêts du mandant. Saisine du JT possible par tout intéressé Débat contradictoire possible	484 4° cc 1213 cpc
Suspension éventuelle exécution du MPF en cas d'ouverture SJ	Compétence : JT Greffier avise mandataire et personne placée sous SJ par 1 s. Lorsque SJ prend fin, MPF reprend effet de plein droit, sauf révocation par JT ou si JT ouvre mesure de protection judiciaire. Greffier en avise par tout moyen mandataire ou personne dont placement sous SJ a pris fin.	
Compétence éventuelle du JT en cas de mission de protection de la personne donnée au mandataire (479, 480 cc), de contestation sur mise en œuvre ou exécution du mandat (484), ou d'autorisation à donner au mandataire (493)	Compétence territoriale : résidence habituelle du mandant. Saisine par requête Convocation à l'audience du mandant et du mandataire, dans les 15 jours de la requête, par 1 RAR à laquelle est jointe copie de la requête + convocation du requérant par 1 s ou verbalement. Procédure orale : pas d'avocat obligatoire. Les dispositions de la procédure applicable aux mesures de protection judiciaire relatives aux notifications (1231 cpc), à l'exécution provisoire (1232) et au recours (1239) s'appliquent. Si JT met fin au mandat, décision notifiée au mandataire, au mandant ou au bénéficiaire du mandat par 1 RAR. Recours contre décision du JT autorisant mandataire de protection future ou mandataire ad hoc à accomplir acte non couvert par mandat en application de 485 ou 493 cc n'est couvert qu'au mandant, au mandataire, à personne chargée contrôle exécution mandat et aux personnes dont elle modifie les droits ou charges.	479,480,484 et 493 cc 1259-3 cpc 1259-4 cpc 1259-5 cp

Arrêté du 22 février 2011
relatif à la communication par voie électronique en matière de protection judiciaire
des majeurs

Le garde des sceaux, ministre de la justice et des libertés,
Vu le code civil, notamment ses articles 414 à 515 ;
Vu le code de procédure civile, notamment ses articles 748-1 à 748-6 et 1211 à 1263 ;
Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, notamment l'article 11 (2°, d) ;
Vu le décret n° 2010-112 du 2 février 2010 pris pour l'application des articles 9, 10 et 12 de l'ordonnance n° 2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives et entre les autorités administratives ;
Vu l'arrêté du 31 juillet 2000 portant création d'un traitement automatisé d'informations nominatives pour l'ensemble des agents du ministère de la justice relatif à la diffusion interne d'informations au titre de la communication ministérielle ;
Vu la saisine de la Commission nationale de l'informatique et des libertés en date du 14 octobre 2010,

ARRETE

Article 1

Lorsqu'ils sont effectués par voie électronique entre un mandataire judiciaire à la protection des majeurs ou une personne désignée en application de l'article 449 du code civil et un tribunal d'instance, dans le cadre d'une mesure de protection judiciaire des majeurs, les envois, remises et notifications des actes de procédures, des pièces, avis, avertissements ou convocations, des rapports, des procès-verbaux ainsi que des copies et expéditions revêtues de la formule exécutoire des décisions juridictionnelles doivent répondre aux garanties fixées par le présent arrêté.

CHAPITRE IER

Du système de communication électronique mis à disposition des juridictions

Article 2

Le système de communication électronique mis à disposition des agents du ministère de la justice et des libertés chargés du traitement et de l'exploitation des informations recueillies ou expédiées par la voie électronique, conformément aux dispositions de l'article 748-1 du code de procédure civile, s'appuie sur un traitement automatisé de données exclusivement réservé à la gestion des demandes de suivi des mesures de protection, à l'exclusion de l'instauration, de la modification ou de la mainlevée de mesure de protection.

Article 3

L'accès à l'application des agents visés à l'article 2 se fera via le réseau privé virtuel justice (RPVJ) et sera contrôlé par un identifiant et l'usage d'un mot de passe strictement personnels.

Article 4

Les fonctions de sécurité du réseau privé virtuel justice sont spécifiées par l'arrêté du 31 juillet 2000 portant création d'un traitement automatisé d'informations nominatives pour l'ensemble des agents du ministère de la justice relatif à la diffusion interne d'informations au titre de la communication ministérielle.

CHAPITRE II

De l'identification des parties a la communication électronique et sa fiabilité

Article 5

La procédure d'enregistrement des données d'identification et d'habilitation d'une personne chargée de la protection d'un majeur est mise en œuvre à son initiative expresse et sous sa responsabilité conformément aux dispositions de l'article 748-2 du code de procédure civile.

Article 6

Dans l'hypothèse où la personne chargée de la protection des majeurs utilise une application permettant un échange de données informatisées, le raccordement avec le RPVJ se fait via une liaison utilisant des moyens de cryptologie préservant la confidentialité des informations échangées, sous la responsabilité de la personne concernée.

Article 7

La liste des données utilisées pour l'identification et l'habilitation de la personne chargée de la protection d'un majeur comporte l'adresse de la boîte aux lettres électronique communiquée au greffe de la juridiction par la personne chargée de la protection d'un majeur, le numéro du tribunal d'instance, le numéro de la mesure et un mot de passe à usage unique par requête appelé numéro de saisie dans l'application.

Ces données sont échangées entre la personne chargée de la protection d'un majeur et le directeur ou chef de greffe conformément à la procédure décrite en annexe I au présent arrêté.

Article 8

L'adresse de la boîte aux lettres de la personne chargée de la protection d'un majeur peut être hébergée par un serveur de messagerie localisé au sein du réseau ouvert au public internet. La structure de l'adresse de messagerie, permettant d'identifier la personne, est libre.

L'utilisation de cette adresse de messagerie couplée à l'utilisation du mot de passe à usage unique par demande appelé numéro de saisie dans l'application permet de garantir l'identité de la personne chargée de la protection d'un majeur, d'authentifier sa qualité et de contrôler son habilitation en tant qu'expéditeur ou destinataire d'une communication électronique.

La personne en charge d'une mesure de protection qui souhaite utiliser le mode d'échange par télétransmission doit en faire la demande selon les modalités décrites en annexe II du présent arrêté.

Article 9

Les courriers électroniques et les messages de données adressés aux personnes chargées de la protection d'un majeur sont formatés et émis au nom du service compétent par les utilisateurs authentifiés.

CHAPITRE III

De la sécurité des moyens de mise en relation du système d'information mis en œuvre par une personne chargée de la protection d'un majeur avec le système de communication électronique mis à disposition des juridictions

Article 10

En fonction des conditions propres à chacun des actes de procédure mentionnés dans l'article 1er du présent arrêté, le mode d'échange de données informatisées par voie électronique proposé aux personnes chargées de la protection d'un majeur met en œuvre un procédé d'interconnexion entre le système de traitement mis en œuvre par la personne et le système mis à disposition des juridictions.

Le système d'information mis en œuvre par la personne chargée de la protection d'un majeur qui souhaite utiliser le mode d'échange par télétransmission doit être homologué conformément aux dispositions décrites en annexe III au présent arrêté.

Article 11

Les requêtes et actes de procédure cités à l'article 1er échangés entre le système de traitement mis en œuvre par la personne chargée de la protection d'un majeur et le système mis à disposition des juridictions transitent via le réseau ouvert au public internet sous la forme de messages contenant les données saisies et enregistrées par les systèmes de traitement informatique respectifs. Le système assure l'authentification de l'émetteur, la vérification d'intégrité des messages et la traçabilité des échanges.

Article 12

La procédure de demande d'autorisation pour l'utilisation du mode d'échange par télétransmission par une personne chargée de la protection d'un majeur est déclenchée à son initiative expresse et sous sa responsabilité conformément aux dispositions de l'article 748-2 du code de procédure civile.

CHAPITRE IV

De la sécurité des transmissions

Article 13

Les dispositifs techniques mis à disposition des juridictions pour créer, envoyer, recevoir, conserver ou traiter de toute autre manière des messages électroniques sont synchronisés entre eux et font l'objet de vérifications quotidiennes de cohérence.

Article 14

La réception ou l'expédition d'un message de données par le système d'information mis à disposition des juridictions fait l'objet de l'enregistrement des données transmises.
Les messages de données électroniques expédiés par les agents habilités de la juridiction ou les personnes chargées de la protection d'un majeur sont enregistrés et conservés au moyen de dispositifs de stockage.

Article 15

La confidentialité des informations échangées entre l'équipement terminal de la personne chargée de la protection d'un majeur et la juridiction est assurée par l'utilisation du protocole HTTPS en mode SSLv3. La confidentialité des informations communiquées par la personne chargée de la protection d'un majeur et circulant entre le point de terminaison sécurisé du RPVJ et l'équipement terminal mis à disposition des agents des juridictions habilités est assurée par les fonctions de sécurité mises en œuvre au sein du RPVJ.

Article 16

Pour l'application du présent arrêté à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte, les termes : « tribunal d'instance » sont remplacés par les termes : « tribunal de première instance ».

Article 17

La directrice des services judiciaires est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

ANNEXE I

MODALITÉS DE DÉLIVRANCE DES DONNÉES D'IDENTIFICATION ET D'HABILITATION DE L'USAGER PERSONNE CHARGÉE DE LA PROTECTION D'UN MAJEUR

Après avoir reçu la décision qui la désigne, la personne chargée de la protection d'un majeur peut exprimer le souhait de recourir à l'usage du portail.

A cette fin, la personne désignée doit se présenter à la juridiction compétente, indiquer son adresse de messagerie et justifier de son identité.

L'agent du greffe inscrit dans l'application de gestion des mesures de tutelles les informations permettant l'obtention du mot de passe à usage unique par requête : numéro de tribunal d'instance, numéro de mesure, adresse électronique de la personne chargée de la mesure de protection.

La personne chargée de la mesure de protection peut, dès lors, demander la génération d'un mot de passe à usage unique en renseignant sur le système mis à sa disposition les informations suivantes : numéro de tribunal d'instance, numéro de mesure par requête, adresse électronique communiquée au greffe du tribunal d'instance.

Le système contrôle la cohérence de ces informations et génère un mot de passe à usage unique par requête. Ce mot de passe, appelé numéro de saisie dans l'application, est transmis à la personne chargée de la mesure de protection à l'adresse précisée ci-dessus.

Ce mot de passe est valable quarante-huit heures. Dans ce délai, la personne chargée de la protection peut se connecter au portail, utiliser ce code pour la saisie d'une requête, d'un compte de gestion ou d'inventaire. Passé ce délai, ce code ne permet plus l'accès.

Ce numéro de saisie autorise la personne chargée de la protection à consulter ou à compléter la requête.

Si la personne chargée de la mesure de protection du majeur doit saisir plusieurs requêtes, elle devra obtenir autant de numéros de saisie.

ANNEXE II

MODALITÉS DE DEMANDE D'AUTORISATION POUR L'UTILISATION DU MODE D'ÉCHANGE PAR TÉLÉTRANSMISSION

Pour la télétransmission d'informations saisies dans un logiciel préalablement homologué par le ministère de la justice et des libertés, la personne chargée de la mesure de protection se rend au tribunal d'instance dont elle dépend.

Le directeur de greffe ou le chef de greffe du tribunal d'instance lui remet un mot de passe généré par l'application.

Ce mot de passe est valable deux ans à compter de sa date d'émission.

La personne chargée de la mesure de protection du majeur renseigne ce mot de passe dans le logiciel homologué.

A chaque connexion, le logiciel doit fournir au service web le mot de passe de la personne effectuant la requête.

ANNEXE III

MODALITÉS D'HOMOLOGATION DES SYSTÈMES D'INFORMATION MIS EN ŒUVRE POUR UNE PERSONNE CHARGÉE DE LA PROTECTION D'UN MAJEUR

Les éditeurs ne peuvent communiquer qu'après avoir obtenu une homologation du logiciel qu'ils comptent utiliser.

Cette phase obligatoire comprend plusieurs étapes :

- fourniture par l'éditeur des éléments suivants :
- extrait de K bis ;
- ou autres documents pour les associations ;
- déclaration CNIL du logiciel utilisé ;
- signature d'une convention par laquelle l'éditeur s'engage à respecter cette procédure et les normes définies par le ministère de la justice et des libertés ;
- contrôle des mesures de sécurité propres au logiciel permettant des échanges structurés. Les tests de contrôle sont conduits au moyen de données fictives.

Fait le 22 février 2011.

Michel Mercier

CERTIFICAT MEDICAL

**Extrait du décret n° 2008-1276 du 5 décembre 2008,
relatif à la protection juridique des mineurs et des majeurs et modifiant le code de
procédure civile**

Article 1219. – Le certificat médical circonstancié prévu par l'article 431 du code civil :

- 1° Décrit avec précision l'altération des facultés du majeur à protéger ou protégé ;
- 2° Donne au juge tout élément d'information sur l'évolution prévisible de cette altération ;
- 3° Précise les conséquences de cette altération sur la nécessité d'une assistance ou d'une représentation du majeur dans les actes de la vie civile, tant patrimoniaux qu'à caractère personnel, ainsi que sur l'exercice de son droit de vote.

Le certificat indique si l'audition du majeur est de nature à porter atteinte à sa santé ou si celui-ci est hors d'état d'exprimer sa volonté.

Le certificat est remis par le médecin au requérant sous pli cacheté, à l'attention exclusive du procureur de la République ou du juge des tutelles.

**Décret n° 2008-1485 du 22 décembre 2008,
relatif à la tarification des certificats et avis médicaux établis dans le cadre des
mesures judiciaires de protection juridique des majeurs**

- Certificat médical circonstancié : tarif des honoraires de 160 €
- Certificat du fait de la carence de la personne : indemnité forfaitaire de 30 €
- Avis médical : requis en cas de modification des droits relatifs au logement de la personne (art 426) ou pour dispense d'audition (article 432) : 25 €
- Remboursement des frais de déplacement en plus des honoraires

Le Premier ministre,
Sur le rapport de la garde des sceaux, ministre de la justice,
Vu le code civil ;
Vu le code de procédure civile ;
Vu le code de procédure pénale ;
Vu la loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment son article 45 ;
Le Conseil d'Etat, (section de l'intérieur) entendu,

DECRETE :

Article 1

Au paragraphe 2 de la section II du chapitre III du titre X du livre V du code de procédure pénale (partie réglementaire), il est ajouté un article R. 217-1 ainsi rédigé :

Article R. 217-1.-Le médecin auteur du certificat circonstancié prévu à l'article 431 du code civil reçoit, à titre d'honoraires, la somme de 160 €.

Lorsque le médecin, requis par le procureur de la République ou commis par le juge des tutelles, justifie n'avoir pu établir ce certificat du fait de la carence de la personne à protéger ou protégée, il lui est alloué une indemnité forfaitaire de 30 €.

Le médecin auteur de l'avis mentionné aux articles 426 et 432 du code civil reçoit, à titre d'honoraires, lorsque cet avis ne figure pas dans le certificat mentionné à l'alinéa premier, la somme de 25 €.

Lorsque le médecin, requis par le procureur de la République ou commis par le juge des tutelles pour établir le certificat ou l'avis mentionnés aux premier et troisième alinéas, justifie de la nécessité qu'il a eu à se déplacer à cette fin sur le lieu où réside la personne à protéger ou protégée, il reçoit, en sus de ses honoraires et sur justificatifs, le remboursement de ses frais de déplacement, calculés dans les conditions fixées pour les déplacements des fonctionnaires du groupe II.

Article 2

A l'article R. 224-2 du code de procédure pénale, il est ajouté un septième alinéa ainsi rédigé :

6° Honoraires et indemnités alloués en application de l'article R. 217-1 au médecin requis par le procureur de la République ou commis par le juge des tutelles pour établir le certificat ou l'avis médical. »

Article 3

L'article 1256 du code de procédure civile est remplacé par les dispositions suivantes :

Article 1256.-Lorsque le certificat médical décrit par l'article 431 du code civil et l'avis médical mentionné aux articles 426 et 432 du même code sont requis par le procureur de la République ou ordonnés par le juge des tutelles, ils sont pris en charge dans les conditions prévues par le 3° de l'article R. 93 du code de procédure pénale et le recouvrement de leur coût est poursuivi selon les procédures et sous les garanties prévues en matière d'amende pénale. »

Article 4

Les dispositions du présent décret sont applicables dans les îles Wallis et Futuna.

Article 5

Le présent décret s'applique aux certificats et avis médicaux établis à compter du premier jour du mois qui suit celui de sa publication.

Article 6

La ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales, la garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique sont responsables, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 22 décembre 2008.

Par le Premier ministre François Fillon

La garde des sceaux, ministre de la justice, Rachida Dati

La ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales, Michèle Alliot-Marie

Le ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique, Eric Woerth

GESTION PATRIMONIALE

Article L132-9 du code des assurances en matière d'assurance-vie, modifié par la loi n° 2007-1775 du 17 décembre 2007

Article 8

I.- L'article L132-9 du code des assurances est ainsi modifié :

1° Les deux premiers alinéas sont ainsi rédigés :

I.- Sous réserve des dispositions du dernier alinéa de l'article L132-4-1, la stipulation en vertu de laquelle le bénéfice de l'assurance est attribué à un bénéficiaire déterminé devient irrévocable par l'acceptation de celui-ci, effectuée dans les conditions prévues au II du présent article. Pendant la durée du contrat, après acceptation du bénéficiaire, le stipulant ne peut exercer sa faculté de rachat et l'entreprise d'assurance ne peut lui consentir d'avance sans l'accord du bénéficiaire. Tant que l'acceptation n'a pas eu lieu, le droit de révoquer cette stipulation n'appartient qu'au stipulant et ne peut être exercé de son vivant ni par ses créanciers ni par ses représentants légaux. Lorsqu'une curatelle ou une tutelle a été ouverte à l'égard du stipulant, la révocation ne peut intervenir qu'avec l'autorisation du juge des tutelles ou du conseil de famille s'il a été constitué.

2° Il est ajouté un II ainsi rédigé :

II.- Tant que l'assuré et le stipulant sont en vie, l'acceptation est faite par un avenant signé de l'entreprise d'assurance, du stipulant et du bénéficiaire. Elle peut également être faite par un acte authentique ou sous seing privé, signé du stipulant et du bénéficiaire, et n'a alors d'effet à l'égard de l'entreprise d'assurance que lorsqu'elle lui est notifiée par écrit.

Lorsque la désignation du bénéficiaire est faite à titre gratuit, l'acceptation ne peut intervenir que trente jours au moins à compter du moment où le stipulant est informé que le contrat d'assurance est conclu. Après le décès de l'assuré ou du stipulant, l'acceptation est libre.

II.- L'article L132-10 du même code est complété par trois alinéas ainsi rédigés :

Quand l'acceptation du bénéficiaire est antérieure au nantissement, ce dernier est subordonné à l'accord du bénéficiaire.

Quand l'acceptation du bénéficiaire est postérieure au nantissement, celle-ci est sans effet à l'égard des droits du créancier nanti.

Sauf clause contraire, le créancier nanti peut provoquer le rachat nonobstant l'acceptation du bénéficiaire.

III.- L'article L132-24 du même code est ainsi modifié :

1° Le premier alinéa est complété par les mots : « ou au contractant » ;

2° Le deuxième alinéa est complété par les mots : « ou du contractant ».

IV.- A la fin du premier alinéa du I de l'article L. 141-7 du même code, les mots : « ces mêmes organismes ou sociétés » sont remplacés par les mots : « ce même organisme ».

V.- Dans le premier alinéa de l'article L331-2 du même code, après les mots : « dans la limite », sont insérés les mots : « , pour la valeur de rachat des contrats d'assurance sur la vie, ».

VI.- L'article L223-11 du code de la mutualité est ainsi modifié :

1° Les deux premiers alinéas sont ainsi rédigés :

I. Sous réserve des dispositions du dernier alinéa de l'article L223-7-1, la stipulation en vertu de laquelle le bénéfice de la garantie est attribué à un bénéficiaire déterminé devient irrévocable par l'acceptation de celui-ci, effectuée dans les conditions prévues au II du présent article. Pendant la durée de l'opération

d'assurance, après acceptation du bénéficiaire, le stipulant ne peut exercer sa faculté de rachat et la mutuelle ou l'union ne peut lui consentir d'avance sans l'accord du bénéficiaire.
Tant que l'acceptation n'a pas eu lieu, le droit de révoquer cette stipulation n'appartient qu'au stipulant et ne peut être exercé de son vivant ni par ses créanciers ni par ses représentants légaux. Lorsqu'une curatelle ou une tutelle a été ouverte à l'égard du stipulant, la révocation ne peut intervenir qu'avec l'autorisation du juge des tutelles ou du conseil de famille s'il a été constitué.

2° Il est ajouté un II ainsi rédigé :

II. Tant que le membre participant et le stipulant sont en vie, l'acceptation est faite par un avenant signé de la mutuelle ou de l'union, du stipulant et du bénéficiaire. Elle peut également être faite par un acte authentique ou sous seing privé, signé du stipulant et du bénéficiaire. Elle n'a alors d'effet à l'égard de la mutuelle ou de l'union que lorsqu'elle lui est notifiée par écrit.

Lorsque la désignation du bénéficiaire est faite à titre gratuit, l'acceptation ne peut intervenir que trente jours au moins à compter du moment où le stipulant est informé que le contrat d'assurance est conclu. Après le décès du membre participant ou du stipulant, l'acceptation est libre. »

VII.- L'article L223-23 du même code est ainsi modifié :

1° Le premier alinéa est complété par les mots : « ou au souscripteur du contrat » ;

2° Le deuxième alinéa est complété par les mots : « ou du souscripteur du contrat ».

VIII.- Les 1° et 2° des I et VI s'appliquent aux contrats en cours n'ayant pas encore, à la date de publication de la présente loi, donné lieu à acceptation du bénéficiaire.

Article 9

I.- Après l'article L132-4 du code des assurances, il est inséré un article L132-4-1 ainsi rédigé :

Article L132-4-1.-Lorsqu'une tutelle a été ouverte à l'égard du stipulant, la souscription ou le rachat d'un contrat d'assurance sur la vie ainsi que la désignation ou la substitution du bénéficiaire ne peuvent être accomplis qu'avec l'autorisation du juge des tutelles ou du conseil de famille s'il a été constitué. Après l'ouverture d'une curatelle, ces mêmes actes ne peuvent être accomplis qu'avec l'assistance du curateur.

Pour l'application du premier alinéa, lorsque le bénéficiaire du contrat d'assurance sur la vie est le curateur ou le tuteur, il est réputé être en opposition d'intérêts avec la personne protégée. L'acceptation du bénéfice d'un contrat d'assurance sur la vie conclu moins de deux ans avant la publicité du jugement d'ouverture de la curatelle ou de la tutelle du stipulant peut être annulée sur la seule preuve que l'incapacité était notoire ou connue du cocontractant à l'époque où les actes ont été passés. »

II.- Après l'article L223-7 du code de la mutualité, il est inséré un article L223-7-1 ainsi rédigé :

Article L223-7-1.-Lorsqu'une tutelle a été ouverte à l'égard du stipulant, la souscription ou le rachat d'un contrat d'assurance sur la vie ainsi que la désignation ou la substitution du bénéficiaire ne peuvent être accomplis qu'avec l'autorisation du juge des tutelles ou du conseil de famille s'il a été constitué. Après l'ouverture d'une curatelle, ces mêmes actes ne peuvent être accomplis qu'avec l'assistance du curateur.

Pour l'application du premier alinéa, lorsque le bénéficiaire du contrat d'assurance sur la vie est le curateur ou le tuteur, il est réputé être en opposition d'intérêts avec la personne protégée. L'acceptation du bénéfice d'un contrat d'assurance sur la vie conclu moins de deux ans avant la publicité du jugement d'ouverture de la curatelle ou de la tutelle du stipulant peut être annulée sur la seule preuve que l'incapacité était notoire ou connue du cocontractant à l'époque où les actes ont été passés.

III.- Les I et II s'appliquent aux contrats en cours à la date de publication de la présente loi.

IV.- L'article 30 de la loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs est abrogé.

**Décret n° 2008-1484 du 22 décembre 2008,
relatif aux actes de gestion du patrimoine des personnes placées en curatelle ou en
tutelle, et pris en application des articles 452, 496 et 502 du code civil**

Outre les définitions des actes d'administration et des actes de disposition, ce décret comporte deux listes en annexe.

- ◆ La première liste comprend les actes qui sont toujours dans l'une ou l'autre des catégories
- ◆ La seconde liste comprend les actes qui peuvent être variablement classés dans l'une ou l'autre des catégories, en fonction de critères déterminants (apparaissant dans les définitions)

!! Le tableau de l'annexe 1 comporte une erreur qui devra être corrigée !!
Dans la colonne des Actes de disposition, Rubrique des actions en justice :
il faut lire « *tout acte de procédure qui emporte perte du droit d'action* »

Le Premier ministre,
Sur le rapport de la garde des sceaux, ministre de la justice,
Vu le code des assurances ;
Vu le code civil, notamment ses articles 452, 496 et 502 ;
Vu le code de commerce ;
Vu le code monétaire et financier ;
Vu le code de la mutualité ;
Vu la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 modifiée fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis ;
Vu la loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 modifiée portant réforme des procédures civiles d'exécution ;
Vu la loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment son article 45 ;
Vu le décret n° 65-961 du 5 novembre 1965 pris pour l'application de certains articles du code civil et relatif au dépôt et à la gestion des fonds et des valeurs mobilières des mineurs ;
Vu le décret n° 2006-936 du 27 juillet 2006 relatif aux procédures de saisie immobilière et de distribution du prix d'un immeuble ;
Vu l'avis du comité consultatif de la législation et de la réglementation financières en date du 7 novembre 2008 ;
Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu,

DECRETE

Article 1

Constituent des actes d'administration les actes d'exploitation ou de mise en valeur du patrimoine de la personne protégée dénués de risque anormal.

Figure dans la colonne 1 du tableau constituant l'annexe 1 du présent décret une liste des actes qui sont regardés comme des actes d'administration.

Figure dans la colonne 1 du tableau constituant l'annexe 2 du présent décret une liste non exhaustive d'actes qui sont regardés comme des actes d'administration, à moins que les circonstances d'espèce ne permettent pas au tuteur de considérer qu'ils répondent aux critères de l'alinéa 1er en raison de leurs conséquences importantes sur le contenu ou la valeur du patrimoine de la personne protégée, sur les prérogatives de celle-ci ou sur son mode de vie.

Article 2

Constituent des actes de disposition les actes qui engagent le patrimoine de la personne protégée, pour le présent ou l'avenir, par une modification importante de son contenu, une dépréciation significative de sa valeur en capital ou une altération durable des prérogatives de son titulaire.

Figure dans la colonne 2 du tableau constituant l'annexe 1 du présent décret une liste des actes qui sont

regardés comme des actes de disposition.

Figure dans la colonne 2 du tableau constituant l'annexe 2 du présent décret une liste non exhaustive d'actes qui sont regardés comme des actes de disposition, à moins que les circonstances d'espèce ne permettent pas au tuteur de considérer qu'ils répondent aux critères de l'alinéa 1er en raison de leurs faibles conséquences sur le contenu ou la valeur du patrimoine de la personne protégée, sur les prérogatives de celle-ci ou sur son mode de vie.

Article 3

Les actes pour l'accomplissement desquels le curateur et le tuteur peuvent s'adjoindre le concours de tiers sont :

- 1° Les actes conservatoires qui permettent de sauvegarder le patrimoine ou de soustraire un bien à un péril imminent ou à une dépréciation inévitable, sans compromettre aucune prérogative du propriétaire ;
- 2° Les actes d'administration énumérés dans la colonne 1 des tableaux constituant les annexes 1 et 2 du présent décret, sous réserve qu'ils n'emportent ni paiement ni encaissement de sommes d'argent par ou pour la personne protégée.

Article 4

La valeur maximale en capital des biens sur lesquels portent les actes qui peuvent être autorisés par le juge en suppléance du conseil de famille est fixée à la somme de 50 000 €.

Les dispositions du présent article peuvent être modifiées par décret.

Article 5

Les articles 4, 5, 6, 7 et 8 du décret n° 65-961 du 5 novembre 1965 susvisé sont abrogés.

Article 6

Le présent décret entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui de sa publication.

Article 7

La garde des sceaux, ministre de la justice, est responsable de l'application du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

ANNEXE 1

Liste des actes regardés comme actes d'administration ou comme actes de disposition

COLONNE 1 : ACTES D'ADMINISTRATION	COLONNE 2 : ACTES DE DISPOSITION
<p>I. – Actes portant sur les immeubles :</p> <ul style="list-style-type: none"> – convention de jouissance précaire (article 426, al. 2, du code civil) ; – conclusion et renouvellement d'un bail de neuf ans au plus en tant que bailleur (article 595 et 1718 du code civil) ou preneur ; – bornage amiable de la propriété de la personne protégée ; – travaux d'améliorations utiles, aménagements, réparations d'entretien des immeubles de la personne protégée ; – résiliation du bail d'habitation en tant que bailleur ; – prêt à usage et autre convention de jouissance ou d'occupation précaire ; – déclaration d'insaisissabilité des immeubles non professionnels de l'entrepreneur individuel (article 1526-1 du code de commerce) ; – mainlevée d'une inscription d'hypothèque en contrepartie d'un paiement. 	<p>I. – Actes portant sur les immeubles :</p> <ul style="list-style-type: none"> – disposition des droits relatifs au logement de la personne protégée, par aliénation, résiliation ou conclusion d'un bail (article 426, al. 3, du code civil) ; – vente ou apport en société d'un immeuble (article 505, al. 3, du code civil) ; – achat par le tuteur des biens de la personne protégée, ou prise à bail ou à ferme de ces biens par le tuteur (article 508, al. 1, du code civil) ; – échange (article 1707 du code civil) ; – acquisition d'immeuble en emploi ou remploi de sommes d'argent judiciairement prescrit (article 501 du code civil) ; – acceptation par le vendeur d'une promesse d'acquisition (article 1589 du code civil) ; – acceptation par l'acquéreur d'une promesse de vente (article 1589 du code civil) ; – dation ; – tout acte grave, notamment la conclusion et le renouvellement du bail, relatif aux baux ruraux, commerciaux, industriels, artisanaux, professionnels et mixtes, grosses réparations sur l'immeuble ; – constitution de droits réels principaux (usufruit, usage, servitude...) et de droits réels accessoires (hypothèques...) et autres sûretés réelles ; – consentement à une hypothèque (article 2413 du code civil) ; – mainlevée d'une inscription d'hypothèque sans contrepartie d'un paiement.

<p>II. — Actes portant sur les meubles corporels et incorporels :</p> <p>1° Sommes d'argent :</p> <ul style="list-style-type: none"> — ouverture d'un premier compte ou livret au nom ou pour le compte de la personne protégée (article 427, al. 4, du code civil) ; — emploi et remploi de sommes d'argent qui ne sont ni des capitaux ni des excédents de revenus (article 468 et 501 du code civil) ; — emploi et remploi des sommes d'argent non judiciairement prescrits par le juge des tutelles ou le conseil de famille (article 501 du code civil) ; — perception des revenus ; — réception des capitaux ; — quittance d'un paiement ; — demande de délivrance d'une carte bancaire de retrait. <p>2° Instruments financiers :</p> <ul style="list-style-type: none"> — résiliation d'un contrat de gestion de valeurs mobilières et instruments financiers (article 500, al. 3, du code civil). <p>3° Autres meubles, corporels et incorporels :</p> <ul style="list-style-type: none"> — louage-prêt-emprunt-vente-échange-dation et acquisition de meubles d'usage courant ou de faible valeur ; — perception des fruits ; — location d'un coffre-fort. 	<p>II. — Actes portant sur les meubles corporels et incorporels :</p> <p>1° Sommes d'argent :</p> <ul style="list-style-type: none"> — modification de tout compte ou livrets ouverts au nom de la personne protégée (article 427, al. 1 et 2, du code civil) ; — ouverture de tout nouveau compte ou livret au nom ou pour le compte de la personne protégée (article 427, al. 1 et 2, du code civil) ; — ouverture de tout compte, y compris d'un compte de gestion du patrimoine, auprès de la Caisse des dépôts et consignations (article 427, al. 3, et article 501, al. 4, du code civil) ; — lorsque la personne protégée a fait l'objet d'une interdiction d'émettre des chèques, fonctionnement de ses comptes sous la signature de la personne chargée de la mesure de protection et disposition par celle-ci de tous les moyens de paiement habituels (article 427, al. 7, du code civil) ; — emploi et remploi des capitaux et des excédents de revenus (article 468 et 501 du code civil) ; — à compter du 1er février 2009 : contrat de fiducie par une personne sous curatelle (article 468, al. 2, du code civil) ; — clôture d'un compte bancaire ; — ouverture d'un compte de gestion de patrimoine ; — demande de délivrance d'une carte bancaire de crédit. <p>2° Instruments financiers (au sens de l'article L. 211-1 du code monétaire et financier) :</p> <ul style="list-style-type: none"> — conclusion d'un contrat de gestion de valeurs mobilières et instruments financiers (article 500, al. 3, du code civil) ; — vente ou apport en société d'instruments financiers non admis à la négociation sur un marché réglementé (article 505, al. 3, du code civil) ; — vente d'instruments financiers (article 505, al. 4, du code civil). <p>3° Autres meubles, corporels et incorporels :</p> <ul style="list-style-type: none"> — aliénation des meubles meublant du logement ou résiliation ou conclusion d'un bail sur ces meubles (article 426, al. 3, du code civil) ; — vente ou apport d'un fonds de commerce en société (article 505, al. 3, du code civil) ; — louage-prêt-vente-échange-dation de meubles de valeur ou qui constituent, au regard de l'inventaire, une part importante du patrimoine du mineur ou du majeur protégé ; — vente-échange-dation d'un fonds de commerce ; — conclusion d'un contrat de location gérance sur un fonds de commerce.
<p>III. — Actes relatifs aux groupements dotés de la personnalité morale :</p>	<p>III. — Actes relatifs aux groupements dotés de la personnalité morale :</p> <ul style="list-style-type: none"> — candidature aux fonctions de gérant et d'administrateur ; — copropriété des immeubles bâtis : actes visés aux article 25 à 28-1, 30, 35 et 38 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965.

<p>IV. — Actes relatifs aux groupements dénués de personnalité morale :</p> <ul style="list-style-type: none"> — en cas d'indivision légale : vente d'un bien indivis pour payer les dettes de l'indivision (article 815-3 [3°] du code civil). 	<p>IV. — Actes relatifs aux groupements dénués de personnalité morale :</p> <ul style="list-style-type: none"> — communauté conjugale : actes qu'un époux ne peut pas faire seul ; — indivision conventionnelle : actes que le gérant ou l'un des coindivisaires ne peut pas faire seul ; — en cas de démembrement du droit de propriété : vente-échange-dation du droit démembre, actes auxquels les titulaires des droits démembrement doivent consentir conjointement, grosses réparations non urgentes.
<p>V. — Actes à titre gratuit :</p> <ul style="list-style-type: none"> — inventaire (article 503 du code civil) ; — acceptation d'une succession à concurrence de l'actif net (article 507-1 du code civil) ; — acceptation d'un legs universel ou à titre universel à concurrence de l'actif net (article 507-1 et 724-1 du code civil) ; — acte de notoriété (article 730-1 du code civil) ; — action interrogatoire à l'encontre des héritiers taisants (article 771, al. 2, du code civil) ; — mandat aux fins de partage (article 837 du code civil) ; — acceptation de legs à titre particulier et de donation non grevés de charge ; — délivrance de legs ; — déclaration de succession ; — attestation de propriété. 	<p>V. - Actes à titre gratuit :</p> <ul style="list-style-type: none"> — donation consentie par une personne protégée majeure (article 470, al. 2 et 476, al. 1er du code civil) ; — partage amiable (article 507 du code civil) ; — acceptation pure et simple d'une succession (article 507-1, al. 1er, du code civil) ; — révocation d'une renonciation à une succession ou à un legs universel ou à titre universel (article 507-2 du code civil) ; — acceptation pure et simple d'un legs universel ou à titre universel (article 724-1 du code civil) ; — révocation d'une renonciation à un legs (article 724-1 du code civil) ; — choix par le donataire de rapporter en nature le bien donné (article 859 du code civil) ; — renonciation à une succession (article 507-1, al. 2, du code civil) ; — renonciation à un legs (article 724-1 du code civil) ; — renonciation à une action en réduction des libéralités excessives après le décès du prémourant (article 920 du code civil) ; — acceptation de legs à titre particulier et de donations grevées de charges ; — renonciation à un legs universel grevé de charges ; — révocation d'une donation entre époux (article 953 du code civil) ; — consentement à exécution d'une donation entre époux.
<p>VI. — Actions en justice :</p> <ul style="list-style-type: none"> — toute action en justice relative à un droit patrimonial de la personne sous tutelle (article 504, al. 2, du code civil) ; — tout acte de procédure qui n'emporte pas perte du droit d'action. 	<p>VI. — Actions en justice :</p> <ul style="list-style-type: none"> — toute action en justice relative à un droit extrapatrimonial de la personne sous tutelle (article 475, al. 2, du code civil) ; — toute action en justice relative à un droit patrimonial ou extrapatrimonial de la personne en curatelle (article 468, al. 3, du code civil) ; — action par la personne chargée de la protection en nullité, rescision ou réduction, selon le cas, des actes accomplis par la personne protégée (article 465, al. 6, du code civil) ; — tout acte de procédure qui n'emporte pas perte du droit d'action.
<p>VII. — Assurances :</p> <ul style="list-style-type: none"> — conclusion ou renouvellement d'un contrat d'assurance de biens ou de responsabilité civile. 	<p>VII. — Assurances :</p> <ul style="list-style-type: none"> — demande d'avance sur contrat d'assurance (article L. 132-21 du code des assurances).

<p>VIII. — Actes de poursuite et d'exécution :</p> <ul style="list-style-type: none"> — mesures conservatoires (article 26, loi n° 91-650 du 9 juillet 1991) ; — procédures d'exécution mobilière (article 26, loi n° 91-650 du 9 juillet 1991). 	<p>VIII. — Actes de poursuite et d'exécution :</p> <ul style="list-style-type: none"> — saisie immobilière (article 2206, al. 1, du code civil et 13 du décret n° 2006-236 du 27 juillet 2006).
<p>IX. — Actes divers :</p> <ul style="list-style-type: none"> — indivision légale : actes visés par l'article 815-3 (1° et 2°) du code civil (acte d'administration des biens indivis et mandat général d'administration) ; — tout acte relatif à l'animal domestique de la personne protégée. 	<p>IX. — Actes divers :</p> <ul style="list-style-type: none"> — transaction et compromis et clause compromissoire au nom de la personne protégée (article 506 du code civil) ; — changement ou modification du régime matrimonial (article 1397 du code civil) ; — souscription ou rachat d'un contrat d'assurance-vie et désignation ou substitution du bénéficiaire (article L. 132-4-1 du code des assurances et article L. 223-7-1 du code de la mutualité) ; — révocation du bénéfice non accepté d'un contrat d'assurance-vie (article L. 132-9 du code des assurances et article L. 223-11 du code de la mutualité) ; — confirmation de l'acte nul pour insanité d'esprit (article 414-2 du code civil) ; — confirmation d'un acte nul pour avoir été accompli par le tuteur ou le curateur seul (article 465, al. 8, du code civil) ; — convention d'honoraires proportionnels en toute ou partie à un résultat, indéterminés ou aléatoires.

ANNEXE 2

Liste des actes regardés comme des actes d'administration ou de disposition sauf circonstances d'espèce

COLONNE 1 : ACTES D'ADMINISTRATION	COLONNE 2 : ACTES DE DISPOSITION
<p>I. – Actes portant sur les meubles corporels et incorporels :</p> <p>1° Sommes d'argent :</p> <ul style="list-style-type: none"> – paiements des dettes y compris par prélèvement sur le capital ; – octroi de délai raisonnable en vue du recouvrement de créances. <p>2° Instruments financiers (au sens de l'article L. 211-1 du code monétaire et financier) :</p> <ul style="list-style-type: none"> – actes de gestion d'un portefeuille, y compris les cessions de titres à condition qu'elles soient suivies de leur remplacement ; – exercice du droit de vote dans les assemblées, sauf ce qui est dit à propos des ordres du jour particuliers ; – demandes d'attribution, de regroupement ou d'échanges de titres ; – vente des droits ou des titres formant rompus ; – souscription à une augmentation de capital, sauf ce qui est dit sur le placement de fonds ; – conversion d'obligations convertibles en actions admises à la négociation sur un marché réglementé. <p>3° Autres meubles, corporels et incorporels :</p>	<p>I. – Actes portant sur les meubles corporels et incorporels :</p> <p>1° Sommes d'argent :</p> <ul style="list-style-type: none"> – prélèvement sur le capital à l'exclusion du paiement des dettes ; – emprunt de sommes d'argent ; – prêt consenti par la personne protégée. <p>2° Instruments financiers (au sens de l'article L. 211-1 du code monétaire et financier) :</p> <ul style="list-style-type: none"> – cession du portefeuille en pleine propriété ou en nue-propriété ; – acquisition et cession d'instruments financiers non inclus dans un portefeuille ; – nantissement et mainlevée du nantissement d'instruments financiers. <p>3° Autres meubles, corporels et incorporels :</p> <ul style="list-style-type: none"> – cession de fruits ; – vente-échange-dation de droits incorporels ; – conclusion d'un contrat d'exploitation d'un droit ou d'un meuble incorporel.
<p>II. – Actes relatifs aux groupements dotés de la personnalité morale :</p> <ul style="list-style-type: none"> – engagement de conservation de parts ou d'actions. 	<p>II. – Actes relatifs aux groupements dotés de la personnalité morale :</p> <ul style="list-style-type: none"> – tout apport en société non visé à l'annexe 1 ; – détermination du vote sur les ordres du jour suivants : Reprise des apports – Modification des statuts – prorogation et dissolution du groupement – fusion – scission – apport partiel d'actifs – agrément d'un associé – augmentation et réduction du capital – changement d'objet social – emprunt et constitution de sûreté – vente d'un élément d'actif immobilisé – aggravation des engagements des associés ; – maintien dans le groupement ; – cession et nantissement de titres.

<p>III. — Actes relatifs à la vie professionnelle :</p> <ul style="list-style-type: none"> — conclusion et rupture d'un contrat de travail en qualité d'employeur ; — conclusion et rupture d'un contrat de travail en qualité de salarié ; — adhésion à un contrat d'assurance de groupe en cas de vie dont les prestations sont liées à la cessation d'activité professionnelle ou adhésion à un contrat de prévoyance complémentaire (sauf en matière d'assurance-vie : article L. 132-4-1 et L. 132-9 du code des assurances et arts. L. 223-7-1 et L. 223-11 du code de la mutualité) ; — adhésion à un contrat d'assurance afférent au risque décès dans le cadre d'un contrat collectif (article L. 141-5 du code des assurances et L. 233-6 du code de la mutualité). 	<p>III. — Actes relatifs à la vie professionnelle :</p>
<p>IV. — Assurances :</p> <ul style="list-style-type: none"> — acceptation de la clause bénéficiaire d'un contrat d'assurance-vie sans charge. 	<p>IV. — Assurances :</p> <ul style="list-style-type: none"> — acceptation de la clause bénéficiaire d'un contrat d'assurance-vie avec charges ; — versement de nouvelles primes sur un contrat d'assurance-vie.
<p>V. — Actes divers :</p>	<p>V. — Actes divers :</p> <ul style="list-style-type: none"> — contrat de crédit

Fait à Paris, le 22 décembre 2008.

Par le Premier ministre François Fillon

La garde des sceaux, ministre de la justice, Rachida Dati

VERIFICATION DES COMPTES

Décret n° 2011-1470 du 8 novembre 2011 relatif à l'assistance du greffier en chef en matière de vérification des comptes de tutelle par un huissier de justice

Le Premier ministre,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice et des libertés,

Vu le code civil, notamment ses articles 419 et 511 dans sa rédaction issue de la loi n° 2009-526 du 12 mai 2009 ;

Vu le code de procédure civile, notamment son article 695 ;

Vu le décret n° 96-1080 du 12 décembre 1996 modifié portant fixation du tarif des huissiers de justice en matière civile et commerciale ;

Vu l'avis de l'Autorité de la concurrence du 29 juin 2010 ;

Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu,

DECRETE

Article 1

Après l'article 1254 du code de procédure civile, il est inséré un article 1254-1 ainsi rédigé :

Article 1254-1. - Pour l'application de l'article 511 du code civil, lorsque les ressources de la personne protégée le permettent et que le greffier en chef l'estime utile, ce dernier peut solliciter, aux frais de la personne protégée, l'assistance d'un huissier de justice dans sa mission de vérification des comptes. La personne protégée et la personne désignée pour exercer la mesure de protection en sont informées par tout moyen ; ceux-ci peuvent déférer cette décision au juge des tutelles, qui statue sur la requête par une ordonnance non susceptible de recours. L'huissier de justice peut consulter l'ensemble des pièces relatives aux comptes figurant dans le dossier de la personne protégée, au greffe de la juridiction qui le détient, sans autre restriction que les nécessités du service, et en conserver les copies nécessaires à l'exécution de sa mission, mais ne peut les communiquer à un tiers. »

Article 2

Après l'article 15-2 du décret du 12 décembre 1996 susvisé, il est créé un chapitre VII ainsi rédigé :

Chapitre VII Droits relatifs à la vérification des comptes de tutelle

Article 15-3. - Lorsqu'il assiste le greffier en chef dans sa mission de vérification des comptes de gestion établis dans le cadre d'une mesure de protection juridique, l'huissier de justice est rémunéré par un droit fixe forfaitaire qui varie selon le barème suivant :

- 40 taux de base lorsque le total le plus élevé des sommes inscrites comme dépenses ou ressources dans le compte de l'année est inférieur ou égal à 25 000 euros ;
- 50 taux de base lorsque le total le plus élevé des sommes inscrites comme dépenses ou ressources dans le compte de l'année est supérieur à 25 000 euros et inférieur ou égal à 40 000 euros ;
- 60 taux de base lorsque le total le plus élevé des sommes inscrites comme dépenses ou ressources dans le compte de l'année est supérieur à 40 000 euros et inférieur ou égal à 70 000 euros ;

- 80 taux de base lorsque le total le plus élevé des sommes inscrites comme dépenses ou ressources dans le compte de l'année est supérieur à 70 000 euros. »

Article 3

Les articles 1er et 2 du présent décret sont applicables aux procédures en cours.

Article 4

Le garde des sceaux, ministre de la justice et des libertés, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le 8 novembre 2011.

François Fillon
Par le Premier ministre :

Le garde des sceaux, ministre de la justice et des libertés, Michel Mercier

ENQUETES SOCIALES

**Décret n° 2011-54 du 13 janvier 2011
Modifiant le décret n° 2009-285 du 12 mars 2009 relatif aux enquêteurs sociaux et à
la tarification des enquêtes sociales en matière civile**

Le Premier ministre,
Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice et des libertés,
Vu le code civil, notamment son article 373-2-12 ;
Vu le code de procédure civile, notamment ses articles 1072, 1171 et 1221 ;
Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles 800 et R. 93 ;
Vu le décret n° 2009-285 du 12 mars 2009 relatif aux enquêteurs sociaux et à la tarification des enquêtes sociales en matière civile ;

Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu,

DECRETE

Article 1

A l'article 1er du décret du 12 mars 2009 susvisé, la référence : « et 1248 » est remplacée par les références : « , 1171 et 1221 ».

Article 2

L'article 12 du même décret est ainsi modifié :

1° Le premier alinéa est remplacé par les dispositions suivantes :

« Un référentiel des diligences devant être accomplies lors d'une enquête sociale est défini par arrêté du garde des sceaux, ministre de la justice. Le juge alloue aux enquêteurs sociaux désignés en application des articles 1072, 1171 et 1221 du code de procédure civile une rémunération forfaitaire par enquête, fixée par arrêté conjoint du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre chargé du budget, selon que l'enquête sociale est accomplie par une personne physique ou une personne morale. Cette rémunération peut être réduite, après recueil des observations des intéressés, en cas de retard dans l'accomplissement de la mission ou d'insuffisance du rapport. » ;

2° Le troisième alinéa est remplacé par les dispositions suivantes :

« Dans tous les cas, les enquêteurs sociaux sont remboursés forfaitairement de leurs frais de déplacement par une indemnité fixée par arrêté conjoint du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre chargé du budget. »

Article 3

Au 10° de l'article 695 du code de procédure civile, la référence : « et 1248 » est remplacée par les références : « , 1171 et 1221 ».

Article 4

Au 12° de l'article R. 93 du code de procédure pénale, après le mot : « parentale », sont ajoutés les mots : « et en matière d'adoption ».

Article 5

Le garde des sceaux, ministre de la justice et des libertés, et le ministre du budget, des comptes publics, de la fonction publique et de la réforme de l'Etat, porte-parole du Gouvernement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 13 janvier 2011.

François Fillon

Par le Premier ministre :

Le garde des sceaux, ministre de la justice et des libertés, Michel Mercier

Le ministre du budget, des comptes publics, de la fonction publique et de la réforme de l'Etat, porte-parole du Gouvernement, François Baroin

Annexe : Décret n° 2009-285 du 12 mars 2009 relatif aux enquêteurs sociaux et à la tarification des enquêtes sociales en matière civile

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu le code civil, notamment son article 373-2-12 ;

Vu le code de l'organisation judiciaire ;

Vu le code de procédure civile, notamment ses articles 1072 et 1248 ;

Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles 800 et R. 93 ;

Vu le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;

Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu,

DECRETE :

CHAPITRE IER : LISTE DES ENQUETEURS SOCIAUX

Article 1

Il est dressé tous les cinq ans, dans le ressort de chaque cour d'appel, une liste sur laquelle sont inscrits les enquêteurs sociaux ayant vocation à être désignés en application des articles 1072 et 1248 du code de procédure civile. La liste peut faire l'objet, en tant que de besoin, de mises à jour annuelles.

Elle est tenue à la disposition du public dans les locaux du greffe de la cour d'appel et des tribunaux de grande instance et d'instance.

Le juge peut, le cas échéant, désigner toute autre personne qualifiée de son choix.

Article 2

Une personne physique ne peut être inscrite sur une liste que si elle réunit les conditions suivantes :

1° Etre âgée de moins de 70 ans à la date de son inscription ;

2° Exercer ou avoir exercé pendant un temps suffisant une profession ou une activité, notamment dans le domaine social ou psychologique, en relation avec l'objet des enquêtes sociales ;

3° N'exercer aucune activité incompatible avec l'indépendance nécessaire à l'exercice de sa mission ;

4° Avoir sa résidence dans le ressort de la cour d'appel ;

5° N'avoir pas été l'auteur de faits ayant donné lieu à condamnation pénale ou à sanction disciplinaire ou administrative pour agissements contraires à l'honneur, à la probité ou aux bonnes mœurs.

Article 3

Une personne morale ne peut être inscrite sur une liste que si elle réunit les conditions suivantes :

1° Avoir son siège social dans le ressort de la cour d'appel ;

2° Ses dirigeants remplissent les conditions prévues aux 3° et 5° de l'article 2 ;

3° Chaque personne susceptible d'exercer pour son compte une mission d'enquêteur social remplit les conditions prévues à l'article 2.

Ne peuvent faire l'objet d'une inscription les établissements et services habilités par la protection judiciaire de la jeunesse pour l'exercice de mesures d'investigation en assistance éducative.

Article 4

Les demandes d'inscription sont adressées au procureur de la République près le tribunal de grande instance dans le ressort duquel le candidat a sa résidence ou son siège social. Le procureur de la République instruit la demande et vérifie que le candidat remplit les conditions requises. Il recueille tous renseignements sur les mérites de celui-ci ainsi que l'avis du juge aux affaires familiales et du juge des tutelles.

Au cours de la deuxième semaine du mois de septembre, le procureur de la République transmet les candidatures au procureur général qui saisit le premier président de la cour d'appel aux fins d'examen par l'assemblée générale des magistrats du siège de la cour d'appel.

Article 5

L'assemblée générale des magistrats du siège de la cour d'appel dresse la liste des enquêteurs sociaux au cours de la

première quinzaine du mois de novembre.

L'assemblée générale peut se tenir en commission restreinte.

Les tribunaux de grande instance sont représentés à l'assemblée générale, même si celle-ci siège en commission restreinte, par un de leurs membres qui participe avec voix consultative à l'examen des demandes. Toutefois, le premier président peut dispenser certaines juridictions de se faire représenter, pourvu qu'un membre au moins d'un tribunal de grande instance siège à l'assemblée générale.

Le premier président désigne un ou plusieurs magistrats du siège pour exercer les fonctions de rapporteur.

L'assemblée générale se prononce après avoir entendu le magistrat chargé du rapport et le ministère public.

Article 6

A l'expiration du délai de cinq ans, la liste est intégralement renouvelée. Les personnes concernées déposent une nouvelle demande. Celle-ci est instruite conformément aux dispositions des articles 4 et 5.

Article 7

La radiation d'un enquêteur social peut être prononcée par l'assemblée générale de la cour d'appel à la demande de l'intéressé ou à l'initiative du premier président ou du procureur général, dès lors que l'une des conditions prévues aux articles 2 et 3 cesse d'être remplie ou que l'enquêteur n'a pas agi avec la diligence nécessaire.

En cas d'urgence, le premier président peut prononcer, à titre provisoire, la radiation de l'enquêteur pour une durée qui ne peut excéder trois mois.

Un extrait de la décision de retrait ou de radiation, ne comportant que la mention de la mesure prise, est annexé à la liste annuelle tenue à la disposition du public.

Article 8

Les décisions de refus d'inscription, de retrait ou de radiation prises sur le fondement des articles 5, 6 et 7 sont motivées. Sauf le cas où elles interviennent à la demande de l'intéressé, celui-ci est mis en mesure de présenter ses observations. Ces décisions sont notifiées à l'intéressé.

La décision de refus d'inscription ou de radiation ne peut donner lieu qu'à un recours devant la Cour de cassation dans un délai d'un mois par déclaration au greffe de la Cour de cassation ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée à ce greffe. Le délai court, à l'égard du procureur général, du jour de la notification du procès-verbal établissant la liste des enquêteurs sociaux et, à l'égard de l'enquêteur social, du jour de la notification de la décision. Le recours à l'encontre des décisions de retrait ou de radiation est suspensif.

Article 9

Lors de leur première inscription sur la liste ou de leur réinscription après radiation, les enquêteurs sociaux prêtent serment devant la cour d'appel. La formule du serment est la suivante : « Je jure d'exercer ma mission d'enquêteur social en mon honneur et conscience et de ne rien révéler ou utiliser de ce qui sera porté à ma connaissance à cette occasion. »

Pour une personne morale, le serment est prêté par son président ou son mandataire social ou, à titre exceptionnel, par une personne désignée spécialement à cet effet.

En cas d'empêchement grave, le premier président de la cour d'appel peut autoriser l'enquêteur à prêter serment par écrit.

Article 10

Pour l'application du présent décret à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon, les termes énumérés ci-après sont remplacés comme suit :

- 1° « tribunal de grande instance » par : « tribunal de première instance » ;
- 2° « cour » ou « cour d'appel » par : « tribunal supérieur d'appel » ;
- 3° « juge d'instance » par : « président du tribunal de première instance ou son délégué » ;
- 4° « premier président de la cour d'appel » par : « président du tribunal supérieur d'appel » ;
- 5° « procureur de la République » par : « procureur de la République près le tribunal de première instance » ;
- 6° « procureur général » par : « procureur de la République près le tribunal supérieur d'appel ».

Article 11

L'article R. 312-43 du code de l'organisation judiciaire est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article R. 312-43.-L'assemblée des magistrats du siège de la cour d'appel dresse :

1° La liste des experts près la cour d'appel dans les conditions prévues par les articles 6 à 16 du décret n° 2004-1463 du 23 décembre 2004 relatif aux experts judiciaires ;

2° La liste des enquêteurs sociaux près la cour d'appel dans les conditions prévues par les articles 4 et 5 du décret n° 2009-285 du 12 mars 2009. »

CHAPITRE II : TARIFICATION DES ENQUETES SOCIALES

Article 12

Le juge alloue, par enquête, aux enquêteurs sociaux désignés en application des articles 1072 et 1248 du code de procédure civile une rémunération forfaitaire fixée par arrêté conjoint du ministre chargé du budget et du garde des sceaux, ministre de la justice. Elle peut être réduite, après recueil des observations des intéressés, en cas de retard dans l'accomplissement de la mission ou d'insuffisance du rapport.

En cas d'impossibilité pour l'enquêteur d'accomplir sa mission pour une cause qui lui est étrangère, le juge peut, sous réserve que l'enquêteur justifie des diligences accomplies, allouer une indemnité de carence. Ses modalités sont fixées par l'arrêté prévu à l'alinéa 1.

Dans tous les cas, les enquêteurs sont remboursés de leurs frais de déplacement, calculés dans les conditions prévues par le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat.

Article 13

A l'article 695 du code de procédure civile, il est ajouté un onzième alinéa rédigé comme suit :

« 10° Les enquêtes sociales ordonnées en application des articles 1072 et 1248. »

Article 14

L'article 12 s'applique aux enquêtes sociales ordonnées à compter de la date de publication de l'arrêté qu'il prévoit.

Article 15

Le décret n° 76-998 du 4 novembre 1976 relatif à la rémunération des personnes chargées des enquêtes sociales en matière de divorce et de séparation de corps est abrogé.

Article 16

La garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 12 mars 2009.

François Fillon

Par le Premier ministre :

La garde des sceaux, ministre de la justice, Rachida Dati

Le ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique, Eric Woerth

**Arrêté du 13 janvier 2011 pris en application de l'article 12 du décret n° 2009-285
du 12 mars 2009 relatif aux enquêteurs sociaux et à la tarification des enquêtes
sociales en matière civile**

Le garde des sceaux, ministre de la justice et des libertés, et le ministre du budget, des comptes publics, de la fonction publique et de la réforme de l'Etat, porte-parole du Gouvernement,
Vu le code civil, notamment son article 373-2-12 ;
Vu le code de procédure civile, notamment ses articles 1072, 1171 et 1221 ;
Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles 800 et R. 93 ;
Vu le décret n° 2009-285 du 12 mars 2009 relatif aux enquêteurs sociaux et à la tarification des enquêtes sociales en matière civile,

ARRESENT

Article 1

Les dispositions de l'article A. 43-12 du code de procédure pénale sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Article A. 43-12.-Le tarif de l'enquête sociale mentionnée aux articles 1072, 1171 et 1221 du code de procédure civile est fixé à 600 euros pour une personne physique et à 700 euros pour une personne morale.

Le montant de l'indemnité de carence est fixé à 30 euros.

Le montant de l'indemnité de déplacement est fixé à 50 euros. »

Article 2

La directrice des services judiciaires du ministère de la justice et des libertés et le directeur du budget du ministère du budget, des comptes publics, de la fonction publique et de la réforme de l'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 13 janvier 2011.

Le garde des sceaux, ministre de la justice et des libertés,

Pour le ministre et par délégation :

La directrice des services judiciaires, V. Malbec

Le ministre du budget, des comptes publics, de la fonction publique et de la réforme de l'Etat, porte-parole du Gouvernement,

Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement du directeur du budget :

La sous-directrice, M.-A. Ravon

Annexe : Arrêté du 12 mars 2009 pris en application de l'article 12 du décret n° 2009-285 du 12 mars 2009 relatif aux enquêteurs sociaux et à la tarification des enquêtes sociales en matière civile

*La garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique,
Vu le code civil, notamment son article 373-2-12 ;
Vu le code de procédure civile, notamment ses articles 1072 et 1248 ;
Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles 800 et R. 93 ;
Vu le décret n° 2009-285 du 12 mars 2009 relatif aux enquêteurs sociaux et à la tarification des enquêtes sociales en matière civile,*

ARRESENT

Article 1

Après l'article A. 43-11 du code de procédure pénale (partie Arrêtés), il est inséré un article A. 43-12 ainsi rédigé :

« Article A. 43-12.-Le tarif de l'enquête sociale mentionnée aux articles 1072 et 1248 du code de procédure civile est fixé à 500 euros.

Le montant de l'indemnité de carence est fixé à 30 euros.»

Article 2

La directrice des services judiciaires du ministère de la justice et le directeur du budget du ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 12 mars 2009.

*La garde des sceaux, ministre de la justice,
Pour la ministre et par délégation :
La directrice des services judiciaires, D. Lottin
Le ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique,
Pour le ministre et par délégation :
Par empêchement du directeur du budget :
La sous-directrice, M.-A. Ravon*

PROTECTION INTERNATIONALE DES ADULTES

**Décret n° 2008-1547 du 30 décembre 2008,
portant publication de la convention sur la protection internationale des adultes,
faite à La Haye le 13 janvier 2000, signée par la France le 13 juillet 2001 (1) ratifiée
le 18 septembre 2008**

Le Président de la République,
Sur le rapport du Premier ministre et du ministre des affaires étrangères et européennes,
Vu les articles 52 à 55 de la Constitution ;
Vu la loi n° 2008-737 du 28 juillet 2008 autorisant la ratification de la convention de La Haye du 13 janvier 2000 sur la protection internationale des adultes ;
Vu le décret n° 53-192 du 14 mars 1953 modifié relatif à la ratification et à la publication des engagements internationaux souscrits par la France,

DECRETE

Article 1

La convention sur la protection internationale des adultes, faite à La Haye le 13 janvier 2000, signée par la France le 13 juillet 2001, sera publiée au Journal officiel de la République française.

Article 2

Le Premier ministre et le ministre des affaires étrangères et européennes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

A N N E X E

CONVENTION SUR LA PROTECTION INTERNATIONALE DES ADULTES

Les Etats signataires de la présente Convention ;

Considérant qu'il convient d'assurer dans les situations à caractère international la protection des adultes qui, en raison d'une altération ou d'une insuffisance de leurs facultés personnelles, ne sont pas en état de pourvoir à leurs intérêts ;

Désirant éviter des conflits entre leurs systèmes juridiques en matière de compétence, loi applicable, reconnaissance et exécution des mesures de protection des adultes ;

Rappelant l'importance de la coopération internationale pour la protection des adultes ;

Affirmant que l'intérêt de l'adulte ainsi que le respect de sa dignité et de sa volonté doivent être des considérations primordiales,

Sont convenus des dispositions suivantes :

Chapitre Ier

Champ d'application de la convention

Article 1er

1. La présente Convention s'applique, dans les situations à caractère international, à la protection des adultes qui, en raison d'une altération ou d'une insuffisance de leurs facultés personnelles, ne sont pas en état de pourvoir à leurs intérêts.

2. Elle a pour objet :

- a) De déterminer l'Etat dont les autorités ont compétence pour prendre des mesures tendant à la protection de la personne ou des biens de l'adulte ;
- b) De déterminer la loi applicable par ces autorités dans l'exercice de leur compétence ;
- c) De déterminer la loi applicable à la représentation de l'adulte ;
- d) D'assurer la reconnaissance et l'exécution des mesures de protection dans tous les Etats contractants ;
- e) D'établir entre les autorités des Etats contractants la coopération nécessaire à la réalisation des objectifs de la Convention.

Article 2

1. Au sens de la présente Convention, un adulte est une personne ayant atteint l'âge de 18 ans.

2. La Convention s'applique également aux mesures concernant un adulte qui n'avait pas atteint l'âge de 18 ans lorsqu'elles ont été prises.

Article 3

Les mesures prévues à l'article 1er peuvent porter notamment sur :

- a) La détermination de l'incapacité et l'institution d'un régime de protection ;
- b) La mise de l'adulte sous la sauvegarde d'une autorité judiciaire ou administrative ;
- c) La tutelle, la curatelle et les institutions analogues ;
- d) La désignation et les fonctions de toute personne ou organisme chargé de s'occuper de la personne ou des biens de l'adulte, de le représenter ou de l'assister ;
- e) Le placement de l'adulte dans un établissement ou tout autre lieu où sa protection peut être assurée ;
- f) L'administration, la conservation ou la disposition des biens de l'adulte ;
- g) L'autorisation d'une intervention ponctuelle pour la protection de la personne ou des biens de l'adulte.

Article 4

1. Sont exclus du domaine de la Convention :

- a) Les obligations alimentaires ;
- b) La formation, l'annulation et la dissolution du mariage ou d'une relation analogue ainsi que la séparation de corps ;
- c) Les régimes matrimoniaux et les régimes de même nature applicables aux relations analogues au mariage ;

- d) Les trusts et successions ;
- e) La sécurité sociale ;
- f) Les mesures publiques de caractère général en matière de santé ;
- g) Les mesures prises à l'égard d'une personne en conséquence d'infractions pénales commises par cette personne ;
- h) Les décisions sur le droit d'asile et en matière d'immigration ;
- i) Les mesures ayant pour seul objet de sauvegarder la sécurité publique.

2. Le paragraphe 1 n'affecte pas, dans les matières qui y sont mentionnées, la qualité d'une personne à agir comme représentant de l'adulte.

Chapitre II **Compétence**

Article 5

1. Les autorités, tant judiciaires qu'administratives, de l'Etat contractant de la résidence habituelle de l'adulte sont compétentes pour prendre des mesures tendant à la protection de sa personne ou de ses biens.
2. En cas de changement de la résidence habituelle de l'adulte dans un autre Etat contractant, sont compétentes les autorités de l'Etat de la nouvelle résidence habituelle.

Article 6

1. Pour les adultes qui sont réfugiés et ceux qui, par suite de troubles survenant dans leur pays, sont internationalement déplacés, les autorités de l'Etat contractant sur le territoire duquel ces adultes sont présents du fait de leur déplacement exercent la compétence prévue à l'article 5, paragraphe 1.
2. La disposition du paragraphe précédent s'applique également aux adultes dont la résidence habituelle ne peut être établie.

Article 7

1. Sauf pour les adultes qui sont réfugiés ou qui, par suite de troubles survenant dans l'Etat de leur nationalité, sont internationalement déplacés, les autorités d'un Etat contractant dont l'adulte possède la nationalité sont compétentes pour prendre des mesures tendant à la protection de sa personne ou de ses biens, si elles considèrent qu'elles sont mieux à même d'apprécier l'intérêt de l'adulte et après avoir avisé les autorités compétentes en vertu des articles 5 ou 6, paragraphe 2.
2. Cette compétence ne peut être exercée si les autorités compétentes en vertu des articles 5, 6, paragraphe 2, ou 8 ont informé les autorités de l'Etat national de l'adulte qu'elles ont pris toutes les mesures requises par la situation ou décidé qu'aucune mesure ne devait être prise ou qu'une procédure est pendante devant elles.
3. Les mesures prises en vertu du paragraphe 1 cessent d'avoir effet dès que les autorités compétentes en vertu des articles 5, 6, paragraphe 2, ou 8 ont pris des mesures requises par la situation ou ont décidé qu'il n'y a pas lieu de prendre des mesures. Ces autorités en informent les autorités ayant pris les mesures en application du paragraphe 1.

Article 8

1. Les autorités de l'Etat contractant ayant compétence en vertu des articles 5 ou 6, si elles considèrent que tel est l'intérêt de l'adulte, peuvent, de leur propre initiative ou à la demande de l'autorité d'un autre Etat contractant, requérir les autorités de l'un des Etats mentionnés au paragraphe 2 de prendre des mesures tendant à la protection de la personne ou des biens de l'adulte. La requête peut porter sur tout ou partie de cette protection.

2. Les Etats contractants dont une autorité peut être requise dans les conditions fixées au paragraphe précédent sont :

- a) Un Etat dont l'adulte possède la nationalité ;
- b) L'Etat de la précédente résidence habituelle de l'adulte ;
- c) Un Etat dans lequel sont situés des biens de l'adulte ;
- d) L'Etat dont les autorités ont été choisies par écrit par l'adulte pour prendre des mesures tendant à sa protection ;
- e) L'Etat de la résidence habituelle d'une personne proche de l'adulte disposée à prendre en charge sa protection ;
- f) L'Etat sur le territoire duquel l'adulte est présent, en ce qui concerne la protection de sa personne.

3. Dans le cas où l'autorité désignée en vertu des dispositions des paragraphes précédents n'accepte pas sa compétence, les autorités de l'Etat contractant ayant compétence en vertu des articles 5 ou 6 conservent la compétence.

Article 9

Les autorités d'un Etat contractant dans lequel se trouvent des biens de l'adulte sont compétentes pour prendre des mesures de protection relatives à ces biens, pour autant que ces mesures soient compatibles avec celles prises par les autorités compétentes en vertu des articles 5 à 8.

Article 10

1. Dans tous les cas d'urgence, les autorités de chaque Etat contractant sur le territoire duquel se trouvent l'adulte ou des biens lui appartenant sont compétentes pour prendre les mesures de protection nécessaires.

2. Les mesures prises en application du paragraphe précédent à l'égard d'un adulte ayant sa résidence habituelle dans un Etat contractant cessent d'avoir effet dès que les autorités compétentes en vertu des articles 5 à 9 ont pris les mesures exigées par la situation.

3. Les mesures prises en application du paragraphe 1 à l'égard d'un adulte ayant sa résidence habituelle dans un Etat non contractant cessent d'avoir effet dans chaque Etat contractant dès qu'y sont reconnues les mesures exigées par la situation, prises par les autorités d'un autre Etat.

4. Les autorités ayant pris des mesures en application du paragraphe 1 en informent, dans la mesure du possible, les autorités de l'Etat contractant de la résidence habituelle de l'adulte.

Article 11

1. A titre d'exception, les autorités d'un Etat contractant sur le territoire duquel l'adulte est présent sont compétentes pour prendre des mesures concernant la protection de la personne de l'adulte, ayant un caractère temporaire et une efficacité territoriale restreinte à cet Etat, pour autant que ces mesures soient compatibles avec celles déjà prises par les autorités compétentes en vertu des articles 5 à 8 et après avoir avisé les autorités compétentes en vertu de l'article 5.

2. Les mesures prises en application du paragraphe précédent à l'égard d'un adulte ayant sa résidence habituelle dans un Etat contractant cessent d'avoir effet dès que les autorités compétentes en vertu des articles 5 à 8 se sont prononcées sur les mesures que pourrait exiger la situation.

Article 12

Sous réserve de l'article 7, paragraphe 3, les mesures prises en application des articles 5 à 9 restent en vigueur dans les limites qui sont les leurs, même lorsqu'un changement des circonstances a fait disparaître l'élément sur lequel était fondée la compétence, tant que les autorités compétentes en vertu de la Convention ne les ont pas modifiées, remplacées ou levées.

Chapitre III

Loi applicable

Article 13

1. Dans l'exercice de la compétence qui leur est attribuée par les dispositions du chapitre II, les autorités des Etats contractants appliquent leur loi.
2. Toutefois, dans la mesure où la protection de la personne ou des biens de l'adulte le requiert, elles peuvent exceptionnellement appliquer ou prendre en considération la loi d'un autre Etat avec lequel la situation présente un lien étroit.

Article 14

Lorsqu'une mesure prise dans un Etat contractant est mise en œuvre dans un autre Etat contractant, les conditions de son application sont régies par la loi de cet autre Etat.

Article 15

1. L'existence, l'étendue, la modification et l'extinction des pouvoirs de représentation conférés par un adulte, soit par un accord, soit par un acte unilatéral, pour être exercés lorsque cet adulte sera hors d'état de pourvoir à ses intérêts, sont régies par la loi de l'Etat de la résidence habituelle de l'adulte au moment de l'accord ou de l'acte unilatéral, à moins qu'une des lois mentionnées au paragraphe 2, ait été désignée expressément par écrit.
2. Les Etats dont la loi peut être désignée sont les suivants :
 - a) Un Etat dont l'adulte possède la nationalité ;
 - b) L'Etat d'une résidence habituelle précédente de l'adulte ;
 - c) Un Etat dans lequel sont situés des biens de l'adulte, pour ce qui concerne ces biens.
3. Les modalités d'exercice de ces pouvoirs de représentation sont régies par la loi de l'Etat où ils sont exercés.

Article 16

Les pouvoirs de représentation prévus à l'article 15, lorsqu'ils ne sont pas exercés de manière à assurer suffisamment la protection de la personne ou des biens de l'adulte, peuvent être retirés ou modifiés par des mesures prises par une autorité ayant compétence selon la Convention. Pour retirer ou modifier ces pouvoirs de représentation, la loi déterminée à l'article 15 doit être prise en considération dans la mesure du possible.

Article 17

1. La validité d'un acte passé entre un tiers et une autre personne qui aurait la qualité de représentant de l'adulte selon la loi de l'Etat où l'acte a été passé ne peut être contestée, ni la responsabilité du tiers engagée, pour le seul motif que l'autre personne n'avait pas la qualité de représentant en vertu de la loi désignée par les dispositions du présent chapitre, sauf si le tiers savait ou devait savoir que cette qualité était régie par cette loi.
2. Le paragraphe précédent ne s'applique que dans le cas où l'acte a été passé entre personnes présentes sur le territoire d'un même Etat.

Article 18

Les dispositions du présent chapitre sont applicables même si la loi qu'elles désignent est celle d'un Etat non contractant.

Article 19

Au sens du présent chapitre, le terme « loi » désigne le droit en vigueur dans un Etat, à l'exclusion des règles de conflit de lois.

Article 20

Le présent chapitre ne porte pas atteinte aux dispositions de la loi de l'Etat dans lequel la protection de l'adulte doit être assurée, dont l'application s'impose quelle que soit la loi qui serait autrement applicable.

Article 21

L'application de la loi désignée par les dispositions du présent chapitre ne peut être écartée que si cette application est manifestement contraire à l'ordre public.

Chapitre IV Reconnaissance et exécution

Article 22

1. Les mesures prises par les autorités d'un Etat contractant sont reconnues de plein droit dans les autres Etats contractants.

2. Toutefois, la reconnaissance peut être refusée :

- a) Si la mesure a été prise par une autorité dont la compétence n'était pas fondée sur un chef de compétence prévu ou conforme aux dispositions du chapitre II ;
- b) Si la mesure a été prise, hors le cas d'urgence, dans le cadre d'une procédure judiciaire ou administrative, sans qu'ait été donnée à l'adulte la possibilité d'être entendu, en violation des principes fondamentaux de procédure de l'Etat requis ;
- c) Si la reconnaissance est manifestement contraire à l'ordre public de l'Etat requis ou est contraire à une disposition de la loi de cet Etat dont l'application s'impose quelle que soit la loi qui serait autrement applicable ;
- d) Si la mesure est incompatible avec une mesure prise postérieurement dans un Etat non contractant qui aurait été compétent en vertu des articles 5 à 9, lorsque cette dernière mesure réunit les conditions nécessaires à sa reconnaissance dans l'Etat requis ;
- e) Si la procédure prévue à l'article 33 n'a pas été respectée.

Article 23

Sans préjudice de l'article 22, paragraphe 1, toute personne intéressée peut demander aux autorités compétentes d'un Etat contractant qu'il soit statué sur la reconnaissance ou la non-reconnaissance d'une mesure prise dans un autre Etat contractant. La procédure est régie par la loi de l'Etat requis.

Article 24

L'autorité de l'Etat requis est liée par les constatations de fait sur lesquelles l'autorité de l'Etat qui a pris la mesure a fondé sa compétence.

Article 25

- 1. Si les mesures prises dans un Etat contractant et qui y sont exécutoires comportent des actes d'exécution dans un autre Etat contractant, elles sont, dans cet autre Etat, déclarées exécutoires ou enregistrées aux fins d'exécution, sur requête de toute partie intéressée, selon la procédure prévue par la loi de cet Etat.
- 2. Chaque Etat contractant applique à la déclaration d'exequatur ou à l'enregistrement une procédure simple et rapide.

3. La déclaration d'exequatur ou l'enregistrement ne peuvent être refusés que pour l'un des motifs prévus à l'article 22, paragraphe 2.

Article 26

Sous réserve de ce qui est nécessaire pour l'application des articles qui précèdent, l'autorité de l'Etat requis ne procédera à aucune révision au fond de la mesure prise.

Article 27

Les mesures prises dans un Etat contractant, qui sont déclarées exécutoires ou enregistrées aux fins d'exécution dans un autre Etat contractant, y sont mises à exécution comme si elles avaient été prises par les autorités de cet autre Etat. La mise à exécution des mesures se fait conformément à la loi de l'Etat requis dans les limites qui y sont prévues.

Chapitre V Coopération

Article 28

1. Chaque Etat contractant désigne une Autorité centrale chargée de satisfaire aux obligations qui lui sont imposées par la Convention.
2. Un Etat fédéral, un Etat dans lequel plusieurs systèmes de droit sont en vigueur ou un Etat ayant des unités territoriales autonomes est libre de désigner plus d'une Autorité centrale et de spécifier l'étendue territoriale ou personnelle de leurs fonctions. L'Etat qui fait usage de cette faculté désigne l'Autorité centrale à laquelle toute communication peut être adressée en vue de sa transmission à l'Autorité centrale compétente au sein de cet Etat.

Article 29

1. Les Autorités centrales doivent coopérer entre elles et promouvoir la coopération entre les autorités compétentes de leur Etat pour réaliser les objectifs de la Convention.
2. Elles prennent, dans le cadre de l'application de la Convention, les dispositions appropriées pour fournir des informations sur leur législation, ainsi que sur les services disponibles dans leur Etat en matière de protection de l'adulte.

Article 30

L'Autorité centrale d'un Etat contractant prend, soit directement, soit avec le concours d'autorités publiques ou d'autres organismes, toutes dispositions appropriées pour :

- a) Faciliter les communications, par tous les moyens, entre les autorités compétentes dans les situations auxquelles s'applique la Convention ;
- b) Aider, sur demande d'une autorité compétente d'un autre Etat contractant, à localiser l'adulte lorsqu'il paraît que celui-ci est présent sur le territoire de l'Etat requis et a besoin de protection.

Article 31

Les autorités compétentes d'un Etat contractant peuvent encourager, soit directement, soit par l'entremise d'autres organismes, l'utilisation de la médiation, de la conciliation ou de tout autre mode analogue permettant les ententes à l'amiable sur la protection de la personne ou des biens de l'adulte, dans les situations auxquelles s'applique la Convention.

Article 32

1. Lorsqu'une mesure de protection est envisagée, les autorités compétentes en vertu de la Convention peuvent, si la situation de l'adulte l'exige, demander à toute autorité d'un autre Etat contractant qui détient des informations utiles pour la protection de l'adulte de les lui communiquer.
2. Chaque Etat contractant peut déclarer que les demandes prévues au paragraphe 1 ne pourront être acheminées que par l'intermédiaire de son Autorité centrale.
3. Les autorités compétentes d'un Etat contractant peuvent demander aux autorités d'un autre Etat contractant de prêter leur assistance à la mise en œuvre de mesures de protection prises en application de la Convention.

Article 33

1. Lorsque l'autorité compétente en vertu des articles 5 à 8 envisage le placement de l'adulte dans un établissement ou tout autre lieu où sa protection peut être assurée, et que ce placement aura lieu dans un autre Etat contractant, elle consulte au préalable l'Autorité centrale ou une autre autorité compétente de ce dernier Etat. Elle lui communique à cet effet un rapport sur l'adulte et les motifs de sa proposition sur le placement.
2. La décision de placement ne peut être prise dans l'Etat requérant si l'Autorité centrale ou une autre autorité compétente de l'Etat requis manifeste son opposition dans un délai raisonnable.

Article 34

Dans le cas où l'adulte est exposé à un grave danger, les autorités compétentes de l'Etat contractant dans lequel des mesures de protection de cet adulte ont été prises ou sont en voie de l'être, si elles sont informées du changement de résidence ou de la présence de l'adulte dans un autre Etat, avisent les autorités de cet Etat de ce danger et des mesures prises ou en cours d'examen.

Article 35

Une autorité ne peut demander ou transmettre des informations en application de ce chapitre si elle est d'avis qu'une telle demande ou transmission pourrait mettre en danger la personne ou les biens de l'adulte, ou constituer une menace grave pour la liberté ou la vie d'un membre de sa famille.

Article 36

1. Sans préjudice de la possibilité de réclamer des frais raisonnables correspondant aux services fournis, les Autorités centrales et les autres autorités publiques des Etats contractants supportent leurs frais découlant de l'application des dispositions du présent chapitre.
2. Un Etat contractant peut conclure des accords avec un ou plusieurs autres Etats contractants sur la répartition des frais.

Article 37

Tout Etat contractant pourra conclure avec un ou plusieurs autres Etats contractants des accords en vue de favoriser dans leurs rapports réciproques l'application du présent chapitre. Les Etats qui ont conclu de tels accords en transmettront une copie au dépositaire de la Convention.

Chapitre VI **Dispositions générales**

Article 38

1. Les autorités de l'Etat contractant dans lequel une mesure de protection a été prise ou un pouvoir de représentation confirmé peuvent délivrer à toute personne à qui est confiée la protection de la personne ou des biens de l'adulte, à sa demande, un certificat indiquant sa qualité et les pouvoirs qui lui sont conférés.

2. La qualité et les pouvoirs indiqués par le certificat sont tenus pour établis, à la date du certificat, sauf preuve contraire.
3. Chaque Etat contractant désigne les autorités habilitées à établir le certificat.

Article 39

Les données personnelles rassemblées ou transmises conformément à la Convention ne peuvent être utilisées à d'autres fins que celles pour lesquelles elles ont été rassemblées ou transmises.

Article 40

Les autorités auxquelles des informations sont transmises en assurent la confidentialité conformément à la loi de leur Etat.

Article 41

Les documents transmis ou délivrés en application de la Convention sont dispensés de toute légalisation ou de toute formalité analogue.

Article 42

Chaque Etat contractant peut désigner les autorités à qui les demandes prévues aux articles 8 et 33 doivent être envoyées.

Article 43

1. Les désignations mentionnées aux articles 28 et 42 seront communiquées au Bureau permanent de la Conférence de La Haye de droit international privé au plus tard à la date du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation de la Convention ou de l'adhésion à celle-ci. Les modifications de ces désignations seront également communiquées au Bureau permanent.
2. La déclaration mentionnée à l'article 32, paragraphe 2, est faite au dépositaire de la Convention.

Article 44

Un Etat contractant dans lequel des systèmes de droit ou des ensembles de règles différents s'appliquent en matière de protection de la personne ou des biens de l'adulte n'est pas tenu d'appliquer les règles de la Convention aux conflits concernant uniquement ces différents systèmes ou ensembles de règles.

Article 45

Au regard d'un Etat dans lequel deux ou plusieurs systèmes de droit ou ensembles de règles ayant trait aux questions régies par la présente Convention s'appliquent dans des unités territoriales différentes :

- a) Toute référence à la résidence habituelle dans cet Etat vise la résidence habituelle dans une unité territoriale ;
- b) Toute référence à la présence de l'adulte dans cet Etat vise la présence de l'adulte dans une unité territoriale ;
- c) Toute référence à la situation des biens de l'adulte dans cet Etat vise la situation des biens de l'adulte dans une unité territoriale ;
- d) Toute référence à l'Etat dont l'adulte possède la nationalité vise l'unité territoriale désignée par la loi de cet Etat ou, en l'absence de règles pertinentes, l'unité territoriale avec laquelle l'adulte présente le lien le plus étroit ;
- e) Toute référence à l'Etat dont les autorités ont été choisies par l'adulte vise :
 - l'unité territoriale si l'adulte a choisi les autorités de cette unité territoriale ;
 - l'unité territoriale d'un Etat avec laquelle l'adulte présente le lien le plus étroit si l'adulte a choisi les autorités de cet Etat sans spécifier l'unité territoriale dans l'Etat ;

- f) Toute référence à la loi d'un Etat avec lequel la situation présente un lien étroit vise la loi d'une unité territoriale avec laquelle la situation présente un lien étroit ;
- g) Toute référence à la loi, à la procédure ou à l'autorité de l'Etat où une mesure a été prise vise la loi ou la procédure en vigueur dans cette unité territoriale ou l'autorité de l'unité territoriale dans laquelle cette mesure a été prise ;
- h) Toute référence à la loi, à la procédure ou à l'autorité de l'Etat requis vise la loi ou la procédure en vigueur dans cette unité territoriale ou l'autorité de l'unité territoriale dans laquelle la reconnaissance ou l'exécution est invoquée ;
- i) Toute référence à l'Etat de la mise en œuvre de la mesure de protection vise l'unité territoriale de la mise en œuvre de la mesure ;
- j) Toute référence aux organismes ou autorités de cet Etat, autres que les Autorités centrales, vise les organismes ou autorités habilités à agir dans l'unité territoriale concernée.

Article 46

Pour identifier la loi applicable en vertu du chapitre III, lorsqu'un Etat comprend deux ou plusieurs unités territoriales dont chacune a son propre système de droit ou un ensemble de règles ayant trait aux questions régies par la présente Convention, les règles suivantes s'appliquent :

- a) En présence de règles en vigueur dans cet Etat identifiant l'unité territoriale dont la loi est applicable, la loi de cette unité s'applique ;
- b) En l'absence de telles règles, la loi de l'unité territoriale définie selon les dispositions de l'article 45 s'applique.

Article 47

Pour identifier la loi applicable en vertu du chapitre III, lorsqu'un Etat comprend deux ou plusieurs systèmes de droit ou ensembles de règles applicables à des catégories différentes de personnes pour les questions régies par la présente Convention, les règles suivantes s'appliquent :

- a) En présence de règles en vigueur dans cet Etat identifiant laquelle de ces lois est applicable, cette loi s'applique ;
- b) En l'absence de telles règles, la loi du système ou de l'ensemble de règles avec lequel l'adulte présente le lien le plus étroit s'applique.

Article 48

Dans les rapports entre les Etats contractants, la présente Convention remplace la Convention concernant l'interdiction et les mesures de protection analogues, signée à La Haye le 17 juillet 1905.

Article 49

1. La Convention ne déroge pas aux instruments internationaux auxquels des Etats contractants sont Parties et qui contiennent des dispositions sur les matières réglées par la présente Convention, à moins qu'une déclaration contraire ne soit faite par les Etats liés par de tels instruments.
2. La Convention n'affecte pas la possibilité pour un ou plusieurs Etats contractants de conclure des accords qui contiennent, en ce qui concerne les adultes résidant habituellement dans l'un des Etats Parties à de tels accords, des dispositions sur les matières réglées par la présente Convention.
3. Les accords à conclure par un ou plusieurs Etats contractants sur des matières réglées par la présente Convention n'affectent pas, dans les rapports de ces Etats avec les autres Etats contractants, l'application des dispositions de la présente Convention.
4. Les paragraphes précédents s'appliquent également aux lois uniformes reposant sur l'existence entre les Etats concernés de liens spéciaux, notamment de nature régionale.

Article 50

1. La Convention ne s'applique qu'aux mesures prises dans un Etat après l'entrée en vigueur de la Convention pour cet Etat.
2. La Convention s'applique à la reconnaissance et à l'exécution des mesures prises après son entrée en vigueur dans les rapports entre l'Etat où les mesures ont été prises et l'Etat requis.

3. La Convention s'applique à compter de son entrée en vigueur dans un Etat contractant aux pouvoirs de représentation conférés antérieurement dans des conditions correspondant à celles prévues à l'article 15.

Article 51

1. Toute communication à l'Autorité centrale ou à toute autre autorité d'un Etat contractant est adressée dans la langue originale et accompagnée d'une traduction dans la langue officielle ou l'une des langues officielles de cet Etat ou, lorsque cette traduction est difficilement réalisable, d'une traduction en français ou en anglais.

2. Toutefois, un Etat contractant pourra, en faisant une réserve conformément à l'article 56, s'opposer à l'utilisation soit du français, soit de l'anglais.

Article 52

Le secrétaire général de la Conférence de La Haye de droit international privé convoque périodiquement une Commission spéciale afin d'examiner le fonctionnement pratique de la Convention.

Chapitre VII **Clauses finales**

Article 53

1. La Convention est ouverte à la signature des Etats qui étaient membres de la Conférence de La Haye de droit international privé le 2 octobre 1999.

2. Elle sera ratifiée, acceptée ou approuvée et les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du ministère des affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas, dépositaire de la Convention.

Article 54

1. Tout autre Etat pourra adhérer à la Convention après son entrée en vigueur en vertu de l'article 57, paragraphe 1.

2. L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du dépositaire.

3. L'adhésion n'aura d'effet que dans les rapports entre l'Etat adhérent et les Etats contractants qui n'auront pas élevé d'objection à son encontre dans les six mois après la réception de la notification prévue à l'article 59, lettre b. Une telle objection pourra également être élevée par tout Etat au moment d'une ratification, acceptation ou approbation de la Convention, postérieure à l'adhésion. Ces objections seront notifiées au dépositaire.

Article 55

1. Un Etat qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent aux matières régies par la présente Convention pourra, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, déclarer que la Convention s'appliquera à toutes ses unités territoriales ou seulement à l'une ou à plusieurs d'entre elles, et pourra à tout moment modifier cette déclaration en faisant une nouvelle déclaration.

2. Ces déclarations seront notifiées au dépositaire et indiqueront expressément les unités territoriales auxquelles la Convention s'applique.

3. Si un Etat ne fait pas de déclaration en vertu du présent article, la Convention s'appliquera à l'ensemble du territoire de cet Etat.

Article 56

1. Tout Etat contractant pourra, au plus tard au moment de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, ou au moment d'une déclaration faite en vertu de l'article 55, faire la réserve prévue à l'article 51, paragraphe 2. Aucune autre réserve ne sera admise.

2. Tout Etat pourra, à tout moment, retirer la réserve qu'il aura faite. Ce retrait sera notifié au dépositaire.

3. L'effet de la réserve cessera le premier jour du troisième mois du calendrier après la notification mentionnée au paragraphe précédent.

Article 57

1. La Convention entrera en vigueur le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de trois mois après le dépôt du troisième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation prévu par l'article 53.

2. Par la suite, la Convention entrera en vigueur :

- a) Pour chaque Etat ratifiant, acceptant ou approuvant postérieurement, le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de trois mois après le dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion ;
- b) Pour chaque Etat adhérent, le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de trois mois après l'expiration du délai de six mois prévu à l'article 54, paragraphe 3 ;
- c) Pour les unités territoriales auxquelles la Convention a été étendue conformément à l'article 55, le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de trois mois après la notification visée dans cet article.

Article 58

1. Tout Etat partie à la Convention pourra dénoncer celle-ci par une notification adressée par écrit au dépositaire. La dénonciation pourra se limiter à certaines unités territoriales auxquelles s'applique la Convention.

2. La dénonciation prendra effet le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de douze mois après la date de réception de la notification par le dépositaire. Lorsqu'une période plus longue pour la prise d'effet de la dénonciation est spécifiée dans la notification, la dénonciation prendra effet à l'expiration de la période en question.

Article 59

Le dépositaire notifiera aux Etats membres de la Conférence de La Haye de droit international privé, ainsi qu'aux Etats qui auront adhéré conformément aux dispositions de l'article 54 :

- a) Les signatures, ratifications, acceptations et approbations visées à l'article 53 ;
- b) Les adhésions et les objections aux adhésions visées à l'article 54 ;
- c) La date à laquelle la Convention entrera en vigueur conformément aux dispositions de l'article 57 ;
- d) Les déclarations mentionnées aux articles 32, paragraphe 2, et 55 ;
- e) Les accords mentionnés à l'article 37 ;
- f) La réserve visée à l'article 51, paragraphe 2, et son retrait prévu à l'article 56, paragraphe 2 ;
- g) Les dénonciations visées à l'article 58.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

Fait à La Haye, le 13 janvier 2000, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats membres de la Conférence de La Haye de droit international privé le 2 octobre 1999.

Déclarations françaises

La France déclare, au titre du paragraphe 1 de l'article 28, que l'autorité centrale est le Ministère de la justice, Direction des Affaires civiles et du Sceau, sous-direction du droit économique, bureau de l'entraide civile et commerciale internationale.

La France déclare, au titre du paragraphe 2 de l'article 32, que les demandes d'informations faites par une autorité compétente en vertu de la convention, à toute autorité française détenant des informations utiles pour la protection d'un adulte, en vue de leur communication selon l'article 32, paragraphe 1, ne pourront être acheminées que par l'intermédiaire de l'autorité centrale française.

La France déclare, au titre de l'article 42, que les demandes prévues aux articles 8 et 33 devront être adressées par l'autorité compétente de l'Etat contractant au Procureur de la République près le tribunal de grande instance ou, dans les collectivités d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie, près la juridiction qui en tient lieu :

- dans le ressort duquel la mesure de protection doit être prise, s'agissant des demandes prévues à l'article 8, ou,
- dans le ressort duquel est situé l'établissement où le placement est envisagé, s'agissant des demandes prévues à l'article 33.

Fait à Paris, le 30 décembre 2008.

Par le Président de la République Nicolas Sarkozy

Le Premier ministre, François Fillon

Le ministre des affaires étrangères et européennes, Bernard Kouchner

(1) La présente convention est entrée en vigueur le 1er janvier 2009.



La Convention de La Haye du 13 janvier 2000 sur la protection internationale des adultes

Aperçu de la Convention

Introduction

Le vieillissement de la population mondiale, allié à une plus grande mobilité internationale, a rendu nécessaire une meilleure protection internationale des adultes vulnérables tant par des lois appropriées qu'à travers davantage de coopération internationale. L'augmentation de la durée de la vie dans de nombreux pays s'accompagne d'une augmentation conséquente des maladies liées au grand âge. Comme les voyages internationaux deviennent plus faciles, beaucoup de personnes atteignant l'âge de la retraite font le choix de passer la dernière partie de leur vie à l'étranger.

Les questions de droit international privé liées entre autres à la gestion ou la vente de biens appartenant à des personnes souffrant d'altérations de leurs facultés personnelles se posent de plus en plus souvent. Dans les cas où les adultes ont eux-mêmes organisé à l'avance les modalités de leur protection pour le moment où ils ne seront plus en mesure de pourvoir à leurs propres intérêts, par exemple en nommant un représentant légal, il est important que ces choix puissent être respectés à l'étranger. Des questions concernant la loi applicable, la personne pouvant représenter l'adulte et les pouvoirs qu'elle peut avoir se posent toutefois. Dans ces circonstances, il est important d'établir des règles claires désignant les autorités compétentes pour prendre toutes les mesures nécessaires à la protection de la personne ou des biens de l'adulte.

La Convention de La Haye du 13 janvier 2000 sur la protection internationale des adultes répond à bon nombre de ces questions en fournissant des règles sur la compétence, la loi applicable et la reconnaissance internationale ainsi que l'application de mesures de protection.

La Convention établit également un mécanisme de coopération entre les autorités des États contractants. Elle renforce d'importantes obligations issues de la Convention des Nations Unies du 13 décembre 2006 relative aux droits des personnes handicapées, entrée en vigueur le 3 mai 2008, notamment les dispositions des articles 12, sur la reconnaissance de la personnalité juridique dans des conditions d'égalité, et 32, sur la coopération internationale.

La Convention de 2000 sur la protection des adultes

La Convention a une structure similaire à celle de la Convention du 19 octobre 1996 concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants mais elle a été adaptée pour répondre aux besoins spécifiques des adultes vulnérables.

La Convention s'applique, dans les situations à caractère international, à «la protection des adultes qui, en raison d'une altération ou d'une insuffisance de leurs facultés personnelles, ne sont pas en état de pourvoir à leurs intérêts»¹. Un adulte est défini comme une personne ayant atteint l'âge de 18 ans, cependant la Convention s'applique également aux mesures concernant les adultes qui n'avaient pas atteint cet âge lorsqu'elles ont été prises². L'article 3 détaille les types de mesures de protection envisagées par la

¹ Article 1

² Article 2

Convention sans pour autant en fournir une liste exhaustive. Les mesures comprennent par exemple la détermination de l'incapacité, l'institution d'un régime de protection pour l'adulte, la désignation et les fonctions de toute personne chargée de représenter l'adulte ou de s'occuper de ses biens.

La Convention fournit des règles uniformes permettant de déterminer les autorités nationales compétentes pour prendre les mesures de protection nécessaires. La Convention attribue premièrement la compétence aux autorités du lieu de résidence habituelle de l'adulte³.

Cependant, la compétence des autorités de l'État dont l'adulte possède la nationalité, bien que concurrente, est également reconnue de façon subsidiaire⁴. De plus, les autorités de l'État dans lequel les biens de l'adulte sont situés peuvent être reconnues compétentes pour prendre des mesures de protection les concernant⁵, e même pour les autorités de l'État sur le territoire duquel l'adulte⁶ ou ses biens⁷ sont présents lorsqu'il s'agit de prendre des mesures d'urgence⁸ ou des mesures temporaires à efficacité territoriale restreinte pour la protection de la personne⁹. Enfin, la possibilité, pour les autorités compétentes en premier lieu, de demander aux autorités de certains autres États de prendre des mesures de protection dans l'intérêt de l'adulte apporte encore plus de souplesse¹⁰.

Généralement, lorsqu'elles exercent leur compétence dans le cadre de la Convention, les autorités des États contractants appliquent leur droit interne¹¹. Une exception à la règle générale sur le droit applicable porte sur les pouvoirs de représentation. Dans les cas où un adulte a pris à l'avance des mesures concernant ses soins et sa représentation en cas d'incapacité, la question de la validité de ces arrangements dans le nouveau pays de résidence doit être résolue. En vertu de la Convention, l'adulte peut désigner la loi applicable à l'existence, l'étendue, la modification et l'extinction des pouvoirs exercés par une personne le représentant¹². L'adulte peut choisir de désigner la loi : a) d'un État dont il possède la nationalité ; b) de l'État dans lequel il avait sa résidence habituelle ; ou c) d'un État sur le territoire duquel ses biens sont situés¹³. La Convention permet ainsi la reconnaissance de la procuration ou de dispositifs similaires dans des États contractants ne disposant pas d'institutions de ce type. Ceci donne à l'adulte l'assurance que les dispositions qu'il a prises concernant ses affaires seront respectées dans d'autres États contractants.

Sous le régime de la Convention, les mesures tendant à la protection de la personne ou des biens d'un adulte, prises dans un État contractant, seront reconnues de plein droit dans les autres États contractants. Seul un nombre limité de motifs peuvent fonder le refus de reconnaissance¹⁴. La Convention prévoit aussi l'exécution de telles mesures.

Comme plusieurs autres Conventions de La Haye récentes, la Convention de 2000 sur la protection des adultes contient des dispositions sur la coopération entre États, conçues pour améliorer la protection des adultes frappés d'incapacité. Souple et permettant l'utilisation des canaux existants, le système de coopération englobe, entre autres choses, l'échange d'informations, l'aide pour trouver des solutions consensuelles dans des affaires controversées et la localisation d'adultes disparus. Chaque État contractant doit désigner une Autorité centrale chargée de satisfaire aux obligations qui lui sont imposées par la Convention¹⁵ et qui visent en premier lieu à permettre des communications effectives et une assistance mutuelle entre États contractants.

Exemples d'application potentielle de la Convention

Les scénarios suivants sont des exemples d'application de la Convention dans des situations requérant la protection des intérêts d'un adulte.

³ Article 5

⁴ Voir article 7 et rapport explicatif de P. Lagarde

⁵ Article 9 et rapport explicatif

⁶ Article 10 et 11 et rapport explicatif

⁷ Article 10 et rapport explicatif

⁸ Ibid.

⁹ Article 11 et rapport explicatif

¹⁰ Article 8

¹¹ Article 13

¹² Article 15

¹³ Ibid.

¹⁴ Article 22

¹⁵ Article 28

1. Un écossais vit en Argentine depuis son départ à la retraite, il y a dix ans. Il possède des biens en Écosse et en Argentine. Il souffre à présent d'une démence liée à l'âge et n'est plus capable de gérer ses affaires. Les biens doivent être vendus afin de dégager les fonds nécessaires aux soins de l'homme vivant en Argentine. Il a un fils habitant en Écosse. Il y a plusieurs années, l'homme avait donné procuration à son fils pour agir à sa place dans le cas où il serait atteint d'une maladie incapacitante certifiée par un médecin écossais. Si la Convention était en vigueur entre ces pays, la procuration serait reconnue en Argentine et le fils pourrait agir au nom de son père pour prendre les mesures nécessaires au règlement de ses affaires. Les prérogatives de représentation seraient exercées conformément à la loi argentine.

2. Un homme de nationalité japonaise décède au Japon. Il laisse derrière lui une fille de 40 ans vivant au Canada qui possède les nationalités canadienne et japonaise. Elle souffre de schizophrénie et a été placée sous un régime de protection au Canada. Si la Convention était en vigueur entre les pays, les tribunaux canadiens seraient compétents pour prendre des décisions tendant à la protection de ses intérêts, puisque son pays de résidence habituelle est le Canada. La Convention garantirait la reconnaissance des prérogatives de son tuteur par le Japon et les autres États contractants. Le tuteur au Canada se verrait délivrer un certificat¹⁶ définissant ses prérogatives de représentation et serait en mesure d'agir au Japon au nom de la fille pour les questions relatives à la succession de son père.

Le texte, le statut de la Convention et le Rapport explicatif préparé par Paul Lagarde sont disponibles sur le site Internet de la Conférence de La Haye <www.hcch.net> sous la rubrique «Conventions», puis «Toutes les Conventions» et «N°35 Convention du 13 janvier 2000 sur la protection internationale des adultes.»

Coordonnées:

Conférence de La Haye de droit international privé

Bureau Permanent

6 Scheveningseweg

2517 KT La Haye

Pays-Bas

TÉLÉPHONE: +31 (0)70 363 3303

FAX: +31 (0)70 360 4867

COURRIEL: secretariat@hcch.net

SITE WEB: <http://www.hcch.net>

¹⁶ L'article 38 dispose que les autorités de l'État contractant dans lesquels une mesure de protection a été prise ou un pouvoir de représentation confirmé peuvent délivrer un certificat indiquant la qualité et les pouvoirs qui sont conférés à la personne à qui est confiée la protection de la personne ou des biens de l'adulte

**Circulaire de la Chancellerie
relative à l'entrée en application de la Convention de La Haye**



MINISTÈRE DE LA JUSTICE

- Direction des affaires Civiles et du Sceau -
Bureau de l'entraide civile et commerciale internationale

Paris, le

LA GARDE DES SCAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE,

CIRCULAIRE

pour attribution :

- MONSIEUR LE PROCUREUR GÉNÉRAL PRÈS LA COUR DE CASSATION
- MESDAMES ET MESSIEURS LES PROCUREURS GÉNÉRAUX PRÈS LES COURS D'APPEL
- MESDAMES ET MESSIEURS LES PROCUREURS PRÈS LES TRIBUNAUX SUPÉRIEURS D'APPEL
- MESDAMES ET MESSIEURS LES PROCUREURS PRÈS LES TRIBUNAUX DE GRANDE INSTANCE

et pour information :

- MONSIEUR LE PREMIER PRÉSIDENT DE LA COUR DE CASSATION
- MESDAMES ET MESSIEURS LES PREMIERS PRÉSIDENTS DES COURS D'APPEL
- MESDAMES ET MESSIEURS LES PRÉSIDENTS DES TRIBUNAUX SUPÉRIEURS D'APPEL
- MESDAMES ET MESSIEURS LES PRÉSIDENTS DES TRIBUNAUX DE GRANDE INSTANCE
- MESDAMES ET MESSIEURS LES JUGES DES TUTELLES
- MONSIEUR LE DIRECTEUR DE L'ÉCOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE
- MONSIEUR LE DIRECTEUR DE L'ÉCOLE NATIONALE DES GREFFES

Objet	Entrée en application de la convention de La Haye du 13 janvier 2000 sur la protection internationale des adultes
Circulaire numéro :	• CIV/14/08 • NOR JUS C0830965R
Réf. de classement	Bureau D3/ Entraide judiciaire civile/tutelles internationales/2008
Mots clefs	Protection internationale des majeurs, incapables majeurs, tutelles internationales, Dessaisissements internationaux en matière de protection des majeurs, Entraide judiciaire
Textes de référence	Loi n° 2008-737 du 28 juillet 2008 autorisant la ratification de la convention de La Haye du 13 janvier 2000 sur la protection internationale des adultes publiée au Journal Officiel du 30 juillet 2008
Textes modifiés :	Néant
Date d'application	Immédiate
Modalités de diffusion	Publication au B.O., sur l'INTRANET JUSTICE, envoi d'un exemplaire par juridiction

– SOMMAIRE –

- Préambule -	3
- I – LE CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION	4
1.1 Le champ d'application territorial	4
1.2 Le champ d'application matériel	4
1.3 L'application dans le temps	5
- II – LES REGLES DE COMPETENCE	5
- III – LA DETERMINATION DE LA LOI APPLICABLE	8
- IV – LA RECONNAISSANCE ET L'EXECUTION	9
- V – LA COOPERATION	10

- P R É A M B U L E -

Dans un contexte démographique de vieillissement des populations, lié à l'allongement de la durée de la vie, des travaux ont été entrepris, sous l'égide de la Conférence de La Haye de droit international privé, qui ont abouti à la convention de la Haye du 13 janvier 2000 sur la protection internationale des adultes.

La convention s'inspire sur de nombreux points de la convention du 19 octobre 1996 concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants, tout en s'en distinguant afin de répondre aux besoins spécifiques des adultes vulnérables :

- la protection des biens tient une place plus importante ;
- le concours de compétences entre Etats, que l'on a cherché à éviter dans la convention de 1996, peut au contraire se révéler utile pour les adultes vulnérables ;
- une certaine place est donnée à l'autonomie de la volonté, notamment pour respecter un choix que l'adulte aurait exprimé quand il avait encore toute sa lucidité.

La France a ratifié cette convention le 18 septembre 2008, sur le fondement de la loi n° 2008-737 du 28 juillet 2008. Cette troisième ratification, après celles de l'Allemagne et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord – pour le seul territoire de l'Écosse –, permet l'entrée en vigueur de la convention le 1^{er} janvier 2009.

Le texte de la convention a été publié au Journal officiel de la République française du 1^{er} janvier 2009 (JORF n°0001, page 43, texte n° 29 décret n° 2008-1547 du 30 décembre 2008).

Cet instrument comporte cinquante-neuf articles, ordonnés en sept chapitres, délimitant son champ d'application (chapitre I, articles 1 à 4), puis fixant les règles concernant la détermination de la compétence (chapitre II, articles 5 à 12) et de la loi applicable (chapitre III, articles 13 à 21), celles relatives à la reconnaissance et à l'exécution dans un État contractant des mesures prises par les autorités d'un autre État (chapitre IV, articles 22 à 27) et des règles de coopération internationale (chapitre V, articles 28 à 37). La Convention édicte enfin un certain nombre de dispositions dites générales (chapitre VI, articles 38 à 52) et des clauses finales (chapitre VII, articles 53 à 59).

- I - Le champ d'application de la convention

1.1 Le champ d'application territorial

La convention s'applique aux territoires des Etats contractants, sous réserve des déclarations qui ont pu être faites par ces derniers conformément à son article 55.

Pour la France, la Convention s'applique à l'ensemble du territoire de la République, en métropole et outre-mer.

Plus généralement, il y a lieu de se reporter aux informations publiées par le bureau permanent de la Conférence de La Haye de droit international privé, via Internet, à la rubrique « Etat présent » de la Convention, laquelle est régulièrement mise à jour et récapitule de façon exhaustive les signatures, ratifications et déclarations enregistrées, depuis l'adresse suivante :

<http://hcch.e-vision.nl>

La Convention est ouverte à la signature des Etats membres de la Conférence de La Haye de droit international privé et les Etats tiers peuvent y adhérer (articles 53 et 54).

Il convient de souligner que, même si la convention ne s'applique, à compter du 1er janvier 2009, qu'à l'Allemagne, à la France et à l'Ecosse, ses stipulations relatives à la compétence et à la loi applicable revêtent un caractère universel. Si elles n'entraîneront guère de modification dans la compétence du juge français, elles conduiront en revanche celui-ci à appliquer la loi française dans la très grande majorité des cas où il reconnaît sa compétence, y compris pour prendre des mesures à l'égard de ressortissants d'Etats qui ne sont pas liés par la convention.

1.2 Le champ d'application matériel

Selon son article 1er, la « convention s'applique, dans les situations à caractère international, à la protection des adultes qui, en raison d'une altération ou d'une insuffisance de leurs facultés personnelles, ne sont pas en état de pourvoir à leurs intérêts. »

L'article 2 de la Convention définit comme « adulte » toute personne de plus de dix-huit ans. Des mesures de protection concernant un adulte relèvent de la convention même si celui-ci était mineur au moment où elles ont été prises (article 2 § 2), afin de prévenir une rupture dans la protection accordée.

Selon le rapport explicatif établi par le Professeur Paul Lagarde, « Les adultes que la Convention entend protéger sont les handicapés, moteurs ou mentaux, qui souffrent d'une «insuffisance» de leurs facultés personnelles, ainsi que les personnes, le plus souvent âgées, souffrant d'une altération de ces mêmes facultés, notamment les personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer. »

Dès lors qu'elle rend nécessaire une mesure de protection, cette altération ou cette insuffisance peut être permanente ou temporaire. En revanche, en elle-même, l'hypothèse de la prodigalité n'est pas couverte.

Tandis qu'à titre d'exemple et sans que cette énumération ait un caractère exhaustif, l'article 3 détaille nombre des mesures susceptibles d'être prises au titre de la protection des adultes, l'article 4 définit les domaines qui sont en revanche exclus du champ d'application de la Convention.

1.3 L'application dans le temps

L'article 50 de la Convention dispose que celle-ci:

- ne s'applique qu'aux mesures prises dans un Etat après son entrée en vigueur pour cet Etat,
- s'applique à la reconnaissance et à l'exécution des mesures prises après son entrée en vigueur dans les rapports entre l'Etat où les mesures ont été prises et l'Etat requis,
- s'applique à compter de son entrée en vigueur dans un Etat contractant aux pouvoirs de représentation conférés antérieurement dans des conditions correspondant à celles prévues à l'article 15.

* * *

- II - Les règles de compétence

La Convention édicte des règles uniformes ayant pour but de déterminer les autorités nationales compétentes pour prendre les mesures de protection nécessaires.

En principe, ce sont les autorités judiciaires et administratives de la résidence habituelle de l'adulte concerné qui sont compétentes pour prendre les mesures de protection (article 5). Lorsque la résidence habituelle ne peut être établie et pour les adultes réfugiés ou internationalement déplacés à la suite de troubles survenant dans l'Etat de leur nationalité, sont compétentes les autorités de l'Etat sur le territoire duquel l'adulte est présent (article 6).

Par exception, les autorités de l'Etat contractant dont l'adulte a la nationalité sont fondées à retenir leur compétence lorsqu'elles se considèrent mieux placées pour adopter une mesure de protection de l'adulte ou de ses biens (article 7 § 1). A

cette fin, ces autorités doivent préalablement aviser les autorités principalement compétentes (celles de l'État de résidence ou de présence) et ne peuvent exercer cette compétence si celles-ci les ont informées qu'elles avaient déjà pris les mesures nécessaires ou déjà décidé n'y avoir lieu à prendre de mesure, ou encore si une procédure est pendante devant elles.

De plus, les autorités compétentes à titre principal (celles de l'État de résidence ou de présence) peuvent elles-mêmes requérir celles d'un autre État contractant de prendre tout ou partie des mesures de protection appropriées, si elles considèrent qu'un tel transfert de compétence est de l'intérêt de l'adulte (article 8). En France, c'est au procureur de la République dans le ressort duquel la mesure devrait être prise que l'autorité étrangère compétente à titre principal doit s'adresser pour solliciter l'organisation, par le juge des tutelles compétent, d'une mesure de protection de ce chef.

Les autorités d'un État contractant dans le territoire duquel sont situés les biens d'un adulte peuvent être reconnues compétentes pour prendre toutes mesures relatives à ces biens restant compatibles avec celles prises par les autorités principalement compétentes (article 9). En outre, dans tous les cas d'urgence, elles ont compétence pour prendre les mesures nécessaires, qui ont alors effet jusqu'à ce que les autorités compétentes en vertu des articles 5 à 9 aient pris les dispositions nécessaires.

Par exception, l'article 11 donne une compétence aux autorités d'un État contractant sur le territoire duquel l'adulte est présent pour prendre les mesures concernant la protection de sa personne ayant un caractère temporaire et une efficacité restreinte à cet État, pour autant qu'elles soient compatibles avec les dispositions déjà prises par les autorités compétentes en vertu des articles 5 à 8 et que ces autorités aient été avisées.

L'article 12 prévoit que les mesures prises par les autorités compétentes déterminées selon les règles ci-dessus sont maintenues même si ces autorités ont ensuite perdu leur compétence, et ce, jusqu'à ce que les autorités nouvellement compétentes aient à nouveau statué. Notamment, en cas de changement de résidence habituelle de l'adulte bénéficiant d'une mesure de protection dans un autre État contractant, les mesures de protection prises en application des articles 5 à 9 de la Convention resteront en vigueur tant que les autorités compétentes à la suite de ce transfert – celles de l'État dans le ressort duquel se situe la nouvelle résidence habituelle – ne les auront pas modifiées, remplacées ou levées.

* * *

- III – La détermination de la loi applicable

La convention reprend un principe identique à celui de la convention sur la protection des enfants de 1996 : lorsqu'elle est compétente en vertu de la convention, l'autorité applique le droit interne en vigueur dans son État, sauf si elle juge préférable, pour les besoins de la protection de l'adulte ou de ses biens, d'appliquer la loi d'un autre État avec lequel la situation présente des liens étroits (article 13).

Dans le cas où une mesure prise dans un État contractant doit être mise en œuvre dans un autre, c'est la loi de ce dernier qui régit les conditions d'application de la mesure (article 14). Ainsi, quand une mesure de protection prise dans un Etat tiers contractant doit être mise en œuvre en France, les conditions d'application de cette mesure sont régies par la loi française.

Avancée essentielle apportée par la Convention, les articles 15 et 16 prennent en compte les «mandats d'incapacité» qui existent dans certains systèmes juridiques, dont le droit français, avec le «mandat de protection future» créé par la loi du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs.

Le mandat d'incapacité est régi par la loi de la résidence habituelle de l'adulte au moment où il a été donné, à moins que l'adulte ait désigné une autre loi, qui peut être celle de l'État de sa nationalité, celle de l'Etat d'une précédente résidence habituelle, ou celle d'un État sur le territoire duquel ses biens sont situés, pour ce qui concerne ces biens (article 15). Les modalités d'exercice des pouvoirs de représentation conférés par le mandat d'incapacité sont, dans tous les cas, régies par la loi de l'Etat où ils sont exercés (article 15 paragraphe 3).

Dans le cas où les pouvoirs exercés selon ce mandat sont insuffisants pour assurer la protection de l'adulte, l'autorité compétente selon la convention peut les adapter et les modifier, en prenant en considération « dans la mesure du possible » la loi que l'adulte avait désignée dans l'acte ou dans l'accord initial (article 16).

Les stipulations du chapitre relatif à la loi applicable s'appliquent même si elles désignent la loi d'un Etat non contractant (article 18). L'application des lois de police est réservée (article 20) et l'application de la loi désignée par la convention ne peut être écartée que si cette application est manifestement contraire à l'ordre public (article 21).



- IV -La reconnaissance et l'exécution

L'article 22 pose le principe d'une reconnaissance de plein droit des mesures prises par les autorités d'un État contractant, à l'exception de cinq cas, limitativement énumérés, dans lesquels la reconnaissance peut être refusée :

- lorsque la mesure a été prise par une autorité non compétente selon la convention,
- lorsque, hors une situation d'urgence, l'adulte n'a pas eu la possibilité d'être entendu dans la procédure à l'issue de laquelle la mesure a été prise, en violation des principes fondamentaux de procédure de l'État requis,
- lorsque la reconnaissance est manifestement contraire à l'ordre public ou à une loi de police de l'État requis,
- lorsque la mesure est incompatible avec une mesure prise postérieurement dans un État non contractant qui aurait été lui-même compétent en vertu des règles de la convention, si elles lui avaient été applicables, cette mesure remplissant les conditions de sa reconnaissance dans l'État requis,
- lorsque la procédure de consultation préalable prévue à l'article 33 n'a pas été respectée (procédure de placement de l'adulte dans un autre État contractant).

Cependant, notamment afin de prévenir certaines difficultés, l'article 23 confère à toute personne intéressée la possibilité de solliciter une décision de reconnaissance ou de non-reconnaissance d'une mesure prise dans un autre État contractant. La procédure est régie par la loi de l'Etat requis.

En ce qui concerne l'exécution, si des mesures, prises et exécutoires dans un Etat contractant, doivent donner lieu à des actes d'exécution dans un autre Etat contractant, elles doivent être déclarées exécutoires dans cet Etat à la demande de toute partie intéressée. La déclaration d'exequatur ou l'enregistrement est soumis à la procédure prévue par la loi de l'Etat d'exécution, sous la seule exigence que cette procédure soit simple et rapide.

Les motifs du refus d'exequatur ou d'enregistrement sont les mêmes que ceux qui peuvent conduire à refuser la reconnaissance, à l'exclusion de tous autres. En particulier, il ne saurait y avoir de révision au fond de la mesure prise (article 26). La déclaration d'exequatur ou l'enregistrement obtenu, la mesure est exécutée dans l'Etat d'exécution dans les mêmes conditions que si elle y avait été directement prise, et conformément à la loi de cet Etat (article 27).

En France, ces procédures ressortissent de la compétence du tribunal de grande instance qui connaît à juge unique des demandes en exequatur (article R 212-8 du code de l'organisation judiciaire).

* * *

- V - La coopération

La convention institue une coopération fondée sur l'existence d'autorités centrales désignées par chaque Etat. Il existe en principe une autorité centrale par Etat mais les Etats fédéraux ou à système non unifié ont la possibilité d'en désigner plusieurs.

Les autorités centrales ont l'obligation de coopérer et de se fournir mutuellement des informations sur les législations et les services disponibles dans leur Etat respectif en matière de protection de l'adulte. Elles ont notamment pour tâche de prendre toutes mesures de nature à faciliter la communication entre les autorités compétentes ou aider à la localisation de l'adulte.

La convention prévoit divers mécanismes de communication entre autorités compétentes pour l'organisation de la protection transfrontière des adultes.

Cette communication peut se faire directement entre autorités compétentes, sauf, en France, s'agissant de la transmission des informations utiles à la protection d'un adulte (article 32). La France a en effet déclaré que les demandes d'informations utiles à la protection d'un adulte, émanant d'une autorité qui envisage une mesure de protection en vertu de la Convention et adressées aux autorités d'un autre Etat contractant, ne pourraient être acheminées que par l'intermédiaire de son Autorité centrale.

Par ailleurs, s'agissant de la consultation des autorités compétentes, préalable au placement d'un adulte dans un autre Etat contractant et de la faculté pour les autorités de ce dernier Etat de s'y opposer (prévues par l'article 33), la France a désigné le procureur de la République dans le ressort duquel la mesure est envisagée.

L'autorité centrale désignée par la France est le Bureau de l'entraide civile et commerciale internationale, Sous-direction du droit économique de la Direction des affaires civiles et du sceau.

Il importe enfin de retenir qu'au titre des dispositions générales édictées au chapitre VI, il est prévu :

- une dispense de légalisation pour tous les documents transmis ou délivrés en application de la convention (article 41),

- que la langue de communication est la langue originale, accompagnée d'une traduction dans la langue de l'Etat destinataire, ou à défaut, lorsque cette traduction est difficilement réalisable, d'une traduction soit en anglais soit en français, avec une réserve possible pour l'une ou l'autre de ces deux langues (article 51).

Enfin, si l'article 38 prévoit la possibilité pour les autorités de l'Etat dans lequel une mesure de protection a été prise ou un pouvoir de représentation confirmé de délivrer à toute personne à qui est confiée la protection de la personne ou des biens de l'adulte, un certificat indiquant sa qualité et les pouvoirs qui lui sont conférés, la France a fait le choix de ne pas user de cette faculté sur son sol.

★ ★ ★
★

J'attacherai du prix à ce que soit assurée la plus large diffusion possible des informations contenues dans la présente circulaire auprès de l'ensemble des acteurs concernés, afin que puisse s'en trouver facilitée, dès son entrée en vigueur, la mise en œuvre de la convention de La Haye du 13 janvier 2000 sur la protection internationale des adultes.

En cas de difficultés rencontrées dans ce domaine, il vous appartiendra de vous adresser à la Chancellerie, Direction des Affaires Civiles et du Sceau, sous le timbre du bureau de l'entraide civile et commerciale internationale.

Pour la Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
par délégation, la Directrice des Affaires civiles et
du Sceau,

Pascale FOMBEUR

MESURE D'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL PERSONNALISE

**Décret n° 2008-1498 du 22 décembre 2008,
fixant les listes de prestations sociales mentionnées aux articles L271-8 et L361-1 du
code de l'action sociale et des familles et à l'article 495-4 du code civil et le plafond
de la contribution des bénéficiaires de la mesure d'accompagnement social
personnalisé**

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité,

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L. 271-8 et L. 361-1 ;

Vu le code civil, notamment ses articles 495-4, 495-5 et 375-9-1 ;

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment son article L. 351-15 ;

Vu le code de la sécurité sociale ;

Vu la loi de finances rectificative pour 1963 n° 63-628 du 2 juillet 1963 portant maintien de la stabilité économique et financière ;

Vu la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, notamment son article 95 ;

Vu la loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment son article 45 ;

Vu la loi n° 2007-1223 du 21 août 2007 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat, notamment son article 19 ;

Vu l'ordonnance n° 2004-605 du 24 juin 2004 simplifiant le minimum vieillesse, notamment son article 2 ;

Vu l'avis de la section sociale du Comité national de l'organisation sanitaire et sociale en date du 3 juillet 2008 ;

Vu l'avis du conseil d'administration de la Caisse nationale des allocations familiales en date du 9 septembre 2008 ;

Vu l'avis du Comité national des retraités et des personnes âgées en date du 9 septembre 2008 ;

Vu l'avis du conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés en date du 17 septembre 2008 ;

Vu l'avis de la Commission consultative d'évaluation des normes en date du 9 octobre 2008 ;

Vu la saisine de la Commission des accidents du travail et des maladies professionnelles en date du 3 septembre 2008 ;

Vu la saisine de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations en date du 18 septembre 2008,

DECRETE

Article 1

La section 1 du chapitre Ier du titre VII du livre II du code de l'action sociale et des familles est ainsi complétée :

Article D. 271-2.-Les prestations sociales mentionnées aux articles L. 271-1 et L. 271-5 sont :

1° L'aide personnalisée au logement mentionnée à l'article L. 351-1 du code de la construction et de l'habitation, dès lors qu'elle n'est pas versée en tiers payant selon les modalités prévues à l'article R. 351-27 ;

2° L'allocation de logement sociale mentionnée à l'article L. 831-1 du code de la sécurité sociale, dès lors qu'elle n'est pas versée en tiers payant ;

- 3° L'allocation personnalisée d'autonomie mentionnée à l'article L. 232-1 du présent code, dès lors qu'elle n'est pas versée directement aux établissements et services mentionnés à l'article L. 232-15 selon les conditions prévues au même article ;
- 4° L'allocation de solidarité aux personnes âgées mentionnée à l'article L. 815-1 du code de la sécurité sociale ;
- 5° L'allocation aux vieux travailleurs salariés mentionnée à l'article 2 de l'ordonnance n° 2004-605 du 24 juin 2004 simplifiant le minimum vieillesse ;
- 6° L'allocation aux vieux travailleurs non salariés mentionnée au même article ;
- 7° L'allocation aux mères de famille mentionnée au même article ;
- 8° L'allocation spéciale vieillesse prévue à l'article L. 814-1 du code de la sécurité sociale et sa majoration prévue à l'article L. 814-2 du même code dans leur rédaction antérieure à l'entrée en vigueur de la même ordonnance ;
- 9° L'allocation viagère dont peuvent bénéficier les rapatriés en vertu de la loi du 2 juillet 1963 visée ci-dessus et mentionnée à l'article 2 de la même ordonnance ;
- 10° L'allocation de vieillesse agricole mentionnée à l'article 2 de la même ordonnance ;
- 11° L'allocation supplémentaire mentionnée à l'article L. 815-2 du code de la sécurité sociale, dans sa rédaction antérieure à l'entrée en vigueur de la même ordonnance ;
- 12° L'allocation supplémentaire d'invalidité mentionnée à l'article L. 815-24 du code de la sécurité sociale ;
- 13° L'allocation aux adultes handicapés mentionnée à l'article L. 821-1 du même code, le complément de ressources mentionné à l'article L. 821-1-1 du même code et la majoration pour la vie autonome mentionnée à l'article L. 821-1-2 du même code ;
- 14° L'allocation compensatrice mentionnée à l'article 95 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;
- 15° La prestation de compensation du handicap mentionnée aux I et II de l'article L. 245-1 du présent code, sauf si elle est versée dans les conditions prévues à l'article L. 245-11 ;
- 16° L'allocation de revenu minimum d'insertion mentionnée à l'article L. 262-1 et la prime forfaitaire mentionnée à l'article L. 262-11, dès lors qu'ils ne sont pas reversés par un organisme mentionné à l'article R. 262-50, ou le revenu de solidarité active mis en œuvre pour les bénéficiaires de ces allocations en application de l'article 19 de la loi n° 2007-1223 du 21 août 2007 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat ;
- 17° L'allocation de parent isolé mentionnée à l'article L. 511-1 du code de la sécurité sociale et la prime forfaitaire instituée par l'article L. 524-5 du même code ou le revenu de solidarité active mis en œuvre pour les bénéficiaires de ces allocations en application de l'article 20 de la loi n° 2007-1223 du 21 août 2007 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat ;
- 18° La prestation d'accueil du jeune enfant mentionnée à l'article L. 511-1 du code de la sécurité sociale ;
- 19° Les allocations familiales mentionnées au même article ;
- 20° Le complément familial mentionné au même article ;
- 21° L'allocation de logement mentionnée au même article, dès lors qu'elle n'est pas versée en tiers payant au bailleur ;
- 22° L'allocation d'éducation de l'enfant handicapé mentionnée au même article ;
- 23° L'allocation de soutien familial mentionnée au même article ;
- 24° L'allocation de rentrée scolaire mentionnée au même article ;
- 25° L'allocation journalière de présence parentale mentionnée au même article ;
- 26° La rente versée aux orphelins en cas d'accident du travail mentionnée à l'article L. 434-10 du code de la sécurité sociale ;
- 27° L'allocation représentative de services ménagers mentionnée aux articles L. 231-1 et L. 241-1 du présent code ;
- 28° L'allocation différentielle mentionnée à l'article L. 241-2 du présent code ;
- 29° La prestation de compensation du handicap mentionnée au III de l'article L. 245-1 du présent code.

Article D. 271-5.-Le plafond mentionné à l'article L. 271-4 est celui qui est prévu par l'article R. 471-5-2 pour chaque tranche de revenu des bénéficiaires de mesures de protection des majeurs. »

Article 2

Le chapitre II du titre VII du livre II du code de l'action sociale et des familles est ainsi complété :

Article D. 272-1. - Les prestations sociales mentionnées à l'article 495-4 du code civil sont celles qui sont mentionnées à l'article D. 271-2 du présent code. »

Article 3

Le livre III du code de l'action sociale et des familles est complété par un titre VI ainsi rédigé :

TITRE VI FINANCEMENT DE LA PROTECTION JUDICIAIRE DES MAJEURS

Chapitre unique Dispositions financières

Article D. 361-1. - Les prestations sociales mentionnées aux 1° et 2° du I de l'article L. 361-1 sont celles qui sont prévues aux 1° à 17° de l'article D. 271-2. »

Article 4

Le présent décret entre en vigueur le 1er janvier 2009.

Article 5

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité et la secrétaire d'Etat chargée de la famille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 22 décembre 2008.

Par le Premier ministre François Fillon

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité, Xavier Bertrand

La secrétaire d'Etat chargée de la famille, Nadine Morano

**Décret n° 2008-1506 du 30 décembre 2008,
relatif à la mesure d'accompagnement social personnalisé et à la mesure
d'accompagnement judiciaire**

Le Premier ministre,
Sur le rapport du ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité,
Vu le code civil, notamment ses articles 375-9-1 et 495-4 ;
Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L. 271-1, L. 271-2, L. 271-5 et L. 271-8 ;
Vu le code de procédure civile ;
Vu le code de la sécurité sociale ;
Vu loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment son article 45 ;
Vu l'avis du Comité national des retraités et des personnes âgées en date du 9 septembre 2008 ;
Vu l'avis de la Commission consultative d'évaluation des normes en date du 9 octobre 2008 ;
Le Conseil d'Etat (section sociale) entendu,

DECRETE

Article 1

Il est créé dans le livre II du code de l'action sociale et des familles un titre VII ainsi rédigé :

**TITRE VII
ACCOMPAGNEMENT DE LA PERSONNE EN MATIÈRE SOCIALE ET BUDGÉTAIRE**

**Chapitre Ier
La mesure d'accompagnement social personnalisé**

*Section 1
Le contrat d'accompagnement social personnalisé*

Article R. 271-1.-Le contrat mentionné à l'article L. 271-1 est conclu au nom du département par le conseil général.

Article R. 271-3.-Le bénéficiaire du contrat mentionné à l'article L. 271-1 peut autoriser, dans les conditions prévues à l'article L. 271-2, le département à percevoir et gérer pour son compte une ou plusieurs des prestations mentionnées aux 1° à 17° de l'article D. 271-2.

Si la situation de la personne le justifie, cette autorisation peut être étendue, sauf application de l'article 375-9-1 du code civil, à une ou à plusieurs des prestations mentionnées aux 18° à 29° de l'article D. 271-2.

Article R. 271-4.-Les prestations mentionnées aux 1° à 3°, 14°, 15°, 27° et 29° de l'article D. 271-2 sont entièrement affectées conformément à l'objet pour lequel elles ont été attribuées à leur bénéficiaire.

*Section 2
La procédure d'autorisation de versement direct des prestations sociales au bailleur*

Article R. 271-6.-Les prestations qui peuvent être versées directement au bailleur en application de l'article L. 271-5 sont celles qui sont mentionnées aux 1°, 2°, 4° à 13°, 16° et 17° de l'article D. 271-2.

Si le montant de ces prestations est insuffisant, l'autorisation mentionnée à l'alinéa précédent peut être étendue, sauf application de l'article 375-9-1 du code civil, à une ou plusieurs des prestations mentionnées aux 18° à 26° et au 28° de l'article D. 271-2 du présent code.

Article R. 271-7.-La demande prévue à l'article L. 271-5 est portée devant le tribunal d'instance du lieu où demeure le bénéficiaire des prestations sociales.

Article R. 271-8.-Le juge d'instance est saisi par requête du président du conseil général, faite, remise ou

adressée au greffe.

A peine de nullité, la requête doit contenir :

- 1° L'indication des nom, prénoms et domicile du bénéficiaire des prestations sociales ;
- 2° L'indication des nom et adresse des organismes débiteurs des prestations sociales ;
- 3° L'indication des nom, prénom et adresse du bailleur, ou, s'il s'agit d'une personne morale, de sa dénomination et de son siège social ;
- 4° Un exposé sommaire des motifs de la demande.

Sous la même sanction, elle est datée et signée.

Le président du conseil général doit joindre les pièces invoquées à l'appui de la requête.

Article R. 271-9.- Sous réserve des dispositions des articles suivants, l'affaire est instruite et jugée comme en matière gracieuse conformément aux dispositions des articles 25 et suivants du code de procédure civile.

Article R. 271-10.- Le président du conseil général communique les motifs et pièces invoqués à l'appui de la requête au bénéficiaire des prestations sociales par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Il peut ne pas se présenter à l'audience s'il justifie que le bénéficiaire des prestations sociales a eu connaissance des motifs et pièces ainsi communiqués.

Dans ce cas, le président du conseil général est réputé avoir comparu.

Article R. 271-11.- Le juge statue, le bénéficiaire des prestations sociales entendu ou appelé.

Article R. 271-12.- Au vu des éléments de la cause, le juge se prononce sur la demande du président du conseil général dans le mois de l'audience.

Article R. 271-13.- Le greffe adresse copie du jugement par lettre simple au bailleur et à l'organisme débiteur de prestations sociales.

Article R. 271-14.- Il est procédé au renouvellement ou à la mainlevée de la mesure dans les conditions prévues à la présente section.

Article R. 271-15.- Si les causes ayant conduit à ordonner la mesure ont cessé, le bénéficiaire des prestations sociales peut saisir le juge d'instance par requête aux fins d'en obtenir la mainlevée. Les règles de la présente section sont applicables.

Article R. 271-16.- Les décisions rendues par le juge d'instance sont susceptibles d'appel dans les quinze jours de leur notification.

Chapitre II

La mesure d'accompagnement judiciaire

Article R. 272-2.- En vertu de l'article 495-4 du code civil, le juge détermine parmi les prestations mentionnées aux 1° à 17° de l'article D. 271-2 du présent code, lors du prononcé de la mesure d'accompagnement judiciaire, les prestations sociales sur la gestion desquelles porte cette mesure.

Si la situation de l'intéressé le justifie, le juge peut décider, lors du prononcé de la mesure d'accompagnement judiciaire, d'étendre, sauf application de l'article 375-9-1 du code civil, aux prestations désignées aux 18° à 29° de l'article D. 271-2 du présent code les prestations sur la gestion desquelles porte la mesure.

Les prestations mentionnées aux 1° à 3°, 14°, 15°, 27° et 29° de l'article D. 271-2 sont entièrement affectées conformément à l'objet pour lequel elles ont été attribuées à leur bénéficiaire. »

Article 2

Le chapitre unique du titre VI du livre III du code de l'action sociale et des familles est complété par un article R. 361-2 ainsi rédigé :

Article R. 361-2.- Le financement prévu au 3° du I de l'article L. 361-1 incombe :

- 1° En matière d'allocation aux adultes handicapés et d'allocation de parent isolé, à l'organisme qui verse

l'allocation ;

2° En matière de revenu minimum d'insertion, à la collectivité débitrice de l'allocation.

Lorsque le bénéficiaire de la mesure d'accompagnement judiciaire ordonnée par l'autorité judiciaire perçoit plusieurs prestations, le financement mentionné au premier alinéa est assuré par la collectivité publique débitrice ou l'organisme qui verse la prestation sociale du montant le plus élevé. »

Article 3

Le code de la sécurité sociale est ainsi modifié :

1° L'article R. 167-1 est abrogé.

2° Sont abrogés, à compter du 1er janvier 2012, les articles R. 167-3 à R. 167-9.

Article 4

Le présent décret entre en vigueur le 1er janvier 2009.

Article 5

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité et la secrétaire d'Etat chargée de la famille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 30 décembre 2008.

Par le Premier ministre François Fillon

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité, Xavier Bertrand

La secrétaire d'Etat chargée de la famille, Nadine Morano

MANDATAIRES JUDICIAIRES A LA PROTECTION DES MAJEURS ET DELEGUES AUX PRESTATIONS FAMILIALES

**Décret n° 2008-1546 du 31 décembre 2008
relatif à l'entrée en vigueur de décrets et d'arrêtés**

Le Premier ministre,

Vu le code civil, notamment son article 1er ;
Vu l'urgence,

DECRETE

Article 1

Entrent en vigueur immédiatement à compter de leur publication au Journal officiel de la République française les dispositions :

- 1° Du décret n° 2008-1553 du 31 décembre 2008 relatif à l'exercice à titre individuel de l'activité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs et de l'activité de délégué aux prestations familiales ;
- 2° Du décret n° 2008-1556 du 31 décembre 2008 relatif aux droits des usagers des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales ;
- 3° Du décret n° 2008-1554 du 31 décembre 2008 relatif aux modalités de participation des personnes protégées au financement de leur mesure de protection ;
- 4° Du décret n° 2008-1555 du 31 décembre 2008 portant dispositions relatives à l'assurance vieillesse ;
- 5° Du décret n° 2008-1557 du 31 décembre 2008 relatif à la revalorisation de l'allocation de logement ;
- 6° Du décret n° 2008-1559 du 31 décembre 2008 relatif à la revalorisation de la base mensuelle de calcul des prestations familiales à compter du 1er janvier 2009 ;
- 7° Du décret n° 2008-1558 du 31 décembre 2008 relatif au montant de l'allocation de garde d'enfant à domicile à compter du 1er janvier 2009 ;
- 8° Du décret n° 2008-1549 du 31 décembre 2008 portant adaptation des dispositions relatives à Mayotte du code monétaire et financier et du code des assurances ;
- 9° De l'arrêté du 31 décembre 2008 relatif à la revalorisation de l'allocation de logement ;
- 10° De l'arrêté du 31 décembre 2008 relatif à la revalorisation de l'allocation de logement à Mayotte ;
- 11° De l'arrêté du 31 décembre 2008 relatif au montant des plafonds de certaines prestations familiales et aux tranches du barème applicable au recouvrement des indus et à la saisie des prestations ;
- 12° De l'arrêté du 31 décembre 2008 relatif au plafond de ressources de l'allocation de rentrée scolaire à Mayotte.

Article 2

Le présent décret sera publié au Journal officiel de la République française et entrera en vigueur immédiatement.

Fait à Paris, le 31 décembre 2008.

François Fillon

**Décret n° 2008-1508 du 30 décembre 2008,
relatif aux conditions d'âge, de formation et d'expérience professionnelle devant
être satisfaites par les mandataires judiciaires à la protection des majeurs et par les
délégués aux prestations familiales**

Le Premier ministre,
Sur le rapport du ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité,
Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L. 471-4 et L. 474-3 ;
Vu la loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment son article 44 ;
Vu l'avis de la section sociale du comité national de l'organisation sanitaire et sociale en date du 3 juillet 2008 ;
Vu l'avis du comité national des retraités et des personnes âgées en date du 9 septembre 2008 ;
Vu l'avis de la commission consultative d'évaluation des normes en date du 9 octobre 2008,

DECRETE

Article 1

Le chapitre Ier du titre VII du livre IV du code de l'action sociale et des familles est ainsi complété :

Article D. 471-3.-Les personnes mentionnées à l'article L. 471-4 doivent avoir suivi avec succès une formation complémentaire attestant des compétences nécessaires à l'exercice des fonctions de mandataire judiciaire.

Pour pouvoir accéder à cette formation, elles doivent être titulaires d'un diplôme ou titre enregistré au niveau III du répertoire national des certifications professionnelles ou, pour les ressortissants d'un autre Etat membre de la Communauté européenne ou d'un autre Etat à partie à l'accord sur l'Espace économique européen, d'un titre équivalent ou, le cas échéant, justifier d'une ancienneté d'au moins trois ans dans un emploi exigeant normalement un diplôme ou titre de ce niveau.

Les personnels des corps, grades et emplois des fonctions publiques territoriale et hospitalière, figurant sur une liste fixée par arrêté pris respectivement par le ministre chargé des collectivités locales et par le ministre chargé de la santé, conjointement avec le ministre chargé des affaires sociales, peuvent être dispensés des conditions définies à l'alinéa précédent.

Les personnes mentionnées au 2° de l'article L. 471-2 doivent justifier d'une expérience professionnelle d'une durée minimale de trois ans dans un des domaines nécessaires à l'exercice des fonctions de mandataire judiciaire ; elles doivent être âgées au minimum de 25 ans.

Les personnes mentionnées au 3° de l'article L. 471-2 doivent justifier d'une expérience professionnelle d'une durée minimale d'un an dans un des domaines nécessaires à l'exercice des fonctions de mandataire judiciaire ; elles doivent être âgées au minimum de 21 ans.

Les personnes physiques qui ont reçu délégation d'un service mentionné au 14° du I de l'article L. 312-1 pour assurer la mise en œuvre de la mesure de protection des majeurs doivent être âgées au minimum de 21 ans à leur entrée en fonction. Elles disposent d'un délai maximum de deux ans à compter de leur entrée en fonction au sein du service pour satisfaire aux conditions prévues au premier alinéa du présent article.

La durée et le contenu de la formation complémentaire sont fonction des qualifications des intéressés et de leur expérience professionnelle pertinente.

Article D. 471-4.-Le certificat national de compétence de mandataire judiciaire atteste que son titulaire a satisfait aux conditions de formation prévues à l'article L. 471-4 et au premier alinéa de l'article D. 471-3.

Il comporte deux mentions permettant l'exercice :

- 1° D'une part, des mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle ou de la tutelle,
- 2° D'autre part, de la mesure d'accompagnement judiciaire.

Un arrêté du ministre chargé des affaires sociales, publié au Journal officiel de la République française, précise :

1° L'agencement de la formation complémentaire mentionnée à l'article D. 471-3, le contenu des enseignements théoriques et des stages éventuels ainsi que les dispenses et allègements de formation en fonction des qualifications et de l'expérience professionnelle des intéressés,

2° Les conditions et les modalités d'entrée en formation, de mise en œuvre et de validation de la formation ainsi que de délivrance du certificat national de compétence de mandataire judiciaire à la protection des majeurs. »

Article 2

Le chapitre IV du titre VII du livre IV du code de l'action sociale et des familles est ainsi complété :

Article D. 474-3.-Les personnes mentionnées à l'article L. 474-3 doivent avoir suivi avec succès une formation complémentaire attestant des compétences nécessaires à l'exercice des fonctions de délégué aux prestations familiales.

Pour pouvoir accéder à cette formation, elles doivent être titulaires d'un diplôme d'Etat de travail social enregistré au niveau III du répertoire national des certifications professionnelles ou, pour les ressortissants d'un autre Etat membre de la Communauté européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen, d'un titre de formation équivalent.

Les personnes mentionnées au 2° de l'article L. 474-1 doivent, en outre, être âgées au minimum de 25 ans et justifier d'une expérience professionnelle d'une durée minimale de trois ans dans un des domaines nécessaires à l'exercice des fonctions de délégué aux prestations familiales.

Les personnes physiques qui ont reçu délégation d'un service mentionné au 15° du I de l'article L. 312-1 pour assurer la mise en œuvre de la mesure judiciaire d'aide à la gestion du budget familial doivent, en outre, être âgées au minimum de 21 ans à leur entrée en fonction. Elles disposent d'un délai maximum de deux ans à compter de leur entrée en fonction au sein du service pour satisfaire aux conditions prévues au premier alinéa du présent article.

La durée et le contenu de la formation complémentaire sont fonction des qualifications des intéressés et de leur expérience professionnelle pertinente.

Article D. 474-4.-Le certificat national de compétence de délégué aux prestations familiales atteste que son titulaire a satisfait aux conditions de formation prévues à l'article L. 474-3 et au premier alinéa de l'article D. 474-3.

Un arrêté du ministre chargé des affaires sociales précise :

1° L'agencement de la formation complémentaire mentionnée à l'article D. 474-3, le contenu des enseignements théoriques et des stages éventuels ainsi que les dispenses et allègements de formation en fonction des qualifications et de l'expérience professionnelle des intéressés,

2° Les conditions et les modalités d'entrée en formation, de mise en œuvre et de validation de la formation ainsi que de délivrance du certificat national de compétence de délégué aux prestations familiales. »

Article 3

Les personnes qui exerçaient avant le 1er janvier 2009 la tutelle d'Etat aux majeurs protégés, la tutelle aux prestations sociales versée aux adultes ou la gérance de tutelle en qualité d'administrateur spécial disposent du délai prévu à l'article 44 de la loi 2007-308 du 5 mars 2007 pour satisfaire aux conditions définies au premier alinéa de l'article D. 471-3 du code de l'action sociale et des familles. Les personnes qui ne remplissent pas les conditions de diplôme prévues au deuxième alinéa de ce même article en sont dispensées sous réserve de justifier d'une expérience professionnelle d'au moins trois ans dans la fonction. Les personnes qui exerçaient avant le 1er janvier 2009 la mesure judiciaire d'aide à la gestion du budget familial ou la tutelle aux prestations sociales auxquelles donnent droit les enfants disposent du délai prévu au V de l'article 44 de la loi 2007-308 du 5 mars 2007 pour satisfaire aux conditions définies au premier alinéa de l'article D. 474-3 du code de l'action sociale et des familles. Les personnes qui ne remplissent pas les conditions de diplôme prévues au deuxième alinéa de ce même article en sont dispensées sous réserve de justifier d'une expérience professionnelle d'au moins trois ans dans la fonction.

Article 4

Le présent décret entre en vigueur le 1er janvier 2009.

Article 5

La ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales, le ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité et la ministre de la santé, de la jeunesse, des sports et de la vie associative sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 30 décembre 2008.

Par le Premier ministre François Fillon

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité, Xavier Bertrand

La ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales, Michèle Alliot-Marie

La ministre de la santé, de la jeunesse, des sports et de la vie associative, Roselyne Bachelot-Narquin

**Décret n° 2008-1504 du 30 décembre 2008,
relatif à la prestation de serment mentionnée aux articles L471-2 et L474-1, à
l'autorisation et au règlement de fonctionnement des services mentionnés au 14°
du I de l'article L312-1 et à l'autorisation des services mentionnés au 15° du I de
l'article L312-1 du code de l'action sociale et des familles**

Le Premier ministre,
Sur le rapport du ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité,
Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L. 311-7, L. 313-3, L. 471-2, L. 471-7 à L. 471-9 et L. 474-1 ;
Vu la loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment son article 45 ;
Vu l'avis de la section sociale du Comité national de l'organisation sanitaire et sociale en date du 3 juillet 2008 ;
Vu l'avis du Comité national des retraités et des personnes âgées en date du 9 septembre 2008 ;
Vu l'avis de la commission consultative d'évaluation des normes en date du 9 octobre 2008 ;
Le Conseil d'Etat (section sociale) entendu,

DECRETE

Article 1

Le chapitre Ier du titre VII du livre IV du code de l'action sociale et des familles est complété par les articles R. 471-2 et R. 471-9 ainsi rédigés :

Article R. 471-2.-Dans le mois de leur inscription sur la liste prévue à l'article L. 471-2, les mandataires judiciaires à la protection des majeurs prêtent, devant le tribunal d'instance du chef-lieu de département, le serment suivant : “ *Je jure et promets de bien et loyalement exercer le mandat qui m'est confié par le juge et d'observer, en tout, les devoirs que mes fonctions m'imposent. Je jure également de ne rien révéler ou utiliser de ce qui sera porté à ma connaissance à l'occasion de l'exercice du mandat judiciaire.* ”

Lorsque le mandataire judiciaire à la protection des majeurs est un service mentionné au 14° du I de l'article L. 312-1, la prestation de serment est effectuée par toute personne physique appartenant à ce service qui a reçu délégation de celui-ci pour assurer la mise en œuvre d'un mandat judiciaire à la protection des majeurs. »

Article R. 471-9.-Le règlement de fonctionnement des services mentionnés au 14° du I de l'article L. 312-1 est établi selon les modalités prévues par l'article R. 311-33.

Il est remis, accompagné de la notice d'information, à la personne protégée ou aux autres personnes mentionnées au 1° de l'article L. 471-7 dans les conditions prévues au même article. Il est également affiché dans les locaux du service et remis à chaque personne qui y exerce à titre de salarié ou d'agent public ou qui y intervient à titre bénévole.

Il indique les principales modalités d'exercice des droits énoncés au présent code, notamment de ceux qui sont mentionnés aux articles L. 471-6 et L. 471-8. Il précise, le cas échéant, les modalités d'association d'un parent, un allié ou une personne de son entourage à la vie du service.

Dans le respect des dispositions de la charte des droits et libertés de la personne majeure protégée mentionnée à l'article L. 471-6, il fixe les obligations faites aux personnes protégées pour permettre une mise en œuvre de la mesure de protection adaptée à leur situation. Ces obligations concernent, notamment, le respect des décisions judiciaires et des termes du document individuel de protection des majeurs et le comportement à l'égard des autres personnes protégées, comme des membres du personnel. Il rappelle que les faits de violence sur autrui sont susceptibles d'entraîner des procédures judiciaires et que le juge des tutelles est systématiquement informé des actes d'incivilité graves ou répétées et des situations de violence qui entravent le bon déroulement de la mesure de protection.

Il précise les obligations de l'organisme gestionnaire du service en matière de protection des personnes protégées.

Article 2

La section I du chapitre IV du titre VII du livre IV du code de l'action sociale et des familles est complétée par un article R. 474-2 ainsi rédigé :

Article R. 474-2. - Dans le mois de leur inscription sur la liste prévue à l'article L. 474-1, les délégués aux prestations familiales prêtent, devant le tribunal de grande instance du chef-lieu de département, le serment suivant : "Je jure et promets de bien et loyalement exercer le mandat qui m'est confié par le juge et d'observer, en tout, les devoirs que mes fonctions m'imposent. Je jure également de ne rien révéler ou utiliser de ce qui sera porté à ma connaissance à l'occasion de l'exercice du mandat judiciaire."

Lorsque le délégué aux prestations familiales est un service mentionné au 15° du I de l'article L. 312-1, la prestation de serment est effectuée par toute personne physique appartenant à ce service qui a reçu délégation de celui-ci pour assurer la mise en œuvre d'une mesure judiciaire d'aide à la gestion du budget familial.

Article 3

Le titre Ier du livre III du même code est ainsi modifié :

1° L'article R. 312-182 est complété par les deux alinéas suivants :

La section spécialisée compétente pour les services mentionnés au 14° du I de l'article L. 312-1 est la section compétente pour les établissements et services pour personnes handicapées.

La section spécialisée compétente pour les services mentionnés au 15° du I de l'article L. 312-1 est la section compétente pour les établissements et services pour enfants relevant d'une protection administrative ou judiciaire. »

2° L'avant-dernier alinéa de l'article R. 312-189 est ainsi complété :

Excepté le cas où le projet concerne un service mentionné au I de l'article L. 361-1 ou à l'article L. 361-2. Dans ce dernier cas, l'avis de la caisse d'allocations familiales du lieu d'implantation du service est donné dans les mêmes conditions lorsque le projet fait appel à un financement total ou partiel d'un organisme de sécurité sociale.

3° L'article R. 313-2 est complété par les deux alinéas suivants :

Lorsque la demande d'autorisation présentée en application de l'article L. 313-1 concerne un service mentionné au 14° ou au 15° du I de l'article L. 312-1, copie en est transmise par le demandeur sous pli recommandé avec demande d' accusé de réception au procureur de la République près le tribunal de grande instance du chef-lieu de département.

Lorsque la demande d'autorisation présentée en application de l'article L. 313-1 concerne un service mentionné au 14° du I de l'article L. 312-1 qui est géré par un établissement public mentionné au 6° ou au 7° du I de l'article L. 312-1, le demandeur adresse au trésorier-payeur général toutes informations concourant à l'évaluation du volume d'activité prévisionnelle du comptable public de l'établissement.

4° L'article R. 313-3 est ainsi modifié :

a) Au e du 2°, après les mots : « d'établissement », sont insérés les mots : « ou de service » ;

b) Le f du 2° est complété par un alinéa ainsi rédigé :

Lorsque la demande d'autorisation concerne un service mentionné au 14° du I de l'article L. 312-1, l'énoncé des dispositions propres à garantir les droits des usagers en application des articles L. 471-6 et L. 471-8 ;

c) Le 3° est remplacé par les dispositions suivantes :

3° Un dossier relatif aux personnels comportant :

a) Une répartition prévisionnelle des effectifs par type de qualification ;

b) Si la demande d'autorisation concerne un service mentionné au 14° ou au 15° du I de l'article L. 312-1, les méthodes de recrutement suivies pour se conformer aux dispositions des articles L. 471-4 et L. 474-3 et

les règles internes fixées pour le contrôle des personnes qui ont reçu délégation des représentants du service pour assurer la mise en œuvre des mesures de protection des majeurs ou des mesures judiciaires d'aide à la gestion du budget familial. »

5° Après l'article R. 313-10, sont insérés un article R. 313-10-1 et un article R. 313-10-2 ainsi rédigés :

Article R. 313-10-1.-L'autorisation d'un service mentionné au 14° ou au 15° du I de l'article L. 312-1 est délivrée par le préfet de département après avis conforme du procureur de la République près le tribunal de grande instance du chef-lieu de département.

Article R. 313-10-2.-La décision d'autorisation d'un service mentionné au 14° du I de l'article L. 312-1 comporte une mention permettant l'exercice des mesures de protection des majeurs :

1° Au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle ou de la tutelle ;

2° Au titre de la mesure d'accompagnement judiciaire. »

6° La section IV du chapitre III est complétée par les dispositions suivantes :

Article R. 313-27-1.-Le retrait de l'autorisation d'un service mentionné au 14° du I de l'article L. 312-1 vaut radiation de la liste prévue à l'article L. 471-2 et inscription sur la liste prévue à l'article L. 471-3.

Le retrait de l'autorisation d'un service mentionné au 15° du I de l'article L. 312-1 vaut radiation de la liste prévue à l'article L. 474-1 et inscription sur la liste prévue à l'article L. 474-2. »

Article 4

Sont abrogés les articles R. 167-10 à R. 167-22 et R. 167-28 à R. 167-30 du code de la sécurité sociale.

Article 5

Le présent décret entre en vigueur le 1er janvier 2009.

Article 6

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité et la secrétaire d'Etat chargée de la famille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 30 décembre 2008.

Par le Premier ministre François Fillon

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité, Xavier Bertrand

La secrétaire d'Etat chargée de la famille, Nadine Morano

Extrait du décret n° 2011-936 du 1er août 2011 relatif à la rémunération des mandataires judiciaires et à diverses mesures de simplification en matière de protection juridique des majeurs

Article 4

L'article R. 471-2 du même code est ainsi modifié :

1° Le premier alinéa est ainsi modifié :

a) Les mots : « le mois » sont remplacés par les mots : « les six mois » ;

b) Il est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Lorsque le mandataire judiciaire est inscrit sur plusieurs listes, la prestation de serment n'est effectuée que lors de la première inscription sur une liste. » ;

2° Le second alinéa est complété par les mots suivants : « dans un délai de six mois après son recrutement. Lorsque le service est autorisé dans plusieurs départements, la personne prête serment devant le tribunal d'instance du chef-lieu du département où est implanté le siège de l'organisme gestionnaire du service. »

**Décret n° 2008-1512 du 30 décembre 2008,
fixant les modalités d'inscription sur les listes prévues aux articles L471-2, L471-3,
L474-1 et L474-2 du code de l'action sociale et des familles**

Toutes les indications concernant les différentes listes ont finalement été regroupées dans un même décret :

- ◆ Listes départementales d'inscription des mandataires judiciaires et liste « noire » nationale (article 1)
- ◆ Listes départementales d'inscription des délégués aux prestations familiales et liste « noire » nationale (article 2)

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité,

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L. 471-2, L. 471-3, L. 474-1 et L. 474-2 ;

Vu le code civil, notamment ses articles 450 et 451 ;

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment ses articles 44 et 45 ;

Vu l'avis de la section sociale du Comité national de l'organisation sanitaire et sociale en date du 3 juillet 2008 ;

Vu l'avis du Comité national des retraités et des personnes âgées en date du 9 septembre 2008,

DECRETE

Article 1

Le chapitre Ier du titre VII du livre IV du code de l'action sociale et des familles est ainsi complété :

Article D. 471-1. - L'ouverture d'un service mentionné au 14° du I de l'article L. 312-1, l'agrément d'une personne au titre de l'article L. 472-1 et la prise d'effet de la désignation prévue à l'article L. 472-6 valent inscription sur la liste prévue à l'article L. 471-2.

Le préfet notifie sans délai aux juridictions intéressées la liste prévue à l'article L. 471-2 en mentionnant :

1° Le nom et les coordonnées du mandataire judiciaire à la protection des majeurs ;

2° Le nom et les coordonnées :

a) De l'organisme gestionnaire s'ils sont différents de ceux du service mentionné au 14° du I de l'article L. 312-1 ;

b) De l'établissement qui a désigné le mandataire judiciaire à la protection des majeurs inscrit sur la liste prévue à l'article L. 471-2 au titre de son 3° ;

c) Des établissements qui font application des dispositions des deuxième et troisième alinéas de l'article L. 472-5 ;

3° La catégorie de mesures de protection des majeurs pour lesquels le mandataire judiciaire à la protection des majeurs a reçu une habilitation.

Le mandataire judiciaire à la protection des majeurs est informé de cette notification.

Article D. 471-13. - La liste nationale prévue par l'article L. 471-3 comporte les informations suivantes :

1° Concernant les services et personnes répertoriés dans la liste :

a) Concernant les services mentionnés au 14° du I de l'article L. 312-1 dont l'autorisation fait l'objet d'un retrait en application de l'article L. 313-18 :

– Le nom de leur gestionnaire et son adresse ;

– Si leur gestionnaire est une personne physique, son nom, son nom d'usage et son (ses) prénom(s), sa date et son lieu de naissance ;

– La date et le lieu de délivrance de leur autorisation ;

b) Concernant les mandataires judiciaires à la protection des majeurs dont l'agrément prévu à l'article L. 472-1 fait l'objet d'une suspension ou d'un retrait en application de l'article L. 472-10 :

– Leur nom, leur nom d'usage et leur(s) prénom(s) ;

– Leur date et leur lieu de naissance ;

- Leur adresse ;
- La date et le lieu de délivrance de leur agrément ;
- c) Concernant les mandataires judiciaires à la protection des majeurs dont la déclaration prévue à l'article L. 472-6 fait l'objet d'une suspension ou d'une annulation en application de l'article L. 472-10 :
 - Leur nom, leur nom d'usage et leur(s) prénom(s) ;
 - Leur date et leur lieu de naissance ;
 - Leur adresse ;
 - Le nom et l'adresse de l'établissement qui les a désignés en application de l'article L. 472-6 ;
 - La date de la déclaration qui les a désignés en application de l'article L. 472-6 ;
 - Le nom et l'adresse des établissements qui les ont désignés en application des dispositions des deuxième et troisième alinéas de l'article L. 472-5.

2° Concernant la décision de retrait en application de l'article L. 313-18 de l'autorisation des services mentionnés au 14° du I de l'article L. 312-1, de suspension ou de retrait en application de l'article L. 472-10 de l'agrément prévu à l'article L. 472-1 et de suspension ou d'annulation de la déclaration prévue à l'article L. 472-6 en application de l'article L. 472-10 :

- Le département dans lequel a été prise la décision administrative ;
- Le type de motif à l'origine de la décision administrative ;
- Les éléments constatés en application de l'article L. 313-18 ou de l'article L. 472-10 ;
- La date de la décision administrative.

Article D. 471-14. - La liste mentionnée à l'article D. 471-13 est dressée et tenue à jour sous le contrôle du ministre chargé de la famille, qui veille au respect des dispositions du présent chapitre.

L'inscription sur la liste est demandée par les agents individuellement désignés et spécialement habilités par le préfet, le directeur départemental des affaires sanitaires sociales et leurs adjoints et réalisée par les agents individuellement désignés et spécialement habilités par le ministre chargé de la famille à cette fin.

Article D. 471-15. - La décision de retrait en application de l'article L. 313-18 de l'autorisation des services mentionnés au 14° du I de l'article L. 312-1, de suspension ou de retrait en application de l'article L. 472-10 de l'agrément prévu à l'article L. 472-1 et de suspension ou d'annulation de la déclaration prévue à l'article L. 472-6 en application de l'article L. 472-10 mentionne l'inscription des services et personnes concernés sur la liste mentionnée à l'article L. 471-3. Les personnes et services concernés ne peuvent s'opposer à leur inscription sur cette liste.

Article D. 471-16. - Toute personne dont l'identité est inscrite dans la liste peut demander au directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de rectifier les informations la concernant ou d'en ordonner l'effacement si celles-ci ne sont pas exactes ou si leur conservation n'apparaît plus nécessaire compte tenu de la finalité de la liste, au regard de la nature des faits à l'origine de l'inscription sur la liste et du temps écoulé depuis lors.

Article D. 471-17. - Dans la limite de leurs attributions respectives et pour l'instruction des demandes d'autorisation de services mentionnés au 14° du I de l'article L. 312-1, des demandes d'agrément prévu à l'article L. 472-1 ou des déclarations prévues à l'article L. 472-6, sont seuls autorisés à accéder directement à la liste par un système de télécommunication sécurisé :

- 1° Les préfets, les directeurs départementaux des affaires sanitaires sociales, leurs adjoints et les agents individuellement désignés et spécialement habilités par eux à cette fin ;
- 2° Les procureurs de la République près les tribunaux de grande instance des chefs-lieux de département et leurs substituts.

Article D. 471-18. - La liste conserve pendant une durée de trois ans les informations relatives aux inscriptions et consultations dont elle fait l'objet, en précisant la qualité de la personne ou autorité ayant procédé à l'opération.

Ces informations ne peuvent être consultées que par le ministre chargé de la famille ou, avec son autorisation, par les personnes qu'il habilite spécialement.

Elles peuvent donner lieu à des exploitations statistiques.

Article D. 471-19. - Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales procède à l'effacement des données qui sont inscrites sur la liste :

- a) A l'expiration d'un délai de cinq ans ;
- b) Lorsqu'il est informé du rétablissement de l'agrément ou de la déclaration après sa suspension prononcée en application de l'article L. 472-10 ou de la réouverture du service après le retrait de l'autorisation en application de l'article L. 313-18 ;

- c) Lorsqu'il est informé du décès de la personne ;
- d) Lorsqu'il prend une décision d'effacement en application de l'article D. 471-16.

Article 2

La section I du chapitre IV du titre VII du livre IV du code de l'action sociale et des familles est ainsi complétée :

Article D. 474-1. - L'ouverture d'un service mentionné au 15° du I de l'article L. 312-1 et l'agrément d'une personne au titre de l'article L. 474-4 valent inscription sur la liste prévue à l'article L. 474-1.

Le préfet notifie sans délai aux juridictions intéressées la liste des délégués aux prestations familiales en mentionnant son nom et ses coordonnées et le nom et les coordonnées de l'organisme gestionnaire s'ils sont différents de ceux du service mentionné au 15° du I de l'article L. 312-1 ;

Le délégué aux prestations familiales est informé de cette notification.

Article D. 474-9. - La liste nationale prévue par l'article L. 474-2 comporte les informations suivantes :

1° Concernant les services et personnes répertoriés dans la liste :

a) Concernant les services mentionnés au 15° du I de l'article L. 312-1 dont l'autorisation fait l'objet d'un retrait en application de l'article L. 313-18 :

- le nom de leur gestionnaire et son adresse ;
- si leur gestionnaire est une personne physique, son nom, son nom d'usage et son (ses) prénom(s), sa date et son lieu de naissance ;
- la date et le lieu de délivrance de leur autorisation ;

b) Concernant les délégués aux prestations familiales dont l'agrément prévu à l'article L. 474-4 fait l'objet d'une suspension ou d'un retrait en application de l'article L. 474-5 :

- leur nom, leur nom d'usage et leur(s) prénom(s) ;
- leur date et leur lieu de naissance ;
- leur adresse ;
- la date et le lieu de délivrance de leur agrément ;

2° Concernant la décision de retrait en application de l'article L. 313-18 de l'autorisation des services mentionnés au 15° du I de l'article L. 312-1, de suspension ou de retrait en application de l'article L. 474-5 de l'agrément prévu à l'article L. 474-4 :

- le département dans lequel a été prise la décision administrative ;
- le type de motif à l'origine de la décision administrative ;
- les éléments constatés en application de l'article L. 313-18 ou de l'article L. 474-5 ;
- la date de la décision administrative.

Article D. 474-10. - La liste mentionnée à l'article D. 474-9 est dressée et tenue à jour sous le contrôle du ministre chargé de la famille qui veille au respect des dispositions du présent chapitre.

L'inscription sur la liste est demandée par les agents individuellement désignés et spécialement habilités par le préfet, le directeur départemental des affaires sanitaires sociales et leurs adjoints et réalisée par les agents individuellement désignés et spécialement habilités par le ministre chargé de la famille à cette fin.

Article D. 474-11. - La décision de retrait en application de l'article L. 313-18 de l'autorisation des services mentionnés au 15° du I de l'article L. 312-1, de suspension ou de retrait en application de l'article L. 474-5 de l'agrément prévu à l'article L. 474-4 mentionne l'inscription des services et personnes concernés sur la liste mentionnée à l'article L. 471-3. Les personnes et services concernés ne peuvent s'opposer à leur inscription sur cette liste.

Article D. 474-12. - Toute personne dont l'identité est inscrite dans la liste peut demander au directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de rectifier les informations la concernant ou d'en ordonner l'effacement si ces informations ne sont pas exactes ou si leur conservation n'apparaît plus nécessaire compte tenu de la finalité de la liste, au regard de la nature des faits à l'origine de l'inscription sur la liste et du temps écoulé depuis lors.

Article D. 474-13. - Dans la limite de leurs attributions respectives et pour l'instruction des demandes d'autorisation de services mentionnés au 15° du I de l'article L. 312-1 ou des demandes d'agrément prévu à l'article L. 474-4, sont seuls autorisés à accéder directement à la liste par un système de télécommunication sécurisé :

- 1° Les préfets, les directeurs départementaux des affaires sanitaires sociales, leurs adjoints et les agents individuellement désignés et spécialement habilités par eux à cette fin ;
- 2° Les procureurs de la République près les tribunaux de grande instance des chefs-lieux de département et leurs substituts.

Article D. 474-14. - La liste conserve pendant une durée de trois ans les informations relatives aux inscriptions et consultations dont elle fait l'objet, en précisant la qualité de la personne ou autorité ayant procédé à l'opération.

Ces informations ne peuvent être consultées que par le ministre chargé de la famille ou, avec son autorisation, par les personnes qu'il habilite spécialement.
Elles peuvent donner lieu à des exploitations statistiques.

Article D. 474-15. - Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales procède à l'effacement des données qui sont inscrites sur la liste :

- a) A l'expiration d'un délai de cinq ans ;
- b) Lorsqu'il est informé du rétablissement de l'agrément après sa suspension prononcée en application de l'article L. 474-5 ou de la réouverture du service après le retrait de l'autorisation en application de l'article L. 313-18 ;
- c) Lorsqu'il est informé du décès de la personne ;
- d) En application de l'article D. 474-12.

Article 3

I. – Le préfet inscrit sur la liste prévue à l'article L. 471-2 du code de l'action sociale et des familles le nom et les coordonnées des personnes suivantes :

1° Les personnes morales mentionnées au I de l'article 44 de la loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, jusqu'à ce qu'elles se soient conformées aux dispositions de la section 1 du chapitre III du titre Ier du livre III du code de l'action sociale et des familles et, au plus tard, jusqu'au 31 décembre 2010 ;

2° Les personnes physiques mentionnées au II de l'article 44 de la loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, jusqu'à ce qu'elles se soient conformées aux dispositions de l'article L. 472-1 du code de l'action sociale et des familles et, au plus tard, jusqu'au 31 décembre 2010 ;

3° Les préposés d'établissement mentionnés au IV de l'article 44 de la loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, jusqu'à ce que leur établissement se soit conformé aux dispositions de l'article L. 472-6 du code de l'action sociale et des familles et, au plus tard, jusqu'au 31 décembre 2010.

II. - Le préfet notifie sans délai aux juridictions intéressées le nom et les coordonnées des personnes mentionnées au I en mentionnant également :

1° La catégorie de mesures de protection des majeurs qu'elles sont habilitées à exercer ;

2° Les tribunaux d'instance dans les ressorts desquels elles sont habilitées à exercer des mesures de protection ;

3° La date d'échéance de leur inscription sur la liste.

Article 4

I. – Le préfet inscrit sur la liste prévue à l'article L. 474-1 du code de l'action sociale et des familles le nom et les coordonnées des personnes suivantes :

1° Les personnes morales mentionnées au V de l'article 44 de la loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, jusqu'à ce qu'elles se soient conformées aux dispositions de la section 1 du chapitre III du titre Ier du livre III du code de l'action sociale et des familles et, au plus tard, jusqu'au 31 décembre 2010 ;

2° Les personnes physiques mentionnées au V de l'article 44 de la loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, jusqu'à ce qu'elles se soient conformées aux dispositions de l'article L. 474-4 du code de l'action sociale et des familles et, au plus tard, jusqu'au 31 décembre 2010.

II. - Le préfet notifie sans délai aux juridictions intéressées le nom et les coordonnées des personnes mentionnées au I en mentionnant également l'échéance de leur inscription sur la liste.

Article 5

Le présent décret entre en vigueur le 1er janvier 2009.

Article 6

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité et la secrétaire d'Etat chargée de la famille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 30 décembre 2008.

Par le Premier ministre François Fillon

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité, Xavier Bertrand

La secrétaire d'Etat chargée de la famille, Nadine Morano

**Décret n° 2008-1511 du 30 décembre 2008,
portant diverses dispositions relatives aux mandataires judiciaires à la protection des
majeurs et aux délégués aux prestations familiales**

Le Premier ministre,
Sur le rapport du ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité,
Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L. 471-6, L. 471-8, L. 472-5 et L. 472-6 ;
Vu la loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment ses articles 44 et 45 ;
Vu l'avis de la section sociale du Comité national de l'organisation sanitaire et sociale en date du 3 juillet 2008 ;
Vu l'avis du Comité national des retraités et des personnes âgées en date du 9 septembre 2008 ;
Vu l'avis de la commission consultative d'évaluation des normes en date du 9 octobre 2008,

DECRETE

Article 1

Il est ajouté au chapitre II du titre VII du livre IV du code de l'action sociale et des familles une section 2 ainsi rédigée :

Section 2

Activité exercée en qualité de préposé d'établissement hébergeant des majeurs

Sous-section 1 - La désignation de l'agent

Article D. 472-13. - Le seuil mentionné au premier alinéa de l'article L. 472-5 est fixé à 80 places autorisées au titre de l'hébergement permanent.

Article D. 472-18. - En cas d'opposition à la déclaration mentionnée à l'article L. 472-6, le préfet en informe l'auteur et le trésorier-payeur général.

Article 2

L'article D. 313-12 du code de l'action sociale et des familles est complété par un alinéa ainsi rédigé :
Lorsque la demande de visite concerne un service mentionné au 14° du I de l'article L. 312-1, le dossier comporte, à la place des documents mentionnés au c du 1° et au b du 2°, le projet de notice d'information mentionnée à l'article L. 471-6 et le modèle de document individuel de protection des majeurs mentionné au 3° de l'article L. 471-8.

Article 3

Le présent décret entre en vigueur le 1er janvier 2009.

Article 4

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité et la secrétaire d'Etat chargée de la famille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 30 décembre 2008.

Par le Premier ministre François Fillon

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité, Xavier Bertrand

La secrétaire d'Etat chargée de la famille, Nadine Morano

**Décret n° 2008-1505 du 30 décembre 2008,
relatif à la déclaration prévue à l'article L472-6 du code de l'action sociale et des
familles**

Le Premier ministre,
Sur le rapport du ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité,
Vu le code civil, notamment son article 451 ;
Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L. 471-2, L. 472-6, L. 472-7 et L. 472-10 ;
Vu loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment son article 45 ;
Vu l'avis de la section sociale du Comité national de l'organisation sanitaire et sociale en date du 3 juillet 2008 ;
Vu l'avis du Comité national représentatif des retraités et des personnes âgées en date du 9 septembre 2008 ;
Vu l'avis de la commission consultative d'évaluation des normes en date du 9 octobre 2008 ;
Le Conseil d'Etat (section sociale) entendu,

DECRETE

Article 1

La sous-section 1 de la section 2 du chapitre II du titre VII du livre IV du code de l'action sociale et des familles est ainsi complétée :

Article R. 472-14. - La déclaration prévue à l'article L. 472-6 porte mention des informations suivantes :
1° Le nom et le(s) prénom(s) de l'agent désigné pour exercer l'activité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs en qualité de préposé d'établissement hébergeant des majeurs ;
2° Le nombre et la nature des mesures de protection des majeurs qu'il peut exercer ;
3° Le nom et l'adresse de son employeur ;
4° Le cas échéant, l'identité, la formation et l'expérience des personnes qui assurent auprès de lui des fonctions de secrétaire spécialisé, ainsi que la description de ces fonctions ;
5° Le cas échéant, le nom et l'adresse de tout établissement ayant passé avec son employeur une convention en application du dernier alinéa de l'article L. 472-5.

Article R. 472-15. - La déclaration est adressée au préfet deux mois avant la désignation d'un agent pour exercer l'activité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs en qualité de préposé d'établissement hébergeant des majeurs. Copie de la déclaration est adressée dans le même délai au procureur de la République près le tribunal de grande instance du chef-lieu de département. Lorsque l'établissement est public, une copie est adressée également au trésorier-payeur général.

Article R. 472-16. - La déclaration est accompagnée :
1° Concernant l'agent de l'établissement désigné pour exercer l'activité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs en qualité de préposé d'établissement hébergeant des majeurs, d'un acte de naissance, d'un extrait de casier judiciaire, d'une description des fonctions exercées au sein de l'établissement et du certificat national de compétence mentionné à l'article D. 471-4 ;
2° D'une description des moyens que l'établissement entend mettre en œuvre pour qu'un exercice indépendant des mesures de protection des majeurs qui peuvent être confiées par le juge soit assuré de manière effective ;
3° Du projet de notice d'information mentionnée à l'article L. 471-6.

Article R. 472-17. - Le responsable de l'établissement et les personnes intervenant auprès des personnes accueillies par l'établissement ne peuvent être désignés dans la déclaration prévue à l'article L. 472-6.

Article R. 472-19. - L'établissement effectue une nouvelle déclaration :

- 1° Lorsque l'agent est désigné pour exercer une catégorie de mesures de protection des majeurs qui n'est pas prévue dans la déclaration initiale ;
- 2° Lorsqu'il désigne un agent en remplacement de celui qui est mentionné dans la déclaration initiale ;
- 3° Lorsque le nombre de mesures de protection des majeurs confié par le juge à l'agent est supérieur à celui prévu dans la déclaration initiale ;
- 4° Lorsque l'agent est désigné en application du dernier alinéa de l'article L. 472-5, par un établissement qui n'était pas mentionné dans la déclaration initiale.

Article 2

La section 2 du chapitre II du titre VII du livre IV du code de l'action sociale et des familles est complétée par une sous-section 2 ainsi rédigée :

Sous-section 2 L'organisation de l'activité de l'agent

Article R. 472-20. - Le mandataire judiciaire à la protection des majeurs rend compte directement au juge de l'exercice de la mesure de protection juridique des majeurs.
Il informe le responsable de l'établissement des jours où il s'absente de l'établissement pour accomplir les obligations nécessaires à l'exercice de la mesure de protection juridique des majeurs.

Article R. 472-21. - L'établissement garantit au mandataire judiciaire à la protection des majeurs la confidentialité de la correspondance reçue à son attention ou envoyée par lui dans le cadre de l'exercice des mesures de protection des majeurs.

Article R. 472-22. - La personne protégée doit pouvoir s'entretenir avec le mandataire judiciaire à la protection des majeurs sans la présence de l'une des personnes mentionnées à l'article R. 472-17.

Article R. 472-23. - Pour déterminer le budget alloué au financement de l'activité du mandataire judiciaire à la protection des majeurs, il est tenu compte d'indicateurs relatifs en particulier à la charge de travail liée à la nature de la mesure de protection et à la situation de la personne protégée. Ces indicateurs sont fixés par arrêté du ministre chargé de la famille.

Article 3

Il est ajouté au chapitre II du titre VII du livre IV du même code une section 3 ainsi rédigée :

Section 3 Dispositions communes

Article R. 472-24. - Le retrait de l'agrément ou l'annulation des effets de la déclaration dans les cas prévus au deuxième alinéa de l'article L. 472-10 vaut radiation du mandataire judiciaire à la protection des majeurs de la liste mentionnée à l'article L. 471-2 et inscription sur la liste mentionnée à l'article L. 471-3. La décision est notifiée par le préfet au procureur de la République près le tribunal de grande instance du chef-lieu de département, aux juridictions intéressées, à l'établissement employeur et au mandataire judiciaire à la protection des majeurs. Le trésorier-payeur général est informé de l'annulation des effets de la déclaration.

Dès réception de la notification du retrait d'agrément ou de l'annulation des effets de la déclaration, le juge des tutelles procède au remplacement du mandataire judiciaire pour les mesures de protection des majeurs en cours.

Article R. 472-26. - La suspension de la déclaration prévue à l'article L. 472-10 en cas d'urgence intervient pour une période maximale de huit jours, durant laquelle sont entendus :

- 1° Le mandataire judiciaire à la protection des majeurs ;
- 2° Un représentant de l'établissement qui a fait la déclaration de la désignation du mandataire judiciaire à la protection des majeurs.

La suspension de la déclaration vaut suspension de l'inscription sur la liste prévue à l'article L. 471-2 et inscription sur la liste mentionnée à l'article L. 471-3. Elle est notifiée sans délai par le préfet au procureur de la République près le tribunal de grande instance du chef-lieu de département, aux

juridictions intéressées, au mandataire judiciaire à la protection des majeurs, à l'établissement qui en a déclaré la désignation et, lorsque cet établissement est public, au trésorier-payeur général. A l'issue de la période de suspension, dans le cas où il est décidé de ne pas annuler les effets de la déclaration, le préfet notifie la fin de la suspension de la déclaration et le retrait de la liste prévue à l'article L. 471-3 au procureur de la République près le tribunal de grande instance du chef-lieu de département, aux juridictions intéressées, au mandataire judiciaire à la protection des majeurs, à l'établissement qui en a déclaré la désignation et, lorsque cet établissement est public, au trésorier-payeur général.

Article 4

Le présent décret entre en vigueur le 1er janvier 2009.

Article 5

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité et la secrétaire d'Etat chargée de la famille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 30 décembre 2008.

Par le Premier ministre François Fillon

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité, Xavier Bertrand

La secrétaire d'Etat chargée de la famille, Nadine Morano

**Décret n° 2008-1553 du 31 décembre 2008,
relatif à l'exercice à titre individuel de l'activité de mandataire judiciaire à la
protection des majeurs et de l'activité de délégué aux prestations familiales**

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité,

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L. 472-1 et L. 472-4 ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu la loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment son article 45 ;

Vu l'avis du Comité national des retraités et des personnes âgées en date du 15 octobre 2008 ;

Vu l'avis de la commission consultative d'évaluation des normes en date du 6 novembre 2008 ;

Vu l'avis du conseil d'administration de la Caisse nationale des allocations familiales en date du 9 décembre 2008 ;

Vu l'avis du conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés en date du 9 décembre 2008 ;

Vu l'avis de la commission des accidents du travail et des maladies professionnelles en date du 10 décembre 2008 ;

Vu l'avis de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations en date du 17 décembre 2008 ;

Le Conseil d'Etat (section sociale) entendu,

DECRETE

Article 1

Il est ajouté dans le titre VII du livre IV du code de l'action sociale et des familles un chapitre II ainsi rédigé :

Chapitre II

Personnes physiques mandataires judiciaires à la protection des majeurs

Section 1

Activité exercée à titre individuel

Article R. 472-1. - La demande d'agrément en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs est établie sur un document précisant dans des conditions définies par arrêté du ministre chargé de la famille l'identité du demandeur, sa formation, son expérience, son activité professionnelle, les garanties mentionnées à l'article L. 472-2, l'identité, la formation et l'expérience des personnes qui assurent auprès de lui des fonctions de secrétaire spécialisé, ainsi que la description de ces fonctions.

Elle est accompagnée d'un acte de naissance, d'un extrait de casier judiciaire, d'un justificatif de domicile, d'une attestation d'immatriculation fiscale, du certificat national de compétence mentionné à l'article D. 471-4, de tout document et information permettant au préfet de vérifier l'existence des garanties mentionnées à l'article L. 472-2, des contrats de travail des personnes mentionnées au premier alinéa ainsi que du projet de notice d'information mentionnée à l'article L. 471-6.

Article R. 472-2. - La demande est adressée au préfet par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Copie de la demande est adressée selon les mêmes modalités au procureur de la République près le tribunal de grande instance du chef-lieu de département.

Le préfet dispose d'un délai de vingt jours pour accuser réception de la demande d'agrément ou, si la demande est incomplète, pour indiquer les pièces manquantes dont la production est indispensable à l'instruction de la demande et fixer un délai pour la production de ces pièces.

Article R. 472-3. - I. — L'agrément est accordé, après avis conforme du procureur de la République près le tribunal de grande instance du chef-lieu de département.

II. — La décision d'agrément comporte une mention permettant l'exercice des mesures de protection des majeurs :

1° Au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle ou de la tutelle ;

2° Au titre de la mesure d'accompagnement judiciaire.

Article R. 472-4. - Le silence gardé pendant plus de quatre mois à compter de la date d'accusé de réception du dossier complet par le préfet sur la demande d'agrément vaut décision de rejet de celle-ci.

Article R. 472-5. - Un délai minimum d'un an précède toute nouvelle demande consécutive à une décision de refus ou de retrait d'agrément.

Article R. 472-6. - Le mandataire judiciaire à la protection des majeurs demande un nouvel agrément dans les conditions prévues aux articles R. 472-1 et R. 472-2 :

1° Lorsqu'il souhaite modifier la nature et la consistance des garanties contre les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile en raison des dommages subis par les personnes protégées ;

2° Lorsqu'il souhaite se voir confier par le juge des tutelles une catégorie de mesures de protection des majeurs non couvertes par l'agrément ;

3° Lorsque le nombre de personnes qui exercent auprès de lui des fonctions de secrétaire spécialisé est différent du nombre figurant dans la déclaration initiale.

Article R. 472-7. - Le mandataire judiciaire à la protection des majeurs qui désire cesser ses fonctions en informe, avec un préavis de deux mois, le préfet ainsi que les juridictions qui lui ont confié des mesures de protection des majeurs. Il lui est donné acte par le préfet de la cessation de son activité. L'agrément lui est retiré et il est radié de la liste prévue à l'article L. 471-2. Le retrait de l'agrément est notifié au procureur de la République près le tribunal de grande instance du chef-lieu de département et aux juridictions intéressées.

Article R. 472-8. - Le mandataire judiciaire à la protection des majeurs est rémunéré sur la base d'un tarif mensuel forfaitaire attribué pour toute mesure de protection des majeurs confiée par le juge au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice, ou au titre de la curatelle, de la tutelle ou de la mesure d'accompagnement judiciaire.

Le tarif mensuel forfaitaire est fixé par un arrêté des ministres chargés du budget, de la famille et de la justice. Le versement du tarif par chaque financeur concerné conformément aux dispositions aux 1°, 2° et 3° du I de l'article L. 361-1 fait l'objet d'une convention entre ce financeur et le mandataire judiciaire à la protection des majeurs.

Le montant total des prélèvements opérés sur les ressources du majeur protégé vient en déduction du tarif.

Les indicateurs applicables au mandataire judiciaire à la protection des majeurs et tenant compte en particulier de la charge de travail résultant de l'exécution des mesures de protection sont fixés par arrêté du ministre chargé de la famille.

Article R. 472-9. - La part de rémunération du mandataire judiciaire à la protection des majeurs qui relève du budget de l'Etat est mise en paiement par le préfet du département de domiciliation du mandataire judiciaire.

Dans le cas où il y a plusieurs organismes de sécurité sociale appartenant à la même branche, l'organisme de sécurité sociale de la branche du lieu de domiciliation du mandataire judiciaire verse la part de rémunération incombant à ces organismes au mandataire judiciaire.

Article R. 472-10. - Le mandataire judiciaire à la protection des majeurs adresse chaque semestre aux juges concernés une déclaration indiquant le nombre total et la nature des mesures de protection des majeurs qu'il exerce au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice, de la curatelle, de la tutelle ou de la mesure d'accompagnement judiciaire, ainsi que le nombre de personnes exerçant auprès de lui la fonction de secrétaire spécialisé. Copie de cette déclaration est adressée dans le même délai au préfet. Le modèle de cette déclaration est fixé par arrêté du ministre chargé de la famille.

Article 2

La section 3 du chapitre II du titre VII du livre IV du code de l'action sociale et des familles est complétée par un article R. 472-25 ainsi rédigé :

Article R. 472-25. - La suspension de l'agrément par le préfet prévue à l'article L. 472-10 en cas d'urgence intervient pour une période maximale de huit jours, durant laquelle le mandataire judiciaire à la protection des majeurs est appelé ou entendu.

La suspension de l'agrément vaut suspension de l'inscription sur la liste prévue à l'article L. 471-2 et inscription sur la liste prévue à l'article L. 471-3. Elle est notifiée sans délai par le préfet de département au procureur de la République près le tribunal de grande instance du chef-lieu de département, aux juridictions intéressées et au mandataire judiciaire à la protection des majeurs.

A l'issue de la période de suspension de l'agrément, dans le cas où il est décidé de ne pas retirer l'agrément, le préfet notifie la fin de la suspension de l'agrément et le retrait de la liste prévue à l'article L. 471-3 au procureur de la République près le tribunal de grande instance du chef-lieu de département et au mandataire judiciaire à la protection des majeurs.

Article 3

Le chapitre IV du titre VII du code de l'action sociale et des familles est complété par une section 2 ainsi rédigée :

Section 2 Délégués aux prestations familiales à titre individuel

Article R. 474-16. - La demande d'agrément en qualité de délégué aux prestations familiales est établie sur un document précisant dans des conditions définies par arrêté du ministre chargé de la famille l'identité du demandeur, sa formation, son expérience, son activité professionnelle, les garanties mentionnées aux articles L. 474-4, l'identité, la formation et l'expérience des personnes qui exercent auprès de lui des fonctions de secrétaire spécialisé, ainsi que la description de ces fonctions.

Elle est accompagnée d'un acte de naissance, d'un extrait de casier judiciaire, d'un justificatif de domicile, d'une attestation d'immatriculation fiscale, du certificat national de compétence mentionné à l'article D. 474-4, de tout document et information permettant au préfet d'apprécier l'existence des garanties mentionnées à l'article L. 474-4, des contrats de travail des personnes mentionnées au premier alinéa, ainsi que du projet de notice d'information mentionnée à l'article L. 471-6.

Article R. 474-17. - La demande est adressée au préfet par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Le préfet dispose d'un délai de vingt jours pour accuser réception de la demande d'agrément ou, si la demande est incomplète, pour indiquer les pièces manquantes dont la production est indispensable à l'instruction de la demande et fixer un délai pour la production de ces pièces.

Article R. 474-18. - Le silence gardé pendant plus de quatre mois à compter de la date d'accusé de réception du dossier complet par le préfet sur la demande d'agrément vaut décision de rejet de celle-ci.

Article R. 474-19. - L'agrément est accordé pour une durée maximale de cinq ans.

Article R. 474-20. - Un délai minimum d'un an précède toute nouvelle demande consécutive à une décision de refus ou de retrait d'agrément.

Article R. 474-21. - Dans l'année qui précède la date d'échéance de la décision d'agrément ou de renouvellement d'agrément, le préfet indique, par lettre recommandée avec avis de réception, au délégué aux prestations familiales qu'il doit présenter une demande de renouvellement d'agrément quatre mois au moins avant ladite échéance s'il entend continuer à en bénéficier.

La demande de renouvellement de l'agrément est déposée et instruite dans les mêmes conditions que la demande initiale.

Article R. 474-22. - Le délégué aux prestations familiales demande un nouvel agrément dans les conditions prévues aux articles R. 474-16 et R. 474-17 lorsqu'il souhaite modifier la nature et la consistance des garanties contre les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile en raison des dommages subis par les personnes qu'il prend en charge.

Article R. 474-23. - Le délégué aux prestations familiales qui désire cesser ses fonctions en informe, avec un préavis de deux mois, le préfet ainsi que les juridictions qui lui ont confié des mesures judiciaires d'aide à la gestion du budget familial. Il lui est donné acte par le préfet de la cessation de son activité et l'agrément lui est retiré. Il est également radié de la liste prévue à l'article L. 474-1. Le retrait de l'agrément est notifié au procureur de la République près le tribunal de grande instance du chef-lieu de département. La radiation de la liste est notifiée aux juridictions intéressées.

Article R. 474-24. - La suspension de l'agrément par le préfet dans les conditions prévues à l'article L. 474-5 intervient pour une période maximale de huit jours, durant laquelle est appelé ou entendu le délégué aux prestations familiales.

La suspension de l'agrément vaut suspension de l'inscription sur la liste prévue à l'article L. 474-1 et inscription sur la liste prévue à l'article L. 474-2. Elle est notifiée sans délai par le préfet au procureur de la République près le tribunal de grande instance du chef-lieu de département, aux juridictions intéressées et au délégué aux prestations familiales.

A l'issue de la période de suspension de l'agrément, dans le cas où il est décidé de ne pas retirer l'agrément, le préfet notifie la fin de la suspension de l'agrément et le retrait de la liste prévue à l'article L. 474-2 au procureur de la République près le tribunal de grande instance du chef-lieu de département, aux juridictions intéressées et au délégué aux prestations familiales.

Article R. 474-25. - Le délégué aux prestations familiales est rémunéré sur la base d'un tarif mensuel forfaitaire attribué pour toute mesure confiée par le juge au titre de la mesure judiciaire d'aide à la gestion du budget familial.

Le tarif mensuel forfaitaire est fixé par un arrêté des ministres chargés de la famille et de la sécurité sociale. Le versement du tarif par chaque financeur concerné conformément aux dispositions du I de l'article L. 361-1 fait l'objet d'une convention entre ce financeur et le mandataire judiciaire à la protection des majeurs.

Les indicateurs applicables au délégué aux prestations familiales et tenant compte en particulier de la charge de travail résultant de l'exécution de cette mesure sont fixés par arrêté du ministre chargé de la famille.

Article R. 474-26. - Le délégué aux prestations familiales adresse chaque semestre aux juges une déclaration indiquant le nombre total de mesures judiciaires d'aide à la gestion du budget familial qu'il exerce, ainsi que le nombre de personnes exerçant auprès de lui la fonction de secrétaire spécialisé. Copie de cette déclaration est adressée dans le même délai au préfet. Le modèle de cette déclaration est fixé par arrêté du ministre chargé de la famille.

Article 4

I. — Les dispositions des articles R. 472-8 à R. 472-11 du code de l'action sociale et des familles s'appliquent aux personnes physiques mentionnées au II de l'article 44 de la loi du 5 mars 2007 visée ci-dessus jusqu'à ce qu'elles se soient conformées aux dispositions de l'article L. 472-1 du même code et, au plus tard, jusqu'au 31 décembre 2010.

II. — Les dispositions des articles R. 474-25 à R. 474-27 du code de l'action sociale et des familles s'appliquent aux personnes physiques mentionnées au V de l'article 44 de la loi du 5 mars 2007 visées ci-dessus jusqu'à ce qu'elles se soient conformées aux dispositions de l'article L. 474-4 du même code et, au plus tard, jusqu'au 31 décembre 2010.

Article 5

Le présent décret entre en vigueur le 1er janvier 2009.

Article 6

La garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité, le ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique et la secrétaire d'Etat chargée de la famille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 31 décembre 2008.

Par le Premier ministre François Fillon

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité, Xavier Bertrand

La garde des sceaux, ministre de la justice, Rachida Dati

Le ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique, Eric Woerth

La secrétaire d'Etat chargée de la famille, Nadine Morano

**Arrêté du 2 janvier 2009,
relatif à la formation complémentaire préparant aux certificats nationaux de
compétence de mandataire judiciaire à la protection des majeurs et de délégué aux
prestations familiales**

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité,

Vu la loi n° 2007-293 du 5 mars 2007, relative à la protection de l'enfance, et notamment son article 20 ;

Vu la loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs ;

Vu le décret n° 2001-492 du 6 juin 2001 pris en application du chapitre II de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à l'accusé de réception des demandes présentées aux autorités administratives ;

Vu le décret n° 2008-1508 du 30 décembre 2008 relatif aux conditions d'âge, de formation et d'expérience professionnelle devant être satisfaites par les mandataires judiciaires à la protection des majeurs et par les délégués aux prestations familiales,

ARRETE

TITRE IER

Agencement et contenu de la formation

Article 1

Chacune des deux mentions du certificat national de compétence de mandataire judiciaire à la protection des majeurs, prévues à l'article D. 471-4 du code de l'action sociale et des familles, est préparée par une formation complémentaire spécifique.

La formation complémentaire préparant au certificat national de compétence de délégué aux prestations familiales, mentionné à l'article D. 474-4 du code de l'action sociale et des familles, est propre à ce certificat.

Article 2

Les formations complémentaires spécifiées à l'article précédent comportent des enseignements théoriques et un stage pratique.

L'enseignement théorique est organisé sous forme de modules de formation, regroupés en domaines de formation.

Les compétences attendues par modules de formation et les programmes de ces modules sont précisés en annexe du présent arrêté :

- annexe I : Référentiel de formation du certificat national de compétence de mandataire judiciaire à la protection des majeurs, mention « mesure judiciaire à la protection des majeurs » (MJPM) ;
- annexe II : Référentiel de formation du certificat national de compétence de mandataire judiciaire à la protection des majeurs, mention « mesure d'accompagnement judiciaire » (MAJ) ;
- annexe III : Référentiel de formation du certificat national de compétence de délégué aux prestations familiales.

La formation pratique se déroule sous la forme d'un stage d'une durée de dix semaines consécutives réalisé auprès d'une personne physique ou d'un service inscrit sur les listes départementales pour l'exercice des mesures correspondant à la formation complémentaire suivie.

TITRE II

Dispenses et allègements de formation

Article 3

Des dispenses et allègements de formation peuvent être accordés aux candidats au vu de leurs qualifications et expériences professionnelles.

Un candidat peut bénéficier de plusieurs dispenses et allègements de formation lorsque sa qualification et son expérience professionnelle le justifient.

Le directeur de l'établissement de formation examine les justificatifs présentés par le candidat pour l'octroi des dispenses ou allègements de formation.

Article 4

Pour obtenir la dispense des modules de formation définis dans les référentiels de formation figurant en annexe du présent arrêté, les candidats doivent justifier d'un diplôme dont le programme correspond au programme du module concerné.

Les titulaires de l'une des mentions du certificat national de compétence de mandataire judiciaire à la protection des majeurs ou du certificat national de compétence de délégué aux prestations familiales qui souhaitent obtenir un autre certificat bénéficient des dispenses prévues par les référentiels de formation figurant en annexe du présent arrêté.

Les professionnels qui ont validé la formation d'adaptation à l'exercice des fonctions de tuteur aux majeurs protégés (TMP) prévue par l'arrêté du 28 octobre 1988 bénéficient d'une dispense de tous les modules de la formation complémentaire préparant au certificat national de compétence mention « mesure juridique de protection des majeurs » (MJPM), à l'exception du module 3.2 « relation, intervention et aide à la personne ».

La dispense d'un module de formation entraîne la validation de celui-ci.

Les personnes qui justifient, lors de leur entrée en formation, d'une expérience professionnelle d'au moins six mois dans le cadre d'une activité tutélaire sont dispensées du stage pratique.

Article 5

Des allègements de formation peuvent être accordés aux candidats en fonction de leur expérience professionnelle. L'allègement de formation n'entraîne pas la validation du module concerné.

Pour pouvoir obtenir un allègement de formation, les candidats doivent justifier d'une expérience professionnelle d'au moins trois ans acquise dans le cadre de l'exercice d'une activité en lien direct avec le contenu de formation concerné.

Article 6

Les titulaires du certificat national de compétence aux fonctions de délégué à la tutelle aux prestations sociales (TPS), prévu par l'arrêté du 30 juillet 1976, sont titulaires de droit :

- du certificat national de compétence portant la mention « mesure d'accompagnement judiciaire » (MAJ) sous réserve de justifier avoir suivi une formation d'adaptation correspondant au module 2.1 « les contours de l'intervention et ses limites » de la formation complémentaire correspondant à cette mention ;
- du certificat national de compétence de délégué aux prestations familiales sous réserve de justifier avoir suivi une formation d'adaptation correspondant au module 2.1 « les contours de l'intervention et ses limites » de la formation correspondant à ce certificat.

TITRE III

Entrée en formation

Article 7

Pour pouvoir accéder aux formations préparant au certificat national de compétence de mandataire judiciaire à la protection des majeurs, les candidats doivent remplir les conditions définies à l'article D. 471-3 du code de l'action sociale et des familles.

La formation préparant au certificat national de compétence de délégué aux prestations familiales est ouverte aux personnes qui remplissent les conditions définies à l'article D. 474-3 du code de l'action sociale et des familles.

Les candidats doivent en outre présenter un dossier de demande en précisant le certificat national de compétence et la mention envisagée et indiquant, le cas échéant, les dispenses ou allègements de formation souhaités compte tenu de leurs parcours en joignant les justificatifs correspondants.

Le dossier du candidat doit notamment comporter :

- un curriculum vitae présentant de façon détaillée la trajectoire personnelle et professionnelle et incluant la formation initiale et continue ;
- une ou des fiches de poste précisant les fonctions et activités exercées ;
- les photocopies de tous les diplômes et tous documents relatifs aux conditions posées au premier ou au deuxième alinéa du présent article.

Ce dossier est adressé à un établissement de formation ayant obtenu la délégation prévue à l'article 10.

Article 8

Le directeur de l'établissement de formation établit avec chacun des candidats un programme de formation individualisé au regard des dispenses ou allègements de formation qui lui ont été accordés.

Article 9

Le directeur de l'établissement de formation arrête la liste des candidats admis à suivre la formation et la transmet au représentant de l'Etat dans la région.

Cette liste précise pour chaque candidat admis le diplôme, le titre ou l'expérience professionnelle ouvrant l'accès à la formation, ainsi que le contenu et la durée de la formation complémentaire, en mentionnant les dispenses et allègements accordés.

TITRE IV

Mise en œuvre de la formation

Article 10

Pour pouvoir dispenser une formation complémentaire de mandataire judiciaire à la protection des majeurs ou de délégué aux prestations familiales, la personne physique ou morale juridiquement responsable de l'établissement de formation doit s'engager à satisfaire aux conditions du cahier des charges figurant en annexe IV du présent arrêté.

Elle doit, en outre, justifier de la capacité pédagogique de l'établissement à dispenser la formation concernée, ainsi que de l'expérience pédagogique et des qualifications de l'équipe enseignante.

Un responsable pédagogique doit être désigné pour chaque formation complémentaire. Ce responsable pédagogique doit justifier d'un diplôme ou titre enregistré au répertoire national des certifications professionnelles au moins au niveau II ainsi que d'une expérience de cinq ans au minimum d'enseignement dans une matière en rapport avec le programme de la formation délivrée. Il doit en outre justifier des conditions prévues à l'article L. 6352-2 du code du travail.

Chaque formation complémentaire est assurée par une équipe pédagogique composée de formateurs permanents ou vacataires. Les membres de l'équipe pédagogique doivent justifier d'un diplôme ou titre enregistré au répertoire national des certifications professionnelles au moins au niveau III dans le domaine enseigné, ou d'une expérience professionnelle de trois ans au minimum :

- dans l'exercice d'une activité professionnelle en lien direct avec la matière enseignée ;
- ou en tant que formateur dans la discipline enseignée ;
- ou en tant que mandataire judiciaire ou délégué aux prestations familiales.

Article 11

La demande de dispenser la formation doit être transmise, par la personne physique ou morale juridiquement responsable de l'établissement de formation, au représentant de l'Etat de la région d'implantation de l'établissement de formation, au minimum trois mois avant la date d'ouverture de la formation.

Le dossier de demande figurant en annexe IV du présent arrêté comporte le cahier des charges que la personne juridique responsable de l'établissement s'engage à respecter, ainsi que les pièces justificatives concernant notamment :

- les éléments descriptifs de l'établissement de formation : son organisation, ses moyens, ses activités pédagogiques déjà à son actif, ses autres activités éventuellement ;
- le projet pédagogique de l'établissement et de la formation envisagée ;
- les qualifications de l'équipe pédagogique ;
- les modalités d'organisation et de mise en œuvre de la formation ;
- les modalités d'admission et d'information des candidats ;
- les modalités d'octroi des dispenses et allègements de formation ;
- les modalités de validation de la formation et de délivrance du certificat national de compétence correspondant.

Article 12

Dans un délai de deux mois à compter de la réception du dossier de demande complet, lorsque l'établissement de formation satisfait aux conditions définies à l'article 10, le représentant de l'Etat dans la région accorde délégation à l'établissement de formation pour :

- dispenser la formation complémentaire ;
- organiser le protocole de dispenses et d'allègements de formation ;
- établir les modalités et épreuves de validation de la formation ;
- délivrer, au nom de l'Etat, aux candidats ayant validé cette formation le certificat national de compétence de mandataire judiciaire portant mention de la formation validée par le candidat ou le certificat national de compétence de délégué aux prestations familiales.

Article 13

Cette délégation a une validité de dix ans. Une nouvelle demande doit être formulée, au plus tard trois mois avant la fin de la période de validité, selon les modalités fixées à l'article 11.

Chaque année, l'établissement de formation transmet au représentant de l'Etat dans la région un rapport d'activité des formations concernées. Il actualise à cette occasion les éléments relatifs à l'organisation pédagogique de la formation, la composition et les qualifications de l'équipe pédagogique, le protocole de dispense et d'allègement de formation, les modalités de validation de la formation et de délivrance des certificats nationaux de compétence.

TITRE V

Validation de la formation et délivrance du certificat national de compétence

Article 14

Le responsable de l'établissement de formation est chargé d'organiser les modalités de validation de la formation.

Chaque domaine de formation est validé indépendamment des autres, sans compensation de notes.

Un domaine de formation est validé lorsque tous les modules de ce domaine sont validés.

La formation est validée lorsque tous les domaines de la formation sont validés.

En cas de non-validation d'un domaine de formation, les validations obtenues pour les autres domaines de formation restent acquises.

Article 15

Le responsable de l'établissement de formation qui a dispensé la formation arrête la liste des candidats qui ont validé l'ensemble de leur formation que celle-ci soit complète ou individualisée.

Il délivre à ces candidats, au nom de l'Etat, le certificat national de compétence.

Le certificat national de compétence, dont le modèle est établi par le ministre chargé des affaires sociales, précise le certificat national de compétence délivré, avec sa mention éventuelle.

Article 16

Le responsable de l'établissement de formation transmet, dans un délai maximum d'un mois, au représentant de l'Etat dans la région, les listes, mention par mention, des candidats ayant validé la formation et à qui il a délivré un certificat national de compétence.

Le représentant de l'Etat en région transmet cette liste au préfet du département où exerce le professionnel pour mise à jour de la liste d'inscription pour l'exercice des mesures de protection juridique.

TITRE VI

Dispositions transitoires

Article 17

Les établissements de formation agréés avant le 1er janvier 2009 pour dispenser la formation d'adaptation à l'exercice de tuteur aux majeurs protégés (TMP) et la formation préparant au certificat national de compétence aux fonctions de délégué à la tutelle aux prestations sociales (TPSA et TPSE) sont réputés avoir satisfait aux dispositions des articles 11 et 12 du présent arrêté pendant une période transitoire de deux ans maximum.

Pendant cette période, ils peuvent dispenser une ou plusieurs formations complémentaires préparant aux certificats nationaux de compétence de mandataire judiciaire ou de délégué aux prestations familiales, dans les conditions prévues par le présent arrêté.

Les dispositions des deux alinéas précédents cessent de s'appliquer au plus tard le 31 décembre 2010.

Article 18

Les formations engagées avant le 1er janvier 2009, selon les conditions des arrêtés du 30 juillet 1976 relatif à la compétence des délégués à la tutelle aux prestations sociales ou du 28 octobre 1988 relatif à la formation d'adaptation à l'exercice de tuteur aux majeurs protégés, sont et demeurent régies jusqu'à la fin de leur cycle par ces textes.

Article 19

Sous réserve des dispositions de l'article 18, les arrêtés du 30 juillet 1976 relatif à la compétence des délégués à la tutelle aux prestations sociales et du 28 octobre 1988 relatif à la formation d'adaptation à l'exercice de tuteur aux majeurs protégés sont abrogés.

Article 20

Le directeur général de l'action sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

A N N E X E I

MANDATAIRES JUDICIAIRES À LA PROTECTION DES MAJEURS

Référentiel de formation préparant au certificat national de compétence de mandataire judiciaire à la protection des majeurs, mention « mesure judiciaire à la protection des majeurs » (MJPM)

Certains modules d'enseignements théoriques de ce programme de formation ainsi que le stage pratique peuvent faire l'objet de dispenses et d'allègements selon les conditions fixées par l'arrêté relatif à la formation complémentaire préparant aux certificats nationaux de compétence de mandataire judiciaire à la protection des majeurs et de délégués aux prestations familiales.

Durée totale de la formation :

300 heures d'enseignements théoriques, dont 66 heures obligatoires.

350 heures (10 semaines consécutives) de stage pratique.

Domaine de formation 1 JURIDIQUE

Durée totale du domaine de formation : 84 heures.

Les deux modules de ce domaine de formation peuvent faire l'objet de dispense ou d'allègement.

Module 1.1 : droits et procédures (durée : 48 heures).

Module 1.2 : le champ médico-social (durée : 36 heures).

Module 1.1. Droits et procédures

Objectif : introduction au droit et aux spécificités juridiques applicables aux majeurs protégés.

Compétences attendues à l'issue de ce module :

- savoir identifier les motifs et les objectifs du mandat judiciaire ;
- connaître le cadre juridique et institutionnel de la protection juridique des majeurs et les différents régimes de protection ;
- connaître et comprendre les termes et les dispositifs juridiques d'une ordonnance et/ou d'un jugement ;
- savoir déterminer le cadre et les limites de l'intervention en fonction du mandat judiciaire ;
- maîtriser les bases légales et réglementaires de la protection et des droits des personnes ;
- connaître les évolutions apportées par la loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 et en comprendre la philosophie, particulièrement en ce qui concerne la protection de la personne ;
- se repérer dans l'organisation judiciaire ; connaître les services et les démarches à mobiliser (savoir à qui s'adresser) ainsi que les procédures administratives et judiciaires ;
- avoir des notions générales relatives aux différentes législations : droit de la famille, du travail, etc.

Programme de formation de ce module :

a) Les fondamentaux de la protection juridique des majeurs :

- les sources du droit et l'organisation judiciaire civile et pénale ;
- la loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 : son contenu et sa philosophie globale ;
- le cadre juridique et institutionnel de la protection juridique des majeurs et le cadre d'intervention du mandataire (son rôle) selon le mandat.

b) Les fondamentaux en matière de protection de la personne :

- les fondamentaux sur la protection et les droits des personnes ; les mesures de protection juridique, règles communes et règles spécifiques ; la capacité juridique des personnes ;

- la législation relative aux libertés individuelles et aux régimes de protection : respect du corps humain, de la vie privée, d'aller et venir, droit au logement, au travail, à l'image ;
- les obligations en matière d'information de la personne et de recherche de son adhésion au projet et aux actions à mener ;
- les textes de référence relatifs à la protection des personnes en matière de santé et de soins (le droit des usagers et du malade [loi n° 2002-2], la loi du 4 mars 2002, l'article 459, la législation relative aux autorisations préalables du juge, à l'HDT...) ;
- notions juridiques en matière de droit de la famille (régimes matrimoniaux, mariage et divorce, filiation, autorité parentale, obligation alimentaire), droit du travail (employeur/salarié) ;
- notions en matière de procédure pénale (représentation) ; les dispositions spécifiques du code de procédure pénale applicables aux majeurs protégés (délit, crime, garde à vue : qui fait quoi, où).

Module 1.2. Le champ médico-social

Objectif : introduction à la réglementation relative au champ médico-social.

Compétences attendues à l'issue de ce module :

- connaître les bases légales et réglementaires de l'action et de la protection sociales ;
- connaître les dispositifs et les acteurs de l'action et de la protection sociales ;
- connaître et comprendre les principes en vigueur dans le domaine médico-social ;
- savoir déterminer les droits auxquels peuvent prétendre les personnes protégées et identifier les services compétents ; savoir vérifier la couverture de la personne en matière de protection sociale ;
- connaître les services et les démarches à mobiliser (savoir à qui s'adresser), les voies de recours.

Programme de formation de ce module :

- notions en matière d'action sociale : les droits sociaux, les institutions publiques, l'organisation, les dispositifs et les prestations de l'action sociale et médico-sociale, les acteurs sociaux et médico-sociaux ;
- les différentes institutions, structures et dispositifs pouvant contribuer au maintien à domicile ou à l'hébergement en établissement ;
- réglementation, mécanismes et dispositifs en matière de protection de la personne (notamment dispositions du code de la santé publique et du code de l'action sociale et des familles) ; les instances de concertation et de décision ;
- notions sur les différentes chartes en faveur des personnes âgées, des personnes handicapées, des personnes protégées.

Domaine de formation 2 GESTION

Durée totale du domaine de formation : 78 heures.

Les deux modules de ce domaine de formation peuvent faire l'objet de dispense ou d'allègement.

Module 2.1 : gestion administrative et budgétaire (durée : 48 heures).

Module 2.2 : gestion fiscale et patrimoniale (durée : 30 heures).

Module 2.1. Gestion administrative et budgétaire

Objectif : mettre en œuvre une gestion administrative et budgétaire efficace et adaptée aux intérêts et aux besoins de la personne, dans le respect de ses droits.

Compétences attendues à l'issue de ce module :

- savoir évaluer, analyser et actualiser la situation budgétaire de la personne protégée ;
- savoir prendre les mesures conservatoires et urgentes nécessaires ;
- connaître les procédures administratives et civiles d'exécution ;
- savoir rédiger et argumenter les courriers administratifs ;
- savoir identifier et solliciter le bon service ou le bon interlocuteur ;

- savoir discerner les enjeux des actions engagées et mesurer leurs conséquences ;
- connaître la législation spécifique aux conditions de vie et à la préservation du logement ;
- connaître les services et les démarches à mobiliser (savoir à qui s'adresser) ainsi que les voies de recours.

Programme de formation de ce module :

a) La dimension juridique :

- notions juridiques et procédures : distinction entre les actes conservatoires, d'administration et de disposition ;
- les modalités de mise en œuvre des mesures conservatoires ;
- les procédures administratives et civiles d'exécution, la notion de titre exécutoire, les délais de paiement, la suspension des créances, la procédure de surendettement ;
- les dispositifs d'accès au droit et à la réparation du préjudice : l'aide juridictionnelle et la CIVI ;
- la législation relative au logement et aux conditions d'habitat, les dispositifs d'aide (PDALPD, FSL...) ;
- l'application du régime de protection à ces différents dispositifs (rôle et place du mandataire du majeur protégé) ;
- le statut du protégé et les dispositifs existants en matière de droit (mise en lien, applications de l'incapacité).

b) La dimension budgétaire :

- principes et modalités d'élaboration et de tenue de budgets prévisionnel et courant ; les délais, les procédures, les recours ;
- les différentes sources de revenus (d'activité, salariés, pensions, prestations sociales, mobiliers, immobiliers) ; les différents types de comptes et de produits bancaires ;
- analyse technique financière et budgétaire ; techniques de bilans budgétaire et financier ; outils disponibles ou à adapter (notamment guide du ministère de la justice) ;
- le nouvel article 472 relatif à l'épargne (non nécessité, notion d'excédent de gestion).

c) La dimension sociale :

- les procédures en matière d'ouverture ou de maintien des droits sociaux et de protection sociale ;
- les mesures et les droits au regard de la protection sociale et des assurances des biens et des personnes.

d) La pratique professionnelle :

- posture professionnelle : approche du rapport et de la relation à l'argent, définition des priorités, représentation, fonction symbolique, veille quant aux réajustements nécessaires ;
- exercices pratiques et études de cas : négociation et explication du budget avec la personne protégée ; réalisation d'inventaire mobilier et immobilier ; identification des services ou professionnels compétents ; élaboration et tenue d'un budget ; analyse des obligations et échéances financières et fiscales ; adaptation du budget en fonction de l'évolution de la situation ; procédures pour la liquidation d'allocations, pensions, etc.

Module 2.2. Gestion fiscale et patrimoniale

Objectif : mettre en œuvre une gestion fiscale et patrimoniale efficace et adaptée aux intérêts et aux besoins de la personne, dans le respect de ses droits.

Compétences attendues à l'issue de ce module :

- savoir évaluer la situation patrimoniale et assurer la protection des intérêts patrimoniaux ;
- posséder des notions en matière de législation fiscale, patrimoniale, successorale ;
- savoir procéder à un inventaire du patrimoine et apprécier la nécessité de faire appel à un expert ;
- connaître les procédures et les voies d'exécution ;
- comprendre les différents produits d'épargne et de placement et effectuer un choix conforme aux intérêts de la personne ;

- connaître les services et les démarches à mobiliser (savoir à qui s'adresser) ;
- savoir adapter la gestion du patrimoine aux besoins et dans l'intérêt de la personne protégée.

Programme de formation de ce module :

a) Connaissances :

- notions en matière patrimoniale et de produits financiers : notions de législation bancaire, fiscale, patrimoniale, successorale ; notions de droit notarié ; décryptage d'un acte juridique ; délais et procédures, recours ; réalisation d'un inventaire patrimonial ;
- les professionnels et services compétents (notaires, huissiers, commissaires priseurs, conseillers patrimoniaux, domaines, hypothèques, fichier central, experts financier, patrimonial ou fiscal...).

b) Applications pratiques :

- les articles de la loi (notamment l'article 30 relatif au droit de l'assurance vie) ;
- ***posture professionnelle : recherche d'un approfondissement ou d'une explication en fonction d'une situation spécifique ; analyse des offres disponibles ; détermination d'un choix conforme aux intérêts de la personne.***

Domaine de formation 3 PROTECTION DE LA PERSONNE

Durée totale du domaine de formation : 72 heures.

Les deux modules de ce domaine de formation peuvent faire l'objet de dispense ou d'allègement.

Module 3.1 : connaissance des publics et des pathologies liées à la dépendance (durée : 24 heures).

Module 3.2 : relation, intervention et aide à la personne (durée : 48 heures).

Module 3.1. Connaissance des publics et des pathologies liées à la dépendance

Objectif : connaître et comprendre les capacités et les limites d'autonomie de la personne protégée.

Compétences attendues à l'issue de ce module :

- comprendre les termes d'un certificat médical portant sur l'altération des facultés et repérer les éléments à l'origine de l'incapacité ;
- connaître et comprendre les caractéristiques spécifiques des personnes placées sous protection juridique (caractéristiques et effets de la dépendance) ;
- savoir identifier une situation à risque ;
- connaître les services et les démarches à mobiliser (savoir à qui s'adresser) ;
- savoir faire face aux situations difficiles : conflits, agressivité, plaintes.

Programme de formation de ce module :

- notions médicales relatives à l'altération des facultés ; lexique des termes cliniques utilisés ; notions sur les pathologies et les différents types de handicaps (mentaux, moteurs, sensoriels), et leurs incidences comportementales et relationnelles ; problématiques spécifiques liées au vieillissement ;
- méthodologies d'évaluation de l'autonomie : en matière de comportement, de compréhension, de réalisation.

Module 3.2. Relation, intervention et aide à la personne

Objectif : inscrire l'intervention du mandataire dans une approche globale de la personne et de son environnement (familial, social, culturel).

Compétences attendues à l'issue de ce module :

- savoir situer la personne protégée dans son cadre et contexte de vie ;
- savoir instaurer une relation d'aide et de confiance avec la personne protégée et éventuellement avec sa famille ;
- connaître les services et les démarches à mobiliser (savoir à qui s'adresser) ;
- savoir repérer les limites de son intervention.

Programme de formation de ce module :

a) Le cadre et les fondements de l'intervention :

- notions de protection de la personne et ses limites ;
- les limites de l'intervention du mandataire ; distinction entre représentation et assistance ;
- les articles 458 et 459 du code civil relatifs aux actes à caractère strictement personnels (liste non limitative).

b) L'intervention du mandataire dans les différents domaines de la vie de la personne protégée :

- l'approche globale de la personne et de sa situation ;
- notions de droit appliqué à la famille, à la filiation, à l'autorité parentale, au mariage, PACS, succession, donation, etc. ;
- la protection du logement ; l'article 426 du code civil ; adéquation des conditions d'habitat de l'état de la personne et de sa volonté ; notions relatives à la lutte contre l'habitat indigne ou insalubre ;
- notions de danger, appréciation des degrés d'urgence et de gravité du danger ;
- les volontés funéraires, les contrats d'obsèques.

c) Techniques et méthodologies :

- les principes et techniques d'entretien et de communication ; science de l'information et de la communication verbale et non verbale ; notions de pédagogie de la communication à destination de la personne et à destination d'autres intervenants ou partenaires (adaptation du discours, explication, personnalisation) ;
- notions de psychologie ; d'approche systémique ; d'analyse transactionnelle ; d'approche globale de la personne et de sa situation ; de gestion du stress et des conflits.

d) Positionnement et pratique professionnels :

- les principes généraux traduits dans l'exercice professionnel : vigilance permanente à inscrire chaque activité dans l'évaluation complète de la situation et à établir le projet d'intervention dans le cadre du mandat judiciaire, en tenant compte des habitudes de vie, du projet et des choix de la personne ;
- exercices pratiques sur les notions d'assistance, d'accompagnement, de protection ; clarification du rôle du mandataire dans la réalisation de ces actes (information, accompagnement, conseil, orientation) ; rappel de la recherche de participation de la personne à la décision et à la réalisation des actes la concernant.

Domaine de formation 4 LE MANDATAIRE JUDICIAIRE À LA PROTECTION DES MAJEURS

Durée totale du domaine de formation : 66 heures.

Les trois modules de ce domaine de formation sont obligatoires (ni dispense, ni allègement), sauf pour les titulaires du certificat national de compétence de mandataire judiciaire à la protection des majeurs mention « mesure d'accompagnement judiciaire (MAJ) » ou du certificat national de compétence de délégué aux prestations familiales, qui bénéficient de la dispense des modules 4.2 et 4.3 suivants.

Module 4.1 : les contours de l'intervention et ses limites (durée : 18 heures).

Module 4.2 : les relations avec le juge et avec l'autorité judiciaire (durée : 12 heures).

Module 4.3 : déontologie et analyse des pratiques (durée : 36 heures).

Objectif général : acquérir une culture et un savoir-faire professionnels et maîtriser les fondements de l'intervention tutélaire.

Ce domaine de formation reprend en partie certains éléments du domaine de formation, mais avec une orientation sur la posture professionnelle dans l'exercice des fonctions.

Module 4.1. Les contours de l'intervention et ses limites

Ce module intégrera des méthodes pédagogiques accordant une part importante d'exercices pratiques, d'analyse des pratiques et de réflexion sur les différentes notions.

Objectifs :

- bien cerner les contours de l'intervention ainsi que la nécessité et les modalités du travail avec d'autres acteurs ;
- exercices pratiques de mise en situation et d'analyse des pratiques.

Compétences attendues à l'issue de ce module :

- maîtriser les contours et les limites de l'intervention tutélaire et connaître les différents domaines de son intervention ;
- connaître les services et des démarches à mobiliser (savoir à qui s'adresser) ;
- savoir situer son intervention au regard de celles des autres intervenants ;
- savoir déterminer les modalités de sa communication professionnelle en fonction de l'interlocuteur et de l'objet concerné.

Programme de formation de ce module :

a) Responsabilité(s) et limites du mandataire :

- l'approche globale de la personne intégrant les dimensions juridique, relationnelle et psychologique ;
- les différents domaines d'intervention du mandataire ; les situations justifiant le recours à des services ou interlocuteurs spécialisés ; notions de danger, appréciation des degrés d'urgence et de gravité du danger ; les différents réseaux et secteurs d'intervention dans les champs éducatifs, sociaux, médico-sociaux, sanitaires ;
- notions de philosophie (sur les jeux de pouvoir, agir à la place de l'autre, « être garant ») ; notions de protection de la personne et de risque de « substitution », clarification du positionnement entre représentation et assistance ; valeurs et principes de l'accompagnement, réflexion collective, étude et analyse de cas pratiques, jeux de rôles... ; la fonction de représentation de la personne.

b) La relation professionnelle dans le cadre du mandat judiciaire et la communication professionnelle :

- analyse de l'environnement et de l'attente des autres intervenants au regard de leurs représentations du mandataire ; le positionnement professionnel dans l'intérêt de la personne et dans le respect de ses droits et libertés ;
- notions relatives au partenariat : complémentarité, personne ressource, travail en équipe, pluridisciplinarité, réflexion collective, environnement professionnel ;
- les missions et le fonctionnement de l'organisation employeur ; sensibilisation à la fonction d'accompagnement professionnel ;
- notions relatives au secret professionnel ; principes de partage d'informations personnelles et de confidentialité ;
- l'importance des écrits professionnels ; les règles et principes de la rédaction des écrits professionnels ; le principe d'avoir à rendre compte et à justifier de ses actions ; les notions relatives au jugement de valeur et à l'analyse objective.

Module 4.2. Les relations avec le juge et l'autorité judiciaire

Compétences attendues à l'issue de ce module :

- savoir déterminer sa mission en fonction du mandat confié par le juge ;
- maîtriser les principes des écrits professionnels et savoir les mettre en pratique ;
- connaître et comprendre les différentes relations avec l'autorité judiciaire (rapports, requêtes, audiences, auditions...) ;

- savoir justifier les dispositions qui ont été prises dans l'exercice du mandat.

Programme de formation de ce module :

- la pratique de l'écrit à destination du juge : rédaction de bilans, analyse des contenus, du choix des informations, de la qualité rédactionnelle ;
- le discernement, dans le « rapport social sur la situation de la personne », des éléments qui la caractérisent et appellent une vigilance, sans pour autant qu'il y ait intervention du mandataire ;
- la participation aux auditions et audiences.

Module 4.3. Déontologie et analyse des pratiques

Compétences attendues à l'issue de ce module :

- savoir recueillir et analyser les informations utiles et pertinentes pour l'exercice du mandat ;
- savoir réaliser une évaluation complète de la situation de la personne protégée ;
- savoir élaborer et mettre en œuvre un projet d'intervention tutélaire ;
- savoir utiliser les méthodologies d'intervention tutélaire pour conduire l'action et en assurer le suivi ;
- connaître les obligations en matière de respect des droits fondamentaux et de garantie des libertés individuelles de la personne protégée ;
- connaître les principes de l'éthique professionnelle du mandataire.

Programme de formation de ce module :

a) Recueil de données :

- règles et principes du recueil de données et de collecte d'information et d'évaluation ;
- connaissance des supports documentaires, sites, références ;
- connaissance des différentes technologies bureautiques et de communication ;
- règles de conservation des documents ; méthodologie de classement et d'archivage.

b) Veille :

- mise à jour permanente de la situation du majeur au regard de ses droits ; prise en compte des diverses évolutions des textes, des organisations, des partenaires, etc.) dans son travail ; principes de classement ;
- sensibilisation à la démarche qualité (évaluation interne et externe) ; analyse de sa pratique professionnelle, identification de ses besoins d'information ou de formation, curiosité professionnelle, actualisation des connaissances ;
- les principes de la formation professionnelle continue.

c) Ethique professionnelle du mandataire :

- respect de la personne protégée, respect de sa parole et recueil de l'expression de sa volonté ;
- respect de la personnalité, prise en compte des capacités et des aspirations de la personne protégée ;
- les devoirs, obligations et limites de l'intervention du mandataire (non-projection de ses valeurs, priorités ou choix personnels) ; application des principes de liberté et de respect de la personne ; distinction entre les principes de vigilance et d'interventionnisme ; ses représentations personnelles confrontées avec le désir et l'intérêt réel de la personne protégée : étude de cas pratiques, travaux de groupe... ;
- ses propres limites et nécessité de rechercher un appui auprès d'autres professionnels ou d'experts.

d) Règles, principes, modes et méthodologies de l'intervention tutélaire :

- règles et principes d'évaluation globale et d'identification des informations utiles et pertinentes à rechercher ;
- règles et principes du projet d'intervention dans le cadre du mandat judiciaire ; évaluation de la situation et élaboration du plan d'action adapté ;
- règles et principes relatifs à l'affectation et à la gestion des ressources et des biens dans l'intérêt de la personne ;

- règles et principes des modes d'intervention et de participation à la coordination avec les institutions et les professionnels (partage et échange des pratiques, outils, procédures, ne pas travailler seul, être force de proposition).

e) Organisation et gestion du temps :

- connaissance des échéances, gestion des priorités ; outils adaptés permettant la réalisation d'échéanciers, de relances, de suivi ; procédures de suivi et d'alerte ;
- principes d'organisation du travail et de gestion du temps.

A N N E X E I I

MANDATAIRES JUDICIAIRES À LA PROTECTION DES MAJEURS

Référentiel de formation préparant au certificat national de compétence de mandataire judiciaire à la protection des majeurs, mention « mesure d'accompagnement judiciaire » (MAJ)

Certains modules d'enseignements théoriques de ce programme de formation ainsi que le stage pratique peuvent faire l'objet de dispenses et d'allègements selon les conditions fixées par l'arrêté relatif à la formation complémentaire préparant aux certificats nationaux de compétence de mandataire judiciaire à la protection des majeurs et de délégués aux prestations familiales.

Durée totale de la formation :

180 heures d'enseignements théoriques, dont 78 heures obligatoires ;

350 heures (10 semaines consécutives) de stage pratique.

Domaine de formation 1 LA MESURE D'ACCOMPAGNEMENT JUDICIAIRE (MAJ)

Durée totale du domaine de formation : 102 heures.

Les trois modules de ce domaine de formation peuvent faire l'objet de dispense ou d'allègement.

Module 1.1 : le cadre juridique (durée : 24 heures) ;

Module 1.2 : la connaissance du public (durée : 36 heures) ;

Module 1.3 : l'action éducative et budgétaire (durée : 42 heures).

Module 1.1. Le cadre juridique

Objectif : connaître la loi relative à la protection des majeurs et les différentes mesures applicables aux majeurs protégés.

Compétences attendues à l'issue de ce module :

- savoir identifier les motifs et les objectifs de la mesure ;
- connaître le cadre juridique et institutionnel de la protection juridique des majeurs et les différents régimes de protection ;
- connaître et comprendre les termes et les dispositifs juridiques d'une ordonnance et/ou d'un jugement ;
- savoir déterminer le cadre et les limites de l'intervention du mandataire en fonction du mandat judiciaire ;
- se repérer dans l'organisation judiciaire ; connaître les services (à qui s'adresser) et les démarches à mobiliser ; les procédures administratives et judiciaires.

Programme de formation de ce module :

a) Les fondamentaux de la protection juridique des majeurs, notamment :

- la loi n° 2007-308 du 5 mars 2007, son contenu et sa philosophie globale ;
- le cadre juridique et institutionnel de la protection juridique des majeurs et le cadre d'intervention du mandataire (son rôle) selon le mandat confié par le juge ;
- la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 et le droit des usagers, notions sur les différentes chartes en faveur des personnes âgées, des personnes handicapées, des personnes protégées.

b) Le cadre et les fondements de l'intervention du mandataire dans le cadre d'une mesure d'accompagnement judiciaire, notamment :

- la capacité juridique de la personne (capacité complète sauf en matière de gestion des prestations sociales) ;
- les obligations posées par la loi en termes de gestion budgétaire, d'information et de conseil ;
- le cadre et les limites de l'intervention du mandataire « MAJ », notamment au regard de la gestion des prestations familiales : action éducative contrainte portant sur l'autonomie de la gestion budgétaire ; distinction entre la mesure d'accompagnement judiciaire et la mesure judiciaire d'aide à la gestion du budget familial.

Module 1.2. La connaissance du public

Objectifs :

- connaître et comprendre les raisons de la mauvaise gestion des prestations par la personne ;
- savoir situer cette mesure au regard des autres interventions et actions d'aide et de protection de ces personnes.

Compétences attendues à l'issue de ce module :

- connaître et comprendre les caractéristiques spécifiques des personnes faisant l'objet d'une mesure d'accompagnement judiciaire ;
- savoir identifier une situation à risque ;
- savoir faire face aux situations difficiles : conflits, agressivité, plaintes ;
- savoir situer la mesure d'accompagnement judiciaire au regard des autres interventions sociales et judiciaires.

Programme de formation de ce module :

a) Les publics concernés par la mesure d'accompagnement judiciaire (MAJ), notamment :

- les publics correspondant aux conditions d'ouverture d'une MAJ : publics en situation de difficulté sociale et titulaires d'une prestation sociale définie dans la liste fixée par décret ;
- les publics de l'action sociale et médico-sociale ;
- les addictions et leurs conséquences comportementales ;
- le rapport à l'argent et les conduites de consommation.

b) L'articulation de la MAJ avec d'autres mesures en amont ou en aval, notamment :

- liens avec la mesure d'accompagnement social personnalisé (MASP) : le dispositif, sa place dans la loi, l'objectif de cette mesure, l'organisation et la mise en œuvre, les articulations MASP/MAJ ;
- sensibilisation à la protection de l'enfance, notamment pour bien percevoir les articulations entre la mesure judiciaire d'aide à la gestion du budget familial (MJAGBF), son volet accompagnement en économie sociale et familiale et la MAJ ;
- liens avec les dispositifs de droit commun ;
- liens avec les autres mesures civiles de protection des majeurs.

Module 1.3. L'action éducative et budgétaire

Objectifs :

- mettre en œuvre une gestion des prestations sociales efficace et adaptée aux intérêts et aux besoins de la personne, dans le respect de ses droits ;
- inscrire l'intervention du mandataire dans une approche globale de la personne et de son environnement (familial, social, culturel).

Compétences attendues à l'issue de ce module :

- savoir situer la personne protégée dans son cadre et contexte de vie ;
- connaître les services et les démarches à mobiliser (savoir à qui s'adresser) ;
- savoir évaluer, analyser et actualiser la situation budgétaire de la personne protégée ;
- savoir rédiger et argumenter les courriers administratifs ;
- savoir identifier et solliciter le bon service ou le bon interlocuteur ;

- savoir discerner les enjeux des actions engagées et mesurer leurs conséquences ;
- connaître la législation spécifique aux conditions de vie et à la préservation du logement.

Programme de formation de ce module :

a) L'action éducative et budgétaire, notamment :

- la gestion budgétaire comporte une finalité éducative de l'action du mandataire : aide et accompagnement à la gestion des prestations familiales en vue d'un retour à l'autonomie de la famille dans la gestion de ces prestations ;
- l'approche globale de la personne et de sa situation ;
- la protection du logement : maintien dans le logement, entretien du logement, règlement des charges correspondantes, notions relatives à la lutte contre l'habitat indigne ou insalubre ;
- les différentes prestations sociales et familiales et rappel des finalités spécifiques de celles-ci ;
- sensibilisation à la notion de danger au regard de la santé et de la sécurité qui pourraient être compromises, appréciation des degrés d'urgence et de gravité du danger, afin d'aider à argumenter ou expliquer l'ouverture de la mesure ou la fin de la mesure (fin du danger) ;
- l'élaboration et la conduite d'un projet d'accompagnement socio-éducatif dans un cadre contraint juridiquement.

b) Les éléments juridiques, notamment :

- les procédures de surendettement, les délais et les suspensions de créances, la notion de titre exécutoire ;
- sensibilisation à l'aide juridictionnelle ;
- législation spécifique relative au logement et aux conditions d'habitat, les dispositifs d'aide (PDALPD, FSL...).

c) Les éléments budgétaires, notamment :

- principes et modalités d'élaboration et de tenue de budgets prévisionnel et courant ; les délais, les procédures, les recours ;
- analyse technique financière et budgétaire ; techniques de bilans budgétaire et financier ; outils disponibles ou à adapter.

Domaine de formation 2 **LE MANDATAIRE EN CHARGE DE LA MESURE D'ACCOMPAGNEMENT JUDICIAIRE**

Durée totale du domaine de formation : 78 heures.

Les quatre modules de ce domaine de formation sont obligatoires (ni dispense ni allègement), sauf pour :

- les titulaires du certificat national de compétence de délégué aux prestations familiales qui bénéficient de la dispense des modules 2.2, 2.3 et 2.4 suivants ;
- les titulaires du certificat national de compétence de mandataire judiciaire à la protection des majeurs, mention « mesure judiciaire de protection des majeurs » (MJPM), qui bénéficient de la dispense du module 2.4 suivant.

Module 2.1 : les contours de l'intervention et ses limites (durée : 18 heures).

Module 2.2 : les relations avec le juge et avec le conseil général (durée : 12 heures).

Module 2.3 : action éducative et accompagnement vers l'autonomie de gestion budgétaire (durée : 30 heures).

Module 2.4 : déontologie et analyse des pratiques (durée : 18 heures).

Objectif général : acquérir une culture et un savoir-faire professionnels et maîtriser les fondements de l'intervention dans le cadre d'une mesure d'accompagnement judiciaire (MAJ).

Ce domaine de formation reprend en partie certains éléments du domaine de formation, mais avec une

orientation sur la posture professionnelle dans l'exercice des fonctions.

Module 2.1. Les contours de l'intervention et ses limites

Objectif : bien cerner les contours de l'intervention, la nécessité et les modalités du travail avec d'autres acteurs.

Ce module intégrera des méthodes pédagogiques accordant une part importante d'exercices pratiques de mise en situation, d'analyse des pratiques, de réflexion sur les différentes notions...

Compétences attendues à l'issue de ce module :

- maîtriser les contours et les limites de l'intervention tutélaire et connaître les différents domaines de son intervention ;
- connaître les services et des démarches à mobiliser (savoir à qui s'adresser) ;
- savoir situer son intervention au regard de celles des autres intervenants (services de droit commun ou spécialisés) ;
- savoir déterminer les modalités de sa communication professionnelle en fonction de l'interlocuteur et de l'objet concerné.

Programme de formation de ce module :

a) Responsabilités et limites du mandataire « MAJ », notamment :

- les limites de l'intervention du mandataire et l'accompagnement de la personne (action éducative en vue d'un retour à l'autonomie de gestion) ;
- les situations justifiant le recours à des services ou interlocuteurs de droit commun ou spécialisés ; notions de danger, appréciation des degrés d'urgence et de gravité du danger ;
- notions de philosophie sur les jeux de pouvoir ; valeurs et principes de l'accompagnement, réflexion collective, étude et analyse de cas pratiques, jeux de rôles...

b) La relation professionnelle dans le cadre du mandat judiciaire et la communication professionnelle, notamment :

- analyse de l'environnement et de l'attente des autres intervenants au regard de leurs représentations du mandataire ;
- le positionnement professionnel dans l'intérêt de la personne et dans le respect de ses droits et libertés ;
- les missions et le fonctionnement de l'organisation employeur ; sensibilisation à la fonction d'accompagnement professionnel ;
- notions relatives au secret professionnel ; principes de partage d'information personnelles et de confidentialité ;
- l'importance des écrits professionnels ; les règles et principes de la rédaction des écrits professionnels ; le principe d'avoir à rendre compte et à justifier de ses actions ; les notions relatives au jugement de valeur et à l'analyse objective.

c) Positionnement et pratique professionnels, notamment :

- posture professionnelle : approche du rapport et de la relation à l'argent, définition des priorités, représentation, fonction symbolique, veille quant aux réajustements nécessaires ;
- exercices pratiques et études de cas : négociation et explication du budget avec la personne ; identification des services ou professionnels compétents ; élaboration et tenue d'un budget ; analyse des obligations et échéances financières ; adaptation du budget en fonction de l'évolution de la situation ;
- exercices pratiques sur la notion d'accompagnement dans un cadre contraint (mandat judiciaire) ; la clarification du rôle du mandataire dans la réalisation de son action (information, accompagnement, conseil, orientation) ; rappel de l'objectif de retour à l'autonomie de la personne à la gestion de ses prestations : l'aide à la gestion est un moyen de travailler sur l'autonomie de la gestion pour assurer la santé et la sécurité de la personne et de sa famille.

Module 2.2. Les relations avec le juge et avec le conseil général

Compétences attendues à l'issue de ce module :

- savoir déterminer son intervention en fonction du mandat confié par le juge ;
- maîtriser les principes des écrits professionnels et savoir les mettre en pratique ;
- connaître et comprendre les différentes relations avec l'autorité judiciaire (rapports, requêtes, audiences, auditions...) ;
- savoir justifier les dispositions qui ont été prises dans l'exercice du mandat ;
- comprendre et savoir situer la MAJ dans une continuité d'intervention, en amont comme en aval, avec les acteurs de l'intervention sociale.

Programme de formation de ce module :

a) Relations avec le juge et l'autorité judiciaire, notamment :

- la pratique de l'écrit à destination du juge : rédaction de bilans, analyse des contenus, du choix des informations, de la qualité rédactionnelle ;
- analyse du rapport social d'évaluation à l'origine de la MAJ, en distinguant les éléments qui appellent une vigilance de ceux qui nécessitent l'intervention du mandataire ;
- la participation aux auditions et audiences ;
- relation « dynamique » du mandataire avec le juge : rôle d'alerte, anticipation de la fin de la mesure, proposition d'évolution de la mesure ou de l'intervention au cours du mandat... ;
- rapport au juge intégrant les éléments d'appréciation du retour à l'autonomie de la personne dans la gestion de ses prestations et projet quant à l'issue de la mesure : relais et continuité de la prise en charge par les services sociaux/fin d'intervention/évolution vers une mesure d'assistance ou de représentation...

b) Relations avec les partenaires de l'action sociale, notamment :

- évaluation de la situation, en amont et en aval de la MAJ et projet d'intervention ;
- ouverture de la MAJ suite à une mesure d'accompagnement social personnalisé (MASP), préparation de la fin de la MAJ : relais et continuité dans la prise en charge entre accompagnement social de droit commun, MASP et MAJ ;
- articulation avec les prestations éventuelles d'aide sociale à l'enfance.

Module 2.3. Action éducative et accompagnement vers l'autonomie de gestion budgétaire

Compétences attendues à l'issue de ce module :

- savoir élaborer et conduire un projet d'action éducative en vue d'un retour à l'autonomie de la personne pour la gestion de ses prestations sociales.

Programme de formation de ce module, notamment :

- initiation aux principes de l'intervention sociale et aux méthodologies d'intervention ;
- la notion d'accompagnement personnalisé ;
- la relation éducative, l'action éducative ;
- l'adhésion de la personne, la contractualisation.

Module 2.4. Déontologie et analyse des pratiques

Compétences attendues à l'issue de ce module :

- savoir recueillir et analyser les informations utiles et pertinentes pour l'exercice du mandat ;
- savoir réaliser une évaluation complète de la situation de la personne protégée ;
- savoir élaborer et mettre en œuvre un projet d'intervention du mandataire judiciaire ;
- savoir utiliser les méthodologies d'intervention du mandataire judiciaire pour conduire l'action et en assurer le suivi ;
- connaître et appliquer les principes de l'éthique professionnelle du mandataire judiciaire.

Programme de formation de ce module :

a) Recueil de données, notamment :

- connaissance des différentes technologies bureautiques et de communication ;
- règles de conservation des documents ; méthodologie de classement et d'archivage.

b) Veille :

- mise à jour permanente de la situation de la personne au regard de ses droits ; prise en compte dans son travail des diverses évolutions des textes, des organisations, des partenaires, etc. ;
- sensibilisation à la démarche qualité (évaluation interne et externe) ; analyse de sa pratique professionnelle ;
- identification de ses besoins d'information ou de formation, curiosité professionnelle, actualisation des connaissances ; les principes de la formation professionnelle continue.

c) Ethique professionnelle du mandataire, notamment :

- respect de la personne, respect de sa parole et recueil de l'expression de sa volonté ;
- respect de la personnalité, prise en compte des capacités et des aspirations de la personne ;
- les devoirs, obligations et limites de l'intervention du mandataire (non-projection de ses valeurs, priorités ou choix personnels) ; application des principes de liberté et de respect de la personne ;
- distinction entre les principes de vigilance et d'interventionnisme ; ses représentations personnelles confrontées avec le désir et l'intérêt réel de la personne : étude de cas pratiques ; travaux de groupe... ;
- ses propres limites et nécessité de rechercher un appui auprès d'autres professionnels ou d'experts.

d) Règles, principes, modes et méthodologies de l'intervention du mandataire judiciaire « MAJ », notamment :

- règles et principes d'évaluation globale et d'identification des informations utiles et pertinentes à rechercher ;
- règles et principes du projet d'intervention dans le cadre du mandat judiciaire ; évaluation de la situation et élaboration du plan d'action adapté ;
- règles et principes relatifs à l'affectation et à la gestion des prestations sociales et familiales dans l'intérêt de la personne ;
- règles et principes des modes d'intervention et de participation à la coordination avec les institutions et les professionnels (partage et échange des pratiques, outils, procédures, ne pas travailler seul, être force de proposition...).

e) Organisation et gestion du temps, notamment :

- connaissance des échéances, gestion des priorités ;
- outils adaptés permettant la réalisation d'échéanciers, de relances, de suivi ; procédures de suivi et d'alerte ;
- principes d'organisation du travail et de gestion du temps.

ANNEXE III DÉLÉGUÉ AUX PRESTATIONS FAMILIALES

Référentiel de formation préparant au certificat national de compétence de délégué aux prestations familiales

Certains modules d'enseignements théoriques de ce programme de formation ainsi que le stage pratique peuvent faire l'objet de dispenses et d'allègements selon les conditions fixées par l'arrêté relatif à la formation complémentaire préparant aux certificats nationaux de compétence de mandataire judiciaire à la protection des majeurs et de délégués aux prestations familiales.

Durée totale de la formation :

180 heures d'enseignements théoriques, dont 54 heures obligatoires.

350 heures (10 semaines consécutives) de stage pratique.

Domaine de formation 1 LA MESURE JUDICIAIRE D'AIDE À LA GESTION DU BUDGET FAMILIAL (MJAGBF)

Durée totale du domaine de formation : 126 heures.

Les trois modules de ce domaine de formation peuvent faire l'objet de dispense ou d'allègement.

Module 1.1 : le cadre juridique (durée : 24 heures).

Module 1.2 : la connaissance du public (durée : 48 heures).

Module 1.3 : l'accompagnement éducatif et budgétaire (durée : 54 heures).

Module 1.1. Le cadre juridique

Objectif : connaître la loi relative à la protection de l'enfance et les différentes mesures administratives et judiciaires de protection de l'enfance.

Compétences attendues à l'issue de ce module :

- savoir identifier les motifs et les objectifs de la mesure ;
- connaître le cadre juridique et institutionnel de la protection de l'enfance ;
- savoir déterminer le cadre et les limites de l'intervention du délégué aux prestations familiales ; savoir situer la mesure judiciaire d'aide à la gestion du budget familial (MJAGBF) au regard des autres interventions sociales et juridiques ;
- se repérer dans l'organisation judiciaire ; connaître les services (à qui s'adresser) et les démarches à mobiliser ; les procédures administratives et judiciaires.

Programme de formation de ce module :

a) Les fondamentaux de la protection de l'enfance et de l'autorité parentale, notamment :

- la loi n° 2007-293 du 5 mars 2007 : son contenu et sa philosophie globale ;
- l'organisation de la protection de l'enfance en France, le cadre juridique et institutionnel de la protection de l'enfance ; la protection administrative et judiciaire dont le volet action éducative ;
- les lois relatives à l'autorité parentale (1970 et 2004).

b) Le cadre et les fondements de l'intervention du délégué aux prestations familiales, notamment :

- les obligations posées par la loi, dont la gestion budgétaire et action éducative.

c) Autres textes, notamment :

- les grandes lignes sur les autres lois du 5 mars 2007 : la protection des majeurs, la prévention de la

délinquance et l'égalité des chances ;

- notions sur la loi n° 2002-2 et le droit des usagers ; les différentes chartes en faveur des personnes âgées, des personnes handicapées, des personnes protégées.

d) Les différentes prestations sociales et familiales, notamment :

- historique, philosophie, financement, cadre juridique des différentes prestations familiales (conditions d'octroi et d'ouverture de droit, recours).

Module 1.2. La connaissance du public

Objectifs :

- connaître et comprendre les raisons des difficultés de gestion des prestations familiales par la famille ;
- connaître les besoins spécifiques des enfants en fonction de leur âge.

Compétences attendues à l'issue de ce module :

- savoir établir un diagnostic de la situation familiale et comprendre les structures familiales ;
- savoir identifier une situation à risque pour l'enfant ;
- savoir faire face aux situations difficiles : conflits, agressivité, plainte, opposition des parents ;
- savoir situer la MJAGBF dans l'environnement économique et social de la famille.

Programme de formation de ce module :

a) Les publics concernés par la MJAGBF, notamment :

- les familles titulaires d'une prestation familiale et qui rencontrent des difficultés dans la gestion et l'usage de celle-ci ;
- les publics de l'action sociale et médico-sociale ;
- les addictions et leurs conséquences comportementales ;
- le rapport à l'argent et les conduites de consommation.

b) L'enfant, notamment :

- les besoins et le développement de l'enfant ;
- notions de psychopathologie de l'adulte et de l'enfant.

c) L'articulation de la MJAGBF avec d'autres mesures en amont ou en aval, notamment :

- les autres outils de prévention et de la protection de l'enfance et du soutien à la parentalité ; lien avec l'AESF, l'AED ;
- sensibilisation à la protection des majeurs (mesures d'accompagnement social personnalisé (MASP), mesures civiles) ;
- les autres mesures ou dispositifs administratifs et judiciaires ;
- liens avec les dispositifs de droit commun.

Module 1.3. L'accompagnement éducatif et budgétaire

Objectifs :

- mettre en œuvre une gestion des prestations familiales efficace et adaptée aux intérêts et aux besoins des enfants, dans la cohérence de l'unité familiale ;
- inscrire l'intervention du délégué aux prestations familiales dans une approche globale de la famille et de son environnement (familial, social, culturel).

Compétences attendues à l'issue de ce module :

- savoir situer la personne protégée dans son cadre et contexte de vie ;
- savoir évaluer, analyser et actualiser la situation budgétaire de la famille ;

- savoir élaborer un projet d'intervention sociale en vue d'un retour à l'autonomie de la famille pour la gestion de ses prestations familiales ;
- savoir rédiger et argumenter les courriers administratifs ;
- connaître les services et les démarches à mobiliser, savoir identifier et solliciter le bon service ou le bon interlocuteur ;
- savoir discerner les enjeux des actions engagées et mesurer leurs conséquences ;
- savoir proposer aide et conseil dans la gestion globale des ressources de la famille ;
- connaître la législation concernant l'ouverture et l'accès aux droits et la législation spécifique aux conditions de vie et à la préservation du logement.

Programme de formation de ce module :

a) L'approche globale de la famille et de sa situation (approche théorique et illustrations pratiques), notamment :

- sociologie de la famille, histoires de vie, analyse de l'origine des difficultés ;
- approche systémique, relations et interactions entre les membres de la famille ;
- le pouvoir et la relation à l'argent des personnes, et entre les membres de la famille.

b) Les éléments juridiques, notamment :

- les différentes prestations familiales, les conditions d'ouverture de droits et voies de recours ;
- les procédures de surendettement ;
- l'aide juridictionnelle, les délais, les suspensions de créances, etc. ;
- les procédures de saisies, les titres exécutoires ;
- notions de droit de la consommation ;
- la législation spécifique relative au logement et aux conditions d'habitat, les dispositifs d'aide (PDALPD, FSL...).

c) L'action éducative et budgétaire de la MJAGBF, notamment :

- l'élaboration et la conduite d'un projet d'accompagnement socio-éducatif dans un cadre contraint juridiquement ;
- l'action éducative auprès de la famille relative aux besoins, à la santé et à la sécurité de l'enfant ;
- l'évaluation de la situation des enfants dans le contexte familial ;
- l'évaluation des effets de l'intervention et les éventuelles orientations ;
- la protection du logement : maintien dans le logement, entretien du logement, règlement des charges correspondantes, notions relatives à la lutte contre l'habitat indigne ou insalubre ;
- sensibilisation à la notion de danger au regard de la santé et de la sécurité qui pourraient être compromises, appréciation des degrés d'urgence et de gravité du danger, argumentation et explication relatives à l'ouverture de la mesure ou à la fin de la mesure (fin du danger).

d) Les éléments budgétaires, notamment :

- principes et modalités d'élaboration et de tenue de budgets prévisionnel et courant ; les délais, les procédures, les recours ;
- analyse technique financière et budgétaire ; techniques de bilans budgétaire et financier ; outils disponibles ou à adapter.

Domaine de formation 2 LE DÉLÉGUÉ AUX PRESTATIONS FAMILIALES

Durée totale du domaine de formation : 54 heures.

Les trois modules de ce domaine de formation sont obligatoires (ni dispense, ni allègement), sauf pour :

- les titulaires du certificat national de compétence de mandataire judiciaire à la protection des majeurs, mention « mesure d'accompagnement judiciaire » (MAJ) qui bénéficient de la dispense des modules 2.2 et 2.3 suivants ;
- les titulaires du certificat national de compétence de mandataire judiciaire à la protection des majeurs, mention « mesure judiciaire à la protection des majeurs » (MJPM), qui bénéficient de la

dispense du module 2.3 suivant.

Module 2.1 : les contours de l'intervention et ses limites (durée : 24 heures).

Module 2.2 : les relations avec le juge et avec les autres partenaires (durée : 12 heures).

Module 2.3 : déontologie et analyse des pratiques (durée : 18 heures).

Objectif général : acquérir une culture et un savoir-faire professionnels et maîtriser les fondements de l'intervention dans le cadre d'une mesure judiciaire d'aide à la gestion du budget familial (MJAGBF). Ce domaine de formation reprend en partie certains éléments du domaine de formation, mais avec une orientation sur la posture professionnelle dans l'exercice des fonctions.

Module 2.1. Les contours de l'intervention et ses limites

Objectif : connaître les autres dispositifs et savoir situer son intervention au regard de celle des autres acteurs.

Ce module intégrera des méthodes pédagogiques accordant une part importante d'exercices pratiques de mises en situation, d'analyse des pratiques, de réflexion sur les différentes notions.

Compétences attendues à l'issue de ce module :

- maîtriser les contours et les limites de l'intervention du délégué aux prestations familiales et connaître les différents domaines de son intervention ;
- connaître les services à mobiliser et des démarches à effectuer (savoir à qui s'adresser) ;
- savoir situer son intervention au regard de celles des autres intervenants (services de droit commun ou spécialisés) ;
- savoir déterminer les modalités de sa communication professionnelle en fonction de l'interlocuteur et de l'objet concerné.

Programme de formation de ce module :

a) Responsabilité(s) et limites de l'intervention du délégué aux prestations familiales, notamment :

- les limites de l'intervention du délégué aux prestations familiales et l'accompagnement de la famille (action éducative en vue d'un retour à l'autonomie de gestion) ;
- les situations justifiant le recours à des services ou interlocuteurs de droit commun ou spécialisés : connaissance des dispositifs et rôles de chacun, place de la MJAGBF au regard de ces autres dispositifs ;
- notions de danger, appréciation des degrés d'urgence et de gravité du danger ;
- notions de philosophie sur les jeux de pouvoir ; valeurs et principes de l'accompagnement socio-éducatif ; réflexion collective, étude et analyse de cas pratiques, jeux de rôles, etc.

b) Le positionnement professionnel dans l'intérêt de l'enfant et de la famille, notamment :

- les missions et le fonctionnement des dispositifs et des services de la protection de l'enfance.

c) La relation professionnelle dans le cadre de la MJAGBF et la communication professionnelle, notamment :

- analyse de l'environnement et de l'attente des autres intervenants au regard de leurs représentations du délégué aux prestations familiales ;
- le positionnement professionnel dans l'intérêt de la personne et dans le respect de ses droits et libertés ;
- les missions et le fonctionnement de l'organisation employeur ; sensibilisation à la fonction d'accompagnement professionnel ;
- le secret professionnel et le respect de la confidentialité ; le partage d'informations ;
- les écrits professionnels ; les règles et principes de la rédaction des écrits professionnels ; le principe d'avoir à rendre compte et à justifier de ses actions ; les notions relatives au jugement de valeur et à l'analyse objective.

d) Positionnement et pratique professionnels, notamment :

- approche du rapport et de la relation à l'argent ; définition des priorités ; place des enfants dans la définition des priorités budgétaires ; représentations ; fonction symbolique de l'argent selon différentes cultures ;
- exercices pratiques et études de cas : négociation et explication du budget avec la famille ; identification des services ou professionnels compétents ; élaboration et tenue d'un budget ; analyse des obligations et échéances financières ; adaptation du budget en fonction de l'évolution de la situation ;
- exercices pratiques sur la notion d'accompagnement dans un cadre contraint (mandat judiciaire) ; la clarification du rôle du délégué aux prestations familiales dans la réalisation de son action (information, accompagnement, conseil, orientation) ; l'objectif de retour à l'autonomie de la famille à la gestion des prestations familiales : l'aide à la gestion est un moyen de travailler sur l'autonomie de la gestion pour assurer la santé et la sécurité de l'enfant et de sa famille ;
- veille quant aux réajustements nécessaires en fonction de l'évolution de la situation.

Module 2.2. Les relations avec le juge et avec les autres partenaires (dont le Conseil Général)

Objectif : savoir communiquer avec les partenaires.

Compétences attendues à l'issue de ce module :

- savoir déterminer son intervention en fonction de la mission confiée par le juge ;
- maîtriser les principes des écrits professionnels et savoir les mettre en pratique ;
- connaître et comprendre les différentes relations avec l'autorité judiciaire (rapports audiences...) ;
- savoir justifier les dispositions qui ont été prises dans l'exercice de la mission ;
- comprendre et savoir situer la MJAGBF dans une continuité d'intervention, en amont comme en aval, avec les acteurs de l'intervention sociale.

Programme de formation de ce module :

a) Relations du délégué aux prestations familiales avec le juge et l'autorité judiciaire, notamment :

- la pratique de l'écrit à destination du juge : rédaction de bilans, analyse des contenus, choix des informations, qualité rédactionnelle ;
- analyse du « rapport social d'évaluation » à l'origine de la MJAGBF, en distinguant les éléments qui appellent une vigilance de ceux qui nécessitent l'intervention du délégué aux prestations familiales ;
- la participation aux auditions et audiences du juge des tutelles ;
- relation « dynamique » du délégué avec le juge : motifs et modalités d'interpellation du juge (rôle d'alerte, anticipation de la fin de la mesure, proposition d'évolution de la mesure ou de l'intervention au cours de la mission...) ;
- rédaction du rapport au juge intégrant les éléments d'appréciation du retour à l'autonomie de la famille dans la gestion des prestations familiales, le projet quant à l'issue de la mesure (relais et continuité de la prise en charge par les services sociaux/fin d'intervention/évolution vers une AESF...) et appréciation de la notion de (fin de) mise en danger de l'enfant.

b) Relations avec les partenaires de l'action sociale, notamment :

- évaluation de la situation, en amont et en aval de la MJAGBF et élaboration du projet d'intervention ;
- ouverture de la MJAGBF suite à un AESF, préparation de la fin de la MJAGBF ;
- place de l'aide à la gestion du budget familial dans le schéma départemental de la protection de l'enfance ; relais et continuité dans la prise en charge avec l'accompagnement social de droit commun ou la mesure d'accompagnement social personnalisé (MASP) ;
- les articulations avec les prestations éventuelles d'aide sociale à l'enfance ;
- positionnement et explication des limites de l'intervention du délégué aux prestations familiales auprès des partenaires.

Module 2.3. Déontologie et analyse des pratiques

Compétences attendues à l'issue de ce module :

- savoir recueillir et analyser les informations utiles et pertinentes pour l'exercice de la mission ;
- savoir réaliser une évaluation complète de la situation de la famille ;
- savoir élaborer et mettre en œuvre un projet d'intervention dans le cadre de la mission du délégué aux prestations familiales ;
- connaître les principes de l'éthique professionnelle du délégué aux prestations familiales ;
- connaître les règles et principes spécifiques de l'intervention à domicile.

Programme de formation de ce module :

a) Recueil de données, notamment :

- connaissance des différentes technologies bureautiques et de communication ;
- les règles de conservation des documents ; méthodologie de classement et d'archivage.

b) Veille, notamment :

- mise à jour permanente de la situation de la famille au regard de ses droits ; prise en compte dans son travail des diverses évolutions des textes, des organisations, des partenaires, etc. ;
- sensibilisation à la démarche qualité (évaluation interne et externe) ; analyse de sa pratique professionnelle ;
- identification de ses besoins d'information ou de formation, curiosité professionnelle, actualisation des connaissances ; les principes de la formation professionnelle continue.

c) Ethique professionnelle du délégué aux prestations familiales, notamment :

- respect de la famille, sa parole, sa personnalité ; recueil de l'expression de sa volonté ;
- prise en compte des possibilités de la famille et de ses aspirations, en s'assurant qu'elles répondent aux besoins, à la santé et à la sécurité de l'enfant ;
- les devoirs, obligations et limites de l'intervention du délégué (non-projection de ses valeurs, priorités ou choix personnels) ; application des principes de liberté et de respect de la personne ;
- distinction entre les principes de vigilance et d'interventionnisme ; ses représentations personnelles confrontées avec le désir et l'intérêt réel de la famille : étude de cas pratiques, travaux de groupe, etc. ;
- ses propres limites et nécessité de rechercher un appui auprès d'autres professionnels ou d'experts.

d) Règles, principes, modes et méthodologies de l'intervention du délégué aux prestations familiales, notamment :

- règles et principes d'évaluation globale et d'identification des informations utiles et pertinentes à rechercher ;
- règles et principes du projet d'intervention dans le cadre du mandat judiciaire ; évaluation de la situation et élaboration du plan d'action adapté ;
- règles et principes relatifs à l'affectation et à la gestion des prestations familiales dans l'intérêt de la famille, et particulièrement de l'enfant ;
- règles et principes des modes d'intervention et de participation à la coordination avec les institutions et les professionnels (partage et échange des pratiques, outils, procédures, ne pas travailler seul, être force de proposition...).

e) Organisation et gestion du temps, notamment :

- connaissance des échéances, gestion des priorités ;
- outils adaptés permettant la réalisation d'échéanciers, de relances, de suivi ; procédures de suivi et d'alerte ;
- principes d'organisation du travail et de gestion du temps.

ANNEXE IV

Demande d'un établissement de formation de dispenser une ou plusieurs formations préparant au

certificat national de compétence de mandataire judiciaire à la protection des majeurs ou de délégué aux prestations familiales et cahier des charges

Principes généraux

Le dossier de demande est transmis, par la personne physique ou morale juridiquement responsable de l'établissement de formation, au représentant de l'Etat de la région d'implantation de l'établissement de formation au minimum trois mois avant la date d'ouverture de la formation.

Lorsque l'établissement de formation projette de dispenser plusieurs formations complémentaires, le dossier doit comporter une seule fois les volets A et B et, pour chaque formation complémentaire, un volet C et un cahier des charges.

Lorsque plusieurs établissements de formation relevant de personnes physiques ou morales distinctes sont associés par une convention de coopération relative à la préparation de la même formation, la demande est établie par la personne juridiquement responsable de l'établissement porteur du projet pédagogique désigné par la convention.

Dans toute la mesure du possible, il est recommandé que l'établissement de formation s'organise avec d'autres établissements de formation pour l'élaboration et la mise en œuvre des dispenses et allègements de la formation.

Pour l'organisation des modalités de validation de la formation, l'établissement de formation est encouragé à s'associer avec un ou d'autres établissements de formation et/ou des partenaires concernés par le champ de l'activité tutélaire (par exemple : juge, employeur de mandataires judiciaires à la protection des majeurs ou de délégués aux prestations familiales, mandataire ou délégué titulaire du certificat national de compétence, représentant de l'Etat, etc.).

Le responsable juridique de l'établissement de formation s'engage, conformément à l'article 10 de l'arrêté relatif à la formation complémentaire préparant aux certificats nationaux de compétence de mandataire judiciaire à la protection des majeurs et de délégué aux prestations familiales, à respecter les dispositions du cahier des charges figurant dans ce dossier de demande.

Contenu du dossier de demande, pour chaque formation complémentaire envisagée

La demande précise la formation complémentaire préparant au certificat national de compétence de mandataire judiciaire à la protection des majeurs ou de délégué aux prestations familiales que l'établissement de formation projette de dispenser.

Le dossier de demande comporte :

- le volet A administratif, relatif à la personne physique ou morale juridiquement responsable de l'établissement de formation ;
- les volets pédagogiques B et C démontrant notamment la capacité de l'établissement de formation à assurer la formation envisagée, la préparation des candidats à la validation de la formation ainsi que la qualification du responsable et des membres de l'équipe pédagogique ;
- le cahier des charges signé par le responsable juridique de l'établissement de formation et qu'il s'engage à respecter.

A. — Le volet administratif du dossier de demande comporte :

- une fiche descriptive de l'établissement de formation, précisant son nom et son adresse, son organisation et ses moyens ainsi que les expériences pédagogiques à son actif et la date prévue pour l'ouverture de la formation. Le cas échéant, l'établissement de formation précisera le cadre et les modalités de la convention de coopération qu'il a conclue avec d'autres établissements de formation ou les modalités d'autres partenariats éventuels (par exemple, avec des services mandataires, des associations, etc.) ;
- les pièces administratives relatives à la raison sociale et au statut juridique de la personne physique ou morale juridiquement responsable ; les pièces relatives aux titres, qualités et délégations du déclarant ; le cas échéant, la liste des membres du conseil d'administration, avec leurs qualités et fonctions ;

- un extrait n° 3 du casier judiciaire (de moins d'un mois) des personnes exerçant une fonction de direction ou de responsabilité d'administration ;
- le rapport d'activité de l'établissement de formation et, le cas échéant, celui de l'organisme gestionnaire ;
- l'avis de la commission départementale de sécurité et d'accessibilité relative aux locaux de l'établissement de formation ;
- les attestations d'assurance relative aux locaux et à l'activité de l'établissement de formation.
-

Le volet pédagogique du dossier de demande comporte :

B. — Des éléments relatifs à l'établissement de formation :

- un document exposant le projet pédagogique de l'établissement de formation ;
- un tableau présentant l'organisation pédagogique de l'établissement et faisant apparaître ses différentes activités ;
- le cas échéant, la liste des autres formations délivrées et un document détaillant les articulations pédagogiques éventuelles prévues entre les différentes formations ;
- la composition de l'instance technique et pédagogique de l'établissement de formation et ses attributions.

C. — Des éléments spécifiques à chaque formation complémentaire que l'établissement de formation souhaite dispenser :

Le projet et les moyens pédagogiques de la formation complémentaire comportant notamment :

- le contenu pédagogique de la formation envisagée ;
- les modalités prévues pour l'organisation de l'admission des candidats ;
- les modalités prévues pour l'organisation et la mise en œuvre de la formation ;
- les modalités prévues pour la personnalisation des parcours ;
- les modalités prévues pour l'organisation et la réalisation du stage pratique ;
- les modalités prévues pour l'octroi des dispenses et allègements de formation ;
- les modalités prévues pour la validation de la formation ;
- les modalités prévues pour la délivrance du certificat national de compétence correspondant à la formation suivie et validée par le candidat ;
- un tableau présentant l'organisation pédagogique de la formation et précisant les attributions et les statuts de l'équipe pédagogique (personnel permanent/vacataire) ;
- les pièces justifiant des qualifications et de l'expérience professionnelle du responsable et des membres de l'équipe pédagogique : états de service, curriculum vitae précisant de façon détaillée la trajectoire professionnelle et incluant la formation initiale et continue, les diplômes ou titres ;
- une fiche expliquant les modalités prévues pour l'information des candidats sur l'ensemble des éléments du projet pédagogique ;
- une fiche indiquant les modalités prévues pour l'évaluation de la qualité de la formation délivrée et les différentes instances de concertation ou d'expression de l'équipe pédagogique et des stagiaires.

Cahier des charges

(Préciser la formation complémentaire concernée)

Le responsable juridique de l'établissement de formation s'engage à respecter les dispositions du présent cahier des charges pour la formation précisée ci-dessus.

I. – Octroi des dispenses et allègements des enseignements théoriques et/ou pratiques

L'établissement de formation définit et réalise les modalités de dispense, d'allègement et de validation de la formation, dans le respect des principes d'équité entre les candidats et d'indépendance au regard de l'employeur ou de la personne privée.

Il élabore un protocole de dispense et d'allègement qui précise les dispenses prévues pour chacun des diplômes pris en compte ainsi que les allègements de modules de formation et/ou du stage pratique accordés aux candidats.

II. – Admission des candidats

L'établissement de formation organise l'admission des candidats à partir du dossier de demande de formation qui lui a été adressé par le candidat.

Il précise au candidat la nature et les modalités des épreuves de validation prévues pour la validation de la formation dispensée et la remise du certificat national de compétence.

L'établissement de formation définit, avec chaque candidat, le programme de formation personnalisé en fonction des dispenses et allègements accordés au vu des justificatifs fournis et, le cas échéant, de l'avis de son employeur.

Il établit une fiche individuelle pour chaque candidat, précisant les qualifications et expériences professionnelles considérées pour l'octroi de ces dispenses et/ou allègements de formation avec mention des justificatifs fournis à l'appui. Elle est intégrée au livret de formation.

Le directeur de l'établissement de formation arrête la liste des candidats admis à suivre la formation. Cette liste précise le nombre de candidats admis, le diplôme et/ou la durée de l'expérience professionnelle ouvrant accès à la formation ainsi que les modules et la durée de leur formation complémentaire. Elle est transmise au représentant de l'Etat dans la région.

III. – Organisation et mise en œuvre de la formation

a) Organisation de la formation :

Le responsable pédagogique s'assure notamment de la mise en œuvre du projet pédagogique et de son actualisation, de l'adéquation des moyens matériels et humains ainsi que de la pertinence entre les différents enseignements dispensés.

En outre, il s'assure de la permanence de cette adéquation, notamment à l'occasion du renouvellement de membres de l'équipe pédagogique ou dans le cas d'intervenants ponctuels.

Une instance technique et pédagogique est mise en place. Elle est composée du responsable de la formation, des représentants du secteur professionnel, des stagiaires et de personnalités qualifiées. Elle veille à la mise en œuvre des orientations du projet pédagogique et aux conditions générales d'organisation de la formation. Elle émet un avis sur le protocole de dispense et d'allègement.

Dans les établissements de formation assurant plusieurs formations complémentaires, cette instance peut être organisée à partir de celle déjà mise en place.

b) Mise en œuvre de la formation :

Le responsable pédagogique est garant du respect de la conformité de la formation dispensée au référentiel de formation correspondant, tel que figurant en annexe de l'arrêté.

Chaque stage pratique est organisé dans le cadre d'une convention de partenariat conclue entre

l'établissement de formation et la personne juridiquement responsable du site de stage et fait l'objet d'une convention de stage entre l'établissement de formation, le stagiaire et le site de stage. Cette convention précise les modalités de déroulement du stage, ses objectifs, les noms et qualifications du référent professionnel et les modalités d'organisation du tutorat.

IV. – Validation de la formation

L'établissement de formation est responsable des modalités d'évaluation qu'il met en œuvre et les définit dans son projet pédagogique.

Il organise les modalités de validation des modules de formation par les candidats qui en ont suivi l'intégralité ainsi que par ceux à qui un allègement a été accordé.

Celles-ci doivent tenir compte :

- du suivi et de l'assiduité du candidat à chacun des modules de son programme personnalisé ;
- du contrôle des connaissances ;
- d'un écrit final réalisé par le candidat permettant d'apprécier la mise en perspective des enseignements reçus avec l'exercice professionnel correspondant.

Il établit, pour chaque candidat, un livret de formation qui atteste du cursus de formation suivi, tant en matière d'enseignement théorique que de formation pratique.

Ce livret précise le contenu et la durée de la formation complémentaire correspondant au programme de formation individualisé, ainsi que l'ensemble des dispenses et allègements de formation dont a bénéficié le candidat et le diplôme ou titre et/ou l'expérience professionnelle ouvrant l'accès à la formation. Il comporte, en outre, l'ensemble des appréciations portées sur le candidat par les membres de l'équipe pédagogique.

A N N E X E V

Délivrance du certificat national de compétence

L'établissement de formation délivre, au nom de l'Etat, le certificat national de compétence au candidat qui a validé l'ensemble de sa formation.

Il transmet, dans un délai maximum d'un mois, au représentant de l'Etat dans la région la liste des candidats ayant validé la formation et obtenu le certificat national de compétence.

Le responsable juridique de l'établissement de formation (préciser le nom et l'adresse de l'établissement).

Nom et qualité du signataire :

Date :

Fait à Paris, le 2 janvier 2009.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur général de l'action sociale, J.-J. Trégoat

**Arrêté du 25 juin 2009,
relatif au formulaire de demande d'agrément pour l'exercice à titre individuel de
l'activité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs**

Par arrêté du ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville en date du 25 juin 2009, le modèle de formulaire de demande d'agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs, mentionné à l'article R. 472-1 du code de l'action sociale et des familles, est établi conformément au modèle homologué par la direction générale de la modernisation de l'Etat sous le numéro CERFA 13913*01. La notice explicative de ce formulaire est homologuée par la direction générale de la modernisation de l'Etat sous le numéro CERFA 51367#01.

Nota. — Le formulaire mentionné ci-dessus sera mis en ligne sur un site internet, à l'adresse suivante : <https://www.formulaires.modernisation.gouv.fr/gf>.

FINANCEMENT

Décret n° 2008-1500 du 30 décembre 2008, relatif à la réglementation financière et budgétaire des établissements et services sociaux et médico-sociaux

Le Premier ministre,
Sur le rapport du ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité,
Vu le code de l'action sociale et des familles ;
Vu le code de la sécurité sociale ;
Vu la loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment ses articles 44 et 45 ;
Vu l'avis de la section sociale du Comité national de l'organisation sanitaire et sociale en date du 24 juillet 2008 ;
Vu l'avis du conseil d'administration de la Caisse nationale des allocations familiales en date du 9 septembre 2008 ;
Vu l'avis du Comité national des retraités et des personnes âgées en date du 9 septembre 2008 ;
Vu l'avis du conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés en date du 17 septembre 2008 ;
Vu l'avis de la Commission consultative d'évaluation des normes en date du 9 octobre 2008 ;
Vu la saisine de la commission des accidents du travail et des maladies professionnelles en date du 3 septembre 2008 ;
Vu la saisine de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations en date du 18 septembre 2008 ;
Le Conseil d'Etat (section sociale) entendu,

DECRETE

TITRE IER

Dispositions financières et tarifaires pour les services mentionnées aux 14° et 15° du I de l'article L312 1 du code de l'action sociale et des familles

Article 1

Le chapitre IV du titre Ier du livre III du code de l'action sociale et des familles est ainsi modifié :

1° A l'article R. 314-3, il est inséré un II bis et un II ter ainsi rédigés :

II bis. — Les services mentionnés au I de l'article L. 361-1 transmettent dans le délai mentionné au I ci-dessus leurs propositions budgétaires et leurs annexes aux départements concernés et aux organismes locaux de sécurité sociale figurant à l'article R. 314-193-2 dans le ressort desquels ils sont implantés.

Dans un délai d'un mois à compter de la réception des documents budgétaires, les organismes locaux de sécurité sociale et les départements font parvenir à l'autorité de tarification un avis relatif aux propositions budgétaires.

Cet avis est simultanément communiqué au service ayant transmis la proposition budgétaire qui dispose d'un délai d'un mois à compter de sa réception pour faire parvenir ses observations à l'autorité de tarification.

II ter. — Les services mentionnés au 15° du I de l'article L. 312-1 transmettent dans le délai mentionné au I ci-dessus leurs propositions budgétaires et leurs annexes également aux organismes locaux de sécurité sociale figurant à l'article R. 314-193-4 dans le ressort desquels ils sont implantés.

Dans un délai d'un mois à compter de la réception des documents budgétaires, les organismes locaux de sécurité sociale font parvenir à l'autorité de tarification un avis relatif aux propositions budgétaires. Cet avis est simultanément communiqué au service ayant transmis la proposition budgétaire qui dispose d'un délai d'un mois à compter de sa réception pour faire parvenir ses observations à l'autorité de tarification.

2° Au 4° de l'article R. 314-22 et au 1° de l'article R. 314-29, les mots : « l'aide sociale » sont remplacés par les mots : « le budget ».

3° A la fin du 2° de l'article R. 314-36, sont ajoutés les mots : « ainsi qu'au I de l'article L. 361-1 ».

4° L'article R. 314-60 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

Lorsque le directeur de la caisse d'allocations familiales du lieu d'implantation des services mentionnés au I de l'article L. 361-1 ou à l'article L. 361-2 financés en totalité ou en partie par cet organisme en fait la demande, les services transmettent les données et documents mentionnés au premier alinéa dans les conditions mentionnées au deuxième alinéa.

5° Il est inséré à l'article R. 314-105 un XIII et un XIV ainsi rédigés :

XIII. — Pour les services mentionnés au I de l'article L. 361-1, sous forme d'une dotation globale de financement fixée et répartie par l'autorité de tarification dans les conditions fixées à l'article R. 314-193-1 ;

XIV. — Pour les services mentionnés au 15° de l'article L. 312-1, sous forme d'une dotation globale de financement fixée et répartie par l'autorité de tarification dans les conditions fixées à l'article R. 314-193-3.

6° Le paragraphe 11 de la sous-section 4 de la section 2 du chapitre IV du titre Ier du livre III du code de l'action sociale et des familles devient le paragraphe 13.

7° Il est inséré, au sein de la même section, un paragraphe 11 et un paragraphe 12 ainsi rédigés :

Paragraphe 11
Services mettant en œuvre les mesures de protection
des majeurs mentionnés au I de l'article L. 361-1

Article R. 314-193-1.

I. — La dotation globale de financement des services mettant en œuvre des mesures de protection des majeurs relevant du I de l'article L. 361-1 est calculée conformément à l'article R. 314-106.

Les produits d'exploitation mentionnés à l'article R. 314-106 comprennent, notamment, le montant correspondant à la participation financière des majeurs protégés prévue par l'article L. 471-5.

Le montant de la dotation globale de financement est modulé en fonction d'indicateurs prenant en compte notamment la charge liée à la nature de la mesure de protection, à la situation de la personne protégée et au temps de travail effectif des personnels. La liste des indicateurs est fixée par arrêté du ministre chargé de la famille en application des articles R. 314-28 à R. 314-33-1.

II. — L'arrêté de tarification fixe le montant de la dotation globale de financement et des quotes-parts de cette dernière, exprimées en pourcentage, déterminées pour chacun des financeurs en tenant compte des prestations sociales perçues par les personnes protégées lors du dernier exercice clos et conformément aux dispositions prévues aux 1°, 2° et 3° du I de l'article L. 361-1.

III. — La dotation globale de financement et, le cas échéant, les quotes-parts de cette dernière sont versées par l'Etat et les financeurs concernés dans les conditions prévues à l'article R. 314-107. Dans le cas où il y a plusieurs organismes de sécurité sociale appartenant à la même branche, l'organisme de sécurité sociale de la branche du lieu d'implantation du siège de l'organisme gestionnaire verse la dotation globale ou sa quote-particle

Article R. 314-193-2. - Les organismes locaux de sécurité sociale consultés en application du VIII de l'article L. 314-1 sont la caisse d'allocations familiales, la caisse régionale d'assurance maladie et la caisse de mutualité sociale agricole.

Paragraphe 12
Services relevant du 15° du I de l'article L. 312-1

Article R. 314-193-3.

I. — La dotation globale de financement d'un service relevant du 15° du I de l'article L. 312-1 est calculée conformément à l'article R. 314-106.

Le montant de cette dotation est modulé en fonction d'indicateurs qui tiennent compte notamment de la charge liée au mandat, à la situation de la famille qui fait l'objet de la mesure judiciaire d'aide à la gestion du budget familial et au temps de travail effectif des personnels. La liste des indicateurs est fixée par arrêté du ministre chargé de la famille en application des articles R. 314-28 à R. 314-33-1.

II. — L'arrêté de tarification fixe la dotation globale de financement d'un service mentionné au présent paragraphe et répartit cette dernière entre les organismes de sécurité sociale en tenant compte des prestations sociales perçues par les personnes bénéficiant d'une mesure judiciaire d'aide à la gestion du budget familial lors du dernier exercice clos et conformément aux dispositions de l'article L. 361-2.

III. — La dotation globale de financement des services mentionnés au présent paragraphe et, le cas échéant, les quotes-parts de cette dotation globale sont versées par les financeurs concernés dans les conditions prévues à l'article R. 314-107.

L'organisme de sécurité sociale du lieu d'implantation du siège de l'organisme gestionnaire verse la dotation globale ou sa quote-particle

Article R. 314-193-4. - Les organismes locaux de sécurité sociale consultés en application du IX de l'article L. 314-1 sont la caisse d'allocations familiales et la caisse de mutualité sociale agricole.

Article 2

Le chapitre Ier du titre Ier du livre II du code de l'action sociale et des familles est ainsi modifié :

1° L'article R. 211-8 est ainsi modifié :

- a) Au premier alinéa, les mots : « 50 % » sont remplacés par les mots : « 60 % » ;
- b) Au deuxième alinéa, les mots : « 31 juillet » sont remplacés par les mots : « 31 octobre ».

2° Au 3° de l'article R. 211-12, les mots : « 30 juin » sont remplacés par les mots : « 30 septembre ».

3° Au premier alinéa de l'article R. 211-13, les mots : « 30 septembre » sont remplacés par les mots : « 31 octobre ».

4° L'article R. 211-15 est ainsi modifié :

- a) Dans la première phrase du premier alinéa de l'article R. 211-15, les mots : « Avant le 15 mars » sont remplacés par les mots : « Dans les délais prévus au II de l'article R. 314-49 », et les mots : « selon le plan comptable des associations » sont remplacés par les mots : « en application de l'article R. 314-81 » ;
- b) Au quatrième alinéa, les mots : « 15 mai » sont remplacés par les mots : « 30 juin ».

Article 3

I. — A compter de la date d'entrée en vigueur du présent décret, les services gérés par les personnes morales mentionnées au I et à la première phrase du V de l'article 44 de la loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs reçoivent une dotation globale de financement dans les conditions prévues aux articles 1er et 2 du présent décret et ce, dans l'attente de leur autorisation au titre de l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles et au plus tard le 31 décembre 2010.

II. — Pour l'exercice budgétaire 2009, dans le cas où la dotation globale de financement n'est pas arrêtée au 20 janvier de l'exercice en cause, les services mentionnés au premier alinéa reçoivent un acompte mensuel jusqu'à la fixation de cette dotation.

L'acompte est calculé à partir du montant des produits d'exploitation versés ou dus en 2008, au titre de la rémunération de l'exercice des tutelles et curatelles d'Etat, par l'Etat et, au titre de la rémunération de l'exercice de la tutelle aux prestations sociales versées aux adultes, par la collectivité débitrice ou l'organisme débiteur de prestations sociales. L'acompte est versé selon les modalités prévues aux II et III de l'article R. -51314-193-1 du même code.

L'acompte est calculé à partir du montant des produits d'exploitation versés en 2008, au titre de la rémunération de l'exercice de la tutelle aux prestations sociales auxquelles donnent droit les enfants et de la mesure judiciaire d'aide à la gestion du budget familial, par l'organisme débiteur de prestations sociales. L'acompte est versé selon les modalités prévues aux II et III de l'article R. 314-193-3 du même code.

III. — Pour l'exercice budgétaire 2009, par dérogation au délai mentionné au I de l'article R. 314-3 du même code, les propositions budgétaires et leurs annexes sont transmises par les personnes mentionnées à l'alinéa premier au plus tard au dernier jour du mois suivant la publication du présent décret.

TITRE II

Dispositions financières pour les établissements et services relevant du I de l'article L312 1 du code de l'action sociale et des familles

Article 4

Le chapitre IV du titre Ier du livre III du code de l'action sociale et des familles est ainsi modifié :

1° A la fin du dernier alinéa de l'article R. 314-48, il est ajouté les mots : « lequel doit être affecté au financement d'opérations d'investissement en application du 2° du II de l'article R. 314-51 ».

2° L'article R. 314-55 du code de l'action sociale et des familles est ainsi rédigé :

Article R. 314-55. - En cas d'absence de transmission du compte administratif dans les délais fixés au II de l'article R. 314-49, l'autorité de tarification fixe d'office le montant et l'affectation du résultat en respectant les dispositions prévues aux II, III et IV de l'article R. 314-51.

3° Il est ajouté à l'article R. 314-59 un alinéa ainsi rédigé :

Les conventions relevant du I de l'article L. 313-25 qui, chaque année doivent être déclarées et portées à la connaissance des autorités de tarification, sont celles qui ont été passées dans l'année et celles qui, bien que conclues lors des exercices précédents, ont toujours cours.

4° Il est inséré un article R. 314-65-1 ainsi rédigé :

Article R. 314-65-1. - En cas de fermeture totale ou partielle d'un établissement public social ou médico-social, les dispositions des articles L. 313-19, R. 314-97 et R. 314-98 sont mises en œuvre.

5° Il est inséré un article R. 314-94-2 ainsi rédigé :

En matière de contrôle sur les frais de siège social, il est fait application des articles R. 314-56 à R. 314-62 et R. 314-81 à R. 314-86.

6° Il est inséré à l'article R. 314-182 un 8° ainsi rédigé :

8° Pour les personnes dont la mesure de protection des majeurs est confiée à un agent désigné en application de l'article L. 472-6, des surcoûts nets afférents aux charges de personnel de cet agent diminués des participations financières des personnes protégées en application de l'article L. 471-5.

Article 5

I. — Sont abrogés :

1° Le 4° du VII et le 2° du XII de l'article R. 314-105 du code de l'action sociale et des familles ;

2° L'article R. 314-188 du code de l'action sociale et des familles ;

3° L'article R. 314-192 du code de l'action sociale et des familles.

II. - Sont abrogés au 1er janvier 2009 :

1° Les articles R. 167-23 à R. 167-27 du code de la sécurité sociale ;

2° Le décret n° 2004-128 du 9 février 2004 modifié par le décret n° 2007-1905 du 26 décembre 2007 relatif à l'expérimentation des dotations globales de financement prévues à l'article 17 de la loi n° 2004-1 du 2 janvier 2004 relative à l'accueil et à la protection de l'enfance.

Article 6

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité et la secrétaire d'Etat chargée de la solidarité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 30 décembre 2008.

Par le Premier ministre François Fillon

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité, Xavier Bertrand

La secrétaire d'Etat chargée de la solidarité, Valérie Létard

**Décret n° 2011-710 du 21 juin 2011,
relatif à l'assiette et au versement de la participation des personnes protégées au
financement de leur mesure de protection**

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la ministre des solidarités et de la cohésion sociale,

Vu le code civil, notamment son article 419 ;

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L. 471-5 et L. 471-9 ;

Vu le code général des impôts, notamment son article 199 septies ;

Vu le code monétaire et financier ;

Vu le code de la sécurité sociale ;

Vu la loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion ;

Vu l'ordonnance n° 2004-605 du 24 juin 2004 simplifiant le minimum vieillesse, notamment son article 2 ;

Vu l'avis du conseil d'administration de la Caisse centrale de la mutualité sociale agricole en date du 8 septembre 2010 ;

Vu l'avis du conseil d'administration de la Caisse nationale des allocations familiales en date du 9 septembre 2010 ;

Vu l'avis du conseil d'administration de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés en date du 9 septembre 2010 ;

Vu l'avis du conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés en date du 13 septembre 2010 ;

Vu l'avis de la section sociale du Comité national de l'organisation sanitaire et sociale en date du 14 septembre 2010 ;

Vu l'avis de l'Union nationale des caisses d'assurance maladie en date du 6 octobre 2010 ;

Vu l'avis de la commission consultative d'évaluation des normes en date du 7 octobre 2010 ;

Vu l'avis de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations en date du 3 novembre 2010 ;

Le Conseil d'Etat (section sociale) entendu,

DECRETE

Article 1

L'article R. 471-5 du code de l'action sociale et des familles est remplacé par les dispositions suivantes :

Article R. 471-5.-Les ressources prises en compte pour la détermination du montant de la participation de la personne protégée prévue à l'article L. 471-5 comprennent :

1° Les bénéfices ou revenus bruts mentionnés aux I à VII ter de la première sous-section de la section II du chapitre Ier du titre Ier de la première partie du livre Ier du code général des impôts, à l'exclusion des rentes viagères mentionnées aux articles L. 232-4, L. 232-8 et L. 245-6 du présent code et des revenus des bons ou contrats de capitalisation et placements de même nature, notamment des contrats d'assurance-vie ;

2° Les produits et plus-values réalisés dans le cadre des livrets, plans et comptes d'épargne mentionnés au chapitre Ier du titre II du livre II du code monétaire et financier, sous réserve qu'ils ne soient pas pris en compte au titre du 1° ;

3° Les revenus perçus hors de France ou versés par une organisation internationale, sous réserve qu'ils ne soient pas pris en compte au titre du 1° ;

4° Une portion des biens non productifs de revenus, des dispositifs d'intéressement, de participation et d'épargne salariale mentionnés au livre III de la troisième partie du code du travail ainsi que des bons ou contrats de capitalisation et placements de même nature, notamment des contrats d'assurance-vie, calculée selon les modalités fixées à l'article R. 132-1. Toutefois, cette disposition ne s'applique pas au capital mentionné aux 1° et 2° du I de l'article 199 septies du code général des impôts ;

5° L'allocation aux adultes handicapés mentionnée à l'article L. 821-1 du code de la sécurité sociale, le complément de ressources mentionné à l'article L. 821-1-1 du même code et la majoration pour la vie autonome mentionnée à l'article L. 821-1-2 du même code ;

- 6° L'allocation de solidarité aux personnes âgées mentionnée à l'article L. 815-1 du même code ;
- 7° Les allocations mentionnées à l'article 2 de l'ordonnance n° 2004-605 du 24 juin 2004 simplifiant le minimum vieillesse ;
- 8° Le revenu de solidarité active mentionné à l'article L. 262-1 du présent code. »

Article 2

L'article R. 471-5-1 du même code est ainsi modifié :

- 1° Au premier alinéa du II, après le mot : « ressources », sont ajoutés les mots : « mentionnées à l'article R. 471-5 » ;
- 2° Il est complété par un III ainsi rédigé :
« III. — La participation peut être versée trimestriellement lorsque son montant mensuel ne dépasse pas le montant brut horaire du salaire minimum interprofessionnel de croissance en vigueur au 1er janvier de l'année civile en cours. »

Article 3

Le premier alinéa de l'article R. 471-5-3 du même code est ainsi modifié :

- 1° Dans la première phrase, les mots : « non renouvelable » sont supprimés ;
- 2° La deuxième phrase est supprimée.

Article 4

Les ressources prises en compte au titre des articles R. 471-5 à R. 471-5-2 du code de l'action sociale et des familles comprennent jusqu'au 1er janvier 2013 l'allocation de revenu minimum d'insertion mentionnée à l'article L. 262-1 dans sa rédaction antérieure à la loi du 1er décembre 2008 susvisée.

Article 5

La ministre des solidarités et de la cohésion sociale est chargée de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le 21 juin 2011.

François Fillon, Par le Premier ministre :

La ministre des solidarités et de la cohésion sociale, Roselyne Bachelot-Narquin

**Décret 2010-1404 du 22 novembre 2010,
fixant le barème national de l'indemnité complémentaire allouée à titre
exceptionnel aux mandataires judiciaires à la protection des majeurs**

Le Premier ministre,
Sur le rapport du ministre du travail, de la solidarité et de la fonction publique,
Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment son article L. 471-5 ;
Vu le code civil, notamment son article 419 ;
Vu la loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment ses articles 44 et 45 ;
Vu le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;
Vu l'avis du Comité national de l'organisation sanitaire et sociale en date du 14 septembre 2010 ;
Vu l'avis du Comité national des retraités et des personnes âgées en date du 22 octobre 2010 ;
Vu l'avis de la commission consultative d'évaluation des normes en date du 9 septembre 2010 ;
Vu l'avis du conseil d'administration de la caisse centrale de la Mutualité sociale agricole en date du 8 septembre 2010 ;
Vu l'avis du conseil d'administration de la caisse centrale du Régime social des indépendants en date du 27 septembre 2010 ;
Vu l'avis du conseil d'administration de la Caisse nationale des allocations familiales en date du 9 septembre 2010 ;
Vu l'avis du conseil d'administration de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés en date du 9 septembre 2010 ;
Vu l'avis du conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés en date du 13 septembre 2010 ;
Vu l'avis de l'Union nationale des caisses d'assurance maladie en date du 6 octobre 2010,

DECRETE

Article 1

Le chapitre Ier du titre VII du livre IV du code de l'action sociale et des familles est ainsi complété :

Article D. 471-6. - L'indemnité complémentaire prévue à l'article L. 471-5 peut être accordée pour toute diligence entraînant une charge de travail exceptionnelle et pour laquelle les sommes perçues au titre du premier alinéa de l'article précité sont manifestement insuffisantes, telles que le règlement d'une succession, le suivi de procédures judiciaires ou administratives, la vente d'un bien ou la gestion de conflits familiaux.

Le mandataire présente sa demande d'indemnité accompagnée des justificatifs nécessaires. Il doit justifier du caractère exceptionnel de la charge de travail et de l'insuffisance des sommes perçues au titre du premier alinéa de l'article L. 471-5.

Le montant de l'indemnité est fixé par ordonnance du juge ou délibération du conseil de famille selon un taux horaire de douze fois le montant brut horaire du salaire minimum interprofessionnel de croissance en vigueur au 1er janvier de l'année au titre de laquelle la rémunération est attribuée. A partir de la quinzième heure consacrée à ces diligences exceptionnelles, le taux horaire est de quinze fois le montant brut horaire du salaire minimum interprofessionnel de croissance en vigueur au 1er janvier de l'année au titre de laquelle la rémunération est attribuée. Le juge apprécie le caractère nécessaire des diligences accomplies et peut inviter le mandataire judiciaire à la protection des majeurs à fournir des explications complémentaires.

A l'indemnité prévue au présent article, s'ajoute le remboursement par la personne qui fait l'objet de la mesure de protection sur justificatifs des frais de déplacement et de séjour occasionnés par l'accomplissement des actes, calculé dans les conditions fixées par le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006.

»

Article 2

I. — L'intitulé du livre IV du code de l'action sociale et des familles est ainsi rédigé : « Professions et activités sociales ».

II. - Dans le titre VII de ce livre IV, il est créé un chapitre III et un chapitre IV ainsi rédigés :

Chapitre III
Dispositions pénales communes aux mandataires
judiciaires à la protection des majeurs

Chapitre IV
Délégués aux prestations familiales

Section 1
Dispositions communes aux délégués
aux prestations familiales »

Article 3

Les dispositions de l'article 1er s'appliquent aux personnes protégées dont la mesure de protection est exercée par :

1° Une personne morale mentionnée au I de l'article 44 de la loi du 5 mars 2007 visée ci-dessus jusqu'à ce qu'elle se soit conformée aux dispositions de la section 1 du chapitre III du titre Ier du livre III du code de l'action sociale et des familles ;

2° Une personne physique mentionnée au II de l'article 44 de la même loi jusqu'à ce qu'elle se soit conformée aux dispositions de l'article L. 472-1 du même code ;

3° Un préposé d'établissement mentionné au IV de l'article 44 de la même loi jusqu'à ce que son établissement se soit conformé aux dispositions de l'article L. 472-6 du même code.

Article 4

La ministre d'Etat, garde des sceaux, ministre de la justice et des libertés, le ministre du travail, de la solidarité et de la fonction publique, le ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'Etat et la secrétaire d'Etat chargée de la famille et de la solidarité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 12 novembre 2010.

François Fillon

Par le Premier ministre :

Le ministre du travail, de la solidarité et de la fonction publique, Eric Woerth

La ministre d'Etat, garde des sceaux, ministre de la justice et des libertés, Michèle Alliot-Marie

Le ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'Etat, François Baroin

La secrétaire d'Etat chargée de la famille et de la solidarité, Nadine Morano

Décret n° 2011-936 du 1er août 2011 relatif à la rémunération des mandataires judiciaires et à diverses mesures de simplification en matière de protection juridique des majeurs

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la ministre des solidarités et de la cohésion sociale,

Vu le code civil ;

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L. 471-5 et L. 472-3 ;

Vu le décret n° 2008-1512 du 30 décembre 2008 fixant les modalités d'inscription sur les listes prévues aux articles L. 471-2, L. 471-3, L. 474-1 et L. 474-2 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu le décret n° 2008-1553 du 31 décembre 2008 relatif à l'exercice à titre individuel de l'activité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs et de l'activité de délégué aux prestations familiales ;

Vu le décret n° 2008-1554 du 31 décembre 2008 relatif aux modalités de participation des personnes protégées au financement de leur mesure de protection ;

Vu la saisine du conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés en date du 29 juin 2011 ;

Vu la saisine du conseil central d'administration de la Mutualité sociale agricole en date du 29 juin 2011 ;

Vu la saisine du conseil de l'Union nationale des caisses d'assurance maladie en date du 29 juin 2011 ;

Vu l'avis du conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés en date du 6 juillet 2011 ;

Vu l'avis du conseil d'administration de la Caisse nationale des allocations familiales en date du 6 juillet 2011 ;

Vu l'avis de la commission consultative d'évaluation des normes en date du 7 juillet 2011 ;

Vu l'avis de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations en date du 20 juillet 2011 ;

Le Conseil d'Etat (section sociale) entendu,

DECRETE

Chapitre Ier

Rémunération des personnes physiques exerçant l'activité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs à titre individuel

Article 1

L'article R. 472-8 du code de l'action sociale et des familles est remplacé par les dispositions suivantes :

Article R. 472-8. - I. — La rémunération du mandataire judiciaire à la protection des majeurs est déterminée par un arrêté des ministres chargés de la famille, de la justice et du budget, en fonction des indicateurs suivants :

1° La nature des missions :

- a) Missions d'assistance et de conseil confiées au titre de l'article 467 du code civil dans l'exercice de la curatelle ;
- b) Missions de représentation confiées au titre de l'article 473 du même code dans l'exercice de la tutelle ;
- c) Missions d'assistance et de perception des revenus de la personne protégée confiées au titre de l'article 472 du même code dans l'exercice de la curatelle renforcée, missions de gestion des prestations sociales de la personne protégée et d'action éducative confiées au titre de l'article 495-7 du même code dans l'exercice de la mesure d'accompagnement judiciaire, ou missions de gestion du patrimoine confiées au titre de l'article 437 du même code dans l'exécution d'un mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ;
- d) Missions de subrogé curateur dans le cadre d'une curatelle ou d'une curatelle renforcée, ou de subrogé

tuteur dans le cadre d'une tutelle, confiées au titre de l'article 454 du même code ;

e) Missions mentionnées aux a à d qui porteraient uniquement sur la protection de la personne ou sur celle du patrimoine ;

2° La période d'exercice des missions :

a) Les trois mois suivant l'ouverture de la mesure de protection ;

b) Les trois mois précédant la fin de la mesure de protection ;

c) Les autres périodes ;

3° Le lieu de vie de la personne protégée :

a) Lorsque la personne protégée est accueillie de manière permanente dans un établissement social ou médico-social ou dans un établissement de santé au-delà d'une première période de trente jours de séjour continu et pendant le mois où a pris fin cet accueil permanent ;

b) Lorsque la personne protégée est accueillie de manière permanente dans un établissement social ou médico-social ou dans un établissement de santé au-delà d'une première période de trente jours de séjour continu et qu'elle conserve la disposition de son logement ;

c) Lorsque la personne vit à son domicile ou dans toute autre situation ;

4° Les ressources de la personne protégée calculées conformément aux dispositions de l'article R. 471-5, dans une mesure qui ne saurait leur conférer un caractère prépondérant.

II. — Lorsque le prélèvement sur les ressources de la personne protégée, calculé conformément aux dispositions de l'article R. 471-5-2, est inférieur à la rémunération du mandataire, le mandataire perçoit un financement public égal à la différence entre la rémunération et le prélèvement. Ce financement est versé par chaque financeur concerné conformément aux dispositions des 1°, 2° et 3° du I de l'article L. 361-1, dans le cadre d'une convention entre ce financeur et le mandataire judiciaire à la protection des majeurs.

III. — En aucun cas le prélèvement sur les ressources de la personne protégée ne peut excéder la rémunération fixée conformément au I. »

Chapitre II

Mesures diverses de simplification relatives aux mandataires judiciaires à la protection des majeurs et aux délégués aux prestations familiales

Article 2

A l'article R. 271-1 du même code, les mots : « au nom du département par le conseil général » sont remplacés par les mots : « par le département, représenté par le président du conseil général ».

Article 3

Le titre Ier du livre III du même code est ainsi modifié :

1° Le premier alinéa de l'article D. 313-13 du même code est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Le concours de l'échelon régional du service médical n'est pas requis lorsque la visite concerne un service mentionné au 14° du I de l'article L. 312-1 » ;

2° Au deuxième alinéa de l'article D. 313-14, les mots : « au sixième alinéa de l'article L. 313-1 » sont remplacés par les mots : « à l'article D. 313-7-2 » ;

3° A l'article R. 314-36, après le II, sont insérés un II bis et un II ter ainsi rédigés :

« II bis. — Pour les services mentionnés au 14° du I de l'article L. 312-1, la décision d'autorisation budgétaire et de tarification est également notifiée, dans le délai mentionné au I, aux départements et aux organismes locaux de sécurité sociale mentionnés à l'article R. 314-193-2 qui versent une quote-part de la dotation globale de financement ;

« II ter. — Pour les services mentionnés au 15° du I de l'article L. 312-1, la décision d'autorisation budgétaire et de tarification est également notifiée, dans le délai mentionné au I, aux organismes locaux de sécurité sociale mentionnés à l'article R. 314-193-4 qui versent une quote-part de la dotation globale de financement. »

4° Au II des articles R. 314-193-1 et R. 314-193-3, les mots : « lors du dernier exercice clos » sont remplacés par les mots : « au 31 décembre du dernier exercice clos à la date du dépôt des propositions

budgétaires ».

Article 4

L'article R. 471-2 du même code est ainsi modifié :

1° Le premier alinéa est ainsi modifié :

a) Les mots : « le mois » sont remplacés par les mots : « les six mois » ;

b) Il est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Lorsque le mandataire judiciaire est inscrit sur plusieurs listes, la prestation de serment n'est effectuée que lors de la première inscription sur une liste. » ;

2° Le second alinéa est complété par les mots suivants : « dans un délai de six mois après son recrutement. Lorsque le service est autorisé dans plusieurs départements, la personne prête serment devant le tribunal d'instance du chef-lieu du département où est implanté le siège de l'organisme gestionnaire du service. »

Article 5

I. — L'article D. 471-3 du même code est ainsi modifié :

1° Le troisième alinéa est supprimé ;

2° Le cinquième alinéa est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Elles doivent être inscrites à la formation complémentaire dès la déclaration mentionnée à l'article L. 472-6 et disposent, pour l'achever, d'un délai d'un an à compter de cette déclaration. »

II. — L'article R. 472-14 est ainsi modifié :

1° Les 2° à 5° deviennent les 5° à 8° ;

2° Après le 1°, sont insérés trois alinéas ainsi rédigés :

« 2° Sa formation, son expérience, son activité professionnelle ;

« 3° Ses fonctions exercées au sein de l'établissement ;

« 4° Les moyens que l'établissement entend mettre en œuvre pour qu'un exercice indépendant des mesures de protection des majeurs qui peuvent être confiées par le juge soit assuré de manière effective ;
».

III. - L'article R. 472-16 est ainsi modifié :

1° Au 1°, les mots : « , d'une description des fonctions exercées au sein de l'établissement » sont supprimés ;

2° Le 2° est supprimé et le 3° devient le 2° ;

3° Il est créé un 3° ainsi rédigé :

« 3° D'une copie des conventions et de leurs avenants passés en application du dernier alinéa de l'article L. 472-5. »

IV. - Après l'article R. 472-16, il est inséré un article R. 472-16-1 ainsi rédigé :

« Article R. 472-16-1. - L'établissement déclarant transmet au préfet de département dans un délai d'un an à compter de la déclaration le certificat national de compétence mentionné à l'article D. 471-3 obtenu par la personne désignée dans la déclaration. A défaut de transmission dans le délai imparti, les effets de la déclaration cesseront et le mandataire judiciaire sera immédiatement retiré de la liste. »

Article 6

I. — L'article R. 471-5-1 du même code est ainsi modifié :

1° Le II est ainsi modifié :

- a) Au premier alinéa, les mots : « l'année précédente » sont remplacés par les mots : « l'avant-dernière année civile » ;
- b) Le deuxième alinéa est remplacé par les dispositions suivantes :
« Un ajustement du montant de la participation dû compte tenu du montant des ressources dont a bénéficié la personne pendant l'avant-dernière année civile est effectué au plus tard le 31 décembre de l'année de perception de la participation. » ;

2° Le III devient le V et sont insérés un III et un IV ainsi rédigés :

« III. — En cas de diminution ou d'augmentation des ressources de la personne ayant pour conséquence une différence au moins égale à cinq fois le montant brut horaire du salaire minimum interprofessionnel de croissance en vigueur au 1er janvier de l'année en cours entre le montant de la participation mensuelle déterminé en application du I et le montant de la participation calculé sur la base d'une évaluation de ses ressources pour l'année civile en cours, les versements mensuels suivants de la participation sont effectués sur la base d'une évaluation des ressources pour l'année civile en cours. Un ajustement du montant de la participation dû compte tenu du montant des ressources effectivement perçues pendant l'année du versement de cette participation est réalisé au plus tard le 31 décembre de l'exercice suivant.

« Lorsque les versements déjà effectués sur la base des revenus de l'avant-dernière année civile ont été supérieurs à ce qu'ils auraient été sur la base des revenus de l'année civile en cours, la différence est reversée à la personne protégée au plus tard le 31 décembre de l'année de perception de la participation. Lorsque les versements déjà effectués ont été inférieurs à ce qu'ils auraient été sur la base des revenus de l'année civile en cours, la différence est reversée par la personne protégée de manière échelonnée jusqu'au 31 décembre de l'année suivante.

« IV. — En cas d'indisponibilité temporaire de certains des revenus de la personne protégée ou l'année de l'ouverture de la mesure de protection, le versement prévu au II peut être effectué de manière différée sans excéder l'année de référence majorée de trois mois. »

II. - L'article R. 471-5-2 est ainsi modifié :

1° Aux premier, troisième et quatrième alinéas, les mots : « l'année de perception des revenus » sont remplacés par les mots : « l'avant-dernière année civile » ;

2° Au cinquième alinéa, les mots : « l'année de perception » sont remplacés par les mots : « l'avant-dernière année civile » ;

3° Le dernier alinéa est complété par les mots : « en vigueur au 1er janvier de l'avant-dernière année civile ».

Article 7

I. - Au premier alinéa de l'article R. 472-1 du même code, il est ajouté la phrase suivante : « Le cas échéant, la demande indique les agréments déjà obtenus dans d'autres départements. »

II. - L'article R. 472-9 est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa, les mots : « de domiciliation du mandataire judiciaire. » sont remplacés par les mots : « qui a délivré l'agrément. Dans le cas où le mandataire judiciaire est agréé dans plusieurs départements, elle est mise en paiement par le préfet du département qui a délivré en premier l'agrément. » ;

2° Au deuxième alinéa, les mots : « lieu de domiciliation du mandataire judiciaire » sont remplacés par les mots : « chef-lieu du département dont le préfet a délivré l'agrément. » ;

3° Le deuxième alinéa est complété par la phrase : « Dans le cas où le mandataire judiciaire est agréé dans plusieurs départements, cette part de rémunération est versée par l'organisme de sécurité sociale de la branche du chef-lieu du département dont le préfet a délivré en premier l'agrément. »

Article 8

Le chapitre IV du titre VII du livre IV du même code est ainsi modifié :

1° L'article R. 474-2 du même code est ainsi modifié :

a) Le premier alinéa est ainsi modifié :

Les mots : « le mois » sont remplacés par les mots : « les six mois » ;

Il est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Lorsque le délégué aux prestations familiales est inscrit sur plusieurs listes, la prestation de serment n'est effectuée que lors de la première inscription sur une liste. » ;

b) Le deuxième alinéa est complété par les mots suivants : « dans un délai de six mois après son recrutement. Lorsque le service est autorisé dans plusieurs départements, la personne prête serment devant le tribunal de grande instance du chef-lieu du département où est implanté le siège de l'organisme gestionnaire du service. » ;

2° Le premier alinéa de l'article R. 474-17 est complété par la phrase suivante :

« Copie de la demande est adressée selon les mêmes modalités au procureur de la République près le tribunal de grande instance du chef-lieu de département. » ;

3° A l'article R. 474-19, après les mots : « est accordé », sont insérés les mots : « après avis conforme du procureur de la République près le tribunal de grande instance du chef-lieu de département, » ;

4° A l'article R. 474-22, après les mots : « qu'il prend en charge », sont insérés les mots : « ou lorsque le nombre de personnes qui exercent auprès de lui des fonctions de secrétaire spécialisé est différent du nombre figurant dans la déclaration initiale » ;

5° Après l'article R. 474-24, est inséré un article R. 474-24-1 ainsi rédigé :

« Article R. 474-24-1. - Le retrait de l'agrément dans les cas prévus au deuxième alinéa de l'article L. 474-5 vaut radiation du délégué aux prestations familiales de la liste mentionnée à l'article L. 474-1 et inscription sur la liste mentionnée à l'article L. 474-2. La décision est notifiée par le préfet au procureur de la République près le tribunal de grande instance du chef-lieu de département, aux juridictions intéressées et au délégué aux prestations familiales.

« Dès réception de la notification du retrait d'agrément, le juge des enfants procède au remplacement du délégué aux prestations familiales pour les mesures de protection en cours. » ;

6° A l'article R. 474-25, les mots : « du I de l'article L. 361-1 » sont remplacés par les mots : « de l'article L. 361-2 » et les mots : « le mandataire judiciaire à la protection des majeurs » sont remplacés par les mots : « le délégué aux prestations familiales » ;

7° Après l'article R. 474-25, est inséré un article R. 474-25-1 ainsi rédigé :

« Article R. 474-25-1. - Dans le cas où il y a plusieurs organismes de sécurité sociale appartenant à la même branche, l'organisme de sécurité sociale de la branche du chef-lieu du département dont le préfet a délivré l'agrément verse la part de rémunération incombant à ces organismes au délégué aux prestations familiales. Dans le cas où le délégué aux prestations familiales est agréé dans plusieurs départements, cette part de rémunération est versée par l'organisme de sécurité sociale de la branche du chef-lieu du département dont le préfet a délivré en premier l'agrément. »

Chapitre III

Dispositions transitoires et finales

Article 9

Les préfets et les organismes de sécurité sociale compétents pour verser le tarif mentionné à l'article R. 472-8 du code de l'action sociale et des familles avant la date d'entrée en vigueur du présent décret le demeurent jusqu'au 31 décembre de l'année de publication du présent décret, sauf conclusion avant cette date d'une nouvelle convention en application du présent décret, par les préfets de département ou les organismes de sécurité sociale signataires d'une convention conclue avant l'entrée en vigueur du présent décret.

Article 10

I. - Aux articles 3 et 4 du décret n° 2008-1512 du 30 décembre 2008, la date : « 2010 » est remplacée par la date : « 2011 ».

II. - A l'article 4 du décret n° 2008-1553 du 31 décembre 2008 et à l'article 2 du décret n° 2008-1554 du 31 décembre 2008, la date : « 2010 » est remplacée par la date : « 2011 ».

Article 11

L'article 6 du présent décret entre en vigueur le 1er janvier 2012.

Article 12

Le garde des sceaux, ministre de la justice et des libertés, la ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'Etat, porte-parole du Gouvernement, et la ministre des solidarités et de la cohésion sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le 1er août 2011.

François Fillon

Par le Premier ministre :

La ministre des solidarités et de la cohésion sociale, Roselyne Bachelot-Narquin

Le garde des sceaux, ministre de la justice et des libertés, Michel Mercier

La ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'Etat, porte-parole du Gouvernement, Valérie Pécresse

**Arrêté du 31 décembre 2008,
relatif aux tarifs mensuels pour l'exercice à titre individuel de l'activité de
mandataire judiciaire à la protection des majeurs et de l'activité de délégué aux
prestations familiales**

La garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité et le ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique,
Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles R. 472-8 et R. 474-25 ;
Vu la loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment ses articles 44 et 45,

ARRESENT

Article 1

Le tarif mensuel forfaitaire mentionné à l'article R. 472-8 du code de l'action sociale et des familles est fixé :

- lorsque la personne protégée est accueillie de manière permanente dans un établissement social ou médico-social ou dans un établissement de santé, à **9,7 fois** le montant brut horaire du salaire minimum interprofessionnel de croissance ;
- dans les autres cas, à **15,2 fois** le montant brut horaire du salaire minimum interprofessionnel de croissance.

Le tarif prévu lorsque la personne protégée est accueillie de manière permanente dans un établissement social ou médico-social ou dans un établissement de santé est dû à compter du premier jour du mois qui suit une première période de trente jours de séjour continu dans l'établissement.

Article 2

Le tarif mensuel forfaitaire mentionné à l'article R. 474-25 du code de l'action sociale et des familles est fixé à **21 fois** le montant brut horaire du salaire minimum interprofessionnel de croissance.

Article 3

Le directeur des affaires civiles et du sceau au ministère de la justice, le directeur général de l'action sociale au ministère du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité et le directeur du budget au ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 31 décembre 2008.

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité,
Pour le ministre et par délégation : Le directeur général de l'action sociale, J.-J. Trégoat
La garde des sceaux, ministre de la justice,
Pour la ministre et par délégation : La sous-directrice du droit économique, C. Gueguen
Le ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique,
Pour le ministre et par délégation : Le sous-directeur de la première sous-direction, C. Wendling

**Arrêté du 09 juillet 2009,
fixant les indicateurs des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs
et à l'activité de délégué aux prestations familiales et leur mode de calcul pris en
application de l'article R 419-29 du CASF**

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville,
Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L. 312-1, L. 313-3, L. 314-3 à L. 314-7, R. 314-17, R. 314-28 à R. 314-33, R. 314-49, R. 314-193-1 et R. 314-193-3 ;
Vu la loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment ses articles 44 et 45 ;
Vu le décret n° 2008-1500 du 30 décembre 2008 relatif à la réglementation financière et budgétaire des établissements et services sociaux et médico-sociaux, notamment son article 3 ;
Vu l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles R. 314-10, R. 314-13, R. 314-17, R. 314-19, R. 314-20, R. 314-48 et R. 314-82 du code de l'action sociale et des familles ;
Vu l'arrêté du 30 janvier 2004 fixant le cadre normalisé de présentation du compte administratif prévu à l'article R. 314-49 du code de l'action sociale et des familles ;
Vu l'arrêté du 9 décembre 2005 pris en application de l'article R. 314-13 du code de l'action sociale et des familles relatif à la transmission par courrier ou support électronique des propositions budgétaires et des comptes administratifs des établissements et services sociaux et médico-sociaux,

ARRETE

Article 1

En application de l'article R. 314-29 et du I des articles R. 314-193-1 et R. 314-193-3 du code de l'action sociale et des familles, les indicateurs retenus pour les services relevant du I de l'article L. 361-1 du même code figurent à l'annexe 1 du présent arrêté et ceux retenus pour les services relevant du 15° du I de l'article L. 312-1 du même code figurent à l'annexe 2 du présent arrêté.

Article 2

Le recueil des données s'effectue au moyen des fichiers informatiques sous tableur préformaté permettant leur exportation, tels que présentés à l'annexe 3 du présent arrêté pour les services relevant du I de l'article L. 361-1 du code de l'action sociale et des familles et à l'annexe 4 du présent arrêté pour les services relevant du 15° du I de l'article L. 312-1 du même code, et leur exploitation par l'autorité compétente de l'Etat mentionnée au quatrième alinéa de l'article L. 313-3 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3

Les modalités de calcul de chaque indicateur sont précisées à l'annexe 5 du présent arrêté pour les services relevant du I de l'article L. 361-1 du code de l'action sociale et des familles et à l'annexe 6 du présent arrêté pour les services relevant du 15° du I de l'article L. 312-1 du même code.

Article 4

En application de l'article R. 314-31 du code de l'action sociale et des familles, le nombre minimum de services permettant la comparaison au niveau départemental des structures d'une même catégorie est fixé selon les modalités figurant à l'annexe 1 du présent arrêté pour les services relevant du I de l'article L. 361-1 du code de l'action sociale et des familles et à l'annexe 2 du présent arrêté pour les services relevant du 15° du I de l'article L. 312-1 du même code. En deçà de ce nombre minimum, les comparaisons entre les services sont effectuées au niveau régional.

Article 5

En application du 6° du I de l'article R. 314-49 et du 5° du I de l'article R. 314-17 du code de l'action sociale et des familles, les données nécessaires au calcul des indicateurs définis par le présent arrêté sont transmises à l'autorité compétente de l'Etat mentionnée au quatrième alinéa de l'article L. 313-3 du même code avec le compte administratif et avec les propositions budgétaires selon un calendrier précisé à l'annexe 7 du présent arrêté pour les services relevant du I de l'article L. 361-1 du code de l'action sociale et des familles et à l'annexe 8 du présent arrêté pour les services relevant du 15° du I de l'article L. 312-1 du même code.

Article 6

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent aux personnes et services mentionnés au I de l'article 3 du décret du 30 décembre 2008 visé ci-dessus.

Article 7

L'arrêté du 20 décembre 2007 fixant les indicateurs des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des services délégués aux prestations familiales et leurs modes de calcul pris en application de l'article R. 314-29 du code de l'action sociale et des familles est abrogé.

Article 8

Le directeur général de l'action sociale au ministère du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 9 juillet 2009.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général de l'action sociale, F. Heyries

Arrêté du 3 août 2011 relatif à la rémunération des personnes physiques exerçant l'activité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs à titre individuel

Le garde des sceaux, ministre de la justice et des libertés, la ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'Etat, porte-parole du Gouvernement, et la ministre des solidarités et de la cohésion sociale,

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment son article R. 472-8 ;

Vu l'arrêté du 31 décembre 2008 relatif aux tarifs mensuels pour l'exercice à titre individuel de l'activité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs et de l'activité de délégué aux prestations familiales ;

Vu la saisine du conseil d'administration de la Caisse centrale de la mutualité sociale agricole en date du 22 juillet 2011 ;

Vu l'avis de la commission consultative d'évaluation des normes en date du 7 juillet 2011 ;

Vu l'avis du conseil d'administration de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés en date du 26 juillet 2011 ;

Vu l'avis du conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés en date du 1er août 2011 ;

Vu l'avis du conseil d'administration de la Caisse nationale des allocations familiales en date du 2 août 2011,

ARRESENT

Article 1

I. — La rémunération du mandataire judiciaire à la protection des majeurs mentionnée à l'article R. 472-8 du code de l'action sociale et des familles est constituée d'un tarif mensuel qui est calculé selon la formule suivante :

$$T = TR \times (1 + A) \times (1 + B) \times (1 + C) \times (1 + D)$$

où :

- ↳ T est le tarif ;
- ↳ TR est le tarif de référence. Il est égal à 13,6 fois le montant brut horaire du salaire minimum interprofessionnel de croissance en vigueur au 1er janvier de l'année au titre de laquelle la rémunération est due ;
- ↳ A est le taux mentionné dans le tableau n° 1A annexé au présent arrêté qui correspond à la situation de la personne protégée ;
- ↳ B est le taux mentionné dans le tableau n° 2 annexé au présent arrêté qui correspond à la situation de la personne protégée ;
- ↳ C est le taux mentionné dans le tableau n° 3 annexé au présent arrêté qui correspond à la situation de la personne protégée ;
- ↳ D est le taux mentionné dans le tableau n° 4 annexé au présent arrêté qui correspond à la situation de la personne protégée.

II. — Par dérogation au I, lorsque la mission du mandataire judiciaire à la protection des majeurs porte seulement sur l'une des missions mentionnées au e du 1° du I de l'article R. 472-8 susmentionné, le tarif mensuel est calculé selon la formule suivante :

$$T = TR \times (1 + A) \times (1 + A') \times (1 + B) \times (1 + C) \times (1 + D)$$

où A' est le taux mentionné dans le tableau n° 1 B annexé au présent arrêté.

Article 2

I. — Dans le tableau n° 1 A annexé au présent arrêté :

1° La « curatelle simple » correspond aux missions mentionnées au a du 1° du I de l'article R. 472-8

susmentionné ;

2° La « tutelle » correspond aux missions mentionnées au b du même 1° ;

3° La « curatelle renforcée », la « mesure d'accompagnement judiciaire » et le « mandat spécial dans le cadre de la sauvegarde de justice » correspondent aux missions mentionnées au c du même 1° ;

4° Le « subrogé curateur » et le « subrogé tuteur » correspondent aux missions mentionnées au d du même 1° .

II. — Dans le tableau n° 1 B annexé au présent arrêté, la « mission portant seulement sur la protection des biens ou la protection de la personne » correspond aux missions mentionnées au e du 1° du I de l'article R. 472-8 susmentionné.

III. — Dans le tableau n° 2 annexé au présent arrêté :

1° « Etablissement » correspond à la situation mentionnée au a du 3° du I de l'article R. 472-8 susmentionné ;

2° « Etablissement avec conservation du logement » correspond à la situation mentionnée au b du même 3° ;

3° « Domicile » correspond à la situation mentionnée au c du même 3° .

IV. — Dans le tableau n° 3 annexé au présent arrêté :

1° « Les trois mois suivant l'ouverture de la mesure de protection » correspondent à la situation mentionnée au a du 2° du I de l'article R. 472-8 susmentionné ;

2° « Les trois mois précédant la fin de la mesure de protection » correspondent à la situation mentionnée au b du même 2° ;

3° « Les autres périodes » correspondent à la situation mentionnée au c du même 2° .

V. — Dans le tableau n° 4 annexé au présent arrêté :

1° Le « montant des ressources de la personne protégée » est le montant annuel des ressources de la personne protégée calculé conformément aux dispositions de l'article R. 471-5 du code de l'action sociale et des familles ;

2° « AAH » est le montant annuel de l'allocation aux adultes handicapés en vigueur au 1er janvier de l'année mentionnée au troisième alinéa de l'article R. 471-5-2 ;

3° « SMIC » est le montant brut annuel du salaire minimum interprofessionnel de croissance en vigueur au 1er janvier de l'année mentionnée au troisième alinéa de l'article R. 471-5-2.

Article 3

L'article 1er de l'arrêté du 31 décembre 2008 susvisé est abrogé.

Article 4

Le directeur des affaires civiles et du sceau au ministère de la justice et des libertés, le directeur du budget au ministère du budget, des comptes publics et de la réforme de l'Etat et la directrice générale de la cohésion sociale au ministère des solidarités et de la cohésion sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

A N N E X E

Tableau n° 1 A

La nature des missions du mandataire judiciaire à la protection des majeurs

LA NATURE des missions	CURATELLE simple	TUTELLE	CURATELLE renforcée	MANDAT SPÉCIAL dans le cadre de la sauvegarde de justice	MESURE d'accompa- gnement judiciaire	SUBROGÉ curateur	SUBROGÉ tuteur
Taux	— 30 %	— 10 %	+ 0 %	+ 0 %	+ 0 %	— 70 %	— 70 %

Tableau n° 1 B

Mission portant seulement sur la protection des biens ou la protection de la personne

LA NATURE DES MISSIONS	MISSION PORTANT SEULEMENT SUR LA PROTECTION DES BIENS ou la protection de la personne
Taux	– 25 %

Tableau n° 2

Le lieu de vie de la personne protégée

LE LIEU DE VIE de la personne protégée	ÉTABLISSEMENT	ÉTABLISSEMENT avec conservation du logement	DOMICILE
Taux	– 20 %	– 10 %	+ 0 %

Tableau n° 3

La période d'exercice des mesures de protection

LA PÉRIODE D'EXERCICE des mesures de protection	LES TROIS MOIS SUIVANT l'ouverture de la mesure de protection	LES TROIS MOIS PRÉCÉDANT la fin de la mesure de protection	AUTRES PÉRIODES
Taux	+ 15 %	+ 15 %	+ 0 %

Tableau n° 4

Les ressources de la personne protégée

LE MONTANT des ressources de la personne protégée	INFÉRIEUR ou égal à l'AAH	SUPÉRIEUR à l'AAH et inférieur ou égal à 1,2 fois le SMIC	SUPÉRIEUR à 1,2 fois le SMIC et inférieur ou égal à 1,5 fois le SMIC	SUPÉRIEUR à 1,5 fois le SMIC et inférieur ou égal à 1,9 fois le SMIC	SUPÉRIEUR à 1,9 fois le SMIC et inférieur ou égal à 2,5 fois le SMIC	SUPÉRIEUR à 2,5 fois le SMIC
Taux	+ 0 %	+ 20 %	+ 30 %	+ 70 %	+ 130 %	+ 150 %

Fait le 3 août 2011.

La ministre des solidarités et de la cohésion sociale, Pour la ministre et par délégation :

La directrice générale de la cohésion sociale, S. Fourcade

Le garde des sceaux, ministre de la justice et des libertés, Pour le ministre et par délégation :

La chef de service, adjointe au directeur des affaires civiles et du sceau, C. Brouard-Gallet

La ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'Etat, porte-parole du Gouvernement,

Pour la ministre et par délégation :

Par empêchement du directeur du budget :

La sous-directrice, M.-A. Ravon

DROITS DES USAGERS

Décret n° 2008-1556 du 31 décembre 2008, relatif aux droits des usagers des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité,
Vu le code civil, notamment son article 458 ;

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L. 311-4, L. 471-6 et L. 471-8 ;

Vu le code du patrimoine, notamment son article L. 212-3 ;

Vu la loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment ses articles 44 et 45 ;

Vu l'avis de la section sociale du Comité national de l'organisation sanitaire et sociale en date du 24 juillet 2008 ;

Vu l'avis du Comité national des retraités et des personnes âgées en date du 9 septembre 2008 ;

Vu l'avis de la commission consultative d'évaluation des normes en date du 9 octobre 2008,

DECRETE

Article 1

Le chapitre Ier du titre VII du livre IV du code de l'action sociale et des familles est complété par les dispositions suivantes :

Article D. 471-7. — Le contenu de la notice d'information prévue à l'article L. 471-6 est établi conformément à l'annexe 4-2.

Le mandataire judiciaire à la protection des majeurs doit remettre immédiatement la notice d'information à la personne protégée avec des explications orales, adaptées à son degré de compréhension ou, lorsque son état ne lui permet pas d'en mesurer la portée, à un membre du conseil de famille s'il a été constitué ou, à défaut, à un parent, un allié ou une personne de son entourage dont l'existence est connue ou au subrogé curateur ou tuteur.

La charte mentionnée à l'article L. 471-6 est contenue à l'annexe 4-3.

Elle est annexée à la notice d'information.

Les dispositions de l'article 458 du code civil sont jointes en annexe à la charte et affichées dans les locaux du service mentionné au 14° du I de l'article L. 312-1.

Article D. 471-8.

I. — Le document individuel de protection des majeurs mentionné à l'article L. 471-8 est établi en fonction d'une connaissance précise de la situation de la personne protégée et d'une évaluation de ses besoins ainsi que dans le respect des principes déontologiques et éthiques, des recommandations de bonnes pratiques professionnelles et du projet de service.

Lors de l'élaboration du document, le service recherche la participation et l'adhésion de la personne protégée, dans la mesure où son état lui permet d'en comprendre la portée.

Si l'état de la personne ne lui permet pas de comprendre la portée du document, un membre du conseil de famille s'il a été constitué ou, à défaut, un parent, un allié ou une personne de son entourage ayant des liens étroits et stables avec la personne protégée et dont le service connaît l'existence ou le subrogé curateur ou tuteur peut être associé à l'élaboration du document.

II. — Le document individuel de protection des majeurs comporte notamment :
1° Un rappel de la nature et des objectifs généraux de la mesure de protection ;
2° Une information personnalisée sur les objectifs personnels de la mesure de protection ;

3° Une description des modalités concrètes d'accueil de la personne protégée par le service et des conditions dans lesquelles ont lieu les échanges entre le service et la personne protégée ;

4° Une présentation des conditions de participation de la personne au financement de sa mesure de protection et une indication sur le montant prévisionnel des prélèvements opérés, à ce titre, sur ses ressources.

Mention est faite, le cas échéant, de la participation de la personne protégée à l'élaboration du document.

III. — Le document individuel de protection des majeurs est établi et signé au nom du service par une personne habilitée à cette fin par son responsable.

IV. — Le document est remis à la personne protégée et lui est expliqué. Si l'état de la personne ne lui permet pas de comprendre la portée du document, une copie en est remise à un membre du conseil de famille s'il a été constitué ou, à défaut, à un parent, à un allié, à une personne de son entourage ayant des liens étroits et stables avec elle et dont le service connaît l'existence ou au subrogé curateur ou tuteur, s'il en a été désigné un.

V. — Le document est remis au plus tard dans les trois mois qui suivent la date de la notification du jugement qui confie la mesure de protection juridique au service.

Le document individuel de protection des majeurs est établi pour la durée du mandat judiciaire. Il prévoit les conditions et les modalités de sa résiliation ou de sa révision ou de la cessation de certaines des mesures qu'il contient.

Un avenant au document détermine, s'il y a lieu, dans le délai maximum d'un an suivant la date de la notification du jugement qui confie la mesure de protection au mandataire judiciaire à la protection des majeurs, les objectifs précis de la mesure de protection et les actions à mener dans ce cadre.

A chaque date anniversaire du jugement, la définition des objectifs et des actions à mener dans ce cadre est réactualisée et fait l'objet d'un avenant.

VI. — Toute modification du document individuel de protection des majeurs ou de l'un de ses avenants ultérieurs, portant sur les dispositions du II, intervient selon les mêmes modalités que lors de leur conclusion initiale.

VII. — Le service conserve copie des pièces prévues au présent article.

Article D. 471-10. — La signature par la personne présente d'un récépissé, dont le modèle est défini à l'annexe 4-4, atteste de la remise des documents mentionnés aux articles L. 471-6 et L. 471-8.

Article D. 471-11. — Les documents mentionnés aux articles L. 471-6 et L. 471-8 font l'objet d'une sélection dans les conditions prévues à l'article L. 212-3 du code du patrimoine, à l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de la fin de la mesure de protection juridique des majeurs.

Article D. 471-12. — La participation prévue au 4° de l'article L. 471-8 peut s'exercer selon les modalités suivantes :

1° Par l'institution de groupes d'expression au niveau du service ou d'une partie de ce service ;

2° Par l'organisation de consultations sur toutes questions concernant l'organisation ou le fonctionnement du service de l'ensemble des personnes protégées, des membres du conseil de famille s'il a été constitué ou, à défaut, des parents, des alliés, des personnes de l'entourage ayant des liens étroits et stables avec la personne protégée dont le mandataire judiciaire à la protection des majeurs connaît l'existence ou du subrogé curateur ou tuteur, s'il en a été désigné un ;

3° Par la mise en œuvre d'enquêtes de satisfaction. »

Article 2

Après l'article D. 311-0-1 du code de l'action sociale et des familles, est inséré un article D. 311-0-2 ainsi rédigé :

Article D. 311-0-2. — Pour l'application du 2° de l'article L. 471-7, si l'état de la personne protégée ne lui permet pas de comprendre la portée du document individuel de prise en charge, un membre du conseil de famille s'il a été constitué ou, à défaut, un parent, un allié ou une personne de son entourage ayant des liens étroits et stables avec elle, dont le mandataire judiciaire à la protection des majeurs connaît l'existence ou le subrogé curateur ou tuteur, peut être associé à l'élaboration du document. La personne associée à l'élaboration du document s'en voit remettre une copie.

Article 3

Le chapitre IV du titre VII du livre IV du code de l'action sociale et des familles est ainsi complété :

Article D. 474-5. — Lorsque le document individuel de prise en charge mentionné à l'article L. 311-4 est élaboré par un service mentionné au 15° du I de l'article L. 312-1, les dispositions suivantes s'appliquent :

I. — Le document individuel de prise en charge est établi en fonction d'une connaissance précise de la situation de la famille et d'une évaluation des besoins de l'enfant ainsi que dans le respect des principes déontologiques et éthiques, des recommandations de bonnes pratiques professionnelles et du projet de service.

Lors de l'élaboration du document, le service recherche la participation et l'adhésion de la famille.

II. — Le document individuel de prise en charge comporte notamment :

1° Un rappel de la nature et des objectifs généraux de la mesure judiciaire d'aide à la gestion du budget familial ;

2° Une information personnalisée sur les objectifs personnels de la mesure judiciaire d'aide à la gestion du budget familial ;

3° Une description des modalités concrètes d'accueil de la famille par le service et des conditions dans lesquelles ont lieu les échanges entre le service et la famille.

Mention est faite, le cas échéant, de la participation de la famille à l'élaboration du document.

III. — Le document individuel de prise en charge est établi et signé au nom du service par une personne ayant reçu habilitation.

IV. — Le document est remis aux parents et expliqué à la famille.

V. — Le document est remis au plus tard dans les trois mois qui suivent la date de la notification du jugement qui confie la mesure judiciaire d'aide à la gestion du budget familial au service.

Le document individuel de prise en charge est établi pour la durée du mandat judiciaire. Il prévoit les conditions et les modalités de sa résiliation ou de sa révision ou de la cessation de certaines des mesures qu'il contient.

Un avenant au document permet de réactualiser, s'il y a lieu, les objectifs précis de la mesure judiciaire d'aide à la gestion du budget familial et les actions à mener dans ce cadre.

VI. — Toute modification du document individuel de prise en charge ou de l'un de ses avenants ultérieurs, portant sur les dispositions du II, intervient selon les mêmes modalités que lors de leur conclusion initiale.

VII. — Le service conserve copie des pièces prévues au présent article.

Article D. 474-6. — La signature par la personne présente d'un récépissé, dont le modèle est défini à l'annexe 4-5, atteste de la remise du document individuel de prise en charge mentionné à l'article D. 474-5 et des autres documents mentionnés à l'article L. 311-4.

Article D. 474-7. — Le document individuel de prise en charge mentionné à l'article D. 474-5 et les autres documents mentionnés à l'article L. 311-4 font l'objet d'une sélection dans les conditions prévues à l'article L. 212-2 du code du patrimoine à l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de la fin de la mesure judiciaire d'aide à la gestion du budget familial.

Article D. 474-8. — La participation prévue à l'article L. 311-6 peut s'exercer selon les modalités suivantes :

1° Par l'institution de groupes d'expression au niveau du service ou d'une partie de ce service ;

2° Par l'organisation de consultations de l'ensemble des familles prises en charge sur toutes questions concernant l'organisation ou le fonctionnement du service ;

3° Par la mise en œuvre d'enquêtes de satisfaction.

Article 4

Le code de l'action sociale et des familles est complété par des annexes 4-2, 4-3, 4-4 et 4-5 fixant respectivement le modèle de notice d'information et la charte mentionnés à l'article L. 471-6, le modèle de récépissé prévu à l'article D. 471-10 ainsi que le modèle de récépissé prévu à l'article D. 474-6.

Ces documents sont annexés au présent décret.

Article 5

I. – Dès leur ouverture au sens des articles D. 311-1 et suivants, les services mentionnés au 14° du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, autorisés au titre de l'article L. 313-1 du même code et dont le gestionnaire est une personne mentionnée au I ou au II de l'article 44 de la loi du 5 mars 2007 visée ci-dessus ou un établissement mentionné au IV du même article remettent aux personnes concernées, dans les conditions prévues par le présent décret, la notice d'information et la charte mentionnées à l'article L. 471-6 du code de l'action sociale et des familles ainsi que le règlement de fonctionnement mentionné au troisième alinéa de l'article L. 311-4 du même code. Ils remettent aux personnes concernées le document individuel de protection des majeurs mentionné au quatrième alinéa de l'article L. 471-8 du même code au plus tard dans les trois mois qui suivent leur ouverture.

II. – Dès la délivrance de leur agrément dans les conditions prévues à l'article L. 472-1 du même code, les personnes mentionnées au II de l'article 44 de la même loi remettent aux personnes concernées la notice d'information et la charte mentionnées à l'article L. 471-6 du code de l'action sociale et des familles.

III. – Dès la déclaration de leur désignation en application de l'article L. 472-6 du même code, les préposés d'établissement mentionnés au IV de l'article 44 de la même loi remettent aux personnes concernées la notice d'information et la charte mentionnées à l'article L. 471-6 du code de l'action sociale et des familles.

IV. - Dès leur ouverture au sens des articles D. 311-1 et suivants, les services mentionnés au 15° du I de l'article L. 312-1 autorisés au titre de l'article L. 313-1 du même code et dont le gestionnaire est une personne mentionnée au V de l'article 44 de la même loi remettent aux personnes concernées dans les conditions prévues par le présent décret, le livret d'accueil, la charte et le règlement de fonctionnement mentionnés à l'article L. 311-4. Ils remettent le document individuel de prise en charge mentionné à l'article L. 311-4 au plus tard dans les trois mois qui suivent leur ouverture.

Article 6

Le présent décret entre en vigueur le 1er janvier 2009.

Article 7

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité et la secrétaire d'Etat chargée de la famille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

ANNEXE

Annexe 4-2 Contenu de la notice d'information

La notice d'information contient obligatoirement les éléments suivants :

I. – Une présentation du dispositif de protection juridique des majeurs.

La loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 a rénové le dispositif de protection juridique des majeurs.

Toute personne majeure qui ne peut pourvoir seule à ses intérêts peut bénéficier d'une protection juridique, adaptée à son état et à sa situation.

Si une altération des facultés de la personne est médicalement constatée, le juge des tutelles peut décider qu'un régime de représentation (tutelle) ou d'assistance (curatelle) est nécessaire pour protéger les intérêts personnels et patrimoniaux de cette personne vulnérable.

Si une personne met sa santé ou sa sécurité en danger du fait de ses difficultés à gérer ses prestations sociales, une mesure d'accompagnement social personnalisé peut lui être proposée. Si cet accompagnement ne lui permet pas de gérer ses prestations sociales de façon autonome, le juge des tutelles pourra ordonner une mesure d'accompagnement judiciaire en vue de rétablir cette situation.

II. – Des éléments d'information relatifs au mandataire judiciaire à la protection des majeurs :

- a) La date de l'habilitation du mandataire judiciaire à la protection des majeurs ;
- b) Les mesures de protection des majeurs pour lesquelles le mandataire judiciaire à la protection des majeurs a reçu une habilitation et leur définition ;
- c) Les qualifications du mandataire judiciaire à la protection des majeurs ou, si le mandataire judiciaire est un service, les qualifications de l'ensemble de ses personnels ;
- d) L'adresse du mandataire judiciaire à la protection des majeurs et, si le mandataire judiciaire à la protection des majeurs est un service, des différents sites, et notamment du site qui s'occupe de la personne protégée, qui le composent, leurs voies et moyens d'accès ;
- e) Si le mandataire judiciaire à la protection des majeurs est un service, les noms de son directeur et de son représentant, et, le cas échéant, du ou des responsables des différentes annexes ou sites concernés, du président du conseil d'administration ou de l'instance délibérante de l'organisme gestionnaire ;
- f) Si le mandataire judiciaire à la protection des majeurs est un service, son organisation générale et son organigramme, ses coordonnées et ses horaires d'accueil ;
- g) Les conditions de facturation des mesures de protection des majeurs ;
- h) Les garanties souscrites en matière d'assurance et de responsabilité civile contractées par le mandataire judiciaire à la protection des majeurs.

III. – Des éléments d'information concernant les personnes protégées :

- a) La charte des droits et libertés de la personne majeure protégée ;
- b) Les principaux documents et pièces que la personne transmet pour la mise en place et la révision de la mesure de protection des majeurs ;
- c) Si le mandataire judiciaire à la protection des majeurs est un service, une présentation des modalités de participation des personnes protégées à l'organisation et au fonctionnement du service ainsi que des modalités de consultation sur le projet de service (groupe d'expression, enquête de satisfaction et autre mode de consultation) ;
- d) Si le mandataire judiciaire à la protection des majeurs n'est pas un service, une présentation des modalités de participation de la personne protégée à l'exercice de sa mesure de protection ;
- e) Si le mandataire judiciaire à la protection des majeurs est un service, l'élaboration et la remise du document individuel de protection des majeurs ;
- f) Le traitement des données concernant la personne dans les conditions fixées par la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et le droit de s'opposer, pour des raisons légitimes, au recueil et au traitement de données nominatives la concernant, dans les conditions fixées par la loi du 6 janvier 1978 précitée ;
- g) Le respect, lors de la communication des documents, informations et données concernant la personne, des lois et réglementations en vigueur, de l'obligation de confidentialité des informations, des préconisations prévues par la charte des droits et libertés de la personne majeure protégée et des décisions du juge ;

- h) Les numéros d'appel des services d'accueil téléphonique spécialisés (écoute maltraitance, maison départementale des personnes handicapées, centre local d'information et de coordination...) ;
- i) En cas de réclamation ou de contestation, si le mandataire judiciaire à la protection des majeurs est un service, la liste et les modalités pratiques de saisine des personnes qualifiées mentionnées à l'article L. 311-5 du code de l'action sociale et des familles auxquelles la personne peut faire appel en vue de l'aider à faire valoir ses droits ;
- j) Les coordonnées du tribunal qui a ordonné la mesure de protection juridique des majeurs dont bénéficie la personne, ainsi que celles du procureur de la République compétent.

Annexe 4-3

Charte des droits et libertés de la personne majeure protégée

Par la loi du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, le législateur a souhaité garantir à tout citoyen le droit d'être protégé pour le cas où il ne pourrait plus s'occuper seul de ses intérêts. Cette loi renforce la protection de la personne du majeur protégé et de ses biens. La protection juridique qui lui est garantie s'exerce en vertu des principes énoncés dans la présente charte.

Article 1er

Respect des libertés individuelles et des droits civiques

Conformément à l'article 415 du code civil, la mesure de protection juridique est exercée dans le respect des libertés individuelles et des droits fondamentaux et civiques de la personne.

Conformément à l'article L. 5 du code électoral, le droit de vote est garanti à la personne sous réserve des décisions de justice.

Article 2

Non-discrimination

Nul ne peut faire l'objet d'une discrimination en raison de son sexe, de l'origine, de sa grossesse, de son apparence physique, de son patronyme, de ses caractéristiques génétiques, de ses mœurs, de son orientation sexuelle, de son handicap, de son âge, de ses opinions et convictions ou croyances, notamment politiques ou religieuses, de ses activités syndicales, de son appartenance ou de sa non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée lors de la mise en œuvre d'une mesure de protection.

Article 3

Respect de la dignité de la personne et de son intégrité

Le respect de la dignité et de l'intégrité de la personne est garanti. Le droit à l'intimité est préservé. Il est garanti à la personne la confidentialité de la correspondance privée reçue à son attention par le mandataire judiciaire à la protection des majeurs. Cette correspondance lui est remise. La correspondance administrative reçue à son attention par le mandataire judiciaire à la protection des majeurs est également mise à sa disposition.

Article 4

Liberté des relations personnelles

Conformément à l'article 459-2 du code civil, la personne entretient librement des relations personnelles avec les tiers, parent ou non, et a le droit d'être visitée et, le cas échéant, hébergée par ceux-ci, sauf décision contraire du conseil de famille ou du juge en cas de difficulté.

Article 5

Droit au respect des liens familiaux

La mesure de protection juridique s'exerce en préservant les liens familiaux et tient compte du rôle de la famille et des proches qui entourent de leurs soins la personne tout en respectant les souhaits de la personne protégée et les décisions du conseil de famille ou du juge.

Article 6

Droit à l'information

La personne a droit à une information claire, compréhensible et adaptée sur :

- la procédure de mise sous protection ;
- les motifs et le contenu d'une mesure de protection ;
- le contenu et les modalités d'exercice de ses droits durant la mise en œuvre de cette procédure ainsi que sur l'organisation et le fonctionnement du mandataire judiciaire à la protection des majeurs, en particulier s'il s'agit d'un service.

La personne est également informée des voies de réclamation et de recours amiables et judiciaires. Elle a accès aux informations la concernant dans les conditions prévues par la loi et, le cas échéant, selon des modalités fixées par le juge.

Article 7

Droit à l'autonomie

Conformément à l'article 458 du code civil, « sous réserve des dispositions particulières prévues par la loi, l'accomplissement par la personne des actes dont la nature implique un consentement strictement personnel ne peut jamais donner lieu à assistance ou représentation ». Conformément à l'article 459 du code civil, « dans les autres cas, la personne protégée prend seule les décisions relatives à sa personne dans la mesure où son état le permet ».

Conformément à l'article 459-2 du code civil, la personne a la possibilité de choisir son lieu de résidence, sauf décision contraire du conseil de famille ou du juge.

Article 8

Droit à la protection du logement et des objets personnels

Conformément à l'article 426 du code civil, « le logement de la personne et les meubles dont il est garni, qu'il s'agisse d'une résidence principale ou secondaire, sont conservés à la disposition de celle-ci aussi longtemps qu'il est possible. Les objets à caractère personnel indispensables à la personne handicapée ou destinés aux soins de la personne malade sont gardés à sa disposition, le cas échéant par l'établissement dans lequel elle est hébergée. »

Article 9

Consentement éclairé et participation de la personne

Dans le respect des dispositions légales et réglementaires ainsi que des décisions du conseil de famille ou du juge :

- le consentement éclairé de la personne est recherché en l'informant, par tous les moyens adaptés à sa situation et en veillant à sa compréhension, des conditions d'exercice et des conséquences de la mesure de protection juridique ;
- le droit de participer à la conception et à la mise en œuvre du projet individuel de protection est garanti.

Article 10

Droit à une intervention personnalisée

Dans le cadre de la mise en œuvre de la mesure de protection, la personne bénéficie d'une intervention individualisée de qualité favorisant son autonomie et son insertion. La situation de la personne fait l'objet d'une évaluation régulière afin d'adapter le plus possible l'intervention à ses besoins. Les conséquences affectives et sociales qui peuvent résulter de la mise en œuvre de la mesure de protection sont prises en considération.

Article 11

Droit à l'accès aux soins

Il est garanti à la personne l'accès à des soins adaptés à son état de santé.

Article 12

Protection des biens dans l'intérêt exclusif de la personne

La protection des biens est exercée en fonction de la situation ou de l'état de la personne et, conformément à l'article 496 du code civil, dans son seul intérêt.

Conformément au même article du code civil, les actes relatifs à la protection des biens de la personne font l'objet de soins prudents, diligents et avisés.

Sauf volonté contraire exprimée par la personne protégée, les comptes ou les livrets ouverts à son nom, et sous réserve des dispositions légales et réglementaires ainsi que des décisions du conseil de famille ou du juge, sont maintenus ouverts.

Conformément à l'article 427 du code civil, « les opérations bancaires d'encaissement, de paiement et de gestion patrimoniale, effectuées au nom et pour le compte de la personne, sont réalisées exclusivement au moyen des comptes ouverts à son nom », sous réserve des dispositions légales et réglementaires, notamment celles relatives à la comptabilité publique. « Les fruits, produits et plus-values générés par les fonds et les valeurs appartenant à la personne lui reviennent exclusivement. »

Article 13

Confidentialité des informations

Il est garanti à la personne et à sa famille le respect de la confidentialité des informations les concernant dans le cadre des lois existantes et sous réserve des décisions du juge.

Annexe 4-4

Modèle de récépissé remis par les mandataires judiciaires à la protection des majeurs

Le récépissé contient obligatoirement les éléments suivants :

IDENTITE DU MANDATAIRE JUDICIAIRE A LA PROTECTION DES MAJEURS OU DE SON REPRESENTANT

Je soussigné(e),

Mon nom d'usage :

Mon prénom :

Ma date de naissance :

Mon lieu de naissance :

Code postal :

Commune :

Pays :

Mon adresse :

Code postal :

Commune :

Pays :

Mon numéro de téléphone :

Mon numéro de fax :

Mon adresse de courrier électronique :

(Veuillez indiquer ensuite la mention prévue au 1 ci-dessous si vous êtes le mandataire judiciaire à la protection des majeurs ou les mentions prévues au 2 si vous représentez un service mandataire judiciaire à la protection des majeurs.)

1. Agissant en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs.

2. Représentant le mandataire judiciaire à la protection des majeurs désigné ci-après :

La dénomination du service :

L'adresse du siège :

Code postal :

Commune :

Pays :

Le numéro de téléphone du siège :

Le numéro de fax du siège :

L'adresse de courrier électronique du siège :

Certifie avoir expliqué et remis ce jour le ou les document(s) suivant(s) :

La notice d'information ;

La charte des droits et libertés de la personne majeure protégée ;

Le règlement de fonctionnement (à mentionner uniquement si vous agissez au nom d'un service mandataire judiciaire à la protection des majeurs) ;

Le document individuel de protection des majeurs (à mentionner uniquement si vous agissez au nom d'un service mandataire judiciaire à la protection des majeurs).

IDENTITE DE LA PERSONNE PROTEGEE

Madame/Mademoiselle/Monsieur

Son nom de famille (de naissance) :

Son nom d'usage (ex. : nom marital) :

Ses prénoms (dans l'ordre de l'état civil) :

Sa date de naissance :

Son lieu de naissance :

Code postal :

Commune :

Pays :

Son adresse :

Code postal :

Commune :

Pays :

Son numéro de téléphone :

Son numéro de fax :

Son adresse de courrier électronique :

Si la personne protégée ne peut pas signer le récépissé, veuillez également remplir la rubrique suivante :

IDENTITE DE LA PERSONNE PRESENTE

Madame/Mademoiselle/Monsieur

Son nom d'usage :

Son prénom :

Son adresse :

Code postal :

Commune :

Pays :

Son numéro de téléphone :

Son numéro de fax :

Son adresse de courrier électronique :

Lien avec la personne protégée (la personne présente indique si elle est un membre de la famille, le subrogé tuteur, une personne ayant des liens étroits et stables avec la personne protégée ou, si elle n'appartient pas à cette liste de personnes, sa qualité) :

Fait le :

Date :

A :

Adresse :

Code postal :

Commune :

Pays :

Par :
Le mandataire judiciaire à la protection des majeurs ou son représentant :
Prénom :
Nom d'usage :
Signature :
La personne protégée :
Prénom :
Nom d'usage :

Signature, précédée de la mention : « *Je certifie avoir pris connaissance du ou des présent(s) document(s)* ».

Si la personne protégée ne peut pas ou refuse de signer le récépissé, veuillez le mentionner.

Si la personne protégée ne peut pas signer le récépissé, la personne présente :
Prénom :
Nom d'usage :
Signature, précédée de la mention : « *Je certifie avoir pris connaissance du ou des présent(s) document(s)* ».

Si la personne présente refuse de signer le récépissé, veuillez le mentionner.

Annexe 4-5

Modèle de récépissé remis par les délégués aux prestations familiales

Le récépissé contient obligatoirement les éléments suivants :

IDENTITE DU REPRESENTANT DU DELEGUE AUX PRESTATIONS FAMILIALES

Je soussigné(e),
Mon nom d'usage :
Mon prénom :
Ma date de naissance :
Mon lieu de naissance :
Code postal :
Commune :
Pays :
Mon adresse :
Code postal :
Commune :
Pays :
Mon numéro de téléphone :
Mon numéro de fax :
Mon adresse de courrier électronique :
Représentant le délégué aux prestations familiales désigné ci-après :
La dénomination du service :
L'adresse du siège :
Code postal :
Commune :
Pays :
Le numéro de téléphone du siège :
Le numéro de fax du siège :
L'adresse de courrier électronique du siège :
Certifie avoir expliqué et remis ce jour le ou les document(s) suivant(s) :
La charte des droits et libertés de la personne accueillie ;
Le livret d'accueil ;
Le règlement de fonctionnement ;
Le document individuel de prise en charge.

IDENTITE DU PARENT

Madame/Mademoiselle/Monsieur

Son nom de famille (de naissance) :

Son nom d'usage (ex. : nom marital) :

Ses prénoms (dans l'ordre de l'état civil) :

Sa date de naissance :

Son lieu de naissance :

Code postal :

Commune :

Pays :

Son adresse :

Code postal :

Commune :

Pays :

Son numéro de téléphone :

Son numéro de fax :

Son adresse de courrier électronique :

Fait le :

Date :

A :

Adresse :

Code postal :

Commune :

Pays :

Par :

Le représentant du délégué aux prestations familiales :

Prénom :

Nom d'usage :

Signature :

L'allocataire :

Prénom :

Nom d'usage :

Signature, précédée de la mention : « *Je certifie avoir pris connaissance du ou des présent(s) document(s)* ».

Si le parent refuse de signer le récépissé, veuillez le mentionner.

Fait à Paris, le 31 décembre 2008.

Par le Premier ministre François Fillon

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité, Xavier Bertrand

La secrétaire d'Etat chargée de la famille, Nadine Morano

**Décret n° 2008-1504 du 30 décembre 2008,
extrait relatif au règlement de fonctionnement**

« Article R. 471-9. -

Le règlement de fonctionnement des services mentionnés au 14° du I de l'article L. 312-1 est établi selon les modalités prévues par l'article R. 311-33.

Il est remis, accompagné de la notice d'information, à la personne protégée ou aux autres personnes mentionnées au 1° de l'article L. 471-7 dans les conditions prévues au même article. Il est également affiché dans les locaux du service et remis à chaque personne qui y exerce à titre de salarié ou d'agent public ou qui y intervient à titre bénévole.

Il indique les principales modalités d'exercice des droits énoncés au présent code, notamment de ceux qui sont mentionnés aux articles L. 471-6 et L. 471-8. Il précise, le cas échéant, les modalités d'association d'un parent, un allié ou une personne de son entourage à la vie du service. Dans le respect des dispositions de la charte des droits et libertés de la personne majeure protégée mentionnée à l'article L. 471-6, il fixe les obligations faites aux personnes protégées pour permettre une mise en œuvre de la mesure de protection adaptée à leur situation. Ces obligations concernent, notamment, le respect des décisions judiciaires et des termes du document individuel de protection des majeurs et le comportement à l'égard des autres personnes protégées, comme des membres du personnel. Il rappelle que les faits de violence sur autrui sont susceptibles d'entraîner des procédures judiciaires et que le juge des tutelles est systématiquement informé des actes d'incivilité graves ou répétées et des situations de violence qui entravent le bon déroulement de la mesure de protection. Il précise les obligations de l'organisme gestionnaire du service en matière de protection des personnes protégées. »

L'INFORMATION DES TUTEURS FAMILIAUX

**Décret n° 2008-1507 du 30 décembre 2008,
relatif à l'information et au soutien des personnes appelées à exercer ou exerçant
une mesure de protection juridique des majeurs en application de l'article 449 du
code civil**

Le Premier ministre,
Sur le rapport du ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité,
Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment son article L. 215-4 ;
Vu le code civil, notamment son article 449 ;
Vu la loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment son article 45 ;
Vu l'avis du Comité national des retraités et des personnes âgées en date du 15 décembre 2008 ;
Le Conseil d'Etat (section sociale) entendu,

DECRETE

Article 1

I. — La section 4 du chapitre V du titre Ier du livre II du code de l'action sociale et des familles devient la section 5 et les articles R. 215-14 à R. 215-16 du même code deviennent les articles R. 215-18 à R. 215-20.

II. — Il est créé dans le même chapitre une section 4 ainsi rédigée :

Section 4

**Information et soutien des personnes appelées à exercer ou exerçant une mesure de protection
juridique des majeurs en application de l'article 449 du code civil**

Article R. 215-14. — Pour bénéficier de l'information prévue à l'article L. 215-4, les personnes appelées à exercer ou exerçant une mesure de protection juridique en application de l'article 449 du code civil s'adressent aux greffes des tribunaux d'instance et de grande instance. Les greffes leur remettent la liste des personnes et des structures qui délivrent cette information. Cette liste est établie et mise à jour par le procureur de la République après avis des juges des tutelles de son ressort.

Article R. 215-15. — L'information mentionnée à l'article L. 215-4 est délivrée sous la forme d'un document ou sur internet. En toute hypothèse, elle comporte :

- 1° Un rappel du fait que la protection d'une personne vulnérable est d'abord un devoir des familles, et subsidiairement une charge confiée à la collectivité publique ;
- 2° Une explication précise du contenu des principes fondamentaux de la protection juridique issus de l'article 428 du code civil, que sont le principe de nécessité, le principe de subsidiarité et le principe de proportionnalité ;
- 3° Une présentation de la législation sur la protection des personnes majeures vulnérables ;
- 4° Le contenu de la charte des droits et libertés de la personne majeure protégée figurant à l'annexe 4-3 ;
- 5° La description du contenu des mesures de protection juridique des majeurs ;
- 6° L'énoncé des droits et obligations de la personne chargée d'exercer la mesure de protection.

Article R. 215-16.

I. — A sa demande, l'intéressé peut bénéficier d'un soutien technique apporté par les personnes et les structures inscrites sur la liste prévue à l'article R. 215-14.

Ce soutien technique consiste en une information personnalisée et une aide technique dans la formalisation des actes de saisine de l'autorité judiciaire et dans la mise en œuvre des diligences nécessaires à la protection des intérêts de la personne protégée.

II. — Toute personne physique qui apporte un soutien technique doit satisfaire aux conditions fixées au I de l'annexe 4-6. Elle intervient ponctuellement, ne peut constituer d'archive nominative concernant la personne protégée et la mesure dont elle fait l'objet et est tenue au secret.

Lorsqu'elle souhaite réaliser les actions de soutien conjointement avec des tiers, la personne ou la structure mentionnées au premier alinéa passe une convention avec ceux-ci pour en préciser les modalités de mise en œuvre.

Ces modalités sont définies aux II et III de l'annexe 4-6.

Article R. 215-17. — L'information délivrée au titre de la présente section doit être objective et impartiale. Elle n'a pas pour objet d'influencer la personne qui la reçoit dans les décisions relatives à la situation personnelle, patrimoniale, financière et économique de la personne protégée.

Article 2

Le présent décret entre en vigueur le 1er janvier 2009.

Article 3

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité et la secrétaire d'Etat chargée de la famille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

ANNEXE

A N N E X E 4-6

LES MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE DU SOUTIEN TECHNIQUE MENTIONNÉ À L'ARTICLE R. 215-16

I. - Toute personne qui participe à la mise en œuvre du soutien technique mentionné à l'article R. 215-15 doit satisfaire aux conditions suivantes :

- 1° Justifier de la possession d'un diplôme ou titre de niveau III inscrit au répertoire national des certifications professionnelles.
- 2° Avoir les compétences techniques et les qualités relationnelles nécessaires à l'activité de soutien technique.
- 3° Satisfaire aux conditions prévues à l'article L. 133-6.

II. - L'information délivrée au titre de l'article R. 215-16 porte sur les conséquences pour la personne à protéger de l'application de la législation relative à la protection juridique des majeurs.

III. - L'aide technique à la mise en œuvre des obligations liées à la mesure de protection mentionnée à l'article R. 215-19 comprend notamment :

- 1° Une aide à la réalisation de l'inventaire prévu à l'article 503 du code civil, à la rédaction et à la mise en forme de requêtes ainsi qu'à la reddition des comptes de gestion (annuels, définitifs, récapitulatif) ;
- 2° Une aide à la rédaction et à la mise en forme des courriers nécessaires à l'exercice des mesures de protection ;
- 3° La vérification de la conformité des documents à produire au juge des tutelles ;
- 4° L'orientation des personnes soutenues dans les différentes démarches à accomplir pour l'acquisition, la reconnaissance ou la défense des droits de la personne protégée.

Fait à Paris, le 30 décembre 2008.

Par le Premier ministre François Fillon

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité, Xavier Bertrand

La secrétaire d'Etat chargée de la famille, Nadine Morano

MESURE JUDICIAIRE D'AIDE A LA GESTION DU BUDGET FAMILIAL (MJAGBF)

Décret n° 2008-1486 du 30 décembre 2008,
relatif au placement des mineurs et à la MJAGBF

Le Premier ministre,
Sur le rapport de la garde des sceaux, ministre de la justice,
Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L. 222-3, L. 222-4-1, L. 226-3, L. 226-4 et L. 474-1 ;
Vu le code civil, notamment ses articles 375 à 375-9-2 ;
Vu le code de procédure civile, notamment ses articles 1181 à 1200-1 ;
Vu le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 552-6, L. 755-4 et R. 167-2 à R. 167-8 ;
Vu la loi n° 2007-293 du 5 mars 2007 réformant la protection de l'enfance, notamment son article 40 ;
Vu la loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment ses articles 44 et 45 ;
Vu le décret n° 91-1266 du 19 décembre 1991 modifié portant application de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique, notamment son article 90 ;
Vu l'avis du Conseil national de l'aide juridique en date du 16 novembre 2007 ;
Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu,

DECRETE

CHAPITRE IER PROCEDURE APPLICABLE AU PLACEMENT DES MINEURS

Article 1

Il est ajouté à l'article 1199-1 du code de procédure civile un alinéa ainsi rédigé :
« Il en est de même en cas de placement pour une durée supérieure à deux ans. A défaut de transmission de ce rapport, le juge des enfants convoque les parties à une audience afin d'établir un bilan de la situation du mineur placé. »

Article 2

L'article 1200-1 du même code est remplacé par les dispositions suivantes :

Article 1200-1. - Les mesures d'assistance éducative sont renouvelées, conformément au troisième alinéa de l'article 375 du code civil par le juge des enfants dans les conditions prévues à la présente section.
« En cas de placement pour une durée supérieure à deux ans, le juge des enfants convoque, dans les mêmes conditions, les parties à une audience au moins tous les trois ans. »

CHAPITRE II PROCEDURE APPLICABLE A LA MESURE JUDICIAIRE D'AIDE A LA GESTION DU BUDGET FAMILIAL

Article 3

Après l'article 1200-1 du même code, est insérée une section II bis ainsi rédigée :

Section II bis

La mesure judiciaire d'aide à la gestion du budget familial

Article 1200-2. - Est compétent pour ordonner une mesure judiciaire d'aide à la gestion du budget familial prévue à l'article 375-9-1 du code civil le juge des enfants du lieu où demeure l'allocataire ou l'attributaire des prestations familiales auxquelles le mineur ouvre droit.

Si l'allocataire ou l'attributaire des prestations familiales change de lieu de résidence, les dispositions des deuxième et troisième alinéas de l'article 1181 s'appliquent.

Article 1200-3. - Le juge des enfants peut être saisi par :

- 1° L'un des représentants légaux du mineur ;
- 2° L'allocataire ou l'attributaire des prestations familiales auxquelles ouvre droit le mineur ;
- 3° Le procureur de la République ;
- 4° Le maire de la commune de résidence de l'allocataire ou de l'attributaire des prestations familiales auxquelles le mineur ouvre droit, ou le maire de la commune de résidence de ce mineur, conjointement avec l'organisme débiteur des prestations familiales, en application des dispositions de l'article 375-9-2 du code civil.

Le juge des enfants peut se saisir d'office à titre exceptionnel.

Le président du conseil général peut signaler au procureur de la République toute situation pour laquelle l'accompagnement en économie sociale et familiale est insuffisant. Celui-ci s'assure qu'une telle situation entre dans le champ d'application de l'article 375-9-1 du code civil.

Article 1200-4. - Le juge des enfants avise de l'ouverture de la procédure, s'ils ne sont pas auteurs de la saisine :

- 1° Les représentants légaux du mineur ;
- 2° L'allocataire ou l'attributaire des prestations familiales auxquelles ouvre droit le mineur ;
- 3° Le procureur de la République ;
- 4° L'organisme débiteur des prestations familiales ;
- 5° Le président du conseil général de la résidence de l'allocataire ou de l'attributaire des prestations familiales.

Cet avis informe l'allocataire ou l'attributaire des prestations familiales de son droit de choisir un avocat ou de demander qu'il lui en soit désigné un d'office, conformément aux dispositions de l'article 1200-5. Il l'informe également de la possibilité de consulter le dossier, conformément aux dispositions de l'article 1200-6.

Après avoir recueilli toutes informations utiles, le juge convoque, au moins huit jours avant la date de l'audience, l'allocataire ou l'attributaire des prestations familiales et en avise leur avocat désigné ou choisi lorsqu'il en a été informé.

L'allocataire ou l'attributaire est avisé à chaque convocation, dans les mêmes termes que dans l'avis d'ouverture de la procédure, de son droit d'être assisté par un avocat lors de l'audience et de consulter le dossier.

Le juge des enfants peut également convoquer à l'audience toute personne dont l'audition lui paraît utile.

Article 1200-5. - L'allocataire ou l'attributaire des prestations familiales peut choisir un avocat ou demander au juge que le bâtonnier lui en désigne un d'office. La désignation demandée doit intervenir dans les huit jours de la demande.

Le droit d'être assisté par un avocat est rappelé à l'intéressé lors de la première audience.

Article 1200-6. - Dès l'avis d'ouverture de la procédure et jusqu'à la veille de l'audience, le dossier peut être consulté au greffe par l'avocat, qui peut se faire délivrer copie de tout ou partie des pièces du dossier pour l'usage exclusif de la procédure de mesure judiciaire d'aide à la gestion du budget familial. Il ne peut transmettre à son client les copies ainsi obtenues ou la reproduction de ces pièces.

Jusqu'à la veille de l'audience, le dossier peut également être consulté directement par l'allocataire ou l'attributaire des prestations à sa demande. Cette consultation est réalisée aux jours et heures fixés par le juge. En l'absence d'avocat, le juge peut, par décision motivée, exclure du dossier tout ou partie des pièces dont la consultation porterait une atteinte excessive à la vie privée d'une partie ou d'un tiers. Le dossier peut être consulté dans les conditions prévues à l'alinéa précédent par le délégué aux prestations familiales désigné par le juge.

La décision écartant certaines pièces de la consultation est notifiée dans les huit jours à la personne qui en a fait la demande. Le procureur de la République est avisé de cette notification.

Article 1200-7. - Avant toute audience, le dossier est transmis au procureur de la République qui fait connaître au juge, au moins huit jours avant l'audience, son avis écrit sur la suite à donner et lui indique s'il entend formuler cet avis à l'audience. Il n'y a pas lieu à communication pour avis avant la première audience lorsque le juge a été saisi par le ministère public.

Article 1200-8. - L'affaire est instruite et jugée en chambre du conseil.

L'audience peut être tenue au siège du tribunal pour enfants ou au siège d'un tribunal d'instance situé dans le ressort, que la convocation indique.

A l'audience, le juge entend l'allocataire ou l'attributaire des prestations familiales et porte à sa connaissance les motifs de sa saisine. Il entend toute autre personne dont l'audition lui paraît utile.

L'avocat de l'allocataire ou de l'attributaire des prestations est entendu en ses observations.

Article 1200-9. - Le juge des enfants se prononce sur la mesure judiciaire d'aide à la gestion du budget familial par décision séparée des autres décisions relatives à l'assistance éducative.

La mesure judiciaire d'aide à la gestion du budget familial peut à tout moment être modifiée ou rapportée soit :

1° D'office par le juge ;

2° A la demande du procureur de la République ;

3° A la demande des personnes ayant saisi le juge en application des 1°, 2° et 4° de l'article 1200-3 ;

4° A la demande du délégué aux prestations familiales.

Article 1200-10. - La décision du juge des enfants est notifiée dans les huit jours aux parties et, en tout état de cause, au délégué aux prestations familiales s'il a été désigné et à l'organisme débiteur de ces prestations.

Un avis de notification est également donné au procureur de la République.

Article 1200-11. - La décision du juge des enfants peut être frappée d'appel par les parties et le délégué aux prestations familiales, dans un délai de quinze jours suivant sa notification ou remise de l'avis.

L'appel est formé selon les règles édictées aux articles 931 à 934. Le greffier avise de l'appel, par lettre simple, les parties qui ne l'auraient pas elles-mêmes formé et les informe qu'elles seront ultérieurement convoquées devant la cour.

Article 1200-12. - Les dispositions des articles 1193, 1195 et 1196 sont applicables à la mesure judiciaire d'aide à la gestion du budget familial.

Article 1200-13. - Les décisions de la cour d'appel sont notifiées conformément à l'article 1200-10.

Article 4

I. — L'article R. 167-2 du code de la sécurité sociale est abrogé.

II. — Après l'article R. 167-8 du code de la sécurité sociale, il est inséré un article R. 167-8-1 ainsi rédigé :

Article R. 167-8-1. - Les dispositions des articles R. 167-3 à R. 167-8 ne sont plus applicables aux mesures judiciaires d'aide à la gestion du budget familial prises par le juge des enfants à compter de la publication du décret n° 2008-1486 du 30 décembre 2008.

Article 5

La rubrique I. — « Droits des personnes » du tableau de l'article 90 du décret du 19 décembre 1991 susvisé est ainsi modifiée :

1° Dans la colonne « Coefficient de base », après le coefficient 4 figurant en face de la ligne IV-5, est ajoutée la mention « (9) » ;

2° Sous le premier tableau, après la note (8), est ajoutée la note (9) ainsi rédigée :

« (9) Y compris l'ouverture d'une mesure judiciaire d'aide à la gestion du budget familial sur requête ou saisine d'office du juge. »

Article 6

I. — Après l'article 1511 du code de procédure civile, il est inséré un article 1511-1 ainsi rédigé :

Article 1511-1. - Les dispositions de la section II bis du chapitre IX du titre Ier du livre III seront applicables à la date de publication des dispositions d'adaptation prévues par l'article 40 de la loi n° 2007-293 du 5 mars 2007 réformant la protection de l'enfance.

II. — L'article 1512 du même code est remplacé par les dispositions suivantes :

Article 1512. - Le présent code est applicable aux îles Wallis et Futuna, à l'exception des dispositions des titres IV et V du livre II, du chapitre IV du titre II du livre III et de la section II bis du chapitre IX du titre Ier du livre III, dans les conditions définies au présent livre.

Article 7

Le présent décret entre en vigueur le premier jour du mois suivant celui de sa publication.

Article 8

La garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 30 décembre 2008.

Par le Premier ministre François Fillon

La garde des sceaux, ministre de la justice, Rachida Dati

Le ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique, Eric Woerth

Vu l'avis du Comité national des retraités et des personnes âgées en date du ;